

MAYENNE
ET
LA BOURGOGNE
1587-1596

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DES PROVINCES FRANÇAISES PENDANT LA LIGUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
HENRI DROUOT
agrégé de l'Université, professeur au Lycée de Dijon

TOME DEUXIÈME

PARIS
AUGUSTE PICARD, ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 82
—
1937

*Thèse Paris
1937*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

MAYENNE
ET
LA BOURGOGNE

MAYENNE
ET
LA BOURGOGNE
1587-1596

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DES PROVINCES FRANÇAISES PENDANT LA LIGUE

THESE POUR LE DOCTORAT ES LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

HENRI DROUOT

agrégé de l'Université, professeur au Lycée de Dijon

TOME DEUXIÈME

PARIS
AUGUSTE PICARD, ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 82
—
1937

42400.



MAYENNE ET LA BOURGOGNE

(1587-1596)

TOME DEUXIÈME

DEUXIÈME PARTIE

MAYENNE

ENTRE LA MONARCHIE ET SON «PARTICULIER»

1591-1593

CHAPITRE VIII

PROBLÈMES DE 1591. L'ÉQUIVOQUE MAYENNISTE

- I. *Situation spéciale de la Bourgogne. Un gouverneur de province lieutenant-général de l'Etat.*
- II. *De 1589 à 1591 : le discrédit du protecteur.*
- III. *Mayenne en 1591. Les nécessités contradictoires. a) Le « général ».*
- IV. *Mayenne en 1591. Les nécessités contradictoires. b) Le « particulier ».*
- V. *Les ligueurs bourguignons et l'équivoque mayenniste.*
- VI. *La bienveillance et l'autorité.*

EN 1591, un problème jusque-là imprécis aux yeux des Bourguignons commença à se poser devant eux avec force. Dans leur province attaquée par une armée navarriste parce qu'elle était la province du chef de l'État ligueur, ils avaient lutté sans lui. Ils lui payaient, de plus, de lourdes contributions, dont il ne les défendait pas suivant la tradition des gouverneurs. Le gouverneur de Bourgogne était aussi le monarque et, en fait, le continuateur d'Henri III.

Dualisme qui, d'abord, avait, aux Bourguignons, paru profitable. Mais, avec Ivry et le siège de Paris, était venu pour leur maître le temps des grandes traverses, le temps de la double lutte contre les navarristes et les ultra-ligueurs, qui l'amenait à pressurer plus fort la province. Alors, dans cette province déçue, et que l'affaire Sennecey démunissait de tout lieutenant apte à freiner, ce dualisme prit tout son sens, et exerça tous ses méfaits.

I. — SITUATION SPÉCIALE DE LA BOURGOGNE. UN GOUVERNEUR DE PROVINCE LIEUTENANT-GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

Lieutenant-général de l'État, Mayenne avait, en avril 1589, donné pouvoir à son frère dans un groupe de provinces qui comprenait la Bourgogne, sans abandonner lui-même ni son titre ni sa charge de gouverneur. Cet abandon ne pouvait se concevoir : il eût été trop contraire à son dessein et à son esprit, — à l'esprit même des princes de la Ligue, au sentiment du « particulier ». Mayenne agissait comme gouverneur, signait comme gouverneur. Les villes de Bourgogne, les États, les élus, dans bien des cas, lui donnaient cette qualité, lui écrivaient comme tel et recevaient ses ordonnances ; — et la réalité de ce titre, pendant les longues vacances de la lieutenance de Bourgogne, durant l'emprisonnement de Fervagues d'abord, ensuite depuis la retraite de Sennecey (août 1591) jusqu'à l'installation de Jean de Tavanès (juin 1592), se manifesta évidemment ¹. Aucune autre province n'avait, comme la Bourgogne, le privilège de correspondre ainsi avec le chef de l'État comme gouverneur ; et jamais, d'autre part, la Bourgogne n'entretint avec son gouverneur absent correspondance plus active.

Mais Mayenne intervenait aussi, en Bourgogne, comme lieutenant-général de l'État dans les cas où les rois valois avaient coutume de le faire. Il adressait au Parlement, aux élus, aux villes des justifications au lendemain des actes « d'Estat » importants, des avertissements ou des ordres dans les circonstances de danger, et, naturellement, des lettres patentes, des réponses aux requêtes concernant le général : tailles, octrois, usufruit des biens séquestrés, sans compter les lettres touchant les provisions d'offices ².

1. Les États, en 1590, en 1593, offrent à Mayenne le don traditionnel attribué au « gouverneur du pays » (v. p. ex. C.-D'OR, C 3071, f. 13). Ils lui demandent de désigner un lieutenant pour gouverner « en son absence » (C 3069, f. 291 v^o). Beaucoup des lettres que nous avons citées pour 1589 se présentent comme adressées à Mayenne gouverneur ou envoyées par lui comme tel. Exemple d'acte signé comme gouverneur : l'ordonnance réglant les gardes que la Chambre de Dijon reçoit en janvier 1594 (Dijon, B 231, f. 127). Donc, Mayenne agira comme gouverneur même à l'époque où son fils exerce le gouvernement par délégation (v. ci-ap., ch. XV, § II). — Noter qu'à partir de 1591, Nemours semble cesser de nommer en Bourgogne par commission (cf. ci-dessus, I, p. 448) et que sa lieutenance générale exceptionnelle ne s'exerce plus, au moins effectivement, dans cette province.

2. C'est la longue série des actes enregistrés dans B 29 et B 12085.

Pour la plus grande part, d'ailleurs, la correspondance bourguignonne de Mayenne, — les lettres closes, — échappe à tout classement précis. Lettres du gouverneur ? Lettres du lieutenant-général ? La plupart étaient en fait tenues simplement, sans autre précision, comme lettres du duc de Mayenne, lettres de « Monseigneur » ; et le fait, certes, est à relever parmi ceux qui caractérisent l'aspect particulier de la révolution en Bourgogne. Dans la situation de crise, Mayenne y prenait figure complexe, d'un type anormal, inclassable, en somme, parmi ceux que connaissait la tradition monarchique, puisqu'en lui se mêlaient deux qualités régulières, — sous l'égide d'une troisième, pour quelques-uns essentielle : la qualité de chef de parti.

Pour les ligueurs mayennistes de Bourgogne peu importaient, en fait, les distinctions et les dates précises qu'on pouvait marquer dans la carrière de Mayenne depuis janvier 1589. Simple gouverneur révolté, du départ de Dijon (18 janvier 1589) au 12 février ; — lieutenant-général révolutionnaire, de février à août 1589 ¹ ; — après la mort d'Henri III, de fait seulement d'abord, puis, après Arques et suivant les vues du Conseil de l'Union, en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris : lieutenant-général d'un roi prisonnier ; — enfin, depuis le 8 mai 1590, date du décès de Charles X, lieutenant-général sans roi, en attendant que les États en élussent un, — Mayenne avait parcouru plusieurs étapes. Mais on ne voit nulle part que ces titres successifs ou ces caractères divers aient spécialement retenu pour eux-mêmes l'attention de nos mayennistes, même des juristes, et modifié par eux-mêmes soit l'intensité soit la nature de leurs relations avec leur prince. Pouvoir révolutionnaire ou pouvoir validé, ce n'est pas de cela que les Bourguignons se souciaient beaucoup. Et l'histoire des relations de Mayenne avec sa province ne saurait être divisée en périodes correspondant aux phases de l'évolution constitutionnelle.

Ce qui évolua, ce qui a vraiment une histoire, c'est le sentiment déterminé par l'usage que fit Mayenne de son double pouvoir.

1. Partageant l'autorité (c'est la période proprement révolutionnaire) avec le Conseil général de la Sainte-Union. Formule de la chancellerie : « Charles de Lorraine, duc de Mayenne, pair et lieutenant général de l'Estat royal et couronne de France, et le conseil général de l'Union des catholiques estably à Paris, attendant l'assemblée des Estatz du royaume » (SAULNIER, *Le cardinal de Bourbon*, 216).

Gouverneur-protecteur armé de l'autorité monarchique, ou monarque exploiteur usant de ses facultés de gouverneur ? Voilà la question qui compte avant tout. Hors des controverses privées qui nous échappent, — on ne discutait guère, au camp ligueur, la légitimité ni le caractère des deux titres. Mais l'exercice qu'en fit, en Bourgogne, le gouverneur monarque fut apprécié diversement suivant les dates. Ce dualisme fut le prestige et la force du prince d'abord, sa faiblesse ensuite, et finalement, — on le verra, — le vice essentiel, le vice interne et mortel du mayennisme, — c'est-à-dire, s'agissant de la Bourgogne, de la Ligue.

II. — DE 1589 A 1591 : LE DISCRÉDIT DU PROTECTEUR.

Ce qui, en 1589, avait constitué l'élément central du mayennisme bourguignon, c'était le crédit prêté au gouverneur devenu chef d'État, muni du sceau des rois et qui, cas unique, signait lui-même les provisions destinées à son gouvernement personnel. Ami et fauteur de la grande cause, mais aussi des intérêts particuliers des réalisateurs sociaux, — tel apparaissait alors en Bourgogne ce prince qui, en partant pour Paris, avait promis assistance à qui se liait à lui : au regard de l'une et de l'autre des deux mentalités définies dès 1588¹ et que 1589 avait confirmées, Mayenne était également le « protecteur ».

C'était là un mot de l'époque, mais employé en des sens en fait fort variables. Peut-être Mercœur, à qui une assemblée bretonne décernait, en 1589 précisément, le titre de « protecteur de la religion catholique en Bretagne² », vit-il comme Mayenne s'abriter sous ce titre deux conceptions de son rôle : protecteur de la « religion », mais protecteur aussi des ambitions... « Protecteur » aussi, et en titre, que Charles-Emmanuel, duc de Savoie, auprès des Provençaux du parti du sr de Vins et du Parlement d'Aix³. « Protecteur »

1. V. ci-dessus, I, Introduction, § 6, p. 155-157.

2. A l'instigation des évêques de Rennes et de Dol (POCQUET, *Hist. de Bretagne*, V, 149).

3. En nov. 1590, le Parlement d'Aix, le clergé et la noblesse lui décernent ce titre sous l'autorité de la couronne de France, et c'est la fonction que lui attribuent solennellement ses partisans, si ardents, de Draguignan, de Marseille (De Thou, XI, 222. Cf. PAPON, *Hist. générale de Provence*, 1786, IV ; WILKINSON, *The last phase...*).

encore, aux yeux et sans doute dans la bouche de quelques ligueurs champenois, que Charles III de Lorraine après la mort d'Henri III¹. Et protecteurs au double sens peut-être. Mais là, bien que publié, le nom signifiait beaucoup moins qu'en Bretagne, — et sûrement moins qu'en Bourgogne, où nulle autorité cependant ne l'avait publiquement décerné à Mayenne. On le donnait à ces hauts princes pour légitimer, ou du moins définir en quelque mesure leurs interventions dans les provinces françaises. Ces interventions ne procédaient d'ailleurs que de contacts récents amenés eux-mêmes par la décomposition du royaume. Princes inconnus, en réalité, que ces « protecteurs » étrangers ; et dont le titre représentait plus encore l'un de leurs moyens de conquête qu'une espérance spontanée et fondée des Provençaux ou Champenois dans l'efficacité de leur appui.

Mayenne, qui ne portait le nom qu'en de rares écrits², mais à qui on attribuait communément la fonction, ne devait pas ce privilège seulement, comme Charles-Emmanuel, à un entraînement épisodique de 1590. Il bénéficiait, en l'espèce, si limité que fût son prestige personnel, de l'association lentement forgée entre sa famille et sa province. Et, d'ailleurs, soit qu'on saluât en lui le Guise, prince français, voué à la défense de la couronne « très chrétienne », soit qu'on le considérât plus simplement comme le gouverneur-patron, il semblait, en 1589, mieux muni, en fait, que ces « protecteurs » étrangers, et mieux que Mercœur lui-même, de titres propres à lui valoir du crédit, et de ressources propres à justifier ce crédit.

A la fin de 1589, si desservi qu'il fût par beaucoup de ligueurs lorsqu'il demandait la Réunion, il conservait encore ce crédit à peu près entier auprès de ses adhérents de janvier. Dans un rapport adressé aux navarristes, un espion posté en plein Dijon analyse avec soin l'opinion locale à la date du 4 novembre, au lendemain de la campagne incertaine d'Arques et de l'incursion d'Henri de Navarre dans les faubourgs de Paris. Nouvelles inquiétantes ; depuis le début d'octobre, Mayenne, à l'ordinaire prodigue de

1. DAVILLÉ, *Les prétentions de Charles III*, 188, 190-191 ; cf. LEPAGE, *Lettres et instructions de Charles III...*, Nancy, 1864, in-8°, 159-186.

2. V. pour le cas des Avallonnais, BAUDOUIN, II, 527.

lettres, n'a pas écrit. Et, voici que dans une atmosphère d'alarme une rumeur s'élève : Monseigneur est mort... Il est mort, annonce un nouvelliste dijonnais, « doiz le III^e du mois passé¹... ». Un complet désarroi apparaît alors parmi les chefs locaux de l'Union, les Fyot et les Bernard. Ils combattent la diffusion de la sinistre nouvelle ; mais craignant qu'elle ne soit confirmée, délibèrent au sujet du parti qu'éventuellement ils pourront avoir à prendre. Or, — du moins à en croire l'observateur dijonnais, par ailleurs fort exactement informé,² — nulle mention n'est faite à ce moment par eux, comme de principes capables d'assurer à leur Ligue, et à eux-mêmes, les chances d'une victorieuse défense, ni de la royauté de Charles X³, ni de l'autorité du Conseil parisien. Mayenne disparu, ce sera à leurs yeux, la ruine soudaine de la Sainte-Union ; — c'est en tout cas « la perte d'eux et de leurs familles ». Il leur faudra se jeter dans le château de Dijon et, si le capitaine Franchesse, qu'ils ont tâté et qui se réserve, n'assure pas leur sécurité, « leur mileur seroit d'abandonner la ville et le royaume et se retirer d'heure », en Comté évidemment. En somme, la mort de Mayenne serait pour eux l'une de ces catastrophes dont on ne conjure guère les conséquences.

On battait bien monnaie à l'effigie de Charles X⁴. On recevait bien, de loin en loin, quelque lettre des ligueurs parisiens. Mais de quelque façon qu'on conçut son rôle de protecteur, ligueurs aux vues larges ou ligueurs locaux considéraient encore Mayenne comme leur seul appui contre les dangers personnels qu'ils pouvaient attendre d'une victoire navarriste et aussi comme leur propre espoir de victoire. Or, la foule catholique, alors, suivait, de

1. Enquête du 10 nov. sur les dires attribués à Jean Girault. Ledit Girault nie avoir tenu ces propos. Mais « bien est-il vray qu'il y a ung jacobin qui luy a dit avoir ouy dire ce jourd'huy led. seigneur estre mort » (Dijon, B 227, f. 137 v^o). V. sur le même bruit, B.N., Moreau 804, f. 113.

2. B.N., Moreau 804, f. 113, p. p. DROUOT, *Dijon à l'automne de 1589 d'après un rapport d'espion*. Pièce utile. Mais il faut faire la part des exagérations ou déformations imputables à l'esprit de tendance de l'informateur (v. *ib.*, 3-4).

3. Sur l'indifférence des ligueurs bourguignons en général à l'égard du « roi de la Ligue », v. une note spéciale : DROUOT, *La royauté du cardinal de Bourbon et les ligueurs bourguignons*.

4. SAULNIER, 241. Sur les frappes des monnaies de Charles X en Bourgogne : R. DUPLESSIS, *Le médaillier de l'Académie* (dans *Bull. de l'Acad. de Dijon*, 1922, notice 1). Cf. P. BORDEAUX, *Les ateliers monétaires... pendant la Ligue*.

bon ou de mauvais gré, dans la province, ces inspireurs ¹. Jusqu'à Ivry se prolongea ainsi le temps heureux de la confiance bourguignonne, celui où, au pays, tout ligueur, même le servant peu, se « reposoit du tout » sur son gouverneur, — et où les Montbardois, affrontant les assauts des navarristes, se disaient, au protecteur, avides, non seulement de servir Dieu, mais « aussy de vous obeyr et demeurer vos fidelles subjectz ² ». Sujets : le mot dut plaire à Mayenne.

Soldats et « sujets » confiants, parce que Mayenne, jusqu'au début de 1590, put demeurer général sans déroute et monarque débonnaire. Aux armées, aucune défaite nette : lorsque les deux Henris, l'écartant, avaient bloqué Paris, le couteau de Jacques Clément l'avait sauvé du désastre, et de ses insuccès de Normandie la propagande mayenniste réussissait à faire des succès ³. Quant à ses « commandemens », ils pouvaient se revêtir d'une bénignité sincère. Jusqu'au printemps de 1590 se prolonge pour lui le temps par excellence des « voyes de douceur ⁴ ». Et le laisser-faire de Sennecey, qui ruinait la discipline, semblait prorroger encore ce crédit.

C'est après Ivry, c'est par le spectacle de sa faiblesse, puis par l'accroissement nécessaire de ses exigences, par son effort de redressement autoritaire que Mayenne rompit le charme. Première déception : les défaites de Monseigneur. Ivry, d'abord et surtout.

1. Nous ne faisons pas intervenir pour l'instant les sentiments proprement populaires, dont l'influence était encore presque nulle sur le déroulement des faits politiques dans la province. V. à ce sujet ci-ap., ch.

2. *Disc. veritable du siège mis devant Montbard* (« copie d'une lettre escripte à Monseigneur le duc de Mayenne par les habitants... », fév. 1590).

3. Le secrétaire du duc, Prudent, apporte en Bourgogne de merveilleuses nouvelles. Une victoire ; Longueville prisonnier, La Noue tué, le duc de Soissons « blessé à mort » ; etc. Le navarriste dijonnais qui note cela ajoute (comme De Thou, XI, 38) : mensonges. Mais les ligueurs se rassérénent (B.N., Moreau 804, f. 113 v^o). Quant aux plaquettes de propagande, v. p. ex. *La prise et rendition de la ville d'Eu, située près les villes d'Arques et Diepe...*, Troyes, Jean Moreau, s. d., in-8° : on parle d'Eu, non d'Arques. Le même Moreau imprime d'ailleurs (s. d.) un *Disc. abregé du combat...* (Arques) où Mayenne est représenté comme vainqueur. Sur ces deux plaquettes : MORIN, n° 128, 136. V. aussi *La deffaite et route... du Roy de Navarre...*, Paris, Velu, 1589, in-8°.

4. V. les lettres citées dans les ch. III-VI et dans B.N., Moreau 804, f. 2, un extrait de lettre aux États de Bourgogne où le prince, pour prêcher aux gentils-hommes l'indulgence et l'entente avec les bourgeois seconds use lui-même de paroles nettement amicales et paternelles à l'égard des deux groupes.

Depuis des mois, le chef annonçait l'approche d'une grande bataille. Au milieu de février 1590 enfin, du camp de Mantes, arrivèrent des dépêches qui disaient venue l'heure où l'on allait « en une journée, terminer tant de maux que la France souffre ¹ ». Et la Bourgogne catholique se mit en prières ². Après l'événement, Mayenne multiplia les courriers destinés à en atténuer les effets : « Le mal » n'était « si grand, Dieu mercy, que bientôt », et assisté « de plus grandes forces », il ne prit une éclatante revanche ³. Il combattait « l'estonnement » de « ceux » qui n'étaient « pas bien resoluz ». De fait, au « grand bruit » de la « defaictc », les ligueurs, et même les plus fidèles, comme le chanoine Pépin, tout en accusant le Navarrais de trahison, laissaient vaciller leur confiance ⁴. Toutes sortes d'illusions furent balayées par le vent de la déroute. Les besoins de l'armée catholique privant la province de ses meilleures compagnies, le « nettoisement » du pays fut ajourné. Puis l'attaque de Sens par le vainqueur d'Ivry jeta à ce point l'angoisse en Auxerrois, qu'Auxerre même, coupée de son point d'appui moral, la ville des Seize, se tourna, quêtant secours, vers Dijon et le Duché ⁵ : la Bourgogne alarmée se repliait sur elle-même.

1. Mayenne aux magistrats de Dijon, camp de Mantes, 10 fév. 1590, *Corr.*, n° 470 ; camp de Magny, 27 fév., *ib.*, n° 471. Le 1^{er} fév., le capitaine Deschamps, venant de l'armée, avait aussi annoncé une prochaine grande victoire (Dijon, B 227, f. 213). Les annonces du début du mois visaient la bataille préparée sous Meulan, que Mayenne refusa, non son adversaire. — Notons que Jeannin, confidemment, faisait entendre ses inquiétudes personnelles (Jeannin à Fyot, Paris, 3 fév., *Mém. de la Ligue*, IV, 204).

2. Dès le 1^{er} février, après la communication de Deschamps, on décidait à Dijon une procession générale et des prières publiques (Dijon, B 227, f. 213). Cf., pour Mâcon : MAÇON, BB 56, fév. 1590.

3. P. ex. Dijon reçut de Mayenne au moins trois lettres coup sur coup : 1^o du camp de Saint-Denis, 19 mars, *Corr.*, n° 475 ; 2^o de Meaux, 21 mars, *ib.*, n° 476 ; 3^o de Soissons, 23 mars, Dijon, B 457, n° 79. Mâcon n'a conservé qu'une lettre, de Meaux, 21 mars, conçue en des termes à peu près semblables à ceux de la lettre envoyée le même jour à Dijon (MAÇON, AA 7, n° 31). — La cavalerie est presque intacte. L'infanterie s'était « escartée » — joli euphémisme, — mais on la « recueille ». « Plus résolu que jamais d'y mourir », le duc va bientôt attaquer (lettres du 21 mars à Mâcon et à Dijon). De Paris, le 17 mars, l'échevin dijonnais Carrelet se faisait l'écho des versions favorables (*Corr.*, n° 474).

4. Pépin montre le duc « fort maltraité », son camp, son bagage enlevés, etc. (60-61). Il y eut des prisonniers bourguignons, p. ex. le s^r de La Motte-Ternant (DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Req.*, n° 20).

6. Cf. LEBEUF, II, 415-416 (mesures d'alarme en vue d'un siège). Sur le curieux et momentané renversement des attaches d'Auxerre, v. notamment Dijon, B 227, f. 286 v° : 11 mai 1590 ; et *Corr.*, n° 482.

Le siège de Paris, de juin à septembre 1590, desservit encore Mayenne. Quelle que fût la défiance de la plupart des bourgeois bourguignons pour la démagogie de la « capitale », les villes de la province sentaient mûrir dans cette grande cité de 220.000 habitants le destin de leurs propres entreprises. On les vit alors concentrer sur elle leurs moyens d'information. Les Bourguignons qui la voyaient de près, comme l'échevin en mission Bernard Carrelet, les gentilshommes qui, en colonnes successives, rejoignaient l'armée, ne cessaient de les tenir au courant de la grande partie et les départs mêmes de la noblesse des deux camps confirmaient la gravité de la lutte engagée pour la « capitale de la France et chef de la Sainte-Union ¹ ». Ce Paris idéal tendait donc, un instant, à se réhabiliter des excès des Seize. Et Mayenne y perdait d'autant ; Mayenne, qui jouait alors un pauvre rôle, qu'on savait à Soissons ou à Meaux, impuissant. On n'ignora pas que les auteurs de la délivrance étaient non « Monseigneur », mais Nemours et le duc de Parme ². Du reste, la joie des *Te Deum* avait été vite rabattue, pour la Bourgogne, par l'annonce de cette autre conséquence d'Ivry, la venue d'Aumont.

Ivry, observe Michel Hurault, suffit à ravir à Mayenne « l'opinion qu'on avoit de luy qu'il estoit diligent et soigneux capitaine ³ ». Observation vraie pour la Bourgogne, qui découvrait alors la faiblesse de son « maître » et la nécessité de ne compter que sur elle-même. Tandis que Nemours commençait à soutirer la réputation de Mayenne, que le Bourguignon Jean de Tavanès critiquait sa stratégie ⁴, que Mayenne lui-même, avec une nouvelle

1. Sur la correspondance de Carrelet : *Corr.*, nos 474, 475, et DIJON, B 227. Sur les départs des gentilshommes, ci-dessus, I, p. 408. Mayenne envoyait en Bourgogne le sieur Texier, « pour convier tous ceux de vos quartiers à m'assister en ceste occasion » (Mayenne aux magistrats de Dijon, camp de Vély, 25 juin 1590, *Corr.*, n° 483). Nombreuses demandes de secours, en argent et en hommes, au mois de juillet. — Les prières et les processions se multiplient en Bourgogne pendant le siège de Paris (YONNE, G 1854, processions d'Auxerre ; — C.-D'OR, G 2508, f. 326 ; 2509, f. 8-11 v°, processions et neuvaines de Beaune ; — etc.).

2. Quoique Mayenne en accepte naturellement l'honneur (v. p. ex. les lettres aux magistrats de Mâcon et à ceux d'Autun, camp de Pomponne, 4 sept. 1590, MACON, AA 7, n° 32 et AUTUN, BB 5).

3. *Second discours* dans *Quatre excellens discours*, 155. Cf. le témoignage du légat (Caetano au pape, Paris, 30 avril, VATICAN, Nunz. di Franc., XXVII, f. 520).

4. *Mém. de Gaspard de Tavanès*, 223, 248. Il se flatte même d'avoir, avant

armée, réduisait aux négatifs succès de la campagne sous Rouen la revanche et les « grandz effectz » promis par son fidèle Etienne Bernard¹, — les *Discours* de l'imprimeur Jamet Mettayer, de Tours, qui proclamaient l'impuissance de M. du Maine, trouvaient bonne audience en Bourgogne². L'auréole militaire de Mayenne y était anéantie.

Or, dans le même temps, un effort monarchique du prince portait à son crédit un coup plus grave encore, en révélant, un peu tardivement, mais trop clairement, aux ligueurs bourguignons, quel changement important s'était produit chez leur « protecteur » le jour où de chef de révolte, il était devenu « remplaçant de roy ». Depuis août 1589, aux yeux de qui respectait la loi catholique du royaume, c'est le gouvernement de Tours qui était irrégulier et rebelle. Mayenne, puissance légitime encore que provisoire, le combattait au nom du principe du serment royal ; — le gouvernement royal, c'était le sien. Et, au premier abord, un tel renversement du jeu eût semblé devoir doubler son autorité. Mais la force des choses poussait ce gouvernement régulier à recueillir de celui d'Henri III tout le possible. Il lui fallait apparaître sous les traits familiers et spécifiques du régime monarchique établi. Et, d'ailleurs, de manquer à cela, Mayenne, par goût ou dessein personnel, n'avait cure. Or, continuateur du gouvernement d'Henri III, il hérita des griefs que ce gouvernement avait soulevé et un enchaînement de nécessités le mena, comme chef de l'État, à précipiter la défiance qu'il s'attirait déjà comme chef d'armée.

Ivry, « au conseil, le matin, déconseillé la bataille ». Hésitations fatales ou fausses manœuvres, selon lui, aussi, à Tours, à Arques, puis surtout devant Rouen, en 1592 (*ib.*, 169-172).

1. Bernard aux magistrats de Dijon, Reims, lettres de sept. à déc. 1591, *Corr.*, n^{os} 522, 523, 533, etc. Mayenne lui-même insistait dans sa correspondance bourguignonne sur l'importance des renforts à lui promis, notamment des pontificaux (MACON, AA 7, n^o 36, 37 ; PERRY, *Hist. de Chalon*, 372, et CHALON, BB 10, f. 17 v^o, etc.). Pendant les opérations sous Rouen, nombreuses lettres prometteuses et optimistes (*Corr.*, n^{os} 537, 538, 541 ; MACON, AA 7, n^{os} 39, 40 ; etc.).

2. Car elles devaient y pénétrer, p. ex. le *Discours de ce qui s'est passé en l'armée du Roy depuis la bataille donnée près d'Evry...* Tours, Mettayer, 1590, in-8^o. V. l'exemplaire conservé à Dijon, passé aujourd'hui à la Bibl. de Dijon.

III. — MAYENNE EN 1591. LES NÉCESSITÉS CONTRA-DICTOIRES. A) LE « GÉNÉRAL »¹.

1590, 1591 : années où Mayenne s'enfonce dans les soucis du gouvernement général. Tandis qu'il s'absorbe dans sa lutte contre Henri de Navarre ou dans ses essais parisiens d'autorité personnelle, derrière lui la Bourgogne s'éloigne. Dans le lieutenant-général de l'État, le gouverneur-patron semble s'effacer.

En 1590, son impuissance militaire avait déjà porté atteinte à son autorité de régent. Mais, en 1591, celle-ci se trouvait plus gravement menacée. En même temps que les prises de son gouvernement sur les provinces se relâchaient de toutes parts, compromises par les « protecteurs » intrus, par les gouverneurs, par les mairies, par les corps locaux, grandissaient dans Paris les prétentions des Seize. En avril, journée des Farines : exploit des Seize, — et perte de Chartres : nouvel échec de Mayenne. Ce fut alors la levée des démagogues exigeant la reconstitution du Conseil général de la Sainte-Union et ranimant, du même coup, l'esprit révolutionnaire de 1589, l'idée d'un comité parisien de salut catholique, centre d'une confédération des grandes villes². Et à Mayenne inquiet des concessions s'imposèrent. Il dut tolérer le bannissement des officiers « politiques » et tolérer aussi, comme à Dijon, l'exclusion des « retornans », renoncer en somme, définitivement, à la Réunion.

Il songeait aussi à se faire confirmer son autorité par des États généraux. Il les avait convoqués à deux reprises déjà, mais mollement, seulement pour gagner du temps³. Or, cette fois, une partie de la Ligue le pressait de son impatience : la royauté d'attente était tombée depuis un an : Charles X était mort dès le 8 mai 1590. Réunir l'assemblée assez loin du Paris des Seize, y amener un nombre limité, mais suffisant, de députés des provinces, — et surtout

1. Nous avons déjà justifié l'emploi que nous faisons des termes « le général » et « le particulier ». Ajoutons que les *Articles* analysés ci-après les emploient abondamment, et que leur usage va s'accroissant dans les lettres de Mayenne de 1590 à 1593 (*Corr.*, nos 506 et s. ; *MAÇON*, AA 7, nos 34, 35, 37 ; etc.).

2. *ROBIQUET*, *Hist. municipale de Paris*, III, 57 et s. ; *MARIÉJOL*, 340 et s.

3. Sur les convocations à Melun, puis à Orléans, puis à Reims, v. ci-ap., ch. XI, § VII.

de certaines provinces ; y poser pour la forme, pour contenter le pape et son légat Landriano, la question de l'élection royale ; puis, ajournant cette élection, se faire rafraîchir ses pouvoirs par ce simulacre d'assemblée nationale, devenir ainsi pour un bon bail comme un vrai roi « hormis le nom ¹ », et réserver l'avenir, — tel fut, probablement, au printemps et au milieu de 1591, l'un des éléments les moins incertains d'un « dessein » assez flottant. Et il arriva que, de cette idée, bien digne à la fois de l'ambitieux jaloux et de l'éternel temporisateur qui vivaient ensemble dans Mayenne, un acte faillit sortir. Sa convocation, ses instances répétées auprès des villes des provinces sont d'un ton qui paraît exprimer une résolution ². Le projet, cependant, avorta encore. Mais des préparatifs auxquels Mayenne et son conseil s'étaient livrés, il resta un texte : le programme des résolutions que le lieutenant pensait tirer des États.

Il visait, non pas au choix d'un roi, mais à la restitution de la discipline chez les profiteurs des provinces et chez les novateurs de Paris. Il se taisait sur les théories de la Ligue concernant le partage de la puissance monarchique avec les États et les villes, et proposait au contraire le redressement d'une autorité « générale », comme sauvegarde de la couronne catholique. C'était le plan des Brisson de Paris, des Bernard, des Fyot de Dijon, celui des Jeannin et des Villeroy au conseil.

« Je ne scay », dit l'un des pamphlétaires de la *Ménippée*, parlant

1. C'est l'expression même du programme daté du 22 mai 1591 (v. ci-ap.). A l'appui de cette version générale des intentions de Mayenne, on pourrait relever certains passages des *Articles* analysés plus loin, celui, p. ex., où Mayenne exprime cette idée qu'il suffira de consulter « certains depputez des villes et provinces choisiz et esleuz qui ont par leur prudence et experience aux affaires acquis la creance en chascun des troys ordres ». Il dit, d'autre part, dans certaines lettres, qu'il veut « ung nombre d'hommes choisis » (*Corr.*, n° 513). Tout fait penser que Mayenne voulait une assemblée réduite et sélectionnée.

2. V. 1° ses lettres et mandements imprimés en plaquettes, notamment par Jean Moreau, de Troyes (dans MORIN, n°s 173-175) ; 2° la série de ses lettres envoyées le 15 mai 1591 en diverses provinces (HENRY et LORQUET, *Correspondance de Mayenne*, n°s 407-416), puis ses lettres aux évêques (Reims, 15 juin, *ib.*, t. XXXV des *Travaux de l'Académie de Reims*, 42) donnant des indications sur les itinéraires, les escortes à utiliser. Sur ses instances particulières auprès des Bourguignons : ci-ap., ch. XII, § 1. HENRY, *La Ligue en Champagne*, 287 et s., a tiré des documents champenois la même impression de l'intérêt que Mayenne attachait à l'assemblée de Reims. Il montre le soin avec lequel le prince reçut les quelques députés qui avaient répondu à ses appels, et son espoir de compléter l'assemblée.

de l'idée de la dictature, « je ne scay qui en fut l'auteur, encore qu'on l'attribue au président Brisson ou Jeannin ¹... ». Et le nom du président bourguignon ne surprend pas ici. Qui peut être, en effet, le rédacteur de ces *Articles et Mémoires* ² dressés en vue des États et datés de Reims, le 22 mai 1591 ? Probablement, dit-on, l'un des conseillers de Mayenne ³, parce que tout y répond aux intérêts du lieutenant-général. Mais il faudrait observer, de plus, de quel accent ils servent le conservatisme social en réclamant comme fondamental le maintien « des rangs et qualitez des personnes », et expriment hautement la défiance des « hommes de basse condition ». Ils révèlent enfin une bonne expérience des difficultés de l'État : la marque d'un noble de robe, juriste et homme d'État, se reconnaît là ; à cette œuvre vraisemblablement collective la plume bourguignonne du président Jeannin peut bien avoir, et assez largement, collaboré ⁴. Et l'hypothèse semblerait plausible à qui se rappelle que le programme des *Articles* non seulement répondait nettement aux préoccupations du groupe dijonnais des amis de Jeannin, mais fut ensuite strictement servi par lui ; si l'on note que Bernard, après avoir eu conférence avec le président lors de sa mission à Reims, reproduit dans ses lettres à ses compatriotes des idées qui, évidemment, étaient familières à la plupart des ligueurs « françois », mais dans une forme qui précisément rappelle de fort près celle-là même qu'elles revêtent dans le mémoire du 22 mai ⁵.

Le fait certain, c'est qu'avec celle des autres pays de l'Union, l'anarchie de la Bourgogne « mayenniste » se trouvait, dans les *Ar-*

1. *Sat. Ménippée*, 230-231.

2. Publiés par HENRY et LORQUET, dans la *Correspondance de Mayenne* (dans les *Travaux de l'Acad. de Reims*, XXXV, 90-103).

3. MARIÉJOL, 343, d'après les hypothèses de divers. Il semble probable que ces *Articles*, qui devaient être utilisés dans les discours d'ouverture de Mayenne (HENRY, *La Ligue en Champagne*, 287) furent rédigés par plusieurs mains et qu'une attribution personnelle ne pourrait viser qu'une participation prépondérante de l'une d'elles. Sur ce texte, v. aussi POINSIGNON, *Hist. de Champagne*, II, 361-363.

4. Le 22 mai 1591, Jeannin était sans doute aux côtés de Mayenne en cette ville. Notons d'ailleurs que Bernard signalera l'activité particulière que le président déploie au service de Mayenne en 1591 (*Corr.*, n^{os} 523, 527) et, enfin, que Jeannin fut, d'autres fois, le rédacteur de mémoires importants de nature analogue (v. p. ex. ci-ap., sa participation aux États et conférences de 1593).

5. Ce qui inciterait à croire que le texte de ces articles fut communiqué. V. p. ex. Bernard aux magistrats de Dijon, Verdun, 8 oct. 1591, *Corr.*, n^o 523.

ticles, énergiquement condamnée. Pas de noms de provinces, certes : mais les bourgeois ou barons profiteurs du pays de Mayenne s'y eussent pu reconnaître, et prendre leur part de cette vigoureuse semonce. D'abord, et avant tout : point de « novalité », pas plus de révolution en politique qu'en religion ! Plus d'indulgence, ni pour ces mairies, ni pour ces lieutenants qui, après avoir juré l'Union, avaient, en fait, déployé plus d'efforts « à bastir une seureté privée qu'à maintenir le salut général », sacrifié, — comme Fervaques et La Verne, qui se trouvaient ici, en somme, renvoyés dos à dos, — le « chef » et « la cause » à leurs intérêts égoïstes. Beaucoup de gentilshommes et d'« habitants des villes » avaient oublié que le « corps de ceste monarchie » est « indivisible » et ne peut vivre que « par une très estroicte liaison de tous les membres », — les premiers en pillant les biens des « absents » et même des ligueurs, en vidant les caisses publiques, en ruinant les campagnes et le commerce, — les seconds en étendant leur puissance « au préjudice de l'autorité du chef » et des « lois de la monarchie », en entreprenant sur les prérogatives des gouverneurs, en « travaillant » méchamment « plusieurs de leurs concitoyens... soubz la couverture de la cause publique » : et l'on peut reconnaître ici, entre cent autres cas du même style qui se rencontraient en France, les fautes mêmes de la Bourgogne ligueuse, les égoïstes calculs de Sennecey, ou bien l'affaire Chantepinot et l'assaut des magistrats dijonnais contre les officiers.

Suivaient, et écrites d'une plume assez ferme, les significatives consignes de la monarchie « indivisible » :

1^o « Reconnoistre vostre chef avec tout respect, pleine puissance et souveraine autorité » (imiter les Romains lorsqu'ils « eslisioient ung dictateur entre les mains duquel ilz remettoient le souverain et absolu gouvernail... »).

2^o Donner au « chef souverain » un trésor suffisant pour sa maison, ses conseils, ses Parlements, afin (préoccupation de Jeannin et des ligueurs « françois ») de lui éviter la honte de recourir aux subsides étrangers.

3^o Demander à « Mondict seigneur » que ce soit son « bon plaisir » de reconstituer le Conseil général de l'Union, — vœu des Seize, sans doute, mais la suite est à lire, — cela avec des personnages sûrs, et « avoir agréable qu'un député de chascune des provinces soit assidu et ordinaire à sa suite [non au Conseil général] pour y recevoir ses commandementz et les faire entendre à sa province, à ce que lesdictz depputez ayent à maintenir la correspondance, liaison et union qui est si nécessaire pour le bien et salut de l'Estat ».

4° N'admettre de versements aux gouverneurs que sur pièces régulières et remettre toutes les troupes au commandement unique du « chef souverain ». Obliger d'ailleurs les mairies à respecter les nobles et à ne demander au peuple que les impositions autorisées par « commissions » et « lettres patentes »¹...

Une double intention était évidente : — avant tout, rallier autour de la « souveraineté » de Mayenne tous ceux qui appréhendaient un « Etat populaire et tumultueux », destructeur de la « distinction des rangs » ; — mais, de plus, pour contrebattre Paris, foyer des idées subversives, resserrer le faisceau des provinces sous la main du « souverain » ; pour neutraliser les Seize et contenir éventuellement un Conseil général, tenir à la suite du lieutenant-dictateur un autre conseil, celui des députés provinciaux, agents de liaison et d'unité, — agents d'autorité.

Ce programme autoritaire n'affronta pas l'auditoire des États. Les États de Reims ne furent pas ouverts. Mayenne dut ajourner encore leur tenue, s'employer à l'armée, se rabattre, on le verra, sur des moyens empiriques pour tenter son redressement centralisateur, et, en attendant, faire face aux Seize sans l'appui affirmé des provinces. Les circonstances lui fournirent bientôt l'occasion de frapper un premier coup, et ce coup, au début de décembre 1591, fut pour Paris. Son empressement à notifier lui-même la grande nouvelle de l'exécution des Seize dans les provinces, en particulier en Bourgogne, où il visa à prévenir les interprétations hostiles par des lettres longues et méditées², — paraît bien montrer son désir d'étendre aussitôt dans tout le royaume cette affirmation d'une autorité qui se croyait rajeunie.

1. Nous concentrons ; et nous modifions l'ordre de certaines idées. Il faut, d'autre part, ajouter : — 5° Rappeler encore une fois, si « Monseigneur » y consent, les catholiques navarristes.

2. Mayenne aux magistrats de Dijon, Paris, 7 déc. 1591, *Corr.*, n° 532 ; aux magistrats de Chalon, même date, CHALON, BB 10, f. 73 v° ; aux magistrats de Mâcon, même date, MACON, AA 7, n° 38. — En même temps, la municipalité de Paris envoyait aux villes une lettre-circulaire approuvant Mayenne (en Bourgogne : à Dijon et à Auxerre, A.N., H 1790, f. 256, et *Délib. du Bureau de Paris*, X, 198, 10 déc. 1591 ; ROBIQUET, III, 82). — Notons que Jeannin paraît avoir engagé Mayenne à sévir contre les meurtriers de Brisson (cf. ABORD, II, 313).

IV. — MAYENNE EN 1591. LES NÉCESSITÉS CONTRA-DICTOIRES. B) LE « PARTICULIER ».

Lettres aux Bourguignons : lettres prudentes. L'homme du « général » en effet, était-il désormais assez sûr de ses forces, — assez sûr aussi des secours, alors promis, de Rome et de l'Espagne, — pour, comme ailleurs, trancher en Bourgogne du « souverain » selon la lettre des *Articles* ?

Depuis 1590, ses contacts réels avec sa province diminuaient. Mais, dans le désarroi de 1591, à travers les possibilités fluctuantes qui se mouvaient alors autour de lui et échappaient à ses prises, cette province lui apparaissait de nouveau comme le plus désigné des biens qu'il eût chance de tenir en France. Elle restait, si quelque jour les États écartaient de lui le pouvoir central ou si ses défaites militaires le menaient à la déroute finale, sa meilleure garantie d'une fortune décente. La Bourgogne, bien et secours fondamental : cette idée, si familière en 1589 au gouverneur partant pour l'aventure, survivait invinciblement dans le « souverain », en ces mois de 1591, où, cependant, il laissait fléchir sa cause dans sa province. Un fait suffirait à le montrer, la constance absolue, en toute négociation le concernant, de cette condition première : la Bourgogne comme gouvernement héréditaire.

S'il ne la posait pas, ses partenaires informés la lui offraient, eux, dès l'abord. Henri III, on l'a vu déjà, lorsque, de février à mai 1589, il cherchait la voie d'un rapprochement avec le frère de Guise, lui garantissait son gouvernement et même, bientôt, lui proposait en Bourgogne des pouvoirs spéciaux, outre des bénéfices pour son fils aîné¹. Avec les agents de Philippe II, et notamment avec Moreo, sans doute Mayenne lui-même avait-il, dès 1589 aussi, parlé de la Bourgogne. En tout cas des observateurs contemporains avaient souligné l'antinomie des exigences du prince français et des revendications traditionnelles du roi d'Espagne sur le Duché. Suivant une plaquette navarriste, Mayenne, qui promettait à Philippe II, s'il l'aidait à se hisser au trône, un morceau

1. B. de Mendoza à Philippe II, 4 mars et 30 avril 1589, A.N., K 1570, n^{os} 97 et 144, p. p. DE CROZE, II, 400. Cf. ci-dessus, p. 254.

du royaume, entendait cependant ne pas lui sacrifier cette Bourgogne, et lui offrait en échange la Picardie ¹. Ce qui est sûr, c'est que sa Bourgogne en tout traité personnel avec les Espagnols, allait, de 1591 à 1594, occuper toujours la première place ². Enfin, dans les négociations amorcées ou nouées avec Henri de Navarre de 1592 à 1595, il en devait être de même. Qu'il s'agit des pourparlers de Villeroy avec Du Plessis-Mornay en 1592, ou des mémoires successifs portés en cour et défendus par Jeannin en 1594, la constante bourguignonne allait se retrouver toujours ³.

Et personne, d'ailleurs, n'en doutait. Suivant le vent, suivant les alternatives de la fortune, on prêtait à la Bourgogne, gouvernement de Mayenne, soit le caractère d'un refuge étroit, soit celui d'un noyau ou d'un appui pour une construction dynastique plus large. Mais la revendication du « particulier », au sens familial où l'entendaient les esprits en ces années-là, paraissait naturelle et nécessaire ⁴.

Commander en souverain un royaume « unitaire », tirer des provinces obéissantes autorité, écus, soldats, c'était la nécessité de Mayenne quant au « général ». Mais, en même temps, conserver bien à lui son « particulier », et pour cela le ménager : autre nécessité. Et telles furent les termes contradictoires entre lesquelles, à partir de 1591, se débattit le chef d'État-gouverneur.

1. *Deschiffrement d'une lettre écrite par le commandeur Moreo au roy d'Espagne son maître*, s. l. n. d., in-8° (cf. HAUSER, *Sources*, IV, n° 2929). C'est dans une lettre datée d'Anvers, le 28 oct. 1589, que Moreo aurait transmis à son roi ces propositions de solution de la question de Bourgogne produite par le prince, en même temps que ses prétentions sur la couronne, dans une conversation tenue en présence de Villeroy.

2. V. ci-ap., ch. XV, § 1.

3. V. ci-ap., ch. XIX, § 1.

4. On verra que les navarristes d'Auxois redoutaient cette logique. Sennecey, en sept. 1589, au moment où il incline vers un ralliement à Henri de Navarre, lui demande de lui garantir un gouvernement d'Auxonne en arguant que fatalement Mayenne, même vaincu, conservera son gouvernement bourguignon (B.N., fr. 4898, f. 18); etc. — Lorsqu'on croit à un large établissement de Mayenne, lorsque p. ex. de « faux bruits », relatés par P. Cayet (*Chron. nov.*, 372) circulent autour des entrevues Du Plessis-Villeroy, on prétend bien que le roi a promis à Mayenne la Guyenne à cause des terres que sa femme y possède, et la Champagne pour son fils, mais la conservation de la Bourgogne sous son gouvernement est tenue comme allant de soi.

V. — LES LIGUEURS BOURGUIGNONS ET L'ÉQUIVOQUE MAYENNISTE ¹.

En 1589, dit Michel Hurault, « l'espace de huit ou neuf mois », le gouvernement ligueur « fit taster aux peuples la douceur de n'obeyr à personne », et « nos villes, orgueilleuses d'avoir secoué la Monarchie et gagné la liberté de mal faire, ne voulurent plus ouïr parler de recevoir un nouveau maistre ²... » En Bourgogne, l'illusion avait duré un peu plus, par suite du crédit fait à Mayenne gouverneur-patron. Mais, vers le milieu de 1590, la notion du protecteur y déclina, la notion du monarque y alla s'imposant. Tandis que Mayenne lui-même se trouvait pris entre les nécessités du gouvernement général, où il voulait s'établir et durer, et celles de la province qu'il voulait se conserver, un heurt se préparait en Bourgogne entre les instincts sociaux ou politiques libérés en 1589 et l'autorité monarchique qui se ressaisissait. Ce heurt, plus violent sans doute qu'ailleurs, bien qu'il fût enveloppé de plus d'équivoques : voilà le fait principal qui caractérise et explique l'histoire des relations du lieutenant-général avec sa province et toute l'histoire de la Ligue en Bourgogne, de 1590 à 1594.

Au même temps où ce lieutenant-général entrait en lutte avec le Paris révolutionnaire, en Bourgogne le lien mayenniste, tel qu'il s'était noué au début de 1589, allait se détendant. Un mayennisme cependant pouvait subsister. Pour quelques-uns, pour les Etienne Bernard, pour certains clercs, Mayenne restait malgré tout le champion d'une doctrine. Sur le plan de la théorie, le problème de la royauté avait été virtuellement tranché par l'avènement de Charles X, puis par la reconnaissance par les Conseils de la Ligue du droit électif des États. Mais, en fait, le péril navarriste persistait et, avec lui, l'esprit de guerre. Ces ligueurs d'idées, qui n'étaient pas devenus des royalistes sous le sceptre fictif de Charles « Quint-Quint ³ », ne le devinrent pas, après le 8 mai 1590, devant

1. Au sujet des questions posées en cette partie du chapitre, nous renvoyons à toute la suite de notre étude, qui fournira les faits, les noms, les textes utiles V. particulièrement ch. XI, § VIII.

2. *Second discours...*, dans *Quatre discours...*, 142.

3. V. à ce sujet DROUOT, *La royauté du card. de Bourbon et les ligueurs bourguignons*.

le trône vide et la couronne sans titulaire. Ils gardaient l'âme de la guerre civile et restaient, en fait, de vrais ligueurs en guerre contre Henri de Navarre non comme rebelle au roi de France, mais bien plutôt comme roi de France qu'ils se refusaient à reconnaître. Ces militants étaient toujours des partisans et attribuaient toujours à Monseigneur, devenu chef de l'État, ce titre premier, riche de foi et d'action, de chef de parti. Le mayennisme des ambitieux utilitaires pâlisant autour d'eux, ils travaillaient à vigorer le leur en prêchant le renouveau de la « cause » dont Mayenne restait, à leurs yeux, malgré ses échecs, le représentant nécessaire.

Ce mayennisme d'idée qui s'accordait, sans s'identifier complètement à elle, avec la doctrine monarchique des *Articles* de Reims, allait être le principe d'appui du lieutenant-général dans sa province de Bourgogne : il répondait à ses volontés exprimées. Cependant, il ne contenait pas le culte de sa personne, et n'exaltait pas son nom pour lui-même. Dans le noyau de fidèles qui servait de centre au Conseil d'État de Dijon, chez les amis de Jeannin, Fyot, Berbissey, Desbarres, comme dans les discours de Bernard, les pensées, par-dessus le prince, allaient au problème de la couronne. Ils demandaient l'obéissance stricte au chef, mais sans religion pour lui.

Les ligueurs d'intérêt, eux, avaient cru se lier davantage, sinon à la personne même du prince, du moins à sa fortune propre : alliance au champ plus étroit, de la Ligue de clocher avec le patron élevé à la puissance : ce mayennisme-là était plus touché et plus compromis que l'autre. Affaibli par ses défaites, pressé par les navarristes, combattu par les Seize et réduit, cependant, au secours espagnol, monarque surtout aux prétentions autoritaires et conservatrices, auteur, par surcroît, d'un programme centralisateur qui allait à l'absorption des moyens locaux des ligueurs, l'allié de 1589, non seulement décevait comme général ou comme régent de l'État, mais perdait le meilleur de son crédit comme patron. Dans les mots, désormais, peu de changement : sans doute. Et même la logique de la Ligue imposait des professions de foi qui répétaient souvent celles des champions de l'idée. Mais, dans les actes, ces adversaires instinctifs de la politique de « réunion » allaient désormais se faire en outre les adversaires conscients des essais d'autorité. Et Mayenne,

qui avait contre lui à Paris les démocrates ou démagogues, allait avoir contre lui, dans ses villes bourguignonnes, ces meneurs de la bourgeoisie communale.

Or, ils étaient, dans la vie réelle de la Ligue bourguignonne, l'élément actif, et les maîtres du peuple. Les moines ligueurs, en prêchant contre le Béarnais, les aidaient, en fait, autant qu'ils aidaient les purs serviteurs de la cause. Et la question, dès lors, importera de savoir si ces ligueurs flottants n'allaient pas se trouver bien plus que naguère à la merci des influences rivales de celle de Mayenne : celle des princes, ou celle, surtout, des démocrates parisiens.

VI. — LA BIENVEILLANCE ET L'AUTORITÉ.

A ce péril, Mayenne, à coup sûr, pensait pouvoir parer. Concilier les nécessités du « général » et son besoin du « particulier », tout, déjà, dans le ton dont, en 1591, il usait avec sa province, indiquerait cette double intention. Il gardait de son mieux figure de « protecteur » tout en s'affirmant « souverain ».

Il continuait à répéter aux Bourguignons que le bien de leur pays lui tenait tout spécialement au cœur¹. Il accueillait avec des égards ostensibles leurs requêtes publiques ou privées. Requêtes nombreuses, si l'on en juge par les rôles où elles furent résumées et « répondues » chaque mois², et où aucune autre province, — sauf la Normandie, où le duc séjourna lui-même pendant une grande partie des années 1591 et 1592, — n'est aussi largement représentée que sa Bourgogne ; et requêtes venues, dans des proportions variables, de toutes les classes sociales, sauf des paysans. A toutes ces requêtes, et à celles qui lui parvenaient par d'autres voies, Mayenne s'efforçait de répondre favorablement, et justifiait ses

1. Nombreux exemples dans sa correspondance bourguignonne de la fin de 1590 à 1593 (p. ex. *Corr.*, nos 497, 506, 507, 528, 553, etc.). Le 6 juin 1592, Jean de Tavanès dira à des députés de Chalon que « Mgr le duc de Mayenne... recepvoit en son âme un extresme passion du desordre de ceste province » (CHALON, BB 10, f. 108 v^o). — On multiplierait aisément les références.

2. B.N., fr. 15643 : rôles de 6 mois de 1590, 2 de 1591, 3 de 1592, donc fort incomplets. Nous en avons extrait ce qui concerne la Bourgogne (*Req. bourguignonne au duc de Mayenne*, dans DROUOT et GROS, *Rech.*). Sur les observations qui suivent, v. l'Introduction de cette publication, textes et notes.

limitations ou ses refus par des raisons explicites¹. Les députés de la Bourgogne étaient par lui reçus avec affabilité, écoutés avec patience².

Enfin, si net que fût, à de certaines dates, son dessein de prendre ou de reprendre en mains, en Bourgogne, l'« auctorité » dont il parlait sans cesse, jamais il n'y employa les mots cassants et directs de tel gouverneur, — de Mercœur, par exemple, lorsqu'il déclarait aux Malouins : je ne veux pas voir, contre « mon auctorité,... en mon gouvernement et à ma barbe, se former une république³ », ni le ton rogue de Nemours à Lyon. Il s'en tenait, même dans les cas d'indiscipline flagrante, aux mesures indirectes ou obliques, disposé presque toujours aux sanctions, mais plus encore à en éluder personnellement la responsabilité. Il faisait punir, parfois sévèrement ; mais alors il n'avouait pas l'acte, le désavouait au besoin⁴. Quant aux « républiques » il usa toujours avec elles de plus de formes que les autres princes⁵. Lorsque Jean de Tavanès, recueillant les maximes d'un adroit gouvernement, écrit qu'il faut faire croire aux hommes des communes qu'on ne veut « rien faire sans eux, sans leur avis, ...et que le gouverneur n'est que pour suivre leur avis et les servir... », il relatait sans doute là ce qu'il avait vu dans sa province vers 1591⁶.

Mayenne usait de fermeté cependant. Fermeté épisodique dans Paris ; en Bourgogne aussi. Sous la bénignité, il laissait voir, dans

1. Sur les requêtes directes : *ib.*, 108. On trouvera ci-ap. des exemples de requêtes et de réponses (ch. X, § VII).

2. V. p. ex. Bernard aux mag. de Dijon, Verdun, 26 sept. 1591, *Corr.*, n° 521.

3. Discours aux députés de Saint-Malo, 13 oct. 1590, dans A. de BARTHÉLEMY, *Documents inédits sur la Ligue en Bretagne*, 81.

4. On a vu déjà comme il matelassait, à l'usage des Bourguignons, l'annonce de son coup d'autorité contre les Seize. En Bourgogne même, un exemple des plus nets sera fourni par l'exécution de La Verne en oct. 1594, qu'il ordonna et qu'il laissa s'accomplir, pour désavouer ensuite ceux qui y avaient présidé (v. DROUOT, *L'affaire La Verne*, 103-105, 114). Toute son attitude en 1593 et 1594 témoigne du même souci.

5. En a-t-il agi de même dans ses relations avec les autres provinces ? Nous n'avons rencontré à ce sujet dans les quelques bonnes études provinciales dont on dispose actuellement (POCQUET, *Hist. de Bretagne*, V, et DE CARNÉ, *Corr. de Mercœur*, Intr. ; OUVRE, *La Ligue à Poitiers* ; PRAROND, *La Ligue à Abbeville* ; HENRY, *La Ligue en Champagne et à Reims* ; etc.) aucune indication digne d'être retenue, et aucune comparaison utile ne nous a paru par conséquent pouvoir être tentée ici. Il faut toutefois rappeler que nulle part Mayenne n'exerçait directement, comme en Bourgogne, son autorité.

6. *Mém. de Gaspard de Tavanès*, 151.

les cas « de conséquence », son attachement aux idées des *Articles*, son désir avoué, et que Jeannin servait, de subordonner au « salut général » les intérêts particuliers. Pour le bien de son personnage, il se faisait toujours, face au Béarnais, le parangon des franchises communales, comme il soutenait l'idée de la réunion périodique des États généraux ¹. Mais, tout en biaisant, il agissait en Bourgogne, à l'occasion, comme il l'avait fait à Paris. L'expérience parisienne lui dictait un effort de contrôle qu'il exerça sur les bourgeoisies novatrices de son gouvernement. Elles n'étaient pas, il s'en faut, la réplique des « caboches ». Il surveilla cependant les élections communales en Bourgogne comme à Paris. Lui qui à Paris, en octobre 1590, avait fait élire comme prévôt des marchands Boucher, s^r d'Orsay, qui poussait Roland, et d'autres, au Bureau de la Ville, qui faisait contrôler par Jeannin les élections de 1592 ², usait aussi en Bourgogne du système de la candidature officielle et il devait y rester fidèle jusqu'à 1595. Très net, déjà, fut le cas de l'élection de maire à Dijon en 1591. Dès le 26 mai, un mois avant le vote, invitation fort précise à la Chambre de ville où préside La Verne : je veux, signifiait le « chef souverain », que

Monsieur Bernard soit esleu, pour l'estimer tel non seulement comme vous et moy le desirons, mais comme il est necessaire et à temps pour la conservation de vostre ville et le bien de vostre province ³...

Et ajouter, comme il faisait, qu'il était « à temps » d'avoir enfin cet homme sûr à la mairie de la « ville capitale », c'était condamner avec une certaine netteté, en même temps que le mayennisme de profit, ce La Verne qui, ayant porté cinq fois déjà le titre de maire, ne pensait qu'à le porter encore.

Qu'on ajoute à de tels avis, et aux mesures de pression qui les suivirent — nous les retrouverons, — les lettres patentes contre

1. C'est p. ex. ce que Villeroy, entre autres conditions, mettait en avant dans les tractations de 1592 avec les agents d'H. de Navarre (NOUAILLAC, *Villeroy*, 220).

2. Sur l'élection de Boucher (qui appuya ensuite Mayenne dans la lutte contre les Seize) et les élections parisiennes de 1590-1592, v. ROBIQUET, III, 43, 64-69, 94-96, 104.

3. Mayenne aux magistrats de Dijon, Reims, 26 mai 1591, *Corr.*, n° 513. Remarquons que les *Articles* de Reims sont datés du 22 : on ne peut guère douter que la doctrine d'autorité générale n'ait influé en ce cas sur l'intervention à Dijon. — Noter que des interventions analogues se produisent parfois hors de Bourgogne. Mayenne soutient, à Troyes, contre les extrémistes, et fait élire maire, N. de Hault (LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 62-63).

les exactions des « capitaines et gouverneurs », les sermons à Nemours dans l'affaire Sennecey, on sentira, sous la bonhomie voulue qui caractérisait l'accueil du maître à ses Bourguignons, le propos du commandement¹. Velléités ? Peut-être. Mais l'effort monarchique, dans la province désordonnée, pour le moins, s'annonçait... :

*J'ay prié les s^{rs} Barbisy et La Mothe Real de vous faire entendre ce que nous avons, icy, resolu pour les affaires de la Bourgogne*².

Voilà, en novembre 1591, la forme déclarée des interventions auprès des États provinciaux. C'est d'« icy », c'est du camp de Montiermet, que se gouvernent les « affaires de la Bourgogne »...

♦ LES États... Le moment est venu de se demander si ce corps, image et boulevard théorique de la province, pouvait être, pour l'effort autoritaire, un obstacle ou un moyen, — de considérer ce que la Bourgogne catholique contenait, en ses organes de direction, d'obstacles ou d'appuis pour les desseins doubles du maître, et de voir ainsi ce que fut, ce que détermina, dans les faits, l'équivoque mayenniste.

1. Lettres du 6 oct. 1591 contre les levées des gouverneurs (C.-r'Or, C 2979, f. 218 v^o, cop.). Sur l'intervention dans l'affaire Sennecey : ci-dessus, t. I, 447.

2. Mayenne à la Chambre de ville de Dijon, camp de Montiermet, 16 nov. 1591, *Corr.*, n^o 528.

CHAPITRE IX

AUTORITÉ CENTRALE ET PROVINCE. LES ÉTATS ET LE CONSEIL DE LA SAINTE-UNION

- I. *Les Etats provinciaux : leur modération.*
- II. *Les Etats provinciaux : leur trouble.*
- III. *Le Conseil de la Sainte-Union de Dijon.*
- IV. *Le Conseil de la Sainte-Union : l'administration de la guerre.*
- V. *Le Conseil de la Sainte-Union : son rôle politique.*
- VI. *Le gouvernement de Mayenne et les Etats.*
- VII. *Le gouvernement de Mayenne et le Conseil de la Sainte-Union.*

Le gouvernement général du royaume catholique affectait, en 1591, une assez belle apparence. Ses aspects étaient ceux du gouvernement royal. On voyait en son centre, écrit le secrétaire du roi Jules Gassot¹, M. du Maine « faire comme la charge de roy mesme, s'adressans à luy tous les pacquets des provinces correspondantes à la Ligue, aussy les pacquets qui venoient des pays estrangers ». Et autour de lui s'activaient les « quatre secretaires d'Estat par luy establiz », — Denis de Rossieux, Péricard, Michel La Chapelle-Marteau, Desportes-Baudouin, — ainsi que son chancelier et ses trésoriers...

A cette autorité centrale, quels moyens les institutions de Bourgogne offraient-elles ? Une étude systématique n'est pas ici à entreprendre. Lorsqu'il s'agissait d'un esprit à répandre, d'une discipline à dompter, ce n'était pas du côté des corps d'officiers qu'il fallait regarder. Quelques ligueurs déclarés mis à part, ils entendaient servir, comme corps, leur cause à eux d'abord. Politiquement ils étaient partagés ; tous ces corps cependant, Parlement, Chambre

1. J. Gassot, *Sommaire Mémorial*, 212.

des Comptes, Bureau des Finances, bailliages, plus ou moins défiants, plus ou moins rétifs aux enregistrements, finissaient par obéir. Les nécessités pratiques, la concurrence alarmante de l'émigration, la crainte, grandissante de mois en mois, de voir cette émigration triompher, et, contre eux, en ce cas, sévir ; le souci, en somme, de s'abriter suffisamment sous le programme catholique auquel, de cœur ou par résignation, *volente nolente*, ils se trouvaient liés : voilà qui maintenait leurs membres dans la passivité, ou dans une docilité, molle souvent, mais du moins suffisante, comparable à celle dont nombre d'entre eux avaient fait preuve sous le dernier Valois. Et, en somme, rapports normaux en des circonstances exceptionnelles, que les rapports, jusqu'à 1591, de ces corps avec l'autorité monarchique de Mayenne, si équivoque cependant, et même si comparable, désormais, et comparée, d'ailleurs, à une dictature.

Mais il était du moins deux institutions dont le rôle pouvait être plus directement déterminant et semblait importer davantage, deux corps où il semblait que dussent se concentrer alors des forces essentielles, — ce corps ancien d'abord où était censé s'exprimer l'ensemble de la province « catholique » : les États de Bourgogne ; — et, ensuite, ce corps nouveau dont la vocation même et la fonction semblaient être le service de l'État géré par la Ligue : le Conseil de la Sainte-Union de Dijon.

I. — LES ÉTATS PROVINCIAUX : LEUR MODÉRATION.

Autorité centrale et province : il faut songer d'abord aux États. La Ligue, libérant de l'oppression du « tyran » valois les États bourguignons, n'avait-elle pas ouvert devant eux un libre champ pour leur « advancement », et l'extension de leurs pouvoirs ? Ce corps muni, non pas de pouvoirs concédés par le monarque, mais des droits fondamentaux appartenant à sa province, avait, en 1578, publié sa volonté d'indépendance ou de conquête, et les doctrines de la Ligue elle-même, dès ce temps, et ensuite, avaient encouragé ses efforts. Limitation et contrôle de l'autorité royale au nom du droit des « peuples » : en quelle province, si la Sainte-Union desserrait les liens de la monarchie, ce programme novateur pouvait-il se réaliser mieux qu'en cette Bourgogne soumise, certes, mais jalouse de ses

libertés, et que dans l'épanouissement de ces États où beaucoup saluaient son image vivante ¹ ? Et cependant, d'un tel progrès, les documents ne parlent pas...

Premier fait, assez remarquable : le silence à peu près complet des chroniques ², et même des correspondances, des registres des villes et des cours royales ³. En ces documents, témoins des réactions externes, on trouve l'écho des habituels conflits avec les États, mais non l'émotion qu'eût déterminée l'apparition chez eux des « nouveautés ».

Dans les archives propres des États, les textes utiles sont rares et elliptiques. Les registres recueillent le menu des décisions ; mais de ces secs procès-verbaux tout reflet des idées est pudiquement écarté ⁴. Quant à la correspondance, elle nous échappe ⁵. En somme, rien dans les papiers de nos États qui évoque les passions ou les

1. V. plus haut, I, Introduction, § 3, p. 94-102, des indications sommaires sur l'institution et son esprit.

2. Rien qui compte dans Pépin, Carorguy, Grégaïne, Cuny, ni même dans Breunot (v. la Table analytique de son journal, éd. Garnier, III, 290, en tenant compte du fait que la période de la Ligue s'arrête au début du t. III). Mentions des tenues (navarristes surtout) : presque rien d'autre. Il est vrai que le journal de Breunot fait défaut pour les années 1589 et 1590 qui virent les deux premières tenues ligueuses.

3. Hors des affaires concernant les élections, les débats courants, les impositions, et, pour le Parlement, les conflits mentionnés ci-après. Dans quelques registres (Dijon, B 228, f. 113 v°), de brefs comptes-rendus de mandats. — D'échos notables de la vie des États bourguignons on n'a, en somme, que ceux dont la propagande politique s'empara. Mais lorsque Bernard lance son *Advis des Etats de Bourgogne*, ou que Jean Desplanches imprime, par ordre, le serment prêté à la session d'octobre 1590 (B.N., Lb 35 /291), il ne s'agit que de la cause catholique, et, p. ex., la mention du paiement fait à l'imprimeur Desplanches le dit clairement (C.-d'OR, C 3071, f. 50). Les États se mêlent ou on les mêle, comme une autorité digne d'audience, aux grands débats politiques ; et le fait, il est vrai, est à retenir ; mais il ne comporte, en somme, aucune indication spécifique sur leurs ambitions comme corps.

4. C.-d'OR, C 3069, 3071, 3072. « Décrets » ou « résolutions » des États, décisions des élus, mais non propositions ni discussions. Nulle opinion, personnelle ou collective, ni dans les procès-verbaux des séances des élus, nombreuses et laborieuses, qui remplissent les intersessions entre les tenues d'États, ni dans le relevé méthodique, mais laconique, des actes des États eux-mêmes (cf. déjà, en ce qui concerne la session d'août 1589, ci-dessus, I, ch. VI, § 1). Le protocole des États était peut-être assez guindé. Mais le secrétaire renchérissait sans nul doute en sécheresse.

5. Les registres mentionnent des envois et des réceptions de lettres, dont ils prennent soin de dire, en général, qu'elles sont copiées « au registre des lettres ». Mais ils n'analysent pas ces lettres. Le registre de correspondance est perdu. Il reste quelques originaux (C 3351) : ils sont utiles, mais non à l'objet qui nous préoccupe ici.

scènes dont s'illustre l'histoire provençale, par exemple : pas un discours, pas une affaire qui trahisse un esprit révolutionnaire.

Les idées se dérobent. Voyons les actes. De 1589 à 1595, trois tenues : en août 1589, octobre 1590, octobre 1593. Dans les années antérieures à la révolte, les dernières assemblées avaient été celles de mai 1584 et de mai 1587, et, après la soumission à Henri IV, la première devait avoir lieu en janvier 1596¹. Sauf la session de 1589 qu'exigeaient les besoins de la cause, quelques mois après la révolte, c'est sensiblement le rythme triennal, celui qui était de coutume, sinon de règle. Pas de réunion sans convocation, ni aucune autre innovation révolutionnaire². Et dans la physionomie générale de ces tenues, rien d'anormal ; leur durée ne dépassa pas ce qui était d'usage ; les solennités, le discours d'ouverture prononcé par le premier président, les procédures, l'envoi des « résolutions » au souverain en fin de session affectèrent les formes traditionnelles. Rien en tout cela qui surprenne³. Il y eut envoi à Mayenne de « remontrances » sur les levées supplémentaires⁴ ; mais elles succédaient à beaucoup d'autres présentées aux derniers rois. D'abus de pouvoir, ou de requêtes concernant quelque nouvel et précis acquêt d'autorité ou d'attributions, pas de traces.

Les États votaient le don gratuit, discutaient les « crues », répartissaient les cotes et assuraient leur levée, paraient aux dépenses militaires sur les fonds retenus par le pays. Leurs élus ordonnaient, payaient mille dépenses, administraient aussi, entretenaient relations et collaboration avec les Comptes et le Bureau des Finances (et le plus souvent aussi bataillaient avec eux) : attributions consacrées, droits acquis du « pays », droits des États. Les circonstances de la guerre civile multipliaient, variaient les espèces, sans abolir les usages ni les règles. Un seul trait inaccoutumé : l'« entrée », en 1589,

1. C.-D'OR, C 3016. La réunion spéciale d'août 1588 (pour l'établissement des remontrances à porter aux États de Blois) ne constituait pas une tenue véritable (v. I, p. 192).

2. Nous avons vu (I, p. 368) que la convocation de l'assemblée de 1589 s'était faite sans lettres de Mayenne, mais probablement par l'autorité de Nemours le suppléant. Après quoi, d'ailleurs, des lettres régulières confirmèrent cette réunion.

3. C.-D'OR, C 3069, f. 286 et s. ; 3071, f. 1 et s.

4. Exemple : oct. 1590, au sujet de 8.000 écus pour solde des Suisses (C 3071, f. 29 v°). V. du reste, ci-ap., ch. XI.

d'un représentant du Conseil de la Sainte-Union de Dijon ; mais ce Conseil tenait alors, en somme, la place d'un lieutenant-général ¹ et ce n'était pas là, d'ailleurs, élargir les « droits ». Quelques vœux insérés aux « résolutions » et avec elles envoyés à Mayenne : le vœu, par exemple, que le souverain ne pourvût désormais aux offices vacants par décès qu'après avis des États². Mais pas d'assemblées spontanées, pas de nominations illicites ; — pas de mémoires bruyants sur les privilèges bourguignons. Réserve plus remarquable encore : des réformes intérieures méditées et demandées avant 1589 ne furent même pas réalisées entre 1589 et 1595. Et c'est ainsi, par exemple, que le projet qui visait à retirer pendant les intercessions aux hommes du roi, — l'élu et les deux députés des Comptes ³, — la voix délibérative, désormais réservée aux élus des ordres, fut oublié à l'heure même où il semblait qu'il dût devenir règlement effectif...

Modération remarquable. Comment l'expliquer ?

II. — LES ÉTATS PROVINCIAUX : LEUR TROUBLE.

Modération remarquable, — que suffisent cependant à expliquer, sans doute, quelques raisons assez perceptibles. Ce fait d'abord, — il faut le rappeler, — que l'équivoque mayenniste troublait le sens des revendications ou des résistances. Les égards verbaux et l'autorité de fait dont usait le « souverain » trouvaient aux États un corps désuni, parce que les divers esprits mayennistes s'y rencontraient sans s'y fondre. Contre le patron décevant, contre le monarque exigeant qui imposait à la province des charges plus lourdes encore qu'Henri III ⁴, l'opinion des députés, désorientée et partagée, ne pouvait faire front unique ni pousser assaut concerté.

Plus que jamais, d'ailleurs, les corps d'officiers doubtaient des leurs propres ces barrières de l'État. Autour des États, puissance sortie du pays, le Parlement, le Bureau des Finances, la Chambre des Comptes munis, eux, de fragments de l'autorité monarchique,

1. V. ci-dessus, I, p. 368, 373.

2. C.-D'OR, C 3071, f. 3 v^o (oct. 1590). Vœu non entièrement nouveau du reste, et simple vœu.

3. C 3069, f. 250.

4. V. ci-après, ch. XI, § I et VII.

défendaient jalousement leurs positions. A la moindre apparence d'empiètement, conflit ¹. Or, comment élargir la puissance du corps provincial sans rompre ce cercle de barrières, sans mettre le pied sur le champ de ces rivaux ?

Un vigoureux esprit de corps l'eût peut-être permis. Mais il manquait. Il n'était pas, en effet, pour le dissocier, que les divergences d'opinion. Ces divergences en cachaient d'autres, plus profondes. On ne voit pas, pendant la Ligue, les institutions de « liberté » s'exalter d'elles-mêmes. Ce qui les anime, ce sont les groupes sociaux. Les institutions qui, du côté de la Ligue, ont pu se pousser en avant au milieu des oppositions, ce sont celles qu'un groupe homogène tenait et entraînait : ce sont les « villes ». Et si affaibli qu'il fût lui-même par les partages politiques et les assauts qu'il subissait, le Parlement s'est pourtant aussi bien défendu que les États, parce que, du moins, aux heures où les droits des officiers étaient plus visiblement mis en péril, il retrouvait, sous les dissensions politiques de surface, l'assiette d'un corps social homogène. Aux États, les trois éléments directeurs d'une société apportaient leurs aspirations inconciliables. Et, sans doute, dans les Remontrances de Rouen, c'était encore la voix d'une communauté provinciale que les trois ordres avaient fait entendre. Mais cette voix commune ne s'élevait plus en 1591, et non seulement parce qu'alors le Valois avait disparu, et que contre le gouvernement de Mayenne, les ligueurs ne trouvaient plus leurs armes : pour cette autre raison encore que, depuis une dizaine d'années, les mouvements sociaux débordaient l'esprit provincial, et que la crise de 1589 avait achevé de leur ouvrir la porte des États.

Les registres ne le proclament pas, mais l'avouent suffisamment à qui sait lire : la vague des bourgeois communaux tendait à s'étendre dans les États. États aristocratiques pourtant, où, au x^v^e, au début du xvi^e, puis au xvii^e siècle, en nombre, en honneurs, en prérogatives, la noblesse et le clergé l'emportaient de loin sur le Tiers État des communes ². Mais durant un temps, et c'est pendant la Ligue, ces ordres furent menacés par le Tiers, du moins si l'on considère le nombre, la place et le rôle. En 1589, 14 nobles, 15 clercs,

1. Conflit, p. ex., avec le Parlement en oct. 1589 (C.-D'OR, C 3069, f. 309).

2. BILLIoud, *Les Etats de Bourgogne aux xiv^e et xv^e s.*, 55-56 ; THOMAS, *Une province sous Louis XIV*, 9-10.

25 députés des villes. En 1590 : 13 nobles seulement — et encore comprenant au moins cinq anoblis de fraîche date —, 14 clercs, 25 députés des villes ; en 1593 : 13 nobles, 18 clercs, 25 députés des villes ¹. Mais les noms ne sont pas moins significatifs : Odet de Montagu d'Autun, J. Parise de Chalon, les Guillaume d'Arnay, Bernardin Brunet et Cl. de la Place de Beaune, ces noms décèlent une équipe caractéristique à laquelle préside en 1589 et 1590 l'état-major des oligarques dijonnais ². Tous, c'est vrai, ne « délibèrent » pas en séance, mais tous parlent, agissent dans la coulisse et spéculent avec insistance sur ce fait vrai : l'importance primordiale des villes, des remparts urbains pour la fortune de la Ligue et le commun salut. Une bonne part des « décrets » de 1590 porte leur marque : celui qui condamne les soi-disant États de Semur en des termes belliqueux ; celui qui, au détriment des trésoriers du Bureau des Finances, prétend réserver aux élus le droit de contrôle des finances ; celui qui refuse toute participation du pays aux dépenses de garde des châteaux privés ; celui qui organise une liaison par messagers entre les corps de ville ; celui qui somme l'évêque de Langres de nommer un vicaire général à Dijon ³...

Nette surtout l'influence conquérante des communaux dijonnais. La Verne, élu-né du Tiers comme maire de Dijon, c'est déjà bien assuré le contrôle des oligarques locaux sur les finances du pays ; mais de plus, autour de lui, un groupe de comparses tend à s'emparer des commandes : c'est Jean Lavisey qui, le 27 octobre 1590, est nommé par les États leur receveur des deniers du pays en remplacement de Nicolas Desbarres, déclaré suspect ; et voilà, désormais, ce membre actif de l'équipe de la maison de ville initié aux secrets de la province et chargé des missions confidentielles ou profitables ⁴. C'est Pierre Jachiet, ce suiveur de La Verne, et Jean Baudouin, un autre militant du groupe local des avocats, qui le

1. Listes dans C 3069, f. 296 et s. ; 3071, f. 21 v^o et s. ; 3072, f. 11 et v^o.

2. En 1589 : Michel, La Verne, Prévost. 1590 : La Verne, Prévost, Royhier.

3. C 3071, f. 3-10.

4. C 3071, f. 10. Sur son activité : toute la suite du registre. C'est La Verne qui avait fait exclure Nicolas Desbarres par les élus malgré les résistances de P. de Tyard (C 3069 f. 317 v^o). Noter que, dès 1588, l'esprit conquérant de La Verne comme élu du Tiers s'est manifesté. C'est p. ex. le 20 août 1588 qu'à la « conférence » (réunion générale), aux États, il a exigé un siège à côté de ceux des élus du clergé et de la noblesse : innovation (*ib.*, f. 245).

même jour sont nommés procureurs-syndics ¹. C'est Edme de Chantepinot, un autre affidé, — jusqu'à la querelle mortelle de 1591, — qui se trouve investi du titre d'agent des États auprès du duc de Lorraine, puis de Mayenne ²... Cela sans bruit : le ton, aux États, n'est pas celui du conflit ouvert de la Chambre de ville avec les Cours. Et cependant, cette installation des avocats aux États, cette activité suggestive d'un La Verne dont les registres font mention explicite ³, c'est la conquête, qui se dessine, d'une forte position nouvelle au cours de la guerre sociale.

Dès lors, les élus des premiers ordres, le noble Cl. de La Tour, le sr de Pradines et Poinson, le clerc Fr. Bégat, chanoine de la Sainte-Chapelle, ont à lutter contre cette compagnie envahissante qui prépare l'union intime des grandes villes et paraît tendre à les constituer en une sorte de corps particulier dans la province ; qui veut brider les gentilshommes et les capitaines, refouler leurs garnisons... Aidés des commissaires des Comptes qui assistent aux séances, ces puissances établies réagissent. Le clergé défend la fortune des abbés et prieurs et, nécessité aidant, les gentilshommes imposent les soldes militaires, les commandements ⁴... La Ligue entrant aux États, c'était l'invasion des « magistrats » urbains, et d'un Tiers effervescent. Cette force conquérante était celle qui pouvait, rajeunissant l'esprit de 1578, entraîner le grand corps bourguignon à l'indiscipline et à l'entreprise. Mais les conservateurs sociaux dressaient leur barrière, et l'idée des conquêtes collectives se perdaient dans les débats intérieurs.

A ces causes nouvelles de faiblesse, qu'on ajoute les traverses

1. En remplacement de Jean Fleutelot et Pierre Michel, décédés (C 3071, f. 9 v^o - 10).

2. C 3069, f. 333 v^o ; 3071, f. 18, 21, etc.

3. Une somme lui est attribuée par les élus, « en considération des vacations extraordinaires par luy faictes... et la multitude des affaires » qu'il a traitées (*ib.*, f. 89, 4 mai 1591).

4. Il faudrait citer ici, à l'appui de ces indications, un quart ou un tiers des feuillets de C 3071 et 3072, tout remplis de faits menus, qu'il faut additionner les uns avec les autres. — Parmi les cas où apparaît l'influence des bourgeois de commune, il faut citer ceux où il s'agit des offices des cours souveraines. Les États émettent, par exemple, la prétention de donner leur avis au sujet du choix des officiers nommés aux états vacants par décès (C 3071, f. 3 et v^o). En oct. 1593, les États interviendront, à la prière de La Verne, député du Tiers, pour presser les procédures de son entrée dans la charge de conseiller (v. ci-ap., ch. XVIII, § 11).

habituelles, la mauvaise volonté des « comtés » annexes du Duché, qui gémissent sous le faix des administrations juxtaposées ou superposées dans la confusion, États généraux, États particuliers et, à Mâcon, Auxerre, Bar, élections en titre d'offices... Ils affectaient aux tenues de Dijon un zèle médiocre et frondaient les élus généraux lorsqu'il s'agissait de leurs cotes ¹.

Qu'on ajoute enfin le trouble jeté en ces États de Dijon par l'apparition à Semur, en mai 1590, de ceux de l'autre Bourgogne, aussi réguliers qu'eux dans la forme, et plus peuplés ². On comprendra assez clairement comment ce corps ligueur qui eût dû opérer, au nom des « libertés », une synthèse des résistances bourguignonnes au pouvoir central, se trouvait en face de lui à peu près réduit à la passivité par les discordes. Les griefs, les plaintes de la province s'y pouvaient exprimer, quoique sans audace, et sans éclat. Mais le levain révolutionnaire n'y pouvait plus lever.

Faut-il dire plus ? N'est-ce pas dès avant la victoire d'Henri IV, dès les années où la Ligue battait son plein, que se sont, en fait, trouvées condamnées les promesses de libération, et de participation à l'État, incluses dans les doctrines empruntées naguère à la Réforme par la Sainte-Union ? Si, en 1595, le lieutenant-général Mayenne a transmis au roi Henri IV des institutions bourguignonnes — et plus généralement des institutions françaises — suffisamment sauvegardées pour qu'une restauration rapide de l'État fût possible, n'est-ce pas que, faible par lui-même, ce Mayenne a été servi, dans son rôle de conservateur, entre autres circonstances, par l'impuissance surprenante des corps mêmes qui semblaient les plus aptes à bouleverser l'ordre traditionnel ?

Les États, organe d'une province, en présence de l'autorité centrale de 1591, ne pouvaient ni bien combattre, ni bien servir. Leur voisin, le Conseil de la Sainte-Union, organe d'un parti qui avait conquis « l'État », comment, lui, servait-il ?

1. Exemples ci-ap., ch. XII, § III. — Auxerre n'envoie pas de députés aux États de 1590, ni Bar, ni Auxonne, ni Charolles (C 3071, f. 21 v^o - 22 v^o). Ils boudent, prétextant l'insécurité des chemins. Sur les griefs durables des comtés : THOMAS, *Une province sous Louis XIV*, 13-15, 215 et s.

2. V. leur condamnation de ces « prétendus » États dès le début de la session de 1590 (C 3071, f. 3).

III. — LE CONSEIL DE LA SAINTE-UNION DE DIJON.

On l'a déjà vu agir. Mais il convient, pour juger de la ressource qu'il offrait à l'autorité centrale au temps des nécessités nouvelles, de l'examiner maintenant de plus près.

Examen difficile. De cette institution révolutionnaire, — réplique bourguignonne de celles qui s'étaient érigées, en février ou mars 1589, en beaucoup d'autres provinces ¹, — non seulement aucune étude n'a jamais été tentée, mais les archives propres ont presque complètement disparu. Ses registres sont tous perdus. Sa correspondance ne subsiste qu'à l'état de débris tout à fait rares et dispersés ². Il faut se contenter de quelques extraits de délibérations portant sur des questions limitées, de quelques lettres d'intérêt secondaire, et des échos ou allusions contenues par les registres des corps réguliers qui entouraient cet organe ligueur. Recomposer l'image du Conseil à l'aide de ces menus vestiges, et des reflets qu'il a projetés quelque temps autour de lui ; — en préciser d'autre part certains traits à la lumière des comparaisons partielles que permettent les maigres notions actuellement acquises sur les conseils des autres provinces ³, — cela serait œuvre critique de longue et pénible haleine :

1. Dès le 27 fév. 1589, des lettres du Bureau de Paris mentionnent leur formation (lettre aux capitouls de Toulouse, A.N., H 1789, f. 297, citée par ROBIQUET, II, 545). C'est le 7 fév., p. ex., que le Conseil de Rouen se constitue (ROUEN, A 20, renseignement dû à M. Lecacheux, archiviste de la Seine-Inférieure).

2. Quelques auteurs bourguignons seulement (ceux qu'on trouvera cités dans cette partie de chapitre) se sont risqués à les mentionner. Mentions rapides, et parfois peu heureuses (« Durant la dernière période des guerres religieuses, Dijon... fut le chef-lieu d'un Conseil général de la Sainte-Union qui dirigeait les affaires du parti dans l'est de la France » : J. GARNIER, *Lettres d'Et. Bernard*, 500, note). — On ne peut douter que le Conseil n'ait tenu des registres d'enregistrement et de délibérations. Dans la liasse DIJON, B 9 ter, de nombreuses pièces concernant les saisies de 1592-1593 font mention de ces deux catégories de registres. D'assez nombreux « extraits des registres du Conseil d'Etat de Dijon » se rencontrent dans les archives des villes (Ex. NURS, carton M 2, 26 août 1589 ; — C.-D'OR, H 408, 25 juill. 1589 ; — LA VIROTTE, *Ann. d'Array*, 109, 13 août 1589). — On peut supposer que ces registres ont été détruits ou détournés à l'époque de la soumission de Dijon à Henri IV. — C'est cette disparition qui explique notre impuissance à répondre avec précision ci-après à nombre de questions : périodicité des séances, répartition des fonctions entre les membres, chancellerie, etc.

3. a) — Parmi les conseils provinciaux, celui de Lyon est jusqu'à ce jour le seul qui ait attiré l'attention d'un historien. P. RICHARD a esquissé dans son *P. d'E-*

nous ne l'entreprendrons pas entièrement ici. Qu'il nous suffise de recueillir parmi ces indications diverses de quoi caractériser, dans

pinac (441-448, 455-461, 535, 541, 551) une intelligente étude de ce conseil qu'il dit établi en mars 1589, dès l'adhésion de Lyon à la Ligue, et qu'il considère, malgré la présence de représentants de la Noblesse et du Clergé, comme un élargissement de « la municipalité », augmentant ses attributions de certains pouvoirs délégués par le gouverneur (446).

b) — F. POUY, étudiant la *Chambre du Conseil des Etats de Picardie pendant la Ligue*, donne à penser, malgré son défaut de méthode et de clarté, que ce « conseil » dont il définit le rôle financier et politique n'est qu'un Conseil de la Sainte-Union (dont l'existence semble, d'autre part, indiquée par des pièces d'AMIENS, AA 119-121).

c) — R. d'ESTAINOT (*La Ligue en Normandie*, 10, 15) note la constitution à Rouen, le 7 fév. 1589, d'un conseil dans lequel les délibérations échevinales et les arrêts du Parlement cités plus loin permettent de reconnaître nettement un conseil de l'Union.

d) — GRÉGOIRE (*La Ligue en Bretagne*, 178-180) et B. POCQUET (*Hist. de Bretagne*, V, 190) signalent l'apparition (en juin 1589) d'un conseil à Nantes.

e) — H. OUVRE (*La Ligue à Poitiers*, 97-98) mentionne le conseil de Poitiers, sans songer à utiliser un précieux et rare document qui n'est autre qu'un registre de délibérations de ce conseil concernant la période 16 juillet 1591 - 4 nov. 1592 (registre coté 52 aux Arch. munic. de Poitiers, dans la s^{ie} des registres de délib. du Conseil de ville, à laquelle il a été incorporé).

f) — Le récent ouvrage de M. Et. DELCAMBRE sur *Le consulat du Puy* (232, 235-237) contient de très utiles indications sur le Conseil qui se constitua en 1589 dans la capitale du Velay, l'une des divisions régionales du grand gouvernement de Languedoc.

g) — H. CHARDON (*La Ligue au Mans*, 28-29) note l'existence d'un recueil de délibérations du Conseil du Mans (cote 127 des Arch. munic. du Mans).

h) — Un conseil est signalé à Troyes pour la Champagne méridionale dès après le passage de Mayenne en janvier 1589 (LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 47 et s.) ; puis un autre, établi en mars, dont les archives des villes voisines, notamment celles de Chaumont ont enregistré l'existence et l'activité (v. les copies du Recueil Jolibois, HAUTE-MARNE, t. VI, f. 81, 87, 89, etc.).

i) — Le dernier historien de Toulouse (RAMET, *Histoire de Toulouse*, Toulouse, 1935, in-8°, 443-444) parle d'un comité double (6 membres à Toulouse, un autre groupe près du lieutenant-général Joyeuse).

j) — Enfin, comme l'admet M. Bourrilly, que nous avons consulté et que nous remercions vivement de ses renseignements très intéressants, il n'est pas interdit de croire à l'existence d'un conseil provençal siégeant à Aix et même quelques textes, çà et là, pourraient être interprétés comme en impliquant l'existence. Mais cette existence n'a pas encore été reconnue.

On a signalé, dans quelques cas, à côté des Conseils, des « chambres » qui en dépendaient, A. de BARTHÉLEMY publiant un cahier de procès-verbaux de 1589-1590 a fait connaître *La Chambre du Conseil de la Sainte-Union de Morlaix* et mentionné celles de Saint-Malo, Guingamp, Fougères, Landerneau. CHALLE donne une délibération de la Chambre de Joigny (II, P. J. n° II, 318-323). Sur la Chambre de Narbonne, v. RAMET, *loc. cit.*

Nous ne pouvons évidemment exposer ici ce que l'on peut savoir ou entrevoir de l'organisation et de l'action de chacun de ces conseils : ce serait là le sujet d'une étude spéciale, et neuve, qui utiliserait, — outre les quelques do-

la mesure du possible ¹, la place et le rôle tenus par cet organe parasite et éphémère.

Et d'abord, de ce Conseil, produit hybride de l'organisation ligueuse de 1587-1588 et des mesures prises par Mayenne en janvier 1589, quelle était la composition ? Les listes complètes de ses membres font défaut, mais quelques « extraits » de ses registres, en se complétant entre eux, en fournissent, pour 1589 du moins, un tableau approximatif. Le plus utile de ces extraits, daté du 11 octobre 1589 ², énumère dans l'ordre : Denis Brulart, premier président au Parlement ; Edme de La Croix, abbé de Cîteaux ; Girard Sayve, doyen de la Sainte-Chapelle de Dijon ; André Bonnotte, abbé de Labussière ; Jean Fyot l'aîné et Perpetuo Berbissey, conseillers au Parlement ; Pierre Regnier de Latrecey, président aux Comptes ; Jean de Boyault, s^r de Franchesse, capitaine du château de Dijon ; Guillaume Legouz de Vellepesle, avocat du roi au Parlement ; Pierre Michel, vicomte-maieur de Dijon ; Guillaume Royhier, Jacques La Verne, Etienne Bernard, Jacques Venot, tous quatre avocats et échevins de Dijon. D'autres pièces font mention d'Edme de Chante-pinot, l'avocat du roi au bailliage de Dijon (juin-août 1589) ³ ; et, pour 1593-1594, d'Etienne Petit, s^r de Ruffey, contrôleur provincial de l'artillerie ; Bernard Desbarres, second président au Parlement ; Philibert Jaquot, président aux Comptes ; Guillaume Millière, conseiller au Parlement ; René Fleutelot, procureur au Parlement et échevin ; et Jean Pignalet, capitaine des murailles de Dijon : ce qui montre un certain renouvellement, au moins en ce qui concerne

cuments directs que l'on a, ici et là, conservés, — la documentation indirecte fournie par les allusions, les mentions diverses des registres d'échevinages ou de Parlements. — Nous nous contenterons de fournir ci-après, dans les notes, à titre d'éléments de comparaison, quelques unes des indications que nous avons recueillies aux sources citées ci-dessus.

1. Inutile d'insister sur la gêne grave dans laquelle on se trouve, pour aborder une telle question, du fait particulier qu'aux lacunes documentaires signalées ci-dessus, il faut ajouter celle qui concerne le Conseil général de la Sainte-Union siégeant à Paris. Les archives de cet organe central font défaut, et par conséquent les traces d'une correspondance possible échangée entre lui et le Conseil de Dijon.

2. DIJON, A 2, n° 23 ter. Il s'agit d'un acte de procuration passé devant notaire en vue d'un emprunt collectif des membres du conseil. On penserait volontiers que, sauf absence d'un ou deux membres, tout le personnel du conseil dut participer à l'acte et par conséquent être dénombré dans la pièce qui le valide.

3. CHALON, CC 2 (lettre de Mayenne, 1^{er} fév. 1593) et B.N., Moreau 839, f. 122-123 v° (sentence d'août 1589).

les représentants de la Chambre de ville de Dijon¹. Nous avons donc 15 noms pour 1589 (ceux de 5 officiers des cours et d'1 du bailliage, de 3 membres du haut clergé régulier, d'1 gentilhomme, capitaine de forteresse, de 5 représentants de la bourgeoisie communale ou du Tiers État) ; et il nous semble permis de dire qu'ensuite le nombre des conseillers s'éleva, en fait, à une vingtaine².

Les lieutenants-généraux, — Sennecey en 1590-1591, le vicomte de Tavanès en 1592-1595, — et les gouverneurs, — Henri de Lorraine, prince de Mayenne, le fils de Mayenne, en 1593-1595, et Mayenne lui-même en 1594-1595, — entraient au Conseil et le présidaient³. Un secrétaire, le procureur au Parlement Laurent Brechillet, signa avec une régularité constante de 1589 à 1595 les pièces émanant du Conseil⁴. Il était, enfin, un « promoteur de la Sainte-Union », sorte de procureur-syndic du Conseil et son représentant permanent. C'est à ce titre qu'aux séances des États pro-

1. B.N., fr. 11519, *pass.* ; Breunot, II, 2, 38, 267, 370 (cf. l'Introduction de Garnier à son édit. du *Journal* de Breunot, p. xviii, n. 1). — On peut noter aussi 1° que Michel mourut en 1590 et Chantepinot en 1591, 2° que La Verne, Bernard, Royhier, malgré les renouvellements annuels (partiels) de la Chambre de ville, semblent n'avoir pas cessé de siéger au Conseil (où Breunot les signale encore en 1594).

2. Lors de sa constitution définitive, le 4 mars 1589, le Conseil de Rouen comprend 16 membres (5 parlementaires, 5 hommes d'église, 2 gentilshommes, 4 bourgeois du Tiers-État). Il y a de plus un secrétaire et son commis (ROUEN, A 20, 4 mars 1589, renseignement de M. Lecacheux). Au Mans (d'après LE MANS, cote 27) : plusieurs membres du chapitre cathédral, 4 échevins, 1 ou 2 officiers, peu de gentilshommes. Par la suite, en plus, deux députés de chaque paroisse de la ville (fait que nous ne retrouvons pas à Dijon). A Poitiers, en 1591 30 membres : Église, 4 ; Noblesse, 4 ; Justice, 3 ; Tiers-État, 3 ; Finances, 1 ; plus les 6 capitaines de la ville, 5 autres habitants et 4 « chefs » : les gouverneurs du Poitou et de Poitiers, l'évêque, le maire (POITIERS, Reg. délib., n° 52, p. 1). A Troyes, semble-t-il, 20 membres, comme à Dijon (HAUTE-MARNE, Jolibois, VI, f. 87). A Nantes, en 1591, 18 membres : 4 nommés par les États provinciaux dans chaque ordre, et 6 nommés par Mercœur (GRÉGOIRE, *La Ligue en Bretagne*, 179). — Notons que le Conseil de Rouen doit se réunir au moins trois fois par semaine, celui de Poitiers 5 fois (*ib.*). En fait, les séances paraissent plus irrégulières (*ib.*). Le Conseil de Dijon se réunissait-il aussi souvent ? Nous ne saurions répondre. Sur les lieux de réunion, v. ci-apr., p. 55, et 64, n. 1.

3. Breunot, I, 421 ; II, 473, 497. — Les gouverneurs et lieutenants des autres provinces font de même dans les conseils locaux (v. en particulier, pour Rouen, Poitiers, Le Mans, *loc. cit.*).

4. Reg. de Seurre, B. DIJON, Baudot, 46, f. 214 v°, *cop.* ; MACON, BB 55, f. 259, 356, *cop.* ; B.N., fr. 17281, f. 264, *cop.* ; DIJON, B 227, f. 41 v°, *cop.* ; Nuits, M 2, extrait du 26 août 1589 ; C.-D'OR, H 408, extrait du 25 juill. 1589, *orig.* ; etc. — Le Conseil de Lyon a deux secrétaires (RICHARD, 446) ; celui de Poitiers a pour secrétaire un avocat au présidial, « bourgeois de la Maison commune » (POITIERS, Reg. 52, p. 1).

vinciaux d'août 1589 Etienne Tabourot, procureur du roi au bailliage de Dijon, était entré. Après sa mort, en 1590, un vieil avocat, Pierre Nicolardot, le remplaça ¹.

Il est à peine besoin de noter que, dans ce Conseil, les hommes de bas lieu n'avaient pas place, — de rappeler qu'entre la Ligue-parti, démocratique et parisienne, de 1586, et la Ligue-gouvernement de 1589, il y avait eu l'accession de Mayenne au pouvoir, et l'expurgation du Conseil général auquel les conseils provinciaux, au moins théoriquement, étaient liés, qu'à l'ardeur spontanée et insurrectionnelle un gouvernement ligueur, un lieutenant-général défiant de la « populace », avaient substitué l'encadrement raisonné et la consigne de la discipline. Les « paroisses » ne déléguaient pas au Conseil ; les gens de métier n'y entraient pas ; les avocats communaux y étaient entourés, y pouvaient être au besoin neutralisés, par une forte équipe de « gros », modérés et conservateurs.

Les suppôts, puissance ligueuse, avaient place et rang légitimes dans ce directoire. Il était organisme de guerre catholique et les noms seuls suffiraient à en témoigner de Tabourot, un passionné qui avait fait ses preuves comme officier des milices lors des luttes contre les réformés, de Nicolardot, un chevronné de ces mêmes luttes, de Michel, de Royhier, de Bernard ². D'autres conseillers, comme Brulart, ligueur passif, mais premier président, Edme de

1. C.-D'OR, C 3069, f. 288 ; — DIJON, B 9 ter (nombreuses pièces portant les noms et titres de Nicolardot). — Nicolardot avait déjà dirigé les saisies des biens des réformés et même dirigé bien des informations contre eux entre 1561 et 1588 (DIJON, D 63 ; et B 201 et s. Cf. BELLE, *La Réforme à Dijon*, 45, 166). Sur le passé et les opinions de l'écrivain Tabourot : DIJON, H 16 ; cf. CHOPTRAYANOVITCH, *Et. Tabourot des Accords*, ch. III et IV ; DROUOT, *Tabourot des Accords ligueur*. — Nos renseignements, d'ailleurs fragmentaires, sur les autres conseils provinciaux, ne nous livrent pas la mention de titres équivalents à celui du « promoteur » de Dijon.

2. L'attitude de presque tous ces ligueurs est caractérisée tout au long de ce travail. L'un des hommes d'exécution importants, parmi eux, est Etienne Petit, s^r de Ruffey et de Pouilly, que son titre de commissaire général de l'artillerie (depuis oct. 1589) qualifiait et qui était employé sans cesse à toutes missions, par les élus aussi bien que par le Conseil (C.-D'OR, C 3071, f. 90 et *pass.* et 3072, *pass.*). — A côté de Petit, les textes montrent assez souvent le capitaine des murailles de Dijon, Jean Pignalet, qui entra parfois au Conseil. Ligueur de confiance, chargé d'un service dijonnais capital, celui du guet, son dévouement à la Ligue est démontré par maint passage des registres de la ville B 229-232. Noter qu'il commandait, en outre, sous Petit, la compagnie de l'Arquebuse (DIJON, H 51). Il devait être en mai 1595 l'un des derniers ligueurs actifs de Dijon, et s'enferma, avec Petit, au Château pour ne pas se rendre (Sullot, 48).

La Croix, Bonnotte et Sayve, hauts clercs et introduits aux États ¹, Chantepinot, l'officier le plus remuant du conseil de bailliage, représentaient les grands corps provinciaux, et les privilégiés, à côté des hommes de la bourgeoisie seconde. Les gentilshommes seuls tenaient à l'ordinaire peu de place : le s^r de Ruffey et Franchesse, cet étranger, étaient d'assez minces représentants de leur ordre. Mais des barons bourguignons, passant par Dijon, entraient au Conseil, dont la porte devait leur être ouverte, lorsque la guerre leur laissait loisir d'y paraître ². Le Conseil avait ainsi des liaisons étroites avec toute puissance du milieu et de sa composition même il pouvait tirer une force, s'il savait dominer.

Mais ce pouvait être là aussi bien une cause de faiblesse si, corps de commande d'un pays, mais constitué d'hommes de ce pays, et même presque exclusivement d'une seule ville, il se laissait gagner par les conflits du lieu.

On voit, en effet, que Dijon tenait au Conseil, — soit souci pratique de Mayenne d'assurer la présence des conseillers aux séances, soit volonté d'attribuer à cette capitale un rôle directeur ³, — une place très largement prépondérante. Il n'est nullement sûr, d'ailleurs, que le Conseil de Dijon ait étendu sur la Bourgogne entière une autorité effective. Il est bien un texte, — et il est mâconnais, — pour nous faire entendre qu'il avait compétence dans l'ensemble de la « généralité de Bourgogne » ⁴. Et l'on surprend, par exemple, à la fin de 1589, l'existence de « commissaires de la Sainte Union établis » à Chalon, sur qui il n'est pas douteux que ne s'exerce

1. A ces noms de clercs, J. GARNIER (*Les deux premiers hôtels de ville de Dijon*, 51) ajoute, mais sans référence, celui du P. Gentil, recteur des Jésuites. Nous devons avouer que nous ne l'avons rencontré, jusqu'à présent, dans aucun document concernant le Conseil.

2. On peut au moins citer le cas du baron de Talmay, le futur député du bailliage de Dijon aux États de 1593, qui assista à la séance du 5 déc. 1589 (DIJON, B 227, f. 157). — D'ailleurs, les lieutenants Sennecey et Tavanès représentèrent, eux aussi, la noblesse locale, durant de longues périodes, au Conseil. — Il semble que toutes ces observations seraient valables en ce qui concerne les conseils de Rouen, Lyon, Poitiers, Le Mans, etc.

3. Les deux considérations ont pu jouer, ainsi qu'à Lyon et à Troyes p. ex. (RICHARD, *D'Épinac*, 444 ; HAUTE-MARNE, Jolibois, VI, 79, 81, 87, etc.).

4. Mâcon demande au Conseil de lui faire rembourser certaines dépenses militaires « sur la généralité de Bourgogne » (MACON, BB 55, f. 223 et 227 v^o, juill. 1589). Cf. EF 51. — Dijon transmet une demande de contribution à une rançon qui intéresse l'ensemble de la province (DIJON, B 227, f. 128 v^o).

l'autorité du Conseil dijonnais ¹. Mais Auxerre et Mâcon reconnaissent-ils cette autorité ?

Un « conseil de la Sainte-Union » siégeait à Auxerre à côté du conseil de ville. En 1589, 1590, 1591, 1592, les noms de Tribolét et de Coquard, secrétaire, les animateurs du bureau ligueur de 1588, s'y retrouvaient. Il veillait, comme les échevins, avec lesquels il avait des séances communes à l'hôtel de ville, à certaines dépenses militaires, aux opérations de guerre en Auxerrois et à la chasse aux suspects ². — Un « conseil », moins défini d'ailleurs, existait aussi à Mâcon, formé en mars 1589 par la réunion, sous la présidence du gouverneur Varennes, des principaux officiers, — bailliage et élection, — des chanoines importants et des magistrats communaux. Conseil des intérêts catholiques, mais aussi des intérêts locaux, et, s'il s'agit bien d'un Conseil de la Sainte-Union, adaptation assez libre, toute marquée de l'esprit particulariste et prudent du lieu ³.

1. GIVRY, GG 70, n° 3 : mention d'un libelle écrit contre eux. — Les déclarations du chapitre de Beaune font allusion à « Mess^{rs} de la Chambre de l'Union » (de Beaune, semble-t-il) : C.-D'OR, G 2508, f. 302 v°, 6 déc. 1589.

2. Les registres de l'échevinage de 1589-1593, qui manquent, devaient contenir quelques indications utiles. Celui de 1594 (année de la soumission au roi) mentionne à son début l'existence d'un « conseil » (reg. 6). Sur le bureau de 1587 : v. ci-dessus, I, Introduction, 135, et CHALLE, II, 53. Sur les quelques renseignements que nous donnons : Les échevins et les « gens du conseil » d'Auxerre aux magistrats de Dijon, Auxerre, 8 juin 1590, *Corr.*, n° 482 (signé : « Coquard ») ; le conseil aux magistrats d'Avallon, 23 avril 1592, AVALLON, EE 61 ; B.N., fr. 3982, f. 39 (pièce du 14 sept. 1592).

3. MACON, BB 55, f. 108 et s. Noter que la constitution de ce conseil est antérieure au définitif ralliement de Mâcon à la Ligue et que l'évêque et les royalistes du bailliage sont « élus » par l'assemblée constitutive (23 présents) du 5 mars 1589 (f. 108 v°). Les registres BB 55 et s. de l'échevinage donnent les procès-verbaux des réunions du conseil parce que les échevins y siégeaient et qu'il se réunissait ordinairement à la maison commune. Nous ne voyons nulle part que ce Conseil ait pris le titre de Conseil de la Sainte-Union ; mais il paraît avoir été consulté par le gouverneur sur les mêmes sujets sur lesquels les conseils de Dijon et Auxerre décidaient. Voici la liste des Mâconnais présents à l'une de ses principales séances (chez le gouverneur Varennes, le 14 mai 1589) : Jean Ligeret, Ant. de Laubespain, Pierre de Saint-Julien l'aîné, Pierre de Saint-Julien puîné, Cl. Doncieux = 5 chanoines ; — le procureur du roi au bailliage, le président en l'élection Tamisier ; les élus De la Porte et Samuel Bernard ; l'avocat Charles Descrivieux ; le greffier Guérin = 6 officiers ou hommes du bailliage ; — M. de Marbé, capitaine de la ville ; — les échevins François Viveret, Jean Noblet, Jean Pelletier, Philibert Foillard, Philibert Grangier, le procureur-syndic Benoît Mathond et Jacques Desneault « bourgeois » = 7 hommes de la « ville » (f. 173). — Ce qui nous porterait à penser qu'il s'agit bien, du moins à partir d'avril ou mai 1589, d'un « Conseil de la Sainte-Union », c'est la régularité véritablement frappante avec laquelle Mâcon, pendant la Ligue, imite toutes

Ces faits auxerrois et mâconnais sembleraient indiquer que dans les deux « comtés adjacents », où des élections particulières maintenaient une demi-autonomie financière vis-à-vis des États, l'autorité du conseil dijonnais, tout comme celle des autres corps provinciaux, trouvait quelques barrières. Rien ne nous permet, quant à présent, de penser que le Conseil de Dijon ait exercé autorité, du moins effective, sur celui d'Auxerre. Le fait que des traces assez peu précises des relations entre les deux conseils se sont seules rencontrées parmi les débris d'archives qui nous ont servi¹, permet-il, cependant, de croire qu'Auxerre avait, en cette affaire encore, indépendance et vie propre ? Il n'en est pas de même de Mâcon. Son conseil, qui, d'ailleurs, ne prend pas le titre de conseil de l'Union, et délibère sur toute affaire locale comme un simple conseil de gouverneur, sans jamais révéler avec l'organe dijonnais, dans les documents dont nous disposons, ni affinité certaine de nature, ni relations suivies, n'interdit pas, du moins, l'accès de Mâcon ni aux messages ni aux ordonnances du Conseil de Dijon. Ce Conseil dijonnais prétend même, en août 1589, exiger de l'échevinage de Mâcon l'envoi à Dijon d'un représentant permanent :

*Vous adviserez... de comectre de vostre dicte ville un personnage d'honneur pour assister cy-après, avoir entrée et voix deliberative au conseil estably par deça*²...

C'était là, sans doute, ne requérir que l'application d'une règle édictée par l'autorité et que non loin de la Bourgogne le Conseil de Troyes paraît avoir suivie plus strictement que Dijon³. Mais, en l'espèce, qu'en fut-il ? L'indocilité mâconnaise se devine au ton même des lettres dijonnaises⁴, et les « conseillers d'Etat », d'ailleurs, n'étaient pas seuls à la connaître.

les créations et initiatives lyonnaises (nous en citons plusieurs cas dans cet ouvrage). Noter d'ailleurs que la création de Mâcon suit ici de près celles de Lyon et que les deux conseils offrent une composition analogue.

1. La lettre du 8 juin 1590 citée ci-dessus est un avis de « dessaintz » navaristes, mais adressée à la Chambre de ville de Dijon.

2. Le Conseil aux échevins de Mâcon, Dijon, 3 août 1589 (Mâcon, BB 55, f. 265 v°).

3. Les bailliages champenois députent au Conseil de Troyes. Le 25 mai 1589, la Chambre de ville de Chaumont nomme trois représentants (reg. de délib., copie dans HAUTE-MARNE, Jolibois, VI, f. 81, 89).

4. « ...L'affaire le requiert... Voz consciences vous y obligent... », etc. (lettre citée). — Faut-il comparer ces « conseils » secondaires si peu définis, et probablement fort différents entre eux, aux « chambres » bretonnes ? On y songerait :

Du moins, le Conseil de Dijon étendait-il son ressort à tout ce qui était Bourgogne hors les deux comtés extrêmes, et de cette extension, les preuves, qui ne manquent pas, se trouvent dans les textes mêmes où se dessinent les attributions du Conseil.

IV. — LE CONSEIL DE LA SAINTE-UNION : L'ADMINISTRATION DE LA GUERRE.

Comme à Lyon, comme à Rouen, comme à Nantes, comme à Poitiers, comme à Troyes¹, le Conseil connaissait avant tout de l'organisation militaire. Les « armées », en principe, échappaient à sa compétence. Mais les forces et moyens défensifs et propres aux pays lui appartenaient. Avant tout, l'entretien des garnisons, de l'équipement des places. C'est sur l'ordre du lieutenant général, mais avec la licence du Conseil, qu'en 1589 les garnisons faisaient leurs « crues »². Les recrutements opérés en Suisse pour les villes du pays requéraient son aveu et les licenciements de même³. De l'arrestation de Fervaques à l'entrée en charge de Sennecey, le Conseil ordonna même directement la répartition des troupes. Il envoyait les compagnies des capitaines Johannès et Mérigot à Chalon, puis celle de Johannès à Nuits⁴. Une autre fois, pour soulager le même Nuits, il en retirait les soldats du capitaine Réal⁵. Il chargeait Bissy de la garde de Charolles, Givry et Buxy⁶. Le Conseil décidait aussi du démantèlement de Verdun repris par les ligueurs⁷. Il

mais, en réalité, ni en Bourgogne, ni même en Bretagne, études et documents ne fournissent encore assez d'indications solides quant aux relations de ces organes locaux avec un organe central de la province.

1. RICHARD, *D'Epinac*, loc. cit. ; ROUEN, A 20, 25 mai, 30 déc. ; GRÉGOIRE, *Ligue en Bretagne*, 179 (à Nantes, le conseil est dit « d'État et de Finances ») ; POITIERS, Reg. 52, p. 2 et s. ; LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 75.

2. *Corr.*, nos 365, 326, etc.

3. Il fait payer les 60 écus déboursés en route par le recruteur Buatier (Dijon, B 226, f. 266 v°, 20 juin 1589). Le baron de Talmay demande l'autorisation de licencier sa compagnie (B 227, f. 157 : 5 déc. 1589). — Le conseil de Nantes, entre autres, ordonne lui aussi des levées (GRÉGOIRE, 179, doc. de 1591).

4. ABORD, II, 46 ; PERRY, 366. Offre de 100 soldats à Mâcon (MACON, BB 55, f. 137, avril 1589). — En 1590, l'état des garnisons dressé pour les élus dit ces garnisons établies en Bourgogne par « MM. du Conseil de l'Union des catholiques établi à Dijon » (C.-D'OR, C 5432, f. 21).

5. Extrait des registres du Conseil, 26 août 1589, NUITS, M 2.

6. 18 déc. 1589 (pièce possédée par JEANDET et citée par lui, *Verdun*, 393).

7. Enquête de 1590 sur des faits de la fin de 1589 (JEANDET, 109-111).

disposa même parfois des troupes de campagne et, par exemple, des compagnies chargées de la reprise de Tournus ¹. Et, le baron de Vitteaux offrant aux Chalonnais son régiment pour la protection du commerce de Saône, le gouverneur de Chalon rappelait qu'on n'« y devoit point prendre de resolution que le Conseil d'Estat n'en eut esté auparavant averty ² ».

Ce contrôle des moyens de guerre, ces interventions dans l'emploi des troupes étaient, semble-t-il, une conséquence non seulement du fait qu'en temps de vacance de la lieutenance générale le Conseil constituait l'autorité la plus apte à la remplacer, mais aussi de celui, plus constant, qu'il lui revenait de gouverner les dépenses de la guerre. Le Conseil était le pourvoyeur des garnisons. Il fournissait des armes et des outils. Bailly, capitaine de Vergy, ayant besoin pour son nid d'aigle de « beaucoup de petites choses », envoyait « ung memoyre à M. Michel », du Conseil ³. Au Conseil, surtout, de parer aux grandes dépenses, de fournir les sommes nécessaires : c'était là son rôle premier et son occupation habituelle. Il examinait les besoins, autorisait les engagements de crédits et en recevait les états, les contrôlait, les validait, les faisait payer sur des fonds qu'il obtenait en principe des élus ou par leurs soins. Les élus pourvoyaient ; il gérait, imputant les débours aux divers « fonds » qui avaient été mis à sa disposition ⁴. Mâcon sollicitait une subvention pour le racoutrement de ses murs. Dijon demandait le paiement

1. Requête des échevins de Mâcon au « Conseil de l'Estat general de Bourgogne estably à Dijon », juill. 1589, Mâcon, BB 55, f. 227 v°. Cf. *ib.*, f. 223, et EE 51.

2. PERRY, 366-367 (d'ap. le registre de Chalon, aujourd'hui perdu).

3. Bailly à Fervaques, Vergy, 7 avril 1589, *Corr.*, n° 444.

4. 11-12 oct. 1589 : le Conseil prie les élus d'assurer par imposition non seulement la solde d'une nouvelle levée de soldats, déjà prévue, mais en outre un « fonds » pour le supplément restant à payer des soldes des garnisons (ces soldes représentent selon lui 4.000 écus par mois). Il produit, à l'appui, un état sommaire des dépenses à payer et un autre de ce qu'il a encore en caisse (C.-D'OR, C 3069, f. 303). C'est l'époque où le lieutenant fait défaut. S'il y a un lieutenant, il contrôle et signe ; mais la procédure, hors cela, est la même. — D'autres fois, le Conseil prélève la somme sur un autre fonds ordonné par les élus, mais constitué par une ville (v. ci-ap., le cas de Dijon). — C'est au Conseil, dit La Verne en avril 1589 (et non à une autre autorité) de faire « donner aux troupes » les « deniers » qu'il faut « affin de les retenir pour la seurté de la province » (La Verne à Fervaques, Dijon, 12 avril, *Corr.*, n° 450). — Mais, naturellement, le Conseil faisait payer par les villes elles-mêmes tout ce qu'il pouvait (un exemple entre vingt : la solde de la compagnie de Montigny à Dijon, Dijon, B 227, f. 91 v°, sept. 1589).

de ses Suisses ¹ ; le s^r de Loches, capitaine de Bar-sur-Seine, celui de ses cheveau-légers ² ; l'abbé de Cîteaux sollicitait remboursement du paiement fait par lui de la garnison postée en son abbaye ³. Des villes présentaient des états de « monitions » ⁴. Le Conseil décidait : les 100 Suisses seront payés « sur les premiers et plus clairs deniers qui proviendront soit des dix mil escuz imposez sur cested. ville par forme d'emprunt ou sur les xxv mil escuz qui doibvent estre levez sur toute la province », et les munitions de Nuits, par exemple, sur la caisse du séquestre des biens d'émigrés ⁵.

Les ressources du Conseil, même habilitées par les élus, étaient par nécessité, de nature exceptionnelle, les impositions normales allant à l'État, ou ne laissant au pays que des restes insuffisants. Les produits de la gabelle furent bien quelque temps affectés en partie à l'usage du Conseil ⁶ ; mais il obtenait surtout, par autorité du lieutenant, quoiqu'en pussent penser les élus, des levées de guerres particulières. Celles d'avril et de juillet 1589, ordonnées par Fervaques et par Nemours, avaient été étudiées, préparées, réparties par lui ⁷. Les nominations de receveurs spéciaux portaient son nom à côté de ceux des lieutenants. Ses commissaires avaient été dans certains bailliages veiller à la levée ⁸ ; il secouait par des « jus-

1. MACON, BB 55, f. 137 ; — DIJON, B 227, f. 41 v^o. V. aussi, ci-dessus, la demande de Buatier.

2. DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Req.*, n^o 48.

3. Requête apostillée en mars 1591 (C.-d'OR, H 408).

4. Exemples : Nuits présente état de ses achats de poudre (août 1589, Nuits, M 2) ; Dijon état de 30.000 pains et 12 queues de vin fournis aux 10.000 Suisses passés en ses faubourgs (DIJON, B 227, f. 41 v^o). État analogue de Mâcon (juill. 1589, MACON, BB 55, f. 223, 227 v^o). Avallon requiert remboursement de ses frais du siège d'Annay-la-Côte (BAUDOUIN, II, P. J. n^o XVI). Etc.

5. DIJON, B 227, f. 41 v^o ; Nuits, M 2.

6. C.-d'OR, C 3069, f. 303 (oct. 1589). C'est l'époque où le Conseil remplace le lieutenant.

7. La Verne à Fervaques, avril 1589, *Corr.*, n^o 450 ; les élus du Mâconnais aux élus généraux, Mâcon, 5 janv. et 12 fév. 1592, C.-d'OR, C 3351, n^o 28, 30. Cf. MACON, EE 51. — En Bretagne, autre pays muni d'États, le conseil de Nantes paraît aussi avoir des attributions fiscales (GRÉGOIRE, 180).

8. Jean Noblet, nommé (1589) pour le Mâconnais par Nemours et « Messieurs du Conseil de l'Union des catholiques » (C.-d'OR, C 3633) ; Pierre Bourret, commis à la recette pour le Chalonnais par les mêmes (B.N., Moreau 860, reg. des correcteurs aux Comptes, 1589, f. 181). — Cf. Mayenne aux échevins de Chalon, 1^{er} fév. 1593, CHALON, CC 2, copie : ratification des actes des s^{rs} de Velleplele et Chantepinot concernant les 4.000 écus levés à Chalon en 1589.

sions » répétées les villes récalcitrantes ¹. Pour prévenir de nouvelles charges, les Mâconnais, dans l'automne de 1589, demandaient à Mayenne de les faire épargner par « Messieurs du Conseil d'Etat à Dijon... aux impositions et deppartemens qu'ilz feront sur la Bourgogne ² ».

D'autre part, ces « Messieurs du Conseil » disposaient, on l'a vu, des deniers provenant des biens des « ennemis ». Des saisies et ventes de meubles, de la gestion des créances, de la location des immeubles séquestrés, les Conseils de la Sainte-Union, aux termes du règlement général signé par Mayenne le 6 avril 1589, avaient le contrôle ³. Des sommes qu'on en attendait et que des mesures sévères devaient accroître, les hommes de confiance qui les percevaient devaient rendre à ces conseils des comptes minutieux accompagnés d'états détaillés. Lorsque les commissions de saisie s'organisèrent par bailliage, — sans doute suivant le modèle de celles qui avaient fonctionné au temps de la guerre aux réformés ⁴, — ce fut le Conseil de Dijon qui en désigna ou en autorisa les membres ⁵.

1. Sommation aux échevins d'Arnay-le-Duc de verser sur le champ, et « toutes excuses cessantes », à peine d'exécution forcée, les « huit vingt dix escus » de leur cote (« Extrait » du 13 août 1589, LA VIROTTE, *Arnay*, 109). Commissions, puis deux lettres de « jussion » envoyées aux échevins de Seurre (17 sept. 1589, B. DIJON, Baudot 46, f. 214 v°).

2. MACON, BB 55, f. 272 v°. A la même époque, des villes lui demandent d'établir des impositions exceptionnelles dans leur ressort pour les payer de leurs dépenses. Exemple : Avallon en août 1589 (AVALLON, EE 58, requête au Conseil).

3. Texte dans P. Cayet, *Chron. nov.*, 103. Cf. B. ARSENAL, ms. 3736, f. 18 et s., *cop. collat.* Les gentilshommes ligueurs devaient livrer les maisons occupées par eux au début de la guerre et en rendre les meubles. Les débiteurs des ennemis devaient payer leurs dettes à l'Union ; etc.

4. Ni les commissions de saisie de la Sainte-Union, ni celles des saisies des biens protestants n'ont fait, à notre connaissance, l'objet d'études spéciales : lacune regrettable. — Sur l'étendue territoriale dévolue à la compétence de la commission de Dijon, v. p. ex. les allusions fournies par la lettre de Mayenne du 29 juill. 1590, DIJON, B 9 ter. — Une intéressante ordonnance du Conseil d'Union de Troyes (7 fév. 1591), imprimée s. l. n. d., est signalée par MORIN, *L'imprimerie à Troyes pendant la Ligue*, n° 171. — A Poitiers aussi, le séquestre des biens saisis semble bien être géré par le Conseil (POITIERS, reg. 52). De même, semble-t-il, à Nantes (indication dans GRÉGOIRE, 180).

5. Pour Dijon, où Edme Chantepinot, au nom du Conseil, organise la commission et où les commissaires sont, en 1593, Jean Berbisey et Robert Caillin, cela ressort clairement de nombreuses indications de détail fournies par les précieux papiers aujourd'hui conservés surtout dans la liasse B 9 ter des Archives de Dijon. Par ex., le receveur des saisies dépend du Conseil, qui en-

Son « promoteur », — Étienne Tabourot jusqu'en 1590, Pierre Nicolardot ensuite, — en surveillait les opérations ¹. L'on voit, en particulier, ce représentant permanent du Conseil contrôler, sans exception, toute attribution de jouissance des biens séquestrés, tout prélèvement opéré sur la caisse du produit des ventes : le moindre de ces actes de disposition requérait son approbation ² et relevait par conséquent du Conseil. Or, dans un cas précis au moins, l'on a vu le Conseil affecter sur la caisse du séquestre le paiement de certaines dépenses de guerre. Bien gérée, et non gaspillée, comme elle le fut par Mayenne lui-même, en une quantité de petits dons accordés au zèle ligueur réel ou affecté, cette caisse eût constitué pour le Conseil, pourvoyeur de la défense armée, une ressource importante.

Il y avait enfin les emprunts. Le 24 novembre 1589, les membres du Conseil, qui avaient, le 11 octobre précédent, passé à cet effet procuration à l'un d'entre eux, le président de Latrecey, empruntaient « à interestz au denier douze », à Pierre Massol de Beaune, la somme de 15.000 écus « pour employer aux fraiz de la guerre qui se fait en ceste province... ». Emprunt contracté et garanti par les conseillers « en leurs propres et privés noms » : le Conseil n'avait pas de trésorerie à lui ; mais quelque mois plus tard, les élus

registre sa nomination (pour la nomination de l'huissier Claude Constant ; liasse indiquée, pièce du 1^{er} sept. 1592) ; plusieurs suppliques sont adressées à « Messieurs les commissaires de la Sainte-Union » (ex., *ib.*, celles d'Odot Grison, 16 juill. 1593 ; des enfants Tisserand, nov. 1593) ; le « greffier de l'Union », Denis Besançon, rédige des procès-verbaux d'inventaire (ex. : *ib.*, 19 juill. 1593) ; etc. — Pour Mâcon : lettre du Conseil de Dijon aux échevins de Mâcon (27 juill. 1589) les priant de nommer un homme idoine (« du nom duquel vous ferez remplir » une commission signée de Nemours jointe à la lettre) et de députer deux échevins pour l'assister, ainsi qu'un greffier (Mâcon, BB 55, f. 259).

1. DIJON, B 9 ter (exemples ci-après).

2. DIJON, B 9 ter. Procédure : Jean Hérard demande à Mayenne la jouissance gratuite d'une maison d'émigré. Mayenne l'accorde. Requête d'Hérard aux commissaires à fin d'exécution. Conclusions du promoteur. Les commissaires entérinent (1592). — Autre cas, concernant le prélèvement d'une petite somme : le vigneron Odot Grison, blessé dans un combat, demande à la Chambre de ville, pour payer son médecin, 10 écus à prendre sur le loyer d'une maison sous séquestre. La Chambre les accorde. Le locataire de la maison refuse de payer sans avis de « Messieurs de la Sainte-Union », contrôleurs du séquestre. Supplique de Grison aux commissaires, qui transmettent à Nicolardot, promoteur. Nicolardot annule la décision de la Chambre, incompétente, et demande enquête aux commissaires. Puis, sur procès-verbal d'enquête, il accorde 15 écus. Les commissaires font enregistrer et exécuter (juill. 1593).

prenaient cet emprunt au compte de la province ¹. Il y en eut d'autres, probablement.

Il fallait définir le rôle premier de ce corps exceptionnel, si étrange aux yeux des gens d'Auxois. Cette herbe sauvage, apparue avec la nouvelle Ligue dans la flore des institutions provinciales, s'y faisait une place : le Conseil administrait. Pouvait-il faire mieux, et, politiquement, servir le gouvernement de Mayenne ?

V. — LE CONSEIL DE LA SAINTE-UNION : SON RÔLE POLITIQUE.

Le Conseil de la « Sainte-Union », né aux temps héroïques du « party » et peuplé de ligueurs militants, gardait sous Mayenne, lieutenant-général, un rôle politique. Ce rôle se révèle en de fréquentes enquêtes de police ou demandes de poursuites ². Il se manifeste plus large en des affaires comme celle de l'élection navarriste d'Auxonne, où la mairie de Dijon et les élus requièrent l'intervention du Conseil ³. On voit encore en certains cas, ouvertement et même solennellement, le Conseil de Dijon, comme celui de Nantes, agir lui-même comme organe de répression politique et s'attribuer alors juridiction. Dans l'affaire de Chalon, de juillet 1589, il concentra l'information, puis désigna, parmi ses membres, deux juges qui se rendirent sur place, constituèrent un tribunal en s'adjoignant certaines autorités locales, firent comparaître les 23 inculpés, et prononcèrent les sentences ⁴ : cas précis, qui oblige à se rappeler que les conseils provinciaux du « party » prévus par les organisa-

1. Procuration passée devant le notaire L. Martin, DIJON, A 2, n° 23 ter, *cop. collat.* ; acte d'emprunt, B.N., nouv. acq. fr. 2042, f. 15-18, *cop. collat.*, suivie de quittances données par les héritiers de Massol, 1608 et 1610. Prise en charge par les élus : A 2, n° 23 ter et 24.

2. Enquête sur l'attitude politique du garde-papiers des Comptes Damien Naissan (DIJON, B 227, f. 20, juin 1589). Le 20 sept. 1589, le promoteur Tabourot et Legouz de Vellepesle viennent demander à la Chambre de ville de Dijon des poursuites contre les auteurs de lettres chiffrées saisies près de Saint-Seine-l'Abbaye (DIJON, B 227, f. 107 et v°).

3. DIJON, B 227, f. 149 (25 nov.) ; C.-D'OR, C 3069, f. 312.

4. « Jugement rendu par deux conseillers du Conseil de l'Union contre quelques habitants de Chalon prisonniers. MDLXXXIX » (B.N., Moreau 804, f. 108-109, et 839, f. 122-123 v°, deux copies. C'est la pièce signalée par LELONG, *Bibl. hist.*, III, n° 36.235). — Notons que les commissaires aux saisies nommés par le Conseil rendent des jugements sur conclusions du promoteur de la Sainte-Union (ex. dans DIJON, B 9 ter). — Sur un cas de jugement rendu par le Conseil de Nantes : GRÉGOIRE, 180.

tions parisiennes en 1587 devaient déjà « manier la justice », et non pas seulement les finances ¹.

En 1589, ces interventions se produisaient d'autorité, tout en se limitant peut-être aux cas dont les pouvoirs normaux ne pouvaient facilement ou régulièrement connaître ². Plus tard, lorsque le conseil perdit son autorité initiale, ce fut sur sa fonction de police qu'il se rabattit : police occulte, propagande feutrée, l'une et l'autre servie par une organisation d'informateurs et d'agents, moins poussée, sans doute, que celle du Conseil parisien, méthodique et active cependant ³.

Moins net, mais non douteux, le rôle du Conseil auprès du gouverneur. Car telle fut encore la fortune de cette organisation partisane de 1588 consacrée par Mayenne en 1589 : elle remplissait, en principe, auprès du lieutenant de Bourgogne, le même office de collaboration et d'appui que l'organe troyen auprès du jeune duc de Chevreuse ⁴. Le Conseil siégeait, à l'ordinaire, au Logis du Roy et il différait, en cela, des conseils de Lyon ou de Mâcon, formés tardivement, hors de la présence d'un prince, par les autorités urbaines, et simples réunions de notables siégeant, en principe, à l'hôtel de ville, auprès de l'échevinage ⁵. Dans les périodes où le Logis du Roy abritait un lieutenant, le Conseil de Dijon présentait à sa signature ses actes principaux, et nombre de pièces sont établies sous le titre des deux autorités jumelées du lieutenant et du Conseil ⁶. Les « conseillers », en somme, n'ordonnèrent seuls, dans les affaires poli-

1. V. ci-dessus, I, Introduction, § 6, p. 133, n. 3.

2. La mairie de Dijon ne peut rien à Auxonne ; les élus non plus, Auxonne étant « d'Estat séparé » (C 3069, f. 312).

3. Il faudrait peut-être comparer cette organisation à celle que PRAROND (II, 261) signale à Abbeville. — Sur le rôle du Conseil en 1593-1594, v. ci-ap., p. 64.

4. Que le registre de l'échevinage de Troyes appelle d'ailleurs le « Conseil de Mgr le duc de Chevreuse, gouverneur de ceste province » (Troyes, A 23, cité par LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 51. Cf. 64).

5. V. p. ex. DIJON, B 9, déposition d'E. de La Croix, 1^{er} mai 1589. Il n'est pas, lui, mêlé directement au monde communal et ne laisse pas aux registres de l'échevinage ses procès-verbaux entiers comme celui de Mâcon (BB 55), ni des traces abondantes comme celui de Lyon.

6. C.-D'OR, H 408, G 43, f. 94 (nomination d'un receveur des décimes) ; etc. L'expression même de Conseil « d'Estat », qui est usuelle en Bourgogne et dont nous ne savons pas si elle se retrouve dans d'autres provinces (sauf en Bretagne), fut peut-être employée par quelques-uns avec une certaine intention d'assimilation avec le Conseil d'État du roi.

tiques importantes, qu'au cours de la période d'août à décembre 1589, en l'absence de tout gouverneur.

Dans cette période, d'ailleurs, l'organe exalté qu'Edme de La Croix nommait devant Caetano « *Supremum Concilium Sanctæ Unionis catholicorum Burgundiæ* » était apparu comme le corps provincial d'un âge nouveau, organe de commandement par sa destination, mais indigène par sa composition, et doublure étrange des États, érigée dans la confusion ¹... On sait qu'il convoqua alors ces États, rappela et somma les émigrés, conduisit l'essai de réunion, prépara une trêve, appela en Bourgogne les troupes champenoises et présida à la réception du légat pontifical ². Lorsque, au milieu de décembre 1589, les Seurrois demandèrent à « Messieurs du Conseil » l'autorisation de tenir ouverte leur porte de Saint-Georges, Sennecey était un fonctions et c'est, en cette affaire, lui qui, le 18, donna réponse ³ : suppléance terminée... Mais le Conseil, durant la vacance, avait clairement démontré son caractère de conseil-gouverneur apte aux remplacements.

Mais il était encore, et en même temps, conseil de parti. En ses débuts du moins, la Ligue au pouvoir, c'est un parti qui gouverne, et la confirmation des conseils de la Sainte-Union, au début de 1589, fut l'un des actes inspirés par ce parti. L'origine révolutionnaire de ces corps, leur composition même, à Lyon, à Troyes, à Dijon, la grande place qu'y tenaient les communes détournent de penser que, malgré leur titre assez usuel et assez imposant de conseils « d'Etat », ces institutions, émanations des diverses puissances et autorités d'un milieu, n'avaient sans doute pas été conçues comme permanentes. Lorsque, usant aussi du mot État, le Parlement de Rouen reconnaissait le « Conseil établi en ceste ville de Rouen pour la seureté et conservation de la religion et de l'Etat en la

1. P. 5 de l'*Oratio* citée ci-dessus, I, ch. VI, p. 396. V. aussi la *Contre-lettre* citée p. 388.

2. *Mémoires de Guill. de Tavanès*, 486 ; — le Conseil aux échevins de Mâcon, Dijon, 16 nov. 1589, MAÇON, BB 55, f. 356. — Nous n'avons ici à justifier que de ces deux dernières indications.

3. Sennecey aux magistrats de Seurre, Dijon, 18 déc. 1589, B. DIJON, Baudot 46, f. 221.

province de Normandie »¹, il précisait un objet et une durée : ce conseil devait « conserver » les grands intérêts généraux de l'État jusqu'à l'avènement d'un régime régulier. Mais cette mission même exigeait une liaison avec un organe central compétent pour l'État entier, et qui devait être de même ordre, avoir le même objet. Que le Conseil général de Paris, organe suprême du parti de l'Union, associé à Mayenne dans le gouvernement de l'État, ait eu, au moins théoriquement, autorité sur ces conseils provinciaux, comment en douter ? « Toutes les capitales-villes des provinces... », écrivait le Bureau de Paris aux capitouls de Toulouse le 27 février 1589, ont « un conseil provincial... qui reconnoist et se réfère au conseil général de Paris et y a recours, quand on a besoin du sceau²... »

Nous voici donc à la question qui, ici, importe. Est-ce bien avec le Conseil de Paris, travaillé par les Seize, que le Conseil de Dijon a, en fait, correspondu ? Ou bien Mayenne l'a-t-il gardé sous sa main propre ? Que Mayenne, dans l'ardeur et l'inexpérience de ses débuts, ait admis, organisé même, l'autorité du Conseil de Paris, il faut le croire³. Mais y eut-il, en fait, et longtemps, correspondance entre les organes provinciaux et ce Conseil parisien⁴ ? Dans le cas du Conseil bourguignon, la réponse affirmative paraît difficile. D'abord, organe du « party » au sens où l'eussent voulu les meneurs parisiens, il ne paraît pas qu'il l'ait jamais été réellement. Fait frappant, aucun des documents épars que nous avons pu réunir et confronter ne fait mention d'une correspondance effective entre le Conseil général et celui de Dijon. Les champions parisiens de la Sainte-Union écrivent aux hommes de la commune ; il faut douter qu'ils aient écrit aussi aux représentants nominaux de la « Sainte-Union » en Bourgogne⁵.

1. SEINE-INFÉRIEURE, registre d'arrêts du Parlement de Rouen, fév.-juin 1589, 4 mars (renseignements dûs à M. Lecacheux).

2. A.N., H 1789, f. 297, cité par ROBIQUET, II, 545.

3. Il semble bien, p. ex., que Mayenne, le 4 mars 1589, veille lui-même à l'établissement de la liaison entre Rouen et Paris (SEINE-INF., Reg. d'arrêts du Parlement, à la date).

4. Le registre du Conseil du Mans (LE MANS, cote 27) ne semble pas permettre de conclure à une correspondance bien active de ce conseil avec celui de Paris. — A Poitiers, pas de correspondance conservée ; mais, semble-t-il, quelques mentions à retenir dans le reg. POITIERS, n° 52. A Troyes, intentions de liaison fort nettes avec Paris (HAUTE-MARNE, Jolibois, VI, f. 81).

5. La disparition des archives des deux « conseils » interdit d'ailleurs toute affirmation à ce sujet. — Notons, par ailleurs, que les relations du Conseil dijonnais avec les bureaux ou chambres dépendant de lui (nous avons vu déjà

Mais, « Conseil d'État », ce titre, employé en Bourgogne, a peut-être plus de sens, lorsqu'il s'agit du conseil dijonnais, que celui de « Conseil de la Sainte-Union ». C'est bien avec le « remplaçant de roy », avec le défenseur de l'État monarchique, que les conseillers de Dijon ont eu leurs relations certaines. C'est de Mayenne, non de l'organe directeur de la Sainte-Union qu'ils ont entendu dépendre effectivement ¹. Mayenne écrit, lui, certainement à « Messieurs du Conseil » ². Les missions de Bernard, de Berbissey et des autres « conseillers » les mènent toujours à Mayenne ; au Conseil de Paris, jamais. Et leurs relations avec Jeannin sont constantes ³. C'est Mayenne, et nul autre, qui, directement, valide et ratifie des actes comme la levée de 4.000 écus sur Chalon en 1589 ⁴. Comment douter que ce corps réputé communément en Bourgogne établi par « le duc de Mayenne... pour la direction de la province durant son absence » ⁵ n'ait pas oublié le temps du « party », ait reconnu d'autres commandements que ceux de Monseigneur ? Trait bourguignon, original, sans doute.

Instrument de coordination, de centralisation bourguignonne, instrument de guerre et de police, ce conseil eût dû être utile au gouvernement de Mayenne. A la faveur de la confusion dans laquelle ses attributions se mêlaient à celles des corps provinciaux, l'organe exceptionnel eût pu peut-être conduire, animer politiquement ces organes réguliers au profit de Mayenne.

Mais, on le verra, les réalités ne furent pas telles.

que les traces en sont rares) ne semblent guère animées par l'esprit partisan, ardent et durable, qu'on perçoit en Bretagne p. ex. Les « chambres » bretonnes pratiquent réellement l'« Union » : v. les relations de Saint-Malo, Quimper, Morlaix, dans A. de BARTHÉLEMY, *La Chambre du conseil de Morlaix*, 6, 15, 93, 97, 112, 113, 115, etc. En Bourgogne, rien d'une telle flamme.

1. Très rares, notons-le, sont en Bourgogne les pièces de 1589 qui nomment, à côté de Mayenne lieutenant-général, l'autre autorité qui depuis février partage son pouvoir : le Conseil général de l'Union. Et encore, comme dans MACON, BB 55, f. 153 v^o, est-ce de lettres de Nemours qu'il s'agit souvent.

2. Mayenne au Conseil, camp de Meaux, 21 mars 1590, *Corr.*, n^o 476. L'échevin dijonnais Carrelet revenant de mission auprès du prince rapporte des lettres de lui au Conseil (DIJON, B 227, f. 130 v^o, 7 nov. 1589). Etc.

3. V. ci-ap., ch. suiv., § II.

4. Lettres de validation du 1^{er} fév. 1593 (CHALON, CC 2, *cop.*).

5. Registre de Chalon de 1589 (perdu) analysé par PERRY, 367. COURTÉPÉE, *Description*, I, 233, croit que « l'Espagnol dominait à Paris », mais qu'à Dijon était « le conseil particulier de Mayenne et de la Ligue ». C'est errer, mais non complètement...

VI. — LE GOUVERNEMENT DE MAYENNE ET LES ÉTATS.

Le Mayenne de 1591 ne rencontra pas, dans les États troublés, l'opposition vigoureuse que ses exigences au nom du « général » eussent pu y susciter. Son gouvernement y obtint une soumission suffisante, sans soulever de cris trop violents.

Il veillait d'ailleurs avec vigilance aux écarts : il dictait d'abord assez clairement aux villes le choix de leurs députés, puis, nous l'avons vu, prétendait imposer de ses camps leurs « résolutions » et limiter au droit strict l'action des élus¹. Il renforçait, encadrait d'hommes à lui la Chambre de la noblesse. Et, sans doute, ces serviteurs du prince « entraient » sans abus, car ils tenaient fief en Bourgogne ; mais c'étaient cependant de singuliers députés du « pays », et bien peu aptes à exalter les fiertés des vieilles lignées indigènes, que Franchesse, un Bourbonnais, ou Chanlecy, Chissey, ces clients personnels et ces gouverneurs de forteresses ; Péliissier, cet agent du maître². Quatre agents de Mayenne sur les treize députés nobles de 1590, — sans compter deux ou trois mayennistes classés : la proportion était suggestive.

A côté de La Verne, que son titre de maire désignait de droit comme premier élu du Tiers, le duc réussissait, en février 1591, et pour la fin de la triennalité de 1590-1593, à poster l'indispensable Étienne Bernard, comme « substitué » du second élu, l'avocat avallonnais Thomas Germynot³ : Bernard contenant La Verne, situation aussi symbolique que constante. Quant à l'élu du roi, Noble François Mareschal, nommé par Henri III, mais continué par Mayenne, c'est un « grand conseiller et pillier de la Ligue », dit Breunot, et aussi un serviteur du prince, industriel et bien entretenu, avisé et influent⁴. Le gouvernement central avait donc aux États des

1. ABORD, II, 148 ; C.-D'OR, B 29.

2. C.-D'OR, C 3071, f. 21 v°. Péliissier, surtout, s'emploie (v. p. ex. f. 31 v°).

3. *Ib.*, f. 14 v° et 69. — Germynot était retenu à Avallon. — Notons que l'élu de la noblesse de la même triennalité, le baron d'Uxelles, et son « substitué », désigné le 9 nov. 1590, Cl. de La Tour, s^r de Pradines et Poinson (*ib.*, f. 14 v° et 37), sont des mayennistes de bonne observance.

4. Sur lui : DIJON, B 38 bis ; C.-D'OR, B 27 ; C 3071, f. 28 ; 3072, f. 17 ; Breunot, II, 489 ; N. GARNIER, *Le livre de raison de Fr. Maréchal* (dans *Bull. d'hist. et d'arch. du diocèse de Dijon*, XII, 1895, 153), et notre Index des noms. Il logea en son hôtel, en mai 1593, la duchesse d'Elbeuf (Breunot, II, 314). Et Tabourot (un ligueur) lui dédia un chapitre de ses *Bigarrures*.

agents, qui étaient surtout des créatures de Mayenne : l'organisation de l'autorité comportait, en Bourgogne, ce trait particulier. La main de ces hommes est probablement dans beaucoup de ces mesures qui constituent l'administration militaire, financière et économique de quatre années. Quant à tel acte politique comme le serment catholique prêté au début de la session de 1590 ¹, à telle décision qui pourrait sembler la libre initiative d'un corps bourguignon parant à ses nécessités, mais qui, en même temps, répond de façon nette aux besoins, aux opportunités du gouvernement de Mayenne, — un rappel à l'ordre adressé à Sennecey qui s'endormait à Auxonne, les demandes de secours faites au duc de Lorraine lorsque le maréchal d'Aumont s'annonça ², — tout cela ne représente en somme qu'une impulsion de l'autorité centrale appuyée par ces auxiliaires.

Cette administration des élus était débordée par le désordre de la province : elle fut pourtant, bien qu'empirique et conçue au jour le jour, assez diligente. On le voit, par exemple, dans des enquêtes et mesures comme celles qui, en 1591, visaient au ravitaillement des greniers à sel, et à bien des reprises à l'« asseurement » des subsistances ³. Elle fut docile à Mayenne.

Aux États, il put demander de lourdes subventions exceptionnelles ⁴. Il y eut émoi, grognements, remontrances, puis transactions : c'était la règle. Avec ces États, ces élus, Mayenne pratiquait en tout, exactement, l'usage. Il recevait les mémoires comme Henri III, les appointait en conseil et les renvoyait comme lui ⁵. De sa correspondance, assez abondante — mais en partie perdue, — le ton était, semble-t-il, celui des lettres des rois. Les États gémissaient comme ils avaient accoutumé de le faire, et même moins qu'autrefois. Ils écrivaient le nom du lieutenant-général avec la même déférence que jadis celui de Sa Majesté. A voir la forme extérieure des faits, on ne soupçonnerait pas que

1. 26 oct. (C.-D'OR, C 3071, f. 2. Cf. *Articles accordez...*, Dijon, 1590, B.N., Lb 35/291).

2. C.-D'OR, C 3071, f. 3, 21, 31 v^o, 32, 44, etc. ; — f. 92 v^o, 98, 104 v^o, 106, etc.

3. C.-D'OR, C 3069, f. 321 v^o, 323 v^o, 327, 330, etc. ; C 3071, f. 47 v^o, 104, etc.

4. V. à ce sujet, ci-ap., ch. XI, § 1.

5. Chantepinot est chargé de lui porter les « résolutions » d'oct. 1590. Elles sont vues au conseil, à Soissons, le 28 déc. L'abbé de Cléaux les rapporte apostillées en mars 1591 (C 3071, f. 21, 72), avec des lettres closes du duc, du secrétaire Desportes et du président Legrand, du conseil.

des déceptions ruinaient la foi, que des griefs s'amassaient. Aucun conflit grave ne venant des États, l'autorité centrale n'en suscita pas et elle respecta, sans apparence de répugnance, la périodicité des tenues qu'elle convoquait ¹. Elle avait besoin de l'« octroi », et semblait pouvoir compter sur une docilité suffisante.

Mais docilité passive. Il fallait que Mayenne cherchât ses moyens positifs ailleurs : — le Conseil de la Sainte-Union les lui donna-t-il ?

VII. — LE GOUVERNEMENT DE MAYENNE ET LE CONSEIL DE LA SAINTE-UNION.

1589 avait été la belle époque du Conseil. Il servait alors la Ligue en servant Mayenne. Lieu de rencontre des puissants ou des militants des corps séant dans la capitale provinciale, il conciliait, et commandait, avec les facilités que lui donnaient son air de nouveauté efficace et la patience non usée qu'entretenaient les nouvelles assez heureuses venues des camps ou de Paris.

Mais ce conseil, bientôt après ses trois mois de gouvernement, en retombant dans sa norme au temps des difficultés, au temps d'Ivry, découvrit le désaccord de sa mission et de ses moyens. Il devait payer la guerre, mais sans trésor vraiment à lui, et se heurtait de ce côté aux élus. Sennecey se garda de le soutenir, défiant de tant de conseillers, ou contrôleurs. Le conflit qui s'élevait en ce temps entre Nemours et le Conseil lyonnais eut même, malgré les soins du baron pacifique, son commencement de réplique dijonnaise ².

D'autre part, au sein même du conseil, les mêmes passions qu'aux États finirent par pénétrer : la même ingérence des communaux s'affirma. Or, là, entre eux et les grands robins, pas de champ. C'était le contact direct, qu'un Brulart n'était pas homme à savoir

1. Retard en 1590, mais justifié par la guerre. En 1593, la tenue est prévue, régulièrement, pour mai. Les États généraux étant eux-mêmes réunis, ajournement. Les villes demandent la réunion, qui est convoquée au milieu de sept. pour le 15 oct. (C.-d'OR, C 2990 ; — les élus aux magistrats de Chalon, Dijon, 28 sept. 1593, CHALON, BB 10, f. 281, *cop.* ; cf. *ib.*, f. 275 v^o ; les magistrats d'Autun à ceux de Dijon, 21 sept. 1593, *Corr.*, n^o 575).

2. V. les ordres contradictoires de Sennecey et du conseiller Berbissey aux Avallonnais au sujet de la libération de leurs prisonniers (5 et 7 mars 1590, AVALLON, EE 59). Sur le conflit lyonnais : ci-ap.

adoucir. A Lyon, ville sans Parlement, sans États, et capitale sans grand ressort où, dès sa fondation, le Conseil se trouva pour le Consulat place gagnée, le conflit ne fut jamais qu'entre ce Consulat et le gouverneur : les consuls, contre Nemours, défendaient le pouvoir du Conseil « comme leur propre pouvoir ¹ ». A Dijon, où Mayenne avait choisi la plupart de ses « conseillers » parmi les privilégiés, officiers ou gens d'Église, le choc majeur fut au sein même du Conseil, et les déchirements intestins qu'y introduisirent les La Verne, les Royhier, les Venot, entraînèrent son abaissement spontané.

Il y eut de long préludes ². Mais vinrent ensuite l'affaire de la Chambre des pauvres, en 1590, et l'assassinat juridique de Chan-
tepinot en 1591. Lorsqu'on vit le maire, membre du Conseil, faire exécuter sans jugement un officier du boëlliage, lui aussi du Conseil, et, ce qui amplifiait les émois, parent proche de maint parlementaire, il y eut *tolle* chez les grands bourgeois ³. L'élection de 1591, qui devait tourner encore à la victoire de La Verne, fut l'occasion d'un remous profond qui dissocia définitivement le Conseil. On vit Franchesse, depuis des mois déjà « principale partie » du maire, déclarer clairement ses sentiments et un autre « conseiller », le s^r de Ruffey, qui, en décembre 1590, avait eu déjà une altercation violente avec La Verne, faire opposition à l'élection, porter l'affaire

1. RICHARD, 444, 447, 535. Il y avait l'archevêque. Mais, tout grand conseiller de la Ligue qu'il fût, P. d'Épinac avait de la peine à défendre son autorité au Conseil, auquel d'ailleurs son hostilité personnelle contre Nemours l'amenait à lâcher la bride : *ib.*, 447. A Troyes aussi, conflit entre l'échevinage et le gouverneur, lorsque, comme Nemours à Lyon, le duc de Chevreuse ou ses hommes, en 1591, veulent réduire l'influence et la place des municipaux au Conseil (LA PERRIÈRE, *N. de Hautt*, 70).

2. Prié par l'abbé de Cîteaux d'enquêter sur les méfaits du capitaine Percy, détenu aux prisons de la ville, le Conseil, pressant les heurts, abandonnait l'affaire aux échevins. Des condamnations dont le promoteur frappait l'ingérence de la Chambre de ville dans la disposition des biens séquestrés passaient sans soulever de conflits positifs. Mais des querelles de personnes, animées par le duel grave des doctrinaires et des « profiteurs », s'étendaient de la ville au Conseil. Dès le 4 nov. 1589, un espion navarriste posté dans Dijon, observe qu'« ilz commensent, les premiers du Conseil d'estat, à se desunir » et montre ces « premiers », Fyot, Franchesse, Bernard, en grave « doute » entre eux (B.N., Moreau 804, f. 113 et v^o). Autres affaires, encore secondaires : DIJON, B 227, 122 v^o, 128. Mais en juillet 1591, le ton a monté : vif conflit (sur l'interprétation d'une décision du Conseil concernant les contributions des robins) entre La Verne et Legouz de Vellepesle (Gros, 102-103); etc.

3. Sur ces affaires, v. I, ch. VII.

au Parlement ¹... La guerre dans la ville, c'était donc la guerre au Conseil. Il manquait là la main d'un lieutenant.

Mais il manquait aussi l'appui ferme et ouvert du « maître ». Au lieu de soutenir son autorité, devenue régulière en même temps que la sienne propre, Mayenne, dès 1590, parut abandonner le Conseil à sa décadence spontanée. Vice-roi en titre, il se défia de ce conseil provincial de la Sainte-Union comme du Conseil général et comme de tout organe spécifique du parti ligueur. Il y redoutait peut-être la domination du « peuple » communal comme, au conseil parisien, celle des Seize, et comme celle qui, à Troyes, à Lyon, obstruait les voies de Guise et de Nemours ². A l'époque même où ces gouverneurs s'essayaient à épurer leurs Conseils trop audacieux, et où lui-même livrait bataille pour secouer l'ingérence des « conseillers » dans le gouvernement général, en cette année 1591 qui vit s'élargir à Paris le fossé entre ligueurs conservateurs et ligueurs révolutionnaires, Mayenne laissa décliner le conseil bourguignon ³. A la fin de 1591, lorsque la province se retrouva sans lieutenant, il ne fut plus question, cette fois, de confier au « Conseil d'État » des pouvoirs de gouverneur ⁴. Et si, en 1589, « Nosseigneurs du Conseil » avaient connu du procès des conspirateurs chalonuais, en 1594, pas un instant, les autorités qui, cependant, cherchaient de tous côtés une juridiction politique, ne devaient songer à leur confier l'affaire La Verne ⁵.

Le Conseil vivait cependant. Mais en 1591, en 1592, son autorité baissait. Le « party » et ses institutions, même adaptées à la monarchie de Mayenne, achevaient de céder la place à l'« Estat » dans la province comme au gouvernement central. Le nom du Conseil n'apparaissait plus en belle page dans les registres des élus. Ses attributions se résorbaient : les élus, semble-t-il, paraient, dès lors, presque

1. DION, B 179 bis, f. 106 ; B 228, f. 144 v^o - 145 (affaire de déc. 1590) ; B 229, f. 17 v^o, 18 et v^o (juin 1591) ; *Reg. Parl.*, III.

2. RICHARD, 447, 535, 541 ; LA PERRIÈRE, 70 et s.

3. Nous n'avons plus rencontré pour cette nouvelle période ni de lettres de Mayenne au Conseil, ni d'allusions à de telles lettres. Sauf la gestion du séquestre (v. DION, B 9 ter), l'activité du Conseil elle-même ne se manifeste plus, semble-t-il, que par des papiers beaucoup plus rares. — Il y aura, d'ailleurs, un faible renouvellement du personnel du Conseil.

4. V. ci-ap., ch. suivant.

5. On recourut à un tribunal entièrement improvisé, formé par des « gradués » en droit (DROUOT, *L'affaire La Verne*, ch. IV).

sans lui, à l'«entretienement» des garnisons et, dans le branle-bas du redressement militaire de 1592, il n'est à peu près plus question de lui. Le *Supremum Concilium* de novembre 1589 tombait au rang de simple bureau de propagande et de surveillance, où les hommes de Mayenne s'informaient et se concertaient ¹. Les «conseillers» mayennistes, sans états, sans mission officielle désormais, et sans profits visibles d'argent ni de gloire, pouvaient encore réduire, et réduisirent, le rôle des ligueurs trublions. Mais Mayenne, de 1592 à 1594, — ou son lieutenant Tavanès — ne recourut plus guère à eux que pour les œuvres secrètes, que pour saper les entreprises des «villes» d'une part, et des «politiques» de l'autre. C'était laisser prolonger sous la forme mineure d'un comité demi-occulte le corps actif de naguère affaibli par sa désunion, déclassé par la défiance du maître, et réduit à son rôle d'auxiliaire du lieutenant-général ². Des lettres de validation, de 1593, par lesquelles Mayenne consacrait tous les actes passés du Conseil ³, rappellent celles que les rois accordaient aux gouverneurs à l'issue de leur charge. Et c'était bien là, en effet, un acte de liquidation d'une institution du temps du «party», qui s'était prolongée, mais qu'une autre, plus adaptée aux conceptions du maître, remplaça finalement au temps du «gouvernement».

✦ **DOCILITÉ** passive aux États, bonne volonté d'écue et désormais au Conseil : comment trouver là les moyens d'un véritable ralliement bourguignon à la discipline monarchique et au prince ? Mais Mayenne, absorbé par les affaires générales, et se défiant des adversaires de son pouvoir dans sa province comme à Paris, incapable peut-être de concevoir une véritable politique de gouvernement, n'exigeait des corps que la soumission. C'est à certains membres de ces corps, mais individuellement, qu'il demanda des services positifs le jour où il essaya, dans cette Bourgogne sans lieutenant, au nom de l'autorité unitaire, le contrôle direct.

1. Sur les caractères des réunions du Conseil en 1593-1595, la source est Breunot (I, 280, 289, 291, 293, 307, 415, 417, 423 ; II, 306, 317, etc.). On verra que les réunions se tiennent alors de plus en plus au château (quelquefois chez l'un des conseillers, p. ex. Fyot, souvent immobilisé par la goutte, I, 280, 307).

2. Indications probantes sur ce rôle de conseil du gouverneur pour la période du gouvernement du fils de Mayenne (1593-1594) dans Breunot (I, 415 ; II, 291, 293, etc.).

3. Breunot, I, 288, 291.

CHAPITRE X

AUTORITÉ CENTRALE ET PROVINCE. LES HOMMES DE MAYENNE

- I. *Le principe du contrôle personnel.*
- II. *Les députés à la suite du lieutenant-général de l'Etat. Bernard.*
- III. *Les agents politiques du lieutenant-général.*
- IV. *Le rôle de Jeannin.*
- V. *En Bourgogne : les capitaines.*
- VI. *Le lieutenant de 1592 : le vicomte de Tavanès.*
- VII. *Principes et réalités : les dévouements, soldés.*

Les États provinciaux n'apportèrent pas au gouvernement dirigé par Mayenne cet appui que les thèses politiques eussent fait attendre. Le Conseil de la Sainte-Union de Dijon ne fut pas, pour lui, cet organe sûr d'influence et d'action qu'on eût pu espérer. Le « maître » des mayennistes bourguignons nourrissait, du reste, à l'égard de tout corps local une visible défiance. Quels furent donc, en Bourgogne, en 1591 et ensuite, ses modes d'action, ses moyens d'autorité ?

I. — LE PRINCIPE DU CONTROLE PERSONNEL.

A défaut d'un lieutenant idoine, à défaut de conseils avoués, Mayenne eût pu du moins utiliser en Bourgogne quelque comité secret, quelque organe plus ou moins occulte de contrôle et de propagande, un centre d'action personnel défendant et propageant le mayennisme d'État.

Or, — le fait encore vaut remarque — aucun arsenal de propagande mayenniste, entre 1590 et 1594, ne révèle son existence

sur le sol de la province. D'autres princes n'hésitaient pas à recourir à la presse. Mercœur eut son imprimeur nantais. A Lyon, Pillehotte imprimait des plaquettes pour le service du duc de Nemours, et à Troyes les presses de Jean Morin travaillaient pour le jeune duc de Guise¹. Mayenne aurait pu aisément équiper, — entre Paris, où beaucoup d'imprimeurs servaient d'autres causes que la sienne, et Lyon, cette autre ville d'imprimeurs, mais qu'il ne contrôlait pas lui-même, en face de Tours d'où le roi de Navarre faisait lancer contre lui tant de livrets, — l'officine sûre qu'il eût gouvernée personnellement. Deux imprimeurs dijonnais, Desplanches et Grangier, pouvaient être subventionnés, élevés à la dignité des Thibaud Ancelin ou des Jamet Mettayer. A Auxerre, les presses de P. Vatard pouvaient aussi servir.

C'est un fait que ces imprimeries bourguignonnes n'ont pas participé à la guerre des plaquettes comme mayennistes, — c'est un fait que Desplanches, qui avait cependant imprimé, en 1589, l'*Advis* antinavarriste de Bernard, n'imprima jamais aucun factum, aucun texte de propagande pour le service propre de la monarchie de Mayenne. L'insuffisance de sa presse fut, à Paris, l'une des faiblesses du lieutenant-général. Dijon, qui eût pu pallier à cette insuffisance pour l'action générale dans le royaume, ne fit rien de cela. Mais il n'imprima même pas à l'usage de la propagande locale proprement mayenniste.

En 1591 comme en 1589, les villes de Bourgogne restèrent passives sous l'assaut de la propagande imprimée partie de Lyon, Troyes, Paris et Tours, et à la merci des évolutions politiques de ces quatre centres. Ce serait jeu de l'esprit, aisé mais vain, d'imaginer quel parti Mayenne, pour le bien de son ambition « d'État » et aussi de son dessein bourguignon, eût pu tirer de la situation de sa province, s'il y eût établi la grande place d'armes de son action politique personnelle. Contentons-nous de constater qu'il n'y eut même pas, installé sur les lieux, l'organe de surveillance et de commandement auquel il eût pu entièrement se confier...

Il ne songea, — ou peut-être ne crut, — qu'à l'impulsion partant de lui-même, à la surveillance dirigée par lui-même au jour le jour

1. POCQUET, V, 162-163 ; MORIN, *L'imprimerie à Troyes*, nos 179-183. Sur les plaquettes de Lyon servant Nemours, v. le répertoire de BAUDRIER.

et de ses camps. Il n'appliqua pas, en somme, dans sa propre province d'autre méthode que celle à laquelle il en était réduit en ce qui concernait les gouvernements des autres Princes.

Il est vrai que, dans le cas de la Bourgogne, cette méthode centralisatrice semblait pouvoir se réaliser avec une facilité particulière. Autour du monarque et sous sa main même vivait une petite Bourgogne de conseillers et d'agents. C'est elle qui servit avant tout. L'autorité du gouvernement central, ce fut, dans une large mesure, l'activité de ce groupe de serviteurs. Il y eut aussi, — à l'autre pôle, — à défaut d'un corps constitué, l'élite des fidèles demeurés en Bourgogne. Un système de contacts, un réseau de liaisons et de consignes, entre eux et le conseil du « souverain » siégeant aux camps, s'essayèrent... Ils s'essayèrent suivant des modes conçus pour l'ensemble des provinces, mais, qui, en fait, n'étaient guère réalisables que dans le cas de la Bourgogne.

Mais ces modalités elles-mêmes, ces facilités bourguignonnes, allaient précisément compromettre, en Bourgogne, le programme d'autorité. Utiliser pour le service de l'État des serviteurs personnels, c'était mêler deux causes, ou deux idées. Le système de commandement de la Bourgogne faisait place à certains principes insérés aux *Articles* de Reims ; mais il n'engendra, en fait, qu'un empirisme confus et, l'usage des hommes valant seulement ce que valaient les hommes, l'« auctorité générale », devant les difficultés de la période et les tentations spéciales du milieu, eut vite fait de dégénérer dans la pratique trop connue des clientèles : — le « souverain » prétendu démentit lui-même, en Bourgogne, le principe du gouvernement unitaire.

II. — LES DÉPUTÉS A LA SUITE DU LIEUTENANT-GÉNÉRAL DE L'ÉTAT. BERNARD.

Trancher le plus possible d'affaires provinciales au camp même de Mayenne ; avoir pour cela « un deputté de chascune des provinces... assidu et ordinaire à sa suite pour y recepvoir ses commandementz,... les faire entendre à sa province » et « maintenir avec elle la correspondance, liaison et union... » : tel était l'un des articles les plus suggestifs du programme de Reims, tel le dessin

d'une organisation centralisée, où se révèle assez clairement l'intention de reprendre au bénéfice du « chef de l'Etat » un ancien projet du parti de l'Union, de réaliser par le souverain ce système de « liaison » qui, au début de 1589, était dans le plan et les attributions du premier Conseil général¹. Ravir définitivement aux chefs parisiens leur confédération des villes et ruiner à son profit leurs nouveaux espoirs d'autorité générale : la pensée, sans nul doute, n'était pas étrangère aux préoccupations de Mayenne, ni de ses conseillers intimes au milieu de 1591. L'organisation des relations de Mayenne avec la Bourgogne en 1591 et 1592 fut commandée par un dessein d'ensemble, de lutte contre les forces novatrices de Paris et de mainmise personnelle sur l'« auctorité ». L'histoire générale de la Ligue en cette période tend à commander l'histoire provinciale... Mais on n'a pas dit encore quel essai d'exécution s'ensuivit pour les diverses provinces. Dans celle du « souverain » lui-même, qu'en fut-il ?

Premier fait : l'absence de tout acte d'institution. Pas de lettres patentes exigeant des Bourguignons l'envoi au conseil du prince d'« un deputté... assidu et ordinaire » de chacun des ordres. Et de ce titre, dans les documents écrits, nulle part le moindre usage. Un personnage nouveau dans le personnel politique ne surgit pas brusquement, paré d'une fonction publiée. Mayenne n'était pas un innovateur. Ce que l'on voit seulement c'est qu'une pratique ancienne, celle des députations en cour² se trouva, par occasion, adaptée à un nouvel usage, et qu'un effort fut tenté, au moins dans le cas de la Bourgogne, pour la systématiser.

Mayenne avait, autrefois, comme les autres gouverneurs, appelé ou reçu à sa suite des agents des États ou des échevins des villes. Puis, dès 1589, il les avait reçus au titre nouveau de lieutenant-général, et, par exemple, l'échevin Bernard Carrelet, à deux reprises

1. L'idée d'une représentation permanente des sujets auprès du monarque hantait les cerveaux au temps ligueur. Mais cette représentation pouvait se concevoir comme utile aux « libertés » provinciales. C'était sans doute là la conception exprimée, entre autres cahiers de 1592 par ceux du Tiers État de Troyes (BERNARD, *Procès-verbaux des États de 1593*, App.). Le plan parisien était beaucoup plus centralisateur et autoritaire.

2. V. ROMIER, *Les députés des villes en cour au xvi^e s.* Cf. aussi ci-dessus, pour les députés de Dijon du temps de François I^{er} à celui d'Henri III : DIJON, B 73 bis, 73 ter, 74 bis et quater.

avait fait, auprès de son conseil ou de sa chancellerie, d'assez longs séjours ¹. Mais ces premiers députés, joignant Mayenne peu de temps après son départ de la Bourgogne, pouvaient encore voir en lui tout autant leur gouverneur propre que le chef de l'État et, par cela, ressemblaient encore aux provinciaux dont tel autre gouverneur, Nemours, par exemple ², se faisait escorter volontiers. Puis le temps modifia ces notions et, en avril et mai 1590, c'était bien déjà à Mayenne régent du royaume que les Dijonnais envoyaient Robert Caillin, dont le voyage fut une longue poursuite du prince jusqu'en « Flandre » ³. Et, dès lors, ce fut l'usage des « députés auprès de S. M. » que perpétuèrent nombre de représentants des échevinages, — de l'échevin Fournier de Dijon (nov. 1591) aux députés beunois et autunois de 1594 ⁴. D'ailleurs, au siège itinérant du conseil de Mayenne, les députés des villes étaient loin d'être les seuls. Auprès du duc, ce fut durant trois ans une succession ininterrompue de missions bourguignonnes diverses : des abbés, des parlementaires, des gens des Comptes ⁵...

Liaison, à coup sûr, digne d'être notée, et d'autant plus qu'avec les réponses de Monseigneur aux requêtes à lui présentées, ces voyageurs rapportaient toujours les consignes du maître, « bien instruit » que chacun était, disait chaque fois Mayenne, « de noz affaires et de mon intention ⁶... ». Cependant l'initiative de ces missions venait de la province, et l'autorité du gouvernement central n'en était pas l'objet premier.

1. Sur les missions de Carrelet : DIJON, B 227, f. 130 v° (retour de la première mission, 7 nov. 1589) ; *Corr.*, n° 474 (2^e mission : mars 1590). Des échevins d'Autun, de Mâcon, reçoivent des missions analogues.

2. RICHARD, *P. d'Épinac*, 444.

3. R. Caillin aux magistrats de Dijon, Cambrai, 8 mai 1590, DIJON, B 452, n° 139 ; — B 227, f. 307, 1^{er} juin : compte-rendu de sa mission (concernant les règles de l'éligibilité communale) qui a duré plus de 60 jours ; B 74 quater ; B 228, f. 227 v°.

4. *Corr.*, n° 533 ; — ABORD, II, 431 ; cf. 445 et s. Cf. AVALLO, E 59 (débours de Jean Guiot, 1590) ; DIJON, H 3 (voyage de J. Pignalet auprès de Mayenne en Lorraine, 1594) ; etc.

5. Pour le conseiller Berbissey qui, parti en août 1591, ne rentre que le 3 déc. : *Reg. Parl.*, III, 387 ; — *Corr.*, n° 528 ; — C.-D'OR, C 3071, f. 72 : « Rapport de M. de Cisteaux retournans de vers M. de Mayenne » ; *Corr.*, n° 530, 536. Etc. — Sur ces incessants « voyages » en cour, v. pour 1593, les nombreuses indications de Breunot (I, 257 et s.).

6. Mayenne aux magistrats de Dijon, 30 sept. 1590 (Fyot) et 18 nov. 1591 (Berbissey), *Corr.*, n° 497, 528. Etc.

C'est dans l'été de 1591 que d'opportunes circonstances offrirent au « souverain » moyen d'obtenir mieux. Les députés bourguignons aux États généraux convoqués à Reims, frustrés de leur mission initiale par l'ajournement de ces États, furent, — au moins certains d'entre eux, — retenus par le gouvernement de Mayenne et, par un renversement de leur rôle, adaptés à l'emploi que prévoyaient les *Articles* : ainsi pour Edme de La Croix, abbé de Cîteaux, pour Claude Languet, de Chalon ¹, pour Bernard, de Dijon. Et de ces députés « retenus », le service auprès du prince devait, à n'en pas douter, demeurer permanent : lorsqu'en mai 1592, seulement, Languet obtint congé de s'échapper jusqu'à Chalon, il lui fallut promettre de « retourner » sans faute dans un mois ².

L'une de ces missions a laissé des traces probantes : celle de Bernard. Mission longue : Bernard demeura neuf mois auprès du maître ou non loin de lui. Parti dès août 1591, il passa presque aussitôt auprès de Mayenne et de son conseil. Il les suivit à Verdun au milieu de septembre, puis, en novembre, le projet d'États une fois « rompu », reçut, avec l'abbé de Cîteaux, commandement d'accompagner le prince et l'armée d'étape en étape. L'affaire des Seize survenant, il reçut contre-ordre au sujet de ce voyage, et son séjour à Reims se prolongea, mais sans que sa liaison avec le gouvernement, jamais trop éloigné, fût brisée. Puis Bernard, au plus tard à la fin de mars 1592, rejoignit « Monseigneur » en Normandie. Du camp de Caudebec, il assistait aux mouvements et engagements de la campagne pour Rouen lorsque, au milieu de mai, les élections de maire approchant, Mayenne le renvoya à Dijon avec un « commandement » encore, celui d'enlever enfin, à tout prix, le titre de vicomte-maieur ³.

1. La mission d'Edme de La Croix est indiquée par la correspondance de Bernard citée ci-après. Comme Bernard, il « suivit » le gouvernement pendant plusieurs mois. Languet de même, qui parcourut les mêmes étapes, fit les mêmes services que Bernard (CHALON, BB 10, en particulier, f. 108 v° : Mayenne aux magistrats de Chalon, camp de Caudebec, 10 mai 1592, *cop.*).

2. Lettre citée à la note précédente.

3. Sur cet itinéraire sommaire et d'une façon générale, sur la mission de Bernard, v. la correspondance de Bernard lui-même et celle de Mayenne, notamment : 1° DIJON, B 457, n°s 137 et 158 ; — 2° *Corr.*, n°s 521, 522, 523, 527, 530, 531, 533, 539 ; — 3° B.N., fr. 3646, f. 119-120, « Extrait de lettres interceptées... », dont quatre de Bernard, écrites (probablement au début d'avril 1592) des abords de Rouen. Ajouter le compte-rendu du rapport de mission

Pendant ces neuf mois, Bernard fut utilisé largement par l'auto-rité centrale. Dans son actif courrier à destination des élus, du Conseil de la Sainte-Union, de la Chambre de ville de Dijon ¹, où il traitait des affaires bourguignonnes en instance, mais beaucoup plus encore du « général », il s'acquitta avec un zèle évident de la fonction nouvelle qui lui était impartie. Cela, comme il dit, pour le « bien » de sa « patrie ² ». Mais sans manquer un seul jour de servir aussi le gouvernement de Mayenne, toujours prêt à parer aux critiques des ligueurs de là-bas, à adoucir parmi eux l'effet produit par l'avortement des États de Reims, à leur affirmer la bonne entente des Princes, à excuser Monseigneur de son retard à répondre à leurs requêtes ou à les secourir d'une armée ³ : « Je me conformeray tousjours à la volonté de Monseigneur, que je scais toute entière à la religion et à l'Estat » ; ou : « Je ne luy manqueray jamais de la fidélité que j'ay commune avec vous pour le bien de la religion et de son service ⁴ ». Et toujours revient, sous sa plume, ce motif fondamental : on vaincra avec le duc de Mayenne si ses plans ne sont pas bouleversés par les « divisions et partialitez des villes » et si « l'ordre que Monseigneur veust estre gardé par tout » l'est effectivement par les ligueurs des provinces ⁵...

Dans ce député « à la suite », s'épanouissait non seulement le loyalisme mayenniste, mais encore, évidemment, ce goût des grandes affaires qui tranchait si vigoureusement avec la mentalité

fait par Bernard à la Chambre de ville de Dijon le 29 mai 1592 (intéressant tableau des opérations sous Rouen en avril), dans DIJON, B 229 (passage publié par Garnier dans son édit. de Pépin, 80-82, en note).

1. Allus. ons à ses lettres aux élus, au Conseil, etc. dans C.-D'OR, C 3071 et dans la correspondance citée ci-dessus. — Il écrit aux magistrats de Dijon, à certains moments, chaque jour (*Corr.*, n° 521-522). Outre ses lettres conservées, dont Garnier (*Corr.*) n'a pas tout publié, il faut tenir compte de « fréquentes » lettres perdues, auxquelles il fait lui-même allusion (lettres du 27 nov. 1591, n° 531 ; du 3 fév. 1592, n° 536), et dont une partie au moins fut surprise par les navarristes. Dans B.N., fr. 3646, f. 119-120 : 4 lettres saisies. Ce courrier saisi montre que Bernard, outre les corps, entretenait tout un groupe de correspondants individuels.

2. *Corr.*, n° 522. Cf. DIJON, B 457, n° 158 (29 déc. 1591).

3. *Corr.*, n° 521, 523, 525, etc.

4. *Corr.*, n° 530. Cf. 525. Il donne en exemple sa « fidélité » accoutumée (lettre à Franchesse, [avril] 1592, B.N., fr. 3646, f. 120). Il appelle Mayenne « Monseigneur » ou le « Maître ».

5. *Corr.*, n° 522, 523, 527, 530, 531, 533, etc. Cf. DIJON, B 457, n° 137 (lettre du 31 août 1591 : les « ennemis couchent leur reste et jouent à la despecade... »).

confinée des oligarques locaux ¹. Comme aux États de 1588, Bernard aimait, lui, respirer l'air du large. Du reste, son personnage, auprès du gouvernement général, et dans la fréquentation de Jeannin, grandissait alors visiblement ; et Mayenne lui demanda autre chose encore que de travailler la Bourgogne. Il fut, dès septembre 1591, chargé d'aller à Nancy préparer une « assemblée et entrevue des Princes ² ». Le 9 novembre, il était, à Reims, chargé d'une « affaire du général ³ ». En avril 1592, il participait aux réunions concernant la collaboration espagnole ⁴. Le « Maistre », à la fin de sa mission, vantait la « capacité » de cet homme de confiance qui avait « participé au secret des affaires générales » et, en août 1592, en félicitant les Dijonnais de l'avoir élu comme maire, le rangeait au nombre des hommes « dignes, fidèles, et que j'aime ⁵... ». En Bernard perçait donc, alors, comme un second Jeannin. Et peut-être, pour commencer, dans l'esprit de Mayenne, un prochain président ⁶. Il s'était lié au mayennisme et pour cela finit, sous Henri IV, simple lieutenant-général du bailliage de Chalon ; mais, en 1591, il partait pour un destin qui, si Mayenne n'était pas tombé, l'eût conduit plus loin que cet emploi bourguignon.

En attendant, l'homme était bien fait pour son emploi de 1591-1592. Des agents provinciaux que Mayenne souhaitait, il dessinait le type en beau relief. Il personnifiait de plus, en courant les chemins, l'idée de l'action permanente et directe du « général » dans

1. Entre autres preuves des soins avec lequel Bernard suit l'évolution des théories politiques, on peut retenir ce fait que plusieurs exemplaires des publications de ces années sont marquées de son *ex-libris* autographe. Exemple : le *Second avertissement des catholiques anglois aux françois catholiques* ., Paris, G. Bichon, 1590, in-8°, exemplaire de la Bibl. de Dijon, 17642. V. aussi, naturellement, sa correspondance.

2. Lettre du 27 sept. 1591, *Corr.*, n° 522. Il s'agissait de régler la concentration et l'emploi des divers contingents : italiens, espagnols, pontificaux.

3. Lettre du 9 nov. 1591, *Corr.*, n° 527.

4. Bernard à Franchesse, [avril] 1592, B.N., fr. 3646, f. 120.

5. Mayenne aux magistrats de Dijon, Neuilly-Saint-Front, 22 août 1592, *Corr.*, n° 541. — Bernard rentrait à Dijon pour servir encore. Dès son retour, il faisait à la Chambre des élus un discours loyaliste dont le registre a conservé l'écho (C.-D'OR, C 3071, f. 194).

6. Car, parmi les encouragements que ce bourgeois de la seconde classe reçut en ce temps du maître, il est très vraisemblable que l'on doit compter la promesse de la faire entrer sous peu au Parlement de Dijon. Les provisions qui, en 1593, allaient faire de Bernard un conseiller, ont bien pu s'annoncer dès 1592 dans la bouche de Mayenne.

le « particulier », et ces deux mots, cette idée sont dans ses lettres d'une suggestive constance.

III. — LES AGENTS POLITIQUES DU LIEUTENANT-GÉNÉRAL.

Appeler auprès de lui des Bourguignons de Bourgogne : en 1591, premier soin de Mayenne. Mais, d'autre part, une légion de serviteurs prirent, à l'inverse, le chemin qui, du conseil du prince, menait en Bourgogne. Et ceux-là aussi, le plus souvent, étaient des Bourguignons.

Les Bourguignons tenaient, en effet, autour du chef de l'État, une place assez remarquable. Le lieutenant-général de 1591 gardait encore, pour le servir auprès et au loin, toute une équipe bourguignonne qu'il avait emmenée avec lui en 1589. Et non seulement ceux que l'histoire signale comme employés aux grandes affaires : Jeannin, le vrai chef du Conseil d'État ; Diou, qui fut l'ambassadeur à Rome, — où Sennecey à son tour allait être envoyé ; Jean de Tavanès, maréchal de camp, chargé, en 1590, de commander en Normandie... ; — mais aussi tout un groupe de serviteurs moins connus, dont la plupart couraient les chemins pour revenir ensuite à leur base, au camp de Mayenne ou à Paris. Tel, par exemple, le trésorier de France en Bourgogne Jean Desmarquets, qui avait été dès 1574, et se qualifiait encore, « secrétaire de Monseigneur le duc de Mayenne », et qui habitait Paris, mais, en avril 1592, voyageait en Allemagne pour le service de son maître ¹. Tel Pierre Buatier,

1. Secrétaire du duc à l'époque de ses débuts comme gouverneur et gratifié comme tel de 100 écus par les États (C.-d'Or, C 3066, f. 143) en 1574. Cf. CHALON, BB 6, f. 126 v^o). Pourvu comme trésorier le 30 juin 1578. Sur sa carrière : note de Garnier dans Breunot, III, 162. Sur son domicile à Paris, où il obtenait en avril 1592 jouissance d'une maison « cy-devant » appartenant à un Bourguignon, le s^r de Cypierre, v. BONNARDOT, *Délib. du Bureau de la ville de Paris*, X, 247. Cf. Bernard aux magistrats de Dijon, 2 fév. 1592, *Corr.*, n^o 536. En 1592, il demande à Mayenne de transférer sa charge de trésorier de Dijon à Rouen (DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Requêtes*, n^o 81). Il figurera comme trésorier général de Bourgogne à l'Assemblée des notables de Rouen en 1596 (B.N., fr. 16265, f. 268 v^o). En 1606, hydrolique, il sera dispensé de service (C.-d'Or, C 2071). — Sur ses missions : B.N., fr. 3646, f. 119. — En Bourgogne, dès avril 1585, Mayenne l'emploie à Mâcon à contrebattre l'influence royaliste (Mayenne aux échevins de Mâcon, Dijon, 2 avril 1585, MACON, AA 7, n^o 16). Sur sa venue en Bourgogne en 1593 dans l'entourage du fils de Mayenne : Breunot, I, 287.

le négociateur des levées suisses, qui, en 1592, fut chargé d'une mission auprès du duc de Lorraine ¹. Tel l'avocat Antoine de La Tour employé dans les missions secondaires ². Tels surtout le président Legrand, le secrétaire Michaut et le s^r de Pélissier.

D'abord, Antoine Legrand, président à la Chambre des Comptes de Dijon. Ce Châtillonnais industriel, gros propriétaire au bailliage de la Montagne ³, était devenu auprès de Mayenne non point, certes, une doublure du grand Président, car il ne paraît pas avoir eu aussi bonne tête, mais du moins un consciencieux spécialiste des intérêts seconds. En 1592-1593, au temps où commencèrent à manquer les hommes de premier rang, il allait même se hausser à des missions déjà importantes, s'occuper à Lyon de la délivrance de Nemours, puis, en Flandre, de la liaison avec les Espagnols ⁴. Or, on le voyait assez souvent en Bourgogne, où il avait laissé sa femme, et son gendre, Bénigne Jaquot, lui aussi président aux Comptes, et lui aussi habile homme, qui allait, du reste, finir par rejoindre son beau-père pour profiter à ses côtés ⁵. A eux, et à d'autres, notamment à la demoiselle Bouvot, et à son mari, ses amis châtillonnais et ses informateurs sur les affaires de Lyon, Legrand écrivait abondamment et, par eux, il répandait des « avis » favorables au maître. Il était, peut-être par attribution formelle, grand nouvelliste à l'usage des Bourguignons. Il « entretenait »

1. Sur sa carrière : v. notre Index. Sur ses missions en Suisse : ROTT, II, 197, 207, 386. Sur sa mission en Lorraine : Pépin, 86. — Sur son rôle auprès de Mayenne et son attitude tranchante à Dijon : Breunot, II, 237, 280.

2. Notamment à Rome et en Lorraine en 1593-1594 (Breunot, I, 421 ; II, 19, 99, 103, 115, 332, 385, 476, etc.).

3. Sur sa carrière aux Comptes : D'ARBAUMONT, *Armorial*, 38 (président pourvu en 1581, il résigna en 1595). — Il possédait le beau domaine de Duesme et des maisons à Is-sur-Tille (sur ces propriétés et leurs vicissitudes pendant la Ligue : DIJON, B 9, 12 mars 1591 ; Breunot, I, 285 ; II, 525 ; III, 161 ; C.-D'OR, B 29, f. 223 v^o). Sur ses goûts de robin nanti, noter ce détail : en 1587, il se fait fabriquer à Lyon « une petite carrouche à trois rames, garnie par dedans de velloux vert, de sa chaire et d'une petite table tirante, avec les rideaux de taffetas vert, pour se promener dans icelle par son parc et jardin... » (LYON, AA 138).

4. Breunot, II, 142, 143, 146.

5. Premier président en 1584 par résignation de son père (D'ARBAUMONT, *Armorial*, 26). Relations avec l'oncle de Mayenne, Claude de Guise, abbé de Cluny : le 20 nov. 1594, l'abbé est parrain de son fils Claude (DIJON, B 490, paroisse Saint-Jean, baptêmes).

la province, et, serviable, considéré comme influent, il y tenait nombre de dévouements en haleine ¹.

Un simple secrétaire fit plus d'« effet » encore : « Monsieur Prudent ² », le type des agents employés par les Princes. Rien de ce qui se passait en Bourgogne ne lui était étranger. Et, grassement payé, poussé fort avant, semble-t-il, dans la confiance de Monseigneur, fort de sa faveur ³, lié au service du maître au point d'y demeurer lui aussi après l'ontaine-Française, et même après Folembray ⁴, il fut pour les Bourguignons, durant sept ans, l'homme

1. Sur ses dires, qui se déformaient parfois en circulant : Breunot, I, 312 ; II, 87, 94, 142, 222, 231, 489. On saisit des preuves de son action de bon serviteur lorsqu'en 1594 il représente aux Bourguignons la mansuétude de son maître dans l'affaire La Verne (*ib.*, 222, 304). Il paraît, d'autre part, avoir utilisé au profit de Mayenne sa parenté avec un conseiller de Semur, Bénigne Tisserand, qui lui ouvrit, du côté des navarristes bourguignons, quelques voies (I, 312). Compagnon habituel de Mayenne, qu'il devait suivre à Bruxelles en septembre 1594, dont il devait défendre en 1595 les intérêts dans Soissons, le président devait être aussi en Bourgogne, aux heures du déclin final, l'une des ultimes ressources du prince abandonné (311, 321, 431 ; — sur le rôle de Legrand en mars-mai 1595 : DIJON, B 232, f. 257 v° ; DROUOT, *Dépêches de Mayenne*, n° III et V). Legrand sera, en sept. 1595, employé encore comme intermédiaire avec le roi (*L'Ill. Orb.*, I, « Abrégé », 79). — L'opinion le tenait pour un des grands fidèles de Mayenne. On le disait en 1592 garant, avec Jeannin, de la somme promise à Sennecey pour obtenir sa démission (II, 210). En nov. 1594, on le prétendit prisonnier à Bruxelles comme caution des dettes de Mayenne (II, 372) ; etc. — S'exagérant son crédit, on lui demanda en 1594 d'obtenir du prince une trêve pour la province (II, 220, 225). Et naturellement il patronnait les requêtes (DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Requêtes*, n° 65).

2. C'est le seul nom que lui donnent les chroniques et les correspondances. — Ce serviteur de Mayenne étant resté jusqu'à présent ignoré, nous croyons utile de réunir ci-après les indications que nous avons rencontrées sur sa vie et sa carrière.

3. Il dut recevoir des lettres d'anoblissement, car, après la Ligue, il se nomme « Noble Prudent Michaut ». Il obtient de Mayenne (*Req.*, n° 56, déc. 1590) le remboursement de prétendues dépenses sur le domaine du bailliage de Châtillon : 1.000 écus, alors que le duc refuse régulièrement (*ib.*) d'accorder aux particuliers des deniers à prendre sur le domaine. Il fait exempter sa belle-mère de toutes tailles (DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Requêtes*, n° 57). De naissance probablement modeste (aucun Michaut avant lui n'est signalé par Bourceret dans une situation notable), il occupe cependant, dès 1590, le premier rang dans la bourgeoisie de la Montagne. En 1599, il aura pour commère dans un baptême la fille du conseiller au Parlement Jean Fyot (B. CHATILLON, ms. Bourceret, dossier A, chemise A3, 92). Jean de Tavanès le montre en 1592-1593 comme « un secrétaire ayant tout crédit » (*Mém. de Gaspard de Tavanès*, 196).

4. Il est encore désigné sous le titre de « secrétaire de Mgr le duc de Mayenne » dans l'acte de baptême de son fils Jean le 13 juin 1596 (B. CHATILLON, ms. Bourceret, dossier A, chemise A2, 125). En 1598, il paraît résider quelque temps à Châtillon (CHATILLON, « Etat de ceux qui ont fait des toises » à la démolition du château). En tout cas, il quitte Mayenne avant 1599 pour des raisons qui

de Mayenne le plus connu, le plus familier, sinon le plus important, celui au devant de qui ils accouraient aux nouvelles et qui pouvait le plus aisément leur peindre à son gré leur avenir ou leurs devoirs. Prudent Michaut, « l'un des secrétaires de Monseigneur », était un homme de la Montagne, comme le président Legrand, et né à Châtillon vers 1565 ¹. Il y avait fait bon mariage en épousant la fille — Marie — de noble Jean Rémond, lieutenant-général au bailliage ². Il restait attaché à sa ville natale, la visitant dans ses voyages et intervenant, comme un personnage, dans ses affaires ³. Mais, en 1592, c'est toute la Bourgogne qui disait son influence et son entregent ⁴. Dès janvier 1589, il courait partout alerter les gouverneurs ⁵; il négociait avec les Dijonnais, en juillet, la libération de Fervaques, se jetait au lendemain de la mort du roi parmi les gentilshommes et en amenait plusieurs à faire « reversion

nous échappent. Il revient s'établir à Châtillon comme receveur du bailliage, et c'est comme tel qu'il est élu maire en 1599 (B. CHATILLON, ms. Bourceret, dossier A, chemise A2, 65). Plus tard, il devient gouverneur de la maison du duc de Vendôme, le fils naturel d'Henri IV. Il est alors le premier notable de sa ville. On le sollicite comme parrain. On chante ses louanges en mauvais vers (*ib.*, chemise A1, 79. Cf. LAPÉROUSE, *Hist. de Châtillon*, 409, 475). Rien sur la date de son décès dans les extraits de Bourceret.

1. Les extraits d'états-civils du P. Bourceret (B. CHATILLON, *loc. cit.*) ne contiennent pas la mention de sa naissance. Mais le P. Legrand, châtillonnais (*Hist. sainte de Chastillon*, 1651, 251), dit avoir reçu en 1631 un témoignage de P. Michaut suivant lequel il avait été à l'âge de 10 ou 12 ans témoin de l'affaire du prodige de la statue de saint Antoine, épisode daté de 1576.

2. B. CHATILLON, ms. Bourceret, *loc. cit.*, 88, 90, 93, 126. Il eut plusieurs enfants outre Jean, baptisé en 1596. Marguerite, « fille de M. Prudent, écuyer de l'écurie du Roy et gouverneur de Mgr de Vendosme », est marraine le 27 sept. 1617 (ms. Bourceret, *loc. cit.*, extrait des registres de la paroisse Saint-Vorles, 90).

3. Le b^{on} de Thenissey aux échevins de Châtillon, 6 août 1592 (CHATILLON, carton Ligue, 1, cahier 8).

4. Il faisait intervenir le lieutenant-général Jean de Tavanès lui-même en faveur de sa belle-mère refusant sa taille (Tavanès aux échevins de Châtillon, Dijon, 13 janv. 1593, CHATILLON, carton Ligue 1, cahier 8). Mais ce confident du Prince et ce familier du Président (*Corr.*, n° 356), pour des affaires de plus de « conséquence », savait aussi ouvrir les portes. Les novellistes se disputaient ses paroles (Breunot. I, *pass.*). Il avait l'honneur de mettre en chasse les capitaines navaristes (*ib.*, II, 172).

5. Jeannin à Fervaques, Montargis, 31 janv. 1589 et Montmoyen au même, Beaune, 4 fév. (*Corr.*, n°s 356, 364). Dans le même temps, visite à Mâcon où il apporte lettres du duc (6 fév., Mâcon, AA 7, n° 25); mission à Lyon pour gagner la ville à la Ligue (*Déclaration des consuls... de la ville de Lyon*, Lyon, Pillehotte, 1589, in-8°, 25). Puis autres missions (X. à Fervaques, Paris, 22 mars 1589, *Corr.*, n° 418). Il traverse la province en avril allant, à Lyon, préparer la venue de Nemours (passage à Mâcon le 22 avril, Mâcon, BB 55, f. 148 v°). Etc.

de leurs premiers desseings et volonte¹ ». Ou bien il vaquait aux affaires personnelles du maître, négociant pour lui des ventes de terres en Bresse et en Savoie, empruntant en son nom². En 1592, il fut sur les chemins sans repos. Cinq ou six voyages du camp de Mayenne à la Bourgogne, et de la Bourgogne à Mayenne, — autant en 1593, — le mêlèrent à toute action, informant, négociant, recrutant, et, surtout, ranimant les dévouements. Il « retenait » les Châtillonnais dans l'Union ; il recevait les doléances des gouverneurs contre Tavanès ; il signalait, dit-on, un état de pensions pour les mayennistes impatientes ; il neutralisait les mauvais bruits et inspectait les consciences³. Jean de Tavanès lui-même, qui avait ses raisons de l'aimer peu, doit reconnaître qu'il fit alors « beaucoup de services à mondit seigneur et au pays⁴ ».

Anne de Péliissier était un ancien sous-ordre du vicomte de Tavanès au temps de son médiocre gouvernement d'Auxonne (1585), mais qui, pour son heur, avait changé de maître⁵. Agent

1. DIJON, B 226 (8 juillet 1589) ; DIJON, B 227, f. 138 v^o.

2. SAONE-ET-LOIRE, E 750 (ventes de Satonay et d'Apremont, emprunt de 12.000 écus).

3. Dans l'ordre : Breunot, II, 41 ; *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 196 ; Breunot, II, 46 ; puis, *id.*, II, 4, 172 ; DIJON, B 230, 231, 232, *pass.* — Son beau-frère, Edme Rémond, lieutenant-général au bailliage de Châtillon, député aux États de 1588 et de 1593, défend la Ligue dans sa région, sans doute avec les conseils de Michaut.

4. J. de Tavanès aux échevins de Châtillon, Dijon, 13 janv. 1593 (CHATILLON, carton Ligue, I, cah. 8).

5. Ses missions d'Espagne ont valu à ce Péliissier une notoriété appréciable ; mais il n'a pas, à notre connaissance, été identifié encore. Malgré son nom qui n'offre pas une consonnance particulièrement bourguignonne, nous avons été amené, en constatant la fréquence de ses voyages en Bourgogne, à nous demander si cet agent d'élite n'était pas un compatriote de Jeannin, autre diplomate d'Espagne, et de Diou, l'ambassadeur à Rome. Nos recherches nous ont conduit à reconnaître dans l'ambassadeur de Madrid, qui signe « A. Pelissier » (lettres de 1592, B.N., fr. 3982, f. 46, 113, etc.) Anne Péliissier ou de Péliissier, écuyer, co-seigneur de Flavignerot, non loin de Dijon, depuis son mariage avec Philiberte Sayve et beau-frère d'un Sayve, autre co-seigneur de Flavignerot. Il est qualifié : 1^o en 1570, « homme d'armes » de la compagnie du maréchal de Tavanès ; 2^o en 1575, commissaire des guerres ; 3^o en 1582, « capitaine du château d'Auxonne » ; 4^o en 1587, commissaire des guerres : C.-D'Or, Inv. Peincédé, XIX, 5 (prot. du notaire dijonnais Bén. Carrey, f. 445) ; XIX, 7 (*id.*, f. 203) ; XIX, 224, 233 (min. du notaire Cl. Poillechat) ; XXVIII, 655, 817, 1185. (Sur ce Péliissier, s^r de Flavignerot, v. Breunot, II, 190, 479, 495, et sur sa famille : BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats de Bourgogne*, 260, et *Armorial*, 29.) D'après ces pièces, A. de Péliissier était fils d'un autre Anne, homme d'armes lui aussi dans la compagnie du maréchal, et mort avant 1569. — Il faut remarquer les liens qui unissaient les Péliissier aux Tavanès. Le père

ordinaire, lui aussi, de Mayenne, mais chargé d'autres missions encore que des liaisons avec les provinces, à savoir des liaisons avec Madrid ¹. Bourguignon, il venait à Dijon, Chalon, Mâcon entre temps, et non comme simple messager, puisque, pour le service du prince, il entra comme député, en 1590, aux États provinciaux ; puisqu'il fut un instant, semble-t-il, chargé de garder Talant, et figurait en bon rang dans l'escorte et conseil que Mayenne, en mars 1593, donna à son fils en Bourgogne ². Péliissier, à partir

et le fils servirent dans leurs compagnies. Le fils, comme capitaine du château d'Auxonne, eut Jean de Tavanès comme gouverneur en 1585. Le père et peut-être le fils tenaient à Clénay un fief des Tavanès (Peincedé, XXVIII, 1185). Anne II Péliissier paraît commander quelque temps, en 1593, à Talant, qui a Jean de Tavanès comme gouverneur (I, 272). Le 2 mai 1595, Jean de Tavanès fait libérer sans rançon des prisons de Talant un Sayve proche parent de « M^{lle} Pelissier » (Philiberte Sayve, femme d'Anne II). Et des documents de Simancas associent les deux noms de Jean de Tavanès et de Péliissier (SIMANCAS, 2855). Autre fait : en 1562, un Péliissier, qui doit être Anne I, sert de courrier auprès de la cour au maréchal Gaspard de Tavanès, père de Jean (*Corr.*, n° 278, 4 juin 1562). Tout cela semble indiquer que c'est du service des Tavanès qu'Anne de Péliissier est passé à celui de Mayenne et l'indication est à retenir en ce qui concerne le recrutement des serviteurs bourguignons du lieutenant-général de l'État. — Tout cela, du reste, aide aussi à l'identification de l'agent de Mayenne avec l'Anne Péliissier bourguignon. Voici, enfin, à ce sujet, un dernier argument assez probant : Breunot, relatant le pillage de Flavignerot par les navarristes, écrit le 28 avril 1595 : « Les pauvres sujets sont bien cause de ce que fait leur seigneur, qui est M. Pelissier ! » (II, 495). Donc le s^r de Flavignerot est bien un serviteur actif de Mayenne. L'agent d'Espagne qui dans l'une de ses lettres conservée à la B.N., V^e Colbert 33, f. 561, et écrite au baron de Sennecey à Rome, — Madrid, 16 fév. 1594, — mentionne : « mes amys de Bourgongne... » est sans nul doute notre Bourguignon.

1. Dès janvier, de Dijon, Mayenne envoie Péliissier à Philippe II (B.N., fr. 17281, f. 211 v°). La mission de 1592 est bien connue (on trouvera à la B.N., fr. 3981 et 3982, plusieurs lettres adressées en mars 1592 à « monsieur de Pelissier, agent p^r mons^r le duc du Mayne et les catoliques unis de France à Madrid » ; et *ib.*, fr. 3982, f. 46, 113, etc., ses propres dépêches). Autre voyage en déc. 1593 avec le s^r de Montpezat (A.N., K 1585, n° 135 ; Breunot, I, 413 ; dans B.N., V^e Colbert 33, f. 528, 560, 561, plusieurs lettres de Péliissier écrites de Madrid du 3 au 16 fév. 1594). D'après Breunot (II, 389), Mayenne se propose d'envoyer en 1594 encore, de Dijon, Péliissier à Madrid. — Sur ces missions : SIMANCAS, 2855, « Propuestas del visconde de Tavanès y de Pellicier... » — Enfin, après la soumission de Mayenne, en avril 1596, ce sera Péliissier qui portera à Philippe la justification de son prince (DE CROZE, II, 268-269). — Notons que notre Bourguignon, comme Jeannin, Diou, Michaut et d'autres est un vieux serviteur déjà employé du temps où Mayenne n'était que gouverneur. On le voit, en effet, assurant, au moins depuis 1587, les relations de Mayenne avec Henri III (Mayenne au roi, lettres de 1587-1588, B.N., fr. 3380, f. 11, 60, 63, etc.), pourvoyant en Bourgogne, à l'entretien du régiment de Sacremore (le même au même, Dijon, 26 janv. 1588, *ib.*, f. 42).

2. BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats*, 19 ; Breunot, I, 272, 287. Breunot qualifie même Péliissier de surintendant de la maison du jeune gouverneur : ce Bourguignon a bien pu, en effet, porter ce titre et assumer quelque temps ces fonctions. Mais celles de courrier allaient l'emporter de beaucoup.

de 1592, allait être, avec Prudent Michaut, le représentant le plus direct du prince, celui qui signifia les ordres d'importance, celui qui, apportant « la Trêve », allait être en 1593 salué par les cloches des villes¹, celui qui, dans la période finale de la Ligue, à la fin de 1594 et en 1595, sera, pour ainsi dire, des mois entiers à cheval². On devine l'influence qu'il put exercer³. Que les navarristes, en avril 1595, aient songé à saccager les champs des paysans de Flavignerot pour se venger de « leur seigneur, qui est M. Pelissier⁴ », on le comprend.

Voilà pour les Bourguignons. A côté d'eux, les non-Bourguignons étaient naturellement en nombre ; mais la plupart d'entre eux n'eurent, semble-t-il, qu'une maigre part à l'œuvre de commandement en Bourgogne⁵. Un seul se signale réellement : le secrétaire d'État Desportes-Baudouin, qui était, aux côtés de Mayenne

1. Breunot, I, 329, 358, 389, 401. Sur l'arrivée de Pélessier à Chalon : CHALON, BB 10, f. 271, 27 août 1593 (Cf. PERRY, *Hist. de Chalon*, 382) ; à Mâcon : MACON, AA 7, n° 4.

2. Breunot, I, 313, 367 ; II, 279, 298, 488, 495, 518, 523, 524. On citerait aussi de nombreuses lettres qui font mention de ses voyages en Bourgogne, notamment à l'époque des États de la Ligue (par ex. Berbisey à Desbarres, Paris, 24 juill. 1593, B.N., fr. 3984, f. 190).

3. Notamment par sa parenté. Il est, par exemple, le proche parent, par sa femme, de Claude Sayve, s^r de Montculot, président aux Comptes, et de tout un groupe d'autres officiers.

4. Breunot, II, 495.

5. Nous nous efforçons de tenir compte du fait que, moins connus en Bourgogne, ces étrangers ont pu être pour cela moins cités par les chroniques ou correspondances locales. On relève les noms suivants qui sont du reste tous mentionnés comme ceux de conseillers ou agents accompagnant Mayenne après son repli sur la Bourgogne en 1594, ou peu avant : le conseiller « Thibault », qui apparaît avec le président Legrand en janvier 1595 (Breunot, II, 431, 432) ; Jean de Mauléon, s^r de Francon (*ib.*) ; « M. Jamet » (II, 62, 130) ; le s^r de Brouilly, employé surtout en 1595 dans les essais de négociations avec Henri IV (*ib.*, II, 414, 453, 487, 489, 496, 500, 501) ; Ch. d'Ostun de Claveson, beau-frère de Sennecey par son premier mariage (Macon, BB 62, f. 152 v°, et Breunot, II, 20, 22) ; deux des Seize ralliés par Mayenne, le maître d'hôtel Audineau (Drouot, *Dépêches de Mayenne*, 256-257), et le chancelier Machault ou Marchault (Breunot, II, 430) dont le rôle local, en 1594 et 1595, fut épisodique ; etc. On nommera le secrétaire donné par Mayenne à son fils lorsqu'il vint gouverner la Bourgogne (1593), ce Compans qui contresigne un grand nombre de pièces (serait-ce là l'ancien démagogue et ligueur parisien ?) ; Picard, secrétaire du duc, plusieurs fois mentionné aux côtés de Mayenne au début de 1589 (Dijon, B 226, f. 140, etc.) ; Colas, qui avait servi Mayenne en Bourgogne en 1587 (B.N., fr. 3380, f. 1) et dont De Thou signale les services rendus ailleurs en 1591. Les secrétaires d'État autres que Baudouin, — Rossieux lui-même, — ne paraissent pas avoir servi en Bourgogne à partir de 1591.

sinon un Bourguignon de plus, du moins un vieux serviteur du temps bourguignon, un ancien secrétaire du gouverneur que la révolte avait haussé au rôle d'un homme d'État, et plus confident du prince que les autres secrétaires, y compris Péricard¹. On avait vu souvent, en Bourgogne, avant 1589, sa signature : « Baudouin », au bas de celle du gouverneur sur ses ordonnances², et c'est lui, certainement, que Breunot nomme familièrement, comme un personnage bien connu, à plusieurs reprises, « M. Desportes³ ». De

1. Aucune étude sur les secrétaires d'État de Mayenne. D. de Rossieux, Jean Péricard étaient l'un un ancien secrétaire de Mayenne, l'autre un ancien secrétaire de Guise : la fortune de Desportes-Baudouin n'était donc pas une exception. Mais il nous semble que « Baudouin » signa et probablement prépara beaucoup plus d'actes importants que La Chapelle-Marteau, Péricard, Rossieux (c'est lui qui contresigne la convocation des États de 1593, Aug. BERNARD, *Procès-verbaux*, 16).

2. Ordonnance du 23 avril 1585, Nuits, Reg. délib., f. 122 v^o. Un secrétaire Desportes était à Lyon avec Mayenne en décembre 1588 (B.N., fr. 17281, f. 202 v^o) et au retour en Bourgogne (f. 205). En janvier 1588, Mayenne l'avait chargé d'une mission auprès du roi (B.N., fr. 3380, f. 42).

3. Les Desportes ne manquent pas dans les documents du temps de la Ligue : Philippe Desportes le poète, abbé de Tiron ; son frère Thibault, s^r de Bévilliers ; Desportes-Baudouin, secrétaire d'État ; Jacques Desportes, député d'Alençon aux États de 1593 (Aug. BERNARD, *Procès-verbaux*, 6, 341, 370, 644) et d'autres encore (v. J. LAVAUD, *Un poète de cour au temps des derniers Valois : Philippe Desportes*, 1546-1606, Paris, Droz, 1936, in-8^o, 362 et suiv.). Breunot, à qui rien n'échappe des faits locaux et particulièrement des passages de personnalités notables, relève les séjours en Bourgogne d'au moins deux de ces Desportes (que la mauvaise table de Garnier confond d'ailleurs) : 1^o « M. Desportes » ou « M. des Portes », personnage de lui bien connu dont il ne juge pas utile de noter les titres, mais dont le rôle tel qu'il le signale, en particulier sa présence aux conseils les plus fermés de Mayenne à la fin de 1594 et en 1595 (II, 379, 382, etc.), dénonce l'identité : c'est Baudouin (il le nomme d'ailleurs une fois « Desportes-Baudouin », II, 477, probablement parce qu'il cède alors à un usage assez courant). Il signale, ainsi que Cuny (60) et que Cl. Fyot (*Saint-Etienne de Dijon*, 214 et 220), la présence à Dijon du « frère de M. Desportes » (« M. Desportes, conseiller secrétaire d'État de Monseigneur le duc de Mayenne, . précise un procès-verbal du 21 avril 1595 reproduit par Fyot) : il s'agit d'un frère utérin, Antoine Richard, que Baudouin avait fait pourvoir de l'abbaye de Saint-Etienne (Breunot, II, 65, 431) ; — 2^o « M. Desportes, neveu de M. de Tiron autrement appelé Beauvilliers... » (donc il distingue) : il s'agirait cette fois de Thibault, frère de Philippe, car le poète n'aurait pas de neveu portant son nom, v. à ce sujet M. JUSSELIN, *Remonstrances du clergé... présentées par Ph. Desportes* (dans *Rev. du seizième siècle*, 1929, 64, n. 1) et il vient apporter des propositions du roi (II, 490, 497). — Ce parent du poète n'est pas certainement celui de Baudouin comme le dit L'ÉPINOIS, 587, n. 1 ; et la parenté entre Baudouin et Ph. Desportes est encore incertaine. — Quant à l'ambassadeur à Rome de 1591 et 1592 (L'ÉPINOIS, 574 ; NOUAILLAC, 228 ; RICHARD, 422, 434, etc.) — dont il reste une abondante correspondance (aux Archives du VATICAN, *Nunz. di Fr.*, XXXV, f. 217 et s., et *Miscellanea*, Arm. I, XXIV, f. 258, lettres de lui au pape, mars-juin 1593 : renseignement dû à M. J. Baillou), ce serait, suivant M. Lavaud, *loc. cit.*, Thibault ; mais notons cette suscription d'une lettre de Rome, 7 nov. 1592, B.N., fr. 17360, f. 19 v^o : « A monsieur Desportes,

la Bourgogne, il s'était ensuite, de 1589 à 1591, assez peu soucié sans doute, orienté ailleurs par trop d'affaires. Il était cependant le secrétaire correspondant pour la province et son seing y apparaissait dès lors assez souvent. Or, à partir de décembre 1591, voici que ce seing se faisait soudain beaucoup plus fréquent, et tout aussitôt constant ¹. Et sans doute un simple changement de « quartier » entre les secrétaires, rendant à Desportes-Baudouin la Bourgogne, suffirait à justifier du fait. Mais alors il faudrait expliquer qu'il se soit mis à la même époque à entretenir privément dans le pays des relations assidues et qui dépassaient de beaucoup celles dont usaient d'ordinaire les secrétaires d'État avec leurs secteurs provinciaux ². Peu à peu ses soins se tournaient vers la Bourgogne familière. L'ancien secrétaire particulier du gouverneur était sans doute chargé de surveiller les intérêts de son prince, en attendant le jour assez prochain où il allait y transporter à la suite de Mayenne son écritoire, pour y servir, avec constance encore, les restes d'une cause perdue.

IV. — LE ROLE DE JEANNIN.

En vedette, au-dessus de tous ces noms, il en faut détacher un autre, celui de Jeannin, le conseiller de Bourgogne par excellence,

secrétaire d'Etat, par M. Desportes sont cousin »; cf. aussi fr. 5045, f. 279 (renseignements dus à l'obligeance de M. Jacques Lavaud, bibliothécaire à la B.N.). — Thibault Desportes était l'un des secrétaires de Mayenne et les Bourguignons le connaissaient à ce titre. Avec Desportes-Baudouin, il devait suivre son prince lors de son retour en Bourgogne à la fin de 1594 et y servir d'agent diplomatique à ce prince au cours des négociations avec le roi en 1595 (v. ci-ap., ch. XXI, § IV).

1. De 1588 à 1591, ou bien les lettres de Mayenne, même non autographes, ne portaient aucune contresignature, ou bien elles portaient des noms variables, y compris celui de Péricard (*Corr.*, nos 345, 346, 360, 363, etc., pour 1588-1589; 503, 504 pour 1590; 505, 510, etc., pour 1591). V. aussi la belle série originale de Macon, AA 7 : jusqu'au n° 39 (28 fév. 1592), un ou deux « Baudouin » seulement. Cependant Desportes reçoit en oct. 1590 le don traditionnel des États attribué au secrétaire correspondant (C.-d'Or, C 3071, f. 13). Puis les « Baudouin » se multiplient : *Corr.*, n° 532 (7 déc. 1591), 537, 538, 539, 565, 566, 583, 584, 585, etc., 604 (25 mai 1595); — et Macon, AA 7, nos 39-46. Dès 1590-1591 ses lettres aux élus semblent se multiplier aussi (C.-d'Or, C 3071, 3072).

2. Bien que ces lettres personnelles échappent aux archives publiques, on en surprend les traces par exemple dans l'analyse d'un courrier capturé par les navaristes (lettre à Fyot l'ainé, avril 1592, B.N., fr. 3646, f. 119). Breunot mentionne, de son côté, cette correspondance (II, 85, 210, 279, 356, etc.); et les services que le secrétaire rend à certains amis dijonnais (Breunot, II, 436) dénotent une activité bourguignonne importante. Il correspondait de plus avec Jeannin et conférait avec lui (I, 405; II, 45, 62, 64, etc.).

celui qui, suivant De Thou, « conduisait toutes les affaires de la province ¹ ».

Cette activité bourguignonne du Président, on l'a vue déjà se dépensant, depuis 1589, dans le courrier vigilant, parfois chiffré, qu'il adressait aux villes ou à Sennecey, dans les relations avec les amis politiques ou personnels du Conseil de Dijon, enfin dans un voyage au pays, chargé de négociations ². Or, tout indique qu'en 1591 le labeur bourguignon de Jeannin s'accrut encore. L'auteur ou coauteur probable du programme rémois de restauration autoritaire venait d'inspecter la Bourgogne lorsque ce programme fut rédigé ; il y fut ensuite, sans nul doute, le plus diligent ouvrier de son application.

On avait vu en Bourgogne, en juillet 1589, cet agent intime de Monseigneur. On l'y revit, et chargé par le duc de « recongnoistre l'estat de son gouvernement », au début de 1591. Parti de Flandre, venu par la Lorraine et la Comté, il fit étape à Dijon, Chalon, Mâcon, avant de s'engager par Lyon, la Savoie et Gênes, dans son voyage d'Espagne ³. On devait le revoir encore plus tard, entre le 20 octobre 1593 et le 22 mars 1594, au long d'un durable séjour consacré aux affaires de « par-deça », c'est-à-dire celles de la Bourgogne et celles de Lyon ⁴. Détente, peut-être, pour la tête la plus employée des conseils ligueurs, que ces échappées vers la « patrie », la dernière surtout : en 1593, profitant de la Trêve, le président amena à Dijon sa femme et ses enfants, et il y souffla sans doute, songea en tout cas à ses intérêts autunois et à ses achats de terres ⁵. Quelle activité cependant, que d'interventions diverses auprès de tous les corps et de toutes les classes, de tous les partis du pays ! Il enquêta. Il

1. *Hist. univ.*, XII, 354.

2. V. ci-dessus, I, 362-363.

3. B.N., fr. 17281, f. 348 v° : dans la lettre de Jeannin à Fyot l'aîné, Paris, 3 février 1590 (*Mém. de la Ligue*, IV, 204-205), le président fait allusion à sa correspondance chiffrée avec Sennecey, à qui, dit-il, « j'écrirai si particulièrement que je lui serai ennuyeux... » ; — Mayenne à Jeannin, 23 janv. 1591, HENRY et LORQUET, *Corr., Trav. de Reims*, XXIX, n° 234 (pour le prier de presser son voyage) ; MACON, BB 57. Le président gagne Marseille et Gênes (De Thou, XI, 358 ; cf. Jeannin au Parlement d'Aix, 11 mars 1591, B. CARPENTRAS, Coll. Peiresc, p. p. ABORD, III, P. J. n° 79). Retour par Gênes, les Alpes et la Flandre.

4. Sur les détails de ce séjour : ci-ap., ch. XVI, au début (références).

5. Breunot, I, 396 ; II, 55, 489. Charlotte Jeannin, fille du président, est marraine dans un baptême de la paroisse Saint-Pierre de Dijon, le 6 mars 1594 (DIJON, B 506).

écouta discuter, écrivit, conféra avec d'autres serviteurs du prince en mission comme lui ; et, agent du monarque, fit à Mayenne ses rapports ¹.

Faut-il se soucier de classer ce rôle, ce personnage, parmi ceux que comportaient les institutions ou l'usage au temps des rois valois, et se souvenir, en l'espèce, de l'esprit conservateur et traditionaliste de Mayenne ? A quoi comparer ces attributions provinciales d'un conseiller d'État ? Elles semblent empiriques et de fait. Peut-on, cependant, songer, en l'espèce, aux « commissaires du roi » ?

Mayenne, ailleurs qu'en Bourgogne, nomma quelques-uns de ces commissaires ². Leur emploi, — cette « sorte de réflexe défensif » contre l'indépendance des pouvoirs provinciaux, — semblait s'imposer à un monarque, sans couronne sans doute, mais d'autant plus jaloux de son autorité ³. En Bourgogne, pourtant, il n'en usa pas. Effet des circonstances ou des institutions, la rareté relative des envois de commissaires en Bourgogne, durant toute la fin du xvi^e siècle, semble un fait assez notable. Depuis ces années de 1573-1579 qui avaient vu le grand malaise monétaire et fiscal des pays-frontières de l'est et qui avaient amené à Dijon, successivement, le général des monnaies Thomas Turquam et le

1. Sur ces divers points : Breunot, I, 421 ; II, 62, 489, etc. Sur la mission de 1593-1594, v. ci-ap., ch. XVI, au début.

2. Assez rarement, d'ailleurs ; du moins le semble-t-il, si l'on s'en tient aux cas signalés dans les études parues jusqu'à ce jour sur l'origine des intendants. Des lettres de Mayenne du 14 mai 1589 nomment Michel Le Tellier intendant des Finances en Champagne, où règne un grand désordre dû à la mauvaise gestion des officiers (HÉRELLE, II, 255 ; cf. HANOTAUX, *Origine des intendants*, 51). — Mais M. Hanotaux (*ib.*, 52, n. 1) commet une erreur manifeste en écrivant (d'ap. H. MARTIN, *Hist. de France*, XI, 98) : « En 1596, un certain Bernard était intendant de justice pour la Ligue à Marseille ». Étienne Bernard, notre ligueur bourguignon, était bel et bien converti au service d'Henri IV, lorsqu'il reçut la commission qui l'amena à Marseille, d'où son rôle fut précisément d'écarter définitivement la Ligue (v. à ce sujet, ci-ap., ch. XXI, § III). — Le gouvernement de Mayenne, s'il eût eu une autorité suffisante, aurait pu user largement des commissaires sans rompre avec ses principes traditionalistes. Mais Mayenne a-t-il osé, a-t-il pu en envoyer à des gouvernements comme le Languedoc, la Bretagne, la Provence où des « demi-rois » les eussent très mal tolérés ? En Champagne où va Le Tellier, pas de vrai gouverneur en 1589 (le duc de Chevreuse n'étant qu'un enfant). Ne peut-on songer à cela pour expliquer la pauvreté des renseignements produits jusqu'à ce jour sur les commissaires de Mayenne ?

3. Les expressions entre guillemets sont de M. G. Pagès, *L'évolution des institutions administratives...*, dans la *Rev. d'hist. moderne*, janv.-fév. 1932, 37.

président aux Monnaies François du Lyon, chargés de veiller à l'application des ordonnances ou édits sur les monnaies en 1574 et 1578, puis le maître des requêtes Vetus, et le procureur général au Parlement de Paris Jean de La Guesle, tous deux chargés de missions fiscales¹, le gouvernement de Mayenne avait vu moins que d'autres ces agents de la royauté, et en 1588, par exemple, avait constitué en cela une exception relative. Quant à Henri IV, il employa auprès de la Bourgogne navarriste le maître des requêtes Pierre Lubert, qui fut en 1591 «intendant» attaché à l'armée du maréchal d'Aumont et qui, stabilisé ensuite en Bourgogne, n'y joua cependant, en 1592 et 1593, qu'un rôle secondaire et, semble-t-il, intermittent². Mais l'usage des commissaires ne représentait, en fait, pour le contrôle monarchique, qu'un «système

1. Sur ces commissaires : 1° Turquam et De Lyon : ci-dessus, p. 27-28 ; *Reg. Parl.*, II, 1116 et s. ; Breunot, I, 216-218, 241 ; Drouot, *Une lettre de Mayenne sur des affaires de frontière*, 172, n. 1 ; — 2° Vetus et La Guesle : BAUDOUIN, II, 222-225, 231-237.

2. Pierre Lubert, maître des requêtes, fils de Denis Lubert, procureur au bailliage de Chalon (PERRY, *Hist. de Chalon*, 324), donc originaire d'un pays où Aumont, auquel il fut attaché, avait ses terres et parentés. Est-ce lui qui, en 1588, avait été commis en Champagne à la lutte contre la propagande guisarde (v. I, ch. I, p. 176) ? Ami et collaborateur d'Aumont dans la campagne de 1591, il fut ensuite, en 1592, intendant de justice en Bourgogne (VALOIS, *Arrêts du Conseil d'Etat*, I, n° 2217). En 1593, on le trouve en Bourgogne encore (Breunot, I, 298), puis en Suisse (ROTT, II, 404, 576 ; Breunot, I, 310). Il est encore au début de 1594 parmi les navarristes (Breunot, II, 27, 28) où son rôle avait été gêné par les dissensions entre les partisans de Tavares et ses adversaires (auxquels Lubert paraît s'être rallié). On peut remarquer que Lubert était un Bourguignon, comme Jeannin, et qu'il fut probablement muni d'une de ces missions très larges dont celle de Le Fèvre de Caumartin en 1590 est un exemple («détourner de la Ligue» les villes et les nobles : v. DUCHESNE, *Hist. des chanceliers*, Paris, 1680, cité par ESMONIN, dans la *Rev. d'hist. moderne*, mai-juin 1932, 274) ; mais, en face du président ligueur, son personnage paraît cependant bien chétif. — On voit, de 1590 à 1595, le président Bourgeois de Crespy, à Semur, agir comme «intendant de finances» auprès du gouvernement navarriste de Bourgogne (DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat. pour les Etats*, n°s 37, 51, 54, 67, 84, 94, 127, 132, 150, 164), mais ce titre, que Fremyot portait aussi (n°s 51, 71, 84) paraît conféré seulement par les États provinciaux (n°s 84, 150). Ce ne sont pas là, en tout cas, «intendants» comparables par exemple à ce Philippe Gourreau qui, envoyé en Anjou en sept. 1589, y lutte contre la Ligue pendant des années (DE QUATREBARBES, *Messire Philippe Gourreau*, dans la *Rev. d'Anjou*, 1854), ou à Pomponne de Bellière qui, muni des plus larges pouvoirs, vient comme «intendant de justice» s'installer à Lyon, en 1594, peu de temps après le passage de Jeannin et y travaille jusqu'en 1596 pour Henri IV (PAGÈS, *L'évolution...*, dans *Rev. d'hist. moderne*, janv.-fév. 1932, 40. Cf. ci-ap., ch. XVIII). Il faut noter ce contraste probable entre Henri IV et Mayenne en ce qui concerne l'usage des intendants.

de fortune ¹ ». Et l'emploi de Jeannin, qui représentait lui aussi un moyen de fortune, valait bien, pour Mayenne, celui de n'importe quel maître des requêtes. Le président bourguignon, venant dans sa province, n'était, semble-t-il, muni d'aucun « pouvoir » écrit d'intendant de justice ; il y venait en mission sans « mémoires », détaché sans brevet et pour un temps non fixé, du conseil du lieutenant-général, comme il l'avait été en maintes occasions déjà. Fait assez significatif, semble-t-il, il n'entra pas, en octobre 1593, aux séances des États provinciaux ², bien qu'il fût alors présent à Dijon et surveillât la tenue : un commissaire en titre eût été sans doute habilité par sa commission pour prendre séance à ces États.

Mais l'autorité personnelle du président, sa qualité d'ancien avocat-conseil du pays, son titre de président au Parlement et son rôle connu de conseiller d'État confident de Mayenne valaient mieux encore, dans la pratique, que la plus large commission. Jeannin avait plus de puissance réelle qu'un commissaire départi, sans en avoir le titre. L'histoire de la province, à la fin du xvi^e siècle, contient nombre d'anomalies plus notables que celle-là. Et d'ailleurs, nulle part Jeannin n'avait à trancher, à prononcer officiellement. Sa mission était de traiter, d'« accommoder », œuvre plus opportune, et aussi beaucoup plus dans les goûts de l'homme.

Outillé, armé pour le rôle d'agent principal du gouvernement de Mayenne en Bourgogne, qui eût pu l'être plus que Jeannin ? Et pour s'employer à toutes les affaires, non à une mission limitée comme celles dont étaient chargés bien souvent les commissaires en titre. Ses relations avec maints présidents ou conseillers, avec Fyot, avec Brulart, son entente avec son beau-frère le conseiller Catherine, parent des Bretagne, l'aidaient du côté de la Ligue ³. Tenir en mains bien des fils autunois, pour ce seigneur de Montjeu, pour ce frère de l'abbé Nicolas Jeannin, n'était qu'un jeu. Et même des relations indirectes avec Vaugrenant, les accointances semuroises d'Anne Guenyot, sa femme, — qui, secrètement, le

1. PAGÈS, *ib.*, 57.

2. Pas la moindre mention d'une telle entrée dans le registre de la session (C.-D'OR, C 3072, f. 1-15 v^o), ni dans Breunot, I, 389-392.

3. Jeannin à Fyot, 3 fév. 1590, lettre déchiffrée (*Mém. de la Ligue*, IV, 204) ; et *Corr.*, n^o 547 (note) ; Breunot, I, 370.

fait mérite mention, correspondait avec cet autre grand propriétaire d'Auxois et l'un des lieutenants de Fremyot : le président Bourgeois de Crespy, — entretenaient à son profit de précieuses amorces, plus ou moins tacites, du côté des chefs navarristes¹. Il était fort, surtout, de l'habitude d'un grand nombre de Bourguignons de tous rangs, de recourir à lui en toutes sortes de circonstances, de faire de lui auprès de Mayenne leur intermédiaire pour toutes sortes de requêtes². Cette fonction consacrée de dispensateur des munificences du Prince conférait à celui qu'on appelait dans le pays « le Président », dont les navarristes eux-mêmes admiraient la fortune, et faisaient, avant d'Épinac, Villeroy et d'autres, le « chef du conseil des ennemys rebelles³ », un prestige, une autorité positive à peu près inégalables.

De cette autorité, il se servait aux côtés de Mayenne comme en Bourgogne. Il y continuait les entreprises commencées sur place, écrivait à Thenissey, à Franchesse, aux Autunois ses concitoyens, travaillait l'opinion, stimulait l'envoi des députés, encourageait et endoctrinait⁴. Cela au milieu des soucis du péril espagnol, des négociations avec Du Plessis-Mornay, de la conférence de Suresnes ou des entrevues avec Richardot, le négociateur de Philippe I^{er}. Cet homme, « sur la cervelle duquel toutes les affaires de la Ligue se reposaient⁵ », était, en 1591, devenu le spécialiste indispensable

1. En fév. 1593, Jeannin s'entremet pour faire libérer la fille de Vaugrenant (Breunot, I, 280, 283). En mai 1591, on arrête sous Dijon un laquais de Crespy qui se proposait de s'introduire dans Dijon (avec la connivence d'un homme de Jeannin) pour apporter à la présidente une lettre de son maître (C.-D'OR, BII 360 /53, interrogatoire de Cl. Catherenet, 30 mai 1591). Rapprocher le fait des relations et négociations de mars 1594 entre Jeannin et Crespy (*ib.*, C 3070, f. 206 v^o, 209). — La présidente Jeannin entretient de plus de bonnes relations avec le doyen Claude Bretagne, vieux « renard » royaliste qu'elle fera évader en 1594 (Breunot, II, 399-400).

2. Les échevins de Dijon et le Parlement, souvent. Et beaucoup de particuliers (v. p. ex. DROUOT et GROS : *Rech.*, I, *Req.*, n^o 53 ; *Corr.*, n^{os} 474, 523).

3. Expression du registre des États navarristes de Bourgogne (C.-D'OR, C 3070, f. 209).

4. Carrelet aux magistrats de Dijon, 17 mars 1590, *Corr.*, n^o 474 ; — R. Cailin aux mêmes, 8 mai 1590, DIJON, B 452, n^o 139 ; — Bernard aux mêmes, Reims, oct.-nov. 1591, *Corr.*, n^o 523, 527 ; etc. ; Breunot, I, 261, 283 ; II, 90, 108, 146, etc. Sur les relations particulièrement actives avec Autun : ABORD, II, 277, 359, 383, 390, 432, 445, 450, 451 ; etc. ; AUTUN, BB 6.

5. Jugement attribué à Henri IV par D'AUBIGNÉ, *Mém.*, 104. Parmi les nombreuses missions de Jeannin, remarquons celles qui concernent les relations

des affaires bourguignonnes en particulier. Si Mayenne, malgré ses traverses, pouvait espérer commander en souverain le « général » sans perdre sa Bourgogne, c'est à Jeannin, sans doute, qu'il le devait autant qu'à ses capitaines.

V. — EN BOURGOGNE : LES CAPITAINES.

Les noms des gentilshommes qui eurent à soutenir en Bourgogne l'autorité du gouvernement central ne sont pas en petit nombre ¹. Mais, entre tous, c'est Thianges qu'il faut nommer d'abord. Parmi les commandants de troupes équipées pour la guerre de campagne, François de Damas, baron de Thianges, était le modèle des bons sous-ordres et fut en Bourgogne, à partir de 1591, le capitaine de confiance, sur lequel se reposa le plus Mayenne. Noble, de fortune limitée, encore qu'honnêtement nanti en Chalon nais ², il servait Mayenne avec le titre de lieutenant commandant sa compagnie d'ordonnance et avec celui de gouverneur de Soissons ³. Son autorité

de Mayenne avec Paris (v. p. ex. ROBQUET, III, 95-96, août 1592) qui l'assouplissent aux négociations dont il trouve l'équivalent en Bourgogne.

1. Il n'est question ici que de signaler quelques hommes de confiance et non d'énumérer les capitaines qui servaient en Bourgogne (dont un certain nombre, du reste, sont nommés ailleurs en cet ouvrage). Cependant il faudrait mentionner, outre ceux qu'on trouvera signalés ci-après, une partie des capitaines réunis sous Verdun en sept. 1592. Voici cette liste tirée de JEANDET, *Verdun*, 182-192, Pépin, 90-96, et C.-D'OR, C 3658. Nous y avons souligné les noms des principaux serviteurs fidèles, qui ne quittèrent pas l'écharpe rouge avant 1595, et indiqué les attaches de quelques autres : le s^r d'Attignac, le b^{on} de La Clayette, Guill. de Drée, Jean de Foudras, le s^r de Villeneuve, le c^{on}e Nicolas, le chev. de Franchesse, le s^r de Saulx-Vantoux, le s^r de Marcy, le capitaine La Plume, le capitaine Ratelier (Edme de Pallerey), le chevalier de Rochefort, le b^{on} de Thenissey [Nemours], le capitaine Guillaume, les s^{rs} de Varennes-Nagu [Nemours], de Montmoyen, de Lartusie, de Saint-Vincent, de Ruffey (Petit), les barons d'Uxelles, de Lux de Thianges, de Vittcaux. V. aussi ci-ap., p. 162, n. 1, et MUTEAU, *Les capitaines de la Sainte-Union*. — Des Bourguignons, outre cela, servaient auprès de Mayenne, qui les employait à l'occasion en Bourgogne. Il faut retenir parmi eux les s^{rs} de Thoires (v. sur lui, ch. XV, p. 241), de Communes (v. notre Index).

2. Sur sa famille et ses biens (principalement en Chalon nais), v. surtout S.-ET-L., B 1341-1342, 1354-1355 ; E 194, 742 ; etc. Il avait des terres à Fleury-la-Tour, Chizeul, Charancey (DIJON, B 457, n° 136). Sur sa famille : BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats de Bourgogne*.

3. 1589 : il se signale à Arques. — 1590 : il participe au dégagement de Lyon (avril) et reçoit une arquebusade dans la cuisse (*Corr.*, n° 480 ; LYON, BB 125, f. 78) ; puis il recrute en Bourgogne pour Mayenne et l'armée de secours

auprès de la noblesse provinciale paraît avoir été durable et utile ¹ : il allait être, à partir de 1592, comme le représentant personnel officieux de Mayenne auprès des « barons » du pays, doublant discrètement, en ce rôle, et surveillant, corrigeant, le maladroit lieutenant-général Jean de Tavanès ². Il allait réussir à former, pour le service de la Ligue française, un « gros », — 400 chevaux et 600 arquebusiers, dit Pépin, — qui devait être le noyau de l'armée à qui incombait la défense de la Bourgogne mayenniste en 1592, 1593 et 1594 ³, jusqu'à l'époque où elle devint la phalange bourguignonne de la résistance ultime, après Fontaine-Française ⁴. Thianges, qui fut le seul gentilhomme bourguignon que Mayenne conserva à lui jusqu'à sa capitulation finale, fut aussi son serviteur le plus actif durant les années des grandes épreuves ⁵.

de Paris (*Corr.*, n° 494 ; Pépin, 63). En 1591, il prend une part active à la campagne contre Aumont (*Corr.*, n°s 381, 524) et commande le secours envoyé par Mayenne sous Dijon (Pépin, 77), puis contribue au nettoyage de la Bresse chalonnaise (*ib.*, 78). En 1592, il continue à recruter pour l'armée (Pépin, 79). — Nombreuses pièces dispersées signées de lui comme commandant de la compagnie de Mayenne (p. ex. un certificat de présence au corps dans PEINCEDÉ, XXVIII, 667, daté de 1597). Sa diligence se devine dans les nombreuses mentions qui sont faites de lui dans les décisions des élus de 1591 à 1595 (C.-D'OR, C 3071, 3072). Sur ses services : ABORD, v. Table ; JEANDET, *Verdun*, 230 ; Grégaire, 14, 17, etc. ; Breunot, v. Table.

1. Pépin le montre à plusieurs reprises (78, 91, etc.) accompagné de « beaucoup de noblesse du pays ». Il paraît organiser l'hostilité de ces gentilshommes, en 1593, contre Tavanès (Breunot, I, 269). Il assiste le navarriste Bissy mourant (*ib.*, I, 343), répond pour la rançon du s^r de Chauffour (*ib.*, I, 349) ; etc. — Autres mentions intéressantes : Pépin, 101 ; Breunot, I, 262, 264.

2. Indications dans Breunot, I, 269 ; II, 230. D'après Breunot, sa mère jure de le déshériter s'il sert le vicomte (I, 349).

3. Pépin, 91 (août 1592) ; C.-D'OR, C 3071, 3072. — Sur son rôle militaire en 1592-1595, v. not. Grégaire, *pass.*, ABORD, Breunot, *loc. cit.* ; Pépin, 112.

4. En août 1594, Mayenne lui confia le commandement d'Autun (ABORD, II, 424, 425, 475. Cf. AUTUN, BB 6, f. 111) ; il tente de l'imposer à Dijon au printemps de 1595 à la veille de la reddition (Breunot, II, 505, 511). Thianges est à Fontaine-Française dans la petite troupe française qui sert encore Mayenne (Breunot, II, 556) et le suit même dans Chalon (III, 33). Sur ces services de 1594-1595 : *Corr.*, n° 602 ; DIJON, B 231, 232, et ci-ap., ch. XX. Les indications sur le détail de ses bons offices constants à la cause de son maître abondent dans Breunot (v. p. ex. II, 210).

5. Thenissey sera aussi l'un des derniers fidèles. Après la mesaventure de son patron Nemours, réduit à l'impuissance par les Lyonnais dès 1593, il reviendra à sa place de Châtillon, et écumerà les campagnes bourguignonnes. Mais son service de Mayenne, qu'il prolongea jusqu'à l'été de 1595, était sujet à caution. Il restait en relations avec Nemours (Breunot, I, 300 ; II, 36, 396) et parut songer surtout à se préparer une capitulation avantageuse dans les mains du roi (*ib.*, II, 10, 138, 452, etc.).

Plus encore que la garde du plat-pays et des châteaux, celle des places importait. Contrôler, renouer les dévouements, les garnisons, les murs mêmes, imposer aux villes les capitaines choisis, l'œuvre, en 1591-1592, ne fut peut-être pas méthodiquement menée : on la sent, cependant, dans la plus petite forteresse, entreprise ou préparée. Le fort de Mâlain, où commande Lux, est « fort important au pays » : ordre aux élus d'en payer la garnison, 10 écus par mois au capitaine, 4 à chacun des 15 soldats ¹. A Talant, nouveau capitaine : Mauris, cautionné par Jean de Tavanès ². A Auxonne, mise en observation du lieutenant qui commandait en l'absence de Sennecey, le s^r de Conclaye ³. A Avallon, toujours indocile, il faudrait bien imposer enfin le s^r de Communes : François Mareschal, et les autres élus, reçoivent consigne d'y réussir et Mayenne lui-même intervient auprès de la mairie ⁴. A Auxerre, Mâcon, Autun, Chalon, Beaune, Dijon, il suffit de « rafraîchir » des capitaines éprouvés : Villiers, Marbé, Chissey, Lartusie, Saint-Vincent, Montmoyen, Franchesse ⁵.

Progrès typiques que ceux que réalise alors cette créature du maître, le capitaine Jean de Boyault, s^r de Franchesse ⁶, commandant du gros château de Dijon, la sentinelle de la royauté construite par Louis XI et dont Mayenne, à son tour, faisait son appui. D'abord, Franchesse prend figure d'autre chose encore que de capitaine de château ; celle d'inspecteur militaire d'une vaste zone de pays. Laissant au gîte son lieutenant, Léonard de Marcilly, il va de plus

1. Mayenne aux élus de Bourgogne, Rouen, 16 mai 1592, C.-d'OR, C 3351, f. 34. — Sur l'entretien des châteaux, en 1590-1594, assez nombreuses pièces dans les papiers des États de Bourgogne : C.-d'OR, C 2435 (Dijon) ; C 3369, f. 271 (Chalon) ; etc.

2. Pépin, 102. Le s^r de Chanlecy, précédent gouverneur, avait des parentés compromettantes, en particulier celle de Pontus de Tyard. Le vicomte de Tavanès lui racheta (10.000 écus), en janvier 1593, son titre de gouverneur et installa peu après Mauris comme capitaine (Breunot, I, 272, 273, 320). Sur les services ultérieurs de ce serviteur de Tavanès : *ib.*, II, 200, 238, 251, 256, 296, etc. ; C.-d'OR, C 3072, f. 74 ; DIJON, B 452, n° 149 ; B 231, f. 132 v° ; etc.

3. V. ci-ap., ch. XII, p. 156-157. Cf. DIJON, B 457, n° 138.

4. Les élus de Bourgogne aux magistrats d'Avallon, Dijon, 8 avril 1592, B.N., Moreau 809, f. 83. — Mayenne aux mêmes, Sens, 6 mars 1593, AVALLO, EE 62.

5. Sur Marbé, qui commande sous Varennes : MACON, BB 55, *pass.* Sur Chissey et les autres : notre Index.

6. Sur ses origines : DROUOT, *Note sur Franchesse*, dans *Rev. bourguignonne* p. p. l'Université de Dijon, 1910, n° 1, 257-264.

en plus souvent jeter à la ronde le regard d'un contrôleur du maître ¹. Il commande de plus au fort de Salmaise ² et, à la fin de 1593, va loger à Montbard, sous le château de Nemours, son neveu le chevalier de Franchesse, comme capitaine ³. Mais ce gros reître brutal et jouisseur, qui entretient une garce dans son repaire, qui terrorise les vigneron de Dijon et en regarde de haut les bourgeois ⁴, voit encore sa mission déborder largement le militaire. A lui d'abord, et non à d'autres, les négociations lorsque Mayenne, bravant les résistances des Dijonnais, veut traiter quelque affaire avec l'ennemi ⁵. Sa forteresse devient une vigie épiant Dijon même, le magistrat local et les corps dirigeants de la province, et ses interventions dans cette ville ne se bornent pas à l'âpre poursuite qu'il fait, sur consigne de Mayenne, du groupe des La Verne ⁶. Tout courrier venant du gouvernement central doit toucher d'abord son « château » avant de gagner le Logis du Roy ou le Palais. Mayenne lui écrit souvent ; et c'est à Franchesse, non à d'autres, qu'« Henry Monsieur », le fils aîné de Monseigneur et le futur gouverneur du pays, envoie, en 1591, ses premières lettres en Bourgogne ⁷. En 1592, en 1593, en 1594, pas un paquet pour Dijon envoyé par un ligueur important qui ne contienne un pli pour « M. de Franchesse » : du gouvernement ou des camps, le secrétaire d'État Desportes-Baudouin, Etienne Bernard, Jeannin, informés des bons us, lui font salutation et lui mandent informations ⁸. Et,

1. Rôle dans lequel il avait prélué dès 1588 (v. Introduction, p. 168-169). Sur ces excursions, v. DIJON, B 457, n° 153 (Rougemont aux magistrats de Dijon, déc. 1591) ; *Corr.*, n° 540 (Montmoyen, par « ample discours », lui rend compte d'un soulèvement paysan, mai 1592) ; Breunot, I, 410, 413 ; II, 21, 175, 398, 463, 491, etc. — Sur Marcilly : C.-D'OR, C 2087, f. 189 (lettres de provision de bailli de Bourbon-Lancy, 1588).

2. État des garnisons, B.N., fr. 3984, f. 165 ; Breunot, I, 413.

3. Pépin, I, 112, 117 ; Breunot, I, 295, 313, 316 ; II, 39, 40, 54, 55, etc.

4. V. les nombreux détails donnés par Breunot (Table, V^e Franchesse).

5. Par exemple l'affaire de l'échange du fils de Fremyot, prisonnier, contre le château de Duesme, malgré la mauvaise grâce des magistrats dijonnais qui tenaient le jeune Fremyot (Mayenne aux magistrats de Dijon, camp de Guise, 3 déc. 1590, *Corr.*, n° 503). Pour 1594, une indication bien caractéristique dans Breunot, II, 372. — Autres faits : il arbitre des différends entre ligueurs ; il juge une affaire concernant les biens du séquestre (DIJON, B 9 ter, 12 mars 1593) ; etc.

6. V. ci-ap., ch. XII, p. 164, et ch. XVIII, § v.

7. Lettres de Mayenne : Drouot, *Dépêches de Mayenne*, n° VII. Mentions de lettres importantes ou même chiffrées : *Corr.*, n°s 503, 597 ; — Breunot, II, 85, 90, 119, 279, etc. ; — Lettres d'« Henry Monsieur » : DIJON, B 228, f. 170 (séance où Franchesse les fait communiquer à la Chambre de ville : 8 fév. 1591).

8. Exemples : — Desportes : Breunot, II, 85, 210, 279, etc. ; Drouot, *Dép.*

un jour, Henri de Navarre lui-même lui écrit pour le tâter¹, ce qui montre assez bien son importance.

Fait suggestif encore : c'est lui qui distribue aux Dijonnais pensionnés une partie au moins des largesses de Monseigneur². Et surtout, comme Thianges, mais avec plus de lourdeur, il observe, autre surveillant mandaté, Jean de Tavanès le lieutenant-général, l'accompagne dans ses expéditions, fait sur lui ses rapports... L'autre s'aigrit, vitupère : Franchesse tranche alors avec lui de l'indépendant³.

Or, tous les capitaines des places « de conséquence » grandissaient de même, s'érigeant, au nom du maître, en arbitres des ligueurs locaux ; et, employés désormais en toutes affaires, — non plus seulement militaires, — ils étaient, en fait, dans ce gouvernement monarchique cependant soucieux de principes, la vraie, peut-être la seule armature effective sur qui Mayenne comptât vraiment. Conscients de leur rôle, ils tendaient, dans la province sans lieutenant-général, à former un groupe solidaire d'intérêts et d'autorités. Ils ébauchaient des assemblées et peut-être comme le conseil d'une corporation de puissances⁴. Au milieu d'eux, le successeur, enfin nommé, de Fervaques et de Sennecey, n'allait pas toujours exercer un commandement aisé.

de Mayenne, n° VII ; — Lettres de Bernard : Drouot, *Un paquet de lettres*, n° IV et les observations (durant sa députation de 1593, Bernard communique copie des textes importants à la mairie, au lieutenant-général et à Franchesse, v. p. ex. *Corr.*, n° 567, *post script.*) ; — Jeannin : Breunot, I, 283 ; II, 108. Autres correspondances avec Damville : Breunot, I, 345, 350. — Cf. encore *ib.*, 303.

1. Drouot, *Cinq lettres d'Henri IV*, n° II (Paris, 16 sept. 1594). Cf. Breunot, II, 337.

2. Breunot, II, 164.

3. Breunot, II, 237, 301, 352, etc. Toute cette mainmise du « château » (visible en 1593 en beaucoup d'affaires que nous passons sous silence) apparaît fort nettement dans la partie du journal de Breunot concernant 1593. On y voit bien en particulier Franchesse traitant de haut les « conseillers », même les zélés, comme Legouz (I, 423). Il devenait visiblement ce qu'un espion navariste dès 1589 avait pressenti en lui : l'épouvantail de tout le Dijon ligueur (B.N., Moreau 804, f. 113-114).

4. Ex. d'une assemblée : celle de juillet 1592, à Dijon (Pépin, 82, 87). Ex. d'appui solidaire : celui, très caractéristique, que fournit l'affaire La Gauche (1593). Contre ce capitaine de fortune, Franchesse appuie les griefs de Lartusie, se porte avec lui accusateur, et ils obtiennent, par leur pression commune, la condamnation capitale. Enlevé par la foule, La Gauche s'échappe : les deux gouverneurs engagent ensemble les recherches et font front commun devant les connivences hostiles (v. surtout Breunot, I, 391, 397, 395. Cf. MUTEAU, *Les capitaines de la Sainte-Union*, 24-32). Jean de Tavanès dit qu'en 1592, il trouva les capitaines de Dijon, Seurre, Beaune et Chalon « intelligens » (196).

VI. — LE LIEUTENANT DE 1592 : LE VICOMTE DE TAVANES.

Pour couronner la rénovation des moyens de commandement en Bourgogne, il était besoin encore d'un noble de haute maison au Logis du Roy, qui depuis l'été de 1591 était vide. Sennecey avait abandonné la lieutenance sans résigner. Il fallut que Mayenne achetât, au prix fort, sa démission et, pour ne pas paraître, en l'écartant, céder aux volontés de Nemours, qu'il trouvât des prétextes, qu'il invoquât les « indispositions ordinaires » du baron¹. En négociations, le temps passa : de l'arrestation de Sennecey à la nomination du nouveau lieutenant, neuf mois durant, Mayenne ajourna l'inévitable choix.

Qui donc désigner, en effet, hors le vicomte de Tavanès ? A la Bourgogne, — coutume à respecter, — il fallait un Bourguignon² et si, en 1589, un gentilhomme de marque « suffisant » s'était trouvé encore, en 1592 à qui recourir ? Et puis de très vieilles promesses, datant au moins de 1585, et éludées encore en 1589, avaient été peut-être, depuis ce temps, imprudemment renouvelées³. Enfin, le vicomte assiégeait Mayenne désespérément, avide d'effacer des souvenirs peu glorieux, en triomphant de ce Sennecey qui jadis l'avait lui-même évincé, — habile, d'autre part, à invoquer le précédent de son père le maréchal, lieutenant en Bourgogne durant quarante

1. C.-D'OR, B 12085, f. 27 (début des lettres de provisions de Tavanès) ; Mayenne aux élus, Rouen, 15 mai 1592, C.-D'OR, C 3351, n° 33. Cf. Breunot, II, 210. Dom MERLE (dans dom PLANCHER, II, 476) prend au sérieux le prétexte. Mais ses indispositions ne devaient pas empêcher Sennecey d'être ambassadeur à Rome.

2. D'autres provinces s'accommodaient d'étrangers, comme la Normandie du provençal Villars-Brancas ; mais la Bourgogne, fait à retenir à l'actif de son particularisme, n'eut comme lieutenants-généraux ou « en l'absence » que des Saulx-Vantoux, des Saulx-Tavanès, des Chabot, des Épinac, etc. Fervaques lui-même, normand de famille, était bourguignon par ses parentés, ses terres et sa résidence. Et encore, fut-il traité par certains nobles, et par d'autres, en étranger.

3. Sur les promesses de 1585 : B.N., V^e Colbert 9, f. 232 v^o (inventaire des papiers saisis chez Tavanès par les Auxonnais dans leur coup de main de 1585 : promesse signée). Sur les rancunes de Tavanès à ce propos : DROUOT, *L'affaire d'Auxonne*, 321, 329-330. Nouvelle promesse : Mayenne à J. de Tavanès, 17 déc. 1590, HENRY et LORQUET, *Corr.*, dans *Travaux de Reims*, XXIX, n° 145.

ans, ou même le précédent de son frère, lieutenant pour le « roy de Navarre ¹ ».

Maréchal de camp enfiévré d'ambition, le vicomte Jean de Tavanès, depuis 1589, avait servi sans repos, combattu à Arques, à Ivry, gouverné seize mois à Rouen en 1590 et 1591, couru la Normandie et ses abords, défendu Avranches et secouru Chartres, puis, envoyé en Picardie, avait guerroyé encore sous Aumale ². Mais il avait aussi augmenté, et de beaucoup, la somme déjà grande de ses sottises. A Ivry, il avait compromis la manœuvre ³. A Rouen, renouvelant le coup d'Auxonne, escarmouchant aveuglément contre les manants, provoquant l'émeute, il avait dû démissionner ⁴ et fuir sous les huées des gentilshommes normands, non d'ailleurs sans crier ses aigres querelles avec son rival, le s^r de Villars, et sans paralyser ensuite, par ses ressentiments, la campagne sous Chartres du printemps de 1591 ⁵. Pris par l'ennemi devant Noyon en juillet 1591, il fallut pour le libérer donner quatre princesses en échange de lui ⁶ : Mayenne faisait crédit ; surtout, il manquait de gentilshommes ; et celui-là lui revenait à point pour tenir un poste dans l'armée nouvelle, un rôle dans le grand « effet » préparé, tous renforts dehors, pour 1592. Il servit donc dans les opérations sous Rouen, en rang second, bien qu'il se vante d'y avoir montré son génie ⁷. Rouen délivré, son prince, peut-être impatient de l'écarter de la Normandie, en mai 1592, l'envoya en Bourgogne comme lieutenant ⁸.

1. Pépin est satisfait de voir Tavanès lieutenant « comme jadis estoit feu son père... » (80).

2. PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 153-156 (à contrôler) ; — D'ESTAINOT, *La Ligue en Normandie*, 107-108, 120, 129, etc. ; — HENRY et LORQUET, *Corr.*, dans *Travaux de Reims*, XXIX, nos 93, 145, 155, 181, 211, 340, 354, 370, etc.

3. Par suite de sa myopie, dit DAVILA, livre XI. De Thou (XI, 115, 120, 121, 125, 126) ne dit rien de cela.

4. D'ESTAINOT, 176-177, 185-187, et LAVAUD, *Desportes*, 349-352.

5. V. les interventions suggestives de Mayenne dans HENRY et LORQUET, *Corr.*, *ib.*, nos 93, 332. Cf. aussi nos 335, 342. Cf. D'ESTAINOT, 166-170.

6. A l'en croire (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 162), — mais l'on sait ses vanteries, — Henri de Navarre refusa longtemps de l'échanger, notamment contre un Bourguignon, le marquis de Mirebeau, malgré l'insistance des Brion. Cf. D'ESTAINOT, 189. — Sur la capture du vicomte : Henri IV aux échevins de Châlons, HÉRELLE, I, 231 (et ses réf.) ; DE THOU, XI, 377.

7. Long et, à certains égards, très utile récit dans les *Mém.*, 169-172. Il y souligne les hésitations de Mayenne.

8. Les lettres de nomination sont datées de Caudebec, 11 mai 1592 (C.-D'OR, B 12085, f. 27-28 v^o, et B 29, f. 45).

On connaît l'homme ¹, cet « aventurier fanfaron ² », ce palabreur ; sa tête imaginative, remplie de science vaine, de souvenirs et de desseins fumeux, d'orgueil impulsif et ombrageux ; ses fameux mémoires, écrits en partie sur le tard sans être pour cela plus pondérés, pleins de retours désordonnés, débordants de vanité, de chimères et d'amertume, où il se flatte d'avoir donné à Alexandre Farnèse des leçons de stratégie et d'avoir en tout, ou à peu près, vu plus clair que Mayenne. On sait aussi ses premiers avatars de Bourgogne, qu'il relate lui-même si brièvement et à son avantage, si caractéristiques pourtant dans la série de ses culbutes ; et les inquiétudes, enfin, de la maréchale alarmée des mésaventures de son grand maladroit de fils, — « toujours heureux comme il a accoutumé », dit-elle en apprenant sa capture sous Noyon ³.

Quant à ses idées, — mais était-ce bien, vraiment, des idées ? — elles n'avaient pas, depuis l'affaire d'Auxonne, évolué. Elles demeuraient, après sept ans, obstinées — et elles devaient, d'ailleurs, le rester toujours, jusqu'aux *Mémoires*, où il justifie par d'abondantes doctrines des actes passés que seules, sans doute, avaient commandés les réactions furieuses de ses nerfs. S'il en faut ici démêler quelques éléments essentiels, on peut retenir d'abord un sentiment chez lui dominant : fils d'un maréchal dont Charles IX a, selon lui, négligé la valeur et frère d'un serviteur émérite qu'Henri IV a indignement traité, et lui-même enfin grand méconnu ou qui se tient pour tel, il pense que les rois, ou mieux les monarques, — car Mayenne lieutenant de l'État n'échappe pas à sa rancœur, — font souvent litière des droits, de la mission de la classe noble et que lui, baron bourguignon, — baron que Pierre de Saint-Julien de Balleure, peut-être, eût compris, — doit savoir à l'occasion les défendre ⁴. Et puis une défiance dédaigneuse, de haut gentilhomme, pour le « peuple », ou, comme il dit, la « populace », entendez les bourgeois urbains, y compris peut-être les gens de « robe longue »,

1. V. PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 152 et s., et surtout les *Mémoires*.

2. Expressions de H. HAUSER (*Grande Encyclopédie*, V^e *Saulx-Tavannes*).

3. Françoise de la Baume à M^{me} de Dinteville, 9 août 1591, B.N., fr. 15575, f. 37. — Sur les mémoires : HAUSER, *Sources*, II, n^o 770 ; III, n^o 1422 ; IV, n^o 2576 ; PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 178-203.

4. C'est ici quasi tous les chapitres des *Mémoires* qu'il faudrait citer. V. par ex. le morceau sur les mérites (exagérés) de son frère Guillaume (385) et le « Pronostic que faisoient les mesdisans du temps du roy Henry IV^e » (451 et s.).

anoblis ou non ¹. Enfin, et présentée dans les *Mémoires* sous la forme d'une profession réaliste et brutale, cette opinion, qui importe : le moyen vrai du commandement, c'est la terreur. Que les chefs de guerre terrorisent ! Que les gouverneurs eux aussi, au besoin, terrorisent ! « La cruauté est nécessaire contre les entreprises populaires : elle est le seul remède ² ».

Cette cervelle bouillante, qui eût été peut-être celle d'un bon capitaine de compagnie dans la guerre de châteaux, n'était pas d'un diplomate, ni d'un politique. Et l'homme, pour une lieutenance de 1592, était, par conséquent, mal choisi. Sans doute Mayenne était pressé par la nécessité. Sans doute, il pensait alors, en avril, aller lui-même sous peu « mettre » sa Bourgogne « en tranquillité ³ », et considérer que ce gouverneur, du moins, était bien un homme à lui, et, en cela, supérieur à Fervaques ou à Sennecey ; que tout le jeu du « Vicomte » était dans son parti ; qu'un mariage avec sa belle-fille, Gabrielle des Prez de Montpezat, restait l'objet de sa plus pressante ambition ; que la Ligue seule pouvait lui assurer son maréchalat, et qu'en somme, s'il servait mal, au moins ne servirait-il personne d'autre. Sans doute aussi, en le nommant, le 11 mai 1592, Mayenne usa-t-il de précaution suggestives. Pour parer à ses écarts, — mais y pouvait-on parer ? — Étienne Bernard, Franchesse recevaient consigne d'avoir l'œil sur lui ; et Bernard, en l'annonçant aux Dijonnais, prenait soin d'ajouter qu'il ne serait pas longtemps seul au Logis du Roy, la majorité et la venue étant prochaines, d'Henry Monsieur, le fils aîné de Mayenne ⁴. De plus les lettres de nomination limitèrent soigneusement les pouvoirs ⁵. Enfin, le maître lui-même, verbalement, enveloppa Tavanès d'instructions, et crut le pénétrer de sa

1. *Mémoires*, 152 (il faut surveiller le « peuple », « ne se fier ny aller sans garde... ». « Le peuple vit de la ruine des riches, de quoy il ne se soucie, pourvu qu'il en profite... », etc.).

2. *Mémoires*, 259 (sur la guerre, qu'il faut très violente et complète) ; 152 ; etc.

3. Mayenne aux élus, Rouen, 15 mai 1592, C.-D'OR, C 3351, n° 33.

4. DIJON, B 229, séance de la Chambre de ville du 29 mai 1592. Et puis, Dieu aidant, il y avait de l'espérance qu'il ferait bien.

5. V. C.-D'OR, B 12085, f. 27, lettres patentes du 11 mai 1592. Les aventures connues de Tavanès dans ses gouvernements urbains déconseillaient notamment de lui confier cette fois trop d'autorité sur les ombrageux échevinages bourguignons.

propre méthode de « douceur¹ ». Mais tout cela, précisément, révélait au moins la demi-conscience d'une erreur et avouait une première impuissance à porter remède à la Bourgogne malade.

Le rénovateur de l'autorité, par ce choix, déjà, manquait à sa tâche. Mais il se démentait ailleurs et plus encore.

VII. — PRINCIPES ET RÉALITÉS : LES DÉVOUEMENTS SOLDÉS.

La légitimité de la régence, le ralliement des « bons sujets » au devoir, l'autorité unitaire et le contrôle direct : principes déclarés du gouvernement de Mayenne en 1591. Guerre donc aux démembrés, aux indisciplinés, aux constructeurs de clientèle... Beaux principes et raisons de roi. Mais il y avait aussi les réalités d'un pouvoir prolongé sans droit solide, d'une dictature détournée, et pourtant précaire. Mayenne ne s'en fiait qu'à soi et espérait gouverner par ses serviteurs : il glissa facilement à l'achat des hommes. Les biens confisqués sur les protestants, disaient les élus du Mâconnais, « avoient esté cy-devant destinez pour estre employez en la cause de la Sainte Union », mais, en fait, ils « ont depuis esté baillez... à plusieurs seigneurs et gentilshommes du pays²... ». Le chef en revenait en Bourgogne, — ou mieux, il en restait, — aux pratiques qu'il condamnait chez les autres. Dans ce pays où il n'était pas que chef de l'État, mais « demi-roy à part » comme les autres princes, il employa, lui aussi, et en grand, les petits moyens. Il voulut capter à son propre profit l'instinct de profit qu'il vitupérait en paroles.

Il continua à se dresser contre les publiques et collectives poussées des groupes sociaux, — montée des bourgeois seconds ou revanches des petits gentilshommes ; — mais il pratiqua, en usant des moyens de munificence qu'il tenait encore, le système des services personnels soldés. En 1589 et 1590, il avait réprouvé l'exploitation que les Bourguignons faisaient de la Ligue, et, en cela, déçu ses clientèles :

1. Mayenne lui-même rappelle à Tavanès ces instructions qu'il lui a données « de bouche » (Mayenne à J. de Tavanès, Rouen, 20 mai 1592, CHALON, BB 10, f. 109 v^o, *cop.*, et MACON, AA 7, n^o 41, *cop. coll.*).

2. S.-ET-L., C 470. On trouvera au registre d'insinuations B 1336 certains dons ordonnés par Mayenne.

c'était le temps de la lieutenance légitime, celui des libres espérances de puissance auxquelles la royauté de Charles X promettait un délai. A partir de 1591, sous les apparences autoritaires, c'est le temps de l'inquiétude et la lutte pénible d'une ambition : alors l'exploitation devint officieuse sous les auspices du maître. Mayenne, avec circonspection d'ailleurs, reprenait figure de patron pour garder une clientèle. Il faut donc reprendre à cette étape nouvelle l'histoire du profit bourguignon et dans les sacs aux requêtes, qui, chaque mois, fournirent au lieutenant-général occasions de bienfaits, ou dans ses lettres ¹, puiser au moins un choix d'exemples.

Au premier rang des dévouements soldés figuraient, certes, ceux des serviteurs importants : Tavanès lui-même, avec les gouvernements des places de Talant et Montsaugéon, avec les 1.000 écus mensuels que le duc lui fit assurer par le pays, plus l'entretien de 50 cuirasses pour sa garde à 20 livres chacune par mois, plus une série d'avantages supplémentaires ². Franchesse recevait chaque mois, solde et pension, une somme que Breunot évaluera, en 1595, à 1.500 écus ³. Les autres recevaient moins, sans doute, mais les profits annexes ne leur manquaient pas : produits, — tacitement octroyés, — des tournées de pillage, prélèvements sur les rançons ⁴, sans compter les cadeaux petits ou grands et plus ou moins colorés parfois du nom de remboursement : 1.500 écus au s^r de Loches en février 1591, 120 à Montmoyen en février 1593 ⁵, sans compter non plus les libéralités aux parents et protégés de ces hommes utiles : un commandement, on l'a vu, à un neveu de Franchesse, et, à son autre neveu, une abbaye, Flavigny ⁶.

Aux agents confidentiels, bonne mesure. De beaux cadeaux, par exemple à Prudent Michaut : en 1591, 1.000 écus, pour arrondir

1. V. le relevé des enregistrements de la Chambre des Comptes, B. DIJON, Baudot 66, f. 209 et s. ; C.-D'OR, B 28, 29, 30 (et la « Table des Edits..., lettres d'offices enregistrés », B. DIJON, Anc. fonds 456), DIJON B 9 ter (requêtes, etc.) ; B.N., fr. 15643 (req. publ. par DROUOT et GROS, *Rech.*, I. *Req.*) ; — les registres des chambres de villes, les chroniques. Etc.

2. Breunot, II, 290 ; C.-D'OR, C 3071.

3. Breunot, II, 514. Franchesse consolidait ses acquêts : ce Bourbonnais achetait des terres en Bourgogne (C.-D'OR, B 10685 : reprise de fief de la terre de Neuilly sur le président Jaquot).

4. *Ib.*, II, 353.

5. DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Req.*, n° 58. C.-D'OR, B 29, f. 69.

6. *Req.*, n° 98.

le bénéfice qu'il tirait des services rendus par lui aux quémandeurs ¹ ; Desmarquets recevait, en avril 1592, logement à Paris dans l'hôtel saisi sur le navarriste Cypierre, et, en octobre 1592, les gages des officiers n'étant plus payés, se payait, lui, sur le grenier d'Auxerre ². Quant au remuant Buatier, déjà pourvu en 1589 d'un office aux Comptes, il obtint de cumuler cette charge avec celle d'audiercier à la grande chancellerie de Bourgogne et, de plus, des lettres du 12 octobre 1592 le nommèrent encore général des monnaies ³. Desportes-Baudouin aussi passait pour avoir, à l'occasion, ses profits en Bourgogne ⁴.

Les lieurs des cours souveraines de Dijon, attentifs aux occasions fructueuses eurent leur bonne part ; — ceux du Conseil d'abord : Berbisey, Desbarres, Legouz, qui recevaient pension ⁵ ; Legouz encore qui, en janvier 1594, voyait ses gages monter de 266 écus à 400 et qui obtenait, peu de temps avant, lettres de provision d'office pour son frère Claude, chanoine de la Sainte-Chapelle ⁶. Et ceux des Comptes : le premier président Jaquot, par exemple, qui, en octobre 1593, ajoutait à 1.300 écus de gages, 700 écus de pension, et, un peu plus tard, reçut en don 2.000 livres ; ou le président de Latrecey, qui obtenait, en mai 1594, pension de 100 écus ⁷.

Pensions : celles que touchaient là ces officiers étaient avouées, et régulières quant aux usages, quel que fût, en l'espèce, leur montant. Mais il y avait aussi pour les confidents ou les habiles, parmi tous ces gouverneurs, agents ou officiers, des pensions se-

1. *Req.*, n° 56-57 ; AUBE, G 1888, f. 414 (don de 9 livres « pour plusieurs exemptions »). Après la Ligue, avant même de faire ses gros héritages du côté des Rémond, Michaut figure au 11^e rang sur une liste des 297 plus riches bourgeois de Châtillon (CHATILLON, carton Ligue, « Estat de ceux qui ont faict des thoises au detrapement du betung du chastel »).

2. BONNARDOT, *Délib. du Bureau de la ville de Paris*, X, 247 ; — *Req.*, n° 99.

3. C.-D'OR, B 29, f. 100 v° ; B 28, f. 95 v° ; — A.N., Z 1/B 386.

4. Et l'exemple que fournit Breunot (II, 407) viserait un véritable pot de vin de 3.000 écus (1594).

5. C.-D'OR, C 2087, f. 150 v° et *pass.* : paiements divers en 1593 de termes échus. Cf. B. DIJON, Baudot 66, f. 209 : 400 écus à Berbisey. Breunot (II, 407), parle d'un pot-de-vin de 200 écus touché par Berbisey. Ça et là, mentions de larges indemnités octroyées à ces fidèles pour pertes subies du fait de la guerre (200 écus à Desbarres p. ex., avant nov. 1593, Breunot, I, 404).

6. C.-D'OR, C 2087, f. 157 v°. Breunot, II, 24. Le fils d'Étienne Tabourot, le défunt « promoteur » de l'Union, le jeune Guillaume Tabourot, est pourvu (lettres de Soissons, 25 fév. 1591) de l'office de procureur au bailliage de Dijon, avec dispense d'âge : il n'a pas les 25 ans requis et étudie encore à Toulouse (B 29, f. 29 v°).

7. B. DIJON, Baudot 66, f. 209 ; C.-D'OR, B 29, f. 132 v°. La pension de 200 écus touchée par Jaquot jusqu'à 1591 avait été élevée à 700 (*Req.*, n° 61).

crêtes, dont les registres des Comptes ne font pas mention. Quels étaient-ils ces « sept ou huit » Bourguignons qui « mettoient dans leurs bourses », — comme disait la présidente Brulart, aigrement du reste, parce que son hésitant mari ne recevait rien sur ce fonds-là, — des sommes de provenance mystérieuse, et dont les noms auraient figuré, en mars 1594, dans un état signé Prudent, saisi chez un banquier de Lyon ¹ ? Trente mille écus, disait-on : la somme eût valu considération, même partagée entre ceux qu'on devine : Franchesse encore qui, s'il faut interpréter l'une de ses paroles ², était à Dijon le payeur de ces écus-là, puis Fyot, Legouz, Berbissey...

Un peu plus bas, les sous-ordres, lieutenants des garnisons, des citadelles, secrétaires — c'est-à-dire gardiens des secrets, — n'étaient nullement négligés. Pensions, par exemple, aux deux lieutenants de Sennecey à Auxonne ³. Confirmation, en 1592, du titre de bailli de Bourbon-Lancy à Léonard de Marcilly, lieutenant de Franchesse ⁴. Février 1592 : confirmation au s^r de Marbé, capitaine de Mâcon sous Varennes-Nagu, de préférence à tout autre, d'un don de meubles et de revenus ⁵. Octobre 1592 : dons d'écus à Ph. Vincent, s^r de Tresfontaines, capitaine de la garnison d'Auxerre, à son cornette et à un autre de ses sous-ordres ⁶. Janvier 1593 : don, — par Tavanès — mais « soubz le bon voulloir et plaisir de Monseigneur », à Marcilly encore, des meubles et revenus de Gobin de Recologne, émigré ⁷. Avril 1593 : lettres patentes attribuant pension annuelle de 200 écus au s^r de Montjalin, lieutenant de Montmoyen au château de Beaune ⁸. Mai 1592 (et 1594) : lettres patentes et jussions attribuant à M^e François Montenet, secrétaire de Lartusie, un don de 500 écus ⁹. Février 1593 : don de 600 écus

1. Breunot, II, 85, 46 (s'agissait-il de pensions d'Espagne ? V. à ce sujet, ci-ap., ch. XIII, § vi).

2. *Ib.*, II, 164. Franchesse dit, le 22 juin 1594, avoir « baillé » à La Verne « sept mil livres puis trois ans », et le contexte dénonce des dons octroyés pour des fins politiques. « Puis trois ans » : s'il s'agit bien des pensions secrètes, elles sembleraient donc dater de 1591, et le fait serait à ajouter à ceux qui permettent de dater le début des nouvelles pratiques de Mayenne.

3. Les s^{rs} de Conclaye et de Vonges (C.-D'OR, C 3071, f. 214).

4. B. DIJON, Baudot 66, f. 209.

5. *Req.*, n^o 87.

6. *Ib.*, n^{os} 101, 102, 103.

7. DIJON, B 9 ter.

8. C.-D'OR, B 29, f. 44.

9. C.-D'OR, B 29, f. 147 et B 339 (liasse).

à Bertrand, secrétaire du vicomte de Tavanès¹. On multiplierait ici, aisément, les exemples.

Les officiers des petites villes, des bailliages, des élections, des greniers à sel, les contrôleurs des guerres figurent aussi en bon nombre parmi les nantis : Jean Le Martin, de Bar-sur-Seine ; Abel Guérin, de Mâcon ; Antoine Legrand, contrôleur de l'artillerie à Dijon²...

Une plus grande retenue s'observe lorsqu'il s'agit de menues gens d'influence limitée. Petits huissiers, sergents royaux, marchands sollicitaient et recevaient peu³, moins en tout cas que les « soldats », dont les bénéfices étaient chaque fois limités, mais dont les fréquentes requêtes étaient, semble-t-il, toujours « accordées » ; tels Elie Barthélemy, de la garnison de Saulx-le-Duc, qui obtenait, en février 1592, un office de « sergent-général » ; Nicolas Le Martin, prisonnier à Bar, qui, à la même date, obtenait paiement de sa rançon et état de receveur particulier du domaine ; Pierre Gallois, « soldat volontaire » de Dijon, qui, ayant servi en 1590 à l'armée de Mayenne, se voyait accorder, en avril 1592, jouissance de l'hôtellerie de la *Levrette*, appartenant au président de Crespy ; Jean La Goutte, garde du duc, qui obtenait, en octobre 1592, pour sa femme, logement gratuit à Dijon ; — ou les auxiliaires divers de garnisons et des troupes, comme Claude Pareault, garde des munitions de la citadelle de Chalon, qui, en février 1592, touchait un don de 150 écus ; le sr Dargenton, chef de la conduite de l'artillerie, à qui la maison du conseiller Valon, émigré, était, en janvier 1593, affectée sans loyer, ou son aide, le voiturier Jean Bornier, qui, à la même date, recevait aussi un logis gratuit⁴ ; et beaucoup d'autres⁵. Les capitaines de confiance munissaient aisément leurs ouailles.

1. *Ib.*, f. 44 v^o.

2. Dans l'ordre : *Req.*, n^o 83 ; — *ib.*, n^o 86 ; — DIJON, B 9 ter (janv. 1593).

3. On trouvera cependant cette catégorie représentée dans la liasse B 9 ter de Dijon, où figurent des dons de logements gratuits et quelques exemptions diverses ; dans C.-D'OR, B 29, et dans B. DIJON, Baudot 66 (enreg. des Comptes).

4. Dans l'ordre : *Req.*, n^o 82 ; — *ib.*, n^o 78 ; — *ib.*, n^o 84 ; — DIJON, B 9 ter, cf. *Req.*, n^{os} 43, 50 (Gallois devient effectivement hôte de la *Levrette* : v. CLÉMENT-JANIN, *Hôtelleries*, 85) ; — DIJON, B 9 ter ; — *ib.*, autre don à Dargenton en nov. 1593 ; — *ib.*

5. DIJON, B 9 ter ; *Req.*, etc.

Et les gens des « villes » ? Gens à gagner un à un, autant qu'à neutraliser en corps. Blâmes collectifs, mais séductions individuelles. On a vu que les communes s'entendaient à faire monnayer la reconnaissance que Mayenne exprimait « de bouche » pour les services rendus à « la cause ». Mais, du même coup, beaucoup d'avocats étaient pourvus : le vieux Guillaume Royhier, en juin 1591, d'un office de conseiller ; l'avocat Guillaume Millière, autre zélé, en septembre 1591, de même ; Jacques Venot, en avril 1592, d'une charge de maître aux Comptes, complétée, un an après, *singulari jure*, du droit de cumuler avec son état nouveau les fonctions qu'il occupait auparavant auprès des juridictions inférieures ; J.-B. Dubuisson, en mars 1592, de l'office d'avocat du roi ¹ et d'autres, y compris, on le verra, J. La Verne lui-même, et même, dit-on, Bernard, qui n'aurait pas toujours répugné à accueillir des bonnes fortunes un peu suspectes ².

Quant à l'âpre chasse que les oligarques faisaient aux petites occasions, Mayenne volontiers lui offrait de son mieux, et souvent, ses appeaux personnels : 400 écus bienveillants au procureur Jean Baudouin en novembre 1591 ; logement gratuit en 1592 au héros de l'affaire de la Chambre des Pauvres, l'avocat Jean Prévost ; « dédommagements » généreux, la même année, aux Chalonnais Pierre Bourret et Claude Roillet ³... : ce serait encore une liste à ouvrir et une longue liste, pour ces puissances établies à la maison de ville et, par surcroît, aux États.

C'était donc grand soudoiment de gentilshommes et de bourgeois, grands et petits. Des familles entières en tiraient fortune, comme les Legouz, de Dijon, ou les Venot, d'Autun ⁴.

1. Royhier : *Reg. Parl.*, III, 447 ; Breunot, I, 360, 363, etc. ; cf. ci-ap., ch. XVIII, § II ; — Millière (office rétabli pour lui) ; C.-d'Or, B 30, f. 34 ; *Reg. Parl.*, III, 388. Cf. *ib.* ; — Venot : C.-d'Or, B 29, f. 121 ; B. DIJON, Baudot 66, f. 209. Cf. *ib.* ; — Dubuisson : C.-d'Or, B 29, f. 149 (cette nomination fait crier).

2. On l'accuse, en nov. 1594, d'avoir accepté un pot-de-vin de 200 écus (Breunot, II, 407). — Sur ses provisions au Parlement et celles de La Verne : ci-ap., ch. XVIII, § II.

3. DIJON, B 9 ter ; — E. PICARD, *La maison natale de sainte Jeanne de Chantal* (*Mém. Comm. des Antiq. de la C.-d'Or*, XVII, 1913-1921, p. CLXVI) ; *Req.*, nos 79, 80.

4. Breunot, Table, V^e Legouz. Sur les Venot, quatre jeunes fils d'un vieux militant catholique du temps des premières guerres : Philibert, député à Blois, maire d'Autun de 1591 à 1595 ; Hugues, qui est à la suite de Mayenne ; André,

♦ C'EST ainsi que, les petits moyens doublant les déclarations ouvertes, Mayenne, en 1592, élargissait bien au delà des limites d'une simple clientèle l'aire de ses séductions. Il s'efforçait de faire sentir à un grand nombre d'individus les bienfaits d'un gouverneur de Bourgogne muni du sceau royal, le bienfait d'un dualisme, unique en France, qui faisait peut-être l'infortune collective de leur province, mais sûrement la chance particulière des habiles.

Un essai de gouvernement : un lieutenant surveillé veillant lui-même « aux armes » : une police bien soldée : un effort de contrôle de l'autorité centrale : — mais, surtout, cette ondée de bienveillance : voilà en quoi consistait, à quoi se réduisait, considérée dans les actes, l'autorité bourguignonne de Mayenne au lendemain des épreuves parisiennes, des premières inquiétudes espagnoles, — et des *Articles de Reims*.

lieutenant au bailliage d'Autun : Jacques, le député aux États de 1593, objet de faveurs spéciales, v. ABORD, II, 15, 279, 337 ; III, 125 ; BOURÉE, *Chancellerie*, v^o Venot ; D'ARBAUMONT, *Armorial*, 188.

CHAPITRE XI

LES GRIEFS COMMUNS. PEUPLE ET BOURGEOISIES

- I. *Les charges financières de la province.*
- II. *Les charges financières des villes. Les charges des « aisés ».*
- III. *La cherté.*
- IV. *Le désordre des monnaies.*
- V. *Le peuple urbain : épreuves et sentiments.*
- VI. *Les paysans.*
- VII. *La Bourgogne abandonnée et exploitée par un chef impuissant.*

Les bienfaits pouvaient soutenir l'autorité auprès d'un certain nombre de Bourguignons. Auprès de la masse, il fallait s'en remettre à l'idée de la cause catholique. Mais cette idée déclinait avec la vigueur même du « party » de la Sainte-Union, dont le gouvernement de Mayenne tendait précisément à répudier l'organisation, tout en conservant certains de ses moyens d'action. L'idéal ligueur couvrait de moins en moins les exigences du pouvoir central, qu'on comparait de plus en plus à celles du dernier roi valois. Le « souverain chef », cette fois, n'était qu'un faux monarque. Mais pour qui le voyait prolonger, par ambition et par impuissance à la fois, le fléau d'une guerre vaine ¹, les griefs contre lui n'en étaient que plus âpres et plus nombreux.

1. Ne s'agissant ici que des principaux griefs exprimés avant les États généraux de 1593 et considérés dans leurs aspects les plus importants, nous ne ferons que de brèves allusions à ceux des clercs et des gentilshommes, que nous retrouverons en 1594, c'est-à-dire à la date où ils prirent à leur tour une portée déterminante (v. ci-ap, ch. XVII).

I. — LES CHARGES FINANCIÈRES DE LA PROVINCE.

Le plus écrit de ces griefs était le grief d'argent. A ce que coûtait le gouvernement de 1591, les observateurs informés comparaient ce qu'ils payaient, non sans gémir pourtant, au feu roi. Il y avait alors, dit un mémoire, « l'octroy, qui ne montoit que cinquante mil livres pour trois années, le taillon à vingt et quatre mil escus par an, et, quelquefois, mais bien rarement, des subventions extraordinaires ¹... ». « Bien rarement », formule tendancieuse sans nul doute. Mais ce mémoire exprime du moins la déception de ces ligueurs qui avaient cru que la Sainte-Union, en prenant le pouvoir, allait réduire les tailles suivant les vœux tant de fois répétés ², et qui voyaient, au contraire, les charges fiscales s'alourdir sans cesse.

Le montant de l'« octroy et don gratuit » ordinaire, qui était pour la triennalité 1584-1586 de 50.000 livres, restait bien à ce chiffre pour celle de 1590-1592, et le taillon lui-même, après être passé peu à peu des 12.000 écus payés « d'ancienneté » à 23.849 écus 8 sols 9 deniers par an dès 1584, demeurerait immuablement à cette somme, « laquelle somme est la cote ordinaire accoustumée estre supportée par led. pays chascun an » ³. Mais la comparaison des recettes totales n'en est que plus suggestive : — en 1584-1586, 313.306 écus (octroi et taillon : 88.214 écus $2/3$; — « subventions » extraordinaires : 225.491 écus $1/3$; — crues sur le sel : 85.233 écus, 46 sols, 6 deniers ; — emprunts : 29.466 écus $2/3$; — restes de l'exercice antérieur : 4.628 écus 52 sols 2 deniers) ; — et en 1590-1592 : 977.946 écus 49 sols 4 deniers ⁴. Les subventions, les crues

1. « Plaintes de la Bourgogne... » (B.N., fr. 4898, f. 29 v^o). Cf. les doléances produites aux États d'Auxonne en 1593 : la Bourgogne qui, naguère, payait 100.000 livres par an, « a payé 3.000.000 depuis les désordres » (C.-D'OR, C 7496, f. 122).

2. Les villes unies avaient reçu du Conseil général de la Sainte-Union une circulaire annonçant cette réduction au pied de l'année 1576 (Paris, 19 janv. 1589, *Délibérations du bureau de la ville de Paris*, IX, 257).

3. Soit, pour trois ans, 71.548 écus ou 214.000 livres ; donc, octroi et taillon réunis, 254.000 livres d'« ordinaire » par triennalité. Ces chiffres traditionnels se reproduisent depuis 1569, tout au long des recueils d'états des recettes et dépenses dressés par les élus pour chaque triennalité (reliés ensemble dans C.-D'OR, C 3368 et 3369 ; pour 1584-1586, v. C 3368, f. 272 v^o - 273 v^o, et, pour 1590-1592, C 3369, f. 2-4). — Pour le taillon : comptes du receveur B 1885-1886.

4. C 3368, f. 292 ; 3369, f. 37 v^o. — Il est vrai que l'État de 1590-1592 n'enregistre que 553.306 écus de dépenses, d'où un reste, en écriture, de 424.640 écus.

sur le sel, les nouveaux péages, les impositions particulières nouvelles, les emprunts contribuaient à cette augmentation considérable de recettes, où l'extraordinaire dépassait plus de dix fois l'ordinaire. Et la part des impositions diverses, dans ces sommes de recettes, de 173.450 écus environ en 1584-1586, devenait en 1590-1592 698.859 écus environ ¹.

Or, il faut bien remarquer que cette lourde somme était payée par une Bourgogne plus petite que celle de 1584, une Bourgogne diminuée de celles de ses châtelainies qui reconnaissaient le gouvernement de Tours ; il faut noter aussi que la Bourgogne navarriste avait, de son côté, aux États de Semur, en 1590, accordé « au roy » l'octroi accoutumé : 16.666 écus, et qu'elle avait à payer aussi, outre cela, toutes les charges ordinaires et extraordinaires d'une fiscalité complète ²... Sur la Bourgogne pesaient à la fois, les poids de deux gouvernements, outre celui de la guerre.

Le poids, du côté de la Ligue, s'aggravait tous les jours. Des soulagements administratifs accordés par Mayenne aux États se résolvait en surcharges fiscales : ainsi, par exemple, le rétablissement des bureaux de la traite foraine au profit du pays en 1590, qui procurait aux États de nouvelles ressources, mais ajoutait un poids nouveau aux charges des marchands ³. Cet alourdissement fiscal était imposé par l'accroissement des dépenses causé par la guerre et ses contre-coups divers. Si certains débours traditionnels comme les gages du personnel des États, ou les dons triennaux à Mayenne comme gouverneur (3.000 écus en 1590), au lieutenant général (1.000 écus à Sennecey), au premier président (166 écus), au secrétaire d'État correspondant (100 écus), au secrétaire du lieutenant (20 écus) ⁴, restaient aux chiffres accou-

Mais sur cette somme, il faudra compter des non-perçus et les dépenses particulières des comtés (C 3369, f. 296 v°). — Pour la comparaison : Recettes de 1569-1571 : 152.000 écus environ ; de 1575-1577 : 152.000 encore, environ (C 3368, f. 46-80, 81-131). On voit que l'augmentation est antérieure à 1584-1586, mais s'accuse surtout, ensuite, à l'époque de la grande Ligue.

1. Dont 193.977 écus pour « le roy » seulement (C 3369, f. 292) et encore une partie de cette somme était-elle employée au paiement des garnisons.

2. C 3070, f. 14 v° ; Drouot et Gros, *Rech.*, I. *Mat.*, n°s 45-61, 120, 130, etc.

3. Sur les suppressions et rétablissements antérieurs à 1590 et sur les lettres de 1590 : C.-D'OR, C 5348.

4. C 3071, f. 13 (session d'oct. 1590). Sur les doublements de péages : C 470, 5347.

tumés, — que de chapitres où ils s'enflaient de plus en plus, comme ceux des vacations extraordinaires des avocats ou procureurs du « pays », ou des « voyages en cour » par exemple ! Les fausses convocations d'États généraux non seulement leurraient les attentes, mais coûtaient cher à la province : en 1591, les frais des députés de Blois n'étaient pas tous payés encore, qu'il fallait faire face aux requêtes de ceux de Soissons, d'Orléans, de Reims, et par surcroît solder les frais d'escorte des députés aux États provinciaux et des élus eux-mêmes¹. Il fallait de plus secourir les communautés religieuses ruinées : jésuites de Dijon, cordeliers d'Auxonne, carmes, jacobins... Il fallait parer à des frais de levées doublés ou triplés par l'emploi nécessaire de troupes de protection².

Il fallait, surtout, entretenir un nombre exceptionnel de garnisons, et d'un effectif aussi exceptionnel. En 1591, l'« état général des garnisons » se montait à 86.169 écus 20 sols, en 1592 à 106.864 écus³ : sommes dont on ne pouvait demander qu'une partie aux « restes » provenant des impositions. Et, même complétée avec les ressources diverses qui avaient été, en 1589, mises à la disposition du Conseil de la Sainte-Union, par exemple par la caisse des biens d'ennemis, cette somme ne suffisait pas. Non seulement les fonds, à cause des « nécessités » diverses qui se pressaient devant le receveur acculé aux virements, étaient souvent indisponibles, et les réclamations des capitaines affluaient⁴, mais il fallait faire face aux créations de garnisons nouvelles, aux « crues » des anciennes⁵... D'où un « supplément des garni-

1. C 3069, f. 305 v^o, 306, 320 et s. ; 3071, f. 18, 31 (1.000 écus pour l'escorte des députés de la tenue d'oct. 1590), 38 (ex. de frais d'escorte d'un élu) ; etc. Il y avait, en outre, les frais d'une foule de missions nécessitées par la guerre (v. surtout C 3071), parfois les rançons des commissaires pris par l'ennemi (p. ex. celle de Petit-Ruffey, pris en Champagne en oct. 1590, f. 20 v^o, 31, 32 v^o). Cf. C 3369.

2. Sur ces divers chefs de dépenses, et beaucoup d'autres, v. de nombreuses mentions dans le reg. cité C 3369 qui donne l'état détaillé des paiements effectués par la caisse des États.

3. C 3071, f. 80 v^o ; C 3633. L'Auxerrois et le Mâconnais payaient une partie de leurs garnisons sur leurs propres ressources. — Liste des garnisons pour 1590 dans C 5432, f. 21 et s. — Commissions pour les soldes et entretien (de 1585 à 1595) dans C 5382.

4. Elles sont nombreuses à partir, surtout, de 1591 (C 3071, f. 39 v^o, 41, etc. ; 3072).

5. Celle d'Époisses, rétablie, coûte 721 écus par mois (C 3071, f. 80 v^o, mars 1591). Et, de plus, survenaient certaines commissions de Mayenne imposant

sons » : 30.000 écus prévus dès 1589, pour 1590, — et une série d'emprunts ¹...

Au « pays » aussi de lever un supplément pour l'« entretien des gens de guerre » destinés à faire campagne. En plus de 5.000 écus mis à la charge du clergé, c'est, pour la solde de deux mois seulement, 22.000 écus qu'il fallut compter pour les 400 cheval-légers et 800 arquebusiers à cheval ou à pied dont on décida la levée en août 1589 ; 33.889 écus pour trois mois des 1.200 hommes levés par les États d'octobre 1590 ; 10.000 écus pour un mois de solde du « gros » réuni par Sennecey en janvier 1591 ; 25.000 pour celui de Tavanès dans l'été de 1592 ²... Et pour la solde des renforts réunis en 1590 pour secourir Paris : emprunt de 2.030 écus ³...

Outre cela : les frais de campagne, armement, munitions, magasins de blé et de poudre, mise en état et transport de l'artillerie, en tout, de ce chef, 37.000 écus par exemple pour la mise en œuvre des 1.200 hommes levés à la fin de 1589. Après quoi, bien souvent, les crédits étaient débordés, surtout lorsqu'il fallait fournir écus pour la composition d'une place ou qu'un Sennecey, un Nemours entraînaient les troupes de Bourgogne en d'onéreuses interventions vers Lyon ⁴... Les élus, en ce cas, s'indignaient. Ils s'indignaient aussi lorsque les capitaines gouverneurs, sans vergogne, interceptaient au passage l'argent des impositions ou, comme Thenissey en Châtillonnais, tarissaient par des impôts de leur initiative les sources des contributions régulières ⁵...

le paiement de garnisons que les États, en principe, ne payaient pas, par ex. celui des Suisses de Dijon : 16.650 écus avec les arriérés (f. 64 v^o, 26 janv. 1591). Mais, en ce cas, les élus se débattaient. En l'espèce, à Dijon de payer.

1. C 2979, f. 217 (commission du 19 déc. 1589) ; C 3069, f. 321. Cf. pour 1591, C 2979, f. 219 v^o. Emprunt de 4.000 écus, en 1593, pour le paiement de la garnison de Chalon (C 5350).

2. C 3069, f. 4, 302-303 v^o ; C 3071, f. 4, 34, 57-60 ; C 2979, 219 v^o et s. — Cf. C 3369 (états de paiements).

3. C 5471, f. 1 et s. Dépenses pour les troupes de passage (1591) : C 3634.

4. Pour la composition du château de Gilly, en janv. 1591 : 500 écus. Pour le détail des dépenses de l'expédition de Sennecey en Mâconnais et Lyonnais en 1590 et pour les campagnes de 1591-1592, v. les états détaillés fournis par C 3654-3661. — Pour le détail des paiements de tous genres faits par la caisse des États, dont nous venons d'indiquer la diversité, v. les états triennaux (C 3368 et 3369) qui abondent en précisions numériques.

5. *Reg. Parl.*, III, 363 (arrêt du 9 fév. 1591) ; 391 (28 janv. 1592) ; 441 ; — C 3071, f. 153 et *pass.* (plaintes à Mayenne). Les états au vrai du receveur de la Montagne, de 1590 à 1593 (C.-D'OR, B 4150-4153) ne sont que mentions de prélèvements opérés par Thenissey. D'autres ex. seront indiqués plus loin. —

Le désordre général, en effet, augmentait encore les charges. On pouvait soupçonner le receveur Nicolas Desbarres d'avoir détourné 4.000 écus, et les élus, à l'occasion, jugeaient expédient d'écarter de leurs comptes les indiscretions du Bureau des Finances ¹. Il fallait compter avec les fuites d'argent. Il fallait compter aussi avec les exemptions et les refus, avec l'Auxois rebelle, les « comtés » indociles ². Il fallait se rappeler surtout les 23.000 écus pris à la caisse du pays par Mayenne partant pour Paris, les milliers d'autres que Nemours, en 1591, avait aussi emportés vers Paris, prévoir et redouter quelques autres de ces coups durs ³.

La solution, souvent, c'était l'emprunt. Lorsque l'imposition sur le pays surchargé n'était plus possible, et que les gouverneurs clamaient leurs créances, envoyaient état de leurs avances, les élus s'obligeaient pour quelques milliers d'écus. Une dette nouvelle s'ajoutait alors à beaucoup d'autres, à celle, par exemple, qui avait été contractée pour la réduction d'Auxonne et dont les arrérages couraient depuis 1586 ⁴.

II. — LES CHARGES FINANCIÈRES DES VILLES. LES CHARGES DES « AISÉS ».

La guerre, qui frappait pesamment aux caisses du « pays », accablait encore celles des « villes ». Les citoyens pâtissaient déjà du fait que, la levée des cotes au plat pays étant difficile, c'était sur eux que tombait surtout le faix du taillon et des levées de guerre ⁵. Ils pâtissaient aussi de toutes les charges particulières,

Sennecey paie lui-même sa garnison d'Auxonne avec 1.628 écus de la caisse de Mâcon (C 3069, f. 334). Il taxe sans droit, à Auxonne, le boisseau de blé duchois 2 sols, et le blé comtois 3 sols (Breunot, I, 284).

1. C 3069, f. 333 v^o (affaire Desbarres, juill. 1590 : on le saisit) ; — C 3071, f. 5 v^o. — Il était de petits concussionnaires. La Tournelle, en 1590-1591, juge des sergents royaux (BII 46 /2).

2. V. ci-ap., ch. XII, § 1 et III. Exempts de taille : Plombières, Bligny-sur-Ouche (C 3071, f. 20, 45, etc.).

3. C.-D'OR, C 3071, f. 29 v^o ; B 29, f. 18 (patentes, 24 nov. 1589, régularisant le prélèvement de 23.000 écus).

4. Les arrérages de l'emprunt d'Auxonne se montent encore à 1.666 écus en 1589 (C 3069, f. 304). — Emprunt d'oct. 1590 : 15.000 écus (C 3071, f. 16 v^o).

5. L'impôt de 37.000 écus portera pour deux tiers sur les villes, contrairement à l'usage précédemment admis (décision des élus, oct. 1589, C 3069, f. 304). Le nouveau principe est appliqué de suite.

— remboursables par les États, mais, en fait, non remboursées, — qu'imposaient à leurs corps de ville le service de Mayenne, et leur propre défense. Il y avait d'abord, doublement pénible, affaiblissement du pays et épreuve d'argent, l'« aide » directe à « Monseigneur », les troupes fournies ou prêtées à son armée, particulièrement dans les mauvaises passes ¹, et que, chaque fois, il fallait équiper et « munir ». Un seul exemple : celui du deuxième secours envoyé par la région dijonnaise pendant le siège de Paris. Honneur pour les Bourguignons en cette heure critique, disait Mayenne, qui « se refyoit en eulx... plus qu'à nulz autres ». Mais l'assemblée des capitaines du pays en cette occasion réclamait 5.000 écus et, pour cela, tous de « recourir à Dijon ». Les échevins s' alarmaient, prévoyant même un débours plus grand encore et « qui seroit impossible de toute impossibilité ». Cependant, le soir même, le Parlement aidant, il fallait se résigner à un emprunt : 3.500 écus. Après quoi, il y eut d'autres dépenses de recrutement et de mise en route ². Or, il y avait, de plus, le passage des compagnies rejoignant l'armée ; et le dénombrement serait interminable de ces troupes bigarrées, de toutes provinces, de toutes langues, qui, par les routes bourguignonnes, passent en pillant, sans rien faire le plus souvent pour les ligueurs du pays : Suisses à quatre ou cinq reprises ; en juin 1591, Lorrains de Bourlémont ; en août 1591, gens d'Italie que « nostre saint père le pape envoie à Monseigneur » ; une autre fois Provençaux, une autre « Albanois ³ »... Et il suffit de feuilleter les registres de Mâcon ou de Dijon pour savoir ce que représente une seule « étape » de « monition », de cadeaux obligés et de « voleries ⁴ »...

1. On a déjà signalé ces envois de compagnies.

2. DIJON, B 228, f. 59, 60 v^o - 61 ; 76 v^o. Cf. M 464, f. 208.

3. DIJON, B 229, f. 27 v^o, 61 v^o.

4. V. p. ex. MACON, BB 55, 56, 57 ; AVALLON, EE 58 ; CHALON, BB 10, f. 20 et v^o. Citons un exemple, de juillet-août 1589 il est vrai, mais on peut le considérer comme une bonne tête de série, d'une série qui s'étendrait sans peine sur toutes les années suivantes : — au début de juillet, arrivée sous Dijon de « Provanceaulx » qui rejoignent Mayenne. Fourniture : 400 pains. Saccage des moulins : les Suisses de la ville chargent. Mais le pillage recommence au faubourg Saint-Nicolas (B 227, f. 35 v^o). Le 8, pour l'étape de 10.000 Suisses : 30.000 pains, 12 queues de vin : vin « des plus petits », certes ; dépense lourde cependant (B 227, f. 41 v^o). Et vin en cimaise aux colonels, « soupé » aux officiers à la maison de ville (*ib.*, f. 48 v^o, 50 ; cf. Pépin, 51). Le 8 août, « monition » aux compagnies des s^{rs} de Saint-Vidal et de Conflans, fournitures de poudre (*ib.*, f. 71, 75). Etc.

Il y a ensuite, une fois fournies ces contributions au « gros » de Mayenne, la nécessité de se défendre soi-même, Mayenne faisant défaut. Les garnisons soldées par les États ne suffisent pas à garder les villes, et, d'ailleurs, nombre d'entre elles, exemptes de ces garnisons par privilège, doivent se pourvoir. Il faut, nous l'avons dit, louer des Suisses, former des compagnies citadines pour la police des banlieues et, tous les ans, lors de la « cueillette », louer encore des soldats logés au faubourg, et pour cela emprunter des sommes nouvelles¹. Vient ensuite le cortège des dépenses de fortification, constructions et « racoutremens » ; palissades, tours de guette ; puis des achats d'armes et des « fontes d'artillerie » : des milliers d'écus par petites sommes². Et, si, enfin, une ville veut se libérer d'un Saint-Jean-de-Losne ou d'un Verdun, c'est une contribution accablante : celle de Chalon pour le siège — vain — de Verdun en 1592, de Chalon qui pour se libérer de Montaigu avait fourni déjà, en 1591, 5.000 écus³.

Qu'on ajoute les dépenses sans cesse croissantes causées par l'afflux des retrayants irréguliers : secours, hospitalisation, police

1. Compagnies : — de Chalon (garnisons établies aux faubourgs, à Saint-Laurent, CHALON, BB 10, 10 v°, 14, 54 v°, etc. ; — d'Autun (AUTUN, Reg. délib., BB 5-6, août-sept. 1590, 1591) ; — d'Auxerre (compagnie de Ph. Vincent) ; etc. Aspect des choses : Saint-Jean-de-Losne menace les vignes de Dijon. 20 août 1591 : assemblée des députés des paroisses, des cours : louera-t-on une compagnie de gendarmes, laquelle, et où la loger ? (B 229, f. 63). 21 : on lèvera 100 hommes de cheval (f. 64). 22 : suivant l'avis du Parlement, on établira une taxe sur chaque émine de blé et chaque queue de vin et on empruntera d'office 1.000 écus sur les « aisés ». On se limitera à 60 hommes (f. 64 v°). 24 : solde de 2 mois : 1.500 écus. Les cours en fourniront 350, le clergé 250, la ville le reste (Brulart s'oblige pour 500 écus, f. 69 v°). Puis commence la série ordinaire des somimations aux parlementaires qui tardent à verser (f. 83 v°). — Procédures et difficultés analogues partout, à Mâcon p. ex. — Dijon avait aussi des Suisses et leur histoire est surtout celle de leur paiement, qui, sans cesse retardé, souleva leurs protestations et, pour la ville, de longues difficultés (DIJON, B 227, f. 311-314 v° ; B 229, f. 46, etc. ; *Corr.*, n° 508. — Frais de protection des vendanges dijonnaises en 1589 : 1.500 écus (B 227, f. 301). Cf., pour Beaune (oct. 1591), C.-D'OR, G 2509, f. 79 v° et s.

2. V. outre les reg. des villes (DIJON, B 228-231 ; CHALON, BB 9 et 10, *pass.* ; AUTUN, BB 5-6 ; MACON, BB 55-60, *pass.* ; etc.), les comptes détaillés : DIJON, M 464 (1587-1592, *cop.*), 465-466 (1587-1595) ; — L 452, 453, etc., 467 (1590-1591), pour l'emploi des deniers des impositions extraordinaires ; — MACON, CC 95-97 ; EE 53 (état, de 1595, des frais de la guerre) ; — AVALLON, CC 194-199 (1589-1593 : fortification, artillerie, etc., 800 écus en 1591, 700 en 1592, 600 en 1593), 200 (compte global pour les fortifications : 9.011 écus de 1590 au 9 fév. 1594, et il s'agit d'une toute petite place) ; — YONNE, G 1746 (participation du clergé aux impositions militaires d'Auxerre, 1593) ; etc.

3. CHALON, EE 1 ; BB 10 ; C.-D'OR, C 3657-3658 ; PERRY, 375.

et, suite inéluctable, « frais de peste ». Ni les revenus ordinaires des villes, ni les ressources extraordinaires, n'y pouvaient, à beaucoup près, suffire, si abondamment qu'on usât des amendes en certains lieux comme Dijon et Auxerre, si importants que fussent les prélèvements sur la caisse des saisies, si sévères que fussent les receveurs dans les taxations d'usage ¹... Il fallait charger les « habitants » de taxes spéciales de guerre ou de « fortification » ; il fallait emprunter.

Les impositions, nous l'avons dit, étaient constantes ² Des emprunts, aggravés de leurs arrérages, des emprunts contractés toujours à gros intérêt, l'endettement du temps de guerre, pour les « villes », aussi bien que pour les États, suffit à mesurer l'importance. A Autun, c'étaient 4.500 écus pour 1589, 7.548 pour 1590, 35.993 pour 1591, — l'année du siège. Chalon, chaque année, ajoute à l'amas déjà haut de ses obligations, une nouvelle surcharge de 1.000 ou 1.500 écus et, dans la soixantaine de ses constitutions de rentes, — peut-être 50.000 écus au total, — la moitié environ sont des années 1590-1593 et représentent des frais de guerre. Dijon avait à peu près 50.000 écus de dettes imputables aux conséquences diverses des troubles et sur les 30.000 écus auxquels étaient, en 1596, évaluées ses dépenses de « fortifications », rappelait qu'il en avait « payé la plupart à cours de rente » : ces emprunts dataient surtout de la période 1590-1593. Quant aux autres dépenses militaires de la ville, elles montaient déjà à la fin de cette période à « plus de douze ou quinze mil écus », sur lesquels plus de la moitié avaient été aussi couverts par des constitutions de rentes ³.

La « province » devait prendre à sa charge partie de ce fardeau ⁴.

1. Sur ces ressources diverses, c'est (outre les sentences de C.-D'OR, BII 360 /52 et /53 pour les amendes) tous les registres municipaux de 1590-1595 qu'il faudrait citer. — Sur les frais causés par les réfugiés, v. ci-ap.

2. Pour exemple particulier : MACON, CC 16-17 (rôles).

3. « Etat sommaire » présenté par Autun aux États (en 1595), dans ABORD, III, P. J. n° 90 (cf. n°s 91, 92) ; — CHALON, CC 171-172 (états détaillés). Cf. BB 10, f. 10, 14 v°, etc. ; EE 1 ; — Requête de Dijon aux États (C.-D'OR, C 2817 ; C 3072, f. 47) ; — DIJON, B 232, f. 138 (50.000 écus de dettes, sans compter les obligations « ordinaires et communes avec le pays » ; L 170 (état des dettes, 1599). On multiplierait aisément les exemples (V. p. ex. AVALLO, CC 204, f. 12, 13, etc.).

4. Les États, dès oct. 1593, décident que les villes seront remboursées par

Là, cependant, est l'origine principale de ces endettements ingué-rissables qui caractérisent la vie des villes bourguignonnes — et de beaucoup d'autres — au xvii^e siècle, l'une des faiblesses irrémédiables qui devaient les livrer à l'autorité des intendants. C'est en partie par la brèche faite par la guerre au temps du gouvernement de Mayenne, que pénétra, dans les villes bourguignonnes, la toute-puissance des successeurs d'Henri IV¹.

Et c'est en partie par la voie des griefs fiscaux qu'Henri IV lui-même allait introduire son autorité. Entre autres traits des réactions bourguignonnes au temps des efforts autoritaires de Mayenne, il en faut noter un d'importance : dès 1591, la masse des mécontents se trouvait encadrée d'une bourgeoisie et même d'un clergé, que les considérations religieuses et politiques ne mouvaient pas seules, que leurs intérêts, leur fortune lésés touchaient aussi. Aux atteintes du pillage, les taxes de guerre ajoutaient beaucoup plus qu'elles ne l'avaient fait encore depuis le début de l'ère des troubles en 1562. Le clergé, malgré ses cris, devait ajouter, à ses décimes payés à l'État, des contributions exceptionnelles destinées au pays, et s'il évitait, en général, la garde aux remparts, il n'échappait pas aux « quotes » municipales².

Mais la bourgeoisie riche, surtout, était visée et touchée. Taxer les « riches et bien aisés », c'est la doctrine de toute la Ligue vers 1591 et 1592, celle du gouvernement central, celle aussi des petits gouvernements urbains, celle que Mayenne suggérait aux élus, celle que Jean de Tavanès recommandait, et que les avocats oligarques s'empressaient d'approuver³. Pour les impositions provinciales extraordinaires, la répartition générale des élus, aggravée

des impositions faites sur leurs bailliages, avec garantie éventuelle d'un « département » sur « le général de la province » (C.-D'OR, C 3072, f. 47). C'est aux États qu'en 1595 les villes présentèrent leurs « mémoires ». A la paix, les villes espérèrent (en vain) se libérer au moyen de taxes sur la circulation des denrées (CHALON, CC 19 ; C.-D'OR, C 2817 ; Breunot, III, 73-74 ; etc.).

1. BERTUCAT, *Les Finances de Dijon*, ch. I, § 1. Cf. aussi, pour un ex. particulier, H. DARGENTOLLE, *Un chapitre de l'histoire de Montbard au xvii^e s.* (dans *Bull. Soc. arch. de Montbard*, mai 1934, 4 et s.).

2. V. surtout C.-D'OR, G 42. Cf. p. ex. DIJON, B 227, f. 313, et ci-ap. ch. XVII, § 1. Ex. : en oct. 1590 le clergé de Dijon assume une participation de 4.000 écus aux frais de guerre de Sennecey. Il emprunte (Pépin, 64).

3. Mayenne aux élus, 15 mai 1592, C.-D'OR, C 3351, n° 33. Pour Tavanès et les villes, v. ci-ap., ch. XII, § v.

par la sournoise répartition de détail opérée dans certains hôtels de ville, alourdisait de façon sensible la proportion de contribution demandée par le « pays » à leurs revenus réduits par la ruine de leurs terres, réduits bien souvent aussi, notons-le, par le transfert aux « garnisons » des fonds de la gabelle affectés aux gages des officiers. Plus de gages ¹. D'autre part, fait non négligeable, c'était bien souvent des « plus aisez » seulement que les villes tiraient leurs taxes particulières ². Le « peuple », ou trop pauvre, ou trop redouté pour les « esmotions » qu'excitait chez lui tout « gect » nouveau, payait en gardes, en travaux. L'argent, à Dijon, à Mâcon, à Chalon, à Autun, c'étaient les principaux propriétaires, y compris les exempts de taille, qui le fournissaient : leurs listes d'imposition, vers 1590-1593, sont ainsi des documents sur la répartition de la fortune privée ; et, du même coup, à Dijon du moins, sur les causes des conflits entre officiers et échevins. Mais ce sont, en outre, documents bien pourvus de sens s'il s'agit de saisir toutes les causes de l'hostilité grandissante d'une classe contre le régime ligueur et, en définitive, contre Mayenne. Des bourgeois d'office, un bon nombre, anoblis, échappaient du moins à la taille, et, au total, étaient moins chargés que de moins riches. Mais leur grief n'était pas moindre.

D'ailleurs, ces revenus affaiblis sur lesquels la guerre opérait ses lourds prélèvements, il était encore pour les amoindrir la crise économique et monétaire.

III. — LA CHERTÉ.

Que la grande crise économique mêlée à la crise politique française surtout depuis 1589 ait, en Bourgogne comme ailleurs, produit tous ses effets dès 1591-1592, le fait ne paraît pas douteux lorsqu'on parcourt les chroniques, les registres des villes et des élus. Ces documents conservent l'écho impressionnant des plaintes qui s'élevaient, dès lors, autour de toute autorité provinciale ou locale. Or, le souci politique y disparaissait presque entièrement devant l'expression du grief économique. Impossibilité de la culture,

1. C.-D'OR, C 3069, f. 299, 304 ; C 2979, f. 220 v°. Sur le non-paiement des officiers du bailliage de Dijon : B 4584 4586.

2. DIJON, L 22 (cf. B 226, f. 237) ; B 227, f. 68, 70 v°, 100, 306, 313 ; 228, f. 61 ; 230, f. 73 ; etc. ; — CHALON, BB 10, f. 145 v° et *pass.* ; — MACON, BB 55.

du commerce ; suspensions des paiements, des fermages ; ruines et pauvreté : voilà ce qui était clamé partout. Mais les villes, ces foyers de l'opinion, y ajoutaient ce sujet particulier d'alarme qui complétait les autres : la montée rapide, souvent brutale, des prix. De ce fléau général, la Bourgogne souffrait autant que toute autre province¹.

1. Une enquête spéciale sur les prix en Bourgogne pendant la Ligue serait labeur compliqué. Il y avait, pour une partie des denrées les prix réglementaires (fournis en général par les documents municipaux) et il y avait les prix effectifs (révélés par les comptes, les livres de raison et les chroniques), et l'écart de ces prix varie de façon déconcertante suivant les dates et les lieux. On risque, d'autre part, à tout moment, de confondre entre elles les qualités diverses d'une même marchandise (pour le blé : le « froment », le « beau blé », le « blé commun », le blé ancien, le blé nouveau, sans compter les mélanges : le méteil ou le blé conseau) dont les prix variaient aussi doublement : suivant la date et suivant le lieu, en dessinant des courbes parfois contraires en des villes même peu éloignées. Il faudrait enfin, en critique rigoureuse, tenir compte des facteurs accidentels de trouble qu'étaient, par exemple, ici le passage ou le séjour d'une « armée » qui déterminait une rafle au profit des magasins militaires, ou l'annonce d'un siège qui créait panique sur un marché, et là, — l'économie étant essentiellement locale, — une pénurie due à quelque épisode particulier de la guerre, suivie souvent d'un brusque afflux ; etc. Et les stocks anciens n'étaient pas équivalents partout, pas plus que les récoltes. Tout cela sans compter : 1° cette autre et grande cause de difficulté, qui broche sur l'ensemble : les variations de valeur des monnaies, très diverses, qui étaient employées dans les comptes d'une part et dans la pratique commerciale de l'autre ; 2° les différences entre les mesures locales. Établir des moyennes trop générales, des moyennes pour la province, p. ex., ou même pour une région plus limitée, serait donc travail long et dont nous avons l'impression, après examen, qu'il ne permettrait des conclusions relativement significatives que moyennant de minutieuses et longues considérations critiques. Ce travail, nous l'écartons ici, parce qu'il nous suffit de constater, à l'aide de moyennes locales approximatives concernant quelques marchandises, le fait de l'enchérissement général et rapide. — Parmi les sources, il faut noter les comptes des hôpitaux, p. ex. ceux de Mâcon (Mâcon, GG 193-206). C. Monget, en se basant sur les prix enregistrés dans les comptes de la chartreuse de Champmol, sous Dijon, a établi de consciencieux tableaux de moyennes par périodes pour une longue série de marchandises (il fournit aussi des moyennes de salaires) : v. sa *Chartreuse de Dijon*, III, P. J. n° 8. Utiles aussi : DIJON, B 225-231, AUTUN, BB 4 et 5 ; nous renvoyons à ces diverses sources une fois pour toutes. — Noter que les livres de raison et chroniques enregistrent volontiers des prix exceptionnels soit dans un sens soit dans l'autre.

Nous aurions voulu comparer les quelques prix bourguignons que nous relevons ici aux prix de régions immédiatement voisines. Non seulement cette comparaison eût été instructive par elle-même, mais il est probable qu'elle fut pour les contemporains un élément d'opinion non négligeable. Mais, à notre connaissance, nulle étude précise n'a encore été publiée sur les prix dans ces provinces voisines à la fin du xvi^e siècle. L'article de M. R. LATOUCHE sur *Le prix du blé à Grenoble du xv^e au xviii^e s.* (dans la *Rev. d'hist. écon. et soc.*, 1932, 337-351) fournit de précieuses indications sur le rythme général de l'évolution des prix, mais dans une région sans contact avec la Bourgogne. BREUGHOT DU LUT (*Prix du pain à Lyon au xvi^e s.*, dans *Mél. d'hist. de Lyon*, 1, 310) suggère surtout l'idée des conditions exceptionnelles du milieu économique lyonnais.

Le blé commun nouveau, qui coûtait bon an mal an, à Dijon, vers 1562-1570, c'est-à-dire avant que les troubles civils, et monétaires, n'eussent produit grand effet, un peu plus de 12 sols la quarteranche après récolte ¹, en 1589 dépassait 15 sols. En 1593, il était à 25 sols. Le même blé, à Maçon, suivait à peu près la même progression. A Autun, le froment, de 1590 à 1593, passait de 45 sols environ à 50. Pépin, qui note volontiers, à Dijon, les prix exceptionnels, inscrit pour le « beau bled » les chiffres suivants qui semblent des maxima pour chaque année : en janvier 1571, 26 sols 1/2 environ (il dit 16 ou 17 gros), en juin 1593, 4 livres 1/2 (90 sols) ². Ces prix exceptionnels étant écartés, il semble que la Bourgogne suive à peu près la progression des prix moyens du Poitou, pays de cherté ³.

Le pain blanc, qui était généralement taxé par les mairies vers 1585 à 7 ou 8 deniers la livre l'était à 9 et 10 à Dijon en 1589, à 13 en août 1593 ; — à 13 à Montbard (pays du blé cependant) en septembre 1592, à 18 en janvier 1593, à 12 en août, après récolte ; — à 15 et 16 deniers à Autun en juillet 1593 ; — à 16 aussi à Chalon à la même date ⁴. Le pain bis, plus grossier, devait se vendre 4 deniers à Dijon en 1582 ; 8 à Chalon en 1588, 12 deniers (1 sol) au même lieu en juillet 1593 ⁵... Encore ces prix réglementaires étaient-ils éludés, en fait, par les boulangers qui vendaient des pains non taxés, des pains longs dits « pains de bouche » ou « mollets » ; — ou bien, délibérément, ils étaient violés : le pain est taxé, en 1593, à 18 deniers par arrêt du Parlement, mais « toutes-fois, note Breunot, il est à 2 sols six deniers » (30 deniers) ⁶ !

1. La quarteranche de Dijon (petite quarteranche) équivalait à 26 litres 716. Nous ramenons à cette mesure les prix qu'on trouvera ci-après, qu'il s'agisse du setier d'Autun (environ 8/13 de la quarteranche de Dijon) ou de toute autre mesure locale.

2. Pépin, 2, 103. Indications analogues dans le *Livre* du vigneron Robert, de Couchey, près de Dijon, qui fera monter le froment à 5 livres en 1596 et note 40 sols en 1566, 3 livres 10 sols en 1573 (107-108).

3. Où sévit l'afflux des monnaies d'Espagne. La quarteranche dijonnaise, aux prix indiqués par P. RAVEAU (*La crise des prix au xvi^e s. en Poitou*, dans *Rev. hist.*, 1929, sept.-oct. et nov.-déc.) (sans doute pour le blé commun) eût coûté en Poitou 16 sols et quelques deniers en moyenne à l'époque de Charles IX, et une trentaine de sols vers 1600.

4. DIJON, G 298 ; B 227, f. 90 v^o ; 231, f. 79 ; — MONTBARD, Reg. délib., f. 200 v^o, 202 v^o, 211 ; — AUTUN, BB 5-6 ; — CHALON, FF 1.

5. DIJON, G 298 ; CHALON, HH 1, 13, et FF 1.

6. Interventions (vaines) de la mairie de Dijon (v. p. ex., B 231, f. 141, 4 mars 1594) ; — Breunot, I, 379.

De 1580 à 1593, les prix de presque tous les autres vivres avaient subi la même progression : celui du cent d'œufs était passé de 8 sols à 20 sols ; ceux du lait, du beurre, des épices avaient doublé (et, par comparaison avec 1560, triplé) ; celui du bétail sur pied avait au moins doublé ; celui des poulets — ces victimes spéciales des « pileries » — avait quadruplé. Et, dans la plupart des cas, 1589, puis 1593, marquaient les étapes principales de cette progression ¹. Enfin, le coût des étoffes, des cuirs, du bois de chauffage, avait aussi suivi à peu près le même mouvement ². L'accélération de la hausse trahissait non seulement la suite, au temps du gouvernement de Mayenne, d'un mouvement régulièrement progressif datant du règne de François I^{er} ³, mais, à n'en pas douter, l'influence d'une crise exceptionnelle.

Les innombrables mesures prises par les pouvoirs locaux montrent, en même temps que l'existence même de cette crise, les causes qu'ils lui attribuaient. Constatant la pénurie des subsistances, ils l'imputaient non seulement à la diminution de la production, mais surtout aux accaparements opérés par les spéculateurs. Vues très incomplètes, nous l'avons indiqué déjà ⁴, mais non pas fausses pour le temps ligueur. Les forces de production, dans la Bourgogne de 1587 à 1593, avaient beaucoup diminué. La guerre avait arrêté d'abord les entreprises ou travaux neufs, le développement routier, commercial ou industriel qui s'annonçait vers 1580-1586 ⁵ ;

1. V. not. les tableaux de Monget (et sa source : C.-d'OR, H 46) où figurent beaucoup d'autres indications. Cf. C.-d'OR, B 3303. — Nous hésitons, malgré l'importance de cette boisson normale des Bourguignons à relever les prix du vin, la variété des qualités risquant trop, ici, de troubler les comparaisons. Mais le fait de l'enchérissement est noté par les contemporains. D'après Monget, la queue (environ 465 litres), qui avait été vendue environ 13 livres entre 1500 et 1560, atteignait 54 livres 1/2 entre 1574 et 1589, pour s'élever ensuite à 67 livres entre 1589 et 1610. En 1593, un muid (une demi-queue), de vin ordinaire, semble-t-il, « revient », à l'avocat Cuny de Dijon, propriétaire récoltant, à 12 écus (36 livres), un autre à 14 écus (Cuny, 43-44). Pour 14 écus (42 livres), on pourrait avoir à Autun, encore en 1590, une queue d'Autun, d'un vin, il est vrai, assez grossier (d'ap. un document cité par ABORD, II, 107, n. 1).

2. V. MONGET, confirmé par CHALON, FF 102 ; C.-d'OR, BII 360/53, avril 1593 (procédure Le Sec). Un moule de bois (1 stère 480) était à 2 livres vers 1589, à 8, 9 et « jusques à douze livres » à la fin de 1594, durant un hiver, il est vrai, particulièrement rigoureux (Breunot, II, 409).

3. Sur ce phénomène assez connu, v. p. ex. le clair exposé d'HAUSER, *La responce de Jean Bodin à M. de Malestroit* (1568), Paris, A. Colin, 1932, petit in-8°, Introduction, p. xvii et s.

4. V. ci-dessus, Introduction, p. 27-29.

5. Par ex. : le projet de canalisation de l'Ouche préparé en 1581 (DIJON, B117, f. 90 et 219 ; J 158 ; M 121) ; — la fondation des trois foires franches de Dijon

puis elle avait atteint l'économie locale en ses œuvres vives, réduit inégalement suivant les lieux, mais partout cependant, le travail de la terre et surtout son rendement : fait général et bien connu ¹. Autre fait commun : l'arrêt de la circulation, trop menacée par les bandes ². Et il est très vrai encore que la spéculation, malgré ces difficultés, sévissait. Les occasions étaient trop belles, pour certains, de risquer le hasard des chemins ou la rigueur des règlements ; trop forte la tentation, aux époques où, à Lyon, sur les marchés demi-vides, les prix s'élevaient fiévreusement, d'aventurer des charges de blé sur les plates de Saône et de débaucher les gardiens de chaînes ; trop évident le gain des cabaretiers de Dijon qui, accaparrant les pourceaux, les entassaient en quelque « sou » secrète pour les débiter fructueusement à la prochaine alarme alimentaire ³... L'accaparement, pratiqué en Bourgogne comme ailleurs ⁴, depuis le début des guerres civiles, — l'achat à bas prix au paysan traqué et endetté, et la vente à loisir, — l'« enharrement », ce fléau de l'économie provinciale durant des siècles, était, depuis 1589, et surtout vers 1592 et 1593, pratiqué par nombre de profiteurs. Et

accordées par Henri III en 1588 (DIJON, B 9 ; cf. GARNIER, *Chartes d'affranchissement*, I, 167) ; — des créations comme celle d'une fabrique de verre de Venise à Mâcon (v. L. LEX, *Projet d'établiss. d'une fabrique de verre de Venise à Mâcon* en 1583, dans *Ann. de l'Académie de Mâcon*, 1900, 250-254) ; — etc.

1. V. les travaux de Fagniez, de Raveau (Poitou), de Latouche (Quercy), etc. Les archives bourguignonnes regorgent de témoignages édifiants, et désolants.

2. Abondance encore de documents. Signalons parmi les plus suggestifs les papiers de justice de C.-D'OR, BII 360 (dépositions précises, circonstanciées, pleines de noms, et de détails vivants). Cf. aussi les registres des élus (C 3069-3072) et les demandes ou octrois de remises sur leurs fermages aux fermiers des aides de l'Auxerrois (C.-D'OR, B 29, f. 8 v^o, 113, 154, etc. Cf. QUANTIN, *Le comté d'Auxerre*, 274-275) et aux égandilleurs, mesureurs publics (DIJON, G 325) que lèse l'arrêt du trafic. — Sans doute, le double fait que, la guerre régnant, « personne ne se mectoît en chemin pour... charrier » le grain ou les autres vivres à de lointains marchés ou aux ports de traite et que, d'autre part, les risques de pillage déconseillaient de « faire greniers », avait entrete nu quelque temps une certaine abondance en quelques villes entourées de villages producteurs : il fallait que le paysan vendît, et au plus proche (et il semble que ce soit par exemple, d'après Carorguy, 75, encore en 1591, le cas de Bar-sur-Seine). Mais, le désordre des chemins redoublant, tout transport avait vite diminué, en même temps que la production même, atteinte par le dépeuplement.

3. Le commerce de Saône continuait, en effet, grâce aux connivences parmi lesquelles il faut, semble-t-il, compter celles des marchands d'Auxonne avec Sennecey, de ceux de Mirebeau avec le s^r de Brion (C.-D'OR, C 3071, f. 47 v^o ; DIJON, B 232, f. 249). — Sur les pratiques des cabaretiers, *ib.*, f. 163 (déc. 1594).

4. Comme en Comté (v. FEBVRE, *Philippe II et la Franche-Comté*, 240).

les petits n'étaient pas les moins redoutables, ces « revenderesses », par exemple, qui, sachant la terreur inspirée aux villageois par les sergents de Dijon prêts à les saisir pour non-paiement des « cotes », allaient à une demi-lieue hors des murs rafler leurs denrées à petit prix ¹.

Contre ces pratiques, les pouvoirs abondaient en menaces, en arrêts, en enquêtes. Mesures des États et des élus pour réfréner l'évasion des grains par la Saône, et la délivrance abusive des passeports par les gouverneurs ². Mesures du Parlement qui, prompt à joindre ses efforts à ceux des élus lorsqu'il s'agissait du ravitaillement local ³, renouvelait, à plusieurs reprises, ses vieux arrêts prohibant toute traite non contrôlée ⁴. Mesures des bailliages ⁵. Mesures, surtout, et de tous genres, des corps de ville : taxation des denrées, visites des boulangeries et des cabarets, protection des villageois apportant des vivres aux marchés, poursuites inlassables intentées aux enharceurs des diverses espèces, surveillance des sorties de denrées et contrôle sévère des passeports ⁶... Ces corps de ville opérant dans un champ réduit, au contact direct des besoins et des fraudes, étaient les organes les plus sensibles et les plus actifs de cette défense des ravitaillements ⁷.

Notons que ces divers pouvoirs, officiers du roi ou hommes des communes, s'accordaient à concevoir plus que jamais la Bourgogne

1. DIJON, B 227, f. 200 ; B 229, f. 37, 51 v^o, 109. — A Beaune, en déc. 1594, le maire ayant autorisé le paiement des cotes en marchandises, il y eut vite suffisance de toutes choses (Breunot, II, 418). Mais les bourgeois des chambres de villes, ces astucieux profiteurs, ne savaient-ils pas de leur côté, sous l'escorte des compagnies de défense, aller ramasser, d'autorité, de quoi remplir leur grenier pour un hiver (v. aussi le cas de M^{me} de Varanges à Auxonne, Breunot, II, 426) ?

2. C.-D'OR, C 3071, f. 47 v^o et *pass.* ; C 3072.

3. DIJON, B 117, f. 155 (arrêt du 26 mars 1593, taxant les prix des meuniers) ; — le Parlement de Dijon au Parlement de Dole, Dijon, 25 août 1590, B. BESANÇON, Granvelle 39, f. 101, *cop.* (demande d'autorisation de tirer du sel des sauneries comtoises).

4. *Reg. Parl.*, III, 412 (26 nov. 1592, renouvelé le 7 janv. 1593).

5. Taxes du pain et de la viande, procédures contre les accapareurs, etc. Pour Mâcon : S.-ET-L., B 907 (1591 et ann. suiv.).

6. Tous les registres des villes sont remplis par les mentions de ces mesures. Ceux de Dijon en sont, entre tous, extrêmement riches. Le vin même, cependant assez abondant, est l'objet de taxations et d'une surveillance sévère à partir de 1592 : v. DIJON, B 229,, f. 135 v^o, 144, 146 v^o, 150, 178, etc. Pour 1593-1594, il faudrait citer tous les feuillets. Cf. CHALON, EE 7, HH 13 (surveillance des grains) ; MONTBARD, Reg., f. 216, 14 juin 1594 ; 224, etc.

7. Fait général, sur lequel nous pouvons passer rapidement.

comme une unité économique fermée dont rien ne devait fuir. Quelques fissures laissaient pourtant s'écouler une partie de sa substance, particulièrement vers le sud-est, par la trouée de la Saône — et du pays neutre. Mais, en réalité, ni ces fuites, ni même le défaut de production et de circulation, ne suffisaient à expliquer la hausse brutale des prix. Contre cette hausse, les mesures prises par les pouvoirs n'étaient qu'offensive insuffisamment ajustée¹. Tout autant et peut-être plus encore que les abus certains dénoncés par elles, c'était le désordre des monnaies qu'il eût fallu réduire.

IV. — LE DÉSORDRE DES MONNAIES.

D'abord son voisinage de la Comté et de la Savoie continuait à faire de la Bourgogne un champ d'invasion du billon étranger. Fait ancien : dès 1573, cette invasion faisait « monter en ce duché les pièces d'or à plus haut prix qu'elles ne sont exposées en tous les endroits de ce royaume² », et, par conséquent, faisait enfler les prix. Mais, vingt ans après, en 1593, les collusions de la Ligue avec l'Espagne, les interventions des alliés de l'Union, les Savoyards surtout, les emprunts contractés à l'étranger par les deux partis français, et, sans doute, les incessants mouvements de troupes espagnoles qui remuaient la Comté à quelques lieues de la Saône et, peu ou prou, y répandaient les *vellons* et les *blancas* émis par Philippe II en quantités croissantes³, le commerce enfin, ralenti, mais non aboli, — tout cela favorisait l'intrusion de ces monnaies étrangères, espagnoles, savoyardes ou même suisses⁴, au point de

1. V. à ce sujet ci-dessus, Introduction, § 1, p. 26 et s. Ce qui aiderait à démontrer que les spéculations et le péril des chemins ne suffisent pas à expliquer la cherté, c'est que cette cherté était aussi marquée sur ce qui ne venait pas des « champs », ne circulait pas et ne pouvait être sujet à enchérissement, comme p. ex. les produits de l'industrie locale consommée sur place et n'empruntant par leur matière première à l'extérieur.

2. *Remonstrances faites au parlement de Dijon... par M. Thomas Turquam* (1573), citées par HAUSER, *La question des prix...*, 11.

3. Sur la dépréciation des monnaies espagnoles, v. HAMILTON, *Monetary inflation in Castile, 1598-1600*, dans *The Economic History*, janv. 1931, cité par HAUSER, 11, n. 2. L'étude de L. PLANTET et L. JEANNEZ, *Essai sur les monnaies du Comté de Bourgogne*, Lons-le-Saunier, 1855, in-4°, est insuffisante pour préciser le rôle joué par les monnaies battues dans le pays même.

4. Il ne faut pas oublier que les Suisses romands eux aussi voyaient leurs basses monnaies dépréciées (Ch. GILLIARD, *La dépréciation de la monnaie dans*

lui faire atteindre les proportions d'un fléau. En 1593, les méchantes piécettes savoyardes, dont la Comté est elle-même infestée ¹, sont en telle abondance à Mâcon qu'il faut accepter le paiement des tailles en cette « monnoye de Scavoie..., l'occasion estant qu'on ne manie aultre argent en ceste ville ». Or, le pont qui joint Bresse et Mâconnais ne répand pas cette monnaie qu'en la ville seule : le receveur Noblet affirme que les villages circonvoisins ne voient plus qu'elle ² ; et par cette porte mâconnaise, évidemment, le mal pénètre encore plus avant. L'édit de 1577 continuait à recevoir, dans la Bourgogne de 1589 ou de 1593, une rude atteinte.

A cette invasion du billon étranger s'ajoutait, fait complémentaire, la fuite des monnaies d'or et d'argent. La mauvaise monnaie chasse la bonne. Et non seulement des écus sols restaient en nombre à Dole, chez les marchands comtois qui se faisaient payer en bonnes espèces, mais les métaux précieux étaient achetés, en Bourgogne même, à de plus hauts prix que ceux de l'Édit, et l'on en fabriquait des pièces espagnoles ; ou bien, et de plus en plus, l'on transportait « hors du pays » l'or et l'argent « non monnoyés ³ ». — Qu'on ajoute l'introduction assez fréquente, par les ponts de Saône, de fausses monnaies fabriquées « par delà » ⁴ : il apparaît que la Comté, si

la Suisse occidentale au XVI^e s., dans *Ann. d'hist. éc. et soc.*, 1934, 85-88). Les relations marchandes avec les Cantons restaient actives. Les navarristes leur empruntaient (DROUOT et GROS, *Mat.*, n^{os} 62-70). Leurs soldats affluaient chaque année. — Genève même pouvait répandre son billon (cf. FEBVRE, 241 et n. 1). — Rappelons que la circulation des monnaies étrangères avait été, depuis la sécession bourguignonne de 1493, plus ou moins tolérée en Bourgogne. Des lettres d'Henri II de 1555 l'autorisaient (C.-D'OR, C 3342).

1. Fait déjà ancien (références dans FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté*, 241, n. 1).

2. Plaintes au gouverneur, MACON, BB 62, f. 31 v^o - 32.

3. LA PERRIÈRE, *N. du Hault*, 74 ; A. BLANCHET, *Fabrication de fausse monnaie d'Espagne par la Ligue en 1589* (dans la *Rev. numismatique*, 1906, p. 214 et s.) ; *Reg. Parl.*, III, 378 : défense de compter les pièces d'argent et d'or à un prix plus haut que celui fixé par l'édit de 1577 (août 1591) ; mêmes mesures prises en 1592 par les États navarristes de Semur (C.-D'OR, C 3070, f. 114, 124, 145 v^o, etc.). Cf. aussi DIJON, B 232, f. 82 v^o (9 août 1594 : commission d'enquête sur les exportations frauduleuses d'or et d'argent en lingots).

4. Exemples : C.-D'OR, BII 360/52 : condamnation par la mairie de Dijon d'Ét. Clément, de Salins, maître d'école à Chalon, et de sa femme, pour « exposition de faulse monoye », 17 déc. 1590, puis, après appel au Parlement, par la Tournelle le 31 janv. 1591 (BII 46/2) ; *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 157 (faux monnayages de 1592 et années suiv.). — Il faut, d'ailleurs, se demander si certains Bourguignons installés en Comté ne participaient pas à ce trafic coupable, et, par exemple, examiner à quel genre de spéculation se livrait cet Hugues Maire, qui, royaliste, émigré de Dijon où il avait partagé avec G. de Maillerois

jalouse de sa neutralité quant aux « armes », jouait assez délibérément, auprès du Duché, le rôle de facteur essentiel de trouble économique.

Or, les routes de la Bourgogne apportaient de l'intérieur même du royaume de quoi y augmenter encore la masse des monnaies dépréciées. Les mauvaises « pinatelles » ou pièces de six blancs, altérées de poids et de titre, des ateliers du Midi, — le monnayage du duc de Montmorency, aidé des frappes frauduleuses des Monnaies pontificales d'Avignon ou de Carpentras, — n'infestaient pas, depuis dix ans, la Provence ou le Languedoc seulement : elles remontaient la vallée du Rhône, pénétraient dans le sud de la Bourgogne¹, et menaçaient d'aller en plein Duché à la rencontre d'autres « six blancs » de mauvais aloi, ceux que fabriquait, dans le pays même, l'atelier navarriste de Saint-Jean-de-Losne².

De ce double afflux, les graves conséquences, en ce qui concernait les conditions du commerce, n'échappaient pas aux populations bourguignonnes. Un décri spontané de pièces de six blancs s'instituait, dès 1591, de Troyes à Bar-sur-Seine, de Dijon à Beaune, et ainsi de suite, arrêtant la circulation de cette monnaie et compromettant le petit commerce³. Aussi les chroniqueurs témoignent-ils

la maîtrise de la Monnaie, alla ensuite diriger la Monnaie de Dole où ses fontes lui attirèrent un conflit avec le général des monnaies du Comté (A.N., Z 1 B 384 ; B. BESANÇON, Chifflet 28, f. 228 : plainte de Maire au gouvernement de Bruxelles), — et qui devait, au début de 1591, repasser la Saône pour diriger l'atelier navarriste de Saint-Jean-de-Losne (DIJON, B 228, f. 181 v^o), puis, en 1593, celui de Semur (J. BAILHACHE, *Saint-Jean-de-Losne et Semur, ateliers royalistes*, 89, 93).

1. J. BAILHACHE, *Saint-Jean-de-Losne et Semur...*, 92. Sur les pinatelles du Midi, v. surtout, du même, *Le monnayage de Montmorency pendant la Ligue...*, 1585-1592, dans la *Rev. numismatique*, 1932, 32 et s. (ateliers de Montpellier, Beaucaire, Béziers) ; et H. CHABAUT, *Notes et documents sur la monnaie de Carpentras* (dans les *Mém. de l'Institut hist. de Provence*, I, 1926) et *Nouv. docum. sur la Monnaie de Carpentras* (dans les *Ann. d'Avignon et du Comtat Venaissin*, 1930). — Autres études utiles : de BAILHACHE sur les ateliers de Poitiers, Bourges, Châlons (*Rev. numism.*, 1931) et d'A. BLANCHET, *Les pinatelles* (*ib.*, 1931, 235).

2. Pépin, 100 ; J. BAILHACHE, *Saint-Jean-de-Losne...*, 89-90. Ces pinatelles de Guill. de Tavanon lui permettaient, au dire de Pierre Cancouhin, prévôt de la Monnaie de Dijon, qui les avait vérifiées, de « gagner 100 écus par jour » et de payer en partie ses campagnes.

3. Les documents abondent : v. pour Troyes et Bar : Carorguy, 123, et La PERRIÈRE, *N. du Hault*, 74 (1591) ; pour Chalon, 1592-1593 : CHALON, FF 13, *pass.* ; cf. AVALON, EE 62 (janv. 1593) ; DIJON, B 231, f. 98 v^o (les boulangers et bouchers refusent les pièces de 6 blancs, oct. 1593) ; MACON, BB 59, *pass.* 1592-1593 ; CHAUMONT, C IV, f. 320 (gêne causée par le décri illicite dans les

non seulement que le populaire attribuait aux pinatelles le « surhaussement » des monnaies d'or au-dessus du taux de 1577, mais, logiquement, la cherté. Lorsque Grégaine, par exemple, note qu'en Mâconnais comme dans les pays rhodaniens « l'écu sol se prenoit constamment pour quatre francs... ; le teston vingt et vingt-cinq sols ; le double ducat d'Espagne douze et quatorze livres ; le franc d'argent vingt-cinq et trente sols », il ajoute aussitôt quelques lignes sur le trouble qu'en subissaient les prix ¹.

D'ailleurs, les pouvoirs publics eux-mêmes devaient se rendre à l'évidence des faits. Les Chambres de ville les dénonçaient ; les élus les déploraient ; le Parlement considéra, puis rendit arrêts. On voulait combattre les falsifications et prohiber la spéculation sur l'or ; on voulait barrer la route aux pinatelles et au billon étranger, combattre le refus systématique du billon ancien et taxer par réduction la valeur d'une partie des pièces dépréciées de fait, tout en s'abstenant d'en interdire le cours. Enfin, lorsque la circulation des pièces de six blancs fut à peu près complètement arrêtée par le refus commun, à l'automne de 1593, on fit frapper des douzains, pièces non dépréciées, en quantité suffisante pour remédier à la pénurie de petites monnaies saines ².

transactions avec Dijon) ; A.N., Z 1 B 384 (pour Auxerre, fév. 1593) ; etc. En 1592, devant le bailliage de Mâcon, procès entre Marc de Tenay qui veut s'acquitter d'une somme de 3.000 écus en « nesles ou aultrement pinatelles », et son créancier Jean de Mincé qui ne veut accepter de ces espèces que pour un tiers de la somme. Sentence arbitrale (on n'en est pas encore au décri public) : Tenay paiera en pinatelles, mais ajoutera aux 3.000 écus 50 écus d'indemnité (S.-ET-L., B 903).

1. Grégaine, 23-24. Ces chiffres sont confirmés par le registre des États de Semur, C.-D'OR, C 3070, f. 124 (6 sept. 1592 : plaintes contre Robert, receveur de Bourbon-Lancy). Cf. *Pépin*, 100.

2. Nous ne ferons pas l'histoire détaillée de ces mesures. Une énumération de faits divers et d'arrêts, suivant la chronologie, montrera suffisamment les tâtonnements, les fluctuations, l'empirisme qui les caractérisent et la variété des interventions qui vinrent plus ou moins à l'appui de ces mesures : — 14 août 1591 : arrêt contre le « surhaussement » illicite des monnaies d'or (*Reg. Parl.*, III, 378) ; — 28 fév. 1592 : déclaration de bon aloi par Lartusie, à Chalon, des pièces de 6 blancs nouvelles marquées H. V. ou S. (CHALON, FF 1) ; — 28 oct. 1592 : lettre des échevins de Chalon aux élus demandant des mesures, car les pièces de six blancs sont en Lyonnais réduites à 2 sols (C.-D'OR, C 3071, f. 226). Assemblée de parlementaires, gens des Comptes, etc. Essai à la Monnaie. Les élus sont contre le décri et pour la réduction. — 7 nov. 1592 : réglementation, par le Parlement, suivant le poids, en sols et deniers, de la nouvelle valeur des pièces de 6 blancs (B. DIJON, Saverot 3, III, f. 148) ; — 12 nov. 1592 : requête des élus au Parlement en vue de faire frapper des doubles et autres menues monnaies (C.-D'OR, C 3071, f. 229 v°) ; — fév. 1593 : Auxerre demande à la cour

Mais ces mesures monétaires étaient-elles plus efficaces que les mesures proprement économiques ? Elles atténuaient parfois le mal, mais ne le supprimaient pas ; et même, dans certains cas ou certains lieux, elles l'aggravaient. En décriant les pinatelles frelatées (novembre 1592), la Cour de Dijon déterminait leur amas dans les comtés adjacents, situés hors des limites de son ressort, et par exemple dans le Mâconnais, « d'autant que dans tout le pays bas et au-dessous de Digoin ni même en Bourgogne [c'est-à-dire, ici, au Duché] lesdites pignatelles n'avoient [désormais] aucun cours », « les denrées furent extrêmement enchéries »¹. D'autre part, les taxations soudaines, comme le note fort bien Grégaine, causaient « une grande perte au peuple et artisans, lesquels se trouvèrent saisis desdites monnaies pour la vente qu'ils avoient faites de leurs denrées », et « d'autres aussi perdirent en ce que, pendant le haut cours des monnaies, ils avoient acheté des marchandises... à fort prix... et partant, sembloit que ceux qui avoient acheté et ceux qui avoient vendu au comptant avoient fait perte... ». Et pour ceux qui n'étaient riches que de pinatelles, comment payer la taille... ? Et quel trouble encore, du fait que, d'une part, les détenteurs de monnaies d'or ou d'argent ne les voulaient céder ou prêter qu'au

des Monnaies de Paris autorisation de fabriquer des monnaies d'or et d'argent (A.N., Z 1 B 384) ; — 9 mars 1593 : mesures contre ceux qui refusent le billon (*Reg. Parl.*, III, 418) ; — 9 avril 1593 : saisie de pièces fausses chez un notaire de Beaune (*ib.*, 422) ; — 4 mai 1593 : arrêt maintenant le cours des pièces de 6 blancs de bon aloi, malgré le prétendu décri fait par le général des monnaies (*ib.*, 424 ; cf. Breunot, I, 305) ; — 2 juin 1593 : autorisation de la Cour des monnaies de Paris et de Mayenne de frapper à Dijon des doubles tournois (A.N., Z 1 B 73, f. 12) ; — juill. 1593 : lettres de décri des pièces de 6 blancs (cf. Breunot, I, 354 ; *Reg. Parl.*, III, 430) ; — août-sept. 1593 : exécution du décri (demande de renseignement de Beaune. DIJON, B 461, n° 24) ; annonce, par les échevins de Chalon, d'un bureau de change du billon décrié à créer par adjudication, 28 sept., CHALON, FF 1 ; cf. *Reg. Parl.*, III, 444 (cette création semble indiquer l'abondance particulière des pièces décriées dans le Chalonnais) ; — 15 sept. 1593 : avec autorisation donnée à cette date par le gouverneur de Bourgogne, le marchand Perruchot va en Comté changer (on ne nous dit pas dans quelles conditions) du billon déprécié contre de grosses espèces (C 3072, f. 8 v°) ; — 23 sept. 1593 : malgré l'opposition des gens du roi et des élus (C 3071, f. 268), ordre de fabrication par la Monnaie de Dijon de douzains pour le « soulagement du peuple », 666 livres de douzains par jour (Breunot, I, 379). — Nous n'avons pas à insister sur les mesures prises de son côté par le gouvernement navarriste de Semur. Elles sont, en somme, les mêmes que celles qu'on vient de voir, les nécessités étant les mêmes (V. DROUOT et GROS, *Rech., Mat.*, nos 109-111). Sur la création d'une Monnaie à Semur en mars 1593, v. BAILLACHE, *Saint-Jean-de-Losne et Semur*, 97.

1. Grégaine, 23.

cours condamné de « quatre livres l'écu », alors que les capitaines n'acceptaient rançons ou rachat de bestiaux qu'« au prix de l'ordonnance royale ». « Tellement que, de toute part, le pauvre peuple étoit ruiné ¹ ».

D'ailleurs, les méfaits propres des mauvaises monnaies allaient continuer, ou redoubler, au moins dans le sud de la Bourgogne, plus exposé que le reste du pays, — avec Lyon, ou par Lyon, — à leur afflux. Pour arrêter le cours de la « meschante monnoie qui se fabricque tant en France qu'en Scavoie », il fallut, à Mâcon, que le gouverneur prît sur lui d'ordonner que tout paiement au delà de 20 écus serait fait un tiers en or, un tiers en grosses espèces d'argent et un tiers en bon billon... Mais l'effet fut nul ².

Désordre général, assurément ³. Mais les Bourguignons pouvaient avoir le sentiment que leur canton de France était des moins épargnés. Le plus clair, aux yeux des artisans, vigneron, laboureurs et manouvriers de cette province si atteinte et par sa frontière et par ses routes, était qu'en payant leurs « cotes » aux caisses des receveurs, ils perdaient plusieurs sols par livre, que dans le « surhaussement » persistant des prix subsistait quelque chose de cette sorte de « change intérieur entre la Bourgogne et les autres parties du royaume » qui s'imposait à leur détriment quatre ans avant l'Édit de 1577, au dire de Turquam ⁴ et, malgré ses prescriptions de tous genres, se pratiquait encore seize ans après, pour l'infortune de tous, et le malheur particulier de ceux, — la ruine des champs en multipliait le nombre, — qui ne pouvaient vendre quelques œuvres de leur labeur, et se défendre contre la hausse en la pratiquant eux-mêmes.

Ce qui importe ici, en effet, c'est moins d'étudier les causes et le secret de ces troubles, soit des prix, soit des monnaies, que de bien noter leur existence et leurs conséquences parmi le peuple, de montrer qu'ils menaient tout droit à l'émeute. Et cela quelques

1. *Ib.*, 24.

2. Janvier 1594. Dès ce même mois, on ne sait plus comment payer la garnison, qui refuse la monnaie savoyarde (Mâcon, BB 62, f. 5 v^o, 31 v^o).

3. V. les plaintes des députés aux États de Paris (BERNARD, *Procès-verbaux*, 358, 671).

4. HAUSER, *La question des prix*, 12.

documents le disent. Lorsqu'en février 1593, les habitants d'Auxerre se plaignent, à la Cour des monnaies de Paris, de la disette des monnaies saines qui les met dans l'impossibilité de vendre quoi que ce soit, même « le peu de vins qu'ils ont », c'est la fin de leur supplique qui importe surtout et le fond de leur tableau : les petites gens criant « la faim, l'argent en main, qui toutefois n'a cours », les rixes provoquées par les paiements, où l'on a vu « aucuns habitants... entretuez », et la « sédition » qui gronde ¹.

Mais pour provoquer l'impatience populaire, il était, sous le gouvernement de Mayenne, bien d'autres sujets encore.

V. — LE PEUPLE URBAIN : ÉPREUVES ET SENTIMENTS.

La politique impuissante de Mayenne accablait, loin de lui, un peuple qu'il ne voyait pas. Fait connu et commun à toutes les provinces : il est même possible que, — « croquants » du Limousin ou Bretons par exemple, — d'autres populations aient connu de ces mêmes misères des formes plus brutales encore que les Bourguignons ². Quelques traits, cependant, s'imposent, qu'il faut bien, brièvement, indiquer ici.

Dans le peuple urbain, d'abord, la lassitude du guet et de cette interminable garde aux remparts, qui dura cinq ans et demi, et qui fut peut-être, aux yeux des petites gens, le signe le plus sensible de l'impuissance de Mayenne à défendre l'ordre. Jamais dans l'histoire de ces villes bourguignonnes si menacées par les armées et les bandes jusqu'au traité de Nimègue, les registres municipaux n'ont fait apparaître les obligations militaires des « habitants » comme une servitude pareille, n'ont fait mention d'autant de règlements et de peines contre le relâchement des milices. Jamais non plus le vieux conflit des échevinages et des clergés locaux rebelles à ce service n'a pris plus d'âpreté, ni de sens, que dans le Mâcon ou

1. A.N., Z I B 384. Mêmes bagarres à Bar-sur-Seine (Carorguy, 123).

2. Quelques aperçus dans : P. RAVEAU, *L'agriculture et les classes paysannes dans le Haut Poitou*, pass. ; SÉE, *Classes rurales en Bretagne*, 472 ; POCQUET, *Hist. de Bretagne*, V, notamment 316-322 (cf., comme source, Chan. Moreau, *Hist. de ce qui s'est passé en Bretagne...*, éd. Le Bâstard de Mesmeur, 1857, in-8°) ; — NOUAILLAC, *Les croquants du Limousin*, Tulle, 1906, in-8° ; LATOUCHE, *La vie en Bas-Quercy du XIV^e au XVIII^e s.*, Toulouse, 1923, in-8°, etc. Tableau d'ensemble dans FAGNIEZ, *Economie sociale de la France sous Henri IV*, 1^{re} partie.

l'Autun de cette période ¹. « Etre de quatre jours l'un en garde et coucher sur la muraille en personne, nonobstant la rigueur du froid ou autres incommodités... » : intolérable destin à la longue, et dont gémissaient, avec Jean Grégaine ², des milliers de Bourguignons las des amendes et rebelles à leurs dizainiers.

Si encore, « de quatre jours » les trois autres, l'artisan ou compagnon avait pu honnêtement gagner sa vie ! Mais, de son côté, la crise économique paralysait le travail ³ et les interventions du corps de ville dans la vie des métiers, loin de remédier au chômage, l'aggravaient souvent. Les pâtisseries, par exemple, se voyaient interdire des fabrications qui les eussent aidés à conjurer la mévente ; les hôteliers, trop surveillés, perdaient leurs rares clients ; les orfèvres, les ouvriers d'art, corporations suspectes, souffraient presque autant des vexations des mairies que de l'arrêt de leur commerce ⁴. Quant aux compagnons de tous métiers, non seulement ils chômaient souvent, mais les salaires ayant augmenté beaucoup moins que les

1. Il faudrait, pour les affaires de garde, renvoyer à des centaines de folios des registres de Dijon (B 225-232), de Chalon (BB 10 et 11), d'Autun (BB 5 et 6), de Mâcon (BB 55-63), d'Auxerre (reg. 6), de Montbard (reg. 1584-1596), d'Avalon (BB 2), et à quantité de cahiers ou pièces spéciaux (ordonnances, règlements, enquêtes, etc.) : DIJON, B 117 (ordonnances et commissions) ; H 1, 3 (cap. des murailles), H 16 (rôle des officiers et soldats de la milice), 53, 56, 71-73 (absences, excuses, poursuites, exemptions) et C.-D'OR, BII 360/52 et /53 (cf. DROUOT, *Les gens de la Monnaie de Dijon en 1594*) ; — CHALON, EE 1, 2, 71 ; — etc. — Les travaux concernant les autres provinces signalent généralement quelques faits analogues.

2. Grégaine, 40. On citerait aisément, bien d'autres passages des chroniques. — Les « aisés », en plusieurs villes, se faisaient, en 1591, remplacer par « leurs valets ou des jeunes guarsons » (Carorguy, 65).

3. Les requêtes en modération d'impôt exagèrent peut-être le chômage. Ces témoignages, notamment pour Dijon (liasse L 693 : plusieurs centaines de pièces concernant des artisans de tous métiers qui invoquent leur misère due à « l'injure du temps » et narrent leurs infortunes) sont cependant, au moins pour leur masse, impressionnants. Non moins dignes d'attention, sans doute, les incessants changements de profession qu'on constate dans la période 1589-1596 (DIJON, B 225 et s. ; MACON, B 55 et s. ; etc.).

4. Exemples (dans l'ordre) : DIJON, E 5 (cf. CHAPUIS, *Corporations*, 62) : interdiction de vendre des « carquelins », de servir du vin, etc. ; — Incessantes enquêtes sur les hôteliers (DIJON, B 226, f. 247 v° ; B 227, f. 209 ; B 228, f. 61 v°, 215 v° ; B 229, f. 72 v° ; B 230, f. 219 ; etc.) ; — CHAPUIS, 319 ; C.-D'OR, BII 360/53 (aff. Corderolle, Odinelle, etc.). — Il y aura, à la paix, un essai de réaction des maîtres des métiers contre le contrôle des mairies (CHAPUIS, 13). Mais, en attendant, les maîtres se plaignaient de cette ingérence des mairies, tandis que les ouvriers se plaignaient (HAUSER, *Notes sur l'organisation du travail à Dijon et en Bourgogne*) du régime des « jurandes ».

prix, ils étaient frappés plus encore que les maîtres ¹. Un malaise profond, qui se manifestait en d'innombrables conflits entre jurandes, entre maîtres réguliers et chambrelans, entre maîtres et ouvriers, travaillait ce monde inquiet ².

Quant aux vigneronns urbains, si nombreux dans toutes les villes bourguignonnes, ils souffraient jusqu'« au désespoir » non seulement des terribles rafles dont ils étaient «ès vignes» les victimes, mais encore et parfois tout autant des réglementations communales, qui s'appesantissaient sur leurs moindres gestes, leurs sorties, leurs horaires, leurs travaux, leurs salaires et leur commerce ³. Chômage, ruine des travailleurs urbains par « l'injure du temps », c'est par centaines que dans chaque ville les requêtes en dégrèvement proclament le fait. Inexorable pourtant était le receveur de la taille ; inexorable le soldat qui, chaque semaine, venait enlever sous les murs les vaches et les hommes ; inexorables Vaugrenant, Amanzé, Cruzille et Renée de Marconnay, dame de Fervaques, lorsqu'à Saint-Jean-de-Losne, Bourbon-Lancy, Saulx-le-Duc, étaient tenus par eux, jusqu'à rançon payée, ces malheureux citadins des villes mayennistes ⁴.

Du gouvernement de Mayenne, que pensait ce peuple éprouvé ? Les griefs bourgeois s'exprimaient en des mémoires explicites. Les sentiments populaires, eux, ne s'exprimaient qu'en des documents accidentels et partiels, comme les « interrogats » de prisonniers ou les suppliques aux mairies, et ces menus témoignages individuels

1. Sur l'augmentation des salaires, comparée à celle des prix en Bourgogne, v. en particulier les tableaux de MONGET (III, 430). Les salaires des *journaliers* de Dijon, de 2 sols valant plus de 5 kilos de blé ou de 3 litres de vin entre 1500 et 1560, ou de 2 sols valant 3 kil. 200 et 1 lit. 44 entre 1560 et 1574, sont passés entre 1589 et 1610 à 3 sols, mais ne valant plus que 2 kil. 400 de blé et 1 lit. 05 de vin.

2. CHAPUIS, 47, 62, 247, etc. ; — M. LOISEAU, *Les boulangers d'Auxerre* (*Bull. de la Soc. des sciences de l'Yonne*, 1925, 67 et s.) ; DIJON, G 61.

3. Enlèvement de 80 vigneronns à la porte Guillaume à Dijon, 7 mars 1594 (Breunot, II, 51). Ex. et références dans DROUOT, *Vins, vignes et vigneronns*, 347-353. Cf. le cas fort caractéristique des vigneronns de Chalon, durement menés par Bissy, gouverneur de Verdun : JEANDET, *Verdun*, 170-179, 309-320, et CHALON, BB 10.

4. Il faudrait citer, outre les visites de feux et les dossiers de BII 360/52, quasi toutes les pages de Breunot pour 1593 et 1594, de Carorguy et Grégaine. Ce dernier est particulièrement précis sur les rafles périodiques de bestiaux et sur le rachat en monnaie forte. Cf. aussi DIJON, B 457, nos 189, 212, 213, etc.

donnent surtout l'idée de la confusion dans laquelle s'élaboraient ces sentiments mouvants. On peut cependant y découvrir certaines étapes.

On a vu qu'au début de 1589 le petit peuple croyait communément que la guerre nouvelle était, comme les précédentes, contre les « hérétiques » ; qu'il croyait, en avril encore, être demeuré dans l'obéissance du roi ; et que la notion de la révolte de Mayenne, à laquelle il se trouvait lié, ne lui devint perceptible que peu à peu, vers mai ou juin ¹. Après août 1589, la mort du roi une fois connue, la notion du gouvernement de Mayenne s'éclaira. Mais, à la même date, on voyait le mayennisme des « gros » se dévoiler, et contre lui, dès lors, ou contre la royauté étonnante du vieux cardinal Charles X, de mauvaises têtes se permirent des « parolles ² ». Mayenne eut cependant pour lui, jusque vers 1591, les bons ligueurs à qui les prêcheurs des paroisses inculquaient un mayennisme simple : le prince, pour eux, restait avant tout le chef militaire des catholiques contre les huguenots ³.

Mais ses défaites, déjà, firent effet dans le populaire tout comme dans la bourgeoisie. Des novellistes narquois y aidaient, le tailleur Simon Loison, par exemple, qui raconte, au lendemain d'Ivry, que Mayenne « retournant de la bataille..., en la ville de Paris, luy ont esté reffuzées les portes » ⁴... Un peu plus tard, un frère de Berthault, concierge du Logis du Roy, publie son manque de foi dans la fortune de Monseigneur, si les « Anglois » et plusieurs « grands seigneurs d'Allemagne » amènent des armées contre lui...

Qu'est-ce que mond. sieur de Mayenne fera ? Qui sont les vieux cappitaines qu'il a ? Il n'a que le visconte de Tavanès. Desja toute la Bretagne s'est rendue ;... Monsieur de Mercure s'est rendu...

Et le journalier Etienne Ragoix, lui aussi, fait remarquer que le duc n'a « que de petits gentilshommes allentourt de luy et non pas des grosses testes ⁵... »

1. V. ci-dessus, ch. III, p. 260.

2. Affaires Odot Tardy, vigneron, mai 1590 (C.-D'OR, BII 360/52) ; Symphorien Tapin, vigneron, mai 1590 (DIJON, B 227, f. 281 v^o) ; Perrenette Chapuys, mai 1591 (BII 360/52) ; etc.

3. Et Pépin, tête populaire, quoique chanoine, ne manque pas de lui attribuer victoire sur victoire, par ex., en juillet 1592, une prise, brillante, de Rennes en Bretagne (88) !

4. DIJON, B 227, f. 262, 3 avril 1590.

5. C.-D'OR, BII 360/53, 6 fév. 1591, 9 sept. 1591.

Mayenne, d'ailleurs, demeurait puissance lointaine. En 1591 et 1592, c'est contre les représentants les plus directs de son autorité que se manifesta l'impatience des gardes et de la cherté. On s'en prit aux maires et échevins ¹. On commença même à faire quelque confiance aux officiers « politiques », modérateurs des oligarques tyranneaux, libérateurs, çà et là, des prisonniers pour « cotes » et auteurs connus d'arrêts visant au « soulagement du peuple ² ». A Chalon, à Dijon, des paroisses presque entières tombaient en suspicion ³. Nombreux déjà, vers la fin de 1592, étaient, dans toutes les villes, les artisans, plus ou moins touchés autrefois par la Réforme, qui s'étaient tus en 1589, mais, depuis, se ranimaient et parlaient du « roy de Navarre ». Pour motiver les appréhensions des échevinages, il était à peu près partout des groupes de « métiers » et, à Dijon, par exemple, les apothicaires, les orfèvres, les libraires, et cette gent insaisissable, par qui rayonnait l'esprit d'Auxonne ou de telles autres villes suspectes : les « marchands ». Redoutables aussi, à Dijon, et redoutés, les « Bourins », — les bouchers du Bourg, ligueurs d'abord, mais prompts au changement, à la mutinerie, et mauvaises têtes rétives à l'impôt. Peu sûrs aussi, les pâtissiers, frondeurs des règlements. Les vigneron, eux-mêmes, à Beaune, Chalon, Mâcon, Dijon, étaient peu à peu touchés par la contagion ⁴.

1. Les procès pour diffamation visant les échevins se multiplient de façon significative dans les dossiers dijonnais à partir de 1591 (BII 360/53 : la première affaire caractéristique est l'affaire Pierre Javet, sergent à la mairie déc. 1590) ; et la Tournelle enregistre cette progression (BII 46/2).

2. *Reg. Parl.*, III, 392 (fév. 1592) ; Breunot, I, 379. Pour 1594 : *ib.*, II, 42-43, 60.

3. A Dijon, la paroisse Saint-Pierre (informations contre Viardot, marguillier, BII 360/52, 1590. Cf. Breunot, II, 125).

4. Apothicaires : v. par ex. DIJON, B 229, f. 73 v° : information sur « une assemblée des apoticaire » tenue chez Bonaventure Febvre et « qui est une espèce de monopole » (sept. 1591). Autres apothicaires suspects de mauvaise influence : Jean Hurtault (B 227, f. 272 v°) ; Simon Grangier (Breunot, II, 21). — Orfèvres : v. Breunot, Table, v° Odinelle, v° Corderolle ; C.-d'OR, BII 360/53 ; CHAPUIS, *Les corporations dijonnaises*, 319 ; PERRENET, *La communauté protestante de Dijon au début du XVII^e s.*, 283. — Libraires : v. notre Index, v° Desplanches ; ajouter Moreau, Daniel et Pierre Grangier (B 227, f. 67 ; B 231, f. 161 v°). — Marchands : nous avons déjà cité Perruchot, Gougenot. Ajouter : Etienne Jehan, Jean Arvisenet, Chrétien Le Masque (BII 360/52, déc. 1589 ; B 227, f. 244 v° ; v. aussi notre Index, v° Marchands), Roy, Collot (B.N., fr. 11519, f. 61, 101 v°, 120), Coutier et Dubuisson (Cuny, 83) ; — Pâtissiers : v. Breunot, Table, v° Pâtissiers, et II, 268 (Gillot). Cf. CHAPUIS, 63. On peut noter des liens assez nombreux entre ces diverses corporations : Noël Corderolle, orfèvre, est gendre de Jean Desplanches ; etc. — Sur les bouchers et leur esprit : Breunot, Table, v° Bourg ; cf. GARNIER, *Le quartier du Bourg*, 35 ; CHAPUIS,

La foule des réfugiés, surtout, était sujet de craintes. De ces étrangers venus parfois d'assez loin, de Comté, de Champagne¹, quelques-uns seulement, payant les trois ou quatre écus de la taxe, se faisaient inscrire par les villes au nombre des « habitants² ». Le reste n'était que mendiants, ribaudes et gagne-deniers. On les parquait ; on les expulsait sans cesse : ils revenaient³. Il fallait bien en employer une partie, nourrir gratuitement les autres et, en hiver, les abriter et les chauffer⁴. Ils infestaient les hôpitaux, et couchaient dans les églises⁵. Et ils ne faisaient pas que répandre des épidémies : ils parlaient, maudissaient l'Union, colportaient des chansons contre elle, répandaient les fausses ou les mauvaises nouvelles⁶. C'était là, s'étendant aux faubourgs ou dans les quar-

70. Les bouchers faisaient parler d'eux dans beaucoup de villes ligueuses : à Limoges (GUILBERT, 25) ; au Mans (CHARDON, 20 et s.), etc. Les compagnons, élément en partie nomade pourtant, encore que le « tour de France » n'eût pas encore confirmé cette vocation, ne figurent pas en grand nombre dans les dossiers de procédure et ne donnent pas l'impression d'avoir montré une opinion politique collective. — Quelques affaires de propos hérétiques trahissent çà et là des protestants mal convertis (C.-D'OR, BII 46/2 : p. ex. Pierre Fryon, carreleur à Dijon, natif de Loches, 13 oct. 1592).

1. Ex. de Comtois : Claudine Blancharde, d'Autrey (24 ans), qui a suivi un capitaine (C.-D'OR, BII 360/53, 9 sept. 1591) ; — Huguenin Andrey, qui, venu à Dijon avec sa famille et ne pouvant payer les 4 écus, est chassé (B 227, f. 268 v°). — Ex. de Champenois : la femme Gertrux, de Clairvaux-en-Bassigny (B 231, f. 173 v°) ; — Odot Tardy, de Rivières-les-Fosses (BII 360/52, 10 mars 1590).

2. Pour Dijon, les demandes sont en partie dans C.-D'OR, BII 360/52-54. On inscrit une dizaine d'« habitants » pour 1589 (DIJON, B 227, f. 71 v°, 107, 176, etc. : mentions ; M 124, f. 158 v° : taxes) ; 4 ou 5 pour 1591 (B 229, f. 67 v°, 123 v°, 186 v°, etc. ; M 124-125) ; autant pour 1592 et 1593 (B 230-231, M 125-126) ; 10 pour 1594 et 1595 (B 231-233, M 126-127). La plupart viennent des environs (Commarnin, Gevrey, Fleurey, Fontaine, Ahuy, surtout Chenôve), un de Selongey, un de Châtel-Girard, un de Pontailier. Plusieurs se disent ruinés, les troupes ayant pris leur bétail ; ou bien leur maison a été brûlée. Plusieurs sont venus se réfugier au faubourg d'Ouche, à l'hôpital du Saint-Esprit, et ont trouvé du travail. Métiers divers : un chapelier, un boulanger, un blanchisseur, plusieurs tailleurs, nombreux vigneron, un médecin (Hilarion Petot) ; quelques compagnons seulement. On ajourne quelques insolvable. — Ex. de refus d'inscriptions : CHALON, BB 10, f. 76 (1592).

3. CHALON, FF 1 (expulsion) ; BB 10-11 (nomination de « chasse-pauvres », expulsions, secours, etc.) ; MACON, GG 253 (surveillance, chasse-coquins, etc.) ; DIJON, B 228, f. 52 (ex. d'expulsion massive, juill. 1590), etc.

4. C.-D'OR, B 12069 (4), f. 57 (nourriture) ; CHALON, BB 10, f. 71 v° (chauffage) ; DIJON, B 226, f. 167 v°, 227, *pass.* ; B 228, f. 159 v°, 189 et s., *pass.* (travaux aux fossés, secours) ; ABORD, II, 48 ; etc.

5. DIJON, B 227, f. 147 v° ; B 229, f. 113 ; — ABORD, III, P. J. n° 33, § XIII (1596). Les bureaux des pauvres sont partout débordés.

6. Innombrables ex. ; v. DIJON, B 227, f. 302 v° ; B 231, f. 173 v° (assemblées de mendiants suspectes), 164 v° (colportage de chansons) ; — C.-D'OR, BII 360/53 :

tiers populaires, au pied même des demeures bourgeoises, une nappe d'alluvion navarriste où germaient sinon les idées, du moins, avec le sentiment des « malheurs », l'instinct de la révolte.

Cependant, jusqu'à la fin de 1593, pas de révolte positive :

Les magistrats..., peres du peuple, desireux de le maintenir en toute union, ...sans engendrement de riotes, ...informez que, par le moyen des guerres civiles, plusieurs se licentient des bornes du devoir et obeyssance qu'ilz doivent aux magistratz, exhortaient tous les manans... à estre uniz les ungs avec les aultres sans faire aucuns duels...

et la fréquence même de ces exhortations, des défenses de « parler politique », de « faire assemblées excepté de deux ou trois... à peine de punition exemplaire »¹, prouve évidemment la longue persistance de ces craintes et l'effervescence qui les justifiait². Mais, en fait, tant que la solution politique du problème de la royauté ne fut pas nettement en vue, que les épreuves gardèrent une raison, l'agitation demeura sporadique et Mayenne resta défendu. Hors des « communautés » de maîtres, — dont on a vu que quelques-unes paraissaient animées d'un esprit propre, — pas d'organisation pour l'opinion ni pour l'action. Le populaire ne s'assemblait vraiment qu'au pied de la chaire paroissiale. La « démocratie catholique », où revivait une partie de l'idéologie protestante de 1565, n'offrait pas, en ces villes bourguignonnes, l'ombre de réalité pratique. La bourgeoisie communale exploitait la formule à son usage, briguaît à plein aux élections de maires, mais, à part cela, avec de bonnes paroles, ces « pères du peuple » bridait leurs enfants. Quelques artisans voyaient clair, parlaient des « gros » avec un accent d'animosité ; mais, comme les autres, ils subissaient le frein. Pas de parti populaire, pas de thèses, et, chez les ouvriers, par exemple, pas plus

séries d'arrestations et de procès politiques aboutissant le plus souvent à la fustigation, la marque et le bannissement définitif ou à temps (8 ans, p. ex.). Cf. aussi BII 46/2.

1. Le texte cité plus haut est tiré de DIJON, B 229, 22 oct. 1591. B 227-231 contiennent des douzaines de proclamas de même style, et de défenses de « faire masques », d'« aller de nuyt », de « faire escraignes », etc. Toutes occasions d'« émotion » ou de conjuration sont rigoureusement écartées, avec une persévérance remarquable. Les registres des autres villes, moins explicites, sont cependant suffisamment pourvus d'allusions ou de mentions qui montrent, en ces mesures, un fait général.

2. Les indices en sont les rixes et « baptures », qui se multiplient. C'est encore à C.-D'OR, BII 26/2, BII 360/52-53 qu'il faut, ici, renvoyer surtout. Ces cas y sont représentés, pour 1592-1593, par des douzaines de dossiers.

de lutte véritable de classe ou de groupes pour la liberté du travail et l'augmentation des salaires que de manifestations collectives pour la paix. Le « magistrat », ses sergents, ses capitaines de paroisses, ses dizainiers, espionnaient, gouvernaient et surtout imposaient ce joug qui prévenait les sursauts d'indépendance : la « religion ».

Dissocier toute libre ébauche d'entente, tout « monopolle » de caractère politique ou social, et « unir », au contraire, tout le « peuple » autour de ce principe unique, la défense de « nostre sainte religion », tel fut le principe qui servit et prévalut, en somme, contre toute turbulence du peuple urbain, de 1589 à la fin de la Trêve de 1593. Pas d'assemblées, ni au logis, ni à l'« escaigne », ni au cabaret ! Mais assemblée dans les confréries, sous l'œil des clercs ligueurs. Les confréries, plusieurs fois condamnées par les ordonnances royales et les arrêts des Parlements ¹ comme de dangereux foyers de troubles, condamnées en 1588 encore par Henri III, avaient, en fait, survécu, et la Ligue les adaptait à ses besoins. En attendant les prohibitions sévères d'Henri IV, elles servirent, en Bourgogne, à l'entretien de la propagande antinavarriste dans le populaire ². Il était des confréries bourgeoises et qui servaient aussi : celle des officiers de la milice dijonnaise, dont le règlement (1579) respirait la lutte contre les hérétiques, a laissé, dans son registre, les traces précises de son activité ligueuse ³. Mais particulièrement populaires étaient celles du Saint-Sacrement et du Rosaire. Les couvents de jacobins, siège de ces confréries ⁴, qui échappaient en ces lieux de rassemblement au cloisonnement des paroisses, en régentaient

1. Sur les suppressions à Mâcon sous Henri II et Charles IX et leurs renaissances presque immédiates, v. MACON, BB 31 (1550), GG 117.

2. Beaucoup de confréries locales étaient nées à l'époque des premiers progrès du protestantisme : en 1533, la confrérie Saint-Vorles de Châtillon (C.-D'OR, E 3951) ; en 1545, la confrérie de Saint-Étienne à Dijon (*ib.*, G 135, f. 185-200) ; en 1550, la confrérie des Rois mages de Saint-Michel de Dijon (PRUNEL, *Séb. Zamet*, 343) ; en 1551, la confrérie de l'Assomption de Notre-Dame à Dijon (BRESSION, *Hist. de N.-D. de Dijon*, 104) ; etc. V. les listes de MARCEL, *Le cardinal de Givry*, 158 et s. Mais il s'agit surtout ici des confréries du Saint-Sacrement et du Rosaire fondées ou développées elles aussi en vue de lutter contre les réformés entre 1545 environ et 1560.

3. H 9, registre des délibérations (f. 2 : règlements ; f. 28 : institution de prières pour « ceux du party roy Très-chrestien [Charles X] et de la Sainte-Union » ; etc.).

4. P. FOISSET, *L'église des Dominicains de Dijon (Mém. de la Comm. des Ant. de la C. d'Or.* IX, 126), une liste des confréries attachées aux jacobins dijonnais.

l'esprit, y animaient une vie souvent intense et bravaient, d'accord avec les Chambres de ville, qui les protégeaient, les arrêts du Parlement. Le Saint-Esprit de Chalon fut un foyer de ligue populaire. Sous l'inspiration d'un certain frère Clément, le Rosaire de Dijon fut le centre de la résistance du commun à l'esprit « politique », et, après la soumission à Henri IV, il allait rester l'un de ces « conventicules » où des gens fort suspects au service du roi, au lieu de religion, s'occupaient de « monopoles »¹. Mais, en 1592 ou 1593, c'est « religion » qu'on y parlait, le mot signifiant alors défense licite contre le prétendant huguenot. Foyers de Ligue, donc ; mais sous l'égide du magistrat, qui, chez les jacobins, avait entrée².

Les prêcheurs, de leurs côtés, continuaient à la fois à crier la guerre sainte et la soumission aux chefs. Le carme Didier Buffet, les jésuites Sager et Clémenson à Dijon, « M. de Valletier » à Chalon, les cordeliers d'Autun, d'Auxerre³ voulaient donner « trêneur aux ennemis des catholiques », mais aussi « retenir ceulx qui ne sont pas bien fermes en leur devoir », un devoir qui comprenait d'abord l'obéissance aux échevins. Et les incessantes neuvaines ou « quarantaines », le contrôle enfin de l'assistance aux offices et aux prières publiques, que clercs et magistrats exerçaient de concert⁴, faisaient le reste⁵. C'est ainsi que pour un temps les mairies, en se

1. GIVRY, GG 70, n° 3 ; — Breunot, II, 554 ; III, 17. V., *ib.* et III, 21-22 ou dans DIJON, D 19 (copie de l'arrêt du 6 juill. 1595), avec quelle hâte, après la victoire du roi, le Parlement de Dijon déclare supprimées les confréries introduites (ou rénovées) dans son ressort depuis 1585. Cf. Gesvres à Picardet, Paris, 16 sept. 1602, B.N., Dupuy 670, f. 102 : lettre au procureur-général du Parlement de Dijon demandant des poursuites contre le Rosaire de Dijon qui a montré « durant la guerre » combien il pouvait servir « aux séditieux pour fortifier leurs factions ».

2. Sur la vie ligueuse des confréries de Mâcon, allusion claire dans la demande de suppression par l'échevinage (8 août 1594, après le retour au roi) : MÂCON, BB 62, f. 214. — Sur le Saint-Sacrement d'Autun, une note dans les *Mém. de la Soc. éduenne*, XII.

3. DIJON, B 227, f. 59 ; Breunot, II, 45-46 ; CHALON, BB 10, f. 74 v°, 87 (Valletier, dont nous ne savons de quel ordre il était, prêche l'avent 1591 et le carême 1592 : la « treneur » est donnée par lui) ; — MÂCON, GG 107.

4. Police des offices : DIJON, B 227, f. 46 v°. Exemple d'un programme détaillé de neuvaine : B.N., Bourgogne, 70, f. 244-246, 8 oct. 1590. Cf., pour 1590-1592, DIJON, D 19 ; CHALON, FF 1 ; C.-d'OR, G 42 quater ; etc.

5. Il est un épisode où se voient nettement les services rendus aux échevins par les clercs en ce qui concerne l'action sur le peuple. Claude Thuron, dit La Gauche, capitaine ligueur de Rouvres, condamné à mort par le Parlement le 25 oct. 1593 pour exactions et forfaits divers, évadé le même jour, repris le 27, fut, le 29, enlevé par la foule sur le chemin du Morimond où il allait être exécuté. Franchesse et Lartusie avaient poussé à la condamnation. Or, contre eux, la

défendant elles-mêmes, retardaient les révoltes urbaines contre le gouvernement de Mayenne.

VI. — LES PAYSANS.

Malgré leurs épreuves, heureux encore les citadins, qui pouvaient, le soir, clore leurs portes. Les ruraux souffraient des mêmes maux qu'eux deux fois plus, et, en outre, de beaucoup d'autres. Du plat-pays livré, d'Auxerre à Mâcon, à un pillage continu et méthodique, les chroniques, les visites de feux de 1595 ou de 1600, nous livrent un tableau qui, sans doute, ne dépasse pas, en aspects tragiques, ce que telle autre province, — celle de Mercœur notamment, — offre de son côté, mais qui, sans plus de doute, représente la pire épreuve qu'aient jamais connue les campagnes bourguignonnes depuis le haut moyen âge ¹. Sur les paysans et leurs biens

mairie poursuivait « sous main » le salut du « sentencié ». Mais qui donc organisait pour cette mairie le coup de force ? Breunot répond en montrant « M^{lle} de Monpesat, M^{me} la première présidente, avec plus de trois cens filles et femmes » réclamant la grâce, puis sur le lieu de l'enlèvement « six jacobins armés sous leurs habits » et finalement l'affaire menée par les « filles et femmes du Rosaire des Jacobins et aussi ceux de la Sainte Congrégation ». Après quoi, les cordeliers cachent le fugitif. « Voilà, conclut Breunot, les effets de nos congrégations et des prédicateurs qui élèvent le peuple contre le magistrat... » Et il y avait bien, en effet, un « magistrat » qu'on bafouait : c'était le Parlement ; mais il en était un autre que les moines et le peuple (ici, les femmes surtout, remarquons-le) servaient, et c'était la Chambre de ville (Breunot, I, 391-396 ; *Reg. Parl.*, III, 437 ; MUTEAU, *Les capitaines de la Sainte-Union*, 17-35).

1. Nous négligerons ici les scènes de sauvagerie qui abondent dans les chroniques bourguignonnes comme dans celles de toute province. Il faut cependant les lire (v. p. ex. Carorguy, 54-55, 62, 72, 75, 82, 83, 138, 185, etc.) ne serait-ce que pour saisir l'une des causes principales de l'effrayante mortalité paysanne du temps de la Ligue. — Sur le pillage, nombreux échos dans les registres des élus C 3069-3073, mais surtout dans les recherches de feux : p. ex. celles du comté d'Auxonne pour 1590-1592 (C.-d'Or, C 7489) et celles du comté d'Auxerre pour 1596-1598 (citées par CHALLE, II, 425-442), de l'Autunois pour 1597 (C 4744) ; du bailliage de Nuits pour 1598 (C 4825). Ces documents montrent de nombreux villages réduits à quelques bâtiments, les populations décimées, les charruées presque disparues, les champs encore en friche, et telle paroisse — Chemilly — obligée par sa misère à vendre à des marchands parisiens les matériaux de ses maisons. Plaintes intéressées et forcées souvent, sans doute, mais dont la concordance et la précision ont malgré cela un sens. Comme exemple typique du ravage des soldats, v. une enquête de 1590, dans JEANDET, *Ann. de Verdun*, 113-134. Pour le Brionnais : Grégaire, 12-37. — Dans l'étude de cette « guerre aux vaches » (que nous aborderons avec celle de la vie paysanne à la fin du xvi^e s.), nous aurons à insister sur l'idée d'exploitation rationnelle qui, au moins dans certains terroirs, guidait les capitaines, et sur leurs asso-

tombait la charge d'une lourde revanche sociale, la revanche organisée des gentilshommes : l'industrie de la guerre exploitait « les champs ». Fait connu. Autre fait connu, mais peut-être moins remarqué : les villes, elles aussi, exploitaient le plat-pays. Si, vers 1600, la fortune bourgeoise rendit la vie à la campagne, de 1589 à 1595 ce sont les citadins qui ajoutèrent souvent au faix des épreuves paysannes les servitudes les plus amères. Rôles des gardes à fournir par quinze ou vingt villages, états des travaux de fortifications à exécuter par eux, « cotes » multiples : les documents disent, des réquisitions urbaines, le nombre et le poids ¹.

Vers 1591, les « cotes » représentaient un peu partout, dans les villages bourguignons, le mal essentiel. L'insécurité avait commencé à les vider de leur vie ; les levées de tailles achevèrent l'œuvre en bien des régions. Les sommations étaient apportées par des soldats, et venus souvent de deux ou trois villes à la fois, car le dédoublement des recettes entre navarristes et ligueurs, compliqué parfois de mésententes entre les gouverneurs, déterminait des perceptions multiples, opérées, on le sait, en monnaie forte ². S'ensuivaient l'exécution militaire, les prises de gages, les prises d'otages, et les emprisonnements en quelques culs de basse-fosse ou dans les péniches de Saône. Il fallait payer la cote. Il fallait racheter les prisonniers ³... Le commerce précaire du blé, du vin, des légumes

ciations de pillage auxquelles participaient parfois des bourgeois. Les organisations et les méthodes que M. ROUPNEL (*La ville et la campagne*, 27 et s.) signale pour les guerres des deux Bourgognes au XVII^e s. renouvelaient celles du temps de la Ligue, — peut-être même celles de la guerre de Cent ans.

1. Au nom des règles de la retrayance, mais souvent interprétées abusivement. Pour Dijon, nombreuses mentions des gardes et corvées dans les registres B 225-232, et dans H 106, 211, etc. Dans M 464, f. 160, mention de nombreux emprisonnements pour contributions à la curée des fossés non payées. — A Mâcon, tour de garde entre une quinzaine de villages : règlements, amendes, récriminations, sommations, etc., dans MACON, BB 53, f. 110 ; BB 55, f. 22 et s., 30 v^o, 58, etc. *Ib.*, f. 258 : rôle de réquisition d'hommes et d'instruments pour la formation d'une compagnie de pionniers. Autres cas : EE 52, n^o 17 (150 pionniers).

2. Cas fréquents : v. notamment les cherches de feux d'après 1595, p. ex. celles de l'Auxerrois citées ci-dessus. Autres ex., fort explicites, dans Grégaine, 43 ; dans Carorguy, qui parle de paysans « contrainctz de tous jours payer des tailles en six villes où il y a garnison » (94, 140). Cf. BH 360/52, 2 mars 1590.

3. Ces cas sont innombrables. Quelques exemples précis : DHÉTEL, *Annales de Saint-Jean-de-Losne*, 385 ; DIJON, B 452, n^o 149 ; CHALLE, II, P. J. n^o XV ; etc. Cf. DROUOT, *Vins...*, 353-355, et les « visites » citées ci-dessus. — Cf. ci-ap., p. 318-319.

aidaient quelques cantons. Mais l'ensemble de la population rurale, la plupart des communautés étaient acculés à l'endettement.

De cet endettement pour cotes, que doublait souvent le pillage, on sait les lointaines conséquences. Depuis 1560 environ, en Bourgogne comme en beaucoup d'autres régions ¹, la propriété paysanne régressait peu à peu : elle passait par morceaux dans les mains des citadins ; les « laboureurs » devenaient « rentiers » ou simples journaliers ². La marche de cette conquête bourgeoise ne paraît pas s'être accélérée pendant les troubles eux-mêmes. C'est après le retour de la paix qu'allait commencer le grand mouvement d'aliénations qui, s'étendant partout où la mainmorte ne l'arrêtait pas, devait réduire à la servitude la plupart de ces communautés encore libres et prospères au temps d'Henri II ³.

Mais, si la paix fut ainsi l'âge des exploits de sergents, la guerre elle-même fut celui des arquebusades et des saisies sans droit. Et ce que les capitaines saisissaient, ou détruisaient, c'était, — chevaux, vaches, bâtiments, — les éléments premiers et les moyens mêmes de la vie rurale. Ils ne se faisaient pas, eux, comme les robins de 1600, les créanciers et les seigneurs des communautés, mais, brutalement, ils les abattaient ; et devant eux, bien souvent, le paysan terrorisé n'avait plus qu'une issue :

1. SÉE, *Esquisse d'une histoire économique*, 199 et s. ; RAVEAU, *L'agriculture dans le Haut Poitou, pass.* ; FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté*, 257 et s.

2. Nombreuses indications dans les visites de feux et les demandes de dégrèvements d'avant la grande Ligue (C.-d'Or, C 4768-4770, 7495). Les terriers confirment. Cf. aussi ROUPNEL, 224.

3. C'est ce qui ressort notamment des dates fournies par les enquêtes du xvii^e s. Cf. à ce sujet ROUPNEL (223 et s.) « Les grandes aliénations sont antérieures à 1620. Elles ont eu lieu à la fin du xvi^e s. et au début du xvii^e » (227), et représentent, bien souvent, un essai de liquidation des dettes accumulées pendant les guerres ou après elles (p. ex. Fleurey, Breunot, III, 229). — Nulle enquête n'a encore été faite sur la marche des aliénations pendant la Ligue elle-même, et nous-même nous ne l'avons pas faite spécialement. Mais nous n'avons, tant dans les analyses d'actes de PEINCEDE (C.-d'Or) que dans les recherches de feux, rencontré qu'un nombre restreint de cas explicites concernant cette période (p. ex. celle de Champdôtre, 1590 ; cf. ROUPNEL, 224). V. déjà à ce sujet, ci-dessus, I, ch. VII, 411-412. — Les villages mainmortables devaient être préservés de l'aliénation par leur condition même ; ce qui laissa des biens communs aux villages du nord et de l'est de la Bourgogne. Ils empruntèrent, mais ne vendirent pas (quelques textes intéressants à ce sujet dans les archives locales, p. ex. aux Arch. de Blaisy-Bas, acte de 1610, *cop.*). — Dans les villages affranchis, les ventes, semble-t-il, commencent à se multiplier vers 1596-1597. Bon ex. de vente des « paquiers » communaux en 1594 · Huilly (auj. c^{ne} d'Allerey), dépendant du chapitre d'Autun (C.-d'Or, G 767).

laisser là sa maison et gagner l'abri des bois ¹. Les villages déserts, spectacle bien connu des voyageurs de 1591-1593. Autour de Bar, on ne voit alors, dit Carorguy, qu'« hostelleries vuides, maisons ouvertes où il n'y croist que l'herbe ² ». Autour de Châtillon, « tous les villageois... ont dû quicter... leurs maisons ³ ». Spectacle fréquent aussi en Auxerrois, ce bailliage qui, en 1597, à côté de 864 maisons détruites, en comptera encore 1.144 abandonnées ⁴; fréquent en ces cantons d'Auxois, de Brionnais, de Charollais, de Chalonnais, où, dès 1589, « il n'est plus question de labourer les terres ⁵ ». Dans le Val de Saône lui-même s'étendait la désolation : en 1591, à Navilly, il ne restait que quatre habitants ; à Soissons, un petit groupe ; à Chaugey et Maison, 30 feux sur 120 ; et Cléry, village neuf de 1570, était vide. Nombre de censives abandonnées étaient reprises par le seigneur ⁶. « La campagne pleure partout », écrivait Du Vair ⁷. En Bourgogne, un poète disait :

*Voy les champs desolez les chardons enfanter —
... Voy les biens sans culture et buissons herisiez
Où souloyent paravant les bourgs estre dressez,
Les villages peuplés, comme un pays sauvage,
Non d'hommes, mais des ours et des loups pleins de rage ⁸.*

Dans ces accents médiocres, entre la paisible *Maison rustique* chalonnaise de 1583 et le *Discours joyeux* de « deffunct maistre Jean

1. Grégaïne, 25 ; *Corr.*, n° 384. C'est en 1591, à lire Carorguy, que les villageois du comté de Bar commencent « à coucher dans les bois comme les bestes sauvages » (75). Les « grands bois » qui servent de refuges durables semblent être surtout les forêts de Velours, de Longchamp, de Cîteaux, et de Châtillon.

2. Carorguy, 94. Dans l'été de 1594, de Gié, Neuville, Courteron, 200 départs ; de Merrey, Poliset, etc., 300 (201).

3. DIJON, L 693 (requête en dégrèvement du praticien Ant. Logerot, 1595). CHATILLON, carton Ligue, cahier 23 (lettres d'Henri IV, 1598).

4. LEBEUF, *Mém. sur Auxerre*, III, 446 ; CHALLE, II, 286 (d'après la recherche de feux du bailliage). Ex. de village déserté : Toucy (Yonne, G 1854). Pour l'Avallonnais, v. les rôles de la recette : Yonne, C 130-162, 165, 169-172.

5. *Corr.*, n° 394 ; DIJON, B 458, n° 270. Ex. de village chalonnais déserté : Saint-Cosme-les-Chalon en 1593 (C.-d'Or, C 4729). — Le passé des campagnes bourguignonnes, comme celui de beaucoup d'autres (v. p. ex. DEFFONTAINES, *Les hommes et leurs travaux dans les pays de la moyenne Garonne*, Lille, 1932, in-8°, Conclusions), n'est qu'une suite de peuplements et de dépeuplements. Le début du xvii^e siècle verra un reflux de la population vers les villages.

6. C.-d'Or, C 7489 (« visite » des élus du comté d'Auxonne). Exemple d'une reprise de censive, dès 1589 : à Echigey, après abandon par Le Renoillet, de Dijon, le s^r Nicolas Sayve prend possession (C.-d'Or, Fonds de Berthier, n° 66).

7. *Exhortation à la paix*, dans *Actions et Traictez oratoires*, 69.

8. *Au peuple de Bourgogne* (à la suite de l'Advertissement de 1594, 27). Rapprocher certains morceaux de Philibert Guide, l'auteur même de la *Maison rustique*, mais morceaux écrits pendant la Ligue (cf. ROY-CHEVRIER, *Ph. Guide*, 117).

Pinard », auxerrois (1607), se perçoit la désolation d'un temps maudit ¹.

Cependant, pas d'opinion paysanne véritable. Au début de 1589, on se battait dans les villages entre ligueurs et royalistes : devant le soldat, la querelle tomba ; la question de la Couronne s'obscurcit et, abrutis par les coups directs venus de leur petit terroir, les ruraux renoncèrent presque tous à tendre l'oreille aux échos des événements généraux, à distinguer même entre leurs ennemis. Écharpe rouge ou écharpe blanche ? Non ; mais « le party de Saint-Jehan-de-Loosne », le « party de Verdun », le « party de Seurre » ² : une sorte de limitation du sentiment aux réalités nues et immédiates, et que la religion « à demy perdue » n'empêchait pas ³. Il faut, cependant, dans cette impression générale de renoncement à l'opinion, introduire des degrés et des nuances. Les villages suburbains, souvent plus accablés que les autres, exploités par les citadins, mais plus mêlés à eux et parfois retrayants, avaient une information plus précise et des griefs plus clairs ; leur contact avec les vigneron urbains étaient aussi, quoique indirect, une sorte de contact avec les prêcheurs ⁴. Au large, dans le vrai plat-pays, les conditions diverses de la vie entretenaient des mentalités dissemblables. Dans le fond du Morvan inabordable, haines aveugles et abandons silencieux d'une population dispersée. Dans les gros villages de la Plaine, réactions et cris des populations concentrées et pourvues de routes. Dans la Côte, volonté de défense d'une population obstinée à sauver ses vignes et à vendre son vin, et déjà, sans doute, tranchées et guette contre les troupes ⁵...

1. Nous ne faisons état, ici, que des épreuves venues des hommes. Mais la nature travaillait à les accroître encore, ne serait-ce qu'en y ajoutant l'épidémie et le froid. Les hivers de 1593-1594, de 1594-1595 surtout, tuèrent, en Bourgogne, des centaines de personnes. Sur le froid et la cherté du bois, v. Pépin, 126 ; Carorguy, 215 ; Breunot, II, 132, 397-398, 409, 416, 420 ; Cuny, 48, 73 ; Grégaire, 61. Cf. DROUOT, *Le froid en Bourgogne à la fin du xvi^e s.*, 112-117.

2. C.-D'OR, BII 360/52 (interrogatoire de Bén. Rigolier, d'Aiserey, déc. 1590) ; CHALON, BB 10 ; Carorguy, *pass.*

3. Sur l'abandon du culte dans les campagnes : C.-D'OR, C 3072, f. 6.

4. Nombreuses indications dans Carorguy et Breunot.

5. Indications dispersées dans les chroniques, recherches de feux et papiers de justice. Sur l'esprit de la Côte, v. ci-ap., ch. XVI, p. 283 et s. Autres exemples de villages fortifiés (et qui crénaient leurs églises) : Menades près de Vézelay (PISSIER *Notice hist. sur Menades* (Bull. Soc. sc. Yonne, 1935, 7-8) ; Minot (G. POTET

Et surtout, il faut partout distinguer entre propriétaires et journaliers. Il semble que dans un bon nombre de pays, en Auxois, dans la Montagne, en Chalonnais, Charollais, les journaliers et petits tenanciers furent en grande partie balayés par la tourmente, et c'est ce prolétariat rural qui alimenta le recrutement des bandes, fournit aux compagnies leurs goujats et leurs garces et répandit cette main-d'œuvre vagabonde qu'on voit se louer, ici puis là, pour les moissons et vendanges des zones épargnées, et échouer finalement dans cette tourbe de coquins qui filtrait dans les villes. Quant aux paysans propriétaires de bâtiments, de charrues et de terres, qui pouvaient vendre encore une partie de leurs « fruitz », et dont la classe en progrès se mêlait à celle des agents seigneuriaux, baillis, notaires, sergents, ils avaient plus à défendre, plus à perdre, et demeuraient plus souvent ¹.

Variable enfin, par le degré et l'orientation, l'influence exercée sur ces paysans soit par les desservants et les abbayes, dont le rôle et les idées nous échappent à peu près complètement ², soit surtout par les gentilshommes demeurés comme neutres en leurs maisons, mainteneurs, autour d'eux, de vie rurale, comme Charny et son frère Brion autour de Pagny et de Mirebeau ³.

Les journaliers fugitifs étaient voués, semble-t-il, au simple « désespoir » ou à la révolte contre l'autorité : ils étaient ceux-là,

L'église de Minot, s. d., 17) : Arelles (Carorguy, 161). Beauvoir, en Auxerrois, avait fortifié son église ainsi que d'autres villages de la même région dès avant 1587 (YONNE, E 529).

1. Ces observations, que nous ne pouvons préciser davantage ici, sont fondées sur un grand nombre de faits particuliers signalés par Carorguy et Grégaine, par les dossiers de justice C.-D'OR, BII 360 /52-54, BII 46 /2 (affaires de vol sur les grands chemins, 1591-1593), et les registres de délibérations des corps de ville. Suggestifs sont les interrogats de vagabonds suspects (affaire Edme de La Cour, de Mandelot, en Beaunois, juin 1589 ; Ragoix, de Fleurey-sur-Ouche, sept. 1591 ; etc.). Quelques paysans propriétaires tenaient registre de leurs épreuves, comme les Robert, de Couchey (p. p. OURSEL, dans *Deux livres de raison bourguignons*). — Sur les caractères du recrutement militaire chez les ruraux, v. les détails intéressants fournis par BII 360 et not. par le dossier E. de La Cour (cité ci-dessus) et celui d'un soldat de Salmaise (mai 1592). Voir aussi les listes nominatives qu'on rencontre çà et là (MACON, BB 55, f. 54, 139-140. Cf. *Corr.*, n^{os} 362, 365, 394, 406, etc.).

2. V. ci-ap., ch. XVII, § 1.

3. Leurs sauvegardes couvrant leurs villages plus ou moins effectivement. Pour Brion, v. dans B.N., fr. 17281, f. 353 v^o, le récit qui montre, après une attaque de Guyonvelle sur Mirebeau, une foule de paysans fuyant à ses côtés et sous sa protection dans les bois (mars 1591).

sans réserve et sans retour, les ennemis du gouvernement ligueur. Les « laboureurs », qui ne devaient, eux, connaître le désespoir que plus tard, vers 1600, en même temps que la ruine de leurs communautés, suivaient, sans doute, avec la passion en moins, la même évolution que le peuple citadin. Contraints par les magistrats et les moines, les citadins taisaient leurs sentiments devant eux : les ruraux de même devant les soldats. Mais on devine que ces enrichis de 1550, conservateurs sociaux, et conservateurs aussi en religion, ces catholiques de 1562 hostiles aux réformés urbains d'accent révolutionnaire, mais défiants ensuite au même degré à l'égard de la démagogie ligueuse, avaient dans l'ensemble compris le mouvement proprement guisard ¹ et fait confiance d'abord à Mayenne, — le Mayenne des modérés. Le sentiment de son impuissance leur était venu ensuite, et sans que les villes eussent à les en éclairer, du spectacle direct et constant de l'anarchie militaire. Les grands agents de leur désaffection mayenniste, parmi eux, c'étaient les barons ligueurs, Vitteaux, Thenissey, et les navarristes avec eux : tous ces écumeurs des campagnes. En 1592, ils ne souhaitaient plus que la paix, — la paix avec Mayenne, ou sans lui. Pour eux, dit Carorguy, en 1593, « pouvoir dire » ce que les États généraux « veulent resoudre » serait chose « bien difficile, synon que peult-estre s'en suivra-il une paix... » Ce qu'ils voulaient seulement, en effet, c'était que « les terres fussent cultivées et que le laboureur ne les veid plus produire espines et chardons ²... » Mais cet attachement essentiel pour leur terre, — pour les « biens », comme ils disaient, — les menait à la condamnation fatale de celui qu'en leur coin de France ils rendaient responsable de la durée des « armes », — de cette guerre que le vigneron Robert appelle la « guère » de « Monsieur du Mene et d'aultre[s] prince[s] » ³. Sans doute, de ces sentiments, la forme directe était la haine des soldats et, dès le printemps de 1592, l'un au moins des cantons ruraux restés vigoureux, la côte beaunoise, le démontre en s'armant contre toute troupe fiscale et en menaçant les garnisons des châteaux ⁴. Mais de plus, et beaucoup plus nette-

1. Cf. les vues de H. HAUSER, *Etudes sur la Réforme*, 98.

2. Carorguy, 124-125.

3. *Livre de raison de la famille Robert*, dans *Deux livres*, § III.

4. Montmoyen aux magistrats de Dijon, Beaune, 19 mai 1592, *Corr.*, n° 540. Dès fév. 1589, l'idée de résistance était, là, apparue (le même à Fervaques, Beaune, 4 fév. 1589, *Corr.*, n° 365). En 1591, les villageois de Grièges, en Mâcon-

ment que dans les villes, où veille la bourgeoisie ligueuse, c'est Mayenne le plus souvent qui, dans les campagnes, était traité en bouc émissaire des péchés des barons, y compris ceux qui ne s'avouaient pas à lui. Des vigneron de la Côte soulevaient scandale par leurs propos contre « Monseigneur le duc de Mayenne ». A Givry et à Rully, en Chalonnais, autour des ci-devant huguenots réfugiés là, dès décembre 1589 ou janvier 1590, un « coq à l'asne » se chantait contre lui¹ et contre ses hommes.

En ce pays de vignes, le plus apte aux réactions, les réactions étaient contre le gouvernement de Mayenne. Or, l'idée n'était pas, là, en district clos. Jamais plus qu'en 1592-1593 les campagnes bourguignonnes, — hors des régions mortes, — ne virent passer plus de vagabonds. Dans les villages éloignés des villes, qui, au début de la guerre, vivaient sans information, ces coureurs allaient être, en 1594, les obscurs agents de liaison des griefs paysans et les propagateurs d'un anti-mayennisme élémentaire². Mais l'on a vu qu'en outre, leurs sentiments brutaux, les mêmes errants les portaient jusqu'au cœur des villes : l'apport de ce germe virulent était, — avec le danger de famine causé en partie par l'abandon des champs, — la revanche des rustres contre les places de la Sainte-Union.

Mais, en 1592, pas encore de révoltes véritables. Crainte peut-être de voir, en Bourgogne, ces mouvements paysans que la Normandie connaissait depuis longtemps, les États provinciaux, en octobre 1590, décidaient que « pour la consequence et les inconvenientz qui peuvent survenir, il ne sera permis aux villages des communes de prendre les armes... », même dans l'intention de « faire la guerre aux ennemys³... » Ces appréhensions mayennistes

nais, livrent un combat (Macon, BB 57). — C'est le caractère fréquent des « révoltes » paysannes au temps ligueur d'être dirigées contre toutes les troupes, sans distinction véritable de parti, p. ex. en Normandie (les Gautiers) et même en Limousin (les Croquants). — Il y a de plus, bien entendu, la résistance passive (cas typique : celui de Jean Simon, de Fixin, interrogé le 12 juill. 1591, C.-d'OR, BII 360/53).

1. BII 360/53 : affaires diverses, notamment affaire Symphorien Tapin, de Brochon, mai 1590 (cf. Dijon, B 227, f. 281 v°) ; — GIVRY, GG 70, n° 3 (monitoire de l'officialité de Chalon, Chalon, 13 janv. 1590).

2. L'inépuisable fond des papiers de justice fourni sur ces modes de diffusion de précieux et nombreux témoignages.

3. Décrets des États, C.-d'OR, C 3071, f. 5 v°. Résolution renouvelée à la tenue d'oct. 1593 (C 3072).

du côté des paysans complétaient celles que les artisans des villes inspiraient aux bourgeois communaux. Elles étaient, elles aussi, en 1591-1592, un peu prématurées, — mais non vaines.

VII. — LA BOURGOGNE ABANDONNÉE ET EXPLOITÉE
PAR UN CHEF IMPUISSANT.

Des épreuves, on aurait pu tenir pour responsables la fortune aveugle, — le « malheur des temps », — et mieux encore le Navarrais huguenot. On s'en prenait parfois, dans la Bourgogne ligueuse, aux chefs ligueurs de Dijon comme l'auteur du *Contr'avis à celui de l'avocat Bernard*, qui accusait le « Conseil de feinte Union » d'avoir fait « en huit ou neuf mois » plus d'« exactions » que « le feu roi n'a fait en six ans sur les villes et villages de cette province »¹. On accusait Mayenne le plus souvent, Mayenne qui abandonnait sa province ; plus encore : qui l'exploitait sans retenue. Mayenne, présent, voyait autrefois, dit un mémoire des « Plaintes de la Bourgogne sur les oppressions qu'elle souffre », qui est du début de 1592², les peines de ses Bourguignons :

Du temps que Monseigneur le duc de Mayenne a esté sur les lieux, chacun se contentoit. Aussi estoit-ce par grande raison, car lors il ne se levoit rien d'extraordinaire, ains faisant Mond. seigneur maintenir les previlleiges du pays et observer les loix du royaume en imposant seulement ce qui estoit ordonné par lectres patentes du Roy...

Mais, depuis que ce protecteur était devenu régent du royaume, les appels du pays à son secours se succédaient en vain³.

La concentration des moyens et « la défensive aux provinces » : ce système de guerre avait été, dès les premiers mois de 1589, si hautement proclamé nécessaire par Mayenne et par Jeannin⁴ qu'on l'avait d'abord accepté. Mais privées trop longtemps de leurs meil-

1. *Contr'avis*, 139. Le *Contr'avis* est du début de 1590.

2. B.N., fr. 4898, f. 29 v^o - 32, cop. — Ce mémoire fait dater les plus grandes épreuves des sept derniers mois, ce qui accuse une coïncidence chronologique approximative avec les débuts de l'essai autoritaire de Mayenne.

3. On citerait de nombreux exemples. En voici deux bien typiques : 1^o le grand rapport envoyé par Dijon au début de 1590 signalant l'urgence d'une intervention (Dijon, B 9 bis) ; 2^o la mission de l'échevin Carrelet en mars 1590 (*Corr.*, n^{os} 474, 475, etc.).

4. Jeannin à Fervaques, Paris, 22 mars 1589, *Corr.*, n^o 418.

leurs moyens au profit de l'« armée », les villes de Bourgogne firent entendre leurs plaintes. Alors, il est vrai, se succédèrent en longues séries, à leur tour, des promesses de secours, dont voici le ton : 27 février 1590 : « J'ay beaucoup de regret de n'avoir eu moïen de vous envoïer plus tost des forces comme je vous avois promis... De façon que d'une façon ou d'autre infailliblement vous serez secourus, estant un de mes plus grands désirs... » ; — 15 mars 1591 : Votre province « m'est recommandée plus que nulle autre... Je désire vous délivrer... » ; — 31 août 1591 : « Je suis résolu de faire tout ce qui me sera possible pour m'approcher de vous ¹... »

Mais promesses creuses. En fait, voici : — 31 mars 1589 : « Les décymes dues par les diocèses de mon gouvernement », qui avaient été affectés aux soldes des garnisons de Bourgogne, serviront à payer les rentes sur l'hôtel de ville de Paris ² ; — 1591 : Aumont menace la Bourgogne ? Qu'on se rassure : le roi le retient sous Chartres. Le maréchal brûle et saccage le pays ? « Monseigneur » témoigne, dit Bernard, qui le voit, « une extrême douleur » et, « s'il pouvoit honnestement s'achemyner luy-mesme au pays, il en feroit ressentir la peine d'une juste vengeance ». Mais... « vous le croirés icy plus que nécessaire au salut de toute la France » et ne permettez pas qu'il se « dégarnisse » pour « le particulier des provinces ». Dès qu'il sera possible, « Monseigneur est résolu d'y envoyer un chef de nom, suivy de gens sans cousinage. Monsieur Jeanin y faict un très bon et fidel devoir... ». Et d'autres défaites suivent ³... Finalement, la Bourgogne ne voit rien venir : il ne faut pas que « Monseigneur soit diverty de ce qui touche au général ⁴ »... En 1592, les promesses, les intentions peut-être, continuent leur train ⁵... En janvier 1593,

1. Dans l'ordre : Mayenne aux magistrats de Dijon, Magny, 27 fév. 1590, *Corr.*, n° 471 ; — aux mêmes, 15 mars 1591, *ib.*, n° 507 ; — aux magistrats de Mâcon, 31 août 1591, MAÇON, AA 7, n° 37. — Pour d'autres ex. : *Corr.*, nos 448, 471, 486, etc. Cf. aussi les promesses de Tavanès : CHALON, BB 10, f. 108 v°.

2. Mayenne à Fervaques, Paris, 31 mars 1589, *Corr.*, n° 438.

3. Mayenne aux magistrats de Dijon, Soissons, 15 mars 1591, *Corr.*, n° 507 ; — Ét. Bernard aux mêmes, Verdun, 8 oct. 1591, *ib.*, n° 523 ; lettres de Mayenne, du camp de Verdun, 9 oct. 1591, *ib.*, n° 524 ; etc.

4. Bernard aux magistrats de Dijon, Reims, 9 nov. 1591, *Corr.*, n° 527. Cet avis, sous d'autres formes, est renouvelé à de nombreuses reprises en 1591, 1592, 1593. V. p. ex. les lettres de Mayenne aux échevins de Mâcon à ces dates dans MAÇON, AA 7, nos 34, 35, 37, etc., et les autres lettres de Bernard en 1592 et 1593 (*Corr.*).

5. Mayenne aux magistrats de Dijon, La Fère, 26 déc. 1591, DIJON, B 457, n° 153 ; — aux élus, Rouen, 15 mai 1592, C.-D'OR, C 3351, f. 33 (il ira en Bour-

la Bourgogne fait ses comptes : voilà quatre ans qu'elle paie l'armée et le Prince sans tirer d'eux, pour elle, le moindre profit effectif. Et quatre ans au terme desquels un bruit commun répand la nouvelle que Mayenne abandonne définitivement Dijon comme résidence personnelle et fait transporter ses meubles à Soissons¹.

Interprétations fausses, ou injustes². Mais le lieutenant-général

gogne « cest esté »); — aux magistrats d'Autun, déc. 1592, ABORD, II, 337; — à ceux d'Avallon, Sens, 6 mars 1593, AVALLON, EE 62; — etc. Cf. Breunot, I, 401, 415, 416, etc. — Et, presque chaque fois, c'est « pour le seur ».

1. Sur ce bruit et sur la notoriété de la prédilection de Mayenne pour cette ville : Breunot, I, 258; II, 62, 66, etc. — La *Satyre*, dès 1593, appelle Mayenne le « duc de Soissons » (270). C'est déjà à Soissons qu'après Ivry il s'était retiré durant un mois et demi (Caetano au pape, 30 avril 1590, VATICAN, *Nunz. di Fr.*, XXVII, f. 250). Il pensait encore en sept. 1592 y réunir les États, et c'est là qu'il allait recevoir le duc de Feria, représentant de Philippe II; etc. La duchesse de Mayenne y séjourna souvent et longtemps, notamment entre 1594 et 1600 (P. PELLOR, *Deux fondations perpétuelles de la duchesse de Mayenne*, 1594, dans la *Rev. Henri IV*, III, 1909, 197-198). C'est à Soissons que le duc traita et signa (25-28 fév. 1593) le marché personnel par lequel il se vendait au roi d'Espagne (DE CROZE, II, App., n° LXXIII-LXXV).

2. Nous savons, au contraire, que Mayenne entendait défendre (pour lui-même, sans doute) son « particulier ». Pour ne pas y envoyer une « armée », il pouvait se fonder en somme sur l'exemple d'Henri de Navarre lui-même, qui (sauf l'envoi d'Aumont en 1591) ne faisait rien, pour la Bourgogne navarriste, que de promettre, en vain, l'envoi de Nevers, et en prenait les meilleures forces (v. du reste son attitude toute pareille en Champagne : HÉRELLE, I, 215-227, 273-277, 279-281, 283 et s.). — On pourrait aussi noter, — et ceci à l'actif de Mayenne, — l'intention qu'il semble avoir eue ou du moins approuvée, de profiter précisément du demi-abandon où le duc de Nevers laissait le gouvernement de Champagne et des difficultés que rencontraient dans la pratique de bonnes conceptions de défensive navarriste comme celle de la « conjonction » des forces de Dinteville avec les forces bourguignonnes de Tavares, pour constituer une sorte de coalition des contingents lorrains, champenois et bourguignons en vue d'opérer en force là où le besoin s'en faisait sentir. Dès 1589, il est évident qu'il a conçu ou admis la collaboration lorraine avec les troupes de Fervaques (Mayenne à Fervaques, 9 avril 1589, *Corr.*, n° 448), que Guyonvelle, lieutenant ligueur du Bassigny, a reçu ordre d'intervenir en Bourgogne dès avril 1589 (Pépin, 48) et que les opérations du même Guyonvelle pour dégager l'est bourguignon à plusieurs reprises, en 1589, en 1590, en 1591, reçoivent appui des Lorrains qui derrière lui tiennent le Bassigny, gênent les mouvements des Langrois et le passage des renforts suisses de l'armée royale, participent à la défense d'Autun, et motivent, dans l'été de 1591 l'intervention d'Aumont en Langrois. C'est là une ébauche de collaboration voulue par Mayenne et dont la contrepartie sera en 1592-1593 fournie par les campagnes de Jean de Tavares en Bassigny (sur ces opérations diverses, v. ci-ap. ch. XII, § v; XVI, § II). Mais il est vrai que ces bons offices épisodiques ne constituaient nullement des opérations de grande envergure et ne produisaient que des diversions ou des dégagements momentanés. — Il reste juste, en somme, de penser que Mayenne, occupé tout entier par le « général », et tout en ne cessant guère de s'inquiéter des affaires de Bourgogne, n'a jamais réalisé aucune intervention puissante dans sa province ni de sa propre armée ni d'une armée digne de ce nom constituée

n'en était pas moins tenu par beaucoup comme un ingrat pour qui et par qui le pays souffrait des « peynes infinies ». Responsable, en effet, de ces peines, quoique les prêcheurs pussent dire de la « cause », ce gouvernement dont le trésor, que la Bourgogne contribuait à remplir, se vidait sans cesse et sans effet pour elle ¹. La Bourgogne exploitée par le faux monarque : pour acquérir cette notion, point n'était besoin de tenir registre des troupes à lui fournies, ni de siéger aux États. Il suffisait de voir, par exemple, quel rôle tenaient dans les munificences du lieutenant-général les ressources diverses de sa Bourgogne. Aux requêtes qui comportaient prélèvement sur les fonds réservés au gouvernement central ou à sa disposition personnelle, régulièrement la réponse était : « Refusé », ou « Ne se peult, pour la conséquence » ; — et s'il s'agissait des caisses du pays et, en particulier, de cette caisse des saisies et du séquestre qui devait pourvoir aux dépenses militaires locales : « Accordé » ²...

Or, Mayenne pourvoyait non seulement ses clients locaux, mais quantité d'étrangers. A Du Gast, le geôlier du cardinal d'Épinac, pour le gagner à la Ligue, le gouvernement de Chalon ; à Henri de Montpezat, à Antoine-Richard Desportes, à Jean Alix, les abbayes de Saint-Germain d'Auxerre, de Saint-Étienne de Dijon, de Flavigny ; au fameux Jean Hamilton, curé de Saint-Cosme à Paris, « la somme de mil escus appartenant à Me Laurent Bernard, receveur en Bourgogne suyvnt le party contraire » ; à Delage, écuyer de l'écurie du prince, les revenus de la châtelainie d'Argilly ; à un Simon de Voisines, office à Montbard, pour services rendus au cardinal de Guise ; etc. ³.

dans l'Est. Il a, en particulier, laissé passer sans en profiter l'admirable occasion de détruire l'organisation navarriste en Bourgogne que lui offraient, en 1591 et 1592, les mortelles dissensions de Tavanès et de ses rivaux.

1. Sur les difficultés financières de Mayenne, que nous n'examinerons pas spécialement, et sur le discrédit qu'elles valurent au lieutenant-général, v. p. ex. VALOIS, *Une hist. anonyme de la Ligue*, 11 et s. (Mayenne, dès 1591, prétendait avoir dû déjà s'endetter personnellement de 1.200.000 écus : Mayenne à Diou, 11 mai 1591, HENRY et LORQUET, *Correspondance de Mayenne, Travaux de l'Acad. de Reims*, XXXV, 18).

2. V. à ce sujet les rôles des requêtes de B.N., fr. 15643, et DROUOT et GROS, *Rech.*, 108-109.

3. Dans l'ordre : — VATICAN, *Nunz. di Fr.*, t. XXVII, f. 280, et B.N., fr. 10197, f. 52, 62 (contrat notarié — négocié par le Conseil général de la Sainte-Union — cité par RICHARD, *D'Épinac*, 344 : l'affaire n'aboutit pas) ; — *Correspondance de Mayenne*, 1^{er} avril 1591 ; — Cl. Fyot, *Hist. de l'église Saint-Etienne de Dijon*, 214, et Preuves, 220 et s. (1594) ; — DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Req.*, n° 98 (frère J. Alix, neveu du Bourbonnais Franchesse, — 1592) ; — *ib.*, n° 21

Le gouvernement traité comme bien personnel pour les besoins d'une politique personnelle aussi, mais étendue à l'État : grief amer, et, celui-là, trop fondé. Rien de commun, en effet, entre cette Bourgogne dont le gouverneur commandait l'armée d'Ivry, avait à séduire la Normandie pour y neutraliser l'effort d'Henri de Navarre et d'Elisabeth d'Angleterre, traitait avec le pape ou le roi d'Espagne — et, par exemple, le Languedoc ou la Bretagne, dont Joyeuse ou Mercœur ne s'éloignaient pas. Simple gouverneur enfermé dans sa Bretagne, Mercœur tendait à y enfermer aussi toutes ressources de finances et de guerre. Contre l'hégémonie du « général », il dressait, lui, l'intérêt de son « particulier » et les ligueurs bretons n'y perdaient rien¹. Au contraire, lorsque Mayenne, pris dans l'engrenage de ses « nécessités » générales, cherchait secours dans le royaume, la Bourgogne payait. Tandis qu'une minorité profitait, l'immense majorité pâtissait à côté d'elle et pour elle, sans apercevoir le terme de ses maux : l'élection d'un roi et la paix.

Un roi, la paix ? Le gouvernement de Mayenne ne donnait ni l'un ni l'autre. La Bourgogne exploitée peinait pour un chef impuissant. Impuissance aux « affaires » que dénonçaient même aux « peuples ignorans » non seulement les revers militaires, mais les conflits avec les Seize ou l'intrusion acceptée du duc de Parme ; et qui, finalement, en Bourgogne, n'apparut jamais aussi nettement que lors des vaines convocations d'États généraux. États convoqués à Melun pour le 3 février 1590, puis pour le 30 avril ; à Orléans pour le 20 janvier 1591 ; à Reims pour le 20 mai 1591 ; assemblée convoquée à Soissons en novembre 1592... Chaque fois, c'est procédure solennelle et espérances qui se mettent en branle : les lettres qu'on publie partout, les « mémoires » qu'on dresse dans

(sur l'origine de ce don, dossier dans B.N., fr. 3978, — 1589-1590) ; — C.-d'OR, C 2450 (1591) ; — *Req.*, n° 55 (1590). Ce ne sont là que quelques exemples. — Sans doute, une bonne partie de ces dons, gouvernements, commendes, ne chargeait pas, directement du moins, l'épaule du Bourguignon, et d'autre part leur octroi aux favoris n'était que tradition des rois. Mais ces pratiques adoptées par le gouverneur, et si visiblement à l'appui d'une politique personnelle, incitaient à penser que, trouvant ailleurs d'autres princes installés et les routes barrées, le chef de l'État frappait trop volontiers à la porte de la Bourgogne. Les États provinciaux, en oct. 1593, demandent nettement à Mayenne de « revocquer tous dons qu'il pourroit avoir faict sur les deniers du pays et n'en octroyer cy après » (C.-d'OR, C 3072, f. 5).

1. Ce qui n'empêchait pas, il faut le reconnaître, la misère et certains grognements.

toutes les « villes closes », les élections aux bailliages et les compétitions, laborieuses souvent, des candidats, puis l'appareil du départ, les messes du Saint-Esprit, un viatique onéreux remis aux députés, une escorte pour leurs équipages ¹... Ils partent, nantis de missions multiples ; ils séjournent, déçus, au lieu promis de l'« Election », puis reviennent assez contrits. Après quoi, chaque fois, il faut que le pays paie les gages, en rechignant ², tandis que les espoirs retombent à vide, et que la confiance dans le « maître » se trouve un peu plus atteinte.

➤ SAUF une poignée d'idéologues, toute la Bourgogne, en 1592-1593, s'en prenait à Mayenne. Mais les griefs ne s'unissaient pas. Les ambitions communales déçues et l'honneur parlementaire ne pouvaient s'allier. Peuple et bourgeoisies nourrissaient des rancunes semblables qui pourtant ne s'avouaient pas solidaires. Les données initiales du jeu politique et social tenaient toujours devant les épreuves économiques et sous le fardeau de la guerre. Mayenne était menacé de tous côtés, mais ne trouvait pas devant lui un corps bourguignon, un front unique. Les guerres intestines qui affaiblissaient la Ligue, prolongeaient cependant ses chances personnelles de commandement. La grande vague populaire, instinctive et aveugle, qui eût pu balayer ces chances ne se levait pas encore. Son « autorité » allait donc durer : — mais non sans luttes.

1. Sur les convocations : Alb. ISNARD, *Catalogue des actes royaux conservés à la B.N.*, Paris, 1910, in-8° ; G. PICOT, IV ; « Extrait des lettres de Monseigneur le duc de Mayenne à messieurs les baillifs et officiers des bailliages de Bourgogne » (Paris, 8 déc. 1589), 8 p. impr., B.N., Moreau 804 ; MACON, AA 7, n° 33 (Orléans) ; BB 57 (janv. 1591) ; CHALON, BB 10, f. 17 v° (Reims) ; MACON, AA 7, n° 42 (Soissons) ; *Corr. de Mayenne (Travaux de l'Acad. de Reims, XXIV, 173-189 ; XXIX, 238-239 ; XXXV, 16 et 42-50)*. — Sur les assemblées, mémoires, élections : 1° pour Melun : B. DIJON, Baudot 46 (reg. de Seurre), f. 232, 235 v°, 237 ; CHALON, BB 10, f. 37 (28 août 1591) (conflit du maire Languet et de l'avocat Durand, BB 10, f. 19 et s., 77, etc. ; DIJON, B 228, f. 146 v° ; AVALLON, AA 39 ; C.-d'OR, G 2508, f. 309 v° ; — 2° Orléans : B. DIJON, Baudot 46, f. 251 et v°. — Sur les départs, le viatique, les prières : S.-ET-L., C 470 ; C.-d'OR, C 3071, f. 104 v°, 142, 144 v° (requêtes ou plaintes de Bernard, Desbarres et Berbisey partant pour les États de Reims, sept. 1591) ; DIJON, B 180 bis, f. 4 (quarante heures de prières pour l'inspiration des députés, 10 avril 1592). Etc.

2. Sur l'attente : *Corr.*, nos 521, 525, 530, 539, etc. (Lettres d'Ét. Bernard écrites de Reims et autres lieux, du 20 sept. 1591 à mai 1592). Cf. HENRY, *Ligue à Reims*, 296. — Au sujet des gages : C.-d'OR, C 3472 (pour le s^r de Champfourcault et Durand, députés du Chalonnais à Melun et Orléans) ; *ib.*, (pour les députés de Reims, Bernard, Venot, Languet) ; C 2087, f. 269 (pour les députés de Reims) ; etc. Cf. C 3071, f. 18.

CHAPITRE XII

LES RÉSISTANCES ET LE DÉSORDRE

- I. *Les résistances.*
- II. *Les résistances et la question de l'influence des Seize.*
- III. *Les particularismes.*
- IV. *Les progrès des navarristes.*
- V. *Les hommes de Mayenne à l'œuvre. L'essai de redressement militaire de 1592.*
- VI. *Les hommes de Mayenne. Le péril ajourné.*

A la « crue » des griefs bourguignons, le gouvernement de Mayenne opposait le barrage des hommes de confiance. Mais on va voir que contre les indisciplines méditées, contre la décomposition de la Bourgogne catholique entraînée dans des sens divers, — cette méthode ne représentait qu'un petit et faible moyen.

I. — *LES RÉSISTANCES.*

Les griefs provinciaux, s'exprimant dans les actes, dressaient devant le gouvernement central des résistances redoutables.

Résistances générales. Les États eux-mêmes, au nom du « pays » pour le moins, tenaient assez bien leur rôle traditionnel en face du conseil et de la chancellerie de Mayenne. Ils réduisaient assez fermement leurs demandes. Ils leur « remontraient » patiemment au sujet des subsides extraordinaires qui ne concernaient pas la défense de la province. Ils leur demandaient même, — mais cela ne pouvait soulager que leurs comptes, non pas leur peuple, au contraire, — le rétablissement des bureaux de la traite foraine

que la guerre au Val de Saône avait supprimés et l'affectation des produits à la caisse du pays ¹.

Le clergé grognait, « remontrait » aussi, et, à l'occasion, se dressait contre les abbés nommés par Mayenne ². — Les officiers, à la sourde opposition des « politiques », ajoutaient, toujours unis, — et ligueurs en tête, — leurs protestations continuelles contre les taxes sur les « aisés » et le non-paiement de leurs propres gages ³. — Les gentilshommes, faisaient, et parfois assez haut, mépris des « commandements » du prince ⁴.

Résistances, surtout, des oligarchies communales. Le contrôle direct ? L'action des députés « à la suite de Monseigneur » ? On les contrebattait sournoisement. Bernard, par exemple, ne constatait-il pas, à la fin de 1591, que plusieurs de ses lettres adressées de Reims à la Chambre de ville de Dijon, plusieurs de ces diligentes instructions loyalistes, — et contenues en des courriers dont tout le reste, adressé à des correspondants privés, parvenait à destination, — s'égarèrent, elles, mystérieusement ? Elles « n'ont point vu le jour de vostre chambre », écrivait-il le 27 novembre aux échevins ; et pourquoi donc ces lettres, qui étaient précisément « les plus nécessaires » et concernaient « le publicq », n'avaient-elles pas « semblable heur ne seurte » que les autres ? Pourquoi celles-là, seules, étaient-elles « cachées ⁵ »... ? Indocilité nette déjà, quelques mois plus tôt, lorsqu'il s'était agi de députer aux États de Reims : on manifestait dès lors scepticisme et défiance. La convocation avait été faite pour le 20 mai 1591, puis pour l'été : pas de réponse des villes. Mayenne leur ayant mandé son étonnement, chacune s'informa de l'intention

1. C.-D'OR, C 2979, f. 217 v^o : demande de 40.000 écus, qui est abaissée du quart, 1590 ; en juillet 1592, Tavanès demandera 60.000 écus : on lui en accordera 25.000 ; — C 3071, f. 29 v^o ; — f. 11 (oct. 1590). Etc.

2. C.-D'OR, G 42. V. surtout ci-ap., ch. XVII, § II. Le clergé d'Auxerre se dérobera à l'assemblée de Dijon du 1^{er} juillet 1592 (YONNE, G 1725).

3. C 3069, f. 304 ; 3071, *pass.* Sur les résistances du Parlement aux taxes municipales, particulièrement en juill. 1592, v. DIJON, B 230, f. 73, et GROS, 99-103.

4. L'opinion de Hurault qui montre les gouverneurs de province et de châteaux intéressés à prolonger la guerre qui leur livre autorité et deniers (*Second discours...*, dans *Quatre discours...*, 186-187) vaut en Bourgogne pour l'ensemble des gentilshommes (v. à ce sujet, ci-ap., ch. XVII, § III).

5. Bernard aux échevins de Dijon, Reims, 27 nov. 1591, *Corr.*, n^o 531. Dans le même sens : le même aux mêmes, 3 fév. 1592, *Corr.*, n^o 536. — Plus tard, Bernard aura à se plaindre de ne recevoir aucune réponse à ses lettres (le même aux mêmes, Paris, 21 fév. 1593, *Corr.*, n^o 549).

des autres : « Messieurs de Mascon sont aux escoutes », consultent Chalon, et Chalon consulte Dijon, pendant que Mayenne se fâche de leur voir si « peu de diligence ¹ ». Malgré ses injonctions renouvelées, malgré la venue de Jeannin chargé de consignes, et l'insistance de Bernard, la résistance continue ² : ce n'est qu'en septembre et à trois seulement, — Venot, Languet, Bernard, — que les députés des villes de Mayenne montèrent à cheval...

Les impositions ? Les garnisons ? Résistance absolue, tenace ³... On peut ici couper au bref : il est sûr que les rébellions, les « partialitez » des villes étaient alors, dans le royaume entier, à peu près les mêmes et que, comme l'écrivait Bernard le 27 novembre 1591, elles constituaient, toutes ensemble, pour le lieutenant-général, la grande traverse ⁴. Pourtant, parmi ces « républiques » que Michel Hurault montrait rebelles à tout commandement ⁵, il n'est pas superflu de citer les villes de Bourgogne. Sans s'être abaissé auprès d'elles jusqu'aux « submissions serviles », comme dit encore Hurault ⁶, il est bien sûr que nulle part comme en sa province Mayenne n'avait fait « la court aux bourgeois de chaque ville ». Or, plus il approchait du terme critique, de l'heure fatale des États généraux, plus l'obéissance de ses bourgeois, dont il avait besoin, lui faisait défaut, — l'obéissance sans laquelle il n'était plus de Bourgogne unie, apte à faire front aux « ennemis ».

1. Mayenne aux magistrats de Dijon, Reims, 23 avril 1591, *Corr.*, n° 511 ; — les magistrats de Chalon à ceux de Dijon, Chalon, 10 juin 1591, *Corr.*, n° 514 ; — Mayenne aux magistrats de Dijon, Amiens, 3 juill. 1591, *Corr.*, n° 516 ; de Mâcon, 4 juill., MAÇON, AA 7, n° 35. Sur ses lettres à Autun, Chalon, Beaune, Nuits, Montbard : DIJON, B 229, f. 51 v° (le 4 juill., Mayenne donne comme délai aux Mâconnais : « dans la fin de ce mois au plus tard »).

2. Mayenne aux magistrats de Dijon, Reims, 23 avril 1591, 26 mai ; Amiens, 3 juill., *Corr.*, n°s 511, 513, 516 ; — DIJON, B 229, f. 51 v° ; — CHALON, BB 10, f. 18-19 ; — les magistrats de Chalon à ceux de Dijon, 10 juin, *Corr.*, n° 514, Cf. C.-D'OR, C 3472 ; 2087, f. 269. — D'ailleurs, les députés du clergé et des nobles, en l'espèce, ne sont guère plus dociles (v. la lettre de Mayenne du 3 juill.).

3. Non paiement des impositions : v. surtout C.-D'OR, B 4584-4586 : comptes du receveur du bailliage de Dijon. — Conflits au sujet des garnisons : v. entre autres cas, — ils sont légion, — les démarches de la petite ville de Seurre entre 1590 (B. DIJON, Baudot, 46, f. 244 v°, 246 v°, fin de 1590). La résistance d'Avalon à son gouverneur le s^r de Communes continue en 1592 (les élus aux échevins d'Avallon, Dijon, 8 avril 1592, B.N., Moreau 809, f. 83) ; cf. *ib.*, f. 75 (20 déc. 1592).

4. Bernard aux magistrats de Dijon, Reims, 27 nov. 1591, *Corr.*, n° 531.

5. Hurault, *Second discours...*, 145.

6. *Ibid.*, 146.

II. — LES RÉSISTANCES ET LA QUESTION DE L'INFLUENCE DES SEIZE.

Des influences extérieures n'encourageaient-elles pas dans ces résistances l'effet des griefs spontanés ? Et, entre toutes les influences possibles, ne faut-il pas songer, dans le cas des communes, à celle de ce sournois adversaire de Mayenne, le parti parisien des Seize ? C'est en 1591 que la question pouvait se poser de savoir si, par la brèche ouverte dans le mayennisme, Paris n'allait pas pénétrer en Bourgogne. Le siège de 1590 y avait éveillé la chaleur d'une solidarité : une liaison politique plus précise pouvait-elle s'ensuivre ?

Au temps où la révolution se lançait, l'exaltation de la « capitale », en Bourgogne, n'avait guère rencontré que défiance. Mais, après la mort d'Henri III, les chefs du mouvement parisien étaient revenus à leur dessein de liaison suivie :

C'est à nostre grand regret, écrivait le 30 septembre le prévôt des marchands à la Chambre de ville de Dijon ¹, qu'il se pratique parmi nous si peu de confiance en noz affaires, lesquelles nous avons tous-jours seu estimer n'estre que unes, et à ceste fin essayer de les gouverner par une fréquente et naturelle intelligence...

Pour cela, ajoutait-il, il importe que « les villes de nostre Union » aient chacune à Paris un « amy » qui leur serve d'agent de liaison. Nouveau plan, on le voit. Dijon, comme on l'en priait, fit choix d'un représentant parisien. Et ce choix pourrait indiquer que le maire d'alors, Pierre Michel, ami des jésuites dijonnais, laissa à ces conseillers résolus, un rôle dans l'affaire. Ce fut, en effet, le recteur de Paris, qui fut sollicité d'assumer l'office ². Mais Michel, malade, fut remplacé par La Verne, et l'on ne rencontre aucune preuve effective que 1590 ait vu s'accroître les relations entre Paris et Dijon. D'ailleurs, le premier Conseil général avait été « cassé » par Mayenne à la fin de 1589 et les échevins de la capitale ne pouvaient songer à servir, à eux seuls, de « pivot » à l'Union des villes ³. Les lettres de ce Bureau entretenaient bien l'idée du corps des villes

1. Les prévôt des marchands et échevins de Paris aux magistrats de Dijon, Paris, 30 sept. 1589, DIJON, B 457, n° 63.

2. DIJON, B 227, f. 151. C'est le 28 nov., près de deux mois après l'invitation des Parisiens, que La Verne informe la Chambre de la démarche faite auprès du recteur.

3. P. Cayet, *Chron. nov.*, 191.

unies. Mais tout indique qu'en Bourgogne, au moins, la fédération parisienne, au début de 1590, restait, en somme, lettre morte.

L'action plus précise et plus résolue des Seize, durant le temps où vauqua le Conseil et où se redressa la Ligue-extrémiste contre Mayenne, eut-elle plus d'échos ou d'effet dans les provinces ? Nous n'en connaissons aucune preuve précise et palpable ¹. Mais, irrégulière et factieuse, cette action put affecter des formes que les archives publiques ne révèlent pas. Il faut donc se résigner à mesurer seulement les vraisemblances et notamment chercher à surprendre les possibilités de liaison ou de propagande.

Constatons, d'abord, que les Seize semblent avoir eu peu de liens effectifs avec la Bourgogne. L'un d'eux, il est vrai, et non le moins remuant, l'un des instigateurs et des auteurs du meurtre de Brisson, Cromé, — François Morin, seigneur de Cromey, — appartenait à une famille de l'Autunois, région où était située sa petite seigneurie ². Autun était le nid de sa famille. Son oncle, Celse, y avait tenu une prébende au chapitre cathédral ; son père, Lazare, fils de Ferry, y avait été avocat du roi avant de passer, en 1543, au Parlement de Dijon, puis, en 1559, au Grand Conseil à Paris. Il avait à Autun et à Dijon sa parenté, ses frères et sœurs : son frère Jean était conseiller au Parlement de Dijon depuis 1581 ³. Et bien qu'il eût, né probablement à Paris, fait carrière dans la ca-

1. Sur le ton des lettres des échevins à l'époque de l'offensive des Seize, v. p. ex. leur lettre du 8 août 1591 au corps de ville de Poitiers où ils lui promettent : « toute l'assistance que vous pouvez désirer de vos frères et amys... » (Ouvré, 125).

2. Cromey, écart de la commune actuelle de Saint-Sernin-du-Plain, arrondissement d'Autun, en Saône-et-Loire. Le père de François Morin, Lazare, possédait aussi des terres à Dracy, près de Couches, en Autunois (C.-d'Or, B 10624, 10668, 19672, etc.).

3. Sur ses parentés autunoises et dijonnaises et la carrière de son père et de ses frères : *Annales de la Soc. éduenne*, 1853-1857, p. 27-37 (testament de sa grand'mère paternelle, Jeanne Poillot, 1532) ; VINDRY, 167-168, 171 ; D'ARBAUMONT, *Armorial*, 165 ; ABORD, I, 153, 447 ; II, 300, 301, n. 1 (des erreurs) ; III, 18 ; *Mémoire de la parentesse de MM. de la Cour de Dijon avec plusieurs principaux habitants d'Autun* (ib., III, P. J. n° 93). — D'après De Thou (XI, 444), Cromé n'avait pas pardonné à Brisson d'avoir, vingt-cinq ans plus tôt, comme avocat parisien des États de Bourgogne, fait condamner son père, trésorier de l'Épargne, accusé de péculat. Autre version : ce père était accusé d'avoir laissé pendre par les officiers de sa justice un de ses paysans, malgré l'appel que celui-ci avait fait au Parlement de Dijon. Ce Parlement s'étant dessaisi en faveur de celui de Paris (à cause des parentés de Morin avec plusieurs de ses officiers), le président Brisson avait fait condamner Lazare Morin. Sur ces griefs de Cromé et sa participation à l'affaire Brisson : L'Estoile, *Mém.-Journ.*, V, 204 (Cromé « ... principal motif, auteur et exécuteur de la penderie... ») ; P. Cayet, 324-333 ; De Thou, XI, 441-446 ; etc. Cf. ABORD, II, 299-316.

pitale, où il avait, comme son père, obtenu une charge au Grand Conseil (vers 1580), ses cousinages bourguignons restaient, semble-t-il, assez vivants. Des Bourguignons s'informaient de ses actes¹. Ce ligueur, compatriote de Jeannin, qui combattait la politique du Président, dut plus d'une fois attirer leur attention.

Mais qu'il ait exercé en Bourgogne une influence appréciable, rien de moins certain. Ses parents du monde parlementaire, les Baillet, les Boursault, les Quarré, les Breunot, les Gagne et les Montholon, étaient tous des « politiques » caractérisés, et, dès 1591, engagés sur la voie qui devait mener la moitié d'entre eux à rejoindre le gouvernement navarriste de Semur. Son frère Jean lui-même, tout effacé qu'il fût, suivait ce groupe d'Autunois ou d'alliés des Autunois². Quant aux mayennistes, ils ne pouvaient guère prêter l'oreille à cet adversaire parisien du maître. Ni les chroniques, ni les documents d'archives ne permettent de penser qu'il ait réussi à nouer avec eux des relations politiques agissantes.

Deux autres Parisiens, qui, eux, ne participaient pas directement aux conventicules des Ameline, des Crucé, des Bussy-Leclerc et des Cromé, mais qui servaient leur parti, étaient encore des Autunois par leur naissance. C'étaient les deux frères Odon et François Pigenat. Le premier, cet ancien recteur du collège de Clermont, provincial des jésuites depuis 1582, dont Henri III avait fait l'une de ses bêtes noires, ce visiteur influent des collèges de sa province, grand ligueur, président, en 1592, du Conseil général de l'Union, avait conservé des attaches avec sa ville natale, où il avait débuté comme orateur³. Le second, curé de Saint-Nicolas des Champs,

1. Breunot, le chroniqueur, s'informe de lui : du moins en 1593 (I, 376, 384) ; mais il est extrêmement probable que Breunot, autunois lui-même de naissance, dut consigner dans les parties antérieures, aujourd'hui perdues, de son *Journal*, notamment à l'occasion de l'affaire Brisson et de ses suites immédiates, d'autres et plus nombreuses informations sur son compatriote. D'autre part, Breunot, qui tire généralement une partie de ses renseignements de ses relations autunoises, ne doit, en l'espèce, que refléter la curiosité des parents, alliés et concitoyens, que Cromé avait à Autun. Les souvenirs de l'affaire Lazare Morin (v. ci-dessus) pouvaient aussi attirer sur lui l'attention de quelques autres conseillers dijonnais. Ces « politiques » ne devaient pas hésiter à condamner l'assassinat de Brisson, grand « politique ».

2. Sur les Baillet, les Quarré (la mère de Cromé était une Quarré), les Breunot, etc., v. GROS, *Le Parlement et la Ligue, pass.*, et notre Index. Sur Jean Morin, sur son fils et leurs idées « politiques » : Breunot, I, 267 ; II, 501, 542 ; DIJON, B 227, f. 26 v^o, 95 ; C.-D'OR, BII 360/52 (2 mars 1590).

3. Ses sermons autunois et ses attaches locales sont indiqués par ABORD, I, 391-393, et II, 325 et s. Sur la carrière et le rôle de ce grand jésuite, ennemi

membre lui aussi du Conseil général en 1589, s'était, dès 1588, fait un renom parmi les prêcheurs de la faction des Seize¹. Mais tout indice d'une influence de ces meneurs en Bourgogne fait encore défaut.

Ce qu'on perçoit, au contraire, c'est la défiance que les collusions des extrémistes parisiens avec les agents espagnols² et leurs plans démocratiques contribuaient à leur valoir non seulement parmi les mayennistes d'idée, mais même parmi les bourgeois de commune. Prêts, un peu partout en Bourgogne, à s'appuyer au besoin sur le populaire, les chefs des échevinages évitaient, cependant, soigneusement, en 1591 ou 1592, tout comme en 1589, l'accent « tumultueux » de Paris. Avides comme les Parisiens de « novalités », ils les concevaient beaucoup plus dans le cadre des institutions traditionnelles³; et ces profiteurs bourgeois n'étaient pas de vrais révolutionnaires. En décembre 1591, nulle réaction extérieure ne se manifesta parmi eux à la nouvelle du coup d'autorité dont Mayenne frappait les Seize⁴. On s'intéressa quelque peu au sort de Cromé après la proscription de Mayenne; et Breunot, autunois, nota d'un mot sa vie cachée dans Paris, puis sa fuite aux Pays-Bas⁵. Curiosité minime.

Si pauvre que soit encore notre information sur les liens et l'action des Seize dans les provinces, il est, hors de Bourgogne, des lieux

du P. Auger, protagoniste de l'introduction en France des décrets de Trente, etc., et son intervention à Dijon en 1582 pour la fondation du collège local : FOUQUERAY, *Hist. de la compagnie de Jésus*, II, 1, 10, 41-44, 66, 152, 154, 242, 246, etc. Il avait prêché pour la Ligue, p. ex. à Rennes en 1589 (POCQUET, V, 153).

1. Sur lui : LABITTE, *De la démocratie chez les prédicateurs de la Ligue*, ch. I, § iv; ABORD, II, 325-335. Il servit les Seize jusqu'à l'été de 1592, date à laquelle Mayenne paraît l'avoir acheté.

2. Breunot (I, 384) observe comme un fait intéressant que c'est probablement chez l'ambassadeur espagnol que Cromé, poursuivi pour l'assassinat de Brisson, a trouvé abri; etc. Sur l'antihispanisme bourguignon, v. ci-ap., ch. XIII.

3. V. ci-ap., ch. XVIII, § i-ii.

4. Rien dans les registres qui le fasse penser. Les échevins dijonnais décident seulement de répondre à la circulaire des échevins de Paris (qui approuve Mayenne) avec « toutes regradations et cortoyties honnestes » (DIJON, B 229, 26 déc.).

5. Breunot, *loc. cit.* Cf. L'Estoile, V, 204; De Thou, XI, 447-448. — C'est le secrétaire Jules Gassot qui nous dépeint la fin misérable de Cromé « en Flandres » : il « vivoit assez pauvrement en faisant quelques escritures, estoit tous-jours tout seul en sa chambre et n'y laissoit entrer personne qu'une pauvre femme qui luy venoit faire son liet... Ung matin on le trouva tout meurtry à coups de marteaux et pommeaux de dagues en sa chambre et estendu tout roide mort en icelle » (*Sommaire mémorial*, 221).

où certains faits les font pressentir. Dans certaines villes au moins parmi celles qui, en 1587-1588, accueillaient l'influence de Paris, les démagogues de 1591 semblent avoir utilisé efficacement les voies naguère ouvertes ; et, non loin des terres mayennistes, en Champagne, ils trouvaient sans doute audience. A Troyes, des mouvements populaires violents, que menaient des émules de Cromé, se déclenchaient au même temps que les offensives des Seize¹. Dans le pays de Mayenne, aucun de ces mouvements, aucune imitation caractérisée, ni même perceptible, de l'effervescence parisienne. Aucun de ces « coquins », émules provinciaux des assassins de Brisson, que dénonce avec indignation le Bourguignon Carorguy.

Il est vrai que, à demi-brisé à la fin de 1591, bridé ensuite par la police du lieutenant et la résolution des « politiques », l'esprit des Seize allait revivre dans la Ligue espagnole. Mais sous cette forme, moins encore que sous sa forme catholique et révolutionnaire de 1590-1591, il ne pouvait, nous le verrons, mordre sérieusement sur la Bourgogne.

III. — *LES PARTICULARISMES.*

Loin d'accueillir les plans coordonnateurs de Paris, ou de se soumettre à la discipline unitaire voulue par Mayenne, la Bourgogne catholique se disloquait de plus en plus sous l'influence des esprits locaux et de ces « desseings à part » que, dit encore Hurault, nourrissait chaque république ; — ajoutons, pour la Bourgogne, que nourrissaient aussi chaque comté annexe, et cette région où survivait le neutralisme marchand : le Val de Saône.

Les comtés excentriques continuaient à tourner le dos à Dijon en toute occasion. Mâcon et Auxerre, arguant de leur demi-autonomie financière, refusaient de contribuer aux « suppléments » des garnisons, s'abstenaient de députer aux assemblées de Dijon,

1. Sur le parti extrémiste de Troyes, gênant pour le duc de Chevreuse, gouverneur provisoire de la Champagne, sur sa tendance hostile à Mayenne, et sur ses excès sanglants (notamment le massacre des prisons, dès sept. 1590), v. les notes de Nicolas Pithou (B.N., Dupuy 698). Cf. LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 61-63, 66 ; Carorguy, 60.

discutaient même, et âprement, toutes leurs contributions aux tailles, taillons, subventions répartis par les élus généraux¹. Ils continuaient, d'autre part, à échapper à la juridiction du Parlement bourguignon, l'édit d'Henri III qui, en juin 1589, les avait, avec la contrée de Bar-sur-Seine, retirés du ressort de Paris pour les donner à celui de Dijon, étant, du côté de la Ligue, resté lettre morte².

Auxerre, un instant, dans l'alarme d'Ivry et du siège de Paris, s'était rapproché du corps provincial. Mais tôt après, c'est à Troyes, au duc de Chevreuse qu'il avait demandé protection, renouvelant par cette démarche auprès du fils d'Henri de Guise d'anciennes infidélités à Mayenne³. Et c'est à Lyon, toujours, que Mâcon, de son côté, demandait appui, avec Lyon qu'était établie, en 1591 comme en 1588, sa solidarité de défense, comme son association économique : de Dijon, pour Mâcon, venaient les charges ; de Lyon, les appuis. A l'abri du drapeau de la Ligue, les Mâconnais opposaient aux obligations de l'Union leur résistance souriante et résolue⁴. La discipline de l'Union bourguignonne que ces deux villes, en 1589, n'avaient, au plus, que tolérée, s'y trouvait, deux ans après, à peu près ruinée. Mayenne pouvait encore y com-

1. C.-D'OR, C 3069, f. 303 v^o, 313 ; — les élus du Mâconnais aux élus généraux, 5 déc. 1589, C 3351, n^o 25 ; les mêmes aux mêmes, 14 janv. 1590, *ib.*, n^o 27 ; les mêmes aux mêmes, *ib.*, n^{os} 28, 30 ; — etc. — Pour la résistance du comté d'Auxonne : C.-D'OR, C 7496, f. 138.

2. Édit enregistré au Parlement royaliste de Flavigny le 3 juill. 1589 (C.-D'OR, B 12086, f. 15 v^o). Il se fondait sur la difficulté des routes aggravée par la guerre. Il fallait, de plus, réduire la charge de la fraction royaliste du Parlement de Paris, transférée à Châlons-sur-Marne. Mais, les trois « comtés » (Auxerre, Mâcon, Bar) étant tenus presque entièrement par la Ligue, leur particularisme ne se pliait pas à une telle réforme. Mayenne, de son côté, ne pouvait diminuer la puissance du Parlement de Paris.

3. Avril 1590 (LEBEUF, II, 416, d'ap. la chronique perdue de J. Félix).

4. Lorsque Mayenne s'avise de faire lever des sommes par bailliage sur les « hérétiques et politiques », ce qui à Dijon s'interprétait fort clairement, les États du Mâconnais répondent sans broncher que les « hérétiques », c'est-à-dire les protestants, sont tous partis pour l'exil et que « leurs biens, qui avoient esté cy devant destineez pour estre employez en la cause de la Sainte Unyon, on depuis esté baillez, du moins les fruitz d'iceulx, à plusieurs seigneurs et gentilshommes dudict pays... » Quant aux politiques, — admirez la candeur, — « n'y a plus aucuns audit pays et tous ceulx qui ont esté subçonnez ont juré l'Union... » (S.-ET-L., C 470). C'est Lyon, p. ex., qui fournit à Mâcon ses compagnies de protection des vendanges (MACON, BB 55, f. 306, 308, etc. ; 56, 59, *pass.*) — Sur les nombreuses interventions de Lyon dans la guerre en Mâconnais (renforts, argent, etc.), v., *ib.*, les liasses EF 51, 52 (lettres de P. d'Épinac, des consuls).

mander par intervention directe, mais non plus, du moins en fait, par le poste d'autorité provinciale, par Dijon et ses corps de direction.

Les villes du Val de Saône, avec Mâcon, s'organisaient dans l'indépendance. La lieutenance de Sennecey, en 1590 au moins, leur avait procuré le répit d'un trafic presque libre ¹. Mais, après sa retraite, le commerce, retombé, toute trêve close, sous le coup des prohibitions, ne pouvait vivre que par la fraude ou par d'ingénieuses ententes avec les corps de villes, souvent indulgents ². Et, en agir ainsi, profiter de la suppression de fait de la traite foraine pour trafiquer avec la Comté et la Bresse, jouer au mieux de la libre convention commerciale passée en 1590 par Mâcon et Lyon avec le pays de Dombes ³, c'était pratiquer et répandre autour de soi l'esprit de résistance aux commandements de Dijon, — et de Mayenne.

De cet esprit, Auxonne restait l'un des foyers. Une fois leur baron libéré par Nemours et retiré auprès d'eux en son « particulier », les Auxonnais, sous sa protection, fermèrent leurs portes aux agents fiscaux de Dijon, dressèrent contre eux leurs petits États ⁴, puis vécurent, en fait, hors des partis, ne songeant plus qu'à vendre sinon à Lyon, du moins à toute clientèle proche, quelle qu'elle fût, particulièrement aux navarristes de Saint-Jean-de-Losne ou

1. V. p. ex. les remontrances des élus au sujet des passeports qu'il accorde trop libéralement aux marchands pour la traite des grains hors du pays (C.-D'OR, C 3071, f. 47 v^o, 10 déc. 1590).

2. Exemples : 6 janv. 1592 : Louis Borne demande à la mairie de Chalon le droit d'exporter des grains qu'il dit avoir arrachés aux navarristes de Verdun : autorisation de passer des grains par Chalon, mais non d'en tirer (CHALON, BB 10, f. 76). 23 janv. : recharge des marchands en groupe : ils font valoir leur mérite d'avoir amasser ces blés « à grand péril » ; ils garantissent le ravitaillement local. Autorisation d'exporter (f. 77 v^o). Mais : demande analogue de Bernardon, pour des blés et avoines du pays : refus. Puis Galois réussit, lui, à passer des blés qu'il déclare venir de Comté (f. 85, 86) ; — etc. Nombreux ex. analogues dans MACON, BB 58-60. Malgré ces habiletés, le trafic de Saône était, par les gouverneurs, rendu difficile, Mâcon arrêta à la descente les marchandises d'Auxonne ou de Chalon (CHALON, BB 10, f. 118 v^o, juin 1592). Verdun confisquait souvent des bateaux. Les « subsides » sur la circulation des vins mettaient le commerce en « grand paine » (*ib.* f. 181) ; etc. L'exportation hors de Bourgogne restait, d'ailleurs, officiellement interdite.

3. MACON, BB 56.

4. C.-D'OR, C 7496 ; 7488-7489. Cf. B.N., fr. 4898, « Memoires envoieez en cour pour la ville d'Auxonne. 1593 », f. 36 et s. (adroite demande d'exemption d'impôt).

de Langres, du fer, des équipements et de quoi manger ¹. A Mayenne, ils continuaient à se dire ligueurs et, de fait, Sennecey continuait à toucher pensions et gages de l'Union. Mais d'autorité, ils entretenaient une trêve locale avec leurs voisins les plus redoutables, les Losnois, maintenant gouvernés par l'actif Vaugrenant ²; et pour achever le réseau de leurs garanties, ils engageaient des pourparlers avec Henri de Navarre. Dès octobre 1591, à l'occasion de la négociation avec Vaugrenant, le confident local du baron, Jean de La Croix, d'accord avec le s^r de Conclaye, lieutenant du gouverneur, et de connivence avec certains Semurois, avait tenté de préparer à la fois la libération de Sennecey et le ralliement d'Auxonne au « roy » ³. Libéré par d'autres voies, Sennecey modéra le dessein, entendant ne pas se livrer à petit prix. Mais le truchement d'Ornano, ce prisonnier choyé, entretenait les relations avec la « cour ». Si bien qu'en 1592, par le jeu classique des intimidations, par une série double et ininterrompue de démarches auprès du Béarnais et auprès de Mayenne, ces bourgeois, ces marchands, allaient garder leur paix, sous la sauvegarde conjuguée de Paris et de Tours ⁴.

1. B.N., fr. 4898, f. 36 (témoignages de Guill. de Tavanès, d'Aumont, d'Ornano).

2. Articles, *ib.*, f. 26 et v^o (1591). Préoccupations marchandes évidentes.

3. La Croix à Vaugrenant, s. l., oct. 1591, B.N., fr. 4898, f. 29, *cop.*; — le même au maréchal d'Aumont, s. l., 15 oct. 1591, *ib.*, f. 27 v^o, *cop.* (il est bien mari d'être blâmé. En réalité, l'affaire était mal préparée. D'ailleurs, « il n'y a rien de gasté » : « M. de Conclayx desire que Sa Ma^{te} declare qu'elle a pris et prent Monsieur de Senecé en sa... sauvegarde speciale selon la forme dont la mynutte a esté envoyée à M. le president Fremyot... » Après quoi, on aura plusieurs moyens d'obtenir la libération par Nemours. En tout cas, il est, lui, entièrement au roi et à Sennecey); — le même à Aumont, s. l., oct. 1591, *ib.*, f. 28 v^o, *cop.* (Conclaye a fait rapport à Sennecey, qui va enfin être libéré. En attendant, la paix persiste entre Auxonne et Saint-Jean-de-Losne, et c'est déjà beau). Et surtout : Aumont à Conclaye, s. l., oct. 1591, *ib.*, f. 26 v^o - 27 v^o (qu'il se déclare publiquement pour le roi ainsi que Sennecey le fera, car « son intention n'a jamais esté d'en reconnoistre ung aultre ». Le roi paiera au besoin la rançon de Sennecey et lui-même, Conclaye, sera dûement récompensé). — Mais « trop de gens » s'étaient « meslez de ceste négociation » (lettre de La Croix, *ib.*, f. 27 v^o). — Sur La Croix, uni à Sennecey par de « particuliers et secrets conseils » (Breunot, II, 243), v. notre Index.

4. B.N., fr. 4898, f. 23 v^o : « Memoire pour la ville d'Auxonne au sieur colonel d'Ornano » : qu'il dise au roi leur affection et les « occasions » qui en retardent « les effectz »; — qu'il fasse écrire par le roi une bonne lettre ordonnant à Guill. de Tavanès de faire entièrement respecter le pays d'Auxonne par les royalistes (s. d., 1591 ?). — Henri IV à La Croix, 13 mars 1591, *ib.*, f. 24, *cop.* (cf. B. de XIVREY, *Lettres missives d'Henri IV*, III, 353). — Dans B.N., fr. 4898, f. 36-93 : une cinquantaine de lettres ou mémoires édifiants.

A cela, d'ailleurs, Sennecey se prêtait d'autant mieux que, rentré comme simple gouverneur dans Auxonne, il y retrouvait une idée chère de 1589 : se constituer là un gouvernement à lui ; faire entretenir largement sa garnison sur les « cotes » du comté encore que ses paroisses « soyent du bailliage de Dijon », et surtout, — le passé n'étant pas oublié, — obliger Mayenne à interdire toute intrusion du nouveau lieutenant-général de Bourgogne, Jean de Tavanès, dans les affaires auxonnaises ¹. Ainsi, en attendant l'heure de passer « plus outre », se consolidait, sous les yeux de Mayenne, une neutralité.

Or, auprès de beaucoup de ligueurs contraints, la paix relative des marchands du Val inspirait plus d'envie que de blâme et c'est ce qu'avouait, — petit exemple, mais assez net, — un Dijonnais, Provins, en demandant à l'avocat Jurain, d'Auxonne, rencontré à la *Fleur de Lys*, « comme il pourroit faire conduire des marchandises à Besançon et comm'ilz faisoient à Auxonne », — ajoutant « qu'ilz estoient bienheureux de faire leurs affaires comm'ilz faisoient ² ». L'on voit bien, en ces simples paroles, comment le cas d'une petite ville et d'un haut gentilhomme tirant désormais ordon à part suggérait l'imitation.

IV. — LES PROGRÈS DES NAVARRISTES.

Les navarristes profitaient de toute cette indiscipline. Les succès généraux du gouvernement de Tours les servaient et ils bénéfi-

1. *Ib.*, f. 34-36 : mémoire du bon de Sennecey au duc de Mayenne concernant la solde de la garnison d'Auxonne (100 soldats et 90 mortes-paies, mais effectif très insuffisant, à augmenter), *cop.* Sur son dessein de gouvernement particulier, v. son mém. de 1589 au roi, *ib.*, f. 18, déjà cité.

2. C.-D'OR, BII 360/52 (information contre Cl. Jurain, d'Auxonne, 16 avril 1590). La réputation d'Auxonne est suffisamment établie par le fait que s'y retirer est, à partir de la fin de 1591, acte suspect aux yeux des policiers ligueurs. Le président au Bureau des Finances Le Compasseur s'y est retiré : on le traite, à Dijon, en ennemi (Conclaye aux magistrats de Dijon, Auxonne, 7 nov. 1591 DIJON, B 457, n° 146 ; cf. B 229, f. 102 v°). Bapt. Dachery, écuyer, de même : on confisquera ses biens, à moins qu'il ne produise un certificat de catholicité et ne justifie son départ (DIJON, B 9 ter, 15 sept. 1592). Le libraire Maximilien Desplanches étant allé « aux champs » pour vendre ses livres, Dijon lui ferme ses portes. Il s'est alors réfugié à Dole, et habite « maintenant à Auxonne et tantost à Saint-Jean-de-Losne... » Cette double résidence en dit long et justifie les défiances (DIJON, B 9, n° 21, 21 oct. 1592). Etc.

ciaient aussi auprès des consciences inquiètes, attardées encore au grand problème de la couronne, du fait qu'ils avaient, eux, non un régent discuté, mais un vrai roi. Mais le désarroi des mayennistes eût suffi à leur assurer des places et des hommes. Si Auxonne glissait vers eux, Verdun, Bar-sur-Seine se livraient¹. Leurs dissensions, qui continuaient, ne leur permettaient d'ailleurs pas de grands succès militaires, ni une rapide extension territoriale là où les gouverneurs de la Ligue veillaient, et le fait que le gouvernement de Semur était dirigé par des présidents éveillait des défiances dans le Mâconnais et l'Auxerrois, rebelles à l'obédience de tout Parlement de Bourgogne. Les présidents d'Auxois, cependant, gagnaient peu à peu des hommes dans toute la Bourgogne de Mayenne.

La tyrannie des oligarques, notamment, continuait à travailler pour eux. Ses victimes devenaient autant d'ennemis de Mayenne, et les brocards qui, à Dijon, couraient contre La Verne, frappaient en réalité plus haut que ce maire². Bannis par sentence ou fugitifs spontanés, les proscrits, même s'ils faisaient étape à Auxonne, ne tardaient guère à rallier Semur ou Saint-Jean-de-Losne. Le gouvernement des émigrés se fortifiait ainsi chaque jour et lorsque, le 12 juillet 1591, « pour certaines causes... à cela mouvans », mais à l'encontre et au mépris des volontés de Mayenne, la Chambre de Dijon décidait de ne plus admettre dans sa ville aucun émigré rentrant³, c'était pour eux progrès consolidé. En face de chaque place de la Ligue, au siège du bailliage navarriste, se concentraient

1. Verdun (5 avril 1590) ; JEANDET, *Verdun*, 138 ; — Bar (30 avril 1591) : Carorguy, 65.

2. Notamment « une élégie françoise... contenant plusieurs diffamations et intimidations contre les bons catholiques » de Dijon, que Thibault Malpoy était accusé d'avoir répandue dans la ville (C.-D'OR, BII 360/52, sentence du 13 juin 1590).

3. DIJON, B 229, f. 41 v^o. — Exemples assez nombreux de ces ralliements aux navarristes dans Gros. Interventions caractéristiques de Mayenne pour atténuer le dommage : Mayenne aux magistrats de Dijon, Paris, 12 oct. 1593, DIJON, B 456, n^o 172 (pour leur demander de laisser rentrer le conseiller Catherine). Bon exemple d'un officier à qui la mairie ferme les portes sans qu'il ait donné des preuves de navarrisme : le président Fremyot, des Comptes, sorti pour aller en Poitou, puis qui, se ravisant, confie ses affaires poitevines à son frère le prieur et veut regagner sa maison : v. sa réclamation (s. d., 1591 ?) dans DIJON, B 452, n^o 120.

les forces d'un futur assaut¹, celui qui devait un jour enlever à Mayenne sa province par quartiers. Un jour..., c'est-à-dire après l'Abjuration d'Henri de Navarre : acte religieux de portée décisive à coup sûr. Mais dès longtemps avant lui, en pleine Bourgogne ligueuse désunie et troublée, mûrissaient les propres conversions politiques des mayennistes. Beaucoup, au devant d'Henri IV, allaient d'eux-mêmes. On le verra en mesurant les forces de ce grand parti que la question du choix d'un roi allait révéler au début de 1593 : le parti des « politiques ».

V. — LES HOMMES DE MAYENNE A L'ŒUVRE. L'ESSAI DE REDRESSEMENT MILITAIRE DE 1592.

A la fin de mai 1592, le nouveau lieutenant de Mayenne, Jean de Tavanès, avait fait en Bourgogne une entrée impatiente, débordant dès l'abord toute l'ardeur qu'il comprimait depuis sa déconfiture de 1586. Il voulait ouvrir une période nouvelle et apportait l'ordre avec une impétuosité brouillonne². Il annonça sans retard deux expéditions de début : la prise de Saint-Jean-de-Losne, pour le bien de Dijon, celle de Verdun pour celui de Chalon : deux de ces opérations de « nettoyage » que Nemours avaient naguère promises sans les faire. Puis il compléta le programme : police de l'Avallonnais, de l'Autunois, prélude d'un encerclement de l'Auxois, d'un assaut contre le gouvernement navarriste... Semur entra en alarme³.

1. V. ci-ap., ch. XVIII, § III. Barjot, le lieutenant-général du bailliage de Mâcon, est le type du lieutenant-général qui, posté à quelques lieues de sa ville, guette l'occasion de l'arracher à la Ligue.

2. Pépin, 80-84 (il parle de l'« avènement » du « sieur vicomte »); DIJON, B 229, f. 190 et s. Le 1^{er} juin, Tavanès se présente au Parlement, où il est chevalier d'honneur. Harangue cavalière et diffuse (cf. PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 157). Sur la mission dévolue à Tavanès, v. ses lettres de nomination du 11 mai, C.-D'OR, B 12085, f. 27 (mission militaire suivant la formule orthodoxe, mais orientée en principe vers le soulagement). Cf. son disc. du 6 juin aux magistrats de Chalon, dans CHALON, BB 10, f. 108 v^o - 109 v^o. — Notons la hâte évidente avec laquelle Tavanès, dès juillet, après avoir visité Beaune (4 juin, C.-D'OR, G 2509, f. 114), puis Chalon (6 juin, CHALON, *l. cit.*), va montrer à Auxonne, et à Sennecey, son nouveau titre (Pépin, 89).

3. Sur les plaintes répétées de Chalon et de Dijon concernant les places na-

Il demanda aux États une contribution de guerre de 60.000 écus, obtint promesse de 25.000¹. Promesse... Mais il avait armé sans attendre. Amenés de Comté et de Lorraine par l'industriel Lavisey et par Buatier, poudre, chevaux, armes et vivres arrivaient vers le 30 juillet, pendant que Chalon, Mâcon même, amassaient, à leurs frais, un matériel pour le siège de Verdun². En Bourgogne tout remuait. Les compagnies, de partout, accouraient sous Dijon³. Le 2 août, « résolu » tout à coup, le Vicomte donna le signal.

Randonnées, d'abord⁴, en Châtillonnais, Auxerrois, Autunois, Charollais : la police, brutale, des châteaux-repairs et des petites places⁵. Puis, à la fin d'août, le premier grand « effet » promis, ce siège de Verdun pour lequel Chalon se ruinait, résolu à emprunter « tant qu'il faudra⁶ ». Camp imposant, de 4.000 hommes peut-être, assemblée jamais vue encore de tous les capitaines du gouvernement et de renforts étrangers⁷ : la Bourgogne enfin unie, et secourue. Sommation, aidée d'une démarche de Pontus de Tyard auprès du gouverneur Bissy, son neveu ; canonnade, tranchées, essais de surprise, hautes menaces et grands ahans... Mais, de victoire,

varristes de Saône : CHALON, BB 10, f. 103 v° et s. ; DIJON, B 227-229, *pass*. Sur l'alarme navarriste : par ex. Dinteville au duc de Nevers, Langres, 8 juill. 1592, B.N., fr. 4718, f. 76.

1. Sur les assemblées des 19 juin, 1^{er} juillet : C.-D'OR, G 2509, f. 114 v° (convocation de Mayenne et Tavanès pour le 1^{er} juillet) ; C 3071, f. 203. Sur la levée, v. ci-ap., p. 166, n. 4. — De plus : commission pour faire vendre les meubles des ennemis et saisir leurs revenus, Dijon, 22 juill. 1592 (B.N., Moreau 805, f. 35-36). Tavanès dit aussi (*Mémoires*, 157) avoir alors fait « mettre en doubles deux pièces d'artillerie pour le payement des soldats ». Surtout taxes sur les vins.

2. Pépin, 89 ; C.-D'OR, C 3071, f. 203 et s. (sur la mission, ordonnée, par les États, de Lavisey et Buatier au début de juill., cf. M^{me} Fyot à M^{me} de Vaugrenant [Dijon, 7 juill. 1592], DIJON, B 9). Sur l'effort chalonnais : CHALON, BB 10, f. 128 v°, 137, 153 v° - 154, 162 v°, etc. Pour Mâcon : MACON, EE 52, n° 77 (dépenses, transports, lettres de Tavanès ; — 20.000 pains, 10 queues de vin, etc.).

3. Pépin, 89-91 (liste des compagnies. Cf. C 3071, *l. cit.*).

4. Sur toute la campagne, v. les *Mém. de Guill. de Tavanès*, 496-498, et l'*Abbégé des guerres*, dans l'*Ill. Ob.*, I, 60-64.

5. Salmaise : repris. Noyers, défendu par Ragny : manqué. Dracy, Toulon, Chaseu, La Vesvre, etc. : enlevés. Montcenis : attaqué. Etc. V. Le Muet aux magistrats de Dijon, 25 août, DIJON, B 457, n° 168 ; Pépin, 92-94 et s. ; PETIT, *Noyers sous Henri IV*, 85 ; LA VIROTTE, *Arnay*, 133 et s. ; ABORD, 290-293 ; etc.

6. CHALON, BB 10, f. 156.

7. Détail dans JEANDET, *Verdun*, qui donne l'histoire du siège (182-192). En le complétant par Pépin et un état de dépenses, C.-D'OR, C 3658, on compte 26 « compagnies » ou contingents d'effectifs très divers (y compris des Savoyards, sous Treffort, les Suisses de Studer, des bandouliers « albanais »). Avec l'artillerie, Lavisey ; les vivres, Fr. Tabourot ; les munitions, Ph. Le Muet.

point. Le Val de Saône bravait l'homme de Mayenne. Une dernière tentative, par la rivière, ayant échoué, Tavanès, le 25 septembre, décampa. Il se rabattit tôt après sur le Langrois, enleva, en octobre, Til-Châtel et Montsaugéon, revint par la Montagne en cueillant Savoisy, Duesme, Villaines¹. L'hiver l'arrêta.

Campagne solennelle, ruineuse, durant laquelle le redresseur des torts avait réquisitionné partout d'un ton sec :

Habitanz d'Arnay-le-Duc, je vous ay desjà escript d'envoyer des munitions de pain pour mes troupes. Neanlmoings vous n'en avés rien fait. Ne doublés que si ne les envoyés dans ce jour, vous serez contrainctz et chastiez. Je ne vous en dis pas davantage, me recommandant à vous².

Mais Chalon gardait son écharde, avec ses dettes nouvelles ; Dijon, la sienne : Saint-Jean-de-Losne ; l'Avallonnais, le Brionnais les leurs : Noyers, Bourbon-Lancy... On annonçait une attaque navarriste, celle du duc de Nevers. L'offensive de Mayenne avait été à peu près vaine : les canons du Vicomte une fois passés, autour des châteaux racoutrés³, la danse recommençait et Semur continuait à braver. Seules la défense et la puissance des gouverneurs de place s'avéraient profitables.

VI. — LES HOMMES DE MAYENNE. LE PÉRIL AJOURNÉ.

Du moins, l'argent des Bourguignons consolida-t-il l'établissement de Mayenne dans les places. 1592 : temps d'un nouveau et général renforcement des murailles ; et temps de renforcement aussi des garnisons, grâce, pour commencer, aux 106.864 écus des garnisons ordinaires pour l'année⁴. Au début de 1593, plus de 3.000 « soldats »

1. Pépin, 96-97 ; PINGAUD, 157 ; Tavanès aux magistrats de Châtillon, nov. 1592 (CHATILLON, carton Ligue, cah. 8). A Montsaugéon, l'une des terreurs de Dijon et du nord de la Bourgogne au temps du c^{ne} Rougemont (DIJON, B 230), Tavanès, nommé gouverneur, va installer l'un des siens : le s^r de Tresfondant, un ancien serviteur, et enseigne, de son père (MACON, EE 47).

2. PINGAUD, *Corr. des Saulx-Tavanès*, 341. Ce n'est qu'un exemple.

3. Tavanès lui-même, pour s'excuser d'avoir levé le siège de Verdun, donnait comme raison, outre l'insuffisance des moyens à lui fournis, la menace des bandes navarristes qui se préparaient à empêcher les vendanges de la Côte (Tavanès aux Chalonnais, Allerey, 24 sept. 1592, CHALON, BB 10, f. 162, *cop.*).

4. C.-D'OR, C 3633. Cf. C 3071, f. 225 et s. — Travaux à Mâcon (BB 55), Chalon (BB 10), C.-D'OR, G 2509 (pour Beaune). Deux petites compagnies sont imposées dès juillet à Chalon (D'Attignac et La Poterie) par les États et Tavanès

et de 1.000 « cuirasses » s'égrenaient dans le chapelet des forteresses postées sur les lignes du relief et sur les routes maîtresses. Les villes étouffaient, toujours pressées par les bicoques ; mais le Maître tenait encore les trois quarts d'entre elles solidement ¹ : par les « cuirasses ». Le souci des garnisons passait désormais bien

(CHALON, BB 10, f. 137), puis deux autres en octobre : Du Pasquier et De Marré (f. 171). — Autun, avec 6.000 écus de la recette du bailliage et du grenier à sel, relève ses bastions (AUTUN, Livre noir, f. 170, p.p. ABORD, P. J. 67-68). Une taxe sur les vins (lettres patentes de Mayenne, 7 fév. 1593, AUTUN, *ib.*, f. 172) en permettra l'achèvement en 1593-1594. — Avallon de même (AVALLON, EE 6). — Bar, repris — par Guise — le 3 nov. 1592, reçoit forte garnison (mais sous l'autorité de Guise) : v. Carorguy, 118-119. — A Chagny, Marcigny, etc., même chose (Tavanes aux Chalonnais, Dijon, 10 oct., CHALON, BB 10, f. 169, *cop.* ; Grégaire, 21).

1. Les états de garnisons dressés pour chaque « quartier » par les élus permettent des appréciations assez précises. Ceux des premiers quartiers de 1593 (C.-d'Or, C 3633, et B.N., fr. 3984, f. 165 et s.) sont à compléter, pour l'Auxerrois et le Mâconnais, par les états particuliers, par ex. B.N., *ib.*, f. 148, et les états de paiements, C.-d'Or, C 7537, et à rapprocher, pour comparaison et compléments utiles, des états dressés par les navarristes bourguignons et même champenois, HÉRELLE, II, 488 (cf. aussi C.-d'Or, B 118). Ils donnent une idée sur les renforcements. En juillet 1593, à la veille de la grande trêve, on trouve, par ex. (et cet aperçu sommaire sur les garnisons de Mayenne n'est pas dénué d'intérêt) : — à Dijon, 120 hommes au château (Franchesse), plus les milices communales ; — à Chalon, 200 hommes à la citadelle (Lartusie) et deux compagnies sous le s^r de Saint-Vincent dans la ville ; — à Autun, 250 hommes dans les forts (Chissey) ; — à Beaune, 50 hommes dans le château (Montmoyen) ; — à Châtillon, 250 hommes (Thenissey) ; — à Seurre, 230 (cap. Guillaume) ; — à Mâcon, 150 (Varennes-Nagu et Marbé) ; — à Louhans, 115 (Laboriblanche) ; — à Talant, 120 (Mauris) ; — à Nuits, 50 (Nicolas) ; et ainsi de suite dans une soixantaine de places (en Mâconnais, par ex. : Lourdou : 65 hommes ; Romenay : 12 ; Berzé : 32, etc. ; C 7537). Sauf quelques-unes qui avaient, comme Avallon, réussi à écarter de leurs murs toute garnison, les capitaines de Mayenne tenaient toutes les places importantes restées dans la Sainte-Union. A quoi il faut ajouter celles dont les capitaines, payés aussi par les États avec leurs soldats, ne relevaient pas de Monseigneur comme chef direct nominal, mais « avouaient » : par exemple, l'abbé de Tournus (les 25 hommes de cette ville), ou Jean de Tavanes (les 30 de Brancion), ou le baron de Lux (les 55 de Mâlain), ou le baron de Vitteaux (ceux d'Ouanne et de Vitteaux), ou l'abbé de Saint-Seine (ceux de Saint-Seine et de Lamargelle), ou le duc de Nemours (ceux du château de Montbard et ceux d'Époisses), ou enfin le bon de Sennecey (les 100 hommes du château d'Auxonne). Quelques garnisons secondaires semblaient plus directement liées à Mayenne par les attaches du corps qui les avait fournies : celles de Charolles, faites de 15 cuirasses de la compagnie de son fils Henri ; d'Arcy-sur-Loire, que commandait, par lieutenant, le bon de Thianges ; de Blaisy, fournie par les gardes du prince Henri ; de Salmaise, qui dépendait de Franchesse. En réalité, d'autres troupes, que les états sembleraient signaler comme moins liées à lui que celles-là, étaient cependant à lui tout aussi sûrement, celle de Lartusie, par exemple, ou celle de Guillaume qui commandait à Seurre « de la part de M. Dumaine, combien que le lieu soit à madame de Nemours ». — Dans les marges des états, intéressantes annotations sur la valeur des troupes. Celles de Dijon est notée « bonne », celle de Louhans « mauvaise » ; celle de Paray-le-Monial (c^{ne} Corsenet) : « mauvaise » ; etc.

avant les tenues des États ou le recours aux conseils locaux. Tavanès, dès son arrivée à Dijon, avait rassemblé les capitaines-gouverneurs ¹, leur avait transmis les consignes d'autorité. Mayenne présent eût huilé leur action. Sous Tavanès, qui les appuyait sans les aimer, elle fut brutale. Dès 1592, ils traitèrent plus durement leurs « habitants » que l'armée de la Ligue ne traitait les navarristes. Leurs « crues » de garnisons furent sans égards ²; et lorsqu'il s'agit de mater les oligarques bourgeois, ils se donnèrent carrière.

Il fallait, en effet, en finir avec les velléités de « républiques ». Dès juin 1592, donc, dans les villes qui élisaien^t à la Saint-Jean ³, les gouverneurs eurent ordre d'agir. Chissey fit réélire à Autun Philibert Venot et maintenir en disgrâce l'avocat Jacques de Genay ⁴. A Chalon, Lartusie réussit à écarter Jacques Parise, maire depuis deux ans, et à pousser à la mairie, le 24 juin, Noble J.-B. Beuverand, lieutenant-général au bailliage, un homme nouveau ⁵. A Dijon, la position à enlever était forte : La Verne l'organisait depuis cinq ans. Mais Bernard, cette fois, était présent ; et l'affaire Chantepinot faisait brèche dans les tranchées du tyranneau. Ce

1. Pépin, 82, 87.

2. Sur l'introduction forcée des soldats à Chalon, v. ci-après, p. 167, en note. Le bon de Saint-Vincent, gouverneur de la ville, doit céder, en l'espèce, la main à Lartusie, gouverneur de la citadelle. Les modérés sont effacés. Saint-Vincent se plaint que l'autorité le néglige (BB 10, f. 175, 23 oct. 1592).

3. ABORD, II, 271-272 ; III, p. XIII. Un mayenniste bien pensant, frère du vierg, l'avocat Jacques Venot, se fait l'inspirateur des fidèles du lieu. On prépare le retour à l'influence d'Odet de Montagu, que Mayenne rétablit au début de 1593 à la lieutenance de la chancellerie (sur Montagu : *id.*, II, 27-28, 30, 80, 145, etc.).

4. En déc. 1592, Borot, premier maire élu d'Avallon, est réélu pour une troisième année : la ville est sans gouverneur. Mais Borot est un mayenniste correct (AVALLON, Reg. de 1592, cité par PETIT, *Avallon*, P. J. XXI ; CHALLE, II, 208).

5. CHALON, BB 10, f. 115-117 v^o. — Parise, conseiller au bailliage, paraissait grouper les mécontents et ne pas fermer, d'ailleurs, les oreilles aux propos d'émigrés comme Jean Jantial ou de suspects comme Louis de Pontoux, peut-être de P. de Tyard, qui à Bragny, ne dormait pas (f. 53, 91). Tavanès, ouvertement, manda des instructions avouables : l'heure exigeait des hommes sûrs de « nostre party », sans « dissimulations et connivences ». Surtout : « enpeschez que ceulx qui se peuvent ressentir d'avoir esté cothisez ou emprisonnez pour avoir esté suspectez... soient admis à telles charges... », etc. (cela visait Parise) (Tavanès aux magistrats de Chalon, Dijon, 20 juin 1592, f. 114, *cop.* : commentaire du registre : « il est très expédient de se conformer à la volonté de Monseigneur le visconte de Tavanès »). Mais, de plus, instructions à Lartusie. Échevins nouveaux de bon esprit (Cl. Roillet, Et. Durand, etc., f. 123 v^o - 125).

tyranneau se défendit, par émissaires chez les vigneron, et par propagande à tables ouvertes. Mais le Château donna, soutint des candidatures multiples, agissant, elles aussi, « par argent, banquets, ivrogneries et autres dissolutions », et qui enlevèrent au maître sortant nombre de voix : Bernard fut élu avec une majorité importante ¹. Mayenne exprima sa satisfaction ².

Donc armements, commencement de « nettoyage », surveillance des communes, un simple aperçu — qu'on pourrait compléter — suffit à montrer que les hommes de Mayenne, dans l'été de 1592, étaient en œuvre. Et non sans quelques fruits déjà : quelques coins de terre avaient été soulagés de l'effroi des bandes ³, et des ligueurs du mauvais esprit semblaient, pour un temps, écartés. C'était peu de chose pour calmer la grande impatience de toute une province, au début de 1593. Quant aux résistances, armées d'expérience mûrie et de méthodes, qu'avait trouvées Tavanès, en juin 1592, elles demeuraient, à la veille des États de Paris, imbrisables ⁴.

1. Pépin, 82 (il nomme les concurrents brigueurs : Moisson, Buatier, Coussin, Billocard, Berbissey, Pouffier « et plusieurs autres »). — DIJON, B 229 (toute la fin du registre), B 230 (f. 2 et s.). Sur l'animosité de Franchesse contre La Verne : Breunot, I, 394.

2. Mayenne aux magistrats de Dijon, 22 août 1592, *Corr.*, n° 541. Mais l'équipe des oligarques conserve force à la Chambre (Breunot, I, 259). Et puis, Bernard partant en janvier 1593 aux États de Paris, La Verne, comme « antique », va reprendre les clés.

3. Exemples de démolitions ordonnées : — en Chalonnois, forts du Tartre et de Savigny-en-Revermont (CHALON, BB 10, f. 137) ; sur la démolition de Montaigu demandée depuis longtemps et la résistance du capitaine Laboriblanç : *ib.*, f. 20 et s., 141 v°) ; en Autunois, Millery, Chaseul, La Porcheresse (ABORD II, 292 et n. 1). Aux environs de Dijon, Fleurey, Lantenay avaient été démolis en 1590 (C.-d'OR, C 3071, f. 41), Gilly démantelé en 1591 (*ib.*, f. 82 v°). Etc.

4. Il faut citer au moins deux exemples concernant ces sujets capitaux : les impositions de guerre et les garnisons. Lorsque Tavanès, en juillet 1592, réclame aux mairies sa subvention de guerre de 25.000 écus, partout sourde oreille, puis protestations. — Les échevins de Châtillon affirment à plusieurs reprises l'impossibilité de trouver 1.400 écus ; ils s'obstinent durant des mois et finalement, mais en 1593 seulement, consentent à chercher 500 écus (CHÂTILLON, carton Ligue, cahier 17). — Ceux de Chalon, fort rétifs à l'ordinaire, consentent cette fois, — s'agissant de prendre Verdun, — à répartir un emprunt parmi les « plus aisés ». Mais le versement tarde, et Tavanès ayant échoué, on l'ajourne. Procès avec les élus ; sommations du vicomte. A la fin de décembre 1592, lorsque le lieutenant réclame ce qui reste à payer, fin de non-recevoir énergique (CHALON, BB 10, f. 92 v°, 139 v°, 145 v°, 198 v° ; FF 70, 20 nov. 1592). Quant au comté d'Auxonne, 17 villes ou villages s'abstiennent de payer et on ne recueille que 124 écus 21 sols (C.-d'OR, C 7510, f. 1 et s.). — Résistance

Le péril immédiat, en Bourgogne, était ajourné. Mais pour le mayennisme, l'effet s'annonçait à peu près vain. Effort trop tardif. Et mauvaises méthodes. Gagner des hommes ? La clientèle de Mayenne se dévalorisait par l'émiettement aveugle et trop large des bienfaits : plus de la moitié des favorisés de 1592 devaient être parmi les « politiques » de 1594. Quant aux serviteurs principaux, ils étaient presque tous de petite valeur : — quelques minces négociateurs dévoués ; mais presque aucun homme « de cervelle », sauf Jeannin. Bernard lui-même pensait et parlait, mais n'était guère apôtre en son pays, ni surtout habile en « moyens » ; — des gouverneurs bien liés, mais plus aptes à juguler l'émeute qu'à gagner l'attachement et, d'ailleurs, trop sûrs de tenir le Maître à leur merci. Quant au lieutenant, Bernard perdait son éloquence à nommer « Lycurgue » de la Bourgogne ce brouillon infatué ¹.

Ces hommes, inaptes à faire accepter l'inévitable, allaient seulement parer, empiriquement, aux périls pressants. D'ailleurs, contre les faiblesses fondamentales, que pouvaient-ils ? Un symptôme grave les révélait trop : l'idée s'exprimait qu'Henri III n'avait pas opprimé le pays autant que Mayenne. Apprenant que Tavanès surtaxait le vin de 20 sols par queue, les Beaunois, mis en « grand paine », disaient aux Chalonnais : « Nous semble » que les rois,

aussi des clerks auxerrois (YONNE, G 1725). — Et résistance des Dijonnais. Les oligarques essaient de se décharger sur les officiers d'un tiers de la cote. *Tolle* chez les longues robes ; et nouveau conflit avec les municipaux, soutenu pourtant, en l'espèce, par un arrêt du Conseil privé. C'est Bernard, cette fois, qui, comme maire nouvellement élu, doit soutenir la lutte et contre un autre membre du Conseil, Legouz de Vellepesle : bel exemple de désunion fatale, sous des poussées sociales plus fortes que les politiques. Et désunion si tenace que, Bernard partant en janvier 1593 pour les États et La Verne le remplaçant, les Dijonnais atteignent le printemps sans payer (DIJON, B 230, f. 73, 75 v^o, 76, 193 v^o, 195, 197 v^o, etc. ; L 22 ; B 457, n^o 172 : Tavanès aux échevins, Dijon, 13 déc. 1592). — Pour Avallon : B.N., Moreau 805, f. 33 (ordre signé de Tavanès lui-même, 20 juill.) ; — Autun, AUTUN, BB 6, 28 juill. et 1^{er} sept. (cf. ABORD, II, 288).

Les garnisons de 1592 ? A Dijon, violent éclat dès le premier mot de Tavanès. A Avallon, refus formel. A Chalon, où les compagnies d'Attignac et La Poterie sont annoncées, protestations. Ordres fermes de Tavanès (Beaune, 3 déc. 1592) ; mais les portes sont fermées. Saint-Vincent, conciliateur, suggère de loger les soldats sous la ville. Lartusie tient bon, et menace de les introduire par sa citadelle. Il faut céder. Mais la ville est en rumeur. Mémoire à Mayenne lui rappelant ses promesses de déc. 1588 et janv. 1589. L'effervescence va durer. — Résistance analogue à Mâcon, Autun, etc. (DIJON, B 230, août-déc. ; — AVALLON, EE 6 ; BB 2 ; — CHALON, BB 10, f. 162 v^o, 171, 191 v^o, 193).

1. DIJON, B 230, 19 déc. 1592.

naguère, « ont voulu introduire beaucoup moindres charges ¹ ». Mayenne avait trompé : il était autrefois « sage et modéré prince », sous la « conduite » de qui la province vivait « paisible et tranquille ». Aujourd'hui, « tant de grâces et bénédictions sont... tournées en aultant ou plus grand nombre de maledictions, et le tout par le mauvais gouvernement de ceulx qui ont à present l'auctorité ² ». Que, reprises en main, quelques garnisons aient dit d'une voix plus claire le cri de ralliement : « Vive du Maine ³ ! », cela n'était rien : — le vrai, c'est que la monarchie de Mayenne sapait à sa base même, en Bourgogne, le mayennisme. L'impatience de « voir un roi », au début de 1593, y atteignait son comble.

➤ LES Bourguignons, quel que fût leur attachement pour leurs « libertés », avaient le sens monarchique. En 1589, chez les ligueurs, ce sens s'était troublé : mais qui, alors, dit Hurault, « eust pu garder son sens entier ? » Abattre Henri III, œuvre après laquelle, croyait-on, « il n'y avoit plus rien à faire... : tout étoit gagné... ». Cependant le désordre et la durée de la guerre rappelaient aux réalités : après avoir abattu, il fallait reconstruire. Cette nécessité poussait des hommes vers Henri de Navarre : l'heure pressait donc. Sauf les profiteurs du plat-pays et des mairies, toute la Ligue fidèle, États et élus en tête, réclamait la fin des équivoques : les États généraux ⁴.

1. Les magistrats de Beaune à ceux de Chalon, Beaune, 10 nov. 1592, CHALON, BB 10, f. 181, *cop.* (sur les protestations beaunoises appuyées par le chapitre : C.-d'OR, G 2509, f. 129 v^o, 16 oct.). La comparaison avec le passé se retrouve dans nombre de pièces communales (v. p. ex. encore *ib.*, f. 285, 7 oct. 1593) et même aux États, qui, en oct. 1593, veulent en revenir au régime fiscal du temps d'Henri III (C.-d'OR, C 3072, extr. dans BERNARD, *Procès-verbaux des États de 1593*, Appendice XI, n.).

2. « Plaintes » déjà citées (B.N., fr. 4898, f. 30).

3. Cri qui répond, en Bourgogne, au « Qui-vive ? » des sentinelles (v. p. ex. *Discours véritable sur la reduction de Beaune*, 81).

4. V. surtout les « résolutions » des États et les démarches faites en leur nom auprès de Mayenne par l'abbé de Cîteaux (C.-d'OR, C 3071, f. 2 v^o, 72).

CHAPITRE XIII

A LA VEILLE DES ÉTATS. LA BOURGOGNE FRANÇAISE

- I. *La Bourgogne au milieu des prétendants. Le duc de Lorraine.
Le duc de Savoie.*
- II. *Philippe II.*
- III. *Philippe II. La neutralité comtoise.*
- IV. *Les droits « bourguignons » de Philippe II. Le loyalisme
français.*
- V. *Les desseins de Philippe II sur la couronne. Pas de parti
espagnol.*
- VI. *La Ligue française. Jeannin.*

Le déclin rapide du crédit de Mayenne en Bourgogne : fait important à retenir s'il faut expliquer ce que fut, à la fin de 1592, l'opinion provinciale devant le grand problème de la royauté, enfin posé directement devant elle.

L'opinion bourguignonne : expression trop simple. Les réalités furent complexes et souvent insaisissables. Aucun « discours », aucun document ne les exposent. Cependant, dans la masse des indications partielles, quelques sentiments, négatifs pour le moins, se dessinent avec netteté ; — et d'abord celui-ci, qui semblait pouvoir contenir encore une promesse pour Mayenne : la défiance des prétendants étrangers.

I. — LA BOURGOGNE ENTRE LES PRÉTENDANTS ÉTRANGERS. LE DUC DE LORRAINE. LE DUC DE SAVOIE.

La Bourgogne route de courriers politiques : ce trait dont nous avons dit l'importance prenait toute sa valeur en 1592-1593.

Jamais les agents des princes ne furent plus nombreux à la traverser, à y parler, qu'en ces années où tant d'actions se menaient entre Paris, Tours et Rome ¹. Et jamais les Bourguignons ne purent moins ignorer la concurrence des prétendants à la couronne ou au démembrement du royaume. Prétendants français ? Si Mayenne tenait au pays place de choix, le jeune duc de Guise était à Troyes, Nemours à Lyon, et leurs hommes souvent en pleine Bourgogne. Étrangers ? De Comté les prétentions de Philippe II n'avaient à franchir, pour toucher le cœur du Duché, qu'une faible frontière. Quant à Charles-Emmanuel de Savoie, il n'était séparé de la Bourgogne que par la longueur du pont de Mâcon. Et Charles III de Lorraine martelait les portes du royaume aux confins champenois de la province. Aucun pays de France ne voyait de plus près un aussi grand nombre d'ambitions rivales.

Il semblerait que les ambitions du Lorrain et du Savoyard eussent pu prendre, aux yeux des Bourguignons, en 1592, l'aspect de réalités pour le moins aussi pressantes que les ambitions de l'Espagnol. Alors qu'ils n'avaient vu encore aucun soldat de Philippe II, ceux de Charles III et de Charles-Emmanuel, souvent en même temps, avaient paru à leur frontière ou l'avaient franchie

Compagnies du marquis de Pont poursuivant les Reîtres de 1587, compagnies de Saint-Paul venues jusqu'à Is-sur-Tille faire escorte à Caetano, cheval-légers d'Amblise accourus à la rescousse contre Aumont... : les Lorrains alliés de la Ligue s'étaient chargés d'apprendre à la province de Mayenne le désir qu'avait leur duc de jouer un rôle en France. Il avait fallu, d'ailleurs, et suivant les instructions de Mayenne lui-même, les considérer comme le secours de la

1. Cf. I, Introduction, § 5. On a vu déjà (*ib.*) que, pour éviter le Nivernais ou le Bourbonnais navarriste, les courriers ligueurs, entre Paris et Lyon ou Lyon et Paris passaient par la Bourgogne, comme les légats Caetano et Landriano, comme les divers ambassadeurs de la Ligue à Rome, etc. Sur le passage des courriers et des nouvelles : Breunot, I, 261, 263, 272, 273, 275, 276, 277, 281, 282, 283, 287, 292, 293, 297, etc. (et à la Table : *vis* Desportes, Pélissier, Prudent). *ib.*, mention de nombreux informateurs, p. ex. du fils du président de Montholon qui, de Rome, écrivait à son père, à Dijon (Breunot, II, 33, 308-309) ; de Guill. Vincent, secrétaire de l'ambassadeur Diou (II, 69, 72, 73, etc.), de Pélissier, de Jeannin, etc. (v. la suite de ce travail). Noter aussi les captures de courriers ennemis, p. ex. en juill. 1593, d'un laquais de M. de Damville qui porte « grande quantité de lettres » (Breunot, I, 345).

Bourgogne, et, plusieurs fois, leur demander leur assistance¹. On voyait, de plus, les intrusions du duc dans les affaires de la Champagne, où il prenait le ton d'un « protecteur », et parfois même ce titre ; ses campagnes équivoques menées en force, avec artillerie, dans les pays de la haute Meuse et de la haute Marne, s'empressant de faire diversion contre Aumont ou Nevers ; sa tentative de 1589 pour se lier Guyonville, lieutenant ligueur du Bassigny, et faire reconnaître le comte de Vaudémont comme gouverneur, peut-être même son fils, le marquis de Pont, comme roi ; son emprise sur Chaumont dont il pensionnait les magistrats ; puis son expédition bruyante de 1591, — appuyée d'une campagne de plaquettes — ; au printemps de 1592, enfin, l'irruption de Pont avec 8.000 hommes qui enlevaient Coiffy, Montigny-le-Roi, bloquaient le Châteauvillain de L. d'Adjaceto, menaçaient Langres, posaient des garnisons aux limites de la Bourgogne à Saint-Seine-sur-Vingeanne, en Bourgogne même, à Selongey, et répandaient l'effroi aux pays bourguignons de Bar-sur-Seine et Châtillon². — Interventions et

1. Particulières instances au début de 1591 et faites alors par les élus (C.-D'OR, C 3071, f. 92 v^o, 95 v^o, 98, 104, etc.). Missions de Chantepinot en 1590, de Lavisey en 1592, du capitaine Gault en 1593 ; etc. (v. ci-dessus, I, 434 ; II, 39, et Breunot, I, 297, 354, 359). Mayenne annonçait périodiquement une intervention lorraine (Mayenne à Fervaques, 9 avril 1589 ; aux magistrats de Dijon, 27 fév. 1590, *Corr.*, n^{os} 448, 471 ; etc.).

2. Sur ces interventions en général : HENRY, *Interventions de Charles III dans les affaires de la Ligue en Champagne* ; *id.*, *La Ligue en Champagne*, 105-108 ; DAVILLÉ, *Les prétentions de Charles III*, 188, 191, et *Les relations d'Henri IV et des ducs de Lorraine* (*Ann. de l'Est*, 1900, 437 et s.) ; HÉRELLE, I, 222-224 (lettres de Charles III à la ville de Châlons, etc.) ; II, 277-282. — Sur la prise et l'intrigue de Chaumont en 1589 : *ib.*, II, 281 ; B.N., fr. 4075, f. 37 (lettre déchiffrée) ; Dinteville au duc de Nevers, Langres, 3 sept. 1589, *Correspondance de Dinteville, Rev. de Champagne et de Brie*, XI, 222 ; *Corr. avec J. Roussat*, n^{os} XIV, XV ; P. Cayet, 185. — Sur les opérations de 1590-1593 et sur leurs répercussions dans le nord de la Bourgogne : C.-D'OR, C 3071, f. 156, 164, 185, 203, etc. ; HÉRELLE, II, 398, 432 ; *Corr. de Dinteville, loc. cit.*, XI, 287-288, 490-491 ; XII, 340-341 ; etc. ; XIII, 64-68 ; XV, 241-244 ; XVI, 145-149 ; Lettres d'Adjaceto à Nevers et à d'autres, Châteauvillain, 1590-1593, B.N., fr. 3616, 3618, 3621 ; CHATILLON, carton Ligue, cahier 8 (lettres des échevins et du capitaine de Chaumont, de François de Lorraine, comte de Vaudémont, de Thenissey, etc.) ; *Défaite des huguenots de Champagne par les troupes du duc de Lorraine...*, Paris, G. Chaudière, 1592, in-8^o ; DIDIER, *Hist. de la seigneurie et de la ville de Châteauvillain*, 1882, in-8^o, 69 et s., 217 et s. ; HUMBLLOT, *Châteauvillain*, 1931, in-8^o, 37-38 ; PISTOLLET DE S. FERJEUX, *La Ligue en Bassigny* ; etc. — En 1593, malgré la trêve, les Lorrains tenteront de surprendre Langres (Carorguy, 151-152). Exemple de plaquettes de propagande lorraine : la *Coppie d'une lettre d'un gentilhomme de Monsieur de duc de Lorraine escripte de Nancy le quatriesme de fevrier 1591*, citée à nos *Documents utilisés*, § II.

intrigues qui alarmaient Guillaume du Vair et où, d'ailleurs, les « politiques » et les ligueurs « françois » voyaient moins les signes annonciateurs d'une tentative sur la couronne, que la menace d'un démembrement projeté par Charles III : celui de « Sedan, Metz, toute la Champagne, et partie de la Bourgogne qui est à sa bien-seance... ». Telle est du moins, la version de la *Satyre Ménippée* ¹.

Cependant, les Bourguignons qui savaient ces menées, Étienne Bernard lui-même qui, sous Verdun, en septembre 1591, était le témoin visuel de l'entrevue de Mayenne avec « Monseigneur Son A. de Lorraine et Messeigneurs ses filz ² », ne laissent voir, en aucun écrit, qu'ils aient accordé grande importance aux manœuvres par lesquelles le Lorrain, comme dit Hurault, tâchait de gagner « l'intérêt de sa despence ³ ». Des navarristes champenois s'inquiétaient, et leur gouverneur, le duc de Nevers, en avril 1592, redoutait aux frontières de l'Est des désastres que la prise de Rouen ne pourrait « équipoler » ⁴. Mais, en Bourgogne, pas un mot précis ni sur la candidature au trône, que plusieurs, cependant, disaient soutenue par le pape, ni même sur l'affaire si suggestive de Chaumont. la guerre au Bassigny paraît avoir été tenue pour une pure et simple action ligueuse. D'aucuns, certes, laissaient percer parfois de la défiance, et, par exemple, tremblaient à l'idée que le sieur de Vancourt et ses 40 cavaliers, postés

1. *Sat. Mén.*, 146 ; — G. du Vair, *Actions et traictés oratoires*, 88 et s. — A l'appui de ces dires on peut invoquer, p. ex., le mémoire rédigé par les États de la Ligue par le président lorrain Thierry Alix, qui rappelait les « droits » de Charles III sur la Champagne et même sur la Bourgogne, les comtés d'Auxerre et de Nevers (*Mém. présenté aux États de la Ligue par Charles III*, p. p. Digot, *Recueil de doc. sur l'hist. de Lorraine*, I, 1855, in-8°, p. 39-62). Nous n'avons pas à étudier ici les prétentions en elles-mêmes. Sur les prétentions à la couronne, v. DAVILLÉ, *Les prétentions de Charles III* (y ajouter P. MAROT, *Instructions données par Charles III à Jean de Lenoncourt, son envoyé auprès du pape Sixte-Quint*, dans *Rev. hist. de la Lorraine*, 1933, 76-83).

2. Bernard aux magistrats de Dijon, Verdun, sept. 1591, *Corr.*, n° 521 (le Bourguignon Carorguy (85) note cette rencontre). En 1593, Bernard fera peu mention des Lorrains, ne signalant guère que l'entrevue de Reims (Paris, 8 mars 1593, *Corr.*, n° 552).

3. *Discours sur l'estat présent...*, dans *Quatre discours...*, 46.

4. Nevers à Henri IV, Saint-Fargeau, 18 avril 1592, B.N., fr. 3628, f. 42. Mais l'alarme fut-elle générale ? Gagna-t-elle les ligueurs ? Ni HENRY, *La Ligue en Champagne*, ni DAVILLÉ ne disent rien. Peut-être l'opinion commune a-t-elle, en général, prêté peu d'attention à ces prétentions que Davillé, de son côté, a peut-être représentées comme plus systématiques qu'elles ne le furent (v. à ce sujet, MARIÉJOL, *Cath. de Médecis*, 407 et s.).

à Dijon par Tavanès partant pour Paris au début de 1593, pouvaient être des hommes de Charles III. Mais d'autres répondaient simplement que, « quand ils le seroient, ils estoient catholiques ¹ ». Qui annonçait la venue d'une garnison lorraine la redoutait comme étrangère, mais non comme un moyen de mainmise du prétendant de Nancy. Inconscience ou indifférence ?

Même absence de réaction, semble-t-il, à l'égard des intrigues de ce gendre de Philippe II et petit-fils de François I^{er}, le duc de Savoie. Si Charles III travaillait les confins de la Bourgogne, Charles-Emmanuel regardait, lui, vers la Provence ². Mais Mayenne, jouant de lui comme du Lorrain, s'efforçait d'employer ses ressources. Le marquis de Treffort, le spécialiste des interventions militaires des Savoyards en Bourgogne, avait servi en plein Duché contre Aumont, puis en Mâconnais et sous Verdun ³. Des Bourguignons savaient aussi que Mayenne avait besoin de Son Altesse pour lui ouvrir les routes d'Italie et comprenaient sans doute qu'il la ménageât ⁴. Enfin, compatriotes de Jeannin, lequel avait eu mission, allant s'embarquer pour l'Espagne, de jeter l'œil sur les empiètements savoyards en Provence et avait, en mars 1591, disait-on, aidé à ramener Marseille au loyalisme français ⁵, ils n'ignoraient pas le danger d'un démembrement du sud-est du royaume. Mais, ici encore, le silence...

1. Breunot, I, 267-268 (janv. 1593). Cf. DIJON, B 230, f. 227. Vonceourt commandait auparavant à Saint-Seine-sur-Vingeanne (C.-d'OR, C 3071, f. 156). De même en juin 1593, lorsqu'arrivent des renforts lorrains (Breunot, I, 318 ; B.N., fr. 3631, f. 23).

2. P. Cayet, *Chron. nov.*, 185, 258-259, 272. Cf. ci-dessus, p. 12. — Sur les prétentions à la couronne ou au démembrement prêtées au duc de Savoie depuis longtemps, v., outre les historiens de son règne (Raulich, Rinaudo, etc.), un passage de l'*Hist. anonyme de la Ligue*, p. p. Ch. Valois, I, 237-242 (p. 237 : accusations de connivence avec Mayenne en 1588) ; M. OUDOT DE DAINVILLE, *Lettre de Charles-Emm. de Savoie à Chr. de Vaucluse* (1591), dans *Bull. ph. et hist. Comité des Travaux hist.*, 1924, 73-87 ; *Sat.*, 146.

3. Grégaire, 17 ; et ci-dessus, I, p. 435 ; II, 162 n. 7.

4. Mayenne à M. de Neuchelles, au c^r de Diou, au duc de Savoie, 8 fév. 1591, HENRY et LORQUET, *Correspondance de Mayenne*, dans *Travaux de l'Acad. de Reims*, XXXIII, 41, 59, 60.

5. Jeannin s'arrête près d'un mois à Marseille pour y neutraliser le parti de De Vins, favorable à Charles-Emmanuel et aider au contraire le comte de Carces, l'époux d'une des belles-filles de Mayenne et fidèle à la Ligue française. Il harangue les Marseillais, dit-on, et les convainc. Cf. N. GARNIER, *Jeannin*. 481-482, d'après le *Discours apologétique*.

En Bourgogne, les deux ducs ne trouvaient ni un parti, ni d'ailleurs une hostilité déclarée. Peut-être passaient-ils pour prétendants impuissants : lorsque le vivant Michel Hurault les compare à ces « turquets qui attendent en patience que le dogue soit saoul et essayent en tirer quelques morceaux de dessous son ventre », il exprime un sentiment général que les Bourguignons connaissaient sans doute eux-mêmes, mais sans en concevoir grande émotion.

II. — PHILIPPE II .

Mais à côté des turquets, il y avait le dogue, qui pouvait fort bien, un jour, se faire ou roi de France ou duc de Bourgogne. Philippe II, comme Charles III, voulait « l'intérêt de sa despençe ». Or, au moins depuis les premières conventions de subsides avec Henri de Guise en 1578 ¹, il avait laissé entendre que, nonobstant d'anciens traités, la revendication bourguignonne pouvait, un prochain jour, se réveiller ; et, si dès 1580, le brave Charny croyait de son devoir de lieutenant-général de protester contre le titre de duc de Bourgogne pris par le roi Catholique dans l'acte de renouvellement de la neutralité comtoise, c'est sans doute parce qu'il avait motif d'attribuer un sens à l'emploi de cette titulature ². Il n'est pas douteux, en tout cas, que dans la monnaie d'échange — de valeur diplomatique s'entend — dont avait usé Henri de Guise pour entretenir le secours d'Espagne, il avait fallu faire figurer la promesse de la Bourgogne, et qu'en mai 1588 encore le chef de la Ligue avait parlé à l'agent espagnol Moreo de céder à Philippe II, avec la Provence, le Duché ³. En 1589 enfin, lorsque la révolution, puis la mort d'Henri III firent régner en France l'anarchie comme état de fait, Philippe II réclama pour sa fille non seu-

1. Sur cette date : DE TÖRNE, *Philippe II et Henri de Guise. Le début de leurs relations*, 323 et s. — Pour toute cette partie, nous renvoyons une fois pour toutes aux ouvrages ou articles généraux sur la politique de Philippe II, de PHILIPPSON, FORNERON, DE CROZE, BAGUENAUT DE PUCHESSE (*La politique de Philippe II et B. de Mendoza*), et au récent *Farnèse de van der ESSEN*.

2. Protestation non exactement datée, signalée par LELONG, III, n° 36.226. Le traité de juin 1580 est reproduit par dom PLANCHER, *Hist. de Bourgogne*, IV, Preuves.

3. Moreo à Philippe II, 14 mai 1588, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Espagne 322, f. 87.

lement partie de la Bretagne, cette terre de la duchesse Anne, aïeule de l'infante, mais, en outre, la Bourgogne ¹... Si mouvantes et enchevêtrées que fussent les combinaisons de l'Escorial, la Bourgogne y pouvait donc paraître assez nettement visée.

Mais, ensuite, la partie s'élargissant, l'on comprit que Bretagne et Bourgogne ne devaient être, dans l'esprit du roi d'Espagne, qu'« un acompte sur la totalité » du royaume ². Jusqu'à 1591, dans le débat entre l'Escorial et la Ligue « française », — les d'Épinac, les Jeannin, les Villeroy et Mayenne lui-même, — on ne voyait, sur le tapis, que la question et la menace des démembrements partiels ³. Cependant, un autre dessein, et depuis la fin de 1589 au moins, depuis la tentative de Philippe II pour se faire proclamer « protecteur » du royaume de France durant la captivité de Charles X ⁴, cheminait sous ces apparences. La mort de Charles X qui, le 8 mai 1590, ouvrait la succession si attendue, la connivence des Seize, les défaites de Mayenne, le blocus de Paris, la marche des *tercios* du duc de Parme au cœur du royaume, frayaient des voies aux droits, dès longtemps déclarés, d'Isabelle-Claire-Eugénie, petite-fille d'Henri II, nièce d'Henri III : les camouflages tombaient, et, préparée par les juristes, une campagne de grande envergure commençait : la candidature espagnole à la couronne. L'idée des démembrements breton ou bourguignon demeurerait, d'ailleurs, mais au second plan, assurant sans doute comme une éventuelle position de repli.

En avril 1591, ce fut par un Bourguignon, Jeannin, que Mayenne et les ligueurs français apprirent en toute clarté que la candidature effective de l'infante était désormais un fait inévitable. Envoyé à l'Escorial pour parler de désintéressement, le président en revenait porteur de conditions catégoriques : Mayenne réduit au

1. Cf. FORNERON, *Philippe II*, 81 ; RANKE (traduction française), II, 131, 156 ; POCQUET, V, 183.

2. Expression employée par RICHARD, *D'Épinac*, 360.

3. A.N., K 1571 (correspondance des agents espagnols avec Philippe II). Cf. RICHARD, 358-360.

4. P. Cayet, *Chron. nov.*, 189-190. Noter que certains, à cette occasion, faisaient, entre beaucoup d'autres promesses, entendre que Philippe II, non seulement respecterait l'intégrité du royaume, mais lui restituerait la Flandre ou le comté de Bourgogne (*ib.*, 189). Sur l'attitude de Mayenne et des ligueurs français qui éludent le protectorat, *ib.*, 190-193.

rôle d'un des chefs de la défense catholique à côté d'un général espagnol ; des États-généraux, qu'on voulait réunis dans la ville des Seize, — et qui, suivant le plan de Mendoza et de Philippe II, devaient élire l'infante ¹. Dans l'essai autoritaire tenté par Mayenne à la fin de 1591, et son projet des États de Reims, il y avait l'alerte espagnole, la peur d'être bientôt pris de court entre les Seize, le duc de Parme ² et le « prince de Béarn ».

Il échoua à Reims. Il eut du pape quelques promesses et une petite armée. Mais il se laissa aller à d'autres négociations et qui le compromirent encore plus, peut-être, que ses États manqués. Tout en usant contre Henri de Navarre, à Rouen, des secours espagnols que lui valait l'appréhension causée à Philippe II par les progrès de ce « Béarnais », il laissa Villeroy s'aboucher avec un de ses hommes, Du Plessis-Mornay, et parler d'un accommodement ³. En réalité, peu à peu, entre les deux concurrents majeurs qui s'élevaient à ses côtés, il abaissait son rôle à sa simple réalité de lieutenant provisoire, et, croyant jouer de l'un contre l'autre, s'affaiblissait gravement entre les deux. Au vrai, sa seule issue, — s'il en était une, — eût été, dès la mort de Charles X, en 1590, de rallier fortement à lui toutes les forces catholiques françaises, et de se passer des Espagnols : c'était l'issue de la Ligue « française », et, cette issue, il l'avait vue ; — mais il l'avait manquée.

Si bien que dans l'été de 1592, — et l'on croit comprendre dès lors leur demi-dédain à l'égard des prétendants mineurs, — les Bourguignons se trouvaient en présence de cette éventualité : avoir quelque jour Philippe II pour maître. Péril commun à tous les Français ; mais la Bourgogne se savait plus exposée que d'autres provinces, soit que Philippe II se rabattît quelque jour sur ses revendications particulières de duc de Bourgogne, — soit que, avant de conquérir la couronne de France, il voulût s'assurer de premiers gages dans le royaume.

1. GARNIER, *Jeannin*, 483-485. Cf. MARIÉJOL, 330.

2. Noter les conférences de 1592 entre Jeannin et La Châtre pour Mayenne et Richardot et Diego de Ibarra pour Parme au sujet de l'intervention de celui-ci, — qui ne consent en principe à aider Mayenne que moyennant engagement de reconnaissance de l'infante (SIMANCAS, *Secretaria de Estado*, 602, et A.N., K 1450, pièces diverses ; GARNIER, *Jeannin*, 491).

3. Mars-mai 1592 (NOUAILLAC, *Villeroy*, 215-225, et ci-après).

III. — PHILIPPE II. LA NEUTRALITÉ COMTOISE.

Si, avant 1591, les Bourguignons pouvaient redouter que Philippe II ne prît au Duché ce rôle de protecteur que le duc de Savoie prenait en Provence, leur alarme était vaine. C'est en Bretagne qu'il intervint. Il n'était pas de force à pousser des armées sur trois fronts. Les Pays-Bas absorbaient à eux seuls un immense effort financier et militaire dont une partie déviait vers le nord français. Entre deux champs d'action secondaires, il fallut donc que le Roi Catholique choisît. La Bretagne était apte à fournir à ses vaisseaux entre Lisbonne et Anvers d'opportunes escales, et à sa lutte contre l'Angleterre un point d'appui. Elle était aussi bien plus proche, grâce à la route de mer, que ce lointain duché bourguignon auquel on ne pouvait accéder militairement qu'en partant du Milanais. Elle était, en même temps, plus éloignée, moralement et matériellement, des centres du corps français et, juridiquement, plus détachable du royaume grâce au système des apanages féminins ¹. Il y installa une partie de son jeu. En octobre 1590, 3.000 Espagnols abordèrent à Saint-Nazaire, et, bientôt, tout un « complot espagnol prépara la proclamation d'Isabelle comme duchesse ² ».

Mais d'autres raisons encore préservaient sans doute la Bourgogne, — et Mayenne. D'abord le souci de ne pas détruire la neutralité comtoise, sécurité d'un petit État isolé. Depuis son avènement comme comte de Bourgogne en 1556, Philippe II semblait avoir garde de ne pas violer ce traité, qu'il renouvelait au contraire, non sans diligence, en juin 1580, pour vingt-neuf ans ³. De Comté, les Duchois se souvenaient encore avoir vu surgir un ennemi redoutable, mais un protestant, aussi hostile aux Comtois

1. POCQUET, V, 183, 185. Le seul aspect des cartons contenant la correspondance bretonne de Philippe II (A.N., K 1448-1450, K 1572-1592, etc.) suffit à donner l'idée de cette orientation politique. Dans K 1450 p. ex., on trouve des lettres de Philippe II aux villes bretonnes : rien de tel du côté de la Bourgogne.

2. Sur le parti breton-espagnol qui tente de se constituer : G. de CARNÉ, *Correspondance des ligueurs bretons*, I, 26-29, 42, 46, 51, 59, 71-72, etc., et POCQUET, V, 192-194.

3. DOM PLANCHER, IV, Preuves, f. ccccxv. Cf. FEBVRE, 774 (références). Dans DIJON, M 118, f. 178 et M 119, f. 176 : dépenses de la mairie à l'occasion du passage des ambassadeurs suisses se rendant auprès du roi de France pour la ratification.

qu'à eux-mêmes : Wolfgang, duc des Deux-Ponts, en 1569. Mais, depuis 1526, plus d'irruption des Habsbourgs. En particulier, depuis que Charles-Quint lui avait transmis son quartier de « Bourgogne », Philippe, dont les diplomates menaçaient parfois la frontière de Saône, ne la laissait pas violer par ses capitaines. C'est par les Français qu'elle avait été violée : par les bandes du duc d'Anjou en 1578, par Guise en décembre 1587¹. Une autre route espagnole, celle de Picardie, depuis Saint-Quentin, affirmait sa prééminence lorsqu'il s'agissait de pousser en France les *tercios*. Comptaient encore, en cette affaire, la peur des Cantons suisses, garants de la Neutralité : c'eût été mauvais jeu que de laisser couper par les montagnards les routes qui joignaient Milan, Gênes, aux Pays d'En-bas.

Comptait sans doute enfin, — mais enfin seulement, — Mayenne : Mayenne l'un des Guises, depuis 1578 ; Mayenne chef de la Ligue française, depuis 1589. Pourquoi, s'il convenait de le rouvrir, rouvrir trop tôt, autrement que par mémoires, le vieux débat du Duché, et inopportunément toucher en son domaine l'allié, suspect, mais nécessaire ?

L'attachement de Mayenne à la Bourgogne, Philippe II ne pouvait l'ignorer : ses agents entendaient trop le lieutenant-général ou ses hommes en confirmer la réalité. Jeannin, dans les entrevues de l'Escorial, en 1591, s'en était entretenu avec lui. Peut-être même les traités de subsides conclus avec Mayenne et surtout les pourparlers entretenus depuis lors au sujet de la candidature de l'Infante comportaient-ils en ce domaine la promesse d'une abstention au moins temporaire². L'heure, en tout cas, n'était pas

1. FEBVRE, 723-724, 773 et n. 1, 2, 3. Cf. DROUOT, *Une lettre de Mayenne* (1578).

2. Au sujet de la notification à Philippe II des intentions de Mayenne concernant la Bourgogne, v. p. ex. (DE CROZE, App. LXXIII-LXXVI) les pièces de l'accord de Soissons (février 1593). Quant aux conventions conclues avec Jeannin, elles sont l'objet d'allusions dans les lettres du duc de Parme à Philippe II de mars-mai 1592 concernant les tractations préliminaires de l'intervention militaire espagnole et la candidature de l'Infante (SIMANCAS, *Secr. de Estado*, liasse 602, particulièrement n° 40 : Parme à Philippe II, 15 avril 1592, passage sur les « demas de las q. V. Md ha acordado con el Pres^t Janin tocante al Ducado de Borgoña »). Ces allusions doivent viser une demande présentée par Jeannin dans l'un des articles d'un « deuxième mémoire » auquel répond une note de Philippe II, sans lieu, ni date, A.N., K 1450, n° 3. Cette note promet l'assistance du roi Catholique pour la Bourgogne à titre de satisfaction personnelle donnée à Mayenne : bien que l'intervention militaire prévue

venue de compliquer les « asuntos de Francia » d'une nouvelle affaire de Bourgogne. Tant que durait l'espoir de l'« élection » royale, la Bretagne suffisait. Aux ponts de Saône, pas l'ombre d'un piquier espagnol. Au Duché, pas trace d'agents d'Espagne. La Bretagne avait son Mendo de Ledesma. Pas de Ledesma en Bourgogne.

Les Bourguignons voyaient passer assez loin d'eux, en pleine terre comtoise, les colonnes de troupes italiennes et castillanes qui, par la Lorraine, descendaient vers les plaines flamandes¹, sans qu'aucune s'approchât du Val de Saône, — sans qu'aucune même vînt seulement aider la Ligue bourguignonne à soumettre Saint-Jean-de-Losne ni Verdun. Des Pays-Bas, Mayenne recevait les armées d'Alexandre Farnèse. Par la Comté ne lui venait, du roi Catholique, pas plus de secours que de menace.

Aucun secours non plus du petit État comtois, qui n'élevait jamais la voix que pour défendre sa paix. Une dynastie ne gîtait pas à Dole, comme à Chambéry, comme à Nancy. Le Parlement comtois, le gouverneur Fr. de Vergy, n'étaient que les gardiens vigilants de la Neutralité². Hormis les Suisses levés par la Ligue ou par Navarre, ils ne laissaient aller au Duché que des marchands, des seigneurs nantis de terres au delà de l'eau, ou des écoliers gagnant le collège

pour l'été doit améliorer la situation en Bourgogne comme ailleurs, « toutefois, S. M., pour donner cette satisfaction au duc, se charge volontiers de pourvoir à ses besoins, séparément, pendant 4 mois, au taux de 10.000 écus par mois... » (traduction). Dans un mémoire du duc de Feria à Philippe II, de fév. 1593 (DE CROZE, II, Append. LXXVI) notons la mention de 40.000 écus promis par S. M. à Mayenne pour être employés en Bourgogne.

1. Sur les passages de semblables troupes, élément important de l'histoire de la Comté au xvi^e s., v. FEBVRE, 520 et s., 740 et s., etc. — Les Bourguignons, naturellement, avaient l'œil sur ces troupes en marche (il y a, pour 1584, un rapport de Charny au roi sur le passage des Espagnols).

2. V. notamment les nombreuses pièces contenues dans les deux recueils B.N., Moreau 810 et 811 (150 lettres témoignant de la vigilance des Comtois, notamment du Parlement de Dole, et particulièrement à la fin du xvi^e s.). Autre série suggestive dans B.N., fr. 3991, f. 39-40, 89, 91. — Sur le souci des autorités comtoises de faire respecter la neutralité dans le cas spécial du passage des Suisses allant servir en France (qu'elles ne pouvaient empêcher), v. p. ex. les spécifications spéciales du traité du 4 juin 1589 concernant les Suisses levés par Henri III (B.N., fr. 20153, f. 399 ; cf. *ib.*, f. 395-397). Rappelons que Granvelle était mort en 1586. — M^{lle} H. BOREL annonce (*La Fr.-Comté sous les Archiducs*, dans la *Rev. belge de phil. et d'hist.*, avril-juin 1936, 464, note) une « étude consacrée à l'évolution de la neutralité franc-comtoise jusqu'à la conquête française ». L'étape de 1588-1595 y sera probablement examinée.

de Dijon. Pas d'action politique comtoise ¹. Un abri aux fugitifs des deux partis, ces neutres ombrageux pouvaient l'accorder et à l'occasion l'accordaient ². Le sourcilieux Vergy, à bon escient, fermait l'œil. Des poudres, des armes, des vivres, aux deux partis aussi, pour le bien du commerce privé, on les laissait fournir ³.

1. Aucune liaison politique perceptible des autorités comtoises ni avec l'un ni avec l'autre parti. Guise, entrant en Comté à la suite des Reîtres, en déc. 1587, avait pu se dire sans relations avec Fr. de Vergy et n'avait pas songé à lui « comettre [ses] desseings » (Guise à Mendoza, 23 déc., DE CROZE, II, Append. n° XVI). Si, depuis, Dijon se proposait quelque propagande ou espérait quelque secours, les autorités comtoises ne se départissaient pas de leur abstention. Que, comme Jean de Tavanès en 1585, Sennecey en 1591, ait trouvé un instant refuge en Comté, le fait ne compte pas ici. Les Tavanès, les Bauffremont étaient de ces familles dont l'établissement était à la fois duchois et comtois (cf. FÉVRE, 385-390) et la Comté leur était ouverte. Ils n'y faisaient au surplus pas acte de guerre. — Même chez les particuliers, remarquable neutralité ; les parentés bourguignonnes suscitaient peut-être des sentiments, non des actes. Et d'ailleurs, la guerre de par deçà, qui partageait les familles et donnait, par exemple, aux Vergy, aux La Baume de Montrevel, le spectacle des deux Tavanès, leurs parents, dressés l'un contre l'autre, ne leur ménageait pas les motifs d'indécision et les gardait elle-même de prendre parti. — Les autorités de la Comté entretenaient, certes, des relations avec celles de la Bourgogne mayenniste (ex. *Corr.*, n° 386, 434 ; Breunot, I, 259 ; Franchesse à Vergy, Dijon, 13 sept. 1590, B. BESANÇON, Granvelle 89, f. 46 ; — lettres du Parlement de Dole à celui de Dijon, dans *Reg. Parl.*, III ; etc.) et pour cela, un Vaugrenat, cherchant prétexte pour attaquer les villages de Philippe II, pouvait, en 1593, leur prêter des sentiments hostiles. Mais elles avaient relations égales avec le gouvernement de Semur (B. BESANÇON, Granvelle 39, f. 200 ; 89, f. 56 et *pass.*, etc.). Et les lettres qu'elles adressaient à l'un ou l'autre parti, outre leurs doléances au sujet des violations de frontière, ne parlaient guère que de la neutralité, du régime des monnaies ou du commerce. Quelques rares informations politiques anodines ou intéressées affectaient encore plus de laconisme que de formes amicales (ex. : lettre du 19 juin 1589, pour informer les magistrats de Dijon du passage des 30 enseignes de Suisses du roi aux environs de Champlitte, BAUDOUIN, II, 428). — Les écrits comtois contenaient-ils quelques indications d'opinion sur les affaires de France ? Nous n'avons rencontré aucun indice nous permettant de penser que, s'ils en contenaient, les Bourguignons les aient connues. — Bien entendu cette neutralité remarquable n'empêchait pas les paysans comtois de s'engager dans les compagnies françaises de l'un ou l'autre parti (on en rencontre quelques-uns dans les rôles, p. ex. à Mâcon, v. ci-dessus, I, 353, n. 1) ; ni aux capitaines et bourgeois comtois de servir Philippe II en d'autres champs. Le négociateur Jean Richardot, que Jeannin trouva plusieurs fois devant lui était natif de Champlitte. Sur lui : ROSSIGNOT, *J. Richardot, chef-président du conseil privé des Pays-Bas* (dans *Mém. de la Soc. d'émul. du Doubs*, 1905).

2. Un espion navarriste prête à quelques chefs ligueurs de Dijon l'idée de se réfugier en Comté au cas où la Ligue serait vaincue (B.N., Moreau 804, f. 113, nov. 1589). Un suspect, Desplanches, sous prétexte de commerce, s'en va en Comté. Etc.

3. V. ci-dessus, I, Introd., § 1, p. 21, et p. 282, n. 3. Cela, d'ailleurs, n'allait pas sans soulever des protestations au moins à la Chambre des élus à Dijon et à la Chambre de ville. Les ligueurs bourguignons semblaient compter sur la bienveillance au moins tacite de la Comté de Philippe II. Ils s'étonnaient de

Affaires privées, qui ne touchaient pas à la paix, ni à l'État. Mais que, s'autorisant de ces exemples, un agent des États de Dijon vînt demander pour les greniers ligueurs du sel des sauneries de Salins : affaire d'État ; — et refus du Parlement de Dole ¹...

En somme, sauf les violations de frontière que commettaient les capitaines français ², pas de secteur plus neutre dans toutes les

voir Dole tenir balance égale entre les deux partis et permettre le passage des Suisses navarristes, ou le ravitaillement privé des troupes de Guill. de Tavanès. V. à ce sujet C.-D'OR, C 3071, f. 103, 4 juin 1591 (les élus demandent une intervention de Sennecey et du Parlement de Dijon auprès de Vergy et du Parlement de Dole) ; DIJON, B 226, f. 233 v^o, 17 mars 1589 ; B 227, f. 27, 27 juin 1589 (lettre du maire demandant au prévôt de Dole d'interdire aux Comtois de vendre de la poudre — et d'acheter du fer — à Saint-Jean-de-Losne). Réponses dilatoires.

1. Sur cette interdiction, signifiée à l'écu F. Mareschal, et ses longues suites (de fév. à sept. 1590), v. C.-D'OR, C 3069, f. 321 v^o, 323 v^o, 327, 330, 333 v^o, 335, etc.

2. Ce sont les protestations des Comtois, toujours prompts à se défendre, qui donnent le type de ces délits. Guillaume de Tavanès violait, en sept. 1590, le courrier de son beau-frère Vergy (Vergy au comte de Mansfeld, Gray, 29 sept. 1590, B. BESANÇON, Granvelle 89, f. 54 v^o) ; — Rougemont, capitaine navarriste de Montsaugéon, à la même époque, avait « encores naguères prins prisonniers deux jeunes escoliers soubz l'âge de treize à quatorze ans, allans qu'ilz faisoient aux escolles à Dijon », et volé leurs chevaux (même lettre). Dans le même automne encore, un gentilhomme comtois, capturé aux champs, tenait prison à Saint-Jean-de-Losne (Vergy à Guill. de Tavanès, 3 sept. 1590, *cop.*, et Tavanès à Ant. de La Baume, comte de Montrevel, Saint-Jean-de-Losne, 6 oct. 1590, *ib.*, 89, f. 56). — Méfaits encore secondaires. Mais, en 1591, Vaugrenant — « Vaulrant, *id est* Vaulgrenant », dit Cuny (70) — devint gouverneur de Saint-Jean-de-Losne et c'était, à 4 lieues de Dole, un dangereux voisin. Captures, maraudes, coups de mains sur les rentes isolées ou les villages commençèrent à affliger plus gravement l'orée du bailliage d'Amont et, en janvier 1593, il fallut assembler autour du Parlement dolois pour arrêter un plan de remontrances et de résistance (Vaugrenant au comte de Montrevel, 8 août 1592, B. BESANÇON, Granvelle 39, f. 166, *cop.* : capture d'un commis du Parlement de Dole. Vaugrenant invoque certains griefs personnels contre ce Parlement, mais consent à relâcher le prisonnier « pour votre seul respect » ; cf. Breunot, I, 266). — Au début de 1593, Vaugrenant continue de plus belle : il pille le village de Saint-Aubin, ravage les environs et « prend des prisonniers » (*ib.*, 276). — D'ailleurs les capitaines ligueurs n'en faisaient guère moins que ce navarriste : de Seurre, p. ex., en mars 1592, des soldats venaient surprendre de nuit le village de Champdivers ; et l'amas des troupes ligueuses sous Verdun dans l'été de la même année jetait, non sans raisons, l'alarme au pays dolois (« Instructions » au sieur du Tertre de ce qu'il aura à dire à Guillaume au sujet de la captivité de Cl. Breton, pris le 1^{er} août 1592 à Champdivers : B. BESANÇON, Granvelle 87, f. 233 ter, *cop.* Cf. Ant. Contant au s^r de La Villeneuve, à Dole, Saint-Aubin, 30 août 1592, *ib.*). Autre ligueur pillard : Laboriblanco, de Louhans. — On arrêtait à Dijon, de temps en temps, quelques Comtois, mais en invoquant des motifs réguliers (v. p. ex. X. aux magistrats de Dijon, Besançon, 5 juin 1592, DIJON, B 457, n^o 166). — Malgré tout, les violations françaises de la Neutralité demeuraient alors limitées en nombre et en ampleur, et ne dépassaient guère ce que la Comté connaissait depuis trente ans (v. FÉVRE, 772-773,

frontières du royaume. En 1593, la Comté de Philippe II restait, au côté de la Bourgogne de Mayenne, comme une zone politique inerte... Mais les Bourguignons, — et Mayenne avec eux sans doute, — au delà du pacifisme du Comté, devinaient l'ambition du comte, et la redoutaient.

IV. — LES DROITS « BOURGUIGNONS » DE PHILIPPE II. LE LOYALISME FRANÇAIS.

Le soin remarquable avec lequel Mayenne, en tout traité avec les agents d'Espagne, demandait d'abord garantie de son gouvernement de Bourgogne fait penser que le péril d'une entreprise de Philippe II en ce secteur ne lui échappait point ¹. Quant aux Bourguignons, beaucoup avaient compris que la révolte de la Ligue, donnant au bailleur des subsides catholiques l'occasion de saisir des gages en France, leur province, logiquement, pouvait s'attendre à voir ses capitaines apparaître quelque jour. Le 3 ou le 4 janvier 1589, — la date importe autant que la brutalité des mots, — des artisans, à Mâcon, disaient « tout hault qu'ilz voudroient que l'Espagnol fust desja en ceste ville ²... » Des royalistes soupçonnaient certains gouverneurs des places frontières de connivences espagnoles. En 1585, lors de la rébellion d'Auxonne, on n'avait guère hésité à penser que son petit comté « estoit destiné pour estre joint » au comté de Bourgogne et même que le vicomte de Tavanès voulait le livrer aux Espagnols ³. Connaître le particularisme ombrageux de ce comté, sa valeur de tête de pont sur la rive gauche de la Saône, la dispute ancienne dont était l'objet cet Auxonne guigné naguère par Granvelle, — et penser que les doublons d'Espagne, tôt ou tard, y exerceraient leur séduction : pour certains

en particulier les ex. et réf. de la p. 773, n. 3, concernant la période 1580-1585 ; cf. Breunot, I, 193). C'est en 1594, et surtout en 1595, que cette frontière allait s'enflammer.

1. V. ci-ap. le résumé de ces diverses négociations.

2. MACON, BF 55, f. 18 (le principal bavard est Claude Pain, hôtelier près la porte de la Barre).

3. *Relation de ce qui s'est passé en 1585... en la ville d'Auxonne.* . p.p. Chevreul, *Pièces sur la Ligue*, 2^e s¹e, 13, 23 ; — Guill. de Tavanès au roi, Arc-sur-Tille, 17 nov. 1585, B.N., Vc Colbert 9, f. 361 (Guill. proteste d'ailleurs contre ces accusations).

c'était tout un et, comme du gouverneur Tavanès, ils s'inquiétaient de Sennecey, son successeur¹. Un navarriste enfin déclarait que certains membres du Conseil ligueur étaient « résolus », au cas où Mayenne mourrait, à livrer Dijon « ès mains du Roy catholique²... »

Imagination, souvent, ou accusations de partisans. Sennecey n'était nullement « espagnol », ni même les chefs ligueurs de Dijon³. Et la Neutralité comptait. Rumeurs significatives cependant, où se révèle, au moins, l'existence d'une inquiétude locale touchant les visées de Philippe II sur la vieille terre « non rachetée » de Charles-Quint. La révolte de la Ligue, dont on savait les attaches, et les occasions, ranimait des souvenirs de 1513 ou de 1526 et rappelait aussi qu'à l'arrière-petit-fils de Marie de Bourgogne l'alliance des Guises, en 1584, avait donné occasion de regard au delà du Val de Saône.

En réalité, des sentiments assez forts, en 1589 comme avant, gardaient les Bourguignons de considérer cette éventualité d'un œil froid. Il y avait d'abord les préventions qu'ils nourrissaient à l'égard de Philippe II. Ils n'avaient pas attendu, pour les concevoir, la propagande des plaquettes de Tours et des « politiques » de 1591. Leur voisinage de la Comté leur avait permis dès longtemps information et opinion sur le roi Catholique, roi peu aimé de l'autre Bourgogne, méprisant de la noblesse, que son père, au contraire, avait choyée, défiant et rude avec les officiers de Dole, roi étranger qu'on ne voyait pas, qui exploitait son petit État lointain comme une colonie⁴. Mais il y avait surtout le loyalisme français.

Il est vrai que ce sentiment, si vivant en 1587⁵, eût pu, dans le grand désordre spirituel et politique de 1589-1593, fléchir ainsi que la discipline monarchique et que l'idée de la Sainte-Union de tout le corps catholique français, — et laisser ainsi l'idée

1. V. ci-dessus, I, ch. VII, p. 404.

2. B.N., Moreau 804, f. 113-114.

3. L'opinion très française de Sennecey est exprimée par ex. dans sa correspondance de 1594 (B.N., fr. 2751, f. 199, Sennecey à Bernard, Rome, 14 fév. 1594, *cop.*, par ex.). Quant aux Fyot, Bernard, Desbarres, etc., visés par l'accusateur navarriste, v. ci-ap., ch. XIX, § II ; XX, § IV ; XXI, § III.

4. FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté*, 125-129, 133-135, 165-168, 485-487, 768-775.

5. V. I, Intr., § 5, p. 129 et s. — Une partie des références des pages qui vont suivre seraient à compléter par celles qui ont été fournies dans ce premier aperçu.

« bourguignonne » retrouver une voie. Mais feuilletons les écrits bourguignons postérieurs à 1588. Rien : pas une seule formule autonomiste. Saint-Julien de Balleure, — lorsqu'il plaidait la cause des droits propres de la Bourgogne dans le sein d'une monarchie d'ailleurs loyalement reconnue, lorsqu'il commentait fièrement le contrat moyennant lequel le Duché, à la mort du Téméraire, avait librement scellé sa Réunion, — prolongeait une idéologie bourguignonne. Mais si les *Mélanges historiques*, publiés en 1588, étaient, d'encre, tout frais encore, leur texte sentait déjà un peu l'aïeul. Leur auteur, d'ailleurs, mourait en 1593 et, avec lui, achevait de disparaître la génération des témoins d'un siècle héroïque, dont les idées avaient été en partie débordées par celles d'un âge nouveau. Les penseurs ou écrivains qui, vers 1593, étaient dans leur verdeur représentaient un type bourguignon remodelé par les grandes passions des guerres religieuses. Étienne Bernard n'avait eu ses vingt ans qu'en 1573, Jeannin que vers 1561, le jeune avocat Jacques Venot vers 1589 seulement, Jean-Louis de Pontailler, baron de Talmay, en 1577 au plus tôt ; — et voilà, par exemple, ceux qui constituèrent l'équipe active de la Ligue bourguignonne aux États généraux de 1593¹. Chez ceux qui imprimaient, le goût s'était perdu d'écrire de lourds volumes sur le passé à la manière de Pontus Heuterus, de Guillaume Paradin ou de Saint-Julien lui-même. Désormais, et jusqu'au temps où la paix devait faire apparaître d'autres gros livres, remplis cette fois des mémoires des acteurs des guerres, — la place était aux *Discours* et aux *Advis*, aux courtes œuvres des polémistes que les débats ouverts au royaume semblaient devoir attirer bien loin des problèmes particuliers de la conscience bourguignonne...

Il est vrai que ces polémistes étaient le plus souvent des licenciés ou docteurs ès droits, familiers avec les ressources éprouvées de la dialectique provinciale. Et, certes, ils n'avaient garde de ne pas s'armer au passage de l'idée du contrat de 1477. Bernard, dans son *Advis aux François*, non seulement invoquait une fois de plus la priorité chrétienne de la Bourgogne, mais, comme Bégat dans ses *Remonstrances* contre l'édit d'Amboise, comme Boucherat dans

1. SIMONNET, *Bernard*, 3 ; GARNIER, *Jeannin*, 297-298 ; ABORD, II, 273, n. ; DUMAY, *Les derniers sires de Pontailler*, 80.

sa harangue contre les édits de 1578, faisait état des conditions imposées par les Bourguignons à Louis XI. Ce que leur province, cette « première pairie de la Couronne » a « de special », disait-il, c'est « qu'au temps de la réduction du pays, il fut traité et expressément capitulé que tous les seigneurs, gentilshommes et subjects seroient maintenuz et conservés en la religion catholique... sans aucun changement à l'advenir ». Or, foi du roi, foi des sujets. La Bourgogne, fille des « preux chevaliers » d'autrefois, devait donc combattre, au besoin « seule » en France, au nom de son droit contractuel, tout roi hérétique ¹. Et c'était bien là, clairement, invoquer l'idée du pacte juré, faire jouer l'arme à laquelle les Bretons, de leur côté, recouraient, cette idée du contrat synallagmatique dont la violation par un roi de France devait les libérer du serment de fidélité. L'argument, qui n'était pas nouveau, n'était pas, cependant, devenu simple poncif. Il exprimait une idée demeurée encore robuste, au moins chez les hommes de doctrine.

Il faut même rappeler qu'à cette conception bourguignonne du contrat monarchique, une autre idée s'ajoutait, non particulière, celle-là, à la Bourgogne, et de vulgarisation moins ancienne, mais que cependant Saint-Julien, — ou du moins l'auteur bourguignon du *Discours par lequel il apparaît que le royaume de France est électif et non héréditaire* ², — avait eu largement le temps de s'assimiler : cette idée, répandue depuis un quart de siècle par les novateurs,

1. *Advis des Estats de Bourgogne aux François* (1^{er} janv. 1590, rééd. Chevreul, 29). — On sait qu'il s'agissait du traité du 29 janvier 1477 passé entre les commissaires de Louis XI et les États du duché de Bourgogne, ratifié ensuite par les États particuliers des comtés adjacents (art. X). Cf. Dom PLANCHER, IV, Preuve 270 ; J. ROBERT DE CHEVANNE, *Les États de Bourgogne et la reunion du Duché à la France en 1477* (dans *Mém. Soc. d'archéologie de Beaune*, 1931), § IV. L'article ne faisait état, il est vrai, que des droits, coutumes et privilèges généraux tels qu'ils existaient au décès de Philippe le Bon. Mais l'interprétation religieuse avait été constante depuis les *Remonstrances* de Bégat, qui, en 1563, disaient que Louis XI avait promis que les Bourguignons « seroient maintenus soubz la couronne de France en la religion catholique et romaine telle que lors ils estoient » (Anvers, G. Sylvius, 1564, in-12, f. 62. Cf. VIARD, *Bégat*, 44-45).

2. V. notamment les p. 17-18, 25, 43 de ce *Discours*... S. l., 1591, in-8°. Aucun nom d'auteur ; mais L. RAFFIN (*Saint-Julien de Balleure*, 90) juge que « incontestablement cette brochure apparaît comme l'œuvre de Saint-Julien ». La thèse est que la France n'a jamais appartenu à la famille royale comme patrimoine. Les Capétiens n'ont régné que par l'effet du consentement explicite des douze pairs de France et des États. Ceux-ci peuvent à leur gré élire un roi dans toute autre famille princière. Ils ont aussi le droit de contrôler le gouvernement royal. Ce sont, en somme, les idées de la *Franco-Gallia*. Déjà les *Mélanges historiques* (1588) avaient recueilli ces idées (12 et pass.).

suivant laquelle les rois n'ont puissance que par élection de leur peuple. Idée soutenue par les protestants, puis adoptée par les ligueurs, publiée naguère par Théodore de Bèze, un Bourguignon, passée aussi par Hotman et d'autres, et que Philippe Pot, un Bourguignon déjà, avait exprimée dès 1484, dans une première forme qui n'avait guère vieilli :

Qui ne sait que l'Etat est la chose du peuple... ? Comment de vils flatteurs attribuent-ils la souveraineté au prince, qui n'existe lui-même que par le peuple ?...

Et si la royauté vaquait, quelle puissance en France devait-elle y pourvoir, sinon le « peuple donateur de pouvoir ¹ ? »

Ce qui démontrerait que de telles idées travaillaient au moins quelques têtes en Bourgogne, c'est qu'à une date probablement assez voisine de celle du *Discours*, il s'en écrivait à Autun un autre où se plaidaient les thèses contraires. Dans sa « réponse » à l'*Advis* de Bernard, Jacques Guijon ne se contentait pas de condamner l'« abboyante invective » de l'avocat dijonnais, mais il plaidait la conciliation de la religion avec la légitimité, le crédit à Dieu qui veut l'hérédité et pourvoira à la foi, et l'expérience, la tradition : « Prenés garde que vostre massonerie ne soit jamais si bonne et si certaine que la première » : la France est « un royaume hereditaire, non electif ; le mort y saisit le vif... » et « on ne prend en France les voix et les suffrages pour faire un Roy : il est tout fait qui le doit estre » ².

C'étaient là les vieilles leçons réchauffées par les « politiques » ; mais, pour les cerveaux imprégnés des doctrines novatrices, deux idées au moins étaient invoquées pour fonder le droit des Bourguignons, diverses par l'objet, concordantes par le contenu : ils avaient le droit particulier d'exiger un roi catholique ; on leur attribuait de plus le droit d'élire le roi. Et de telles doctrines impliquaient en somme cet autre droit : celui de la résistance aux violateurs des principes ; celui, en particulier, de sortir du corps monarchique si

1. *Journal de Jean Masselin*, éd. Bernier, dans la *Coll. des documents inédits de l'histoire de France* (traduit du latin par Picot, *Hist. des Etats généraux*, I, 411). Cf. sur la portée historique (qu'il ne faut, d'ailleurs, pas exagérer) de cette déclaration célèbre, HAUSER, *De la modernité du XVI^e siècle*, Paris, Alcan, 1930, in-12, 70-71. — Sur l'épisode : PÉLICIER, *La Bourgogne aux Etats généraux de 1484* (*Bibl. Ecole des Chartes*, 1886).

2. *Le devoir du sujet vray françois...*, 135, 147-148, 155.

un roi hérétique s'en emparait... L'idée de la libre disposition semblait, là, incluse, et un particularisme y survivait, qui pouvait mener, le cas échéant, à la sécession ; — et où eût mené la sécession sinon à Philippe II... ?

Mais tout cela, en réalité, n'était guère plus que plaidoiries et que doctrines... En fait, l'hypothèse d'un abandon de la couronne française hanta-t-elle jamais, pendant la Ligue, quelques cerveaux bourguignons ? En fait, tout ne démontre-t-il pas que l'unanimité de ces provinciaux ne regardaient jamais que dans la direction des deux gouvernements français de Paris et de Tours, que les ligueurs du Duché songeaient seulement au bon combat mené avec tous les Français catholiques ? La clause bourguignonne, argument supplémentaire dans les discours, non de style, sans doute, réellement repensé par leurs auteurs, mais argument d'emprunt cependant et venu d'un passé qui seul avait connu sa véritable vigueur... En 1563 encore, aux menaces verbales, et voilées, de sécession, peut-être certaines collusions louches avec les puissances comtoises avaient pu prêter l'appui d'une ébauche de manœuvre « bourguignonne » contre un édit trop favorable aux réformés¹. En 1593, même chez les tenants des « républiques », rien, pas le moindre mot, jamais, qui contienne la plus petite allusion à une possible sécession...

La Bourgogne trop liée désormais, politiquement, au corps français, n'offrait donc par elle-même aucune prise à un démembrement éventuel tenté par Philippe II, — ni d'ailleurs par quiconque. Les sentiments de 1587, à travers tant d'embûches et de désordre, avaient subsisté dans leur force. L'idée même d'une simple autonomie, sous la garantie d'un statut catholique déduit du contrat de 1477, sous l'égide d'un prince français et le contrôle du roi d'Espagne, ne pouvait être guère que construction dans les nuées. Le prince n'eût pu être que Mayenne : or, on le voyait alors le

1. Sur ce point, v. par ex., en tête de l'ouvrage de BELLE sur *La Réforme à Dijon*, les indications fournies par l'Avant-Propos d'H. HAUSER, XXVI-XXIX, où est rappelée notamment une phrase des *Acta tumultuum gallicanorum* (p.p. le même, *Rev. historique*, t. CVIII et CIX, 1911-1912) : « La province de Bourgogne déclara qu'elle aimerait mieux changer de roi que de foi » (p. 22 et 55 du tirage à part).

champion de la concentration, — et d'ailleurs un fédéralisme établi par dissociation, cela pouvait-il être autre chose que processus idéologique ¹ ? Quant aux particularismes des communes, ils ruinaient, beaucoup plus qu'ils ne servaient, le particularisme d'un corps bourguignon dans ses forces de réaction ou de construction propres ². Ils détournaient bien des « sujets » de la discipline requise par le gouvernement monarchique ; mais ils les livraient désarmés au seul guide qu'il leur restât finalement en leur désarroi : le loyalisme français, l'union avec le royaume. — Que Philippe II tentât de faire valoir ses droits « bourguignons » par occupation du Duché, il trouvait devant lui, en Bourgogne, cette force française. Et Mayenne n'y était pas seul à défendre son bien.

Mais en 1591-1592, en ajournant ses ambitions ducales pour viser à la domination du royaume entier, le roi d'Espagne posait un problème différent. Pour servir, — contre Mayenne, — cet autre dessein, des Bourguignons pouvaient-ils se trouver ?

V. — LES DESSEINS DE PHILIPPE II SUR LA COURONNE. PAS DE PARTI ESPAGNOL.

Au printemps de 1591, lorsque l'ambassade de Jeannin leva les derniers doutes au sujet des desseins français de Philippe II, la Bourgogne put achever de se convaincre que les voies de la domi-

1. On voit, dans l'histoire, se fédérer des organismes indépendants doués de vies distinctes et d'institutions complètes. Ils se groupent, par consentement, dans un cadre commun, sous la direction d'un Conseil émanant des gouvernements particuliers. Dans le cas de la Bourgogne, il aurait fallu procéder inversement, abolir tout un mouvement passé, constituer un état nouveau par dissociation de l'autorité monarchique... Une décentralisation pouvait se concevoir, appuyée sur les États provinciaux, et c'était, en somme, l'un des objets de certains ligueurs de 1576-1589 ; mais un fédéralisme par régression n'était qu'une conception de princes ambitieux — bien plus, il faut le remarquer, que de théoriciens bourgeois. Les « républiques » représentaient évidemment une autre idée, ne requérant en fait — car le mot est hyperbolique — qu'une restauration de puissance pour des organes qui subsistaient entiers, dans des cadres restés intacts. Nous n'aborderons pas ici l'examen de ces problèmes et renverrons, non pour solutions, mais pour suggestions, à l'ouvrage, imparfait d'ailleurs, de M^{me} Hintze, cité ci-dessus aux *Travaux consultés*.

2. Il nous semble que la Normandie, p. ex., lorsqu'elle requiert, dans son cahier de doléances de 1593, le respect de sa Charte au Normands (BERNARD, *Procès-verbaux des Etats de 1593*, 776) use d'un esprit particulariste plus vigoureux.

nation espagnole étaient alors plus par Paris que par Auxonne¹. Le président, qui dans une lettre écrite d'Espagne à Mayenne, aurait, dit-on, montré l'âpre rêveur de l'Escorial pointant son doigt sur la carte de France en disant : « Mes provinces, mon Estat, mes subjects, ma bonne ville » et ne parlant jamais « des vostres ny de vous² », ne put manquer de communiquer aussi à ses compatriotes ses impressions directes. « ...Mes provinces » : la Bourgogne eût pu se reconnaître. « Ma bonne ville » : Dijon, où reposaient les ducs et où Charles-Quint avait, un jour, élu le lieu de sa propre sépulture, eût pu se sentir visé. Mais c'était désormais comme maître de la France que les Bourguignons avaient à redouter de voir Philippe II commander à Dijon.

Contre Philippe duc, ces Bourguignons tiraient d'eux-mêmes et de la Comté voisine leur hostilité. Contre Philippe maître du royaume, la France presque entière rayonnait chez eux l'antihispanisme. De l'*Anti-Espagnol* aux discours graves de G. du Vair, et à l'opinion de Jeannin, nombreuses étaient les sources qui, de Paris et de Tours répandaient certainement en Bourgogne leurs raisons et leurs formules contre le roi demi-more, demi-juif, demi-sarrasin, et contre ses sujets, « ceste race marrane et sarrasine » qu'on voyait s'infiltrer de divers côtés en France. Le langage des plaquettes bourguignonnes de 1594 dénonce clairement cette influence³.

C'est au printemps de 1593 seulement que les premiers soldats d'Espagne parurent sur le sol bourguignon, et seulement à Bar-sur-Seine, à l'effectif restreint d'une petite troupe composée de

1. Mais la notion qui était ancienne prit sa valeur, évidemment, dès la fin de 1589. On peut remarquer déjà que les imputations « espagnoles » du navariste dijonnais concernant le Conseil local (novembre 1589) coïncident chronologiquement avec la tentative de Philippe II pour le protectorat : les sentinelles françaises semblaient donc veiller dès lors en Bourgogne pour la sauvegarde de la couronne. Mais c'est en 1591 surtout que se précise le sentiment du péril espagnol.

2. Jeannin à Mayenne, lettre citée par P. Saumaise, *Eloge sur la vie de... Pierre Jeannin...*, Dijon, 1623, in-4°, 27-28. Nous nous réservons formellement, par prudence, au sujet de l'authenticité de ce texte. La pensée peut être de Jeannin ; mais la forme nous semble tout à fait suspecte.

3. Nous passons rapidement ici sur cette influence et ces sentiments anti-espagnols, que nous retrouverons plus directs, et plus nettement perceptibles, en 1594 (v. ci-ap., ch. XIX). — Sur l'*Anti-Espagnol* dont la plus ancienne édition, sans lieu, est de 1590, v. HAUSER, *Sources*, n° 2931. — Sur les plaquettes bourguignonnes inspirées des plaquettes générales, v. surtout l'*Advertissement à la noblesse et villes de Bourgogne*, de 1594, not. 12, 20.

guerriers « braves et superbes », dont Carorguy, qui les voit, nous dit qu'ils « piafent », qu'ils rossent les habitants, coupent à une femme l'une de ses mains et soulèvent partout « de la rumeur »¹. Mais l'instinct, l'ouï-dire suffisaient ailleurs², et l'on voit bien Mayenne, dans les lettres où il fait effet des renforts à lui promis par les puissances catholiques, voiler soigneusement la nationalité d'une partie des contingents qui lui venaient du « costé des Flandres ». Bernard lui-même, en 1591-1592, nomme discrètement Flamands les soldats du duc de Parme et le secours de Notre-Saint-Père est enflé dans les communiqués avec l'intention assez perceptible de masquer celui de ces Espagnols indésirables dont on évite le nom³. Si l'on tient compte des sentiments non douteux des navarristes, — prompts à favoriser cette hostilité, — on peut dire que l'antihispanisme dans la Bourgogne de 1592-1593 était sentiment général. Sans doute, ce sentiment comportait-il des nuances, voire certaines exceptions peu saisissables. Chercher à distinguer des différences de degrés suivant les classes sociales serait œuvre illusoire. Ce qui variera, en 1594, lorsque l'Espagnol deviendra plus directement menaçant pour les Bourguignons, ce sera l'expression plus que l'idée.

L'Espagne, qui n'avait pas en Bourgogne son Mendo de Ledesma, n'y avait non plus aucun Julien de Montigny, ni aucun Yves Gourmil, pas d'état-major indigène travaillant pour la sécession au profit du « duc ». Si le duc de Feria, en janvier 1592, avait reçu de son roi loisir d'offrir au président Jeannin la promesse de 40.000 livres de rente transmissibles à ses enfants, ce n'était pas pour acheter ses services en Bourgogne, mais en vue de réduire son opposition dans l'affaire générale de l'élection espagnole⁴. Cependant quelques Bourguignons de Bourgogne ne furent peut-être pas à l'abri de toute suspicion en ce qui concerne les relations avec le

1. Carorguy, 137, 141. Ils séduisent les femmes : « et l'un desdicts Espagnols a espousé la Joliotte ».

2. V. ci-ap., ch. XIX, § II.

3. V. p. ex. Mayenne aux magistrats de Mâcon, Soissons, 18 fév. 1591 ; Ham, 22 août 1591, MACON AA 7, n^{os} 34, 36 ; — le même aux magistrats de Chalon, Amiens, 6 juill. 1591, CHALON, BB 10, f. 17 v^o, *cop.* ; — Bernard aux magistrats de Dijon, *Corr.*, aux dates indiquées.

4. Philippe II à Feria, Madrid, 2 janv. 1592, A.N., K 1450, *min.* — Sur les agents et affidés espagnols en Bretagne : POCQUET, V, 194.

parti espagnol de France. Que certains nobles, harassés de dettes, aient songé à vendre quelque jour leur âme au spectre doré d'Espagne, comment nier que cela paraisse possible ? Quatre lignes inquiétantes de Breunot, — datées, d'ailleurs, de mars 1594 seulement, — font allusion à la trouvaille qu'on aurait faite à Lyon chez « un banquier d'Espagne » d'un « estat... de pensions » destinées à des Bourguignons ¹. « A ce que l'on dit », note prudemment le chroniqueur dijonnais. Et pas de noms. Peut-être ne s'agissait-il que des pensions payées par Mayenne sur les subventions de Philippe II, particulièrement sur ces 40.000 écus « promis par S. M. C. pour être employés en Bourgogne » et dont le lieutenant-général, en février 1593, réclamait le solde ².

Quant aux clercs, il est probable qu'ils prêchaient, d'accord avec les besoins de la Ligue, le mérite catholique de l'allié espagnol. Mais on ne peut saisir la preuve ni même l'indice qu'une propagande précise ait été menée par eux avant les États de Paris en vue de favoriser la mainmise de Philippe II sur la couronne. Si l'on peut surprendre une opinion légèrement suspecte, ce n'est pas dans le monde des moines, mais chez un « clergé » séculier. Il est vrai qu'il s'agit de celui d'Auxerre, que la gent cordelière, en 1589-1590, avait pénétré de ses ardeurs — et chez qui, du reste, l'influence de Paris et de la Champagne, qui filtraient d'ordinaire dans le nord-ouest de la Bourgogne, pouvaient suffire à expliquer une certaine tendance à la conciliation espagnole dans la question de la couronne. Ce clergé d'Auxerre, les chanoines et les curés urbains, s'entend, — non le petit clergé des campagnes, — une vingtaine de clercs en tout, réunis pour arrêter le cahier destiné aux États convoqués à Soissons, proposait de donner la couronne, par élection, à un prince français et même « s'il est possible, de la tige royale », qui serait seul muni du titre et du pouvoir, mais qui épouserait, — ensuite, — la

1. Breunot, II, 46. Impossible, faute de documents quelconques, de pousser cette vague hypothèse. Quelques allusions de Breunot sont peut-être à noter. Il relate, p. ex., qu'en 1594, Vaugrenant accuse Franchesse d'être séduit par les « doublons d'Espagne » (II, 191).

2. Mémoire (déjà cité) des conditions de Mayenne en vue de son concours aux États généraux adressé par le duc de Feria à Philippe II, fév. 1593. Cf. DE CROZE, II, Append. LXXVI. Feria distribua un bon nombre d'écus en 1593 et même 1594, mais, semble-t-il, autour de lui seulement, et aux députés des États de Paris principalement.

filles de Philippe II¹... Auxerre ne démentait pas, en l'espèce, vis-à-vis de la Bourgogne, la persistance de son esprit particulier.

Mais sauf ces traces légères ou hypothétiques d'influence « espagnole », il n'est pas douteux que le gouvernement de Mayenne ne se refusât, dans son ensemble, à admettre l'intrusion du roi Catholique. Fait non dépourvu de sens ; fait assez remarquable aussi, si l'on songe que le Paris des Seize n'était qu'à quelques étapes de Dijon.

VI. — LA LIGUE FRANÇAISE. JEANNIN.

Pas de roi étranger. La Bourgogne ne disait pas avec les exaltés de Paris : « S'il plaist à Dieu nous donner un Roy de nation françoise, son nom soit benist ; si de Lorraine, son nom soit benist ; si Espagnol, son nom soit benist ; si Allemand, son nom soit benist²... » Le parti des Seize, encore puissant dans Paris, n'avait en Bourgogne, on l'a vu, ni moyens bien nets, ni influence palpable. Et les ligueurs bourguignons avaient, au contraire, leurs relations avec les modérés du Conseil général, ces bourgeois parisiens qui, autour du théoricien Louis Dorléans assagi par le spectacle des excès des extrémistes, autour de l'ancien prévôt des marchands D'Aubray et du président Le Maître, dès janvier 1592, s'organisaient pour constituer fermement la résistance de la Ligue à l'obédience espagnole³. Ces mayennistes de Paris, encore que leur esprit ne s'identifiât

1. « Articles des remonstrances » du clergé d'Auxerre établis pour les États convoqués à Soissons (pièce s. d., mais nécessairement rédigée dans l'automne de 1592) (BERNARD, *Procès-verbaux des États de 1593*, Append. n° XVIII. Cf. YONNE, G 1725, *min.*). — *Ibid.*, n° XIX, mention (datée du 17 fév. 1593, donc de quelques semaines après la réunion dont il vient d'être question) du fait que la guerre empêche de faire « assemblée des ecclésiastiques du clergé de ce diocèse autres que ceux qui sont en la ville d'Auxerre ». Cette circonstance permettait peut-être au clergé urbain d'exprimer plus librement une requête personnelle teintée, si peu que ce soit en fait, de quelque esprit « espagnol ». — L'hispanisme, en effet, était, en somme, faible dans le texte, où l'on sent surtout le désir de concilier tout le monde : « qu'il y aura un roy nommé par les estats, qui sera catholique de religion, et s'il est possible, de la tige royale, pour esviter les occasion des guerres, lequel agréé par nostre saint-pere et par le roy d'Espagne, qui luy donnera sa fille en mariage... », etc.

2. Et cependant ce texte était d'un Bourguignon, si Cromé est bien l'auteur du *Dialogue du Mahestre et du Manant* (sur cette attribution, v. ci-ap., ch. XIV, § VII).

3. Sur cette organisation : P. Cayet, *Chron. nov.*, 394-395.

pas exactement avec celui des mayennistes de Bourgogne, avaient crédit, on le sait ¹, auprès des Fyot, des Berbisey, des Desbarres : ligueurs du Parlement de Paris et du Parlement de Dijon s'accordaient sur ce sujet.

Du reste quelques intermédiaires bourguignons facilitaient ici la liaison : Lazare Coqueley, probablement, — ce conseiller-clerc de Parlement de Paris, mais Bourguignon de Bar-sur-Seine, grand réformiste et ligueur de 1588, puis, en février 1589, membre du Conseil général et, au lendemain de la mort du roi, compagnon du commandeur de Diou à Rome. Depuis lors, il avait peu à peu perdu ses illusions sur les aptitudes politiques du « peuple » et avait été en trainé par sa raison vers les solutions moyennes auxquelles pensait aussi son ami Guillaume du Vair, avec qui il devait aller, en 1594, à la paix et au roi. Mais en 1591 et 1592, il n'était encore sur cette voie qu'à l'une des premières étapes ².

Jeannin, surtout, veillait. Le Président, comme les modérés de Paris, comme les « Français » du conseil de Mayenne, comme P. d'Épinac, — ce demi-Bourguignon dont l'entregent avait aussi son rôle au pays dijonnais, — était ennemi connu de l'intrusion espagnole, adversaire effectif de la candidature de l'Infante ; à ses agents de France et des Flandres, la plupart des dépêches de Philippe II parlent de lui, au cours des années 1591-1592, non seulement comme du négociateur principal de la Ligue française, mais comme d'un adversaire redoutable, et il apparaît aussi, tout autant que Villeroy, comme la bête noire des Mendoza et des Moreo ³. Certes, il faut se défier de son *Discours apologétique* comme de tout autre écrit

1. V. à ce sujet, ci-dessus, p. 20, 27, etc.

2. Sur sa famille et ses origines : Carorguy, 16 ; B.N., Dossiers bleus, 209, Pièces orig., 848, cité par RADOUANT, *Du Vair*, 168, n. 1. — Le chroniqueur Breunot, un parlementaire, s'intéresse à lui ; il sait qu'il a séjourné (en 1591 et 1592 précisément) à Montargis et Château-Renard et cela suppose des relations de Coqueley avec Dijon. Il le fait d'ailleurs mourir à tort en janvier 1593 (I, 263). Relations probables avec les Coqueley, ligueurs de Bar-sur-Seine : v. Carorguy, Table : art. *Coqueley* (les 4). — Sur sa carrière et son évolution : De Thou, X, 535 ; RADOUANT, 154, 167-169 (n. 4), 248 (n. 2), 349-352, 425-433. Cf. L'Estoile, *Mém.-Journ.*, VI, 112-113.

3. A.N., K 1450 (correspondance espagnole de 1591) ; cf. ci-ap., même §, *in fine*. — Sur l'antihispanisme de Villeroy et l'influence qu'il exerçait, v. NOUAILLAC, *Villeroy*, 166, 175, etc. ; RICHARD, *D'Épinac*, 369 et n. 2. — Sur celui de Du Vair : RADOUANT, *Du Vair*, ch. XI et XIII, et p. 319 et s. — Sur celui d'Épinac : RICHARD, 367 et s.

exaltant rétrospectivement, au temps de Louis XIII et du parti des « bons Français », antiespagnols de 1620, les actions du « temps des troubles » ; et ce n'est pas à ce *Discours* seul qu'il faut demander, en l'espèce, ce qu'étaient les sentiments du ligueur en 1591 ¹. Un fait à retenir, en effet, c'est que les documents directs, en bon nombre, le montrent admettant nettement, — mais avec les autres conseillers de Mayenne ici encore ², — la nécessité de l'assistance espagnole. N'avait-il pas été, sinon le premier, du moins l'un des premiers à l'assurer à Mayenne par sa négociation de Gray avec Moreo, aux premiers temps de la révolte ³ ? Au début de 1591 à Madrid, puis, en décembre de la même année et au début de 1592, à La Fère, il avait été le principal ouvrier de l'intervention d'Alexandre Farnèse : il sut même alors, pour sauver Rouen, — mais en prenant soin d'accumuler les réserves et, par exemple, de faire admettre par le président Richardot et Diego de Ibarra que l'abolition de la loi salique devrait être préalablement proclamée..., — accorder que l'Infante vînt, comme reine, épouser dans un court délai un Français choisi par les Princes et les États ⁴. Le désarroi de Mayenne conseillait alors de déguiser l'intransigeance : le secours d'une armée et de 8 ou 10 millions d'écus pour deux ans était à ce prix.

Mais, même en cette circonstance assez pressante, Jeannin paraît manœuvrer en vue de « renverser les desseings des Espaignolz ⁵ ». Il voulait soutirer au roi Catholique le plus gros subside possible ; mais, l'enflure des mots en moins, il ne cessait pas de compter parmi les « âmes françaises » dont parle Cayet et qui jetèrent le holà lorsque, derrière les piquiers de Farnèse, apparut réellement, et

1. V. p. ex. (713), l'opinion qu'il prête à Henri IV sur son rôle d'antiespagnol.

2. D'Épinac, Le Maître, Desportes-Baudouin, etc. La légitimité de l'alliance espagnole est une thèse courante parmi les ligueurs même modérés. V. p. ex. ce qu'en dit L. Dorléans dans son *Plaidoyé des gens du Roy faict en Parlement... le 22 déc. 1592...*, Paris, 1593, in-8°.

3. B.N., fr. 17281, f. 277. A la veille d'Ivry, il juge que si le pape et Philippe II ne donnaient pas « un prompt et continuel secours, nous serions contraints de quitter la partie » (Jeannin à Fyot, Paris, 3 fév. 1590, *Mém. de la Ligue*, IV, 204).

4. Parme à Philippe II, déc. 1591, 12 mars et 15 avril 1592, et deux lettres s. d., SIMANCAS, *Secr. de Estado*, 601, 602, nos 32, 40, 45, 63 ; — A.N., K 1450 (nombr. pièces concernant les négociations espagnoles avec Jeannin en 1591 et 1592). — B.N., fr. 17282, f. 4 v° - 5 ; P. Cayet, *Chron. nov.*, 351-356 ; De Thou, XI, 461-462. Cf. aussi GARNIER, *Jeannin*, 491 et s. — Sur la mission de Madrid, plus connue, v. le résumé de MARIÉJOL, 330.

5. B.N., fr. 17282, f. 2. C'est le serviteur (secrétaire ?) de Jeannin qui écrit : cela invite à quelque réserve.

trop proche, la jeune infante¹ : la part indirecte qu'il prit, au printemps de 1592, aux conférences avec Du Plessis-Mornay en prêtant la main à Villeroy, est peut-être, en ce sens, une indication utile.

Est-il interdit de penser que le loyalisme français des Bourguignons et leur répulsion particulière d'hommes de la frontière à l'égard du maître de la Comté ait pu peser dans les négociations de ce président, — en qui perçait d'ailleurs l'homme de loi dijonnais ? A l'Escorial, en 1591, devant le roi mystique assiégé à la fois de rêves démesurés et de préventions mesquines, le juriste bourguignon plaidait serrée et sèche sa thèse de l'inviolabilité de la loi salique. Aux ambitions couvertes de religion, il répondait avec des textes. Mais ces textes étaient les armes d'un sentiment. Déjà, entre Philippe II et Henri IV, le choix secret de Jeannin était fait. Jean de Tavanès devait soupçonner ce robin de n'avoir, à partir du retour d'Espagne, prêché l'accommodement avec Henri de Navarre « au préjudice de son maistre » que pour retourner en Bourgogne « jouir de ses biens² ». Ce qui plaide le mieux sa bonne foi, c'est l'avis exprimé en 1593 par le duc de Feria, au roi Catholique : « ...Le président Jeannin est l'homme qui s'est montré le moins dévoué au service de Votre Majesté... », ou encore ce que Tavanès lui-même relevait dans la suite de son morceau : « ...Les Espagnols l'haysoient sans dissimuler³... » Et lui aussi les haïssait.

Or, si Jeannin devait quelque chose de ses sentiments français au milieu bourguignon, il répandit, à son tour, au moins à partir de 1591, dans ce milieu, où elle fructifia aisément, son hostilité contre l'intrusion du Habsbourg. A défaut d'un séjour en Bourgogne au retour même de l'Espagne, ses relations assidues avec le pays y produisirent des effets constatés⁴. De 1591 à 1595, il demeura sans cesse à la brèche espagnole, face à Farnèse, face aussi

1. P. Cayet, *Chron. nov.*, 189. Le B.N., fr. 17282 (f. 72) l'appelle de son côté un « vray François ». A l'appui de cette opinion v. NOUAILLAC, 170 et s. ; RICHARD, 368-369 ; GARNIER, 483-485.

2. *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 403.

3. Feria à Philippe II, avril 1593, A.N., K 1585 (« el hombre que menos se ha mostrado aficionado al servicio de V. M. ») ; — *Mém. de Gasp. de Tav.*, 403.

4. V., en particulier, combien Breunot, qui suit la même courbe que lui, note avec soin, de loin, ses faits et gestes concernant la politique et en particulier, pour en tirer inspiration, son rapprochement avec les royalistes et son hostilité pour les Espagnols (I, 287, 367, 370 ; II, 62, 288, etc.).

à l'Escorial, dont le Bourguignon Pélissier, en particulier, l'informait longuement, en septembre et octobre 1592¹. Il était la compétence d'où les ligueurs français de Dijon tiraient leurs lumières. Et c'est en cela, — bien plus que dans son action mayenniste, malaisée, nous l'avons vu, et troublée par la question même de la succession royale, nous l'allons voir, — que l'action de Jeannin en Bourgogne semble avoir eu ses véritables fruits.

♦ L'INSTINCT français des Bourguignons, qui trouvait ainsi en Jeannin l'un de ses appuis, les dressait contre les prétendants étrangers à la couronne de Louis XI et faisait d'eux, en particulier, des adversaires de la candidature espagnole.

Mais, à ces ligueurs français, quel roi français proposer ? L'héritier de Guise, Mayenne, leur « maître » que Jeannin servait ? Ce nom, ne semblait-il pas que la Bourgogne dût le prononcer d'abord ?

1. Pélissier à Jeannin, Burgos, 13 sept. 1592 ; Madrid, 27 oct. 1592, B.N., fr. 3982, f. 46-51 v^o, 113 et s.

CHAPITRE XIV

A LA VEILLE DES ÉTATS. LE CHOIX D'UN ROI

- I. *Mayenne roi ? Le silence des plaquettes.*
- II. *Mayenne roi ? Le sentiment commun.*
- III. *Les autres princes français. Les parents de Mayenne.*
- IV. *La solution réaliste. Jeannin.*
- V. *L'influence de la réaction gallicane.*
- VI. *Les progrès des « politiques ».*

Les ligueurs bourguignons, oubliant les griefs de leur province, pouvaient-ils encore, l'heure étant venue d'élire un roi français, apporter à la « Ligue française » une impulsion mayenniste ? Un mayennisme pouvait-il se ranimer parmi eux devant l'échéance solennelle des États généraux et promouvoir, par exemple, cette idée déjà vieille de la légitimité « carolingienne » ?

En Bourgogne, on va le voir, l'idée de la légitimité tenait encore forte place en face de la thèse de l'élection, mais non pas celle qui pouvait servir Mayenne. Un miracle mayenniste, à la veille des États, ne s'y produisit pas.

I. — MAYENNE ROI ? LE SILENCE DES PLAQUETTES.

Mayenne, quant à ses espérances personnelles dans la question de la couronne, ne se laisse guère confesser ¹. Comment douter, cependant, qu'il ait pensé à se pousser un jour au trône ? Peut-être, à de certains moments, comprit-il que le mieux eût été pour lui,

1. Il protesta dans sa justification de déc. 1594 à Philippe II qu'il n'avait jamais eu le dessein ni l'espoir de se faire couronner (Cayet, *Chron. nov.*, 620).

comme le dit Guillaume du Vair, de continuer dans la voie où l'avait engagé la proclamation de Charles X : de demeurer le « maire du palais » d'un roi impuissant ¹. Mais, en fait, l'ambition suprême pourrait bien aussi n'avoir jamais été absente de ses desseins flottants. N'avait-il pu croire, dans le branle-bas de 1589, qu'il partait à la conquête de la couronne ² ? Empêtré ensuite dans les difficultés militaires, il avait dû laisser jouer, à la mort d'Henri III, le programme de succession fixé en 1588 par la Ligue, reconnaître, — pas très haut, — Charles X, et se rabattre pour un temps sur la « manutention » du pouvoir ³. L'ajournement fut pour lui désastreux ; car « républiques », gouverneurs, princes français et roi d'Espagne, durant ce temps, multipliaient devant lui les obstacles. Sans compter la catastrophe d'Ivry, à l'époque où se mourait Charles X. Mais, pour temporiser de terme en terme, Mayenne renonçait-il ? Telles de ses lettres, comme celles qu'il adressait à Diou au début de 1591, ne montrent-elles pas clairement que non, et qu'il ne désespérait pas de gagner le pape à sa cause personnelle ⁴ ? Déçu, il ne lâchait pas pour cela la piste : « Je croy qu'il voudroit estre à recommencer », disait alors Hurault, ce bon observateur, « mais aujourd'huy qu'il y est si avant embarqué,... il se précipite sans considérer sa condition ⁵... » Tandis qu'il affectait le désintéressement et qu'il s'efforçait d'amuser les Espagnols et peut-être le roi de Navarre, il tentait encore, en octobre 1592, de se faire,

1. *Exhortation à la paix*, dans les *Articles et traictés oratoires*, 98.

2. V. notamment le jugement, convaincant, de Michel Hurault (*Second discours...*, dans *Quatre discours*, 154-155). Suivant P. Cayet, on jugeait en 1589 que Mayenne songeait à obtenir la « souveraine autorité » (192).

3. Sur son hésitation après Arques : Hurault, *ib. Cf. Sat. Mén.*, 230. Faut-il tenir compte de l'opinion de Villegomblain (*Mém. des troubles*, II, 18-20), selon qui Mayenne aurait volontairement évité, à Arques, de vaincre nettement et aurait raisonné ainsi : une fois Navarre écrasé, plus besoin de lui ; Charles X sera roi effectivement, et ses chances lui seront soufflées par les princes du sang de religion catholique « soit pour la couronne ou le gouvernement ». Pour ne pas être mis au rancart, il lui faut soigneusement conserver le « prétexte de religion », c'est-à-dire « la meilleure pièce » qu'il ait en main. Donc, gagner du temps, et user ensuite des circonstances. Seulement H. de Navarre, après Arques, révèle sa force, et Paris... Interprétation bien spécieuse, qui a cependant le mérite de donner l'impression des calculs de Mayenne.

4. Mayenne à Diou, 7 mars, 16 avril, 11 mai 1591 (HENRY et LORQUET, *Correspondance de Mayenne*, dans *Travaux Acad. de Reims*, XXXIII, 104-175 ; XXXV, 20. Cf. BOUILLÉ, IV, 113. — Jeannin, de son côté, devait sans doute (c'est ce que dit De Thou, XI, 358) obtenir l'assentiment de Philippe II. S'il eût obtenu promesses, les États de Reims eussent pris tout leur vrai sens.

5. Hurault, *loc. cit.*, 155-156. Cf. 142-146.

en vue de l'élection des États, agréer comme roi par Clément VIII ¹. Illusions, certes, mais dont nombre de témoins attentifs voyaient la dangereuse persistance sous des airs affectés de détachement ; et n'était-ce pas à ces illusions mêmes, grand obstacle à l'accommodement « politique », que s'attaquait essentiellement, à la fin de 1592 précisément, l'*Exhortation à la Paix* de Du Vair ² ?

Quant à la presse qui servait Mayenne, ses allusions au couronnement possible du duc étaient, en général, assez timides et brèves ³. Il est cependant une exception au moins, si *L'aveuglement des politiques, herétiques et maheutres, lesquels veulent introduire Henry de Bourbon, jadis roy de Navarre, à la couronne de France à cause de sa prétendue succession* ⁴, qui veut attribuer la couronne au « rejeton de ceste noble race de Lorraine », entend bien parler, — comme nous le pensons ⁵, — de Mayenne. Le titre et le texte

1. C'est l'objet principal de la mission de l'évêque de Lisieux, abbé de Saint-Bénigne de Dijon, Anne des Cars, et de Desportes auprès du pape en octobre-nov. 1592 (L'ÉPINOIS, 573-575, et ses références, en particulier la lettre d'A. des Cars, de Rome, 27 oct. 1592, B.N., fr. 3983, f. 19). — Sur les ambitions persistantes de Mayenne à cette époque : VATICAN, Nunz. di Fr., n° 37, et Fondo Borghese, I 232 : correspondance du légat F. Sega (hostile à Mayenne) avec Clément VIII, 1592-1593 (signalé par V. MARTIN, *Le gallicanisme et la réforme cath.*, 258 et s.).

2. V. son discours dans les *Actions et traictez oratoires*, 69 et s., ou dans *Les œuvres de Messire Guill. du Vair*..., Paris, 1625, in-fol., 632 et s. Intéressante analyse de G. RADOUANT, *Du Vair*, 301-304 : Du Vair discute longuement les titres de Mayenne à la royauté, afin de montrer qu'il les prend très au sérieux, et proclame que « si la chose était possible et désirable pour lui, c'est lui qu'il faudrait choisir comme roi ». Mais il aura dix fois plus de difficultés comme roi que comme lieutenant-général, et sa renonciation servira mieux ses intérêts personnels que sa candidature. Tout le morceau, en cette *Exhortation* qui semble « n'être écrite que pour Mayenne », dénonce la conviction de Du Vair : le lieutenant en 1592 s'obstine vainement dans sa chimère. — Des témoins sans passion notent la candidature de Mayenne avec les autres, tel par ex. Jules Gassot, *Sommaire mémorial*, 215.

3. La presse navarriste hésitait moins. V. p. ex. le prétendu *Deschiffrement d'une lettre écrite par le commandeur Moreo*..., s. l. n. d. (lettre supposée du 28 oct. 1589). — Quant aux écrits des hommes d'État, on peut leur appliquer en général l'observation que M. RADOUANT propose au sujet de l'*Advis d'Estat* de Villeroy : « il ne lui est pas possible sans gêner le duc de faire allusion à sa candidature à la couronne » (*Du Vair*, 298, n. 2). Il lui faut ne pas contrecarrer le jeu du lieutenant-général, auprès des Espagnols notamment.

4. « Par F. I. P. docteur en théologie ». Paris, R. Thierry, 1592, in-8°, 118 p. (B. PARIS, n° 677, et B.N., Lb 35/435). La date du privilège (15 mars 1589) et plusieurs indications du texte permettent de penser que la publication avait été préparée pour le printemps de 1589. La date de 1592 peut indiquer une réimpression, qui aurait été jugée opportune à l'approche des États, ou tout simplement une publication retardée peut-être par les dissentiments qui séparèrent Mayenne et l'auteur probable du discours, Fr. Pigenat.

5. Feu L. DAVILLÉ, *Prétentions de Charles III*, 178-179, a, au contraire, pensé qu'il s'agissait du duc de Lorraine, suivant en cela LABITTE, *Prédicateurs de*

semblaient, d'ailleurs, viser surtout à appuyer la propagande parisienne contre le Béarnais. Mais la plume, probablement inspirée, de l'auteur, saisissait *in fine*¹ l'occasion de placer une belle prophétie : « l'espée de Charlemagne » abattra le prétendant hérétique : « la lignée imperiale et authentique maison royale de Lorraine ne perd pas son droit de succession » à la couronne de France. Élection par le peuple — *vox populi, vox Dei* — et légitimité de l'héritier des Carolingiens : l'*Aveuglement* conciliait éloquemment les deux termes pour le service du Lorrain.

Or, l'auteur de ce discours paraît être un Bourguignon, François Pigenat, curé de Saint-Nicolas des Champs, frère du jésuite Odon et comme lui authentique Autunois par son origine². Mais ce curé parisien, plumitif soldé probablement, Bourguignon déraciné en tout cas et ligueur compromis quelque temps dans le service des Seize³ avant de s'attacher à celui de Mayenne, n'avait dans sa province ni sa source d'inspiration ni son secteur d'influence. Normand ou Auvergnat, il eût écrit le même texte, et ce texte, à l'usage de Paris, s'il fut lu en Bourgogne, ne semble y avoir éveillé aucun écho spécial.

la Ligue, 232. Mais Labitte, dont il s'est inspiré, dénature nettement un passage essentiel en l'abrégeant et Davillé lui-même (179, n. 4) finit par reconnaître que son interprétation est incertaine. Sans rien affirmer, nous croyons que si l'auteur du discours est bien Pigenat, on ne peut guère douter que son champion « lorrain » ne soit Mayenne. En 1590-1591, les opinions excessives de Pigenat l'éloignèrent de Mayenne ; mais, au contraire, des textes (v. p. ex. ABORD, II, 327-333) montrent que le curé ligueur et le duc étaient en fort bon accord en mars 1589 et à la fin de 1592, c'est-à-dire aux deux dates qui peuvent être celles de la publication du discours. D'autre part, « l'espée de Charlemagne », à moins que l'on ne spécifie un autre sens, ce qui n'est pas le cas, ce ne peut être pour un bon ligueur, de 1588 à 1592, que l'épée de Guise : de nombreuses plaquettes le démontreraient. Le duc de Lorraine, au contraire, ne figure pas à l'ordinaire dans le personnel des écrits ou sermons parisiens et il serait vraiment surprenant qu'un auteur parisien, courtisan de Mayenne, s'il voulait parler de Charles III ne l'ait pas désigné très explicitement. S'il n'a pas été explicite, en réalité, c'est qu'il n'avait pas à l'être, l'opinion parisienne ne pouvant faire erreur.

1. P. 90-118.

2. ABORD, 325-335 ; cf. ci-dessus, p. 153, et LABITTE, *op. cit.*, ch. I, § IV et p. 231-232. — *Le Dictionnaire des Anonymes*, n° 1516, attribue le livret à un Jean Pigenat. Mais Labitte, Abord, Davillé, sont d'accord pour le dire de François Pigenat.

3. Après avoir été un des prêcheurs de la Ligue de 1588, puis suivi les Seize, il venait de passer, en 1592, au service de Mayenne. Lors de l'entrée d'Henri IV à Paris, il devait gagner les Pays-Bas avec les autres Parisiens compromis par leurs collusions espagnoles (ABORD, II, 333).

Chez les vrais auteurs bourguignons, au contraire, pas une ligne sur la royauté possible de Mayenne. Le franc Bourguignon et ligueur qui publiait, en 1591, le *Discours par lequel il apparaît que le royaume de France est électif*¹ ne souffle pas un mot des droits personnels de Mayenne. Et Étienne Bernard ? Voilà un mayenniste, fidèle serviteur de la Ligue telle que le « Maistre » la veut conduire, et son avocat persévérant en Bourgogne. Mais où trouver en ses *Advis* la moindre indication à cueillir ? Il attaque à fond l'idée d'une royauté du Navarrais, mais ne dit rien d'une candidature possible de Mayenne : rien non plus d'ailleurs chez ceux qui lui répliquent². Et beaucoup d'autres abstentions pourraient être relevées : celle de l'ardent ligueur Étienne Tabourot, le fécond polygraphe dijonnais, mort, il est vrai, en 1590, mais qui aurait eu le temps et l'occasion, s'il l'eût voulu, de dépenser, en quelque écrit touchant au sujet, un peu de sa verve érudite³ ; celle des auteurs de la *Seconde lettre envoyée à messieurs de la noblesse* ; et nombre d'autres. Même des mémoires manuscrits, moins compromettants que les cahiers imprimés, comme la véhémence réplique d'un des directeurs de conscience de la Ligue bourguignonne, le P. Gentil, au *Fragmentum Epistolae* de Pontus de Tyard⁴, se taisent entièrement.

C'est même tout juste si les navarristes bourguignons faisaient eux-mêmes de rares allusions aux ambitions secrètes du lieutenant-général, par exemple dans leur *Contre-lettre à la Noblesse de Bourgogne* de 1590 qui exprime cette idée que si les princes de la Ligue « avoient fait leurs affaires jusques à ce Roy-là [Charles X], ils luy auroient tantost fait sauter le baston⁵... »

1. Sur ce discours, v. ci-dessus, ch. XIII, § iv.

2. Une vague allusion dans le *Contr'avis à celui de l'avocat Bernard* (1590) : il ne faut pas que la noblesse « favorise un cadet de Lorraine à usurper la Couronne roïale » (160).

3. Il était l'un de ceux qui avaient contraint l'imprimeur Jean Desplanches à imprimer l'*Advis* antinavarriste de Bernard dans l'automne de 1589 (v. ci-dessus, p. 374). Les *Bigarrures*, les *Escraignes dijonnaises* et les *Apophlegmes du sieur Gaulard* furent d'ailleurs écrites avant 1589, mais Tabourot les remania jusqu'à sa mort en vue de nouvelles éditions, et puis ce ligueur avait la plume facile (sur lui : MAYER, *Les Tabourot écrivains* ; PERRENET, *Estienne Tabourot, sa famille et son temps* ; CHOPTRAYANOVITCH, *Et. Tabourot*, 2^e p¹⁰).

4. Mémoire sous forme de lettre (mai ou juin 1591) conservé en minute dans les archives de la compagnie de Jésus et publié en grande partie par le P. H. FOUQUERAY, *Hist. de la Compagnie de Jésus en France*, II, 278-282.

5. Réimpr. Chevreul, 17-18.

Silence des écrits bourguignons sur Mayenne : fait déjà constaté. Après la mort d'Henri III, lorsque l'Auxois insistait sur l'insuffisance du soi-disant lieutenant-général, ce « cadet de Lorraine », Dijon s'abstenait d'écrire mot pour lui ni sur lui¹. Il se trouvait des Champenois pour chanter la louange de leur gouverneur le duc de Guise et des Bretons pour exalter Mercœur². Mais Guise séjournait à Troyes, où Jean Moreau imprimait ; Mercœur résidait en Bretagne ; et tous deux gardaient figure de protecteurs... Il est plus aisé de comprendre que Mayenne n'ait pas, aux saisons critiques de sa carrière, reçu l'appui des éloges bourguignons, ni même ces flatteries versifiées dont quarante ans plus tard les plumes indigènes seront, pour les Condés, si peu avarés, — lorsqu'on sait combien, éternel absent, éternel quémandeur, il s'était aliéné la confiance des siens.

L'éloge imprimé et précis qu'il lui eût fallu à la veille de l'élection royale, aucune initiative bourguignonne ne le lui fournit ; — et l'inexistence d'une officine dijonnaise de propagande n'eût guère permis de pallier à cette absence de toute œuvre spontanée. Seuls, des Parisiens, sans précision d'ailleurs, plaidaient pour lui à la veille des États, Orléans, par exemple, qui comme l'auteur de l'*Aveulement*, songeait, dans son *Plaidoyé des gens du Roy faict en parlement le 22 décembre 1592*³..., à entretenir autour du lourd Lorrain, au *Buffalo* des agents espagnols, ce qu'il était possible de l'ardeur allumée autrefois par son frère.

Si Morin de Cromé est bien l'auteur du *Dialogue du Maheustre et du Manant*, on peut dire que la seule plume bourguignonne qui, en dehors de celle de F. Pigenat, ait en ces mois troublés de 1593 où se décidait la fortune de Mayenne, écrit abondamment

1. Les navarristes ironisaient volontiers sur les gentilshommes ligueurs qui acceptaient comme chef « un cadet de la maison de Guyse, Cadet des Cadets de celle de Lorraine » (*Lettre d'un gentilhomme catholique et vray françois à ung sien amy...*, s. l., 1590, in-8°, 6).

2. V. p. ex. Charlot, *élogue pastorelle sur les miseres de la France et sur la tresheureuse et miraculeuse delivrance de... Mgr le duc de Guyse... par Simon Belyard, vallegeois*, Troyes, J. Moreau, 1592, in-8° (MORIN, *L'imprimerie à Troyes*, n° 183. Cf. n°s 179, 180, 181, 182). — *Lettre d'un gentilhomme de l'armée de Mons. le duc de Mercœur...*, Paris, Chaudière, 1592, in-8° (B.N., Lb 35/418) ; *Les conquestes de Monseigneur le duc de Mercœur...*, s. l., 1593, in-8° (B.N., Lb 35/425) ; etc.

3. Paris, 1593, in-8° (HAUSER, *Sources*, IV, n° 3021). D'ailleurs, Orléans mêlait à celui de Mayenne l'éloge de Paris, et il justifiait l'assistance espagnole.

sur lui, est celle d'un ennemi passionné. La Bourgogne, du reste, ne s'exprimait pas plus par l'écrit de ce forban que dans celui de Pigenat ¹. Ces deux Autunois de Paris ne parlaient pas pour elle. De son fait, ni rancune écrite, ni zèle laudatif : ses écrivains ligueurs, tandis que se débattait la question de la Couronne, s'en tenaient, sur Mayenne, à un remarquable silence.

II. — MAYENNE ROI ? LE SENTIMENT COMMUN.

Les écrivains provinciaux, au temps de la Ligue, reflétaient peut-être plus encore qu'ils ne les faisaient les opinions de leur milieu. Si, après les plaquettes bourguignonnes, nous interrogeons les correspondances et les chroniques, même curieux silence. Nulle trace, en tout cas, non seulement de la moindre campagne des mayennistes en faveur de la royauté de leur chef, mais même d'espoirs des ambitieux pour qui le couronnement de Mayenne eût été une bonne fortune.

A la date de juillet ou août, on voit bien dans le journal de Breunot, — comme dans les plaquettes d'ailleurs, — que la manœuvre du Lorrain aux États a été connue. On a bien compris alors que Mayenne eût admis, comme dit un navarriste, de recueillir, dans les filets même que Guise avait tendus, la « proie » qu'il guettait et qui n'était autre que la couronne ². Et peut-être, alors, et plus tard, — trop tard, — une résipiscence confuse se manifesta-t-elle chez certains clients du prince, si cois en 1592 : « Monseigneur n'est-il pas Roi, n'est-il pas lieutenant de l'Estat et couronne de France ³ ? », dit, en novembre 1594, le vieux Guillaume Royhier, pourvu conseiller au Parlement par la grâce du duc. La formule est ambiguë ; elle contient peut-être la satisfaction d'avoir vu échouer l'élection espagnole, et Mayenne garder le pouvoir ;

1. Sur le célèbre *Dialogue*, v. HAUSER, *Sources*, IV, n° 3078 ; cf. L'Estoile, X, 172-180. Il est attribué à Cromé par P. Cayet. Si cette attribution est fondée, on peut noter l'accent ardemment antimayenniste de ce Bourguignon (cf. p. ex., sur ce point, NOUAILLAC, *Villeroy*, 170 et 172). Or, nous n'avons pu relever ni à la fin de 1592, ni au cours de l'année 1593, le moindre écho de cette opinion extrême en Bourgogne.

2. *Advertissement à la noblesse tenant le party de la teinte Union* (1594), 6-7.

3. Breunot, II, 390.

elle paraît bien, en même temps, envelopper un regret, un vrai regret de mayenniste... Mais avant les États : l'abstention.

Faudrait-il attribuer à quelques mayennistes informés, à Bernard ou à Fyot par exemple, la pensée que, le « maître » manquant de vraies chances de royauté, il valait mieux lui conserver l'exercice du pouvoir avec son simple titre de lieutenant-général ? Ce serait prêter à ces Bourguignons l'un des partis entre lesquels Mayenne lui-même balançait ; mais tout indique, au contraire, que Bernard à Paris, et les autres ligueurs restés au pays, ont espéré l'élection d'un roi. Et généraliser l'hypothèse, ne serait-ce pas nier témérairement ce sentiment assez éclatant cependant du commun des catholiques : l'impatience de l'ordre et de la paix ? Ignorance des visées du prince ? Non, sans doute. Il est vrai que Mayenne s'en taisait, ou même parfois, affectait, en Bourgogne, le désintéressement ¹. Mais les chefs ligueurs et les bourgeois, au moins, ne pouvaient guère ne pas être informés, à Dijon par exemple, où s'arrêtaient Jeannin allant parler à Philippe II de la candidature du maître ou Desportes allant en parler au pape. Explication plus simple, et plus brutale : — la faible considération dans laquelle était tenue cette candidature irrésolue que les navarristes d'Auxois eux-mêmes ne prenaient presque pas la peine de combattre, — et surtout, la défiance qu'elle soulevait partout.

La défiance des bourgeois de commune, puisqu'en Bourgogne comme à Paris, sous les contrats conclus, brûlait la mésintelligence entre les ambitions des oligarques et celles du prince. Et déjà en 1589 Mayenne n'aurait-il pas reculé, dans son entreprise sur la couronne, devant les exigences des « républiques » ? « Le front luy blesmit quand il vist jusques où il falloit monter pour defendre ceste Couronne » et « paoureux, il marchanda en ceste premiere furieuse faveur des peuples de sauter ouvertement au gouvernement du royaume ». Après quoi, très vite, ajoute Michel Hurault, la mutinerie commencée contre le roi s'était retournée contre « ce nouveau usurpateur » et lorsque, « puis après », il voulut « revenir par sous-main et par des voyes obliques » à son essai d'as-

1. V. les paroles de Diou aux magistrats de Dijon et de Mâcon après la mort d'Henri III (ci-dessus, I, p. 367).

cension royale, trop tard : « l'eschelle n'y estoit plus ¹ ». On ne conçoit guère, en effet, — car cette version ne vaut pas que pour Paris, — que les La Verne aient pu, à partir de 1590, désirer voir Mayenne devenir un Charles XI. Mais ils ne pouvaient pas non plus s'avouer ennemis du prince au point de combattre une candidature d'ailleurs peu saisissable. Ils se turent donc sur elle.

La défiance aussi des officiers, même des ligueurs. Prêts à soutenir la politique du duc dans la mesure où elle eût été celle de la Ligue « françoise », ils ne pouvaient souhaiter sa royauté : son insuffisance était trop démontrée, son impuissance devant la Ligue révolutionnaire parisienne et devant les étrangers trop à craindre.

Il est bien clair, en effet, que Mayenne personnifiait aux yeux des Bourguignons l'une des formes les plus visibles de ce péril espagnol devant lequel une unité instinctive se reformait parmi eux. Ce cadet sans génie, sans moyens, devant Philippe II leur paraissait trop faible. Ils l'avaient vu, après les pistoles, introduire en France les *tercios* castillans ou les lances wallonnes ². Ils avaient vu, sous lui, les Français en déroute, réduits « du tout à despendre de la misericorde du roy d'Espagne et avec telles conditions que luy voudroit et eux pourroient ³ ». L'humiliation de Mayenne, vice-roi, allant lui-même à Bruxelles « à l'aumosne » d'un simple gouverneur, le duc de Parme, et changeant sa « couverture françoise en cape à l'espagnole », ne leur avait sans doute pas échappé ⁴. Ils savaient les exigences de Farnèse, l'entrée des Napolitains ou Espagnols dans Paris, à La Fère, à Meaux, en Bretagne, en Languedoc, en Provence, et ce qu'avait coûté la délivrance de Rouen ⁵.

Les Bourguignons savaient cela. Quant aux manœuvres de Mayenne pour se défendre contre la domination étrangère, qui

1. Hurault, *Second discours...*, dans *Quatre discours*, 143.

2. Mayenne lui-même les avait soigneusement informés de la présence des Wallons à Ivry (*Corr.*, n° 470).

3. Hurault, *loc. cit.*, 163. Mayenne, c'est la brebis devant le loup, dit au lendemain d'Ivry, *l'Utile remonstrance faicte par un fidele subject du roy aux habitants de la ville de Lyon...* Tours, Mettayer, 1590, in-8°, 15. — On sait d'ailleurs qu'Ivry fut représenté par les navarristes comme une victoire des Français sur les étrangers. Le Bourguignon Jean de Tavanès, considérant la composition des armées, admet le fait (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 223).

4. *Sat. Mén.*, 78 ; cf. 255 et s. — Hurault (*loc. cit.*, 164), parmi d'autres, souligne nettement cette humiliation.

5. Pépin, 78. Sur le jugement des ligueurs modérés concernant les conditions du concours espagnol transmises par Jeannin, v. L'Estoile, III, 68.

parmi eux, les connaissait ? Bernard, certes, présent aux côtés du prince au printemps de 1592, et ses correspondants, outre ceux de Jeannin. Ceux-là appréciaient le coup de force de décembre 1591 contre les Seize, et, comme Jean de Tavano, comparaient sans doute au « duc de Bourgogne en soupçon des Anglois, le duc du Mayne [en soupçon] des Espagnols ». Peut-être même, quelques-uns, au fond de leur cœur, achevaient-ils le parallèle, et imaginaient-ils Mayenne abandonnant les Espagnols comme Philippe le Bon les Anglais, et comme lui traitant avec le « roy »¹... Ces informés pouvaient admettre, comme les Dorléans², l'alliance étrangère. Mais, moins patients, les navarristes d'Auxois, les francs « politiques » des villes ligueuses, et, avec eux, tout le commun des ligueurs voyaient, ou montraient, Mayenne de plus en plus débordé par la marée espagnole.

Que faut-il de plus pour expliquer la réserve si frappante des Bourguignons à l'égard de la royauté possible de Mayenne ? Il faut bien voir, et oser dire, qu'auprès de la Bourgogne ligueuse, logique avec ses doctrines, la thèse de Philippe Pot et du bon Saint-Julien, sur le droit du peuple de choisir les rois, ne servait pas le monarque d'attente à qui cette Bourgogne avait tant à reprocher. Comment songer, pour faire de lui le souverain, à celui-là précisément dont le gouvernement provoquait tant d'impatience de voir enfin un vrai roi ? La province même dont on aurait pu attendre que vînt l'idée de couronner Mayenne, était précisément celle qui, parmi toutes, avait les raisons les plus nettes de ne pas prendre cette initiative.

D'ailleurs Mayenne n'avait jamais fait son parti bourguignon dépositaire de ses espérances. A mayennistes honteux, on pourrait presque dire, ici, chef honteux. Le protecteur occulte de François Pigenat, ce Mayenne qui faisait, en se cachant de Philippe II, pressentir le pape, qui tâtait ses chances avant les États, et, aux États, n'avait jamais publié hautement son désir d'être roi, ni surtout osé monter à cheval pour le réaliser ouvertement. Comme entre l'État et son particulier, il s'était contenté de flotter entre

1. *Mém. de Gasp. de Tavano*, 401.

2. *Plaidoyé*, déjà cité, de déc. 1592 ; et *Le Banquet et après dinée du comte d'Arete*..., Paris, 1594, in-8°.

la « mairie du palais » qu'il croyait tenir et la royauté qui le tentait, en compromettant l'un par l'autre. Mais il ne pouvait que cela. Un Mayenne victorieux, populaire, qui eût su enfiévrer Dijon autour des traditions liant la province à sa maison et s'assurer parmi les Bourguignons, ou ailleurs en France, de quoi compenser l'abandon des Espagnols, eût tôt fait, en 1592 encore, de faire reculer, en Bourgogne, les griefs des malcontents, et se fût aidé d'eux pour devenir autre chose qu'un « Roy des grenouilles ». Mais voilà une hypothèse encore plus vaine que facile, car Mayenne n'était ni un Henri de Navarre, ni même un Henri de Guise. On en revient au jugement qui court les livres : il est bien vrai que ce gros homme hésitant n'avait pas figure d'un roi s'imposant par droit de conquête.

III. — LES AUTRES PRINCES FRANÇAIS. LES PARENTS DE MAYENNE.

A quelle candidature française ces Bourguignons, qui ne songeaient pas à Mayenne, ont-ils donc pensé ?

En dehors du chef de la Ligue et depuis moins longtemps que lui, ils avaient vu chez eux, serviteur de la cause, l'un des candidats secondaires : le duc de Nemours. Mais l'on sait déjà ¹ que ce prince avait perdu auprès d'eux la plus grande part de son crédit. Sa candidature, toute indirecte qu'elle fût, ils ne l'ignorèrent pas. Mais l'aspect même sous lequel un incident — réel ou supposé — de la guerre locale la leur fit connaître était peu fait pour lever leurs préventions. En novembre 1592, tandis que se préparaient déjà les États généraux, des mémoires capturés par Vaugrenant, sous Dijon, dans le bagage de Thenissey ², découvrirent à ces Bourguignons le Pichrocole dont parle la *Satyre*, « qui par discours bien raisonnez se faict monarque du monde pied à pied ». Les mémoires

1. V. ci-dessus, I, p. 447-448.

2. *Les chimères monarchiques de la Ligue*, Tours, J. Mettayer, 1593, in-8°, verso du titre. P. Cayet, *Chron. nov.*, 512, et les *Mém. de la Ligue*, V, 183, donnent en ce qui concerne les détails de la capture, deux exemples assez différents des versions recueillies par les historiens. Mais du moins le fait du combat livré par Vaugrenant à Thenissey est attesté par Pépin (98-99) qui date ce fait du 25 octobre.

contenaient, en effet, d'astucieuses instructions données par le duc à son homme de confiance, Thenissey lui-même, le baron bourguignon¹ : Thenissey devait tâter le terrain, insinuer doucement la candidature, mettre en valeur les avantages qu'elle offrait, le célibat du jeune prétendant, l'autorité modérée dont il se contenterait²... Tout cela dévoilait la rouerie de ce séparatiste d'hier qui songeait maintenant à la monarchie. Capture fictive ? Mémoire faux ? L'hypothèse s'appuierait, au besoin, sur le fait que de semblables pratiques étaient fréquentes à l'époque. En tout cas, vrai ou faux, le document jetait, en Bourgogne, sur les aspects nouveaux d'une ambition effrénée, une inopportune lumière. Cette candidature pouvait échauffer les courtisans de Nemours. Mais Lyon même, encouragé par son archevêque, faisait choix de députés sur qui le jeune prince ne pouvait pas compter³. Et la Bourgogne, où Lux et les autres amis de P. d'Épinac entretenaient dès lors la défiance des intrigues ourdies sans cesse par ce cadet, négligea de voir en lui un Charles XI possible⁴.

Henri Monsieur, le fils aîné de Mayenne, ce jeune homme de 14 ans qu'on allait bientôt voir à Dijon comme gouverneur, allait aussi être cité, en juin 1593, comme un époux possible de l'Infante⁵... Mais aucun Bourguignon ne témoigne que la moindre faveur ait accueilli, dans la province, ces suggestions venues de son père ou de quelque mayenniste du Conseil. Quant au duc de Guise, dont les chances étaient moins illusoires, que le clergé, ici et là, patronnait et que Philippe II plaçait au premier rang

1. *Sat. Mén.*, 156. — Ces instructions, qui visaient à introduire auprès de Mayenne, à la faveur d'une réconciliation des deux frères, la candidature de Nemours, paraissent avoir été assez abondamment copiées. Elles sont reproduites dans la correspondance de l'ambassade de Savoie à Rome sous la date du 9 janv. 1593 (TURIN, *Archives d'Etat*. Lettres des ambassadeurs (Rome), 14 : v. à ce sujet RICHARD, *D'Épinac*, 465). Copie dans B.N., fr. 3982, f. 213. Cf. De Thou, XI, 778.

2. Nemours a-t-il réellement espéré le succès à la faveur des rivalités des autres candidats ? Ou n'a-t-il tenté qu'une manœuvre destinée à lui procurer de fructueuses transactions ? L'opinion bourguignonne n'eut pas à pénétrer ces secrets. — Sur la candidature de Nemours en 1592 et 1593 : L'Estoile, *Mém.-Journ.*, V, 343 ; VI, 66, etc. ; DAVILLÉ, 260, n. 1. Cf. aussi la *Sat. Mén.*, qui fait allusion aux « mémoires » de Thenissey (268), et *Les chimères monarchiques*.

3. LYON, BB 129 (reg. du consulat), f. 121-127 (19 oct. 1592).

4. Silence absolu de tous les documents bourguignons sur cette candidature.

5. FORNERON, II, 406 ; RANKE, II, 187. Philippe II l'admettait en principe, avec Guise et le marquis de Pont, comme l'un des maris possibles.

des éventuels maris français de sa fille ¹, seuls, au pays de Mayenne, les bailliages du nord, le comté de Bar-sur-Seine, l'Auxerrois, pénétrés d'influences champenoises, et qui avaient obtenu son secours contre les navarristes ², connaissaient directement et sa personne et son relatif prestige. Or, pas plus là qu'ailleurs dans la province ne se manifestait nettement, à la fin de 1592, l'existence d'aucun parti véritable disposé à saluer en lui un roi.

Et si aucun mouvement positif, dans ces vieux foyers guisards, ne se dessinait en faveur des parents du défunt Balafgré, les Bourbons catholiques n'y trouvaient, semble-t-il, qu'indifférence eux aussi ³.

La Bourgogne ligueuse ne proposait donc aucun prince au choix des États. Elle se contentait de demander un roi catholique, — « un bon roy catholique », dit le chapitre de Beaune, — sans lui donner un nom ⁴.

Mais, en dehors des ligueurs gagnés plus ou moins par les idées « politiques », cette incapacité de choisir n'était-elle pas, à la fin de 1592, maladie commune à l'ensemble des populations provinciales ? Quelques mouvements locaux, en Champagne et dans le clergé, en faveur de Guise, ne peuvent empêcher de voir combien, à la veille de l'Élection, la masse des « ligueurs » restait passive. Si la voix bourguignonne d'Étienne Bernard se bornait à ajouter à la thèse antinavarriste, thèse négative, le renfort de son éloquence, où donc trouver l'écrivain provincial qui jetât vraiment et avec succès, aux échos du royaume, un grand appel positif et populaire en faveur

1. Une partie du clergé proposait, dès 1591-1592, on le sait, le mariage de l'Infante avec le jeune Guise (Villeroy, *Mém. d'Etat*, II, 57, 60-63 ; BOUILLÉ, IV, 114-115 : (opinion de G. Rose). Nous n'avons rencontré, avant les États, qu'un écho certain de cette proposition dans le clergé bourguignon (ci-dessus, p. 191). — Sur le choix de Philippe II, v. not. l'instruction du 25 janv. 1592 aux négociateurs qui traitaient avec Jeannin, *Lettres de Philippe II à ses filles*, p.p. Gachard, 74-80, et DAVILLÉ, 255-256. Cf. aussi CAPEFIGUE, VI, 200-201.

2. Carorguy, 118 (Guise met garnison de Wallons à Bar, *ib.*, et 122) ; CHALLE, II, 181-189. Lorsque Breunot, en 1593 (I, 388), note que toute la Champagne est « à la dévotion de M. de Guise », il autorise à penser que ce fait connu en Bourgogne a pu avoir quelque effet dans les lisières septentrionales de cette province.

3. Seul Jeannin parle du nouveau cardinal de Bourbon comme d'un roi possible (v. ci-ap., § IV). Mais c'est là, en l'espèce, voix du Conseil, non opinion bourguignonne.

4. Rien à ce sujet dans les registres des États de Bourgogne C 3072 : un roi catholique. — C.-D'OR, G 2509, f. 85 v° et 88 v° (chap. de Beaune).

d'un prince catholique nommé et désigné ? Le Guise tué en décembre 1588 n'avait pas été remplacé. Mayenne qui, depuis quatre ans, tenait l'emploi de monarque, était condamné par le silence. Et, derrière lui, parmi les « demi-rois » réduits aux intrigues sournaises, ne se voyait aucun Français qui eût le visage d'un chef. La doctrine proclamait le droit de l'élection populaire ; mais elle travaillait dans le vide. Et la province de Mayenne était, entre toutes, incapable de choisir son roi parmi tant de candidats sans titres : ils l'entouraient tous et elle les voyait de trop près. Il ne lui restait à élire, comme au recteur Roze, que Guillot Fagotin, marguillier de Gentilly...

Fallait-il donc s'abandonner à ce dilemme : la royauté de l'Infante ou la guerre sans fin ? Par bonheur, nombre de ligueurs, au delà des thèses stériles, s'orientaient vers la solution pratique.

IV. — LA SOLUTION RÉALISTE. JEANNIN.

Au milieu même des vains utopistes, des réalistes grandissaient en nombre. Sans doute, la guerre entre navarristes et ligueurs était bien encore le duel de « deux lois » qui semblaient également « fondamentales » : la loi salique et le serment du sacre¹. Et, pour beaucoup d'esprits sincères, la seconde de ces lois continuait à apparaître « comme plus inviolable que la première », « le jeu mécanique et fatal de l'hérédité » comme « moins respectable que l'espèce de contrat qui était inclus dans la cérémonie de Reims ». Mais, pour rester, en 1593, aveuglément fidèle à « cette conception d'une harmonie nécessaire entre le roi d'une part, le vœu de la majorité et les traditions de l'autre », il eût fallu à la moyenne des Français une conscience nettement démocratique et révolutionnaire. Or, révolutionnaires au point d'accepter l'intrusion espagnole, certains Parisiens pouvaient l'être. Mais le sens plus modéré des provinciaux les incitait à puiser dans les traditions nationales autre chose encore que l'intransigeance religieuse : chez beaucoup de Bourguignons, têtes pratiques, l'alarme de 1589, l'appel de la religion en danger,

1. Ces formules, et celles qui suivent, sont de M. H. HAUSER, *Sources*, IV, 17.

ne prévalait pas, en 1593, contre le sentiment du péril étranger, ni les poussées sociales contre le spectre de la misère et les réalités économiques. Entre les chimères des idéologues et les intérêts des profiteurs, l'esprit de l'ordre français et monarchique élargissait rapidement sa trouée. Et, voyant l'impuissance de Mayenne, « fraudé » par Philippe II et débordé par l'anarchie, ces ligueurs modérés, négligeant les vertus théoriques de l'Élection, ne se refusaient plus à apprécier dans les faits les mérites de la Légimité. Autour d'eux, auprès d'une grande partie des petites gens, cette légimité avait gardé toute sa valeur. Sur le peuple de Bar-sur-Seine qui gémissait sous « les misères » et voyait chez lui les Espagnols, le greffier Carorguy pouvait dire, en 1593, que les moines prêcheurs de principes nouveaux n'avaient jamais eu prise, que ce peuple « s'était » toujours opiniastreté, soubz leur parole fardée, à disputer le droict legitime du Roy¹. . . Or, cette « opiniastreté » instinctive et populaire finissait par trouver un écho dans les méditations des ligueurs bourgeois, pour le profit du « Roy », du roi tout court². — Pas plus en Bourgogne qu'ailleurs la confiance, le bon sens et l'entrain d'Henri IV, ni même ses victoires ne peuvent expliquer ces retours, antérieurs à l'Abjuration, à la tradition de l'hérédité royale. Ce roitelet n'y devint pas « le Roy » dès 1592-1593 par ses seuls mérites, — mérites peut-être surfaits, — et dont l'écho, en tout cas, ne parvenait alors au fond des provinces qu'affaibli et troublé.

Sentiments généraux favorisés, on le sait, par la décadence spontanée du mayennisme local ; mais d'autres forces, non négligeables, poussaient encore l'opinion bourguignonne aux passages « politiques ». Sur la bourgeoisie, l'exemple influent du Président menait plus loin qu'à la simple défiance des Espagnols. Qu'est-ce, en effet, que Jeannin, à partir de 1591, sinon l'un de ces ligueurs « françois » en qui éclosent de vrais « politiques » ? L'avisé Autunois, conseiller d'État et ambassadeur en Espagne, savait dès lors, tout aussi bien que le Du Vair de l'*Exhortation à la Paix*, que son maître

1. Carorguy, 138.

2. Ces considérations et idées seront, en particulier, dans l'*Advertissement à la noblesse et villes de Bourgogne* (réimpr. Chevreul, 8-9, 23-25, etc.).

n'ayant plus de chance d'atteindre à la couronne, l'alternative s'imposait : une royauté espagnole ou Henri de Navarre converti.

Moins impatient que Villeroy, auteur de l'*Advis* à Mayenne de décembre 1589 et présomptueux « négociateur des Politiques », Jeannin restait plus mayenniste que lui, plus disposé que lui à jouer le plus longtemps possible, et au mieux, du titre de chef de la Sainte-Union, qu'il entendait conserver à son maître jusqu'au « Traicté », — et, dans ses avis, beaucoup plus circonspect ¹. Loin de faire crédit imprudent au Navarrais promettant sa conversion, il l'attendait patiemment aux actes, et n'eût pas, sans doute, approuvé sans réserves les pourparlers de Villeroy avec Du Plessis-Mornay de mars-avril et octobre 1590, s'il y avait vu autre chose qu'une manœuvre mayenniste ². Pour négocier vraiment et à fond, il lui fallait l'éminent péril espagnol ou la conversion du Béarnais. Contre l'un, en attendant l'autre, il s'ingéniait à faire durer Mayenne, garant de la religion et de l'unité française, songeant à des moyens de fortune, comme par exemple, la négociation d'une entente de la Ligue avec le second cardinal de Bourbon ou quelque autre Bourbon catholique. Il voulait intimider les partenaires et gagner du temps ³. — Au printemps de 1592, lorsque la manœuvre débordante des Espagnols et la rivalité du jeune Guise conduisirent Mayenne à une nouvelle démonstration du côté du Béarnais, et que Villeroy se jeta bravement dans une nouvelle négociation avec les agents navarristes, Jeannin garda la main, sans oublier qu'il s'agissait avant tout de faire pression sur Farnèse et d'éluder l'engagement de couronner l'Infante ⁴.

1. Le contraste entre la prudence de Jeannin et le pacifisme de Villeroy se voit bien dans les négociations de Mantes en avril 1592, lorsque Villeroy accuse Jeannin de se prêter à la prolongation de la guerre (Villeroy à Fleury, 22 avril, *Mém. de Du Plessis-Mornay*, V, 315). Sur la prudence de Jeannin, indications dans NOUAILLAC, *Villeroy*, 171-172, 199, 210, 215 et s.

2. PATRY, *Du Plessis-Mornay*, 214-216 ; NOUAILLAC, *Villeroy*, 179-186. Le familier de Jeannin, entre autres indications, signale que le président condamnait le choix, comme intermédiaire, d'un huguenot classé (B.N., fr. 17282, f. 33 v°).

3. Sur l'idée d'une manœuvre Bourbon : B.N., fr. 17282, f. 17 (cf. GARNIER, 489-490).

4. C'est Jeannin qui correspond avec Villeroy (*Mém. d'Estat*, 188-189, B.N., fr. 17282, f. 17 et s., 33, 41-44 ; *Mém. et correspondance de Du Plessis-Mornay*, V, 208, 218, 281, 330, etc.). Sur la négociation : NOUAILLAC, 212-225 ; PATRY, 216-226 ; L'ÉPINOIS, 567-569 ; GARNIER, 490. — Cf. la *Sat. Mén.*, 82, 251.

Mais, *in petto*, ne songeait-il pas alors ¹, et d'autres fois, à la Conversion ? Sans foncer vers la paix comme Villeroy, il voyait sans doute dans les négociations un peu mieux que vain appât et monnaie diplomatique à l'usage des affaires espagnoles. Certains témoins sentaient grandir en lui le « politique » et l'« homme de paix ² ». Le légat Séga, qui n'hésitait pas à qualifier bonnement de « navarristes » certains serviteurs confidents de Mayenne, chargeait de ce vocable « surtout le président Jeannin et le secrétaire Desportes ³ ». Et lorsque tel navarriste authentique cherchait intelligence au camp ligueur, c'est à Jeannin, — il est une lettre d'État de Bellièvre qui en témoigne ⁴, — que ce navarriste songeait.

Jeannin, Desportes. Comment la Bourgogne bourgeoise, à laquelle tant de liens attachaient ces têtes du « Conseil estroit », — et qui, d'ailleurs, ne pouvait ignorer les relations personnelles du président, et de la présidente, avec certains chefs navarristes de Semur ⁵, — n'aurait-elle pas été édifiée par de tels exemples ?

V. — L'INFLUENCE DE LA RÉACTION GALLICANE.

Le mouvement gallican de 1590-1592 appuyait ces influences « politiques ». Contre la Sorbonne s'égarant, dès 1589, hors de sa voie traditionnelle et prêtant au pape, avec le pouvoir de délier les sujets de leur serment aux rois, celui de déposer ces rois, contre les jésuites exaltant, dans la Sainte-Union, l'autorité de Rome, contre les ligueurs et prêcheurs parisiens conciliant avec les théories démocratiques ces thèses ultramontaines, une bourgeoisie groupée

1. Il était le principal auteur des « articles » engageants envoyés à Villeroy au début de mai (B.N., fr. 17282, f. 34 et s. ; *Mém. d'Estal*, 190-193) : articles destinés à réappâter, sans doute, mais où, aussi, Jeannin (quels que fussent les reproches de raideur que lui faisait Villeroy) travaillait suivant toute apparence beaucoup plus en vue de l'abjuration que Mayenne ne l'eût désiré. Notons aussi que Jeannin promet nettement à Villeroy son concours personnel (17282, f. 37).

2. Expression fréquente chez L'Estoile.

3. Lettre de mai 1592 (Arch. du VATICAN) citée par L'ÉPINOIS, 568-569. Jeannin signalait lui-même à Villeroy les suspicions dont il se savait l'objet (B.N., fr. 17282, f. 33). — Parmi les censeurs : Guill. Rose, évêque de Senlis (lettre du 31 oct. 1592, citée par BOUILLÉ, IV, 114-115).

4. *Lettre d'Etat de Pomponne de Bellièvre au président Jeannin* (13 déc. 1592), p. p. Nouaillac, *Documents d'hist.*, janv.-mars 1913, 5-21.

5. V. ci-dessus, ch. X, § III.

autour des Parlements et fidèle à la conception d'une royauté moins dépendante de Rome, avait dressé la barrière du gallicanisme politique ¹.

Dans le cadre provincial, ces thèses parurent d'abord s'adapter assez naturellement aux « partis ». Les avocats ligueurs acceptèrent cette fois sans réserve, mais par l'intermédiaire des clercs — et d'ailleurs il leur en coûtait peu — les thèses de Paris. Les États de 1590, correctement, déclarèrent leur docilité toute prête aux décrets de Trente, et naturellement l'Auxois répliqua en rappelant que ces décrets n'étaient pas valables pour la France ². Mais, même du côté de la Sainte-Union, les cerveaux juristes de la Bourgogne cultivée étaient de ceux qui s'ouvraient peu aux nouvelles théologies de Sorbonne. L'Auxois parlementaire, pour faire crédit au Navarrais, n'avait pas attendu la permission de Sixte-Quint ni de Grégoire XIV. Les Fremyot et les Crespy, à la fois grands catholiques et serviteurs d'un roi huguenot, pratiquaient cette distinction de l'État et de la foi que conseillait le *Saint et charitable conseil... contre l'avis... donné par les docteurs de la Sorbonne* ³ ou la *Remontrance au peuple françois* ⁴. Or, ces dévôts de l'émigration, — aidés sans doute par ceux qui, fils de huguenots, ou humanistes contaminés par le rationalisme, s'en tenaient auprès d'eux au scepticisme tolérant issu de Montaigne, — contrebattaient chez les robins de Dijon « ennemis », mais parents, les Pères du collège des Godrans. D'ailleurs, l'exemple venu des conseillers de Paris agissait lui aussi. Enfin, il ne faut pas oublier que quelques-uns des plus actifs parmi les hommes d'action, et de plume, du camp gallican et « politique » étaient loin d'être, en Bourgogne, des

1. Sur ces faits et théories, v. FÉRET, *La Faculté de Théologie de Paris*, Paris, 1894-1900, III ; V. MARTIN, *Le gallicanisme politique et le clergé de France*, 25-40, 67-75, 323, etc. Cf. G. WEILL, *Les théories...*, ch. XII.

2. C.-D'OR, C 3071, f. 26 (art. I du serment prêté le 26 oct. 1590) ; — *Contre-lettre à la noblesse*, 9 et s.

3. De 1589. Réédition des *Mém. de la Ligue*, III, 331. Sur la portée doctrinale de cet écrit, et du suivant : MARTIN, *Le gallicanisme politique*, 76-78.

4. Il ne s'agit pas, comme le croit V. MARTIN (*op. cit.*, 76) d'un mémoire « composé » en 1589, mais d'un écrit conçu en 1567 (repris en 1575) et destiné à la lutte contre la rébellion protestante (HAUSER, *Sources*, III, n° 1992). Il est vrai qu'en 1589 les royalistes en retournèrent l'emploi contre les ligueurs, si bien que l'auteur, Th. de Beauxamis, carme, dut publier une « déclaration » sur ses véritables intentions (*ib.*, n° 2568). Mais l'interprétation des « politiques » est intéressante. Rééd. dans *Mém. de la Ligue*, IV, 115 et s., d'après copie de 1589. Réimpr. royaliste : Lyon, 1594, in-8° (HAUSER, IV, n° 3113).

inconnus : — Lazare Coqueley, par exemple, le conseiller clerc au Parlement de Paris, bon ligueur de 1589, mais gallican de 1593 ¹, ou ces deux auteurs de la *Ménippée*, tous deux troyens, Jean Passerat, le professeur au Collège royal, et Pierre Pithou, le substitut du procureur général de Paris et ami de De Thou ² ; ou encore le Langrois Jacques Gillot, autre conseiller-clerc, mais chez les navarristes de Tours, lui aussi ami de De Thou et co-auteur de la *Satyre* ³.

A de telles influences, les clercs bourguignons pouvaient-ils opposer un front sans fêlure ? Les « trente ou quarante pédans » et « maîtres ès arts crottés » dont parle L'Estoile régirent-ils longtemps ces provinciaux ?

Les moines ligueurs, mus par des consignes générales, en restaient presque tous, vers 1592, à l'apologie de l'excommunication pontificale et de la suprématie du Saint-Père. Leurs ardeurs furent même surexcitées, en 1591, par les monitoires de Grégoire XIV et l'apparition émouvante, sur la piste bourguignonne de Caetano, du nouveau légat, ce « nommé Marcilio Landriano » qu'un *moqueur* de Dijon, le « politique » Sullot, montre assailli « par les rues » d'une foule de « personnes folles » avides de frôler « les bords de ses robbes », de « faire toucher » à « leurs chapelets, heures, mouchoirs ou quelques linges » le siège « où il s'était assis », voire de découper des « pièces » de son manteau qu'elles « faisoient enfermer dans de l'argent » et portaient « à leur col » comme « reliques saintes » ⁴. Et les thèses intransigeantes de Rome animaient alors tels sermons dijonnais,

1. Sur Coqueley et ses idées, v. ci-dessus, p. 193, n. 2 (réf.). Noter qu'il est en relations avec le grand gallican Pithou (L. de ROSANBO, *Pithou*, dans *Rev. du XVI^e s.*, 1928, 302, n. 1).

2. GIRART, *Passerat et la Satyre Ménippée* (dans *Rev. hist.*, XXIX, 1885, 340 et s.) ; F. GIROUX, *La composition de la Satyre Ménippée ; documents et interprétation*, [Laon, 1904], in-8° ; — L. de ROSANBO, *Pierre Pithou. Biographie* (dans *Rev. du XVI^e s.*, 1928, 279-305).

3. Sur Gillot et ses œuvres, notamment les gallicanes, v. PICOT, *Les Français italianisants*, II, 281-297. Ses relations dijonnaises sont celles d'un Langrois resté fidèle à sa ville natale, où plusieurs familles de Dijon, les Tabourot, les Desbarres, par exemple, ont quelqu'un des leurs en ce chapitre de Saint-Mammès dont Gillot lui-même sera le prévôt en 1599. — Du côté des ultramontains capables d'influence en Bourgogne, il faut peut-être citer l'auteur du *De justa reipublicae christianae in reges impios et haereticos auctoritate*, Paris, 1590, in-8°. Cet auteur se dit bourguignon (HAUSER, *Sources*, n° 2892), mais n'est pas identifié.

4. Sullot, 15-17.

ceux du carme Buffet, par exemple ¹. Les jésuites se dépensaient entre tous ². Servis par la faveur dont ils jouissaient comme pédagogues auprès de presque toute la bourgeoisie bourguignonne, appuyés par les avocats de la Chambre de ville de Dijon ³ contre l'influence des officiers entraînés par l'exemple des parlementaires parisiens, les Pères pouvaient s'ériger en censeurs premiers du milieu ⁴. Leur *concionator*, le P. Charles, brandissait donc, à Dijon, les monitoires et lançait malédiction contre les gallicans. Le père Christophe Balthazar prêchait à Beaune ⁵.

Mais, même chez les réguliers, ces ultramontains rencontraient des répliques. A Dijon encore, et en plein couvent des cordeliers, ne se trouvait-il pas un « gardien », le frère Claude Besson, pour fronder la doctrine de Sorbonne au point de mériter le surnom de « prédicateur des politiques », et, qui pis est, pour attirer « la plus part de la ville » en parlant des droits du roi de Navarre ⁶ ? Dans le clergé séculier, la charge des décimes et les abus de la

1. Breunot, I, 363, 366 ; II, 59, etc. Ligueur fidèle en 1595 (*ib.*, II, 541 ; III, 24). Nous le retrouverons.

2. Sur le rôle des jésuites dans l'action de la Ligue en général jusqu'en 1593, v. FOUQUERAY, II, 219-246.

3. Série d'aumônes et de dons importants de 1589 à 1592 (DIJON, B 227, f. 61 v^o, 118 ; B 229, f. 194 v^o ; etc.). En août 1592, le provincial Castor annonçant que par « nécessité » le collège des Godrans va être obligé de suspendre son enseignement, une subvention annuelle de 400 écus est décidée (B 230, f. 110, et liasse F 11). Cf. MUTEAU, *Ecoles*, 332, et FOUQUERAY, II, 273. Les jésuites paieront cet appui en soutenant, de leur côté, La Verne par ex. lors de l'élection majorale de 1594 (Breunot, II, 128). Mais cette amitié n'était pas seulement personnelle : c'était celle des suppôts antigallicans et des Pères ultramontains (v. à ce sujet ci-ap., ch. XVIII, p. 351).

4. C'est ce qui ressort de la lettre du recteur Gentil p. p. FOUQUERAY, II, 280 ; v. aussi *ib.*, 273 ; Sullot, 34.

5. Sur le P. Charles, v. ci-dessus, t. I, p. 258-259. Ce P. Charles avait précisément eu pour thème, lorsqu'il avait, en août 1589, commencé à prêcher publiquement contre Henri IV, celui-ci : « annoncer au peuple la puissance de nostre Saint Pere le Pape, pour lever les mauvais propos qui se font et sement par ceste ville qu'il n'a la puissance d'excommunier le roy s'il a merité de l'estre... » (DIJON, B 227, f. 59 v^o). Sur ses sermons, passionnés : Sullot, 34 ; FOUQUERAY, II, 275 et s. — Balthazar prêche à N.-D. de Beaune l'avent 1590, le carême 1591 et enseigne en outre le catéchisme aux jeunes Beaunois avec un autre Père (C.-D'OR, G 2509, f. 20 v^o, 29 v^o, 40 v^o, 47 v^o). Sur ce Père, préfet des études, puis prédicateur du collège de Dijon : FOUQUERAY, II, 285, n. 1.

6. FODÉRÉ, *Narration*, 469, notant qu'il fut élu provincial en 1603, loue ses qualités d'administrateur. Ses prédications de 1594 surtout seront sujet de scandales et d'enquêtes (DIJON, B 231, f. 143 et 148 ; Breunot, II, 59, 61). Il sera même impliqué dans un complot destiné à livrer Dijon à Henri IV, s'enfuir à Auxonne et, en 1595, prêchera, triomphant, devant le roi (DROUOT, *L'affaire La Verne*, 165).

commende entretenaient la défiance à l'égard de certains usages gallicans. Les assemblées diocésaines, sans suivre nettement dans leurs cahiers les maximes ultramontaines, demandaient que « soit le saint concile de Trente receu » moyennant maintien des « exemptions » des chapitres et communautés ¹. Mais une solidarité cléricale subsistait entre ligueurs et navarristes ; des chanoines parents d'officiers insinuaient des réserves dans les adhésions aux Décrets ² ; beaucoup de curés et surtout de vicaires, entraînés par leurs paroissiens, cherchaient instinctivement la paix du côté du roi légitime ³, et le gallicanisme politique, grâce à eux, reprenait peu à peu ses droits dans les cinq diocèses bourguignons ⁴.

D'ailleurs les évêques ralliaient autour d'eux ces prêtres restés fidèles à l'enseignement de la Sorbonne tel qu'il était avant la Ligue. Amyot, d'Auxerre, achevait sa vie, toujours attaché aux « anciens rites », en gallican trop avéré pour se démentir ⁵. Pontus de Tyard, lui, dans sa solitude de Bragny où le maintenait l'hostilité des moines ligueurs de Chalon ⁶, souriait de son mieux aux deux partis, se faisant, par exemple, l'avocat des ligueurs

1. Ces idées se trouvent bien exprimées dans le cahier du clergé d'Auxerre rédigé (1592) pour les États convoqués à Soissons (YONNE, G 1725. Cf. BERNARD, *Procès-verbaux des États de 1593*, Appendice, n° XVIII). Cf. C.-D'OR, G 42 quater, pour le clergé de Dijon. Pour le clergé de Mâcon, conduit, on l'a vu, par des ligueurs, indications nombreuses sur les tendances de ces dirigeants dans MACON, BB 60-62, *pass*.

2. Indications diverses dans C.-D'OR, G 42 quater. — Le chanoine Desbarres, de Langres, émigré à Dijon comme ligueur et qu'on dit « très zellé » à la cause (les magistrats de Dijon à ceux de Chaumont, Dijon, 28 fév. 1592, CHAUMONT, C III, f. 236) offre peut-être l'exemple d'un ultramontain proche parent de parlementaires, — car il en était plusieurs.

3. Curés persécutés par les ligueurs comme celui de Verdun (JEANDET, *Verdun*, 129-130) ; vicaires exprimant l'opinion de leurs paroissiens comme celui de Noiron-les-Cîteaux (DIJON, B 231, f. 149) ; etc. Fretin clérical, mais dont le rôle, pour inconnu qu'il soit, ne peut être tenu pour nul.

4. Nous n'examinerons pas, ici, bien entendu, le cas assez particulier des doyennés bourguignons ressortissant au diocèse de Besançon.

5. LEBEUF, I, 641, 642-644. — En ce qui concerne Des Cars, évêque de Langres, il y aurait, sans doute, à tenir compte ici de l'épisode particulier du conflit entre cet évêque et le clergé de Dijon au sujet des instances que faisait cette ville, notamment à Rome, pour avoir un siège épiscopal à elle, et un diocèse démembré de celui de Langres. Les Dijonnais avaient, en l'espèce, intérêt à faire figure d'ultramontains et l'évêque de Langres à s'appuyer sur les navarristes et l'autorité gallicane. — Sur cette question, C.-D'OR, C 3069, f. 291 ; C 3071, f. 10.

6. Et où il n'est guère douteux que son désir eût été de rentrer (v. en particulier sa lettre du 5 juill. 1591 à son grand vicaire Perret, dans PERRY, *Hist. de Chalon*, 371).

chalonnais auprès de son neveu Bissy, gouverneur de Verdun¹, mais érudant, d'autre part, la publication des monitoires pontificaux avec le même soin qu'il avait mis à ne pas rencontrer, en 1589, le légat Caetano² et restant *persona grata* auprès d'Henri de Navarre, qui l'allait bientôt prier de se joindre aux théologiens chargés de l'« instruire »³. Lorsqu'en 1592 il songea à quitter sa charge, il fit approuver à la fois par Mayenne et par « le roy » sa résignation en faveur de son neveu Cyrus⁴. Prudent, donc, il l'était. Mais gallican non moins. Témoin le fameux libelle latin que, piqué par les attaques du P. Charles, il avait lancé en manuscrit au début de 1591, puis imprimé en forme de lettre, et où, avec une fougue de jeune homme, il vitupérait non seulement son détracteur, cet « histrion », mais toute la Compagnie de Jésus, ces « nouveaux théologiens qui voudraient ajouter la foi à la Ligue au symbole des Apôtres », ces « hypocrites », ces « Écoles auteurs des tempêtes civiles », ces destructeurs des « anciennes lois »⁵.

Les « anciennes lois », c'était le principe de l'indépendance politique des rois de France comme celui de l'hérédité. Et cette déclaration violente, suivie de la réplique astucieuse du P. Gentil, le recteur de Dijon⁶, animait, en Bourgogne, outre les clercs, tout

1. Demandes d'intervention des Chalonnais contre les pillages de Bissy : CHALON, BB 10, f. 14 v^o (28 juill. 1591) ; f. 166 v^o, 168 (7-14 oct. 1592) ; Tyard est le médiateur des trêves entre Verdun et Chalon.

2. Tyard à Perret, Bragny, 5 juill. 1591, PERRY, 371.

3. PERRY, 380.

4. *L'III. Orbandale*, II, 536 ; CHALON, BB 10, f. 272.

5. La première édition de la lettre de Tyard (Paris, Mamert Patisson, 1591) nous a échappé. Réédition à la suite du *Consilium super commodis vel incommodis Jesuitarum* de DU MOULIN (Hanau, 1664, in-8^o) sous le titre de *Fragmentum epistolae pii cujusdam episcopi quo pseudo-Jesuitae Caroli et ejus congerronum maledicta repellit*. Sur le contenu de ce libelle, v. FOUQUERAY, II, 275-277. L'introduction, reproduite par la réédition de 1604, faisait allusion à une première diffusion du pamphlet sous la forme de copies manuscrites. — Sur ce libelle et sa notoriété, ses rééditions au XVII^e s. : JEANDET, *P. de Tyard*, 228 et s. Nombreuses copies manuscrites de la fin du XVI^e s., p. ex. B.N., fr. 15781, f. 332-339 (cf. LELONG, I, n^o 14227) et nombreux échos en Bourgogne, p. ex. dans la lettre de Bernier à Servin citée ci-après.

6. Réplique qui ne fut vraisemblablement jamais imprimée, mais qui fut peut-être, elle aussi, répandue sous la forme de quelques copies manuscrites. Le P. FOUQUERAY l'a publiée en « grande partie » (II, 278-282) d'après un exemplar conservé dans les archives de la Compagnie de Jésus, fonds *Franciae historia*, 1615-1629, f. 12 et s. C'est une énergique contre-attaque au nom : 1^o de la Sainte-Union, 2^o de la Compagnie, 3^o du P. Charles. Dans la 3^e partie, Gentil fait mention, parmi les « hérésies » de Tyard, de celle qui consistait à dire que le roi de France « pouvoit estre exempt de l'excommunication de Nostre

un monde laïque. Dans les manifestations hostiles dont le collège des Godrans allait être désormais l'objet¹, nombre de bourgeois bourguignons, même hors des officiers ou suppôts d'Auxois, trouvaient nettement leur compte. Tels, par exemple, l'avocat Philippe Robert, ce Chalonnais qui dédiait à Tyard un factum contre les Pères, et à qui Tyard lui-même avait adressé son pamphlet de 1591. Tel l'avocat Pierre Bernier, ce Dijonnais qui, correspondant de Louis Servin, appuyait de son mieux dans sa ville l'action gallicane des parlementaires de Tours ou de Paris, — et d'autres², adeptes non seulement des thèses pondérées de leur compatriote Coqueley, mais des *Vindiciae secundum libertatem ecclesiae gallicanae* de Servin³, en attendant les *Libertés de l'église gallicane* de Pithou.

Or, ces gallicans de province devenaient vite, s'ils ne l'étaient déjà, des « politiques ». Si les compromissions espagnoles et romaines de la Ligue ranimaient parmi les « bons François » de Bourgogne l'instinct de fidélité aux traditions particulières de l'église de France, ce réveil en suscitait, à son tour, un autre. Condamner

Saint Père » (FOUQUERAY, II, 280). Il rappelle aussi que les dernières *Homélies* de Tyard ont dû paraître sans l'approbation de la Sorbonne (en 1588), ce qui est contraire aux décrets de Trente, et qu'elles contiennent bien des « erreurs » (*ib.*, 281). Gentil prépara du libelle de Tyard une réfutation publique qui, selon toute apparence ne fut jamais publiée (*ib.*, 284). La véritable réponse à l'attaque de Tyard — et à d'autres, postérieures, — c'est plus tard qu'elle devait être publiée et par un grand polémiste, passé avant Gentil par le rectorat de Dijon (1581), le P. Louis Richeomme, dans ses mémoires de 1595-1603 (HAUSER, *Sources*, IV, nos 3027, 3123, 3196, 3199, 3201). — Il y eut une lettre de réponse de Tyard à Gentil (Bagny, 13 juin 1591 : Arch. de la Compagnie de Jésus, fonds *Lugdunensis provinciae historia*, t. II, n° 6, en partie publiée par FOUQUERAY, II, 282-283).

1. V. Breunot, II, 86 (libelles), et ci-ap., ch. XVI, p. 287.

2. Sur Robert : PERRY, 356 ; FOUQUERAY, II, 275. — Sur Bernier : FÉVRET, *De claris fori burg. oratoribus*, et DROUOT, *Les Jésuites de Dijon sous Henri IV*, 172 et s. — Autres gallicans locaux résidant dans les villes de l'Union : — les Morisot, le père et l'oncle de l'avocat Barthélemy Morisot qui, né à Dijon, précisément en 1592, devait publier (à Leyde, 1624, in-8°) un *Henricus Magnus* dont le dernier chapitre est un réquisitoire contre l'œuvre des jésuites (HAUSER, *Sources*, IV, n° 2621) ; sur ces Morisot : DROUOT, *L'affaire La Verne*, 180, nos 64-65.

3. Tours, 1590, in-8° ; réédition 1591 (HAUSER, IV, n° 2933). Bernier, nommé ci-dessus, s'avoue plus tard disciple de Servin (v. l'épître dédicatoire de son *Plaidoyé fait au Parlement de Dijon...*, Dijon, Guyot, 1612, in-8°), se flatte des relations qu'il entretenait avec le fameux avocat-général et même de lui avoir fait connaître le libelle de Tyard (Bernier à Servin, Dijon, 28 janv. 1611, p. p. DROUOT, *Les Jésuites de Dijon sous Henri IV*, 174).

l'intrusion des décrets de Trente, cela menait plus loin encore qu'à refuser l'aumône aux jacobins mendiants, comme on voit qu'osait le faire, en 1592, à Dijon même, tout un clan de riches bourgeois en représailles de l'acte régicide de Jacques Clément¹ : cela menait progressivement, autant que la crainte de l'Espagnol, à faire crédit à ce gouvernement de Tours dont Servin était l'une des voix. Nul doute qu'une fois démuné de sa confiance en Mayenne, le monde des officiers bourguignons, ligueurs français de 1589, n'ait offert en nombre, vers 1592, ces cas d'évolution stimulée par des sentiments semi-patriotiques et semi-gallicans dont un autre natif des confins bourguignons, un clerc, né à Chaource, le célèbre Edmond Richer, offre le type si net². Et si ce jeune docteur de Sorbonne, en se rapprochant des navarristes, entraînait avec lui grand nombre d'étudiants, nul doute non plus que nos conseillers ou avocats gallicans de province n'aient, de leur côté, largement fait école autour d'eux. Pour être peu aisé à mesurer, le rôle des doctrines ecclésiastiques comme adjuvant important du ralliement « politique » parmi les ligueurs bourguignons désabusés ne saurait donc être méconnu ni négligé.

VI. — LES PROGRÈS DES « POLITIQUES ».

Discrédit de Mayenne ; antihispanisme, exemple de Jeannin et d'autres « Français » des grands conseils ; influence gallicane ; et par-dessus tout besoin d'un roi et prestige nouveau de l'idée de la légitimité : il est évident, dans tous les textes, que tant de raisons avaient grossi considérablement, à la veille des États de Paris, le nombre des « politiques » bourguignons. Mais pour renoncer ici à toute évaluation précise de leurs forces, il suffirait de remarquer combien la prudence de beaucoup d'entre eux a réduit les témoi-

1. En 1592, les quêtes des jacobins sont pour ce motif si peu productrices, que la Ville doit les secourir (Dijon, D 51).

2. Sur l'évolution de Richer, né à Chaource en 1560, docteur en théologie en août 1589 et pénétré alors des doctrines ultramontaines de Bellarmin ainsi que des idées démocratiques de la Ligue parisienne, puis franchement « politique » en 1593, en attendant de devenir l'implacable antagoniste des jésuites et l'un des doctrinaires du gallicanisme, v. surtout E. PUJOL, *E. Richer*, Paris, 1876, 2 in-8°, I, 36, 95, et *pass.* Cf. PRÉCLIN, *Edmond Richer et le richisme*, dans *Rev. d'hist. moderne*, 1929, 125.

gnages utiles sur leurs actions de 1590 à 1593. Nulle part, ni dans les écrits officiels, ni même dans les correspondances privées, ces circonspects, ces « femelles » dont les « masles » de l'émigration flagellaient la timidité, ne se risquaient alors à se déclarer. On surprend leurs sentiments en quelques actes ; mais, plus fréquemment encore, on rencontre les déclarations timorées qui les couvraient. Accusé de tendances navarristes, le président de Montholon, en séance de Parlement, protestait qu'on « luy faisoit tort, d'autant qu'en sinsérité de religion, il n'en vouloit rien céder à personne, estant serviteur dudit sieur de Mayenne, lequel en avoit bonne connaissance ¹... » Et comment douter, cependant, que cet adversaire résolu des communes, et ce fauteur occulte, mais certain, des menées qui, en 1594 et 1595, préparèrent l'adhésion de Dijon à Henri IV ², n'ait, dès 1592, approuvé en son cœur les idées des Du Vair et des Villeroy ? Comment douter qu'à la même date, un an avant l'Abjuration, le petit groupe mayenniste des cours dijonnaises n'ait été déjà entouré d'un cercle ennemi, et que les émigrés des années suivantes, les suspects de l'affaire du complot royaliste dijonnais de 1594, un Claude Bretagne, un Milletot, un Catherine, un Bouhier, un Jean Gagne, un Fyot puîné, un Bernardon, un Gabriel Breunot ³, tous ces avisés, qui sentaient s'orienter le vent, que ces « sénateurs » impatientes de l'ordre garant de leur dignité sociale, n'aient pas su concilier très tôt, en leur cœur, la foi catholique et la tradition monarchique ? L'heure, pour eux, s'approchait, qu'il ne fallait pas dépasser sans avoir salué la cause du roi déjà marqué par la fortune, s'ils voulaient se rallier un jour à lui autrement qu'en vaincus et à sa merci.

Ce serait témérité que de vouloir dénombrer ces officiers touchés par la grâce ; mais non d'affirmer qu'en 1592, au plus tard, un puissant foyer « politique » se constituait parmi eux sous l'enseigne ambiguë de la Ligue française. C'était là le fait grâce auquel un rôle honorable allait être rendu à ces cours de Dijon, si secouées par l'infortune depuis le schisme parlementaire de 1589. Aux tendances catholiques de confiance dans « le roy » que fortifiait

1. *Reg. Parl.*, III, 469.

2. V. ci-ap., surtout ch. XVII, § v, et XX, § iv-v.

3. Sur ces « politiques », v. Drouot, *L'affaire La Verne*, Appendice, et Gros, *Le Parlement et la Ligue*, ch. III.

le discrédit de Mayenne et que servait déjà, dans toutes les villes de la province, un nombre grandissant de bourgeois influents — l'avocat Nicolas Jullien, le greffier Cl. Perrault, le conseiller au bailliage Fr. de Thésut, le grenetier Jean Jantial à Chalon¹; à Beaune les riches Massol, l'avocat du roi Philibert de La Mare, et le procureur du roi Jean Bouchin, et toute une nichée d'autres Bouchin, avocats ou « bourgeois »²; — les grands robins de Dijon allaient bientôt conférer la sanction morale des juristes et l'autorité des officiers « souverains ».

Au-dessous de ces bourgeois, tout un monde de procureurs, d'huissiers, de sergents; — et le peuple lui-même, vite gagné par cette grande fermentation « politique », se prenaient à guetter l'Abjuration³.

Évolution commune et connue, et rien en cela qui fût propre à la Bourgogne, à l'exception d'un trait peut-être : de la Ligue mayenniste abandonnée, le sentiment local allait vers Henri IV sans transition. Dans le cas particulier de la province de Mayenne, certaines observations générales sur les évolutions politiques en 1592-1593, sur la gamme subtile des opinions intermédiaires et des « partis » qui s'offraient aux inquiétudes des Français avant l'Abjuration⁴, n'ont sans doute qu'une faible valeur pratique. Pour les ligueurs bourguignons, immunisés contre l'entraînement espagnol, contre les séductions des candidatures princières, il y avait, pour les « retenir », leur prudence, et voilà le plus certain effet de la reprise autoritaire de 1592, de la crainte inspirée par les gendarmes des citadelles; — mais il n'y eut aucune déviation sur une fausse piste. On ne vit, parmi eux, ni le flottement parisien, ni le morcellement provençal⁵. Du jour où Mayenne, comme guide ou protec-

1. Sur leur rôle : PERRY, *Preuves*, 119; JEANDET, *Verdun*, 169; CHALON, BB 10. Tyard n'était pas sans relations, semble-t-il, avec ces politiques chalonais : en sept. 1591, l'un d'eux et non des moindres, Raphael Quarré, allait s'abriter auprès de Bissy, neveu de l'évêque, à Verdun, et Jantial l'y avait précédé (BB 10, f. 53).

2. Noms donnés par toutes les relations sur la prise de Beaune et la Ligue dans cette ville (v. *Documents utilisés*).

3. Sur l'attitude du peuple, v. ci-ap., ch. XVI.

4. V. p. ex. RADOUANT, *Du Vair*, 397.

5. En Provence, en 1593 et 1594, au moins quatre « partis » en dehors du parti d'Henri IV : la Ligue française (comte de Carces), le parti autonomiste de Marseille (Casaux et Louis d'Aix), la faction du duc d'Épernon, le parti du duc de Savoie (comte de Bueil). — Le greffier Carorguy de Bar-sur-Seine, qui observe

teur, ne leur fut plus rien, leur roi, virtuel, mais déjà reconnu, fut Henri de Navarre, et nul autre.

➤ IL restait à Mayenne l'appui de quelques corps de ville, des La Verne et autres maires élus par brigade, appui équivoque et contraint, mais indispensable : ces magistrats qui le servaient si mal et ne le servaient plus pour lui-même, du moins maintenant-ils jalousement encore le peuple dans les lisières de la Ligue. Il lui restait l'appui des jésuites et des prêcheurs, qui disaient aux vignerons et artisans que « sy tost que le Roy avoit une ville, il la faisoit estre de sa religion ¹ »... Il lui restait une équipe de doctrinaires et le dévouement d'Étienne Bernard ; l'attachement précaire de nombre d'intérêts. Il lui restait surtout ses capitaines de citadelles et ses garnisons. Sans compter ces deux sauvegardes de l'heure : Henri de Navarre encore protestant et Philippe II honni. Des forces encore ; mais plus de foi.

Et cependant, la Bourgogne, aux États généraux, allait une dernière fois le servir.

les choses de Champagne, constate que les ligueurs y portent des écharpes « de plusieurs couleurs » (*Mémoires*, 184) ; mais lui, Bourguignon, s'étonne de cette diversité.

1. Carorguy, 71.

TROISIÈME PARTIE

LA PERTE DE LA BOURGOGNE

1593-1596

CHAPITRE XV

LA BOURGOGNE ET LES ÉTATS DE LA LIGUE

- I. *Avant les États. Le marché de Soissons et la Bourgogne.*
- II. *Le fils de Mayenne gouverneur de Bourgogne.*
- III. *Les députés bourguignons. La garde de Mayenne.*
- IV. *La « Bourgogne » et Mayenne aux États. La conférence de Suresnes.*
- V. *La « Bourgogne » et Mayenne aux États. La parade contre les Espagnols.*
- VI. *Pendant les États. La nouvelle de l'Abjuration.*
- VII. *La Trêve. Les États provinciaux d'octobre 1593.*

LORSQUE Mayenne redoutait de perdre son pouvoir de chef de l'État, il consolidait ses gages sur la Bourgogne : ce rythme déjà connu se renouvela en 1593 devant l'aventure des États généraux. Mais le péril au centre déterminant l'appel à l'appui bourguignon : cet autre enchaînement se renouvela aussi. L'appui, toutefois, ne fut pas, en la circonstance, de troupes ni d'argent. A la Bourgogne, si pleine qu'elle fût de griefs, ce fut l'assistance d'une opinion que le lieutenant-général demanda.

Et il l'obtint, s'agissant de combattre les Espagnols. Mais au retour des États, le groupe des députés mayennistes allaient trouver la vraie Bourgogne, qu'ils représentaient mal, transfigurée par la grande nouvelle de l'Abjuration.

I. — AVANT LES ÉTATS. LE MARCHÉ DE SOISSONS ET LA BOURGOGNE.

Dans le sondage que Villeroy avait tenté du côté du roi de Navarre au printemps de 1592, les articles envoyés par Jeannin avaient mis

« en terme », comme condition essentielle, outre l'Abjuration et la promesse des États périodiques, au premier rang des concessions personnelles à octroyer au chef de la Ligue, l'attribution de la Bourgogne comme gouvernement héréditaire « pour lui et ses enfants », avec le droit d'y nommer aux bénéfices, offices et capitaineries ¹.

Or, dès avant cette date, les mêmes conditions personnelles avaient été demandées par Mayenne à Philippe II, lorsqu'il s'était agi de fixer les conditions d'une collaboration entre la Ligue et l'Espagnol dans les affaires de France. Et le mémoire que le lieutenant-général de l'État proposa au Roi catholique au début de 1593, avant que ce roi ne publiât lui-même, aux États, l'échéance de sa créance sur les ligueurs français, était un document dont les agents espagnols avaient pu depuis assez longtemps connaître ou prévoir les termes.

Jeannin en avait porté à Madrid une première version au début de 1591 ; et, depuis, dans ses instructions secrètes à Alonso de Idiaquez, envoyé par lui auprès du duc de Parme, dans ses instructions à ses agents de France, à Diego de Ibarra, puis au duc de Feria, au cours de deux années de conférences ardues consacrées à la question des subsides et du concours militaire, Philippe II n'avait pas oublié le traité personnel de Mayenne. Ses conditions et ses réponses, remaniées ou précisées plusieurs fois, avaient, à la fin de 1592, pris forme définitive ². Finalement le duc de Feria était autorisé à concé-

1. B.N., fr. 17282, f. 35 v^o (le projet présenté par Villeroy prévoyait en outre l'attribution du gouvernement de Lyonnais : le conseiller de Mayenne n'eût pas été fâché d'écarter Nemours de cette province d'où son gendre avait été lui-même évincé par le duc ; mais Jeannin répondait que Nemours ne pouvait être écarté de ce pays où il avait « desjà basti... sa souveraineté » (*ib.*, f. 37). Pour le détail assez abondant des autres conditions envisagées (paiement des dettes, une haute charge du royaume, gouvernements divers aux parents et lieutenants, etc.), v. *ib.*, 31, 35-37. — Cf. NOUAILLAC, 220-221 (réf.).

2. 1^o Sommaire de la chancellerie de la réponse du roi au 2^e mémoire de Jeannin (Madrid ? s. d.), A.N., K 1450 ; — 1^o Instruction à Idiaquez (sept. 1591 ?), A.N., K 1450, n^o 8 ; — 2^o Instruction à D. de Ibarra, *min.* annotée par le roi (Pardo, 6 nov. 1591), *ib.*, n^o 92 ; — 3^o Instruction au duc de Feria, envoyé en France, *min.* annotée (Madrid, 2 janv. 1592), *ib.*, n^o 111 ; — 4^o Sommaire de la chancellerie : réponse à un mémoire de Jeannin (printemps 1592 ?), *ib.*, n^o 3 ; — 5^o Résumé des décisions prises par le roi au sujet des prétentions de Mayenne, note de chancellerie (Taragona, 6 déc. 1592, *ib.*). — Nous n'examinerons pas en détail chacun de ces textes dont les conditions de l'accord personnel de Mayenne ne représentent qu'une partie. Notons seulement que la concession concernant la Bourgogne y demeure l'article premier et constant. La mission de Péliissier en Espagne mentionnée par diverses pièces de nov. 1592 (A.N., K 1450) ne peut guère ne pas concerner peu ou prou ces questions.

der à Mayenne, moyennant engagement formel de concours devant les États généraux, la plus grande partie des « récompenses » par lui demandées, et d'abord l'attribution du duché de Bourgogne soit à titre de « fief » — « feudo » — transmissible en ligne masculine, soit comme gouvernement perpétuel dévolu à lui et à ses descendants mâles¹. Si le nouveau roi de France préférerait donner la Guyenne au lieu de la Bourgogne, Mayenne devrait l'accepter. Dans le cas où il faudrait se résoudre à faire roi un Lorrain, — « alguno de los de la casa de Lorrena », — la récompense de Mayenne serait réduite au duché de Bourgogne « en gouvernement ou en usufruit pour deux vies », la sienne et celle d'un héritier, — l'échange contre la Guyenne restant prévu : il fallait, disait explicitement Philippe II à Feria, diminuer la récompense pour détourner le duc de cette solution. Enfin dans le cas où, faute d'élection royale possible, le royaume en viendrait au démembrement, le roi Catholique offrait d'aider Mayenne à s'attribuer la Normandie, étant entendu, concluait-il, en une formule qui impliquait, en ce cas, le retrait de toute concession bourguignonne, « que du reste je prendrais pour moi ce qui bon me semblerait... », — « yo para mi lo que me pareciere »².

Dans ces derniers mots, comme dans la prévision d'un troc de la Bourgogne contre la Guyenne, Mayenne eût pu découvrir d'inquiétants indices, ou même le dessein déjà formé de l'écarter de ce Duché qui dans l'est du royaume touchait à trop de puissances diverses et rappelait trop clairement aux Habsbourgs leur rêve

1. Cette attribution, prévue ou impliquée par toutes les pièces citées ci-dessus était accompagnée d'autres avantages qui variaient. Les demandes de Mayenne n'étaient pas entièrement accordées et la pièce n° 5, la note de chancellerie du 6 déc. 1592, qui prévoyait la concession de 200.000 livres de rente garantis sur la Bourgogne, de 200.000 ducats à verser en deux ans par Philippe II et le paiement par le nouveau roi de France des dettes contractées par Mayenne comme chef des catholiques, — refusait, par contre, le gouvernement de la Normandie ; c'était là, parmi les demandes présentées naguère par Jeannin, celle qu'il était impossible de satisfaire : aucun roi de France ne consentirait à céder cette province (A.N., K 1450. Cf. CAPEFIGUE, VI, 211). — Notons qu'au début de 1592, l'objet écrit du concours demandé à Mayenne est l'attribution de la couronne de France non à l'Infante, mais « a uno de mis sobrinos hijos de la emperatriz mi hermana el que yo eligiere... » (Instruction à Feria, 2 janv. 1592, A.N., K 1450, n° 111).

2. Instructions à Feria, janv. 1592, A.N., K 1450, n° 111. Mêmes instructions à Alonso de Idiaquez envoyé auprès du duc de Parme (s. d. : sept. 1591 ?), *ib.*, n° 8.

bourguignon. Parmi les grandes provinces du royaume, deux seulement n'étaient pas tenues par des princes : la Normandie et la Guyenne. Le roi Catholique se réservait le moyen de refouler un jour sur l'une ou l'autre de ces provinces son gênant allié. Et encore la riche et désirable Normandie où Mayenne croyait avoir, au cours de tant de séjours, du combat d'Arques, au siège de Rouen, préparé son établissement, n'était pour lui que dans le cas extrême de l'échec espagnol. Pour lui, bien plutôt, cette Guyenne, isolée des voisinages suspects, distante de la Lorraine et de la Savoie, aisée à surveiller, et où, d'ailleurs, la duchesse de Mayenne avait une partie de ses seigneuries et le fils aîné de Mayenne ses futurs biens...

Les instructions secrètes de Philippe II à ses agents de France confirment donc les sentiments de ces « politiques » qui, à la fin de 1592 et au début de 1593, conseillaient à Mayenne de se défier de la duplicité espagnole, en particulier en ce qui pouvait concerner la Bourgogne. Certes, disait Guillaume du Vair, « Monsieur du Mayne... est fort estably » au Duché, et « vray semblablement, il le doit conserver pour sa seureté particuliere et de tous ceux de son party... » Mais, en fait, qu'adviendra-t-il tôt ou tard ?

Le roy d'Espagne pretend que c'est son patrimoine. Comment supportera-t-il que l'on en prive ? Ayant le droit et la force, l'endurera-t-il ? Deux voisins sont ennemys pour une perche de terre ; voudriez-vous que deux grands princes fussent amis ayans telle maille à partir ¹ ?

Mayenne, ajoutait-on, se laisse duper par l'Espagnol, qui le frustrera. Et qu'on ne dise pas que c'était là voix isolée. De telles opinions étaient partagées. En 1594, l'*Advertissement à la noblesse et villes de Bourgogne*, qui reflétait beaucoup de pensées bourguignonnes, reprenait l'avis de Du Vair, et même le rappel que faisait l'*Exhortation à la paix* de l'hypocrite protection naguère prêtée par Philippe II à Don Antonio de Portugal afin de le mieux dépouiller. Après quoi, il concluait : « Ainsi, mouches, pour vous aux champs vous ne ruche²... » Mais Mayenne, pour se défier de l'Espagnol, avait-il tant besoin d'avis ?

Que Philippe, en s'abstenant, à la frontière comtoise, de tout « remuement » capable de donner ombrage à son allié, n'ait entendu, ce faisant, que surseoir, par prudence, à une inévitable querelle

1. *Exhortation à la paix*, dans les *Actions et traictez oratoires*, 77-78.

2. *Advertissement*, 23 ; *Exhortation*, 78.

bourguignonne, et se soit même engagé, conditionnellement, à une abstention au moins temporaire, cela est possible. Mais Mayenne pensait que le roi Catholique ne lui abandonnerait la Bourgogne qu'en cas d'élection de Doña Isabella. Il voulut, au moins, s'assurer avec quelque netteté qu'en tel cas, il conserverait ce bien essentiel.

Sa lettre à Philippe II datée de Paris le 6 février 1593 n'avait trait qu'aux nouveaux secours qu'il sollicitait ¹. Au contraire, les tractations qui s'ouvrirent quelques jours après entre l'ambassadeur Don Lorenzo Suarez, duc de Feria, et Mayenne dans sa bonne ville de Soissons ne revêtirent plus seulement les caractères d'une négociation de concours, mais celui d'une entente avant règlement de la question de la couronne. Un mémoire daté du 13 février, exposait les conditions personnelles que Mayenne mettait à son concours : le gouvernement héréditaire de la Bourgogne y figurait en première ligne ². Dans une note signée le 25 février, Mayenne engageait sa « parole de prince » dans la promesse d'employer « tous les moyens honnêtes » en son pouvoir pour que les États élussent l'Infante ³. Le 28, Feria signait à son tour « au nom du Roy Catholique » la promesse formelle de donner à Mayenne, « après que M^{me} l'Infante... aura été choisie et proclamée reine », la « juste » récompense que méritaient les sacrifices par lui faits, un « témoignage éclatant de la reconnaissance royale » dont devraient jouir, outre lui, « ses enfants et ses successeurs » ; et un mémoire plus précis, aussi signé de Feria « en nombre del Rey Cat^{co} », énumérait les articles de cette récompense : ils contenaient sensiblement plus que ce que Villeroy, quelques mois plus tôt, ne demandait à Du Plessis. Et d'abord le gouvernement de la Bourgogne... :

Premièrement, il lui fera avoir le duché de Bourgogne avec tous ses revenus royaux et le droit de provision aux offices et bénéfices, la nue souveraineté de ce duché réservée seulement à la couronne, et ce duché, après son rachat, deviendra à perpétuité un gouvernement héréditaire pour le duc de Mayenne et ses descendants en ligne masculine ⁴...

1. A.N., K 1585, n° 11 (justification du retard de l'ouverture des États, etc.).

2. *Ibid.*, n° 13 (trad. espagnole), remis en français et p. p. DE CROZE, II, Appendice n° LXXVI (date à préciser). Joint : un état de dettes contractées pour la guerre, où l'on voit figurer p. ex. les sommes consacrées à l'organisation du régiment du baron de Thenissey.

3. Soissons, 25 fév. 1593, A.N., K 1585, n° 14 (trad. espagnole), remis en français et p. p. DE CROZE, II, Append. n° LXXIV.

4. Engagement général : A.N., K 1585, n° 19 (copie espagnole). Articles : *ib.*, n° 20 (en espagnol). Ces deux textes ont été traduits et p. p. DE CROZE,

D'autres concessions importantes s'ajoutaient d'ailleurs à celle-là : le gouvernement ordinaire de la Normandie, que Philippe II avait naguère refusé, était, cette fois, promis ainsi que le paiement des dettes, 200.000 écus de rente, 200.000 écus pistolets d'Espagne en deux termes prochains, plus 400.000 autres trois ans après l'élection, l'une des grandes dignités de l'État, etc. ¹.

En fait, le traité étant sujet à ratification de S. M. C. ; les promesses espagnoles n'étaient encore que virtuelles, et Mayenne, de son côté, ne signait aucun engagement que son astuce ne pût éluder. S'il risquait d'être dupé, il pouvait duper aussi ² : les intentions réelles, des deux parts, restaient encore équivoques. Mais, du moins, Mayenne, en vue de toute éventualité, fichait un jalon bourguignon bien visible dans la trame de ses relations avec le roi d'Espagne. Il s'assurait d'ores et déjà un texte d'appui pour le jour où il lui faudrait écarter l'infortune de se voir réduit à ces récompenses espagnoles que, citant un mot de Mendoza, Du Vair indiquait : le gouvernement de Milan et la grandesse ³. Il se ménageait ses chances de conserver, en France, outre un rang proche du premier, et une immense fortune, une belle terre héréditaire où commander presque en roi : les « vieilles leçons du duché de Bourgogne », dont Agrippa d'Aubigné dit, au chapitre de 1593, qu'on les entendait en France ⁴, n'avaient pas été, en l'espèce, oubliées par Mayenne...

Des gages de ce genre, pour le cas où l'Infante serait reine, d'autres que lui songeaient à s'en assurer. Mercœur, par exemple, pensait,

II, Appendice n° LXXV (sous la date erronée du 18 fév.) et LXXIII (sous la date erronée du 16 fév.). Cf. Tassis à Philippe II, Soissons, 27 fév., K 1587, n° 12 ; et Inigo de Mendoza à Idiaquez, Paris, 1^{er} mars, *ib.*, n° 17. — L'Estoile note dans ses *Mém.-Journ.* des conditions un peu différentes (v. BAGUENAUT DE PUCHESSE, *La politique de Philippe II*, 53, qui renvoie aussi aux *Commentaires de Tassis*, liv. VIII, n° 524, textes). — Détails sur la négociation et sur les dispositions de Mayenne dans un rapport spécial de Feria, 28 fév., A.N., K 1585, n° 21.

1. Paiement de l'arriéré des 10.000 écus versés chaque mois, une somme de 130.000 écus pour les besoins publics (*ib.*). — On voit que finalement, malgré les répugnances de naguère (v. ci-dessus, p. 229, n. 1) les Espagnols promettent le gouvernement de Normandie, mais non héréditaire.

2. Noter qu'il avait demandé 100.000 écus pour les distribuer aux députés des États (A.N., K 1585, n° 13), ce qui était le comble de l'habileté puisqu'il eût pu ainsi dépenser à son profit des sommes qui étaient destinées à servir la candidature de l'Infante, et contre lui-même éventuellement. Mais l'engagement de Feria ne mentionne pas cette concession.

3. *Exhortation*, dans *Actions et traictez oratoires*, 78.

4. *Hist. universelle*, VIII, 330.

lui aussi, à un gouvernement héréditaire doté de pouvoirs régaliens, sous la souveraineté espagnole. Mais, en Bretagne, il semblait que l'Infante dût porter le titre ducal, barrant au ligueur ambitieux le chemin d'un pouvoir grand et franc¹. Mayenne, lui, gardait encore un plus libre champ de possibilités. Cependant le temps pressait. Depuis le 26 janvier siégeaient les États. En allant à la rencontre de l'ambassadeur espagnol en route pour Paris, Mayenne avait utilisé de son mieux les dernières heures avant des jours qui pouvaient être décisifs. Doutant de l'issue de la bataille qu'il allait livrer pour garder son titre de vice-monarque, il tentait par contrat préjudiciel de s'assurer le moins crainte de manquer le plus, et de faire reconnaître d'avance par le maître possible de demain un démembrement à lui profitable².

II. — LE FILS DE MAYENNE GOUVERNEUR DE BOURGOGNE.

Cette précaution fut renforcée par une autre, par une sorte de prise de possession opérée en Bourgogne même. En février ou mars, réalisant une mesure annoncée depuis la nomination de Jean de Tavanès à la lieutenance générale, Mayenne signait les lettres de provision de son fils aîné comme gouverneur de la Bourgogne³.

1. POCQUET, *Hist. de Bretagne*, V, 191-192.

2. Dont l'idée est désormais entretenue parmi les princes avec celle, d'ailleurs, d'autres démembrements de puissance demandés par plusieurs. Parmi des articles « prétendus de paix arrêtés à la conférence le 26^e mai 1593 » (« à la conférence de Toulouse », dit la copie contemporaine destinée à être envoyée au roi d'Espagne), des ligueurs prévoient, — outre l'abjuration du roi de Navarre, l'exclusion des protestants des offices, etc., — aux articles secrets (art. 4), ceci : « Pour l'assurance de M^r le duc du Mayne luy est accordé le duché de Borgoigne pour luy et ses successeurs masles ». Il est prévu, détail et termes significatifs que si ces successeurs viennent à manquer, « led. duché sera reuni à la couronne » ; Mayenne pourvoira aux offices. De son côté, Guise aura les charges de son père ; Joyeuse de même ; Aumale sera gouverneur de Normandie, etc. (A.N., K 1586, n° 58). On reconnaît d'ailleurs, à différents détails, que Mayenne n'était pas l'inspirateur de ces articles.

3. Nous n'avons trouvé la copie de ces lettres dans aucun des registres d'enregistrement normaux, ni dans C.-D'OR, B 12085 (Parlement), ni dans B 29 (Chambre des Comptes), ni dans C 2087-2088 (Bureau des Finances). Leur existence ne fait pas doute ; mais leur enregistrement est beaucoup moins sûr (v. du reste, ci-après, l'attitude des parlementaires). — Sur l'annonce de l'envoi prochain du jeune prince : Mayenne aux magistrats de Dijon, Neuilly-Saint-Front, 22 août 1592, *Corr.*, n° 541. Son arrivée est annoncée dès le 21 fév. 1593 (Breunot, I, 278, 283).

Mesure au sens double : — dans la province, d'abord, elle devait parer aux effets funestes de quatre années d'absence, et autour d'un autre Mayenne, y réchauffer le dévouement à la maison, y confirmer la reprise d'autorité commencée en 1592 ; — d'autre part, et surtout, devant les Espagnols ou les navarristes, c'était, symbolisées par l'installation d'un fils aîné à Dijon, la confirmation logique des conditions de Soissons, la démonstration opportune qu'absence n'était pas abandon, l'affirmation des intentions dynastiques sur la Bourgogne et le rappel ostensible de la place prise depuis un demi-siècle par les Guises dans l'ancien duché du Téméraire. Un autre Mayenne : le jeune Henri de Lorraine, le futur duc d'Aiguillon, prit, en effet, en Bourgogne, le titre de Prince de Mayenne, et là seulement. Trait à coup sûr significatif.

Il venait, dit Pépin, « commander en Bourgogne comme gouverneur en chef »¹. Pouvoirs très larges, dit Breunot, que les siens, et qui contenaient « beaucoup de clauses selon le temps », d'attributions inaccoutumées dont les « politiques » du Parlement, Montholon et d'autres, s'alarmèrent à la vérification², — notamment la licence de saisir les biens des « hérétiques » ou de leurs fauteurs, de faire des impositions de guerre et de raser des places. Droits usurpés, déjà, par des gouverneurs, mais, en Bourgogne, non écrits encore³. Mayenne, d'ailleurs, avait soin de ne pas abandonner son titre personnel de gouverneur, soigneusement conservé jusque-là. Son fils n'était que gouverneur en son absence, et soigneusement muni d'un conseil, — ce conseil de gouverneur dont on saisit mal d'ordinaire la fugace existence et qui, au contraire, en 1593 et 1594, est, par Breunot, souvent nommé : et l'on y voit les têtes du groupe mayenniste fidèle : Bernard, Fyot l'aîné, à côté du Vicomte⁴.

1. Pépin, 102.

2. Breunot, I, 403-405, 409, relate la discussion assez vive (18 nov. 1593). Le Parlement introduit des « modifications des pouvoirs de M. le Prince ». Il faudra en juin 1594 des lettres de jussion pour les faire « lever » (*ib.*, II, 144).

3. Le jeune prince sera doté d'une garde personnelle de 12 arquebusiers sous le commandement de Jean Ysabeau, dit capitaine Tapeson, qu'on loge avec honneur dans une maison d'émigré (C.-D'OR, B 29, f. 70 v°) ; B.N., Moreau 860, f. 188. Le pays donne à ce prince 16.000 écus par an. Outre son secrétaire, Compans, il a sa « chambre » et sa petite « maison » (les s^{rs} d'Alone, de Villers-la-Faye, etc.).

4. Sur le titre : lettres citées ci-dessus. Le prince de Mayenne s'intitule, durant l'éloignement de son père, « gouverneur » tout court (notamment dans ses lettres : v. p. ex. C.-D'OR, C 3351, n° 38 et 39, lettres des 6 et 26 déc. 1593) et les

C'était là, pour Mayenne, moyen de limiter Tavano. Évidemment ce gouverneur de quatorze ans ne pouvait pas plus se passer de « conseils et bons avis de M. le Vicomte »¹, qu'il n'avait fait de ceux de Villars-Brancas dans son gouvernement nominal de Rouen en 1591-1592². Cependant l'adolescent avait la signature ; il avait son secrétaire, Compans, peu ami des clercs du vicomte. Le pupille était peut-être un contrôleur et, en tout cas, sa présence était un frein dont Mayenne pouvait jouer. Le coup, pour l'ombrageux lieutenant, était d'ailleurs adouci par un brevet passionnément attendu : celui de maréchal de France, qui le mettait sur le même pied que les grands soldats de la Ligue, La Châtre ou Brissac³.

Il restait cependant que le nouveau gouverneur n'était qu'un enfant⁴, et l'on savait trop combien le duc de Chevreuse, le trop jeune fils d'Henri de Guise, avait, à Troyes, mal gouverné, combien Nemours et ses vingt ans avaient, à Lyon, tout « brouillé ». Henry Monsieur — « le petit prince qui est à Dijon » disait l'évêque de Langres⁵, — bon enfant d'ailleurs, rieur et accueillant⁶, n'était

États, les élus l'appellent aussi gouverneur tout court (avec une nuance parfois : « gouverneur en ce pays », C 3072, f. 7 v°) et lui attribuent, d'ailleurs, les sommes attribuées d'ordinaire au gouverneur. A son retour, le duc de Mayenne précisa : « ...Nostre cher et bien aymé fils le prince de Mayenne, gouverneur de ceste province en nostre absence... » (commission donnée à Chalon, 26 nov. 1594, DIJON, B 9). Et d'ailleurs, nombre de mesures prises par le jeune prince le sont « soubz le bon vouloir et plaisir de Monsieur le duc de Mayenne » (ou formules analogues), notamment lorsqu'il s'agit de disposer des biens saisis (DIJON, B 9 ter, pièces de juin 1593). — Sur le conseil (dont nous ne pouvons affirmer qu'il faille le confondre entièrement avec le conseil de l'Union, bien que l'identification semble plausible), la seule source est Breunot (II, 291, 293, 305, etc.).

1. Pépin, 102. Tavano dit « qu'il luy avoit esté remis comme en tutelle ».

2. De Thou, XI, 452.

3. Lettres de Soissons, 25 fév. 1593 (DOM PLANCHER, II, 477 ; cf. Breunot, I, 368-369). De plus, il avait, par des lettres patentes du 5 fév., reçu décharge de tous ses actes de lieutenant antérieurs à la nomination du jeune gouverneur (C.-D'OR, B 29, f. 59).

4. Il était né le 18 déc. 1578. — C'est le futur duc de Mayenne de 1611, l'un des chefs des révoltés contre Marie de Médicis, mort à 42 ans au siège de Montauban (1621).

5. Ch. des Cars, évêque de Langres, au duc de Nevers, 22 sept. 1593, B.N., fr. 3986, f. 61.

6. On relèverait dans Breunot une série d'indications sur la pétulance juvénile d'Henry Monsieur : v. p. ex. I, 322, 365 ; II, 156, 431, etc. Enfant il se montre, dans de nombreux petits détails, comme p. ex. dans les fioritures qu'il s'amuse à ajouter, dans telle pièce de 1593 (DIJON, B 9 ter, 4 août 1593), à sa signature, qui copie visiblement celle de son père. Enfant aussi dans telle entrevue avec les « sénateurs » dijonnais où l'on voit bien que Tavano doit ré-

aux yeux de Tavanès qu'un fâcheux dont il dit lui-même qu'il se trouva souvent « plus empêché... que des ennemis ¹ », — pour les fauteurs de résistances qu'un censeur sans autorité, — pour l'ensemble des catholiques bourguignons enfin, à qui Bernard l'annonçait comme le « gage prêtéux » de l'attachement de Monseigneur ², un gage qui parut bien tardif.

Venu par Troyes, sous l'escorte du vicomte de Tavanès et des gentilshommes qui avaient conduit les députés bourguignons à Paris, le « gage prêtéux » arrivait à Dijon le 20 mars ³. Tout aussitôt furent annoncées des opérations militaires énergiques ⁴. Une demande d'enseignes lucernoises, lancée par Mayenne, de Reims, le 16 avril 1593, pour l'usage de la Bourgogne ⁵, promettait de marquer la date d'un nouvel effort de restauration. Une recrudescence bien

pondre pour lui (Breunot, II, 291). Avec cela, aimable et jovial sans doute, puisque, quoi qu'en dise Tavanès, il semble qu'il se soit attiré, ici et là en Bourgogne, et notamment en Chalonais après Folembray (1596-1602), des sympathies personnelles (v. PERRY, *Hist. de Chalon*, 401, 403).

1. *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 108.

2. Bernard aux magistrats de Dijon, Paris, 17 ou 18 mars 1593, *Corr.*, n° 554. — Cf. Mayenne aux mêmes, Soissons, 15 mars, *ib.*, n° 553 (« ...Je vous ay envoyé le gage le plus sur que j'aye pour commander en la province, qui n'espargnera rien, non par sa propre personne... Je vous prie de vous évertuer de vostre part de l'assister... ») ; — Mayenne aux magistrats de Mâcon, camp de Noyon, 30 mars, MAÇON, AA 7, n° 43 ; le même aux magistrats d'Avallon, mars, AVALLON, EE 62 ; etc. ; et, de nouveau, Bernard aux magistrats de Dijon, Paris, 31 mars, *Corr.*, n° 555. — Lettre de Mayenne au Parlement, reçue le 1^{er} ou 2 avril (Breunot, I, 292).

3. DIJON, B 230. Grand cérémonial (le maire et la chambre attendent sur la route à Talant ; harangues ; etc.). Dépenses faites pour cette entrée : *ib.*, I 32. Cadeaux : I 69. — Cf. Daubenton, maire de Montbard, aux magistrats d'Avallon, 22 mars 1593, AVALLON, EE 62 ; Pépin, 102 ; Breunot, I, 286-288 (suivant Breunot on dit que le prince va aller à Lyon). — Le 29 mars, Henry Monsieur entre au Parlement et y prononce le discours traditionnel, si bas « que l'on n'a seu entendre » (*Reg. Parl.*, III, 421. Cf. Breunot, I, 291).

4. Le prince de Mayenne aux magistrats d'Avallon, Dijon, 23 mars 1593, B.N., Moreau 809, f. 82 (cf. CHALLE, II, P. J. VII/4) ; — le même aux magistrats de Chalon, 24 mars, CHALON, BB 10, f. 217 v^o, *cop.* (PERRY, 379) ; — le même aux magistrats de Mâcon, Dijon, 6 avril, MAÇON, AA 7, n° 49 ; — le même aux magistrats d'Autun, ABORD, II, 363 ; etc. — Tavanès écrit de son côté (p. ex. à Avallon, Dijon, 22 mars, B.N., Moreau 809, f. 84 (CHALLE, II, P. J. VII/3, et *Correspondance des Saulx-Tavanès au XVI^e s.*, p. p. Pingaud, 341) ; — à Chalon, Dijon, 21 mars, CHALON, BB 10, f. 215 v^o, *cop.* ; etc. — Cf. Breunot, I, 278, 282, 293 et s.

5. Mayenne au colonel Pfyffer, Reims, 16 avril 1593, B.N., fr. 17282, f. 119 v^o, *cop.*, et commentaires du familier de Jeannin. Mayenne demande 1.000 Suisses et rappelle que dans une lettre antérieure il a déjà annoncé sa demande (cf. à ce sujet Breunot, I, 278). Promesse de récompenses. Le 25 mars, « Constant » quitte Dijon, allant en Suisse faire la « levée » (Breunot, I, 290). Ratification par les élus de la convention passée à Lucerne : C.-D'OR, C 3071, f. 273.

suggestive des dons et des faveurs distribuées par Mayenne apla-
nissait, en même temps, les voies autour de son fils et ranimait,
argent comptant, — argent du « pays » s'entend, — des intelligences
ou des dévouements ¹.

Avec cette installation en Bourgogne du fils de Mayenne, se
réalisait la combinaison, étrange au regard des règles d'usage, à
laquelle le lieutenant-général du royaume recourait à l'heure cri-
tique des États pour contenir dans la soumission ses Bourgui-
gnons inquiets. Gouverneur en l'absence : titre « inouï », comme
l'on disait ; — pouvoirs simultanés d'un gouverneur et d'un lieute-
nant-général, fait également inouï ²... Mais Mayenne pensait arrêter
ainsi les méfaits de son absence et conserver, à lui-même, aux siens,
la Bourgogne, bien quasi-patrimonial et, à la date, réserve, ménagée
par le contrat de Soissons, du jeu aventureux qu'il fallait jouer à
Paris.

III. — LES DÉPUTÉS BOURGUIGNONS. LA GARDE DE MAYENNE.

Ces précautions prises quant au « particulier », il fallait affronter
la bataille pour le « général ». L'équipe des députés bourguignons
y avait son rôle à jouer.

1. C'est à partir de mars 1593, un véritable foisonnement de requêtes ac-
cordées par les deux Mayennes. Quelques exemples tirés, sauf indication diffé-
rente, de DIJON, B 9 ter : — avril : à Chr. de Villebichot, apothicaire, échevin
de Dijon, 333 écus de rente et 200 écus sur les biens des émigrés ; — au s^r de La
Faye, maître d'hôtel du prince de Mayenne, meubles et revenus des immeubles
de Martin Tisserand, auditeur, émigré ; — mai : don à Ant. Dubois, « serviteur
domestique » de Mayenne, sur les biens des émigrés ; — juin : à frère Denis
Bressin, jacobin, de Dijon, revenu du prieuré de Bonvaux appartenant à l'évêque
de Langres ; — à Simon Bernard, dit le capitaine La Pointe, jouissance de la
maison du s^r de Couches, ennemi, à Dijon ; — au s^r d'Alone, gentilhomme du
prince de Mayenne, jouissance des biens du protestant Josias Bouchin, de
Beaune ; — à Didier Radix, soldat au château de Dijon, partie des biens du pro-
testant Jean Loppin et de son gendre ; — juillet : à Philibert Jaquot, s^r d'Es-
barres, 2.000 écus (C.-D'Or, B 29, f. 92, lettres patentes du 4 juill. 1593) ; — à
Perpetuo Berbissey, conseiller au Parlement, diverses sommes (*ib.*, f. 131 v^o,
lettres patentes du 13 juill. 1593) ; — août : à Jean Besançon, maître queux,
l'usufruit des biens du protestant Jean Sordet ; — octobre : à Jacques Hérard,
capitaine commis au charroi de l'artillerie, 50 écus (B 29, f. 91, lettres patentes
du 16 oct.) ; — novembre : au baron de Thenissey, 1.000 écus (*ib.*, f. 139, lettres
patentes du 26 nov.) ; — etc. V. de nombreux autres dons dans B 29, dans
DIJON, B 9 ter (les cahiers des requêtes « répondues » par Mayenne, de B.N.,
fr. 15643, s'arrêtent à octobre 1592).

2. V. ci-dessus, I, Introduction, § 3, 77 et s.

Équipe incomplète d'ailleurs ¹. Deux bailliages n'envoyèrent à Paris aucun député : Bourbon-Lancy et Charolles. Les députations des six autres n'étaient que partielles : Dijon, l'Auxois, Auxerre ne députèrent pas à la Chambre du Clergé ; Chalon, Mâcon, Auxerre à la Noblesse ; Bar-sur-Seine au Tiers-État : à certaines au moins de ces défaillances, il fut pallié par une procuration adressée à des députés d'autres provinces présents à l'assemblée ². De plus, sur l'invitation de Mayenne, le Parlement de Dijon envoya un député qui allait prendre sa part de la vie des États, sans y siéger ³. 18 députés, sans compter ce parlementaire : à Blois, la province en avait eu 37 ⁴. Mais l'ensemble du royaume n'en envoya que 128, et le groupe des Bourguignons, dans cette assemblée clairsemée, tenait encore le sixième des sièges occupés et se classait, quant au nombre, immédiatement après Paris (20 députés), en tête de toutes les provinces. Derrière lui, les représentants de l'Ile-de-France n'étaient que 16, les Champenois 15, les Orléanais 15, les Normands 13, les Lyonnais 9, les Provençaux 7, les Bretons 5, les Dauphinois 2 ⁵.

1. V. la liste fournie par Aug. BERNARD, *Procès-verbaux des Etats de 1593*, 4-5 (plusieurs fautes de lectures ; « Larrey » donné comme le nom d'un député d'Autun n'est que le nom d'un prieur de N. Jeannin, qui précède) ; par Dom PLANCHER, IV, *Preuves*, n° CCCXIV, et ABORD, III, P. J. n° 71. Ne figurent pas dans cette liste, qui est celle des députés présents aux séances, les noms des députés nommés qui ne se présentèrent pas, comme p. ex. Ant. d'Amanzé, député noble de Mâcon (BERNARD, 5, n. 1). V. dans les procès-verbaux, 561, 578, 583, 684, etc., les pouvoirs et validations des députés.

2. C'est au moins le cas du clergé auxerrois (BERNARD, Append. n°s XIX-XX).

3. Il eût même dû en envoyer deux. Desbarres s'offrit, puis se refusa. On nomma Berbissey et on compta qu'éventuellement Jeannin pourrait représenter les cours de Dijon (*Reg. Parl.*, III, janv. 1593 ; Breunot, I, 263). Sur la présence et l'activité de Berbissey qui resta à Paris jusqu'à la trêve, v. Berbissey à Desbarres, Paris, 24 juill. 1593, DROUOT, *Un paquet de lettres*, n° VII ; Breunot, I, 265, 321, 323, etc. — A. Bernard ne fait pas état de ce député dans ses listes pas plus que des autres députés des Parlements provinciaux s'il en fut. Mais il cite cette élection provinciale (801, n.) et celle-là seule. La Bourgogne aurait-elle, en l'espèce, montré encore une docilité exceptionnelle ? — Sur le projet de Mayenne d'instituer aux États une 4^e chambre (Parlements) et son échec, v. ci-après.

4. Seul le clergé d'Autun, en 1593, avait deux députés, alors que nombre de bailliages, en 1588, avaient deux représentants pour le Tiers. — Voici les noms des députés de 1588 qui siégèrent de nouveau en 1593 : F. de Rabutin (Noblesse, Autun), Cl. de Lenoncourt (Noblesse de Bar), Ét. Bernard (Tiers de Dijon), Edme Rémond (Tiers de la Montagne).

5. BERNARD, *Procès-verbaux*, 3-13. — La Bourgogne avait 6 députés du Clergé, 5 de la Noblesse, 7 du Tiers, plus Berbissey. Pour l'ensemble des États, suivant Bernard : Clergé, 49 ; Noblesse, 24 ; Tiers, 55.

D'autre part, la Bourgogne dépassait aussi toutes les autres provinces quant au nombre des bailliages ayant député ¹. Un premier fait est donc que le gouvernement de Mayenne était sensiblement plus représenté aux États que tout autre.

Un autre fait, fort remarquable, est que, de ces 18 députés bourguignons, 15 au moins étaient des « mayennistes » avérés : — pour la Noblesse, Jean-Louis de Pontailler, baron de Talmay ; Claude de Lenoncourt, s^r de Loches, bailli de Bar ; Philippe de Foissy, s^r de Thoires et Joachim de Damas, s^r de Communes, deux officiers du duc ; Fr. de Rabutin, s^r de la Vault, enfin ; — pour le Clergé, le chanoine Nicolas Jeannin, le frère du président ; Et. Parise, bénédictin de Châtillon, abbé nommé de Ligny ; Eustache de Goy, chanoine de Saint-Vincent de Mâcon ; Mathieu Milot, chanoine du diocèse de Langres élu à Bar ; — pour le Tiers, les avocats Et. Bernard ; Jacques Venot ; Cl. Languet ; Ch. Blanot ; le lieutenant-général au bailliage de la Montagne, Edme Rémond ; le président en l'élection d'Auxerre, Ph. Vincent, s^r de Tresfontaines ². L'équipe était bien constituée ³. Lorsque Jeannin, discutant de l'appui espagnol avec le président Richardot, avait annoncé à cet homme de Philippe II que « les Estatz ne seroient composez que de personnes qui feroient la volonté de M. le duc de Mayenne » ⁴, ce propos de diplomate n'avait pas été propos creux : il révélait des intentions. Choisis pour la plupart depuis des mois et sous la surveillance des

1. Bourgogne : 8 ; Normandie et Orléanais : 7 ; Champagne et Ile-de-France : 5 ; les autres moins (*ib.*).

2. Seuls douteux : l'évêque Saulnier, d'Autun, ligueur contraint ; Cyrus de Tyard, le chanoine de Chalon neveu de l'évêque Pontus ; peut-être Ant. Mercier, élu du Tiers aux États de Mâconnais, encore que son titre même semble offrir quelque garantie. — Le député spécial du Parlement était Berbisey, dont on sait le mayennisme.

3. Notons qu'elle pouvait être renforcée le cas échéant : 1^o par Jeannin que le Parlement de Dijon habilitait pour le représenter au besoin ; 2^o par Jean de Piles, chanoine de Paris et abbé d'Orbais, qui était le député parisien choisi par le clergé d'Auxerre pour le représenter (lettre du 26 février 1593, dans BERNARD, Appendice n^o XX). Et l'on sait qu'il s'agit d'un agent des Guises et de Mayenne (sur ses services à leur cause, assez connus, *ib.*, p. xiv-xv). — Au point de vue social : 1 évêque, 4 chanoines et 1 moine ; 2 officiers des corps secondaires, 5 avocats ; 1 noble d'assez haute volée (Talmay) et 4 autres du second rang. Composition assez représentative de la moyenne offerte par les provinces.

4. B.N., fr. 17282, f. 4.

capitaines ¹, les députés du Duché constituaient une troupe homogène, disposée à s'armer à l'encontre des Espagnols de cette Loi salique dont le Président, précisément, avait joué lui-même aux conférences de La Fère ².

Leur départ avait réveillé en Bourgogne les espérances que les convocations précédentes avaient déçues. Les « politiques » eux-mêmes pensaient que Mayenne et les États avaient encore un rôle à jouer comme garants des conditions religieuses à imposer au « Roy », et comme défenseurs de la couronne française contre l'Espagne. Quant aux petites gens, échauffées par les prières de quarante heures et les messes du Saint-Esprit ³, par le spectacle des hauts barons du pays réunis pour les escortes, Vitteaux, Thianges, Thenissey, Uxelles, La Clayette, d'autres encore ⁴, et de ces députés gagnant Paris pour y résoudre les « plus grandes et ardues » affaires qui se fussent « jamais présentées d'aage d'hommes ⁵ », l'importance de l'heure s'imposait à leur esprit. A Dijon, les préludes du « partement » d'Étienne Bernard, son discours du 10 janvier à la maison de ville, sa chevauchée enfin jusqu'à Talant prenaient aspect d'une solennité et jetaient de l'émotion jusque dans les pages grises du registre communal :

Ce jourdhuy lundy 18^e jour du mois de janvier, monsieur Bernard, vicomte-maieur, ayant esté veu ledict jour et les precedens par une grande partye des notables habitans de ceste ville et faict offre ce de qui dependoit d'eux pour luy faire service, a monté à cheval devant son logis sur environ heure de huict heures du matin..., et au-devant de luy tous les sergens de la mairie tenans leurs allebardes dessus leur col luy ont faict compagnie jusques au dessoubz de la ville de Tallent. Et passant par les rues ledict sieur maieur, y avoit grand nombre d'hommes, femmes et enfans assemblez, et jusques au dehors de la ville par les champs de delà le chasteau, qui luy faysoient la reverance, les ungs se prochans de luy pour baiser ses mains. Tous invoquoient Dieu, im-

1. Mâcon, Autun, Dijon, Chalon, etc., n'avaient fait que renouveler les mandats des députés désignés pour Reims ou pour Soissons : ABORD, II, 338 ; PERRY, 376 ; DIJON, B 230 (3 nov. 1592) ; CHALON, BB 10, f. 177 v^o - 178 (Mayenne s'efforce de faire « continuer » les députés nommés en 1591 et déjà connus de lui).

2. Cl. Languet aux magistrats de Chalon, Paris, 11 juill. 1593, CHALON, BB 10, f. 260 v^o, *cop.* V. aussi les lettres (plus discrètes) de Bernard (*Corr.*, nos 561, 568, etc.).

3. DIJON, B 230, 15 et 17 janv. (BERNARD, Appendice, n^o XI, 767, 768) ; C.-D'OR, G 2509, f. 142 v^o (procession quotidienne à Beaune).

4. Breunot, I, 264-265 ; Pépin, 101.

5. Délibération de la Chambre de Dijon, DIJON, B 230, f. 199 (10 janv. 1593).

*ploroient sa divine bonté luy faire la grace de en bonne santé et disposition faire le voyage... et faire toutes choses qui soient à l'honneur et gloire de Dieu, au sollagement et bien du pauvre peuple*¹...

Toutes les députations provinciales n'avaient pas connu ces adieux émouvants². Toutes non plus ne trouvèrent pas à Paris un si flatteur accueil. Si pressés qu'ils fussent par Mayenne, par Jeannin, par le cardinal de Plaisance³, les Bourguignons, réunis d'abord à Dijon, n'en étaient partis que le 18 janvier, après y avoir attendu la troupe de 400 cavaliers qui leur fit escorte. Puis, ayant rejoint à Troyes une partie des députés champenois, ils n'entrèrent dans Paris que le 29 janvier, trois jours après l'ouverture des États⁴. Ils y furent reçus avec un empressement particulier⁵; puis ils prirent presque aussitôt, dans l'assemblée, une place importante. Ils représentaient la première pairie de France⁶. On tenait de plus, comme le note L'Estoile, qu'il « y avoit » parmi eux « de très habiles hommes » et le Parisien, ce disant, se rappelait sans doute la brillante députation bourguignonne de 1588⁷. Enfin cette députation était celle de la province de Mayenne.

En fait, l'équipe ne valait pas celle des États de Blois. Elle ne comptait pas comme elle des barons de Sennecey et de Lux, un abbé de Cîteaux, mais seulement, sauf deux ou trois hommes, des pro-

1. DIJON, B 230, f. 204; BERNARD, Appendice, n° XI, 768; et Pépin, 101, n. 2. — D'autres témoignages de ces espoirs ne manquent pas (v. p. ex. B.N., fr. 17282, f. 100 v°).

2. De Thou parle du scepticisme qui s'exprimait en certaines provinces. Cf. ROBQUET, III, 111.

3. B 230 (BERNARD, Appendice, n° XI, 765), et Breunot, I, 261.

4. C'est le 10 janvier seulement que la Chambre de ville de Dijon autorise Bernard à partir et lui désigne un suppléant à la mairie (l'« antique » La Verne) (DIJON, B 230, f. 199; BERNARD, Append. n° XI, 765). Sur les départ, voyage et arrivée : ci-dessus (Pépin, 101, indique 1.600 hommes environ d'escorte); Carorguy, 124; Bernard aux magistrats de Dijon, Paris, 1^{er} fév. 1593, *Corr.*, n° 546 (détails sur le voyage et l'arrivée); L'Estoile, *Mém.-Journ.*, V, 210. — Berbissey, un peu plus tard, partit seul (Breunot, I, 265). — Passeport de Mayenne (en blanc) pour les députés (Soissons, 28 sept. 1592) : DIJON, A 1, n° 6.

5. Bernard aux magistrats de Dijon, Paris, 1^{er} et 21 fév. 1593, *Corr.*, n°s 546, 549; et GARNIER, *Lettres de Bernard*, 503, 506. La députation bourguignonne impressionna, semble-t-il, par l'importance relative de son effectif, le nombre des députés provinciaux alors arrivés à Paris étant encore faible.

6. Ce qui leur donne rang aussitôt après Paris (v. BERNARD, 560-561, et *pass.*, et B.N., fr. 6401, f. 2 v° : « Noms des députez et ordre de leurs seances »).

7. *Mém.-Journaux*, V, 210. — Le cardinal de Plaisance félicite les Dijonnais d'avoir député Bernard (Sega aux magistrats de Dijon, 15 fév., *Corr.*, n° 548). En mai, lettres du même et des échevins de Paris disant indispensable la présence de Bernard aux États (n°s 562, 563).

vinciaux effacés. Bernard lui-même, plus éloquent dans la critique des abus que dans la politique positive, se trouvait moins à son aise en 1593 devant une royauté à fonder que jadis devant un Henri III à réduire. D'autre part, la force numérique de sa députation bourguignonne n'assurait pas par elle-même à Mayenne un avantage déterminant dans les votes. Soulevant, le 10 mars, un incident caractéristique où on les vit prendre à partie tel député normand lié à la cause espagnole, les Bourguignons, forts de leur effectif, demandèrent que l'on délibérât et votât non par province, mais par bailliage, — ce qui, par exemple, leur eût donné cinq voix à la Noblesse contre une seule à l'Orléanais, ou sept au Tiers contre une au Lyonnais. Ils échouèrent ¹.

Cependant, l'appui de Mayenne préparait à ces Bourguignons un autre mode d'influence. Fût-ce intervention du lieutenant-général, qui, après avoir usé d'une impérative insistance pour obtenir cette députation nombreuse, et pour y assurer la présence de Bernard ², entendait lui ménager, durant la tenue, un rôle actif ? On vit d'abord, parmi les quatorze députés nommés par les Chambres pour constituer leurs bureaux, figurer quatre Bourguignons :

1. Il semble que ce fut la Noblesse qui accrocha le grelot, proposant le 10 mars aux autres chambres la question de « scavoir si un seul bailliage d'une province auroit voix délibérative et consultative pour toute la province », c'est-à-dire si une province représentée par le ou les députés d'un seul bailliage disposerait comme les provinces représentées par plusieurs députés, d'une voix — et, en même temps, si une petite province aurait le même suffrage qu'une grande comprenant de nombreux bailliages (BERNARD, *Procès-verbaux*, 80, 400). Et c'était, évidemment, à la Noblesse, où la proportion bourguignonne était la plus forte parmi les députés présents, que la question se posait le plus manifestement. Le 12, tandis que la Noblesse étudie l'affaire, Vincent, d'Auxerre, pose de nouveau la question au Tiers, et non sans chaleur, semble-t-il (*ib.*, 579, 83). Le 15, au Tiers, Venot, d'Autun, propose au nom des Bourguignons « qu'ils entendoient de deliberer doresnavant par bailliage » (90). Odet Soret, le député normand, indique que les Bourguignons (au moins ceux du Tiers, qui réclamaient 7 voix) ouvrirent là « une grande dispute » (*ib.*, 653, 654). Noter que Venot, appuyé par Bernard, essaya de faire renvoyer l'affaire à Mayenne : manœuvre assez suggestive, semble-t-il (*ib.*, 84-85). Certains Bourguignons parlaient de quitter les États s'ils n'avaient pas satisfaction. Mais l'avocat de Villars, qui, à lui seul, représentait le Lyonnais, faisait la même menace (654). Le conflit resta, d'ailleurs, sans solution et le vote par province continua.

2. Bernard, le 10 janv., dit en Chambre de ville, à Dijon, avoir prié Mayenne de l'exempter du voyage, mais que Mgr a répondu par un « oportet » (BERNARD, Appendice XI). Le 16, recharge de Mayenne (Mayenne aux magistrats de Dijon, Paris, 16 janv., *Corr.*, n° 543). Le 28 mai, le même écrit encore aux magistrats qu'il lui est impossible de se passer de Bernard à Paris (*ib.*, n° 565).

un au Clergé, deux (sur trois membres) à la Noblesse, un au Tiers ¹. Quant à l'activité des hommes du gouvernement de Mayenne dans le travail de chacune des chambres, plus particulièrement au Tiers et à la Noblesse ², elle éclate aux yeux : propositions ou avis de Bernard et de Venot au Tiers, de Talmay à la Noblesse ; présence presque constante du s^r de Thoires, du s^r de Rabutin ou du s^r de Lenoncourt, de Bernard encore, de Venot ou de Languet dans les délégations incessantes portant parole d'une chambre à une autre, assurèrent largement à la Bourgogne occasions de contrôle ou moyens d'action : Thoires surtout, — ce serviteur personnel du prince, — se signala par son activité dans ce jeu intérieur ³. Pas un texte, pas un acte que les Bourguignons n'eussent rédigé ou vu de près. Aucune autre députation, sauf celle de Paris, qui occupât une place

1. Clergé : Milot, secrétaire ; Noblesse : Rabutin, président, et Lenoncourt, évangeliste ; Tiers : Venot, évangeliste (BERNARD, 14, 48, 559, 567-568, 650). De plus, De Piles, qui représentait, par procuration, le clergé d'Auxerre, figurait au bureau du Clergé.

2. Le nom de Saulnier, évêque d'Autun, revient assez fréquemment dans les procès-verbaux du Clergé (BERNARD, 57, 58, 71, 108, 399, 470, 472, etc.) ; mais son activité paraît bien minime à côté de celle de P. d'Épinac, de Guill. Rose, évêque de Senlis, ou de J. de Piles, abbé d'Orbais. On sait d'ailleurs qu'il était ligueur assez équivoque.

3. Les procès-verbaux (BERNARD, *Procès-verbaux, pass.*) et les lettres d'Et. Bernard fournissent d'innombrables mentions, qu'on ne saurait relever ici (ABORD, III, P. J., n° 72, a relevé dans BERNARD les principales mentions des procès-verbaux concernant les députés autunois). En particulier, il est assez peu de délégations, même à très petit effectif (2 ou 3 députés) où ne figure un Bourguignon. Les affaires des États se traitent parfois entre Bourguignons. — V. particulièrement (557 et suiv.) ce qui concerne la Noblesse (noter que Rabutin est nommé « le s^r de la Vau » et Lenoncourt « le s^r de Loches ») et Thoires en particulier, cet homme de confiance très personnel de Mayenne. Les *Procès-verbaux* fournissent des indices abondants sur son activité, qui paraît remarquable (45, 47, 57, 70, 80, 168, 245, 250, 279, 297, 302, 317, 321, 339, 343, 415, 481, 509, 593, 622, 624, 626, 632, 640, etc.). C'est à se demander si ce député n'exécutait pas aux États une consigne d'omniprésence (bien qu'il fût aussi l'un des hommes de confiance entre lesquels Mayenne avait partagé la surveillance des remparts de Paris pendant les États : CAPEFIGUE, VI, 359). — Tous les Bourguignons du Tiers sont employés, même les plus effacés comme Rémond (61, 414) ou Blanot (429). Mais Bernard se signale évidemment entre tous (44, 52, 59, 60, 63, 64, 65, 80, 83, 86, 110, 121, 208, 249, 290, 311, 334, 479, etc. Cf. L'Estoile, V, 220, 232). Lorsque, par exemple, le 10 mai, les Chambres envoient chacune deux députés pour entendre les propositions des Espagnols, Bernard et Rabutin sont désignés (*Procès-verbaux*, 184). Le rôle de l'« évangeliste » Venot qui est, à plusieurs reprises, chargé de mission de confiance (parfois à côté de Guill. du Vair), semble assez important (45, 47, 53, 234, etc. ; et Venot au vierg d'Autun, 18 fév. 1593, dans ABORD, II, 344). On trouvera ci-après quelques indications sur les épisodes où les Bourguignons intervinrent, y compris les conférences de Suresnes.

comparable à la leur dans les procès-verbaux, ni, probablement, aux États mêmes. Aucune autre, — sauf encore celle de Paris, — qui, en marge des États, pût trouver comme elle la collaboration familière du gouvernement, entretenir intelligence avec Jeannin. Que « la Bourgogne », comme dit Talmay, ait fait figure aux États, on le comprend ¹.

Et que « la Bourgogne », encadrée par les Rabutin, les Talmay, les Bernard, ait été disposée à bien servir, les documents en portent témoignage assez clair, ne serait-ce que les notes de l'un des agents de Philippe II sur les principaux députés des trois chambres. Il dose bien, cet informé, ses appréciations. Or, ses partisans ou les indécis, il les trouve assez nombreux : P. d'Épinac lui-même — ce candidat au chapeau — « a promis de bien faire ». L'avocat-général M. du Laurens, de Provence ? « Il montre de l'affection au service de Sa Majesté ». Montigny le Breton ? « Des plus sûrs et des meilleurs... ». Mais le président Le Maistre, de Paris ? « On n'est pas très satisfait de lui ». Talmay ? « Un des députés de la Bourgogne » et « celui-ci, en particulier, n'est pas bon... ». Bernard ? « Influent et savant », « bon catholique », mais « il fera ce que le duc de Mayenne demandera... ». Jeannin ? « Il fera ce qui lui paraîtra avantageux au duc de Mayenne... » Et, jugement d'ensemble :

En général, les députés bourguignons sont tenus pour très suspects, dépendant entièrement de la volonté du duc de Mayenne ²...

« Dependientes de toto punto de la voluntad del Duque de Hu-
mena... » : voilà qui est assez net.

Sans doute, dans ce jugement d'ensemble, faudrait-il introduire des nuances. Du dévouement d'un Bernard, qui jamais n'affirme plus nettement sa « fidélité pour le service du Maistre » ³, à celui d'un Saulnier, par exemple, il y avait de larges degrés. La valeur

1. « Les desputez de Bourgogne » : expression dont le Parisien L'Estoile use à plusieurs reprises (*Mém.-Journal*, V, 230 ; VI, 7, 37 ; etc.). En rapprocher celle des *Procès-verbaux* : « les sieurs de Bourgogne » (84, 267, 339, etc.) et surtout celle des députés bourguignons eux-mêmes : « la Bourgogne » (v., ci-après, lettres de Talmay et de Bernard).

2. Rapport à Philippe II, 1593, A.N., K 1413, p.p. BERNARD, App. V, texte espagnol et trad. Cf. CAPEFIGUE, VI, 296-298. Il s'agit des ligueurs envoyés à la conférence de Suresnes.

3. Bernard à un Dijonnais inconnu, Paris, 21 juill. 1593, dans DROUOT, *Un paquet de lettres*, n° I. Cf. *ib.*, n° IV.

du témoignage espagnol n'en est pas moins grande. L'un des Espagnols, Diego de Ibarra, n'hésitait pas à prêter à l'équipe bourguignonne le caractère d'une troupe de manœuvre munie de consignes étudiées : « On dit même, écrivait-il à son roi, que ceux de Bourgogne ne sont pas investis du pouvoir d'élire un roi, ce qui serait un nouvel embarras... » et ce qui permettrait de penser que Mayenne se tient prêt à faire échec à toute élection ¹... Les uns par attachement, les autres par opinion ou par prudence, les Bourguignons des États allaient, en somme, assez bien justifier ces jugements et, bien postés qu'ils étaient pour agir, faire sentir, dans le monde flottant des députés de la Ligue, leur discipline, — cette discipline mayenniste qui s'attardait parmi eux, alors que leur province, elle, l'avait, à cette heure, déjà si évidemment bannie.

IV. — LA « BOURGOGNE » ET MAYENNE AUX ÉTATS. LA CONFÉRENCE DE SURESNES.

Aux députés bourguignons, pendant la tenue des États, Mayenne demanda moins, sans doute, qu'il n'avait d'abord pensé le faire ².

1. D. de Ibarra à Philippe II, janv. 1593, CAPEFIGUE, VI, 221.

2. Aucune histoire méthodique des États de 1593 n'a encore été produite. Nous nous contenterons donc de renvoyer, en ce qui concerne cette histoire d'ensemble, à des ouvrages qui concilient plus ou moins heureusement les correspondances espagnoles et pontificales (notam. les volumineux et nombreux rapports « en materia de Election », de Feria et de Tassis à Philippe II, A.N., K 1585, nos 40-104 et K 1587, nos 12 et pass., insuffisamment utilisés), les procès-verbaux publiés par A. Bernard, les histoires de De Thou (XI, 719 et s.) ou de P. Cayet (414-505), et les autres sources. Sur ces sources, v. HAUSER, *Sources*, IV, not. 166-170. — Travaux : MARIÉJOL, 368-382; PICOT, III, 218 et s.; ROBIQUET, III, 111-143; RICHARD, 476-522; NOUAILLAC, 238-243; RADOUANT, *Du Vair*, 310-338; MARTIN, *Le gallicanisme et la réforme catholique*, 258-268 (travail très rapide, à contrôler : c'est lui, par ex., qui, p. 271, fait de Bernard un président au Parlement et en tire argument en ce qui concerne l'opinion parlementaire); DAVILLÉ, *Les prétentions de Charles III*, 254-284; BAGUENAUT DE PUCHESSE, *La politique de Philippe II*, 55-58; etc. — Nous nous dispenserons ci-après, sauf exceptions nécessaires, de renvoyer à ces divers exposés. — Quant à la part prise par les Bourguignons aux conférences et aux États, nous nous contenterons ici d'un aperçu. D'ailleurs les sources proprement bourguignonnes, pour variées qu'elles soient, renseignent assez peu. Les correspondances des députés ont, en général, disparu. Seule, celle de Bernard avec la Chambre de ville de Dijon, conservée par les Archives municipales et publiée (*Corr.*, II, et GARNIER, *Lettres d'Et. Bernard* [nous ne renverrons ici qu'à la *Corr.*], à compléter par DROUOT, *Un paquet de lettres des députés bourguignons aux États de 1593*) offre une certaine abondance — 22 pièces — (plusieurs lettres mentionnées par le reg. de la ville ou par Breunot, par ex. I, 352, manquent dans cette

Espérait-il, de l'épreuve longtemps ajournée, sortir roi de France ? Question difficile, à laquelle il est sans doute impossible de répondre. Mesurer ces espérances et la déception qui les suivit : travail aventureux. Les intrigues du duc auprès de Clément VIII n'étaient qu'action préparatoire en vue d'occasions à venir et dont les États, à ses yeux, étaient probablement loin de représenter la meilleure. Son contrat de sauvegarde de Soissons suffit à déceler ses craintes d'un triomphe espagnol à l'assemblée de la Ligue ; et, à la fin d'avril, la conférence des princes lorrains à Reims ¹ lui permit de mesurer, du même coup, les ambitions de ses parents et la faiblesse de son propre crédit. Que Mayenne, à l'époque de l'ouverture des États ou à celle qui suivit immédiatement, ait ajourné une fois de plus ses desseins secrets, et renoncé à espérer, pour l'instant, autre chose que l'impuissance des grandes assises électorales, que la mise en échec à la fois du Béarnais et du Catholique neutralisés l'un par l'autre, et la prorogation de sa licutenance : telle est l'hypothèse vraisemblable que suggèrent les documents essentiels ². Espérance

série) ; mais elle ne livre aucune confidence particulière (Bernard rappelle souvent qu'il ne peut confier au papier tout ce qu'il aurait à dire : « Le jour se verra plus clair pour en écrire, et croys que j'auray le bon heur de vos presences pour vous tout dire... » : Bernard à Franchesse, Paris, 24 juill. 1593, dans DROUOT, n° IV). On a aussi quelques lettres de Venot (ABORD, II, 344), Languet (CHALON, BB 10, f. 260 v°), Talmay et Berbisey (DROUOT, *ib.*, n°s II et VII ; un certain nombre de lettres de Berbisey sont mentionnées dans Breunot, I, 264, 270, 314, 321, 323, etc.). Quelques comptes-rendus de mandat du Tiers ont été conservés dans les registres des villes (Bernard : DIJON, B 230, publ. par BERNARD, *Procès-verbaux*, App. XI ; Venot : reg. de l'échev. d'Autun, BB 6, f. 68, p.p. ABORD, III, P. J. n° 73 ; Languet, CHALON, BB 10, f. 277). — L'histoire anonyme du familier de Jeannin est, parmi les sources générales, celle qui fait le plus de place aux faits et idées intéressant les Bourguignons (B.N., fr. 17282, f. 57 v° et s.). Les procès-verbaux publ. par A. BERNARD sont naturellement riches en indications (cf. les extraits qu'en a faits ABORD, III, P. J. 72). — Les chroniques locales ne sont guère utiles que pour l'étude de l'opinion dans le pays bourguignon.

1. V. DAVILLÉ, *Prétentions de Charles III*, 261 et s., et ses réf. (not. les *Procès-verbaux*, 453, 454, 656, etc.). Cf. les rapports de Feria et de Tassis (A.N., K 1585, n°s 40 et s. : 1587).

2. Nulle étude imprimée sur la question : et nous n'entreprendrons pas ici d'éclaircir ce mystère de la candidature de Mayenne. Les députés bourguignons n'eurent pas à la connaître : ce fait nous autorise à nous garder d'une enquête difficile, qui serait, de notre part, aussi imprudente que vaine. Nombre d'auteurs pensent que le duc espéra fermement s'imposer comme roi aux États. RICHARD, qui n'est pas sans pénétration, semble croire que Mayenne compta d'abord (« peu ou beaucoup ») sur la couronne, mais que les événements et l'influence d'Épinac l'y firent renoncer peu à peu (509). Nous n'avons personnellement rien lui qui nous le montre, même au début de la tenue, candidat résolu et beaucoup de textes, au contraire, nous l'ont montré fort tâtonnant en tout ce qui

à la mesure de l'homme. « Dilayer », Mayenne le pouvait, et le fit. Ne s'y asseyant pas lui-même, il réussit à laisser vide le fauteuil qui, sous un dais de velours dans la salle des États, attendait un roi. Mais il faillit être mis hors partie tandis qu'Henri de Navarre, abattant ses atouts, triplait en juillet ses chances, et que, du côté de la Ligue, s'élaborait une élection écartant le lieutenant-général. Ce lieutenant, menacé de deux parts, put interrompre la partie avant le coup mortel. Mais tout le jeu s'était passé sans qu'il eût produit au grand jour sa candidature, et sans que les députés des États eussent eu, en somme, à la connaître ouvertement.

Quant à ces députés, les fils des intrigues passèrent, en général, par-dessus leurs têtes. Pénétrés de leur haute mission, ces arbitres du destin l'étaient sans doute. Mais cette centaine d'électeurs, déroutés par la diplomatie et soumis à des séductions diverses, réduits d'ailleurs à un effectif qui ne leur conférait pas une autorité complète, médiocres enfin d'esprit et de caractère pour la plupart, ne prirent aucune initiative puissante¹. Ils avaient, à défaut d'un Bodin ou d'un Versoris, un Du Vair et notre Bernard ; mais Du Vair agit hors des États et Bernard n'eut plus ses libres accents. Mayenne tremblait, dit-on, en prononçant son discours d'ouverture. Mais, en fait, les débats lourdement protocolaires des trois chambres furent assez peu de chose à côté de ses conseils ou de ses conférences, des menées du légat ou de Feria, et des arrêts du Parlement.

L'équipe bourguignonne fit, du moins, suivant ses moyens, ce que « Monseigneur » et la Ligue française attendaient d'elle sur les deux fronts de bataille. Et son mérite d'avoir participé unanimement à la résistance à Philippe II vaut considération si l'on songe aux ravages opérés dans certains groupes provinciaux par les « défishes doublons ». Du côté d'Henri de Navarre, l'horizon était pour elle moins net, les intentions de Mayenne et l'influence de Jeannin plus

n'était pas simplement la défense de sa lieutenance. Qu'il ait, au printemps de 1593, fait large place à ses intérêts propres dans sa politique « française », pas de doute. Qu'il ait vraiment espéré alors réaliser son rêve de royauté, nous ne savons, et nous doutons. Seul fait assez clair : « il se resolut... d'user de dilayemens », comme dit P. Cayet (*Chron. nov.*, 416). Faire ajourner l'élection pour demeurer lieutenant et réserver l'avenir ; jouer les Espagnols et plutôt « livrer la couronne au Grand Turc » qu'à son neveu Guise (Feria à Philippe II, dans CAPEFIGUE, VI, 258 ; cf. *ib.*, 267-268) — tels sont les desseins ou sentiments les plus certains de Mayenne.

1. Sur cette médiocrité : RICHARD, 507-508.

subtiles et moins accordées : les colloques avec les navarristes troublèrent nos Bourguignons et les auraient désunis si les problèmes de fond y avaient été soulevés.

C'est, d'ailleurs, en face de cette négociation navarriste qu'ils se trouvèrent d'abord. La peur des Espagnols avait sans doute dominé Mayenne à l'approche des États : peur de l'or américain et peur des *tercios*, dont il voulait garder l'appui et éluder la domination. Avant de porter à Feria ses promesses réticentes, il s'était organisé contre lui, noyant, par des élections supplémentaires, les députés extrémistes de Paris prorogés des années antérieures dans un flot de modérés bien choisis ; préparant une quatrième chambre réservée aux représentants des cours souveraines ; constituant, en marge des États, un conseil de notables destiné à les gouverner¹ ; recourant enfin, comme en 1592, à la manœuvre par l'aile « politique » de son dispositif. Selon le *Dialogue du Maheustre*, sa *Déclaration*, hostile au Béarnais, publiée le 5 janvier, lui avait été imposée par le pape et les Seize ; mais il y avait introduit, du moins, une intention personnelle : une invite à une conférence solennelle entre catholiques des deux Frances. Les navarristes, craignant eux-mêmes une attaque brusquée des Espagnols, accueillirent la suggestion et, le 4 février, Desportes-Baudouin lut en assemblée des États la lettre par laquelle le Conseil du roi de Navarre proposait ouvertement la réunion. Une opposition, parmi le Clergé et le Tiers État, se déclara, appuyée au *veto* du légat et à la censure de la Sorbonne. Mais une chambre approuva bientôt : la Noblesse, celle que Rabutin présidait, que Thoires servait et surveillait, et où les Bourguignons, ce 25 février où l'on opina, représentaient un quart des députés présents²... Le même jour, Bernard, aidé de Le Maistre, réussit, de son côté, à entraîner l'adhésion de sa chambre³. Le 1^{er} mars,

1. *Procès-verb.*, 215-225, 483-492, 612-620, 800 ; MAUGIS, 100-101, 103 ; RADOUANT, 312-314 ; RICHARD, 507-509, etc. Dès le 6 fév., Mayenne avait déclaré à Philippe II son intention ferme d'« appeler » aux États « tous les princes, prélats... et mesmes les gouverneurs des provinces et meilleures places comme aussi les depputez des Parleментz... » (Mayenne à Philippe II, A.N., K 1585, n° 11). Retenons cela au moins pour expliquer la députation de Berbissey par le Parlement de Dijon, sa venue à Paris, et le fait qu'il n'entra pas aux États.

2. *Procès-verbaux*, 569-570. — Sur les origines de la conférence : B.N., fr. 17282, f. 73 v°.

3. L'ESTOILE, *Mém.-Journaux*, V, 220 ; *Procès-verbaux*, 59-60, 63-64. Bernard (*Corr.*, nos 550-551) indique que l'idée de la conférence, venant de Mayenne, méritait

on approuva le texte de la réponse aux navarristes : il était de Jeannin, choisi entre trois projets pour son style « délié » et par endroits « aigre et poignant »¹. La Bourgogne déjà, s'employait.

Puis passèrent mars et le début d'avril, occupés surtout par le projet d'introduction des décrets de Trente, — dont Mayenne faisait l'un de ses moyens auprès du pape. Le 5 avril, sous les yeux de Feria, arrivé à Paris, — et aussi sous ceux de Bernard², — les États écrivaient pour presser la conférence. Le 29, elle se réunit : parmi les neuf députés des États, figuraient Talmay et Bernard, et, parmi les trois représentants de Mayenne, Jeannin³. Sur douze ligueurs, trois Bourguignons. L'intelligent Épinac, représentant du Conseil bien plus que des États, présidait et gouvernait ces ligueurs. Infiniment bienveillant d'oreille et de bouche, il se proposait de ne pas engager trop loin la Ligue ni Mayenne, d'amuser les navarristes de controverses académiques pour garder langue avec eux et arme contre l'Espagne. Mais, on sait que ces navarristes entendaient, eux, mener un jeu actif. Le 17 mai, l'archevêque de Bourges jeta dans le débat un texte impressionnant : une déclaration annonçant que « Sa Majesté » avait « résolu » sa conversion, et proposant une trêve⁴... La méthode des « dilaymens »,

tait considération. Il y insiste encore dans son compte-rendu de mission au retour à Dijon le 27 août (DIJON, B 230, BERNARD, *Proc.-verbaux*, App. XI, p. 769). On pense donc à lui lorsqu'on retrouve le même argument dans la délibération du Tiers (*loc. cit.*), et dans celles des autres chambres, notamment au Clergé. Là, surgissent des avis « divers », et l'influence de Segà (*Proc.-verbaux*, 383-388 ; pas de noms). Noter que Bernard vient au Clergé porter la parole au nom du Tiers (59). Le 26 fév., adhésion des trois chambres. — Ces pourparlers et discussions ont intéressé le familier de Jeannin : B.N., fr. 17282, f. 73-84 (textes). Cf. aussi Cayet, 431-432.

1. Choix des trois chambres (*Procès-verbaux*, 68, 391-393, 570). Quelques traits empruntés aux rédactions de Du Vair et d'Épinac furent insérés dans celle de Jeannin. Texte : *ib.*, 73-76 (très catholique, ferme et conciliant).

2. Qui est l'un des députés chargés de rédiger la lettre (*Procès-verbaux*, 118, 407). C'est Thoires qui, le 21 avril, est député par la Noblesse pour « reconnoître le lieu de la conférence » (594).

3. C'est le 21 avril que les députés furent élus par les chambres (*Procès-verbaux*, 163, 416, 594). Mais, à en croire un passage d'une lettre de Bernard du 4 mars (*Corr.*, n° 551), des choix avaient été dictés, dès cette date, par le légat ou surtout par Mayenne. D'ap. les Espagnols, Bernard avait été choisi par Mayenne (CAPEFIGUE, VI, 297). — On sait par qui nos Bourguignons se trouvaient encadrés : l'amiral de Villars et le maréchal de Belin pour Mayenne, l'arch. d'Épinac, le président Le Maistre, l'avocat du roi Du Laurens et quelques députés secondaires (texte de leur pouvoir, 23 avril, dans *Procès-verbaux*, 595).

4. Texte dans *Proc.-verbaux*, 202-205, et dans *Corr.*, n° 559. — Sur les débats, bon exposé dans RICHARD (486-500), qui soupçonne d'ailleurs, avec vraisemblance, qu'à « côté des discussions publiques..., il y avait beaucoup de choses

— et le dévouement de nos Bourguignons, — se trouvaient de ce côté à l'épreuve...

Or, imposée par Feria, une autre conférence que celle de Suresnes venait de s'ouvrir : la conférence des Espagnols¹. Le 14 mai, en présence des princes français, des représentants du duc de Lorraine et de Mercœur, de trois conseillers à lui — dont Jean-nin, — et de quelques députés — dont Bernard, — Mayenne avait dû s'entendre rappeler ses engagements de Soissons : le duc de Feria, officiellement, avait demandé la couronne pour Isabelle-Claire-Eugénie². Le 14 mai, à Paris, la candidature de l'infante déclarée ; — le 17, à Suresnes, la conversion d'Henri de Navarre proposée : la partie en venait au point critique ; et Bernard mandait aux Dijonnais : « Nous avons maintenant la besogne taillée pour penser à aultre chose que d'en parler et escrire³... »

Dans la double opération de dégagement que tenta alors Mayenne, les Bourguignons eurent leur rôle. Secondaire, à coup sûr, du côté d'Henri de Navarre, car Épinac sut conduire le décrochage, bagues sauvées, sans verser le moins du monde dans l'ornière « politique » et tout en ménageant, pour le grand parti de la paix, la possibilité d'une trêve. A Suresnes, celui des trois Bourguignons qui abondait le plus dans son sens, Bernard, avait sans doute, lui onzième dans l'ordre de préséance, peu parlé, du moins devant le tapis. Mais ses lettres exprimaient en partie sa pensée, qui semble toute méfiance. Reconnaître d'abord Henri IV hérétique ; après quoi, seulement, « le semondre... d'estre catholique » ? La « responce de nostre costé » à cette première proposition des navarristes « a rendu tesmoignage quels nous estions et par la voix de Mgr de Lyon, prélat de zèle et rares mérites, avons conservé nostre serment entier »⁴. Puis, le

qu'on ne disait que sous le couvert » (495, n. 1). Cf. aussi le *Discours et rapport veritable de la conference tenue entre les desputez de... M. le duc de Mayenne avec les deputez de MM. les Princes...*, attribué à H. du Laurens, Paris, 1593, in-8°.

1 Arrivé à Paris le 9 mars, l'ambassadeur de Philippe II avait été salué le 14 par une douzaine de députés — dont quatre Bourguignons : Bernard, Saulnier, Rabutin, Talmay (BERNARD, *Proc.-verbaux*, 83, 86, 402, 579).

2. *Proc.-verbaux*, 184-185, 459, 464, 603. Rabutin assista aux réunions chez le légat à partir du 17 mai (*ib.*, 604).

3. Bernard aux magistrats de Dijon, Paris, 22 mai 1593, *Corr.*, n° 561.

4. Bernard aux magistr. de Dijon, Paris, 12 mai 1593, *Corr.*, n° 558.

17 mai, lorsque les navarristes font le pas : « Ces M.M. » ont annoncé l'« instruction » et l'abjuration prochaines, mais sans recours immédiat au pape, « sans qu'il faille passer les monts ny chercher hors le royaume les solennités de la conversion... » ; et aussitôt les ligueurs, au regret des Dijonnais, se sont montrés « divers ». Lui, Bernard, avec « ceux qui ont de la conscience et jugement », déclare sa défiance de la « simulée conversion » et pense qu'un converti sincère n'hésiterait pas à « prendre absolution de N. S. P. » ¹. Et, le 2 juin, il se réjouit de voir les États décider de répondre au mémoire des catholiques navarristes par un refus qui déjoue « l'artifice de noz ennemys », « estant veritable que le Roy de Navarre... va tous les jours au Presche et ne furent jamais les ministres mieux vus ²... »

Vrai mayenniste, en effet, que Bernard aux États, que cet avocat de Dijon posté par le duc parmi les douze de Suresnes. Et coryphée du chœur bourguignon aux États mêmes. Rivé, certes, et sans variation, dans l'intransigeance catholique ; car l'antinavarrais de l'*Advis* de 1589 n'avait pas évolué ; il se disait, en cet été critique : « plus de l'Union que je ne fus oncques ». Mais il ajoutait : « serviteur du Maistre... ». Il s'en fiait toujours aux voies de « Mgr » : « ...Mgr le desire ainsy », telle est l'une de ses formules ³... ; — et c'est cela, seulement, qui l'avait mené à Suresnes ⁴.

Tout autre mayenniste, Jeannin, à Suresnes comme ailleurs. Un rôle actif ⁵ ; le visage qui convenait, ainsi que le style, dans ses

1. Bernard aux mêmes, Paris, 22 mai, *Corr.*, n° 561. Le 26 mai : « Ne croyés au bruit de la... prétendue conversion... Il va tous les jours au presche... Il veut l'edict de juillet estre observé, qui n'est guères moins dangereux que celluy de janvier. C'est la pure verité » (aux mêmes, *Corr.*, n° 563). — L'opinion de Bernard semble celle d'une bonne partie des députés bourguignons (Languet aux magistrats de Chalon, Paris, 11 juill. 1593, CHALON, BB 10, f. 260 v°).

2. Bernard aux mêmes, Paris, 2 juin 1593, *Corr.*, n° 567.

3. Bernard à Franchesse, Paris, 24 juill., DROUOT, *Un paquet de lettres*, n° IV, et lettre ci-dessus, *post-scriptum*.

4. Nous nous garderons donc de voir en Bernard, avec M. NOUAILLAC (232) un « politique » et des « principaux ». Ligueur français, oui.

5. P. ex., dès janvier, L'Estoile le représente comme le conseiller principal de Mayenne dans les premiers engagements avec les navarristes (V, 210). C'est chez lui que se réunissent les députés des Chambres, le 15 avril, pour arrêter la réponse aux navarristes (*Procès-verbaux*, 413). Il dirige toute la préparation de la conférence (*ib.*, 419-420, 422, 438, etc.). Ce n'est pas P. d'Épinac, comme le croit RICHARD (dont les p. 501-502, importantes cependant, sont gâtées par sa lecture insuffisante du *Proc.-verb.*), c'est Jeannin qui, au début de juin, « dresse » la réponse aux navarristes (*ib.*, 235, 498, 502-504).

deux rédactions du 1^{er} mars et du 3 juin... Mais, qu'on lise, cependant, cette lettre du 3 juin qui était la réponse des ligueurs au mémoire navarriste. Il l'avait conçue telle qu'il y avait eu censure du légat. Elle fut retouchée. Or, même dans sa seconde forme, que les *Procès-verbaux*¹ ont recueillie, quelle modération encore pour un acte de non-recevoir ! Loin de couper les ponts, elle laissait entendre, avec un accent sincère, que la Ligue conservait l'espoir de reconnaître un jour Henri de Navarre : « Nous desirons cette conversion que promettez. Prions Dieu qu'elle advienne bientôt... » et telle que le pape puisse l'approuver. Le Président, lui aussi, restait dans sa ligne.

D'ailleurs, l'écho, déformé, d'un dissentiment entre Bernard et Jeannin parvenait jusqu'en Bourgogne, où l'on disait qu'ils avaient « eu de grands propos jusques à en venir aux mains »². Et l'on tenait, en mars 1593, qu'à Suresnes, Jeannin, avec Villeroy, travaillait pour le « cabinet secret » — les « politiques » du conseil, — tandis que « les autres » — Bernard, avec Épinac, — s'employaient, eux, « pour le gros »³... Dans le service du même maître, donc, deux tendances, — entre lesquelles Mayenne lui-même, en fait, hésitait, — se partageaient les Bourguignons. Talmay, le troisième délégué de Suresnes, paraît avoir subi l'ascendant de Bernard, comme, aux États mêmes, Venot et Languet ; tandis que Saulnier sentait le « politique ». Divergences qui accusaient dans la députation de la province de Mayenne la principale lézarde de la Ligue française. Lézarde en pleine œuvre, mais que l'intérêt du prince, la prudence de ses serviteurs et la nécessité de sauvegarder les apparences devant les « ennemys » incitaient à masquer encore. C'était une lettre écrite par Jeannin lui-même qui signifiait aux navarristes le rejet de leurs conditions, et nul document n'indique que contre ce rejet un seul député bourguignon ait élevé objection.

1. BERNARD, *Procès-verbaux*, 237-240. Toute la lettre est à lire, comme celle du 1^{er} mars. Sur les sentiments de Mayenne et du légat concernant la rédaction de Jeannin : *ib.*, 498, 503.

2. Breunot, I, 367 (août 1593). A la page suivante : démenti. Mais le bruit courait. Et le motif ? On le devine dans la version qui circule aussi sur la conférence de Suresnes (v. ci-ap.) et dans une autre note celle-là de mars 1594 : nouveau conflit entre les deux Dijonnais, « l'un disant qu'il falloit faire la paix, l'autre de non » [*sic*] (II, 62).

3. Breunot, I, 287.

V. — LA « BOURGOGNE » ET MAYENNE AUX ÉTATS.
LA PARADE CONTRE LES ESPAGNOLS.

Dans l'action contre les Espagnols, les Bourguignons étaient, cette fois, unanimes. Mieux soutenus que beaucoup de députés par l'opinion de leurs bailliages, rebelles aux séductions d'argent de Feria au point de pâtir rudement dans Paris accablé par la cherté ¹, ils firent front de bon cœur contre les « manymens » des champions de l'Infante : « Nos volontés sont fort esloignées de leurs demandes », — écrivait Bernard, « aussy ne crois-je pas... qu'ils veuillent persister à des ouvertures contraires à nos loys ² ». Talmay, ce « grand catholique », laissait voir dans telle sortie véhémement contre les prêcheurs « espagnols » de quoi justifier la note qui suivait son nom dans les fiches de Feria : « Y assi este en particular no es bueno ³ ». Quant à Jeannin, il retrouvait, face aux Taxis ou aux Ibarra, adversaires de lui bien connus, la liberté de ses mouvements et une sorte d'activité allègre. C'est lui, par exemple, qui, pour neutraliser aux États l'influence des « espagnolisés », conduisait l'essai tenté par Mayenne pour y introduire les députés des Parlements ⁴. A côté de ces vedettes, Fr. de Rabutin se préparait à soulever la Noblesse contre la « sérénissime Infante » et Languet

1. Sur les distributions : A. N., K 1588, n° 31 : état de répartition de 20.000 écus (mai 1593). Cf. CAPEFIGUE, II, 220-221. Le 1^{er} mars, bruit, à Paris, que certains députés « prennent pension » de Navarre et autres princes : on prête serment de refuser tout don, sauf... de Mayenne et du pape (BERNARD, *Procès-verbaux*, 65, 393, 572), etc. — Sur les privations et plaintes réitérées des Bourguignons, réduits à leurs ressources personnelles (les Chalonnais, p. ex., qui, suivant Talmay, « ont esté six semaines, par nécessité d'argent, à ne manger que du beurre et du fromage », ou Talmay lui-même, qui doit vendre « ses chevaux, ses bagues et jusqu'à un pendant d'oreille ») : Breunot, I, 338 ; *Procès-verbaux*, 83 ; *Corr.*, n° 567 ; etc. Venot doit emprunter 400 écus (AUTUN, BB 6, f. 68 ; ABORD, P. J. n° 73). — A son départ, les élus de Bourgogne avaient avancé à Bernard 400 écus (C.-D'OR, C 3071, f. 237 et s.).

2. Bernard aux magistrats de Dijon, 1^{er}, 22 mai et 2 juin 1593, *Corr.*, n°s 561 et 567 ; DIJON, B 230 (compte-rendu de députation p. p. BERNARD, *Procès-verbaux*, Appendice XI, 771). — Cela malgré des relations quasi quotidiennes avec Segat (*Corr.*, n°s 548, 563).

3. BERNARD, *Procès-verbaux*, Appendice, V, 700. — L'Estoile (*Mém.-Journ.*, VI, 7) note, le 12 mai, cette sortie de Talmay, « gentilhomme de bonne façon » et « des plus grands catholiques », à propos du prêcheur « espagnolisé » Boucher : « Par le vrai Dieu, voilà un maistre fol ! »

4. *Procès-verbaux*, 216 et s., 612 et s. (28 mai). Cf. GARNIER, *Jeannin*, 515-516.

faisait chorus¹. De plusieurs autres, comme Nicolas Jeannin ou Saulnier le politique, les sentiments, en l'espèce, ne requièrent pas enquête. La « Bourgogne » était prête, pour le moins, à soutenir l'opposition des « Français » de la députation parisienne et du Parlement. Le 28 mai, lorsqu'en l'assemblée générale Mayenne fit lire la proposition officielle de Feria, les Bourguignons, devancés par le *tolle* des Molé et des Du Vair, se joignirent à la protestation de ces « bons François ».

Mais commencèrent alors des actions enchevêtrées : manœuvre des « politiques », appuyés par la Noblesse, pour précipiter la conclusion, avec les navarristes, d'une trêve qui eût décidé de l'avenir en leur faveur ; — manœuvre du légat Sega qui, se présentant comme arbitre et suivi par une partie du Clergé, visait à faire accepter l'Infante mariée à un Français ; — recharge des Espagnols, qui se rabattaient sur une candidature de l'archiduc Ernest, puis sur le mariage français, à condition que le droit personnel de l'Infante à la couronne fût reconnu. Le 26 juin, ces Espagnols, maladroitement, refusaient cette transaction : le mari de l'Infante choisi par les États, et les deux époux proclamés rois « ensemblement ». Devant Mayenne, qui se débattait péniblement contre les habiletés de Sega et des Espagnols, la menace d'une royauté de son neveu Guise se précisait de jour en jour... La royauté du « Roy sans nez », de ce fils de son frère aîné objet constant de ses aigreurs jalouses, pouvait être soudain décidée par un coup brusqué². Pour le lieutenant-général, passage critique. Mais l'erreur de Feria lui donnait du répit. Alors, dès le 27 juin, il fit voter l'ajournement des États. Et le 28, de façon singulièrement opportune et

1. *Procès-verbaux*, 636 et s. ; Languet aux magistrats de Chalon, 11 juill. 1593, CHALON, BB 10, f. 260 v^o.

2. *Procès-verbaux*, 210 et s., 483, n. 1, puis entre autres pages : 255-259, 632, 283, 544, etc. Sur les négociations et discussions aux États et hors des États. bon exposé dans RADOUANT, *Du Vair*, 320-325. Les procès-verbaux peu explicites et peu prodigues de noms ne nous permettent pas de suivre les oscillations diverses de nos Bourguignons durant cette période. Selon ROBIQUET, III, 133, ils auraient, le 20 juin, suivi Du Vair qui combattait une proposition de Mayenne appuyée par le clergé (choix d'un Français par les États et mariage de ce prince avec l'infante). Mais les procès-verbaux ne disent rien de cela (284) et il paraît probable que même en cette circonstance les Bourguignons ne firent pas opposition à Mayenne (qui espérait peut-être, à ce moment, promouvoir la candidature de son fils aîné).

en des termes qu'on n'attendait pas, la Noblesse, — cette chambre qu'encadraient les Bourguignons, — lui prêta son secours.

28 juin : l'acte de la Noblesse se perd pour les historiens dans le bruit d'une autre rescousse, dans l'éclat que fit l'arrêt fameux de la Loi salique, qui est de cette même date ¹. Mais il n'est pas sûr que le Parlement n'ait pas dépassé les intentions de Mayenne ² : en particulier l'initiative de Du Vair en ce jour ne paraît pas avoir été accordée aux désirs du prince ³. Au contraire, le geste, plus modeste, de la Noblesse, semble bien avoir été, lui, non seulement avoué, mais suscité par Mayenne. Au milieu de juin, les Nobles qui tenaient ferme pour la trêve navarriste contre le *veto* du légat, et jusqu'à décider de « ne se plus assembler... que le fait de la trefve ne soit executé ⁴ », avaient fléchi sur la demande du duc. Ils avaient même, reconnaissant *ipso facto* les droits de l'Infante, appuyé les propositions du duc concernant le mariage français ⁵. Or, ce 28 juin, sur la proposition de Rabutin, dont la présidence, en ces trois semaines mouvementées, apparaît fort active, les voici qui décident « remonstrance » à Mayenne...

Ils s'avisent soudain « que plusieurs pouvoirs des desputez », et particulièrement de ceux de Bourgogne, « ne parloient point de traicter avec les estrangers... » Ils se rendent auprès du duc. Là, discours de Rabutin : beaucoup de pouvoirs ne portent pas mandat « d'entrer en eslection d'aucun prince », et « nommément » de

faire eslection de femmes, ce qui, neantmoins, semble estre le but où tendent lesdicts ministres de Sa Majesté Catholique. Je crois, Monseigneur, que ne mettrez jamais en doubte... [le] service que nous vous avons voué et à vostre maison... Mais, estant question d'un si grand changement que à peine en a-t-il esté jamais veu un pareil en ce royaume... nous ne pouvons donner nos suffrages à personnes à nous incongnues et soubz le choix de Sa Majesté Catholique ; et de quoy nous serions desadvouez par nos provinces : vous en ayant bien voulu donner advis avant que d'en venir plus avant ⁶...

Cette intervention de la Noblesse était, à coup sûr, moins ouverte,

1. Quelques mentions rapides (p. ex. dans ROBIQUET, III, 137).

2. V. p. ex. De Thou, XI, 780-784 (cf. MAUGIS, *Hist. du Parl. de Paris*, II, 121-122 (défiance de Mayenne) ; — ROBIQUET, III, 137 ; CAPEFIGUE, VI, 372-374). Certains (RICHARD, 515) pensent que Mayenne se contenta de laisser faire, mais que les duchesses de Mayenne, de Nemours et de Montpensier sollicitèrent le Parlement.

3. V. l'exposé détaillé de RADOUANT, 327 et s. ; MAUGIS, II, 109 et s.

4. Sur proposition de Rabutin (*Procès-verbaux*, 631-632).

5. 20 juin (*Procès-verbaux*, 633).

6. *Procès-verbaux*, 636-637.

moins vigoureuse que celle du Parlement. Il y manquait les grands arguments et la dialectique de la *Suasion* de Du Vair. Cependant, un sentiment ferme s'y exprimait. C'était, contre l'élection de l'Infante, un barrage français qui, au milieu des États, se démasquait.

Sentiment vrai, sans nul doute, mais pourquoi porté à Mayenne par Rabutin d'Autun, et pourquoi seulement ce 28 juin ? La démarche avait été provoquée par un Bourguignon, conduite par un Bourguignon invoquant des considérants particulièrement familiers aux Bourguignons et se faisant fort, en tout cas, de l'opinion des « provinces » : à défaut d'autres indications qu'un procès-verbal laconique ne livre pas ¹, n'est-ce pas assez pour faire soupçonner là l'intervention, et peut-être l'impulsion de la brigade de Mayenne ? Le geste de la Noblesse eût suffi, à défaut de l'arrêt du Parlement, — qu'on ne prévoyait pas, — à appuyer l'avis de l'ajournement de l'élection ². Le duc « se veult servir de nous pour tout rompre ³... », nous, c'est-à-dire les députés bourguignons : — phrase écrite, plus tard, le 20 juillet, par Talmay ; mais, ce 28 juin déjà, Mayenne n'avait-il pas confié à ses hommes une première manœuvre de « dilayement » et qui s'inscrit, à l'ombre de l'Arrêt fameux, parmi les actes destinés à écarter la royauté espagnole ? Cette manœuvre, sans doute, n'était pas exactement celle qu'en janvier Diego de Ibarra avait cru pressentir, mais il semble que c'était bien, comme il l'avait prévu, l'équipe bourguignonne qui avait conduit l'opération.

Le couronnement de Guise, cependant, restait en terme ; et lorsque les Espagnols, réamorçant les conférences, l'eurent explicitement proposé, peut-être la Ligue française risqua-t-elle un instant de s'abandonner : le rôle équivoque d'Épinac à ce moment

1. Rien, notons-le, sur les suites de la démarche.

2. Et donné effectivement le 2 juillet (*Procès-verbaux*, 301).

3. Talmay à un inconnu, Paris, 20 juill., DROUOT, *Un paquet de lettres*, n° II.

4. Nous ne sommes pas aussi persuadé que RICHARD (506 et s.) que P. d'Épinac, — dont FERIA disait dans son rapport à Philippe II : « Il a promis de bien faire et de persister : il tiendra parole » (BERNARD, *Procès-verbaux*, 700-701), — ait été, dans toutes les discussions avec les Espagnols, le vrai « négociateur de Mayenne, son homme d'affaire » et « son principal conseiller et confident ». Mayenne, en tout cas, ne nous paraît nullement s'être abandonné à son service. Jeannin lui aussi, servit, et d'autres, peut-être plus que ne le croit Richard. Et nous discuterions, en particulier, la version de la page 514, où l'on voit bien, quoi qu'il dise, qu'Épinac et Mayenne ne sont pas d'accord au sujet de la proposition espagnole de faire de Guise le mari de l'Infante.

ne contredirait pas cette hypothèse ¹. Mais la garde bourguignonne, elle, se préparait de nouveau à donner et, nettement, un député l'écrit :

La proposition touchant M. de Guyse n'a encores esté faicte aux Estatz. La Bourgongne est resolue de n'y point consentir. Pour mon particulier, j'ay declaré à [] que auroit ma vie, mais non pas mon honneur et que je n'avois pouvoir de faire aucune chose contre les loies fondamentales de cest estat, ains de procurer le soullaigement du peuple, qu'il me sembloit que ce n'estoit le chemin qu'il jalloit tenir pour parvenir à un bien tant désiré. Je demanderay acte de ma declaration en nostre chambre, et, où il me sera refusé, je l'iray faire en parlement pour ma descharge. Depuis, il semble que [le duc de Mayenne] soit fasché de voir si legerement consentir à ceste royaulté, si bien que ayant recongneu sa faulte et l'inclination des Bourguignons, il se veult servir de nous pour tout rompre. Ce nous sera beaucoup d'honneur si nous en venons à bout ¹...

Les « provinces », dont parlait Rabutin, permettaient à Mayenne une issue... « Le peuple de Paris, dit L'Estoile, ... tenoist desjà pour son Roy » le jeune Guise ³. Mayenne se réfugia dans la Trêve. Les Nobles l'avaient vigoureusement demandée ; et Bernard, en bon mayenniste, y préparait les esprits dijonnais :

Monsieur, depuis mes dernieres l'on se donne plus d'esperance d'une trefve generale que d'une Royaulté presente. Les bons en doibvent bien esperer et ne rien craindre. Car tout se dresse à la seurte et à l'honneur des catholigs. Monseigneur ne se treuva jamais tant empesché de ses amys et ennemys et plus des ungs que des aultres... [Mais] il ne fault pas que les discoureurs de ce temps se promettent ce qu'ils desirent : car je vous peux assurer qu'ilz sont bien loing de leur compte ³...

1. Lettre de Talmay citée. L'original est chiffré. Nous citons le déchiffrement de B.N., fr. 3984, f. 153. — Sans nul doute, d'autres Bourguignons que Talmay se préparaient, eux aussi, à appuyer Mayenne contre la fortune du « petit morveux », du « roy de Paris ». Bernard écrivait, le 21 juill. : « ...Je vois beaucoup de choses disposées pour franchir le sault perilleux... Nous aurons besoin de miracles... Vous scaurez quelle est ma fidelité au service du maistre... » Et Languet, de son côté, exprimait un sentiment analogue. Les Bourguignons entendaient faire face aux Seize (Bernard à un Dijonnais inconnu, Paris, 21 juill. 1593, DROUOT, *Un paquet de lettres*, n° I ; — Languet aux magistrats de Chalon, Paris, 11 juill., CHALON, BB 10, f. 260 v°). — Talmay (lettre citée) fait allusion aux accusations de trahison et à l'espionnage dont les « gens de bien » vont être l'objet, dans Paris : « il y en a un en nostre rue qui s'en mesle ».

2. L'Estoile, VI, 51-53, 58, etc. Mayenne essayait peut-être de susciter une manœuvre des partisans du cardinal de Vendôme et une intervention dilatoire du duc de Lorraine ; mais Guise gagnait rapidement du terrain (DE CROZE, II, 240-244, et DAVILLÉ, 275-280).

3. Bernard à Franchesse, Paris, 24 juill. 1593, DROUOT, *Un paquet de lettres*, n° IV. Autres billets du même dans le même sens, *ib.*, n°s III, V, VI ; — Cf. Berbissey à Desbarres, Paris, 24 juill., *ib.*, n° VII. — Suivant L'Estoile (VI, 36) c'était Talmay qui, le 22 juin, avait « à grande difficulté » obtenu que la petite trêve locale des conférences fût prolongée de 6 jours « en sa faveur ».

La Trêve, en effet, plutôt que la royauté de Guise... Et d'ailleurs Navarre, pressant Paris, la légitimait. Elle fut soudain conclue à La Villette le 31 juillet.

Soit encore service de Mayenne, qui ne pouvait signer les passeports du retour avant d'en finir avec la publication du Concile, pièce essentielle de sa politique romaine, soit impatience de « se retirer », « combattuz qu'ils estoient par la nécessité », — ainsi parlait à Monseigneur le Chalonnais Languet en le pressant, le 29 juillet, d'en finir, — les Bourguignons du Tiers le 30 juillet, ceux de la Noblesse le 3 août, approuvèrent les décrets trentins, dont la publication solennelle fut faite, le 8 août, sur lecture du chanoine bourguignon Mathieu Milot, de Mussy-l'Évêque¹.

Puis, par les routes pacifiées, ce fut, au milieu d'août, la grande débâcle des États. Depuis un mois, les Bourguignons demandaient leur libération². Du 15 au 30 août, après Rabutin, Talmay et Communes, partis de Paris *hospite insultato* dès le milieu de juillet³, les autres députés, sauf Thiores et Languet restés à Paris pour assurer la permanence de leurs chambres jusqu'au terme de la prorogation⁴, foulaient le sol de leur province⁵.

Leur retour consacrait l'échec d'un grand espoir et l'impuissance essentielle de la Ligue : son incapacité à résoudre le problème de

1. Les procès-verbaux du Tiers (*Procès-verbaux*, 323-326 ; cf. 667) semblent indiquer que les seuls opposants furent les Parisiens. Bernard fut l'un des quatre députés qui allèrent soutenir à la Noblesse la décision de leur chambre. Pas d'opposition à la Noblesse (*ib.*, 645). Le Clergé avait approuvé dès mars. — Sur la séance du 8 : *ib.*, 344 et s.

2. Sans citer ici les noms, nous ne ferons que renvoyer, sur leurs démarches, leurs demandes de passeports, les expressions diverses de lassitude et sur les congés avant clôture (que Mayenne favorisait peut-être sans mot dire) aux nombreuses mentions des *Procès-verbaux*, 309, 333, 341, 350, 351, 639, 642, 643, etc. Cf. Breunot, I, 342 ; ABORD, II, 354. — Le Mâconnais De Goy, à son arrivée à Mâcon, remet aux échevins une lettre de Mayenne, Paris, 16 août, annonçant l'ajournement des États et demandant la vigilance (MâCON, AA 7, n° 45). Lettre analogue à Chalon, 18 août (CHALON, BB 10, f. 279 v^o, *cop.*).

3. Breunot, I, 338, 342 ; *Procès-verbaux*, 309, 639.

4. *Procès-verbaux*, 351 et s., 645. Languet prenant congé à son tour, rentra à Chalon vers le 28 sept. (CHALON, BB 10, f. 277).

5. Le 20 août, Venot passe par Dijon (Breunot, 367). Le 24 août, arrivée à Dijon, avec Épinac (qui doit aller à Rome), de Bernard et de l'abbé Jeannin. Saulnier les a quittés à Châtillon pour gagner Autun par Semur (Breunot, II, 367, 368 ; Pépin, 108). C'est le 28 août que le chanoine de Goy parvient à Mâcon (MâCON, AA 7, n° 45). — Sans tarder, Bernard va rendre compte de sa mission aux élus (C.-D'OR, C 3071, f. 286).

la couronne. Cependant, tous ces députés avaient tenu pour l'une des plus claires idées des Bourguignons. Ce que le 6 juin, à Philippe II, le duc de Feria écrivait de Jeannin : « Es il hombre que menos se ha mostrado aficionado al servicio de V. M^d de quantos aqui he tratado ¹... », pourrait s'appliquer aussi bien à toute la députation bourguignonne, qui avait été, dans la manœuvre anti-espagnole, au tout premier rang.

On ne pouvait même pas l'accuser de revenir le carnier vide, puisqu'à côté de la fragile trêve, elle apportait confirmation d'un événement plein de solides promesses : l'abjuration du roi de Navarre.

VI. — PENDANT LES ÉTATS. LA NOUVELLE DE L'ABJURATION.

En mai et juin, étaient arrivés en Bourgogne les Suisses attendus, quelques compagnies lorraines et des renforts français venus du Forez ². Dès avril, avaient commencé, préludes bien connus, les impositions de guerre ³, puis une suite d'expéditions qui avaient montré, dans les bailliages du sud, aux côtés de Tavanès, le fils du maître. En avril et mai, descente du Val jusqu'à Mâcon, attaques de châteaux : Dondain en Charollais, Lourdon, et d'autres ⁴. En juin, le grand « camp » s'ébaucha dans la plaine d'Auxonne,

1. Feria à Philippe II, Paris, le 6 juin 1593, A.N., K 1585, n° 53, f. 11.

2. Cypierre au duc de Nevers, Semur, 12 juin 1593, B.N., fr. 3631, f. 91 (le prince de Mayenne a reçu les arquebusiers du s^r de Chevières et « aultres de Forestz », des troupes venues de Champagne et 1.000 Suisses). Cf. *ib.*, f. 82 (8 juin); Guill. de Tavanès au même, Vergy, 20 juin, B.N., fr. 3631, f. 23, et *Correspondance des Saulx-Tavanès*, 315 (l'ennemi reçoit 400 chevaux, 500 hommes de pied, 3 enseignes suisses). C'étaient Nemours et le duc de Lorraine, sollicités de fournir des renforts (Breunot, I, 299, avril), qui fournissaient en juin ce qui n'était pas suisse (*ib.*, I, 318), non, sans doute, sans arrière-pensée personnelle.

3. C.-D'OR, C 3071, f. 265; DIJON, B 230, *pass.*; Breunot, I, 293-295, 299, 306; CHALON, BB 10, f. 223; ABORD, II, 364 (partout, naturellement, dérobades, excuses, et prétextes multiples). — De plus, emprunts d'artillerie et de munitions, et réquisitions, suivant l'habitude (le prince de Mayenne aux magistrats de Dijon, Pontailler, 10 juin 1593, DIJON, B 456, n° 169; Tavanès aux magistrats de Mâcon, camp de Dondain, 15 juill., MACON, AA 6, n° 63; Breunot, I, 313; etc.).

4. Pour « voir » M. de Nemours et ramener M^{lle} de Montpezat (demi-sœur du prince) « pour la marier à M. le Viconte » (Breunot, I, 299, 303, 321; Pépin,

Saint-Jean-de-Losne fut tâté ¹, le Beaunois traversé, et, sous Dijon enfin, une armée de 4.000 hommes fut constituée ², avec laquelle Henry Monsieur, par l'Auxois, reprit le chemin du Charollais ³... Une nouvelle série de petites actions s'annonçaient. Mais les bandes, au large de l'« armée », couraient le pays. Semur appelait de nouveau, avec instances cette fois, le duc de Nevers à son secours et s'efforçait de ranimer l'union des navarristes ⁴. Et, surtout, en plein pays ligueur, un vent nouveau, un vent puissant s'élevait. Les temps changeaient : Paris, en 1593, ne répandait plus sur les provinces les appels révolutionnaires, mais la nouvelle de l'échec des États et celle de l'Abjuration ⁵. Sur l'opinion bourguignonne,

102-103) ; — le prince de Mayenne à Varennes, Tournus, 27 avril 1593, MAÇON, AA 7, n° 50. Sur les opérations : Breunot, I, 304, 307, 313. Cf. C.-d'OR, C 7537 f. 75, 85 (dépenses faites par Mâcon et Cluny pour les deux sièges de Dondain).

1. Détails sur l'armée du prince dans Breunot, I, 318-320, 322, 325, etc. ; Pépin, 103. Cf. B.N., fr. 3631, f. 82 ; et le prince aux magistrats de Dijon, Pontallier, 10 juin 1593, DIJON, B 456, n° 169.

2. Breunot, I, 326-327 ; Pépin, 103-104.

3. Breunot, I, 330 et s. ; Pépin, 104-105. Sur la reprise de Dondain (26 juill.) : MAÇON, BB 60, à la date ; B.N., Moreau 805, f. 37 ; Grégaire, 32. Sur cette campagne, documents dispersés dans HÉRELLE, II, 514.

4. Nombreuses indications sur les exploits des bandes jusqu'à la Trêve, dans Breunot, I, 309-359 ; Carorguy, 139, 145 ; Grégaire, 28-37 ; CHALLE, II, 178 et s. ; MAÇON, BB 60 (courses de la garnison de Saint-Jean-de-Losne jusqu'en Mâconnais, en juin) ; etc. Sur quelques épisodes particulièrement probants, les lettres de Renée de Marconnay, la femme de Fervagues, au duc de Nevers, Grancey, avril-mai 1593, B.N., fr. 4719 f. 74, 112 ; et 4712, f. 123. — Sur l'alarme du gouvernement de Semur, ses appels réitérés au roi, au duc de Nevers ; sur l'annonce de la venue d'un « prince », le comte de Saint-Paul, frère du duc de Longueville et les préparatifs militaires faits à cette occasion : 1° les très nombreuses lettres adressées à Nevers par G. de Tavanès, Cypierre, Ragny, etc., d'avril à juill., B.N., fr. 3421, f. 144, 145, etc. ; 3623, f. 19, 21, etc. ; 3624, f. 5, 8, 32, 38, etc. ; 3625, f. 50, 54, 55, 56, etc. ; 3631, f. 23, 44, 82, 91, 92, etc. ; 3646, f. 102, 110 (Fremyot à Nevers, Mantes, 8 mai ; cf. Gros, P. J. n° 26) ; 4719, f. 72 (Cypierre à Nevers, 17 avril), 142, 143, 145, etc. ; — 2° les lettres d'Henri IV à Nevers (*Lettres-missives*, p. p. B. de XIVREY, III, 750, 816, etc.) ; — 3° le registre des élus de Semur (C.-d'OR, C 3070, extrait p. p. DROUOT et Gros, *Rech.*, II, *Mat.*, n°s 150, 151, 160-166, 178, etc. Cf. Breunot, I, 279, 294-295, 313) ; — 4° les archives des petites villes : SEMUR, Reg. délib., 1593 ; SAULIEU CC 11 (dépenses pour la mise en état de défense de cette ville navarriste) ; etc. — Sur les querelles entre navarristes, qui s'étaient encore envenimées à partir de la fin de 1592 : *Reg. Parl.*, III, 522-526 ; C.-d'OR, C 3070, f. 110, 172 ; la correspondance bourguignonne de Nevers déjà citée (p. ex. B.N., fr. 3621, f. 55, 112, etc.) ; *Correspondance de Roussat*, n° LII ; Breunot, I, 281, 284, 310, 315, 346 ; II, 122 ; Pépin, 108 ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 496 et s. ; GALMICHE, *B. de Vaugrenant*, 138 ; etc.

5. Breunot (I, 264-360) consacre à ces nouvelles une quantité de notes, dont nous ne pouvons songer à analyser ici le sens et l'effet, mais où transparaissent à la fois les préoccupations et les déceptions de ce Dijonnais. V. aussi Carorguy (124-143) qui note p. ex. avec soin les manifestations parisiennes pour la paix (130).

qui s'élaborait moins que jamais en vase clos, ces nouvelles influèrent bien autrement que les randonnées locales d'un jeune prince.

Au milieu des neuvaines publiques ¹, — où le peuple ne priait guère que pour la « cessation des armes », — l'annonce de la conférence avec les navarristes avait, de mars à mai, surexcité les espérances ². A Dijon, en mai, en juin, on annonçait la paix « pour le seur » presque chaque jour. Puis, dans le réseau des informations contradictoires, l'impuissance des États s'était peu à peu précisée : la déception fut immense. Mayenne qui, de Reims ou de Paris, surveillait sa Bourgogne et l'intervention annoncée de Nevers ou de Saint-Paul ³, semble avoir redouté plus encore les effets de telles nouvelles. Par une série d'appels à la confiance ⁴, il s'efforçait d'y parer. Ce à quoi les Bernard ou les Berbissey, peut-être sur consigne reçue de lui-même, l'aidaient de leur mieux ⁵.

De la rivalité que les jeunes princes catholiques entretenaient avec lui autour des États, Mayenne eut assez peu à redouter pour la Bourgogne. Ce n'était guère, — sauf pour vitupérer les Espagnols, — de l'Élection qu'il s'agissait dans les conversations des citadins, mais de la paix. Et ce n'est pas une popularité de candidat que Nemours, entre autres, cherchait dans la province, mais

1. Sur ces neuvaines (et « quarantaines ») à Dijon, auxquelles les échevins président et prient chaque matin, et qui, de janvier à août, sont célébrées à tour de rôle dans toutes les églises et chapelles, v. les comptes des dépenses : DIJON, D 19 ; M 126, f. 135-144.

2. Breunot, I, 283, 285, 287 et s., et presque toutes les p. 304-329 ; Carorguy, 128-130 ; Daubenton, maire de Montbard aux magistrats d'Avallon, mars 1593, AVALLO, EE 62 ; etc.

3. Sur cette alarme : Breunot, I, 340-341 ; Bernard aux magistrats de Dijon, Paris, 1^{er} fév. 1593, *Corr.*, n° 546. Jean de Tavanès aux mêmes, Saint-Gengoux, 8 juill., DIJON, B 457, n° 205.

4. Lettres aux Dijonnais (*Corr.*, n°s 553, 566) ; aux Autunois (AUTUN, Livre noir, f. 172 ; ABORD, II, 353) ; aux Mâconnais (MACON, AA 7, n°s 43, 44, 45) ; aux Chalonnais (CHALON, BB 10, f. 270 v°, 279 v° ; CC 2 ; PERRY, 381) ; aux Avallonnais (AVALLO, EE 62) ; etc. Plus les lettres circulaires du 6 août, destinées à atténuer l'effet de la suspension des États (ABORD, II, 358 ; cf. BERNARD. *Procès-verbaux*, Appendice, n° XIII).

5. V. la série citée ci-dessus des lettres de Bernard, et celles de Berbissey que mentionne Breunot (I, 292, 314, 321, etc.). Le souci apparaît chez Bernard de prévenir les défaillances, p. ex. lorsqu'il demande aux Dijonnais de transmettre ses informations « aux villes prochaines » (*Corr.*, n°s 558, 567, *post-scriptum*). Cependant, sa sincérité l'empêche souvent de présenter les faits sous un jour favorable. Il recommande la constance plus qu'il ne promet le succès des États. Mais il défend toujours Mayenne. — Le légat Segà intervient aussi (*Corr.*, n° 548).

toujours des capitaines et des places, pour faire plus que jamais « son cas à part » : on signalait, outre son désaccord avec son frère aîné, ses pratiques auprès des s^{rs} de Chauffour et de Bissy, ses tentatives pour arracher Mâcon au s^r de Varennes-Nagu qui servait trop fidèlement Mayenne à son gré, et surtout, — coup blayant, — la surprise, en mai, de Châtillon-sur-Seine par son homme, Thenissey ¹.

Quant au duc de Guise, Mayenne eut une occasion d'alarme lorsqu'il le vit séjourner en Auxerrois du 9 mars au 12 avril. Car c'est ce jeune prince, gouverneur de Champagne pour l'Union, que le duc de Nevers, gouverneur du même pays pour le roi, trouva devant lui lorsque, frustrant l'attente des Semurois, il s'employa à consolider, en ce quartier, les abords méridionaux de son gouvernement ². Tandis que les navarristes de Bourgogne allaient un instant soutenir leur décevant protecteur, des gentilshommes de Mayenne, comme le baron d'Uxelles, combattaient sous Guise. Et ce fut Guise qui, après un mois de manœuvres, céda le pas, ayant mieux à faire à Reims et à Paris. Son prestige, en ces cantons de l'oncle, où son nom était connu, n'en souffrit sans doute pas. Mais il n'y suscita pas un parti ³. Sa candidature et ses chances, en juin et juillet si poussées, excitèrent à Dijon les sermons expli-

1. Breunot, I, 274, 296, 299, 300, 314, 315, 375. Et sur la prise de Châtillon : CHATILLON, carton Ligue, cahier 19 ; Carorguy, 134. — Breunot, cependant, note brièvement un faux bruit, qu'il dément aussitôt, suivant lequel Nemours « est eslu Roy » (I, 292, 29 mars).

2. Ces opérations militaires et manœuvres politiques de Nevers prennent place dans une suite d'actions de détail occupant, sauf la durée de la trêve de 1593, toute la période de 1592-1594, et s'étendant à tout le pays compris entre Montsaugéon et Langres d'une part et Auxerre de l'autre ; on ne saurait ici que renvoyer d'une façon générale à HÉRELLE, I, 356 ; II, 512 et s. ; à CHALLE, II, 159-201 et P.J. ; à ABORD, II, 373 ; à Carorguy, 127, 132, 140, etc. ; à la *Correspondance de Dinleville*, 2^e p^{ie}, *Rev. de Champagne et de Brie*, XI, 287-288, 490-493 ; XII, 221-223, 340-344 ; XIII, 65-70 ; XVI, 146-153 ; etc. ; aux lettres d'Henri IV (B. de NIVREY, III, 750, 751, 795, 816, etc.) ; aux lettres de Nevers lui-même (p. ex. à AVALLON, AVALLON, EE 62) ; à l'abondante série de billets des agents ou sous-ordres de Nevers, fournie par B.N., fr. 3621, 3624, 3625, 3632, 4719, etc. — C'est ce que nous faisons ici une fois pour toutes.

3. Sur cette campagne et ses effets, v., outre les documents p. p. HÉRELLE, Carorguy, 126-128 ; Breunot, I, 294, 296, et l'exposé, assez confus, de CHALLE, II, 180-190 (et ses références auxquelles il faut ajouter une vingtaine de lettres conservées dans B.N., fr. 3983). Notons les avances amicales faites par Guise à certaines villes de Mayenne comme Avallon (Guise aux magistrats d'Avallon, Joigny, 16 mars 1593, AVALLON, EE 62). On a vu qu'il avait, dès nov. 1592, mis garnison à lui dans Bar-sur-Seine (Carorguy, 118, 122).

citement favorables d'un prêcheur cordelier, qui passait sur les compromissions espagnoles et qui, le 26 juillet, criait « en chaire : Vive le Roy ! » et « que nous avons un Roy, qu'il le falloît aussy bien croire comme Dieu estoit à la messe... » Mais cela fit « beaucoup de scandalle pour les escoutans ¹ ». On sut parfaitement, et dès le 22 juillet, que Guise avait approché le but ; mais on le savait aussi « soustenu de l'Espagnol » et son conflit avec Mayenne ne servit de rien en Bourgogne à ce « roy Camus », comme disaient les « politiques » dijonnais « à la différence du Roy, qui a grand nez ² ».

Mais insuccès de Guise n'était pas succès de Mayenne et le père d'Henry Monsieur avait occasion de constater que son fils ne faisait pas pour lui grand butin d'autorité. La vue de ce « gage pretieux » ne modérait ni le « desservice » des profiteurs, ni la désertion des ligueurs refroidis. Les oligarques dijonnais, profitant de l'absence du maire Bernard, retenu aux États comme y étant « du tout nécessaire », et, passant outre délibérément aux injonctions précises de « Monseigneur », et aux prières instantes du légat Sega, du prévôt des marchands et échevins de Paris, et de Bernard lui-même ³, refusaient de surseoir à l'élection annuelle jusqu'au retour du maire-député, et, le 24 juin, rétablissaient, à l'aide d'un vote dirigé de près, Jacques La Verne à la mairie et ses hommes dans leurs postes d'autorité ou de profit ⁴. Entre les instincts sociaux des ligueurs de clocher et les intérêts politiques de Mayenne, le fossé se creusait toujours.

1. Breunot, I, 350-351.

2. Breunot, I, 299, 345, 348, 353, 388, 402, 416, 423.

3. Les présidents des maires et échevins de Paris aux échevins de Dijon, Paris, 22 mai 1593, *Corr.*, n° 562 ; Sega aux mêmes, 26 mai, n° 563 ; Bernard aux mêmes, 26 mai, n° 564 (il rappelle son dévouement, invoque la « nécessité ») ; Mayenne aux mêmes, 28 mai, n° 565 (« Je vous prie... que ma volonté soit suivie... »). Mayenne écrit aussi dans le même sens au Parlement (Breunot, I, 321) ainsi que Berbisey (*ib.*). Cf. aussi Pépin, 103-104.

4. Grosse majorité pour La Verne ; pas une seule voix pour Bernard (Dijon, B 231). On sent la pression. Bernard exprima assez amèrement sa déception dans une lettre conservée du 31 juillet (*Corr.*, n° 570) et déjà dans une autre du 10, perdue, à laquelle la Chambre répondit qu'elle s'étonnait de ses reproches et que l'élection s'était faite avec « autant de candeur, paix, fassons louables que jamais » (Dijon, B 231, 24 juill.). Bernard écrivit aussi ses griefs à ses amis : le fossé entre La Verne et lui se creusait (Breunot, I, 352). — Sur la réinstallation des oligarques nombreuses indications dans Dijon, B 231, f. 30 et s. (p. ex. f. 45 : institution de Chrétien La Verne comme lieutenant en la mairie, 28 juin).

Quant à la masse des ligueurs sincères, que la lassitude orientait vers la paix, l'Abjuration les jeta vite, dès l'été, derrière les « politiques » du pays. Depuis que Pontus de Tyard, dans sa retraite de Bragny, avait reçu d'Henri de Navarre une lettre l'appelant à Mantes pour participer à son « instruction », les Bourguignons suivaient attentivement l'approche du grand acte ¹. Et lorsque, au début d'août, libéralement rayonnée par Semur, confirmée par une foule de lettres courant les routes de Champagne devant les députés licenciés, la précieuse nouvelle de la cérémonie de Saint-Denis parvint dans les places ligueuses ², ce fut aussitôt la même fermentation que dans les autres provinces de l'Union. Les irréductibles eurent beau clamer la simulation du faux converti, les « mauvaises cautèles du renard hypocrite ³ », l'écho d'une joie générale remplit certaines pages des chroniques ; et ces pages témoignent aussi de la claire notion qu'on avait de la conversion : ruine de « l'eslection des Espagnols » et élimination « de la personne de M. de Guise » ; certitude de la trêve ; promesse de la paix ⁴. Aussitôt les « politiques » bourguignons, les Montholon, les Dom Gaudais se tournaient vers Rome, supputant les chances qu'ils avaient de voir le pape couronner rapidement cette victoire de la Ligue qui avait réussi à imposer au « Roy » la religion catholique, — victoire de la Ligue qui était la défaite des Princes ligueurs ⁵.

Défaite des Princes, défaite de Mayenne appuyé sur l'Espagne : de cette réalité, à l'issue des États impuissants, une lecture attentive révèle le sentiment entre toutes les lignes que Breunot écrit

1. Henri de Navarre à P. de Tyard, Mantes, 18 mai 1593 (dans l'*Ill. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 67 ; JEANDET, *P. de Tyard*, 74. Sous la même date, lettre du même au Parlement de Semur annonçant sa résolution (B.N., Moreau 745, f. 249). Autre lettre à Vaugrenant (Mantes, 10 mai, A.N., K 1587, n° 50, *cop.* de l'orig. surpris par les Espagnols). — Sur les informations concernant l'« instruction » du « roy » et le soin évident avec lequel elles sont recueillies, on a le témoignage éloquent de Breunot (I, 298, 300, 303, 315, 319, 344, 345, 349, 351, etc.).

2. On rencontre de nombreuses copies des lettres patentes d'Henri IV au Parlement de Semur, Saint-Denis, 26 juillet (publiées dans l'*Ill. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 70) ; séries de lettres de particuliers, et indications de porteurs de la nouvelle dans Breunot, I, 344, 353.

3. Breunot, I, 302, 329. — Sur la réaction des prêcheurs (le prieur des carmes Buffet à Dijon, p. ex.) : *ib.*, I, 364, 366, etc. ; DIJON, B 231, f. 75 v°.

4. Breunot, I, 353 ; Carorguy, 135, 143.

5. Sur l'attitude et la confiance du chartreux Gaudais, en particulier : Breunot, I, 370. Sur l'attention qui s'oriente, dès août, vers Rome : *ib.*, 374, 378, 387, etc. ; Carorguy, 142, 154, 158, 162.

à la fin de l'été 1593. Et Carorguy, qui, lui, aime les formules, note que l'Abjuration fait autour de lui plus d'« execution » que « cent canons et cent mil hommes » pendant deux ans ¹.

Aussi, rien de plus vain, dès l'été de 1593, que les comptes-rendus tendancieux faits, à leur retour, par quelques députés munis de consignes ². Tandis que Mayenne, à Paris, essayait l'assaut des « politiques » ou gallicans à la Villeroy ou à la Du Vair, l'assaut de l'*Exhortation à la Paix*, de la *Remonstrance à Mgr le duc de Mayenne*, des *Philippiques à la France*, et de *L'Anti-Charles lorrain* ³, et en même temps l'assaut du *Maheustre*, la campagne haineuse des Seize, de ce Morin de Cromé l'Autunois, qui, à cette heure, disait-on à Dijon, s'abritait à l'ambassade d'Espagne ⁴, — en Bourgogne, les réserves personnelles sur lesquelles le prince croyait, jusque-là, pouvoir compter encore, mais qui, dès longtemps, déjà, ne militaient plus pour lui, cette fois commencèrent à se tourner positivement contre lui. Dans l'été de 1593, à Beaune, à Dijon, à Auxerre, à Avallon, il ne reste plus autour de Bernard et des robins ou barons trop engagés dans son service pour ne pas s'abriter derrière lui jusqu'au « traicté », des fidélités que la fiction — et, d'un parti personnel, que l'ombre ⁵.

1. P. 133.

2. V. les procès-verbaux des comptes-rendus: de Bernard, dans DIJON, B 230, 27 août 1593, p. p. A. Bernard dans les *Procès-verbaux des Etats*, Appendice, n° XI (fidèlement mayenniste, mais muet sur les progrès d'Henri de Navarre); de Languet dans CHALON, BB 10, f. 277, 30 sept. (très sommaire); de Venot (qui ne souffle mot ni des dissensions de Paris, ni de l'abjuration) dans AUTUN, Reg. délib., 1591-1597, f. 68; ABORD, III, P. J. n° 73; de Berbissey, député nommé du Parlement, qui, séjournant à Paris, sans entrer aux États, semble avoir cependant participé à leur vie (Breunot, I, 405). Sur les consignes de Talmay, *ib.*, 338.

3. Sur l'*Exhortation*, déjà citée: RADOUANT, *Du Vair*, 297 et s. Sur l'*Anti-Charles* (publ. sans indications de lieu): HAUSER, *Sources*, IV, n° 3066. La *Remonstrance* (s. l., 1593) est à la B.N., Lb 35/502. — Nous n'avons pu saisir aucune trace précise de la circulation en Bourgogne des discours contemporains des États (et dont l'un, d'ailleurs, l'*Exhortation*, dut rester manuscrit).

4. Breunot, I, 376, 384.

5. Dès après la conversion, les Beaunois (suivant le *Discours veritable*, 12) disent à leur gouverneur Montmoyen, que la religion étant sauve, Mayenne doit se soumettre, sans quoi « il ne se laverait jamais de la tache d'ambition » (voy. aussi 13-14). C'est en août 1593 qu'Auxerre commence à secouer le joug de ses chanoines, qu'Avallon se donne moralement au roi malgré les efforts de son maire (AVALLON, EE 62).

VII. — LA TRÊVE. LES ÉTATS PROVINCIAUX D'OCTOBRE 1593.

La trêve générale de trois mois devait mettre un baume sur les déceptions, et donner au lieutenant-général le loisir de respirer¹. Cette trêve, parce qu'elle ne revêtait pas, en Bourgogne, d'aspects originaux, nous ne la décrirons pas longuement². Elle fut cependant l'époque essentielle où, dans l'accalmie, bien des idées et des sentiments s'orientèrent : une fausse paix et une fausse joie ; mais la préface cependant de la décisive évolution des esprits dans le sens de la Paix. Lorsque, soudain, à partir du 18 août, les citadins prisonniers de leurs murs purent courir aux champs sans effroi, que l'on vit dans Dijon, non seulement le baron de Sennecey, mais nombre de proscrits venus de Saint-Jean-de-Losne ou de l'Auxois, et dans Semur les parents des robins émigrés, et « infiny peuple » sur les chemins, le soulagement fut immense. Et Carorguy, décrivant ce qu'il voit dans son pays de Bar-sur-Seine, suffit à donner l'impression de ce que fut ce brusque réveil de toute vie :

Il semble, par la volonté de Dieu, que nous entrions en son paradis et que l'enfer est refermé... Les marchands de Lyon sont venuz jusques à Troyes avec de la marchandise de grande vailleure, sans avoir rien

1. Sur ce détail : Carorguy, 124, 180.

2. Quelques références seulement. — Sur l'attente et l'annonce de la trêve en Bourgogne : Breunot, I, 339 et s. ; *Corr.*, n° 570 et s. ; Drouot, *Un paquet...*, n°s III-VII ; — sur les trêves ou ententes partielles et locales qui, en Bourgogne comme ailleurs, devancèrent la trêve générale : CHALLE, II, P. J. n°s IV/II, V/II (trêve entre Nivernais et Auxerrois, 4 mai, et entre Avallon et Montréal, 28 juill.) ; HÉRELLE, II, 492 (trêve langroise) ; II, 518 (trêve de Troyes, Bar-sur-Seine, etc., 17 juill.) ; Grégaire, 30 (entente de Marcigny et Digoin, 21 juin). — Les articles de la Trêve (B.N., fr. 3984, f. 260) sont imprimés dans les *Mém. de la Ligue*, V, 397 et s. — Lettre-circulaire de Mayenne, Paris, 2 août, dans BERNARD, *Procès-verbaux*, Appendice, n° XII (enreg. au Parlement de Dijon : C.-d'Or, B 12085, f. 35). On a vu les lettres reçues par les échevins d'Autun, Chalon, Mâcon, etc. (ABORD, II, 366 ; CHALON, BB 10, f. 270 v°, *cop.* ; MACON, AA 7, n° 44). C'est Péliissier qui apporte ces lettres en Bourgogne (annotation de la lettre de Mâcon ; cf. Breunot, I, 367). — Sur les modalités, et le retard, de l'exécution en Bourgogne : le prince de Mayenne aux magistrats de Mâcon, Dijon, 25 août, MACON, AA 7, n° 51 ; DIJON, B 231, f. 73-75 v° et s. ; Breunot, I, 363, 364, et s. ; *Reg. Parl.*, III (publ. au Parlement le 17 août). — Pour les détails indiqués ci-ap., et beaucoup d'autres, nous renvoyons une fois pour toutes à Breunot, à Carorguy (351 et s.), à Grégaire (37 et s.), à Cuny (51-57) ; aux reg. des États (C.-d'Or, C 3070 et 3072), à la correspondance du duc de Nevers citée ci-dessus ; à la *Corr.*, n°s 571-579 bis ; aux registres des villes : AUTUN, BB 6 ; CHALON, BB 10, f. 270-312 ; MACON, BB 60 ; DIJON, B 231, f. 53-120 v°.

perdu. Les pèlerins qui vont à Ste Reyne sont en sy grand nombre que c'est chose esmerveilable que de touz costez il y en aborde et jusques de Rouan, du pays de Picardie et quasy jusques en Flandres. Les petits enfans courent à St Nicolas par milliers. Chascun court çà et là à ses affaires... Maintenant l'on commence à reprendre les classes de chascun colège ; les précepteurs, qui portoient l'espée, reprennent les livres ¹...

Impressions de la fin d'août. Et c'est alors « un grand esbayssement à ung chascun de veoir, en sy peu d'heures, un tel desreiglement et licentièrement des soldatz et volleurs estre sy bien policé ²... » Mais impressions d'un moment, et d'un lieu. Ailleurs, et trop tôt, les violations de la trêve se multiplièrent, et les témoignages à ce sujet se comptent par centaines ³. Du reste, en août, une conférence tenue à Couchey, près de Dijon, dans la maison neutre de Charny, en vue de conclure un « partage raisonnable » des tailles entre les deux partis n'aboutissait qu'à une convention sans portée, et la levée des « cotes » restait une occasion d'exactions incontrôlables ⁴. Le gouvernement de Dijon avait renvoyé ses

1. Carorguy, 151, 155.

2. *Ib.*, 151.

3. Au hasard, quelques exemples : pour août : — exaction ou pillages d'Amanzé à Marcigny (Grégain, 35), de Trestondant, capitaine de Montsaugéon, en Langrois (*Corr.*, n^{os} 571, 573 ; HÉRELLE, II, 512, 585) ; — de Ragny en Avallois (CHALLE, II, 197-198 ; AVALLON, EE 62) ; — plaintes des magistrats de Chaumont à ceux de Dijon (CHAUMONT, C IV, f. 296, 297, 302, 310) ; — coups de mains à Selongey et Grancey (DIJON, B 452, n^o 179) ; — pour septembre : pillage du vicomte de Tavano à Bèze (Des Cars à Nevers, 22 sept., B.N., fr. 3986, f. 61) ; — prise de Saint-Seine-sur-Vingeanne par les ligueurs (plainte des Langrois au roi, 17 sept., B.N., fr. 4718, f. 66) ; — violences de J. Hurtault receveur des décimes à Saint-Jean-de-Losne sur les biens du clergé de Dijon (C.-D'OR, G 42) ; — actes de guerre de Biron en Auxerrois (Jeannin à Villeroy, 3 oct., GARNIER, *Lettres de Jeannin* ; Carorguy, 159 ; AUTUN, BB 6, f. 72) ; — pour octobre : plainte des Auxonnais au roi, à Sennecey, à Fremyot, etc. (B.N., fr. 4898, f. 45-47 v^o, 51 et s. ; *cop.*) ; — nouvelles plaintes contre Biron (C.-D'OR, C 3072, f. 17 v^o) ; — pour les mois suivants : Grégain, 38 ; PINGAUD, *Les Saulx-Tavanes*, 162 ; etc. Carorguy lui-même signale de nombreuses enfreintes (155 et s.).

4. Bourgeois de Crespy à Nevers, Semur, 9 sept. 1593 (B.N., fr. 3985, f. 216) : « Nous leur accordions de sept pars quatre et nous trois, et ilz nous veulent reduire au tiers encore que nous ayons autant de gens à entretenir et que nous soyons ausy forts qu'eux en la campagne... » (Cf. Breunot, I, 371 ; C.-D'OR, C 3071, f. 185). — Remboursement de 15 écus au capitaine Chabert pour les frais de la conférence (C.-D'OR, C 3072, f. 45 v^o : mars 1594). — Sur les mécontentements après l'échec, C.-D'OR, G 42 (lettre des ecclésiastiques d'Autun qui veulent provoquer une assemblée du Clergé, 20 sept.). — Bons exemples des abus des collecteurs dans Grégain (37-38) qui montre comment Marcigny paie la taille, pendant la trêve, à la fois à « ceux de Montcenis », à « ceux de Bourbon-Lancy » et à « ceux de M. de Tavano ». Seule nouveauté : on ne prend plus les récalcitrants, mais leurs bêtes, qu'on vend à bas prix. Cf., à ce sujet, Carorguy, 157 ; LEBEUF, *Hist. d'Auxerre*, III, 446 (levées de Biron en Auxerrois) ; CHALON, BB 10 (saisies de bétail par la garnison de Verdun, août) ; etc.

Suisses. Mais ces perceptions fiscales laissaient aux garnisons une occasion d'activité qui ramenait souvent les soldats à leurs exploits coutumiers : « Je prevoy encore, écrit Carorguy lui-même, que les courses de ces volleurs ne se peuvent apaiser », ...de ces « vole-reaulx et brigands qui ont leur règne depuis cinq ans ¹ ».

D'autre part, l'afflux des émigrés ou bannis navarristes dans les villes de la Ligue alarmait les gouverneurs et les incitait aux réactions défiantes. La circulation libre mettait en mouvement des opinions redoutables. Les châteaux ou bourgs — seuls biens du parti navarriste — offraient peu de prise à la propagande affaiblie des ligueurs. Les villes, au contraire, qui étaient encore tenues par des capitaines de l'Union, ne pouvaient qu'être ébranlées par cette invasion des apôtres de la paix du Roi. Tandis que le peuple urbain s'étonnait de ne pas voir la suite et l'aboutissement des conférences d'Andrésy et de Milly ², de ne pas voir la trêve se muer, comme il l'espérait, en traité de paix, les émigrés avaient beau jeu d'attiser sa défiance à l'égard des ligueurs irréductibles ³. Le fait est que, prenant un avant-goût de la paix, tout « le commung populaire », comme dit Carorguy, exprimait des animosités suggestives :

Pourquoy les seurbonnites et theologiens de Paris ont-ilz, par leurs ensorcelementz et praticques demesurées, escript lettres particulières aux villes demourées tousjours en l'obeissance de la Ligue..., qu'il faloit plus tost mourir du feu... que de recevoir ung heretique au regne de Henry quatr^{me}... ? Auparavant, ilz ne proposoient aultre deffense et exception que de la religion et que, lorsqu'il se seroit converty, l'on le recevroit, et à present que cela est fait, ilz trouvent ung nouveau subject et pretexte. Voilà tout le commung populaire qui crie ⁴...

Vision des choses digne d'un bon « politique », certes, et qui passe peut-être la vérité en réduisant le parti ligueur de sa petite ville, dans l'été de 1593, à quelques mutins, le président Le Martin et la troupe de « ses couppez-jarretz armez ⁵ ». Cependant, il exprime

1. Carorguy, 139.

2. Breunot, I, 370, 371, 373, 375, etc. ; Carorguy, 148.

3. On constate à Dijon la présence de nombreux suspects précédemment expulsés et tenus pour des agents navarristes comme Gougenot, Desplanches, Malpoy, Hurtault, et d'autres (Breunot, I, 366 ; DIJON, B 231, f. 79). Sur les séjours de ces suspects à Dijon au delà des limites de la trêve, v. le dossier du procès fait en 1594 à Pierre Boivault, navarriste venu de Beaugency (C.-D'OR, BII 360/53, 9 mars 1594).

4. Carorguy, 156-157.

5. *Ibid.*

bien, en raccourci, le nouveau travail de fermentation qui se produisait, vers septembre 1593, dans beaucoup de villes.

Dans les villes de Bourgogne, tout au moins, à commencer par Dijon ¹, la nouvelle de la prolongation de la Trêve, impatientement attendue, ne fit, en octobre, que confirmer le goût du repos. « Ce sont les fiançailles de la Paix », écrivait Breunot en une minute de confiance ². Mais ce n'était point motif de gratitude pour Mayenne, loin de là. Car, l'annonce des préparatifs du sacre s'ajoutant à l'Abjuration, la plupart des Bourguignons ne retenaient plus du lieutenant-général que ses manœuvres devant l'inévitable destin ³. Et, à côté de l'exclamation optimiste du conseiller dijonnais, il y a les manifestations d'impatience de ceux qui s'indignaient des résistances d'une ambition princière, et cette phrase claire de Carorguy : « Sy noz princes de la Ligue ne veullent accorder bientost la paix, chascun prandra les armes ⁴ ». Autrement dit, on ne saluait guère dans la trêve ou dans sa prolongation que l'aveu de faiblesse du gouvernement de Mayenne ou l'annonce de sa capitulation, — non pas un bienfait par lui librement dispensé. Le vrai dispensateur de la trêve, beaucoup, au contraire, croyaient le reconnaître dans le « Roy », qui octroyait ce crédit à un prince rebelle ⁵.

Les États provinciaux, dont la tenue triennale, ajournée de

1. Sur l'excitation populaire, qui détermine à Dijon une série de mesures de police et des proclamations de la Chambre de ville, v. les nombreux témoignages fournis par le registre DIJON, B 231, de la fin d'août (contrôle des hôtelleries, f. 78 v^o ; expulsion, pour menées, de Nic. Gougenot et Max. Desplanches, rentrés à la faveur de la trêve, f. 79 ; de Gratepain, ermite, pour avoir répandu l'opinion « que le roy de Navarre estoit Roy et n'en falloit esperer d'autre », f. 82 ; mesures pour contrôler les relations des Dijonnais avec les lieux ennemis, f. 82 ; etc.) ; de la fin de nov. et déc. (enquête sur Jean Husse, coupable d'avoir dit que « le roy de Navarre estoit Roy et n'en failloyt plus discuter », f. 109 ; séries d'autres enquêtes, expulsions, mesures de surveillance, f. 110 et s.).

2. Breunot, I, 376, 378, 385, 390, 391, etc. (nombreuses indications sur l'attente et l'annonce de la prolongation).

3. Sur les échos des projets de sacre, v. notamment, les lignes émues de Breunot (I, 381) qui lie l'idée de ce sacre à celle de la paix. — Sur les équivoques manœuvres diplomatiques de Mayenne pendant la trêve, v. ci-après.

4. Carorguy, 158.

5. Mais Jeannin poussait de son mieux, lui aussi, à la prolongation, dont il fut l'un des négociateurs (v. p. ex. Jeannin à Villeroy, Paris, 3 et 4 oct. 1593, N. GARNIER, *Lettres inédites de Jeannin*, n^{os} V et VI).

mai et réclamée par les villes ¹, eut lieu à l'abbaye de Saint-Étienne de Dijon du 22 au 28 octobre, enregistrèrent l'écho de ces impatiences. Il est vrai que la présence à Dijon des gouverneurs et surtout celle de Jeannin, venu le 20 octobre pour parer à tout mauvais coup de l'opinion ², aidèrent aux déclarations catholiques qu'on rédigea suivant les formules ordinaires, avec un complément, cependant, qui trahit les préoccupations des puissances d'ajourner à l'Absolution pontificale les effets qu'on redoutait de l'Abjuration : « ...Ont promis aussy d'obeyr aux saintz decretz et ordonnances de nostre Saint Pere et du Saint Siege sans jamais s'en despartir... » : le prétendu converti restait excommunié et l'ultramontanisme, en l'espèce, pouvait servir ³. Même docilité dictée au programme de Mayenne dans la résolution de renvoyer pour la reprise des États de Paris « les deputez qui ont assiste ausd. estats... pour achever ce qui estoit de leur premiere deputation » : avec cette précision prudente : « ...en cas qu'il en defauldroit quelquesuns, ceux qui se trouveront ne laisseront de... resouldre aussy vaillablement comme si tous estoient presents,... avec le commun advis desd. estatz et de Monseigneur le duc de Mayenne... » : consignes bien mâchées et passivement suivies ⁴. En présence de députés qui avaient été aux grands États, — Saulnier, Rabutin, Thoires et Communes, — les États provinciaux fournissaient leur appui à l'idée que l'élection catholique restait acte promis, imminent, et que la Ligue touchait à son but.

Mais, à côté de ces déclarations écrites ou verbales, au premier rang des préoccupations spontanées, ce souci essentiel : la paix. Les députés du Tiers, Parise et Pennessot de Chalon, Philibert

1. On avait voulu attendre le retour des députés de Paris, dont plusieurs parurent en effet aux États provinciaux. Mais réclamations de Beaune, Chalon, Autun. Le prince de Mayenne lance les convocations le 22 sept. (C.-D'OR, C 2990, f. 1 et s. ; C 3071, f. 296 ; CHALON, B13 10, f. 275 v^o, 278 v^o, 281, 283 ; *Corr.*, n^o 575).

2. Sur le séjour et la mission de Jeannin, v. ci-ap., en tête du ch. XVI.

3. C 3072, f. 2.

4. *Ibid.*, f. 2 v^o (consignes très nettement tracées par la voix de Brulart le 22 oct., f. 1). — Nous ne mentionnerons ici que d'un mot le retour d'un des députés bourguignons aux séances restreintes et vaines tenues durant l'automne : Venot, du Tiers, qui siégea de nouveau à partir du 4 nov. (*Procès-verbaux*, 362 et s. Cf. AROD, II, 362). Resté Bourguignon de confiance, il avait été employé, en septembre, par Mayenne à une mission que les *Procès-verbaux* (366) mentionnent sans précision.

Venot d'Autun, Jacques Beau et Chr. Guillemot de Montbard, et sans doute tous les autres, apportaient ce mot et ce vœu. Qu'advierait-il et d'eux-mêmes et du « peuple » si, le 1^{er} décembre, la guerre recommençait ? « Pour obvier à la Ruïne inévitable de ceste province », si « la trespas ne se continue plus longuement pour le general de la France », il fallait ouvrir une conférence locale avec les navarristes, et, avec eux, réduire les garnisons et les impositions. Députés, pour ce, furent nommés : Saulnier et Bégat, Thoires et Communes, Parise et Belin, maires de Chalon et de Beaune ; et, bien entendu, lettres furent écrites à Monseigneur ; Tavanès et le Prince furent pressés d'agir ¹...

Préoccupation financière aussi, liée à l'autre. La trêve même soulevait de grands problèmes nouveaux. Les villes, respirant, faisaient leurs comptes, et demandaient remboursements. Les soldats, inutiles, et donc non payés, se payaient... Il fallut, au moins sur le papier, y pourvoir. Mais il fallait aussi « soulager », limiter pour les trois ans à venir chaque quartier d'imposition, hors du « don », à 45.000 écus, non compris les arrérages de dettes et les dépenses extraordinaires. On fut plus audacieux encore, en remontrant à Mayenne le mal fait à la Bourgogne par ses dons incessants assignés sur les deniers du pays, et prenant résolution formelle de réclamer restitution par l'organe du procureur-syndic ². On osa même, au Vicomte, crier qu'on accueillerait les ennemis plutôt que d'augmenter les charges ³...

1. C 3072, f. 2 v^o ; — 17 v^o (lettre à Mayenne au sujet des ravages des troupes de Biron) ; — 3 v^o (prières au prince de faire respecter la trêve dans les campagnes). Le prince et Tavanès écrivent à Mayenne (Franchesse aux magistrats d'Avallon, Dijon, 29 oct., AVALLON, EE 62). — Les élus amorcent à partir du 29 oct. la négociation d'un règlement (circulation, impositions, juridictions, liberté de la culture, maréchaussée) avec « ceulx du party contraire ». Guill. de Tavanès répond favorablement ; Vaugrenant aussi. Les pourparlers s'engagent. Ils feront long feu à la reprise de la guerre (C 3072, f. 17 v^o, 20, 28 v^o, 30, etc.). — Séries d'autres « décrets » : interdiction des fortifications particulières, et des « cotes » irrégulières, etc. ; tout le bouquet des mesures illusoires.

2. C 3072, f. 3 et s. ; CHALON, BB 10, f. 292 v^o. Les dépenses de guerre des villes seront remboursés sur leurs bailliages. De plus, enquête sur les malversations des comptables, etc. Il faudra que, dès la fin de décembre, le prince de Mayenne, pour ne pas réduire ses troupes et en permettre l'entretien par les pouvoirs locaux, défende aux élus de percevoir les 12.000 écus du quartier janvier-mars 1594 des impositions « les moins nécessaires à la province... » (C.-d'Or, C 3351, f. 38, Dijon, 26 déc. 1593).

3. BERNARD, *Procès-verbaux des Etats de 1593*, 772, n.

Pour les États, c'était trouver le moyen, dans l'opposition fiscale, d'un peu revivre. Mais la province, elle, ne pouvait revivre que par la consécration de la paix. Or, le roi, en décembre, interdit les conférences entre les deux partis bourguignons¹ ; puis Mayenne, en janvier 1594, recommença la guerre.

♦ 1593 : année décisive à la fois pour la fortune de Mayenne au gouvernement de l'État et pour sa puissance réelle en Bourgogne. Sa lieutenance générale en sortit condamnée, son autorité dans sa province réduite à la force des hallebardes. Il avait réussi à esquiver une défaite entière aux États. Il avait amusé la lassitude bourguignonne à l'aide de la Trêve et atteignait 1594 sans avoir perdu en sa province aucune de ses places. Mais, ici et là, ce n'était que « dilayer ». L'Abjuration contenait une condamnation irrémédiable.

Aux États de Paris, les députés bourguignons, sélectionnés et menés, l'avaient servi ; mais ils ne représentaient qu'une équipe de penseurs ou de serviteurs. Contre les effets des épreuves renouvelées, devant ceux de la grande crise économique de 1594, il n'y avait plus le rempart d'une véritable « cause ».

1. Henri IV à Guill. de Tavanès, 12 déc. 1593, C.-d'Or, C 3070, f. 195.

CHAPITRE XVI

APRÈS L'ABJURATION. LA GUERRE DE MAYENNE ET L'INTERVENTION DU PEUPLE

- I. *La guerre recommence. Les garnisons de Mayenne.*
- II. *La guerre de Mayenne.*
- III. *La crise économique et l'effervescence populaire.*
- IV. *Le réveil du peuple urbain.*
- V. *Les paysans en armes.*
- VI. *Peuple parisien ; peuple provincial.*

L'Abjuration, la Trêve, puis la fin de cette trêve : succession redoutable pour Mayenne. Ce prince put en entrevoir les conséquences en Bourgogne dans les rapports de Jeannin et sans doute doit-elle expliquer le long séjour du président dans sa province, entre le 20 octobre 1593 et le 22 mars 1594. Peut-être n'était-il venu à Dijon que pour surveiller la tenue d'États de la fin d'octobre. Mais il demeura en ce quartier durant la passe critique de la reprise des armes, veillant sur la Bourgogne et sur Lyon et y parant aux plus pressants besoins. Onze jours à Dijon d'abord ; puis, le 1^{er} novembre, par Auxonne, Chalon, Mâcon, voyage à Lyon, où le président va munir des dernières consignes les ambassadeurs de Mayenne à Rome, et moyenner la réconciliation de Nemours avec Épinac et le consulat. Fin de décembre : retour en Bourgogne. Alors, jusqu'au 13 février, station à Dijon, coupée de quelques sorties, une notamment à Mâlain, et peut-être à Châtillon, du 22 au 26 janvier. Puis, de nouveau en route pour Chalon et le Mâconnais, avec le jeune prince de Mayenne. Retour, le 8 mars, à Dijon, et là, dernier arrêt, jusqu'au départ, à l'appel du maître ¹.

1. Sur ces étapes : Jeannin à Villeroy, Paris, 3 et 4 oct. 1593, N. GARNIER

Jusqu'à la déroute de la Ligue, en 1595, la Bourgogne ne devait plus revoir son Président. Mais durant ces cinq mois, il s'était dépensé. On l'avait vu au Parlement, dans les Chambres de ville, au conseil du gouverneur. Au Parlement, le 7 janvier, il était entré en la Grand'Chambre, avait sollicité des officiers leurs « commandemens tant du général que du particulier » et promis d'obtenir le paiement de leurs gages, puis avait, à la Tournelle, assisté à un jugement et, le 4 février, siégé en exerçant fonctions ¹. Aux gens de mairie, bonnes paroles et conseils de paix avec les officiers ². Après de plusieurs barons, démarches suggestives : Sennecey, qui, ambassadeur à Rome, était aussi le maître d'Auxonne ; Lux, qui était déjà prêt à troquer l'écharpe rouge pour la blanche ; et, sans doute, Thenissey, l'homme de Nemours ³. La trêve expirant, il fut sur les dents, observant Semur et négociant avec lui la répression de la picorée, s'alarmant surtout de l'influence de la révolte lyonnaise et s'ingéniant à dresser en avant de Mâcon une digue mayenniste ⁴.

Mais malgré tant d'efforts, il ne put rendre compte à Mayenne, en mars 1594, que de la débâcle commencée. Retenir un temps les bourgeois et les gentilshommes, œuvre possible. Mais un flot hostile débordait désormais les étroites barrières. 1589-1590 : période des bourgeois ; — 1594 : période du peuple. Lorsque la guerre recommença, le peuple, jusque-là passif, prit un rôle actif. En Bourgogne, fait nouveau ; — fait capital.

I. — LA GUERRE RECOMMENCE. LES GARNISONS DE MAYENNE.

Roi manqué, lieutenant affaibli, Mayenne, durant l'apaisement précaire de la Trêve, paraissait encore rester l'arbitre de la paix et de la guerre. Henri de Navarre catholique, l'objet publié de la

Lettres inédites du président Jeannin, n^{os} V, VI ; Breunot, I, 389, 396, 397, 421 ; II, 3, 16, 19, 33, 52, 62, 64 ; — MACON, BB 62, f. 48, 52 v^o, 56 v^o. Cf. RICHARD, *P. d'Epinac*, 546.

1. *Reg. Parl.*, III ; Breunot, II, 3, 6-7, 24, 26.

2. Breunot I, 394 (affaire La Gauche).

3. Breunot, I, 396 ; II, 16, 19.

4. MACON, BB 62, f. 48-56 v^o (il réussit à faire accepter une garnison, malgré une émeute) ; Breunot, II, 33, 52, 58.

Ligue était atteint et elle pouvait poser les armes. Mais la thèse de la « simulée conversion », de l'absolution pontificale nécessaire et non acquise, lui permettait aussi de les garder en main. L'âpreté avide des princes, tout en semant sa route d'embûches méchantes, conservait à Mayenne des cadres d'un parti français. Celle de Philippe II lui conservait des moyens. Le pape écartait le duc de Nevers, ambassadeur du converti, et ajournait son pardon. Le lieutenant-général gardait carrière.

Il utilisa d'abord ce répit en travaillant Clément VIII : à Rome était désormais le secret du destin français et l'avenir de sa lieutenance. Y consolider son crédit, c'était l'objet probable de la publication des décrets trentins, et ce fut l'un de ceux qu'il impartit au cardinal de Joyeuse, au baron de Sennecey, et à Nicolas de Piles envoyés par lui sur la piste de Nevers¹. Il voulut aussi, en entretenant avec les agents espagnols de Paris le débat non épuisé de la couronne, puis en envoyant en Espagne son beau-fils Montpezat et Pélissier, conserver à Philippe II un rôle actif et le rang d'allié². Pour peser sur le roi Catholique et lui imposer le respect de son titre de régent du royaume, pour gagner du temps et prolonger la trêve, en parlant de traiter, il envoya Jeannin et Villeroy aux conférences d'Andresy et de Milly qu'Henri de Navarre, en attendant l'issue de sa démarche romaine, laissa s'engager³.

Des deux côtés, avec Philippe II, avec Navarre, intentions fardées. Cependant parmi les éléments du jeu diplomatique se trahissait une préoccupation vraie : celle de maintenir, d'asseoir, en le renouvelant, l'énoncé de conditions personnelles qui, ici et là, avait été déjà produites. Ici, en juillet, pour reconnaître Guise et l'Infante, conditions : la Bourgogne, un autre gouvernement avec droits ordinaires, les pensions, le paiement des dettes. Là,

1. Sur cette ambassade tricéphale, qui part seulement en oct., v. L'ÉPINOIS, 602 et s. ; MARTIN, *Le gallicanisme et la réforme catholique*, 277 et s. ; RICHARD, *D'Epinac*, 522 et s. ; etc. Sur les lettres de Sennecey, v. ci-ap., ch. XVII, début.

2. RICHARD, 553 (références) ; B.N., fr. 3988 (instructions à Montpezat et Pélissier). Sur les manœuvres indiquées ici, et ci-après, v. NOUAILLAC, *Villeroy* 247-251.

3. Oct. 1593. L'Estoile, *Mém.-Journ.*, VI, 311. Déjà, en août, Jeannin et trois autres négociateurs s'étaient abouchés avec les navarristes à Pontoise (A.N., K 1589, n^{os} 50/B, 57). Breunot, à Dijon, apprend cette négociation dont un Bourguignon, « a escrit, adverty par M. le président Jeannin ».

comme conditions personnelles d'un traité, conditions : la Bourgogne, les pensions, le paiement des dettes. Le gouvernement héréditaire de la Bourgogne avec des droits régaliens, de la Bourgogne élargie de bailliages champenois : l'article connu restait primordial ¹.

Pour Jeannin : Henri IV roi, et Mayenne maître en Bourgogne, telle, sans aucun doute, était désormais la formule mayenniste dans le champ politique et diplomatique éclairci par l'Abjuration. Pour Mayenne, ce pivot précis de Jeannin n'était encore, sans doute, que jalon posé à l'occasion. Mais non sans soin déjà. Et le spectacle de Paris, s'ajoutant aux traverses qu'il rencontrait depuis l'Abjuration, eût suffi à orienter déjà ses regards vers la voie des retraites provinciales. La capitale de l'« Estat », de deux côtés, s'échappait de ses prises : — d'une part, les prêcheurs irréconciliables ² et les Seize jetaient dans la roue de sa fortune un pamphlet meurtrier, ce *Dialogue d'entre le maheustre et le manant* plus chargé de véhémence populaire que de dialectique bourgeoise, mais qui le dénonçait fortement comme le naufrageur de la Sainte-Union, œuvre désordonnée d'une haine qui était peut-être celle d'un Bourguignon, Cromé, caché dans la grande ville ³; — et d'autre part, rallié dès lors aux « politiques », et plus simplement au Roi, tout un peuple ou narquois ou haineux le traitait en valet des Espagnols et pratiquait l'opinion de l'*Anti-Charles* lorrain.

Henri IV, frustré du pardon pontifical et informé du double jeu de Mayenne, refusa une nouvelle prolongation de la trêve.

1. V. les références des notes précédentes. — Dès juillet, à l'époque où les Espagnols se ralliaient au choix du duc de Guise, Mayenne avait rénové auprès de Feria ses conditions de Soissons. Il ajoutait à la Bourgogne, le gouvernement ordinaire de la Champagne (coup dirigé contre son neveu); mais les Espagnols en revinrent à la Normandie. V. à ce sujet les lettres de Diego d'Ibarra et autres à Philippe II, juill. et août, A.N., K 1585, nos 32, 68, 73; K 1589, n° 42; — cf. De Thou, XII, 9; ROBIQUET, III, 138.

2. L'Estoile, *Mém.-Journ.*, VI, 80, 108 et s.

3. P. de L'Estoile, on le sait, dit que quinze jours avant la parution du *Dialogue*, Cromé allait deux fois par jour chez l'imprimeur Robin Thierry et que « un » du Conseil de Mayenne considérait l'attribution comme certaine (*Mém.-Journ.*, VI, 111, 115). Mayenne passait pour avoir, par faiblesse, ou prudence, laissé Cromé en liberté et interdit « d'y toucher » (*ib.*, V, 204; cf. 115). — Sur le *Dialogue* (paru en déc. 1593), v. HAUSER, *Sources*, IV, n° 3078 (références). — Mayenne se défendit, ou fut défendu, par la *Censure d'un livret naguères imprimé à Paris...*, Paris, 1594, in-8° (HAUSER, n° 3079), mais ménagea les extrémistes (ROBIQUET, III, 153-154).

Mayenne, depuis le début de décembre, faisait reconstituer les compagnies. En Bourgogne, il faisait réarmer, et son fils se ménageait un nouveau fonds d'opérations militaires ¹. Il eût pu, cependant, en traitant délibérément sa paix, conjurer le fléau. Mais, le 3 janvier 1594, Prudent Michaut, arrivant à Dijon, chargé d'ordres, annonça qu'il fallait de nouveau « éguiser les cousteaux ² ».

On le vit bientôt. Pour garder sa province que la religion désormais risquait de mal défendre, Mayenne la garnit de soldats. Sans doute, la situation militaire, en janvier 1594, demeurait encore, dans son ensemble, assez semblable à celle de 1589. Les « ennemis » étaient dans la campagne, dans beaucoup de châteaux, et dans quelques petites villes : Semur, Verdun, Saint-Jean-de-Losne, Bourbon-Lancy, Montcenis. Mayenne, lui, tenait encore toutes les places importantes : Dijon, Auxerre, Autun, Chalon, Mâcon. Avallon, Montbard, Châtillon, Beaune, Auxonne, Seurre, Louhans, Tournus, Cluny, Charolles, Marcigny, Paray-le-Monial, Semur-en-Brionnais restaient à ses capitaines ³. Son gage n'était pas perdu quant aux « armes ». Mais lorsque, la guerre reprenant, l'impatience de la paix royale battit partout leurs murs, par quels moyens garder à lui, cette belle assemblée de citadelles ?

De Dijon cependant, rayonnèrent bientôt, comme avant la trêve, les expéditions de police. La guerre de Mayenne en Bourgogne, ce fut la garde du bien propre, systématique et farouche. La brutalité de Tavanès s'accommodait d'ailleurs de ces opérations de terreur que furent ces campagnes en Mâconnais et Tournugeois (février-mars), en Auxois (mars, mai), en Avallonnais et Auxois (avril), en Chalonnais et Beaunois (juin), en Langrois (juillet)... Autour du grand fort de Montsaugéon, qui était à lui, autour de

1. Déclaration d'Henri IV, Mantes, 27 déc. 1593 (DIJON, A 12, n° 19) ; HÉRELLE, II, 529 ; — Mayenne au capitaine Joannès, Paris, 4 déc. 1593, *ib.*, I, 365 (Mayenne annonce qu'il alerte et mobilise tous les capitaines de compagnies) ; le prince de Mayenne aux élus, Dijon, 6 et 26 déc. 1593, C.-D'OR, C 3351, f. 39 et 38.

2. Breunot, II, 4.

3. A la conférence de Couchey d'août 1593 sur la répartition des tailles, les navarristes demandent 3 parts sur 7, en disant qu'ils ont autant de « gens à entretenir » que les ligueurs, et surtout qu'ils sont « aussy forts » qu'eux « en la campagne » (B. de Crespy à Nevers, B.N., fr. 3985, f. 216). Mais leurs prétentions sont rejetées.

Noyers, ce furent le sac, l'incendie ¹... Campagnes atroces : « les biens des ennemis ne se doivent espargner... », ni leurs femmes, ni leurs filles, ni leur propre vie... Si atroces que la haine, cette fois, armait les survivants, appelait les sanglantes répliques d'un Ornano dans le sud, d'un Biron en Auxerrois, et effaçait, Tavanès passé, les effets de ses victoires : mécomptes dont il rejetait la faute sur son compagnon, le jeune prince de Mayenne ².

Mais c'est dans les villes surtout que Mayenne donna sujet de haine. La terreur dans la campagne, c'était le peuple des réfugiés criant vengeance aux portes des mairies urbaines. Or, la garde des villes, à la même date, y posait la question des garnisons. Mot redouté, en général, des citadins de tout le royaume ; et question générale que celle des rapports, au ^{xvi}^e siècle, entre corps de ville et compagnies de pillards logées chez l'habitant à ses frais et à son dam ³. Dans les autres guerres, les villes de Bourgogne avaient tâté de ces garnisons redoutées et plus d'une, du temps ligueur, avait ajouté à ses autres épreuves le poids de ces troupes à subir ⁴. Mais « introduire », — et surtout en 1594, temps des contingents étrangers, — des garnisons, même des mortepayes, c'était heurter un des privilèges effectifs les plus jalousement gardés, — et que les rois avaient généralement respectés ⁵. Les nécessités de Mayenne amenaient ainsi à sa crise le conflit des « libertés » locales avec le pouvoir central. La fatalité voulait que

1. Pour le détail de ces campagnes et épisodes (sac de Prauthoy, prise de Noyers, etc.), v. HÉRELLE, *Documents*, II, 492, 585-586 ; PINGAUD, *Correspondance des Tavanès*, 343 et s. ; *Lettres de Dinteville*, dans *Rev. de Champagne*, XX, *pass.* ; *Corr.*, n° 581 ; AVALLO, EE 62 ; MACON, BB 62 ; CHALON, BB 10 ; B.N., fr. 3624, 4712, *pass.* — Pour la physionomie de ces expéditions : Breunot, II, 11-239 ; Carorguy, 176, 185, 191. Cf. SERRIGNY, *Montsaugéon*, 130 et s. ; CHALLE, II, 220 et s. Quasi rien dans PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 163.

2. Sur ces faits et caractères : *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 197, 259 ; Breunot, II, 230 ; etc.

3. V. p. ex. PRAROND, *Abbeville* ; HÉRELLE, *Documents*, II, 511, etc. ; BOURG, BB 56, 58, 59. Même question dans les villes royalistes de Bourgogne (SEMUR, *Reg. délib.*, 1590, f. 124 v°). Sur l'institution : MARION, *Dictionnaire des inst.*

4. Autun, Avallon notamment (ABORD, II, 46, 98, 100-102, 279-285, etc., avec (100, 421) indications sur les règles suivies pour la nourriture et le logement ; CHALLE, II, 171). A Dijon, il y avait les 100 Suisses, mais bons vétérans, et loués par la ville (v. ci-dessus, I, ch. V, p. 353). Jusque-là, sauf les 50 Lorrains de Vonceourt, on n'avait logé de compagnies qu'aux faubourgs.

5. Privilège ancien de Dijon, on l'a vu (B 226, f. 146 v°). Mais de plus, comme les Chalonnais le rappelaient en 1592, il y avait eu en déc. 1588 et janv. 1589 promesses de Mayenne (CHALON, BB 10, f. 162 v°).

l'intrusion la plus tangible de l'autorité monarchique que les Dijonnais de 1594 eussent jamais vue fût le fait de ce monarque de révolution — et, qui plus est, à l'heure de son déclin.

Non, certes, que Mayenne eût personnellement ordonné et par ordonnance souveraine. La mesure affecta plus de douceur et des formes plus empiriques et locales. Bien des fois déjà des lieutenants — et surtout Tavanès en 1592 et 1593, — à Auxerre, par exemple, à Montbard, à Autun, à Dijon même où, partant pour les États, le vicomte avait réussi à imposer 50 cavaliers, avaient tourné l'opposition des mairies, bravé leurs clameurs et leur volonté de faire supporter la dépense à la caisse des États¹. Mais lorsque, la trêve finie, on réarma, les villes, équipant elles-mêmes des compagnies, prétendirent se suffire². Alors, série d'affaires caractéristiques. Autun, qui consent à démolir le vieux fort de Marchaux, refuse net la compagnie de Thianges (8 janvier) ; le vierg Venot se voit débordé — ou peut-être, en réalité, soutenu ? — par un populaire en « guelbuge » qui veut « plutost mourir », et des lieutenants du bailliage qui encouragent sa résistance : devant quoi finalement, le prince de Mayenne doit céder³. A Avalon, les échevins, amèrement, s'insurgent contre une garnison énorme qui met la ville à sac : mémoire menaçant à Tavanès, et députation à Mayenne lui-même⁴. Chalon, Bar-sur-Seine, Dijon s'alarment. A Dijon, suggestions d'abord, en mars, du prince et du vicomte. Objections de la Chambre de ville : qui paiera ? Opposition des « privilégiés » : pas de contribution ! Recharges, puis menaces de Tavanès : l'imposition est votée. Mais le Parlement s'agite, menace à son tour. Alors la mairie se soumet, mais sans

1. LEBEUF, II, 421 ; MONTBARD, Reg., 1593, f. 204 : ABORD, *loc. cit.* ; DIJON, B 230, janv. 1593 ; Breunot, I, 273.

2. DIJON, B 9, B 231, f. 136 v^o et s. ; B 232, f. 60 ; MACON, BB 62, f. 43 v^o 50 et s. ; CHALON, BB 10 ; AUTUN, BB 6.

3. Et la tentative de Saulnier (v. ci-ap., ch. XVII, p. 307) utilise cette émotion. AUTUN, BB 6, f. 82, 87, 91, 95, 100 ets. ; Breunot, II, 32, 40, 113, 152, 220 ; ABORD, II, 389-390, 422-423, etc. Parmi les officiers qui appuient la résistance : le lieutenant-criminel Jacques Guignon. Le vierg propose, pour éviter la garnison, un nouveau serment ligueur des habitants. Ce serment est prêté (f. 87-96).

4. AVALON, EE 64 (minutes des instructions), CC 201, f. 11 (paiement du voyage du marchand Pierre Lenoir). Il s'agissait des terribles compagnies de Gouville, de Lure et d'Autrey (Breunot, II, 89, 92, 96, 112, montre que cette affaire restera en exemple pour les autres villes). Borot serait mort (en juillet 1594) du chagrin éprouvé à cette occasion (115).

ignorer que le peuple gronde et qu'un « brasier couve » en la ville, « estans tous les habitans portés à un désespoir ». On annonce 1.500 « Vallons estrangers » apportant le « meurtre et saccagement des gens de bien... ». Cependant, du conflit entre la mairie qui taxe et le Palais taxé, les lieutenants de Mayenne espèrent encore. Mais en juillet, devant l'émeute, reculade : « deffaut de fonds » ; la province a trop de charges et l'on ne peut « prendre sur le basti de Dijon desjà assez foulé... ». Quelques semaines plus tard, secrètement, à l'insu de la mairie, 130 arquebusiers sont introduits au Logis du Roy, là enfermés, — et payés par le pays ¹.

Ce n'était qu'un début. Les garnisons, une à une, furent imposées. « Monitions », dépenses énormes payées par les États provinciaux et particuliers, ou par les villes, — 26.989 écus par Chalon de 1594 à 1596, — meurtres, pillage, ivrognerie et « maquerelage » : l'antienne est connue, et commune en ce temps, des maux divers que la guerre de Mayenne apportait ². Et, désormais, pour les royalistes, pour les fauteurs de complot, quel argument ! Cuny, homme simple et vrai, dit des conspirateurs dijonnais d'août 1594 que le « prétexte qu'ilz avoient... estoit qu'ilz persuadoient au peuple que l'on vouloit mettre garnison... ». Et l'*Advertissement* ne s'y trompait pas lorsqu'il disait que petites garnisons deviendraient grandes, qu'on verrait et fatalement les « gardes estrangeres » : Mayenne « reparera les vieils fortz et construira de nouvelles cytadelles » farcies de la gent abhorrée ³...

II. — LA GUERRE DE MAYENNE.

Devant ces citadelles garnies un sentiment populaire se déclarait : c'était une nouvelle charge de misères pour une mauvaise cause. On aurait peu de mérite à montrer que dans l'opinion des artisans

1. DIJON, B 231, f. 146 v^o et s., 182 ; B 232, f. 39, 54 v^o, 63, 65, 70 v^o et s., etc. ; B.N., fr. 11519, f. 14 v^o et s. ; Breunot, II, 69, 102, 167, 193, 220, 227, 256, 258, 259, 282, 357, etc. ; — Sur les garnisons à Dijon dans la suite, ci-ap. ch. XIX, § vi.

2. Dépenses des États par recettes dans C.-D'OR, C 3072. Nombreux mandements de Tavanès ordonnant aux receveurs des paiements : 800 écus, p. ex. à celui d'Avallon pour un quartier de la garnison du lieu (AVALLON, EE 64). Pour les dépenses de Chalon : CHALON, CC 19. — Pour les forfaits des garnisons, C.-D'OR, BII 360/53 et /54 ; Breunot, II, pass.

3. Cuny, 93. — *Advertissement à la noblesse et aux villes*, 22.

ou paysans de Bourgogne l'Aljuration avait apporté cette notion : le roi de Navarre s'étant fait catholique, le péril de la « religion », ce spectre dont on les épouvantait depuis quatre ans était écarté, et la paix devait régner. Cette idée simple, des centaines de menus témoignages de la fin de 1593 et du début de 1594, en Bourgogne comme ailleurs, l'exprimaient clairement. Lorsque s'annonça la poursuite de la guerre, ce fut ici comme ailleurs une première tempête. La question de la couronne ? Résolue. Le roi était Henri IV. Et peu ou prou, une opinion ferme s'exprima, comme à Bar-sur-Seine, par exemple, où « voilà tout le commung populaire qui crie, qui se lamante pour sa réception », où les hommes du peuple « n'en veulent point d'autre que ledict Hanry de Bourbon », et s'exclament qu'on les a « seduictz et abusez, en ce qu'on leur faisoit à croire qu'il[s] ne combatoï[en]t que pour ladicte religion ; et il se void du contraire ¹... ». Et qui a « abusé » le peuple ? C'est Bar encore qui répond : Mayenne, — Mayenne l'ambitieux de pouvoir, lié désormais au roi d'Espagne :

Voilà doncques ledict lieutenant general d'Espagne, qui disoit tant que ce n'estoit que pour la religion qui (qu'il) combatoï ; et l'on veoid bien maintenant, du contraire, que ce n'est que pour l'Estat ²...

Mais, avec Bar, beaucoup d'autres villes jugeaient ainsi ; et c'est peut-être trait assez original que cette mise en accusation générale, non des théologiens, non du pape, non des boutefeux parisiens, mais du lieutenant, et parfois de ce cortège indécis d'avidés mal-faisants dont l'imagination populaire l'accompagne : « les Princes », ces princes qui s'obstinaient, pour le trône, en des querelles funestes, — et d'ailleurs vaines, — parce que le « masque » était « levé » et que le peuple « n'avoit que faire des contentions et dificultez estant entre les princes ³ ». On n'avait pas dû la Trêve à Mayenne ; on lui devait la renaissance des malheurs. Il y avait eu des Bourguignons, et bien avant que ne le criât le *Dialogue du Maheustre*, pour penser que le prince ruinait la Ligue en ne songeant qu'à lui : il y en eut davantage, à partir de janvier 1594, pour dire « haut et

1. Carorguy, 157.

2. *Ibid.*, 190.

3. DIJON, B 231, f. 143 v°, 8 mars 1594. Cf. CHALON, FF 8 (enquêtes sur des manifestations navarristes de mars 1594) ; AVALLO, EE 62 (pièces de janv.-mai 1594).

clair » qu'il ruinait la paix pour la même raison, pour ces *privatae actiones et utilitates* que Clément VIII lui-même dénonçait ¹.

Cet « abuseur », les bourgeois « politiques » pensaient qu'il fallait l'abandonner, faire comme M. de Villeroy, — qui, le 23 décembre, s'était retiré loin de lui en sa maison de Pontoise ; — ou mieux, contre sa guerre des enragés et des soldats, mener cette guerre pour la paix que l'*Anti-Charles* conseillait aux ligueurs convertis en montrant la médiocrité réelle des forces à abattre : « tout vostre Estat imaginaire n'est soustenu que de ce colosse lorrain... » et « ne vous imaginez pas que le duc de Mayenne soit un hydre et que pour une teste coupée il en puisse renaistre cent ² ?... » L'émotion populaire venait à point pour appuyer de tels encouragements.

Cependant le peuple « politique » trouvait encore devant lui les prêcheurs et leur nouvelle arme, la « simulée conversion », dont ils tiraient encore d'appréciables effets ; — les « magistrats » armés, eux, de leurs « brigues » et de leur autorité équivoque sur ce peuple qui ne servait cependant plus la même cause qu'eux ; — l'équipe enfin des chefs ligueurs appuyés sur cet épouvantail : les châteaux.

Ce n'est pas nous, clament des vigneron dijonnais, qui ne voulons point de Roi. Nous en voulons un. Ce sont les gros de la ville qui ne le veulent pas...

Ce sont les assemblées des « gros » qu'espionnent les artisans navarristes. En mai 1594, un exalté veut « prendre les armes et tuer « les plus gros ³ ». Les « gros, » ce sont, dans chaque ville, ces ligueurs faciles à nommer, ces partisans de la guerre à outrance que Carorguy, à Bar, a vite fait d'énumérer : « le Président, Bonnefons lieutenant, Gouthières, quelques prebstres et les Coqueleyz » ⁴. Ce ne sont pas, à cette heure-là, tous les riches, mais ceux qui, devant les vigneron, se renfrognent, prennent leurs distances, et s'éloignent du vulgaire, se taisent depuis que le peuple s'éveille, se consultent entre eux et, sourdement, dressent leurs barrières : à Dijon, « M.M. du Conseil », ces personnages silencieux qui s'as-

1. Clément VIII à Mayenne, Rome, 10 avril 1594, VATICAN, Arm. 44, t. XXXIX, f. 178.

2. *L'Anti-Charles lorrain*, 52.

3. Breunot, II, 51, 129 ; C.-D'OR, BII 360 /53.

4. Carorguy, 157.

semblent autour de M. de Franchesse, et Franchesse lui-même entre tous, cette puissance bretéchée que le vulgaire maudit et redoute : « Ce gros diable qui est là-dedans », disent encore les vigneron de Saint-Philibert en désignant le château ¹. Le peuple a trouvé son roi et les « gros » s'obstinent à le combattre : expression ambiguë qui risque de mener à une vue inexacte ou fort incomplète, mais où s'expriment cependant certains sentiments d'un peuple longtemps mené par la bourgeoisie ligueuse, et qui, alors, se retourne.

Mais les villes restaient à la merci du canon des citadelles, et l'Abjuration n'aurait sans doute pas suffi à soulever le populaire contre Mayenne et sa guerre, si un renouveau des épreuves économiques n'avait, au début de 1594, mis le comble à l'impatience.

III. — LA CRISE ÉCONOMIQUE ET L'EFFERVESCENCE POPULAIRE.

Comme le pauvre peuple ne reçoit encores que du tourmant, n'estant la trespue que pour les ruyner et apauvrir davantage, pour ce que l'on court les villageois plus souvent que l'on ne faisoit, à cause que les gens d'armes, qui n'osent plus faire la guerre, vont plus librement es villages chercher les tailles et vendent journellement le reste de leur bestail qui [qu'ils] peuvent atraper ! Mesmement, le sabmedi XVIII^e de ce mois de septembre, il fut vandu chevaulx, vaches, pourceaulx, et des asnes tant, que c'estoit grande pitié que d'ouyr les pauvres femmes se lamenter ²...

Carorguy met là le doigt sur un fait important que Grégain confirme entièrement ³ : la Trêve avait ranimé, cinq mois durant, le trafic des marchands ; mais elle avait porté aux campagnes un nouveau coup qui, pour beaucoup, était le coup de grâce. Durant l'été de 1593, une assez bonne récolte et le besoin qu'avaient les paysans de se procurer d'urgence un peu de bonne monnaie pour

1. Breunot, II, 51.

2. Carorguy, 157.

3. Il montre (37-38) que les capitaines des deux partis, usant de latitude de lever des « subsides accoutumés » non seulement continuaient à lever leurs doubles cotes sur les villages du Brionnais, mais enlevaient, comme au pays de Bar, le reste du bétail pour se payer : « faute de pouvoir appréhender les hommes, ils emmenaient jusques aux pourceaux et menu bétail ». Ils les vendaient « pour rien » : « on a vu à Paray quarante bêtes bovines être délivrées pour soixante quatre écus ». Le blé « se donne pour seize » sols. Bonne fortune passagère pour les villes ; ruine durable pour les paysans.

payer leurs cotes arriérées, la rareté, enfin, de cette bonne monnaie, dont une partie se cachait, sans compter la sûreté passagère des chemins, toutes ces circonstances conjuguées firent un instant affluer vers la plupart des villes une certaine abondance de vivres, et baisser les prix ¹. Ce fut une courte accalmie de la cherté. Mais, ruinés par les saisies de bétail ou par les ventes forcées et surtout assaillis dès la reprise de la guerre par une picorée plus systématique encore que celle de 1589-1593 ², frappés aussi par des gelées tardives, les paysans abandonnèrent leurs champs en plus grand nombre que jamais et l'armée des mendiants s'accrut. Nouvelle crise de ravitaillement et nouvelle montée des prix, d'une part ; et d'autre part, charges accrues pour les villes envahies par les fugitifs : contre l'économie urbaine se précisait le double assaut qu'elle subissait depuis quelques années ³.

Les épreuves économiques, la misère et les privations allaient donc entretenir le renouveau de griefs qu'avait causé le retour aux armes. Ce que le peuple reprochait aux corne-guerre, c'était peut-être moins les épisodes sauvages mais passagers des tueries, des enlèvements, que cette oppression continue et désormais sans trêve. Ces « gros », que les vigneron de Dijon dénonçaient comme les ennemis de la paix et du peuple, c'étaient ceux, — et ils le disaient, — qui « faisoient profit de la misère des autres » et non seulement « les soldatz et vivendiers », petits bénéficiaires de la guerre, mais surtout cette poignée de bourgeois en qui ils voyaient les complices intéressés de Mayenne. L'idée d'une conspiration des profiteurs hantait les cerveaux simples ⁴.

L'effet des raisons politiques eût pu faiblir : la quotidienne alarme du blé, de la monnaie, de l'invasion des gueux, le soutint et le perpétua. L'Abjuration dut en grande partie à la crise économique de ne pas rejoindre dans un demi-oubli tant d'épisodes plus anciens. Le « surhaussement » des vivres, désormais, allait effacer

1. Grégain, 39 ; Breunot, I, 000 ; DIJON, B 231.

2. Grégain, 40 ; Carorguy, 163, 175, etc. Cf. ci-ap., ch. XVII, § IV.

3. V. les délibérations de Dijon dans B 231 : incessantes affaires, et incessantes mesures contre les mendiants, ou pour leur nourriture ; et, de nouveau, mesures pour le ravitaillement, contre les enharreurs. Cf. MACON, BB 62 ; CHALON, BB 10 ; AUTUN, BB 6.

4. Traits et paroles caractéristiques dans C.-D'OR, BII 360/53 (v. notamment une affaire de rixe du 1^{er} sept. 1594), et dans Breunot (v. notamment II, 54).

chaque fois derrière eux les traces un instant imprimées par les sermons des jésuites ou des carmes. Entre les invocations des ligueurs irréductibles et les griefs de la misère, la partie n'était plus égale. Les sermons, allégés d'ailleurs par l'Abjuration de la plus grande part de leurs arguments valables, s'envolaient, tandis que la réserve des rancunes demeurait inépuisable.

A ces causes économiques, la révolte populaire dut aussi ses modes. Les canons des châteaux déconseillaient les soulèvements massifs que le défaut d'organisation eût suffi d'ailleurs à faire échouer. Mais un ensemble et une suite de petites rébellions et manifestations aux aspects multiples, chacune de portée réduite en apparence, commencèrent vers février ou mars 1594 à battre les obstacles, pour ne plus cesser ensuite. Pas de prise d'armes à grand spectacle et, par suite, aucun de ces écrasements décisifs qui matent les révoltes d'une tourbe. Mais au jour le jour, autour des marchés, une poussée insaisissable et invincible, un martellement incessant, qui allait signifier aux ligueurs de profit la fin de leurs espérances, aux officiers « politiques » l'approche de l'heure où il leur faudrait passer à l'action. Il n'y eut pas d'assaut violent contre les barrières : elles allaient tomber plus ou moins vite, presque d'elles-mêmes, à force d'être ébranlées.

Ce sont les idées qui ont condamné la Ligue ; mais pour l'abattre il fallut des actes. Parmi ces actes, ceux d'Henri IV ont passé depuis longtemps au premier plan dans les livres d'histoire ; et l'on veut bien aussi y reconnaître l'importance du grand mouvement spontané des « villes », de la série des ralliements urbains de 1594-1595. Mais, ville, le terme est vague ; ce que nous avons à montrer pour le cas de la Bourgogne, c'est que ce mouvement de libération ne fut réellement œuvre spontanée que du peuple ; que, presque partout, la bourgeoisie même « politique », retenue par ses « considérations », serait sans doute demeurée immobile si le vulgaire ne s'était fait l'instrument principal des réalisations.

Voilà en quoi le regain des épreuves économiques du peuple, en Bourgogne, conféra à l'Abjuration sa vertu efficace. A Saint-Denis, Henri de Navarre avait su lever les vannes ; mais c'est la misère qui poussa en avant le flot populaire et prépara ainsi la débâcle des dernières forces ligueuses.

IV. — LE RÉVEIL DU PEUPLE URBAIN.

Cette œuvre populaire, plus instinctive que délibérée, qui devait aboutir plus ou moins vite suivant les lieux, suivant les obstacles, commença cependant partout à la même date. En janvier 1594, la Trêve finissant, les rappels des guets battirent et les bandes réapparurent : on se rappela l'Abjuration et l'on gémit. En cabinet clos, les bourgeois « politiques » levèrent les bras au ciel : *Usquequo, Domine, obdormis ?* écrivait le conseiller Breunot en relatant l'aventure de deux paysans décapités d'un seul coup d'épée par un capitaine La Pierre, qui voulait se dégourdir la main ¹; — après quoi, il posait la plume et s'abstenait d'agir... Mais, en mars, le Seigneur sortit du sommeil : les bagarres commencèrent sur les marchés, et l'émotion populaire, dans les villes bourguignonnes, alla dès lors en grandissant ².

S'il s'agit ici de ses aspects généraux, — non de ses effets particuliers dont l'essentiel se trouve dans les soumissions d'une première série de villes ³, — il faut s'arrêter d'abord à ce fait fort net : la fin de l'autorité des oligarques ligueurs sur leur peuple. Le contraste est éclatant entre la soumission de 1592 et l'insubordination déclarée de 1594. La tutelle est enfin secouée dans Dijon, levé contre les règlements de la mairie, et tout particulièrement chez ces anciens appuis du magistrat catholique : les vigneron. Menacés sous les murs par les rafles des navarristes, c'est contre les échevins qu'ils grondent. Interdit-on, à Dijon, leur sortie ? Voici qu'ils se groupent et manifestent. Hommes, femmes, enfants, « en nombre d'environ trois centz », murmurent, « parlant tous ensemble ». Malgré les avertissements, ils s'avancent « avec des propos malsonnans ». Et, comme le poste de garde de la porte d'Ouche tente de les repousser, ils résistent « leurs fourches en main ». Les *culs-bleus* s'essayaient aux cris d'émeute. Des artisans vont plus loin, par exemple Hugues

1. Breunot II, 12.

2. Nous ne noterons que d'un mot le fait frappant du très grand nombre de rixes privées dont on trouve les traces dans les papiers de justice. Le fait était déjà à noter pour 1592-1593. Il est désormais plus visible encore (V. C.-d'Or, Bn 360/53, 21 août, 20 sept., etc.).

3. V. ci-ap., ch. XVIII, § IV.

Valée, « pauvre couvreur », qui, à la garde, s'écrie, dit-on, qu'il faut tuer « Monsieur le visconte mayer » ; Zacharie Masson qui, à Chalon, veut tuer « demi-douzaine » de chefs ligueurs ; ou même des femmes comme la Dijonnaise Jeanne Dasnières, de la rue Saint-Philibert, qui veut, elle aussi, « tuer monsieur le Maire ¹ ». Les prêcheurs eux-mêmes, cette police morale et parfois cette troupe de défense communale, reçoivent des coups. Affiches injurieuses à la porte des jésuites de Dijon, et bris de leurs vitres « nuitamment ». Incidents et manifestations violentes, à la Sainte-Chapelle, contre un jésuite, le « P. Christophe », et menaces de mort. Placard aussi contre le carme Buffet. Pour calmer cette violente réaction vigneronne, les échevins recourent immédiatement à des condamnations sévères, et encore les avocats et bourgeois du monde communal doivent-ils escorter en ville le P. Christophe. Un conflit est désormais engagé entre les vignerons et les jésuites ².

Mais les corps de ville eux-mêmes sont menacés. Et, avec eux, aussi, les « gros », les têtes importantes de l'Union : à Bar en mai ; dès mars à Dijon, où il s'agit de Fyot l'ainé et de Jeannin en personne, puis bientôt d'Étienne Bernard, ce mayer de 1593 que le peuple avait escorté avec piété lorsqu'il partait pour les grands États, et qui, en avril 1594, était arrêté, interpellé par un groupe de femmes : « N'est-ce pas ici cet Espagnol, lequel avec trois ou quatre autres font ruiner tout le monde ? A qui tient-il... qu'on ne l'assomme avec les autres qui en sont cause ³ ? »

Résistance aux capitaines et gouverneurs eux-mêmes. Contre eux, mots d'ordre : en juin, refus collectif des bateliers de Chalon de transporter par eau de Chalon à Tournus les coulevrines et

1. Dans l'ordre : C.-d'OR, BII 360/53, 23 sept. 1594 (rapport de Pontus Tristant, lieutenant de Saint-Nicolas, sur une affaire qui est du 19) ; *ib.* 24 mai ; CHALON, FF 8 (information du 8 mars) ; DIJON, B 231, f. 144. — Nous ne citons ici que quelques exemples. On trouvera dans B 231 et B 232 des vingtaines de cas analogues, particulièrement pour la saison d'été. Cf. CHALON, *loc. cit.* ; AUTUN, BB 6 ; MACON, BB 62 ; AVALLON, EE 62.

2. C.-d'OR, BII 360/53, mai 1594 ; DIJON, B 231, f. 164, 15 avril et 13 mai ; Breunot, I, 366 ; II, 63, 129, 132, 189, etc. ; Cuny, 73. Les manifestants sont des vignerons ou vigneronnes (p. ex. Jean Sordoillet et Guillemette Sébillon condamnés pour propos injurieux sur le P. Christophe, DIJON, M 127, f. 148). Les condamnations sont l'amende honorable, l'amende et le bannissement de 2 et 5 ans.

3. Breunot, II, 54, 110 ; Carorguy, 181.

munitions du vicomte de Tavanès ¹. Le refus collectif de la taille est, ici et là, organisé ².

Les nouvelles venues du large éveillent des manifestations plus positives. A la fin de mars, l'entrée du roi à Paris soulève des cris de « Vive le roi ! » Les événements de Lyon, la reddition de Troyes sont des coups sonores qui se répercutent puissamment en Bourgogne : les fleurs de lys, en nombre, fabriquées par les orfèvres de Dijon, apparaissent dans les rues face aux « ligues », ces chapelets que portent au cou les fanatiques de l'Union ³. Mieux : les conspirations populaires s'annoncent. 200 Beaunois, dès mars, s'assemblent en armes avec des écharpes blanches. Dans la province entière, les capitaines navarristes pressentent des connivences favorables. On apprend, au début de mars, que Jean d'Amanzé a pris Saint-Gengoux. En avril, puis en juin, munis d'intelligence à l'intérieur des murs, Ragny, Vaugrenant, Amanzé encore, guettent un soulèvement d'Autun ⁴. Et plusieurs villes, du reste, Mâcon, Auxerre, Avallon, dès le printemps ou l'été, font le saut ⁵.

V. — LES PAYSANS EN ARMES.

Effervescence urbaine à laquelle répondaient des révoltes paysannes : l'éventualité redoutée par les bourgeois des États se réalisait. En Bourgogne, le signal partit du Beaunois où, déjà, en 1592, s'était ébauché un premier mouvement, et de la Plaine, où, en novembre 1592, autour du baron de Thenissey cerné dans les bois d'Izier, les villageois ameutés couraient à l'attaque avec les navarristes ⁶. Dès la rupture de la Trêve, « nouvelles que les com-

1. CHALON, FF 8 (12 juin).

2. *Ib.*, ; C.-D'OR, BII 360/53 (refus de 4 ou 5 habitants de Dijon, dont l'un déclare qu'il n'en faut « plus payer que à Saulx-le-Duc ou à Saint-Jehan de-Loine », c'est-à-dire aux navarristes).

3. Nous passons sur une foule de menues affaires assez pittoresques quant aux circonstances parfois, mais banales quant au fond si on les rapproche de tant d'autres dont l'histoire de détail des villes ligueuses sont remplies pour cette année 1594. V. surtout DIJON, B 231-232 ; Breunot, II ; CHALON, FF 8.

4. Breunot, II, 50, 51, 107, 140. A Beaune, le maire réussit à faire avorter le mouvement de révolte.

5. V. ci-ap., ch. XVIII.

6. *Corr.*, n° 540 ; Pépin, 99. Cf. ci-dessus, p. 140.

munes des villages de Pommard, Volnai, Meursault, Auscei, Santenay, Saint-Aulbin et Gamay et aultres... » sonnent le tocsin « quand ils voyent un gendarme » et que, déjà, comme entrée en campagne, ils ont assomme « trente gendarmes de la compagnie de M. de Thianges qui alloient chercher des cottes ¹ » : la compagnie de Thianges, c'est la compagnie d'ordonnance du duc de Mayenne... En février et mars, l'organisation se confirme et s'étend ; c'est, en Beaunois et Chalonnais, tout un peuple de vigneron qui est muni de cuirasses, et protégé par des tranchées : Auxey a transformé son église en « fort ² ». Le Val de Saône s'agit aussi : les « communes » du Mâconnais « se sont eslevées ³ » et Ornano, pour barrer la route au jeune prince de Mayenne aux environs de Tournus, trouve le renfort d'« une compagnie de villageois, eslevez d'eulx-mesmes, que l'on nomme les *Bonnels Rouges*, en nombre de douze ou quinze cents » et qui vont à la bataille ⁴. En mai, une émeute de Bar s'accompagne d'un mouvement paysan et de massacres de soldats ⁵. A la même date, tout le Langrois, particulièrement aux abords de Montsaugéon, est barricadé, et, en juillet, derrière les barricades, il y a des arquebusiers, qui tiennent au large les capitaines. Au comté d'Auxonne, des collecteurs sont assaillis ⁶.

Mouvements multiples et localisés, certes ; et organisations défensives ; — mais mouvements spontanés, semble-t-il, « eslevez d'eulx-mesmes » et, au moins dans le cas du Beaunois, véritables associations de communautés, avec des milices par village, mais qui répondent à l'appel du tocsin et se prêtent secours l'une à l'autre.

1. Breunot, II, 19. Cf. *Discours veritable de la reduction de Beaune*, 14 ; *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 152.

2. Les registres des élus royalistes citent Meursault, Auxey, Saint-Romain, Pommard, Narrosse, les deux Chassagnes, Volnay, Nolay, La Rochepot, etc. (C.-d'OR, C 3070, f. 205 v^o). Cf. Breunot, II, 395.

3. Breunot, II, 30.

4. Carorguy, 191. Le Barsequanois doit exagérer beaucoup l'effectif de cette troupe paysanne.

5. Massacre de leveurs de cotes à Chervev. Le mouvement continuera durant l'été et l'automne. En sept., massacre de 13 soldats dans l'église des Riceys. Le 16 oct., combat entre les « vinotiers » des Riceys et la compagnie de Grammont, gouverneur de Bar : combat sanglant où Grammont est massacré (Carorguy, 182, 189, 200, 202, etc.). Dès nov. 1593, des paysans armés d'arquebuses avaient, à Arelles, livré un combat (*ib.*, 161).

6. *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 152 ; Breunot, II, 206 ; Carorguy, 181, 189.

« Quand l'un des villages commence, dit Breunot, les autres suivent, de sorte qu'ils courent tous au secours les uns des autres ¹ ».

Des chefs ? sans doute. Et peut-être quelques gentilshommes, puisque, suivant Breunot, le s^r de Corrabœuf avait été sollicité par ceux du Beaunois ². Mais les quelques textes que nous possédons ne mentionnent aucun autre nom et les villageois bourguignons ne semblent pas comme les insurgés bretons avoir été complètement encadrés par les petits nobles et les desservants des paroisses ³.

D'autre part, l'objet était la défense contre tous capitaines quels qu'ils fussent. Mais c'était là travailler pour la paix et par conséquent, en fait, pour le « Roy ». D'ailleurs, des connivences se perçoivent entre les paysans armés et les autorités d'Auxois ou les navarristes de quelques villes. Le 9 mars 1594, les élus de Semur recevaient requête des villages ligués du Beaunois demandant la protection du roi moyennant promesse de combattre les « ennemys ». Il est vrai qu'il s'agissait d'obtenir en même temps le dégrèvement des tailles, mais l'occasion était bonne pour Guillaume de Tavanès de nouer alliance ⁴. Les mêmes vigneron, ou du moins ceux de Nolay et de Meursault, s'entendaient avec le parti des écharpes blanches de Beaune, et les communautés barricadées du Montsaugonnais étaient d'accord avec la place royaliste de Langres ⁵. « S'opposer aux courses des gens de guerre », publier « que les villes estoient coupables de leur ruine ne reconnaissant pas que le Roy estoit catholique », et devancer pour eux-mêmes le ralliement royaliste des citadins ⁶, c'était là pour les paysans des districts encore peuplés enchaînement logique, et conséquence logique de l'Abjuration.

Logique générale ; et, sans doute, les Bourguignons, en s'armant, obéissaient-ils à la contagion de l'exemple ⁷. A côté de la grande

1. Breunot, II, 19.

2. *Ibid.* Il s'agit d'un neutre du pays dont le nom n'apparaît guère durant la Ligue.

3. Moreau, *Hist. de la Ligue en Bretagne*, édit. 1857, 101.

4. C.-D'OR, C 3070, f. 205 v^o. Nyaud, châtelain de Pommard, porteur de la requête, a été arrêté par Vaugrenant. Il sera relâché par lui (f. 206).

5. *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 152 (Jean de Tavanès prétend même que ces ruraux se sont armés « à la suasion » des villes) ; Breunot, II, 206.

6. *Discours véritable de la réduction... de Beaune*, 14.

7. Les chroniques bourguignonnes le feraient penser, par leur complaisance

levée des Croquants limousins et des bandes violentes de Bretagne, leurs organisations n'étaient, si l'on veut, qu'ébauches timides et modes mineurs, dont les guerres antérieures et les régions voisines avaient déjà fourni le type¹. Leur aspect n'était pas celui d'un mouvement aussi religieux et aussi social que le mouvement breton : les malcontents de Meursault ne dressaient pas des « articles » du style de ceux des Bas-Bretons, ne réclamaient pas le droit d'épouser des femmes nobles, pas plus qu'ils n'occupaient les châteaux et ne se proclamaient seigneurs ; et ils n'avaient pas avec eux, comme la « paysantaille » trégorroise une foule de menus nobles aigris². Cependant, le vent de guerre sociale qui avait poussé les « enseignes » rurales sur Tréguier, Vitré, Kerouzeré et Carhaix et menait ailleurs 12.000 croquants périgourdiens, marchois et limousins à la grande boucherie de Saint-Priest-Ligoure, était bien le même qui soufflait jusque sur les côtes beauvoisiennes. La différence avec les mouvements bretons était dans les dates, dans le degré, dans le nombre³ ; et, enfin, dans la limitation des buts. Derrière les barricades bourguignonnes, grondait la même haine des gentils-hommes et capitaines, mais la raison tempérait l'effet des passions : la paix royale paraissait objet suffisant.

C'était assez pourtant pour justifier les appréhensions bourgeoises qui s'étaient exprimées⁴. La Bourgogne n'eut pas ses Gautiers comme la Normandie, n'eut même pas, comme elle, son député « laboureur ». Les villes de Mayenne ne furent pas comme celles de Mercœur assaillies par les rustres. Cependant, ce mouvement

à enregistrer les échos des révoltes paysannes du royaume (Carorguy, 191 ; Breunot, II, 21 ; etc.).

1. V. p. ex. certaines révoltes des paysans mâconnais en 1562.

2. Sur ces caractères des mouvements bretons : POCQUET, V, 174-179 (cf. SÉE, *Classes rurales en Bretagne*, 497) ; BERGER DE XIVREY, *Prise de Tréguier par les Liqueurs en 1589* (dans *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. III, 346) ; R. de BARTHÉLEMY, *Documents*, 23. — Sur ceux des levées de Limousin, Marche, Périgord : A. de ROMÉJOUX, *Essai sur les guerres de religion en Périgord*, 458-471 ; NOUAILLAC, *Henri IV et les Croquants du Limousin* (dans *Bull. Com. des Travaux hist.*, 1912) ; P. Cayet, *Chron. nov.*, 574-577.

3. Les grands mouvements bretons sont de 1589 et de 1590. Ils sont marqués par des assauts accompagnés de chants liturgiques (et parfois aussi de sacs d'églises, comme à Carhaix).

4. Sur ces appréhensions, le reg. des États C 3071, f. 5 v°, et ci-dessus, p. 139. Tavanès prétend, ayant eu, un instant, en 1589, l'idée d'appuyer la Ligue sur un armement des rustres, avoir craint finalement « qu'il ne se jetassent sur nous » (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 152).

paysan, si limité qu'il fût, révélait, en 1594, des forces nouvelles. Si les gentilshommes ne l'encadraient pas, les paysans propriétaires l'inspiraient. Dans ce mot de « communes » que Breunot, avec ses contemporains sans doute, emploie pour désigner les organisations paysannes¹, semble incluse l'idée d'une direction assurée par une catégorie, et à laquelle songer sinon à celles de ces vigneronniers propriétaires dont l'autorité et l'influence, à la Côte, étaient assez grandes pour pallier ici ou là, lorsque les gardes rurales s'organisèrent dans les communautés, à l'abstention des gentilshommes² ?

Mais cette direction, précisément, était une garantie de modération et le signe d'une opinion peu révolutionnaire. La plèbe cléricale et nobiliaire pouvait mener les gueux bretons à l'assaut des bourgeoises ; — en Bourgogne, l'objet des journaliers encadrés de « laboureurs » et de « rentiers » n'était en somme que la sauvegarde des biens ruraux contre la guerre.

Ils ne songeaient donc pas, comme les Bretons, à assaillir les villes ligueuses. Mais ils y encouragèrent, pour leur part, des résolutions qui allaient au même objet que leur propre effort. Crier aux moissons de Varanges, en 1591, comme le journalier Etienne Ragoix : « L'on a mal que pour les Princes », et ajouter que le « prince » du pays, Mayenne, était condamné d'avance, parce que, « quoy que l'on fist,... le roy de Navarre seroit roy parce que la couronne luy appartenoit³ », c'était parler. Mais exhiber soudain les arquebuses, former des compagnies, intimider les barons, mettre les lieutenants de Mayenne sur les dents, mener les prédicateurs urbains aux propos imprudents, à la menace des canonnades et à la provocation des vigneronniers des villes⁴, cette œuvre probable des paysans propriétaires devait faire effet plus sûr.

En apparaissant moins comme des révolutionnaires redoutables que comme des conservateurs de la vie rurale et des champions

1. Breunot, II, 19, 30. Il faut remarquer que les contemporains l'emploient aussi pour désigner les ligues paysannes bretonnes (Pocquet, V, 178).

2. Faute de documents précis, nous le présenterons ici que comme hypothèse ce qui nous paraît cependant plus que vraisemblable.

3. C.-D'OR, BII 360/53, sept. 1591.

4. C'est en effet là l'imprudence du jésuite Christophe (Breunot, II, 50). Sur l'opinion rurale concernant ce prêcheur, v. l'algarade d'un paysan d'Étevaux, Simon Patouillet, emprisonné pour propos « scandaleux » à l'un de ses sermons (Dijon, B 231, f. 164, mars 1594 ; cf. Breunot, II, 63).

de l'ordre, les vigneron en armes ne purent éviter pour eux les réactions violentes des chefs ligueurs ¹, mais ils durent apparaître comme de précieux alliés aux « politiques » des villes. Ces paysans propriétaires ne se doutaient pas que le retour de l'ordre dans les campagnes désolées allait annoncer leur propre ruine sociale, ouvrir au capital urbain, rassuré par la paix, le chemin d'une invasion pour eux mortelle. En 1594, ils n'entrevoyaient, dans leur avenir, que les « ébôlemans » des tours féodales et des citadelles urbaines qui abritaient les soldats-brigands et dont Henri IV, en effet, de 1597 à 1609, allait jeter bas plusieurs pour la joie farouche des petits. Mais ils communiquaient leur impatience aux peuples urbains en attendant de les aider à l'occasion dans leur propre levée, — et d'entrer dans Beaune en février 1595 avec les troupes de Biron, non pour y satisfaire leurs vengeances, mais pour y apporter ce qu'ils appelaient, d'un mot net, la « liberté » ². Plus isolés et plus démunis, ces ruraux, de 1589 à 1593, s'étaient tus plus que les citadins ; en 1594, ils se réveillaient et, moins entravés que ces citadins de barrières bourgeoises et d'influences cléricales, plus franchement libérés des scrupules religieux par la simple logique de l'Abjuration, ils réagirent contre la guerre de Mayenne par des efforts à tout prendre modestes, mais qui servirent d'exemple.

VI. — PEUPLE PARISIEN, PEUPLE PROVINCIAL.

Il est possible que dans les cris des vigneron bourguignons, en 1594, s'exprime, dans une certaine mesure, cette idée même des droits populaires que la Réforme, puis la Ligue, avaient jadis publiée et répandue. Mais alors le sort du peuple, au pays de Mayenne, fut de reprendre sa liberté de mouvement si tardivement, que cette idée n'était plus à utiliser contre la Couronne, mais en sa faveur ; non plus contre l'oppression d'un roi, mais contre celle de la Ligue et de Mayenne. A Paris, en 1594, la même vague populaire qui avait sapé l'autorité d'Henri III reflua au profit d'Henri IV. En Bourgogne, elle montait dans sa première force.

Les villes de cette province, en effet, n'avaient pas, elles, connu

1. Une partie des opérations signalées de Jean de Tavanès, au moins dans la région de Prauthoy et Montsaugéon furent sans doute dirigées contre eux. Tavanès écrit en effet : « Voyant qu'ils favorisaient nos contraires, nous y donnâmes sans marchander » (*Mém. de Gasp. de Tav.*, 152).

2. V. ci-ap., ch. XXI, § II.

ni même tenté l'expérience de l'« Estat populaire ». Peut-être l'auteur de la *Harangue de M. de Lyon* exprime-t-il un fait exact lorsque, joignant au nom de Paris ceux de plusieurs villes provinciales, il écrit : « Que vous semble de tant de caboches... que Dieu a suscitez à Paris, Rouen, Lyon, Orléans, Troyes, Toulouze, Amiens, où vous voyez les bouchers, les tailleurs, les chiquaneurs, basteliers, cousteliers, et autres espèces de gens de la lie du peuple avoir la première voix au Conseil et assemblée d'Estat et donner la loy à ceux qui auparavant estaient grands de race, de biens et de qualité, qui n'oseroient maintenant tousser ni grommeler devant eux ¹... ». Peut-être, en effet, vit-on, en des conseils d'État de la Sainte-Union, en certaines provinces, des bouchers, des tailleurs et des bateliers ² ? Il semble que, tout près des terres bourguignonnes, Troyes, au moins, ait vu des hommes « de la lie du peuple » s'asseoir et parler au conseil ³. Mais remarquons que le morceau, — et s'il est de Jacques Gillot, ce Langrois ou de Pierre Pithou de Troyes, le fait n'a que plus de sens ⁴, — ne nomme aucune ville de Bourgogne. Il en est de ce pamphlet de 1593 comme des libelles de 1588 : devant la province de Mayenne tous les adversaires de la démocratie catholique tournent court, et ni Dijon, ni Mâcon n'ont jamais dans leurs attaques l'honneur de la vedette, pas même celui d'une simple mention. Et non sans raison, car, en Bourgogne, ni au Conseil ligueur ni aux assemblées d'États, — ni même dans les corps de ville, la « lie du peuple » n'eut, de 1589 à 1595, la moindre place. Les gros « marchands », beaux-pères, pères ou frères d'avocats ; des avocats et des procureurs, — mais sont-ce bien là les « chiquaneurs » de la *Harangue* ? — peuplaient les

1. *Sat. Mén.*, 127.

2. « Peut-être »... ? Aucune étude provinciale ne nous renseigne encore avec précision sur ce point.

3. A ce que nous avons déjà dit de la Ligue troyenne, on peut ajouter ce passage de Pithou lui-même dans son *Hist. ecclésiastique de l'église et de la ville de Troyes* : « Les royaux estoient en fort bon nombre, composez des chefs de la justice et des plus riches et apparens marchants et aultres. Les ligueurs estoient comme la lie du peuple hormis quelque bien petit nombre » (B.N., Dupuy, 698). Témoignages de partisan peut-être, mais qui a du moins l'avantage de montrer que les riches marchands ne font pas partie de ce que cet auteur de la *Satyre* appelle la « lie du peuple ». Quant au rôle effectif du bas peuple, le *N. du Hault* de LA PERRIÈRE, (notamment 62, 66, etc.) suffit à confirmer les vues de Pithou (cf. aussi ce que Carorguy, *pass.*, dit des « coquins » troyens).

4. Sur les relations bourguignonnes de ces deux voisins de la Bourgogne, v. ci-dessus, 215.

échevinages, mais cela depuis le moyen-âge ; et c'étaient, ces échevins, gens bien apparentés et rentés, parfois « nobles hommes » ou à la veille de le devenir, comme La Verne, Fleutelot, et d'autres... On ne vit même dans ces conseils, aucun de ces soldats de basse extraction, de ces capitaines de rues, comme le Paris des Seize en exalta plusieurs.

En Bourgogne, la bourgeoisie seconde, poussée par la Ligue, mais non pas tirée par elle des profondeurs, bien loin de provoquer ni de tolérer l'accession des hommes de basse-condition, les gouverna et les contint. « Le moyen de ne se point plaindre de l'entremise des simples gens est que les grands s'en meslent... » conseillait en 1589, un *Advertissement* ligueur ¹. Les « grands » qui, en Bourgogne, s'en étaient mêlés n'étaient pas tous barons, mais ils pouvaient tous fournir caution bourgeoise...

Qu'après cela les processions nocturnes d'Auxerre eussent mis le vulgaire en fièvre : épisode sans grande portée ; — que Caetano, prince romain, voyant d'assez haut pour voir assez mal, ait cru que le « peuple » gouvernait la Bourgogne : expression ambiguë ². Si les basochiens, pour le légat, étaient le « peuple », ils n'étaient pas ce que les basochiens eux-mêmes ou leur monde appelaient la « populace » ³.

La Ligue à Paris, la Ligue à Dijon : deux esprits. Dijon, ni aucune ville de Bourgogne, n'a vu, après Ivry, les noyades des suspects, ni entendu les divagations furibondes des Guincestre et des Boucher, ni fait entrer des tailleurs d'habits aux Conseils. Les rudes proscriptions d'un La Verne furent l'action méthodique d'un clan bourgeois, non débordement fanatique du vulgaire. Sa démagogie raisonnée n'agissait guère qu'une fois l'an. Aux approches de la Saint-Jean, on débondait le tonneau et laissait s'épancher la « lie ». Alors, brigues, tables ouvertes, agitation et cris du « peuple ignorant » ; puis, tôt après, une fois l'élection acquise : « proclamés »,

1. *Advertissement des nouvelles cruautés et inhumanitez desseignées par le Tyran de la France*, Paris, Thierry, 1589, in-8°, 15-16. L'auteur proteste contre l'accusation des huguenots, selon qui la Ligue veut « introduire un estat populaire ».

2. V. L'ÉPINOIS, 363. Mais Caetano veut probablement et simplement parler du Tiers État.

3. On en a vu déjà plusieurs exemples. Pour 1594, citons Pépin, qui applique cette expression au peuple d'Autun (114).

retour à l'ordre, sous la férule des sergents lancés dans les paroisses. Si Jeannin est l'auteur des *Articles* de Reims, ce n'est pas en songeant à son Autun ou à son Dijon qu'il a pu se plaindre de la confusion des « rangs », à moins qu'il n'ait visé, non les empiètements du peuple, mais ceux des bourgeois de communes... La subversion populaire, c'était à Paris qu'elle était, en 1591.

Lorsque le vrai peuple bourguignon secoua le joug bourgeois au double signal de l'Abjuration et de la guerre de Mayenne, ce fut une force neuve qui entraînait en jeu. Dijon n'avait pas, durant la Ligue, connu les tumultes populaires, et, pour en retrouver le souvenir, il lui fallait remonter aux premières guerres, au temps des émeutes protestantes, à 1562, 1565, 1569. En ce temps, lointain déjà, l'agitation populaire avait eu un accent social. Depuis, était venu, avec la Ligue, le temps où la bourgeoisie avait capté, dominé un nouvel élan populaire ; le peuple disait : le temps des « gros ». En 1594, ce peuple retrouvait son propre ton social et, face à des bourgeois, comme au temps de la Réforme, se préparait à dresser ses barricades ; mais, cette fois, c'était pour le roi, non plus contre lui.

A Paris, l'époque principale de l'action proprement populaire avait été en 1588 et 1589, lors de l'explosion révolutionnaire et guisarde contre Henri III ; et lorsqu'en 1593 la *Satyre* déplore le désespoir de la « Royne des villes,... abrégé du monde ¹... », il avoue, en réalité, la ruine d'une direction parisienne qui ne pouvait se concevoir sans l'appui d'une ardeur populaire, et à laquelle, désormais, cet appui faisait défaut. En Bourgogne, et sans doute en d'autres provinces, l'heure principale fut, au contraire, en 1594, lorsque, rompant les freins imposés par la bourgeoisie ligueuse ou s'organisant contre les capitaines, artisans urbains et paysans se levèrent pour Henri IV. — Car c'est alors, — alors seulement, — que le vrai peuple provincial allait, à son tour, avoir son rôle...

♦ A LA veille des États de Paris, les griefs généraux de la Bourgogne contre Mayenne avaient déjà pris leur forme dans les bourgeoisies. Après l'Abjuration, lorsque recommença une guerre vaine, ce fut le peuple qui dit les siens. Les théories ou intérêts bourgeois pâlirent alors devant la force nouvelle qui se démasquait. Force

1. *Satyre Ménippée*, 237-238.

plus imposante par sa résolution que par ses moyens, mais armée du moins d'une idée logique et vigoureuse. Masse sociale qui avait naguère servi à la révolte, et qui maintenant, mue par ses épreuves, réclamait l'ordre avec un élan qui la poussait au premier plan. En elle, un organisme meurtri cherchait sa guérison. Par elle, les profiteurs étaient menacés d'être bousculés, les ligueurs idéologues et fidèles d'être débordés, et les officiers « politiques » d'être menés aux actes. Ces personnages qui, durant quatre ans, avaient été seuls à tenir des rôles, en 1594, que pensaient-ils ?

CHAPITRE XVII

APRÈS L'ABJURATION. CLERCS, GENTILSHOMMES ET OFFICIERS

- I. *Le clergé. Sa lassitude.*
- II. *Le partage des clercs.*
- III. *Les gentilshommes. Les déceptions de la guerre.*
- IV. *Les gentilshommes et l'approche de la paix. La ruée au profit.*
- V. *Les officiers. L'esprit de corps.*
- VI. *Les officiers. Le frein des « considérations ».*

Le peuple bourguignon, en 1594, ne retenait des événements politiques que les échos essentiels. Jamais, au contraire, les clercs, gentilshommes et bourgeois ne furent plus attentifs aux détails de l'information. En des centaines de pages remplies de nouvelles, — « nouvelles que... », « l'on tient que... », « l'on rapporte que... », « se fait bruit que... », — le conseiller Breunot témoigne abondamment de l'attention qu'il prête, avec son monde, aux gestes des puissances : Mayenne, le pape, les Espagnols, le « Roy » ¹... Les agents, les courriers de ces puissances étaient, au passage, assaillis par les curieux ². Après quoi Semur répandait ses versions ³, les hommes de Mayenne les leurs ; et les « politiques » pesaient.

Les nouvelles venues de Rome étaient, depuis l'Abjuration, les plus guettées. Les bourgeois gallicans eux-mêmes se rendaient compte que Clément VIII disposait de la paix en dernière instance. Pour eux comme pour les navarristes d'Auxois, l'échec de Nevers

1. L'année 1594 de son journal remplit 423 pages (in-8°) de l'édition de J. Garnier, alors que l'année 1593, cependant chargée de grands événements, n'en remplit que 168 ; et la proportion des nouvelles générales a beaucoup augmenté.

2. Breunot en fournit des preuves presque à chaque page (v. part. II).

3. V. ci-ap., ch. XVIII, § III.

ful, après des semaines d'attente passionnée, une grande déception ¹. La mission du cardinal de Joyeuse et de Sennecey prolongea d'abord certains espoirs. On n'ignorait pas le scepticisme de Sennecey sur l'issue de sa négociation ; mais on le savait malgré cela ouvrier de paix. Bernard recevait de Rome les lettres du baron et celles d'autres membres de l'ambassade ². Des Dijonnais avaient aussi à Rome leurs correspondants particuliers ³ ; tandis que Pélissier écrivait de Madrid à ses « amys de Bourgogne ⁴ ». On supputait aussi les chances d'une nouvelle négociation d'Henri IV avec le Saint-Siège, l'effet de la soumission de la Sorbonne, puis de l'opposition des jésuites et naturellement des attentats régicides, — sans négliger le mouvement gallican du Parlement de Paris ⁵...

Mayenne s'efforçait de neutraliser l'effet de cette information. Il multipliait, auprès des mairies, les démentis, les atténuations ou les contre-nouvelles ⁶. Il représentait la Ligue comme poursuivant sa lutte, toutes armes dehors, et condamnait avant tout les paix séparées, ces capitulations des villes traitant chacune à part avec le roi après la prise de Paris. Ce qu'il voulait, c'était que la Sainte-Union, en bloc, attendît la « résolution générale », dont il allait même jusqu'à promettre qu'elle ne tarderait pas ⁷. Ses hommes, en Bourgogne même, Jean de Tavanès, les têtes du Conseil, contrebattaient les « bruits » au jour le jour ; et favorisaient de leur mieux la diffusion de cette idée que la Bourgogne, quoi qu'il arrivât, devait rester liée à Monseigneur jusqu'au « traité » — et après...

1. Breunot, I, 369, 385, 397, 402, 412, 417 ; II, 9, 20, 32, 33, 45, 46, 69, 73, 225, etc. Cf. aussi II, 250, 309 (cette abondance révèle l'attention du chroniqueur) ; — Carorguy, 147, 154, 158, 177.

2. Sennecey à Bernard, lettres de Rome, fév. 1594, B.N., fr. 4019, f. 273 v^o (lettre sceptique) et V^o Colbert, 33, f. 548 ; J. D. P. [J. Desportes ?] au même, Rome, 15 fév., *ib.*, f. 557. Ajouter : Sennecey à Jeannin (alors en Bourgogne), Rome, 15 mars, *ib.*, f. 575 (chiffrée), et à divers, f. 549, 555, 577. — Breunot, I, 389, 397, 405, 413 ; II, 20, 45, 47, 68, 78, 127, 139, etc. ; Carorguy, 154.

3. Exemple : le fils du président de Montholon (Breunot, II, 33, 308, 309).

4. Pélissier à Sennecey, Madrid, fév. 1594, B.N., V^o Colbert 33, f. 561. Cf. f. 528, 560.

5. Breunot, I, 374 ; II, 127, 203, 210, 369, 425, 426, 430, 477, etc. ; Carorguy, 152, 210, etc. Sur le discours gallican du Parisien-Bourguignon Coqueley (13 janv.) : RADOUANT, *Du Vair*, 350-352.

6. Séries abondantes. P. ex. après la prise de Paris : lettres à Dijon (DIJON, B 231), à Chalon (CHALON, BB 10, f. 347) ; à Autun, (AUTUN, BB 6) ; etc.

7. Entre autres lettres représentant très nettement ce programme : Mayenne aux magistrats de Mâcon, Bar-le-Duc, 15 avril 1594, MACON, AA 7, n^o 48.

Mais ce monde provincial ne prêtait plus foi, désormais, aux « piperies » de Mayenne et doutait même des faits vrais pour peu qu'ils fussent favorables au prince ¹. Il sortait de lui-même et scrutait l'avenir au large. De cette exploration quotidienne, chez les « gros », quels étaient les fruits ?

I. — LE CLERGÉ : SA LASSITUDE.

Le clergé de Bourgogne n'avait pas été épargné par la guerre. Dans la campagne, ruines pantelantes, ou bâtiments déserts, beaucoup de moutiers témoignaient des épreuves des vieux ordres monastiques. En 1594, Vézelay, Reigny, Escamps, Molesme, Pothières, Lugny, dans le nord ; Saint-Seine, Moutiers-Saint-Jean, Maizières, Saint-Marcel, dans le centre ; La Ferté, Anzy, Le Miroir, dans le sud, et peut-être deux ou trois cents autres abbayes et prieurés montraient, plaies anciennes ou blessures saignantes, les preuves des coups reçus depuis trente ans ². Les monastères qui, suburbains ou munis de sauvegardes bien signées, avaient évité le sac, n'avaient pas évité l'alerte, la garde, le rançonnement : à lui seul, l'exemple suffit à édifier, de la chartreuse de Champmol, sise seulement à un quart de lieue de Dijon, et qui malgré cela, s'épuisait en armements, en tours à « canonières », en cadeaux aux capitaines, en achats de passeports, en démarches, en tracasseries incessantes ³. Quant aux églises rurales, profanées, dépouillées ou transformées en redoutes, aux curés et desservants molestés et

1. Par ex., en oct. 1594, à la veille de l'arrivée réelle de Mayenne, Breunot écrit encore que l'annonce de cette arrivée n'est qu'un nouveau mensonge destiné à « retenir le peuple » (II, 349).

2. On citerait aussi des références par centaines. Les répertoires archéologiques départementaux sont, à eux seuls, probants (p. ex. celui de M. Quantin pour l'Yonne). V. aussi CHALLE, I, 96, 229 ; II, 47, etc. ; MIGNARD, *Hist. des fondations religieuses de bailliage de la Montagne* (Mém. Comm. des Antiq. de la Côte-d'Or, VI, 332, 368, et s.) ; DROUOT, *La guerre aux moutiers pendant la Ligue. Le pillage de Cîteaux* ; — toutes les chroniques ; — dans les séries G. et H, les enquêtes et visites de 1596 et années suivantes : p. ex. C.-D'OR, H 6, 219, 408 (Cîteaux) ; S.-ET-L., II 71 (Maizières) ; 97 (Le Miroir) ; 193 (Tournus) ; 216 (Anzy, prieuré) ; etc. ; — YONNE, G 1745 (arrêt du Conseil d'État constatant la ruine des bénéfices du diocèse d'Auxerre) ; etc. — B.N., coll. Bourgogne, IX, f. 118 et s. (Moutiers-Saint-Jean) ; XV, f. 78 et s. (Molesme) ; Cf. V. CARRIÈRE, III, *Les épreuves de l'église de France*, § 1 : *Les saccages d'églises*.

3. Comptes détaillés, principalement C.-D'OR, H 46. Cf., sur l'activité spéciale du procureur Dom Jean Guyot, MONGET, II, 263 et s.

fugitifs, leur sort n'était pas meilleur ¹ : de ces malheurs de 1590, 1591, 1592, les registres paroissiaux échappés au désastre et l'épigraphie témoignent abondamment.

*Quelle fumée s'en va là-haut noircir les cieux ?
Sont les moustiers, maisons et chapitres des prestres...*

disait, en 1594, une pièce annexe de l'*Advertissement à la noblesse et villes de Bourgogne* ². Au total, les clercs ruraux n'avaient guère moins souffert des capitaines catholiques, ou ligueurs, ou royalistes, des années 1589-1594, que des armées protestantes de 1569 ou 1576 ³. Dans la « guerre aux prêtres », les uns, quels que fussent leurs prétextes, avaient dignement continué les autres ; par eux une grande partie des villages avaient été privés de leurs curés et vicaires, réfugiés, dès 1590, dans les villes, à Dijon et à Beaune, par exemple ; dans ces villages le culte n'était plus célébré ⁴.

Le clergé urbain, séculier et régulier, avait été touché gravement, lui aussi, dans ses revenus ruraux : des bâtiments incendiés, des moulins arrêtés, des perrières non amodiées..., les registres des communautés donnent l'énumération détaillée ⁵. Il semble même

1. QUANTIN, *Répertoire archéologique de l'Yonne*, Paris, 1868, in-4° (A États (col. 35), arr. d'Auxerre, cant. de Coulanges-sur-Yonne, des meurtrières de la tour sont datées : 1589 ; à Ravières (col. 240), cant. d'Ancy-le-Franc, inscription rappelant le sac de l'église en 1591 ; etc.) ; — PARAT, *Nouveau répertoire archéologique de l'Avallonnais*, v° Magny ; FOISSET, *Répertoire archéologique de la Côte-d'Or*, passim. — Nombreuses mentions dans Breunot (II, 176 et passim) et dans Carorguy. — Ex. d'une église saccagée : celle de Fleurey-sur-Ouche (Dijon, B 227, f. 91, sept. 1589). Ex. de curés maltraités : en 1590, « Messire Symon », desservant de Palteau (JEANDET, *Verdun*, 129-130 ; en 1591, messire Claude, de Bar-sur-Seine, saisi par les navarristes à La Villeneuve (Carorguy, 82). Sur les vicaires et curés réfugiés dans les villes, v. ci-ap.

2. *Advertissement*, 27. Tous les libelles navarristes bourguignons signalent ces « saccagements » en les imputant naturellement aux ligueurs (p. ex. le *Contre-avis* de 1590, *Mém. de la Ligue*, IV, 139 et s.).

3. Et de la longue guerre émiettée de la Ligue que des grosses bourrasques des guerres antérieures. Les plumes des historiens d'abbayes, aux xvii^e et xviii^e s., mettront volontiers le tout au compte des « huguenots ». Mais le saccageur de Cîteaux s'appelle Guillaume de Tavano, le profanateur des églises de Fixin et Châtillon : Vaugrenant (Dijon, B 227, f. 111 v°), le responsable du sac de celle de Fontaines-les-Dijon : Lux (Breunot, II, 176) ; etc. A la « persécution huguenote », dans *Les épreuves de l'église de France* de V. CARRIÈRE, il faudrait donc ajouter celle des gentilshommes catholiques, et parmi eux combien de ligueurs comme le chevalier de Rochefort et le s^r de Mareuil, profanateurs de l'abbaye de Moutiers-Saint-Jean en 1590 (B.N., Bourgogne IX, f. 118).

4. Constatations faites aux États en 1593 (C.-d'Or, C 3072, f. 6). Sur les curés réfugiés, v. notamment *ib.*, G 2508, f. 314 v°.

5. V. p. ex. pour l'abbaye Saint-Étienne de Dijon : C.-d'Or, G 295 et s. — Cf. pour l'abbaye de Châtillon-sur-Seine : B 12085, f. 176.

que leur revenu urbain ait été lui-même diminué et que, par exemple, le produit des fondations pieuses en plus d'un cas eût sensiblement baissé depuis les troubles ¹.

Les registres énumèrent aussi les charges exceptionnelles du temps de guerre : à revenus diminués de moitié, impositions doublées. Pour les décimes, recette de Langres, bureau de Dijon : en 1589, 2.356 écus ; en 1593, 12.944 ². Plus les contributions locales exceptionnelles : dont la part du clergé de Dijon, par exemple, représente : — pour les fortifications, 200 écus encore en 1588 ; en 1590 et en 1595, 300 écus ; en 1591, 325 ³ ; — pour les opérations militaires : 1.400 écus en 1589, 2.725 en 1590 ⁴ ; — pour l'artillerie : 400 écus en 1590 ⁵ ; — pour le « soudoyement » de gens de guerre : 200 écus en 1591 ; 900 en 1592, pour la levée de Tavanès ; — pour le prince de Mayenne, 300 écus en juin 1593 et 100 en mai 1594 ⁶ ; etc. — Quant aux abbayes et prieurés des champs, ou aux cures et « revenus » divers dépendant des clercs citadins, ils étaient fort souvent frappés deux fois, les receveurs navarristes taxant les clercs ligueurs, et les receveurs de la Ligue opérant de même vis-à-vis des clercs navarristes ⁷.

Il était dans le clergé des misères évidentes et pressantes : les aumônes des États, des villes, aux cordeliers, aux jacobins, aux

Grands frais de garnisons (p. ex. pour la garde du château de Régenne, appartenant à l'évêché d'Auxerre : YONNE, G 1840, an. 1593).

1. Le compte des messes basses fondées à Saint-Jean de Dijon, passe de 418 livres environ dans la période 1559-1562 à 202 livres en 1591 (C.-d'Or, G 2267-2289).

2. C.-d'Or, G 43, f. 94 et s. (compte-rendu du commis Émiland Boisselier. Son « bureau » recevait seulement pour les doyennés de Dijon, Saint-Seine, Grancey et Bèze.

3. C.-d'Or, G 52, 42/5.

4. C.-d'Or, G 228, 42 quater. En 1590, le clergé de la province contribue pour 8.000 écus aux frais de la guerre, 5.000 en 1592, etc. (G 42 et 42/4).

5. G 52.

6. G 52, 42 quater. Plus un grand nombre d'autres sommes : 200 pour la nourriture de la garde du légat en déc. 1589 (G 42/5 ; 52, f. 143 ; G 228), etc. — Les exemples seraient innombrables. C.-d'Or, G 159 quater (comptes des reg. de l'abbaye de Saint-Étienne de Dijon, 1591-1592, f. 15 et s.) ; G 2079 (reg. capitulaire de la Chapelle aux Riches, 1593) ; etc. — Naturellement, les clercs du parti navarriste étaient de leur côté mis à contribution : il suffirait pour s'en convaincre de parcourir les liasses YONNE, G 1726 et 1745 par exemple.

Les ouvrages généraux ou provinciaux mentionnent les mêmes faits, assez connus et communs à toutes les provinces.

7. Plaintes du clergé dijonnais contre Hurtault, receveur des décimes à Saint-Jean-de-Losne en 1593 (C.-d'Or, G 42). Cf. G 2509, f. 190 v^o - 199 v^o.

carmes, aux jésuites, témoignent de ces épreuves assez clairement ¹. Parfois aussi les misères étaient à demi-feintes : car certains de ces clercs, qui parlaient de la guerre à outrance, n'en portaient pas le faix eux-mêmes. Les résistances fiscales n'en étaient pas moins un fait général et bien marqué ².

Dans quelques provinces, il y avait tout un clergé en armes : parmi elles, la Bourgogne ne se signalait pas ³. Des moutiers isolés avaient, depuis les premières guerres, acquis arquebuses, artillerie légère, et assuraient leur propre garde. Dans les villes, les clercs avaient consenti à participer au guet dans les cas de grande alerte et en des circonstances spéciales, par exemple le jour des élections communales ⁴. Quelques chanoines participèrent parfois à des opérations locales et certains combattirent au premier rang lorsque les murailles étaient forcées, tel ce chanoine qui, à la surprise de Semur-en-Brionnais par les royalistes, le 12 février 1594, fut « blessé d'un coutelas en combattant main à main » ⁵. Les chanoines de Mâcon, d'Auxerre, savaient porter le corcelet, comme les jacobins de Dijon, et, entre autres, ce « M. Bressin » que Breunot montre « avec un accoutrement de camelot violet, la chausse et pourpoint, l'espee au costé, le chapeau de couleur et une pertuisanne à la main », et dont l'on eût dit, « en voyant l'ombre de son nez, qu'il n'avoit jamais fait autre chose, et l'eût-on pris pour quelque hardi capitaine ⁴... » Mais, sauf des exceptions fort rares, il semble que des

1. Ex. : C.-D'OR, C 3072, f. 8 : aux cordeliers, 50 écus, aux jacobins 30, aux carmes 20 ; — DIJON, D 51, 12 écus à chacune de ces communautés, plus un supplément aux jacobins (15 sept. 1589) ; 6 écus 2/3 (28 juill. 1592) ; CHALON, AA 26 ; FF 8 ; etc.

2. G 12 (1594) ; 147 (1590) ; 909 (1594).

3. Froumentau (*Le secret des finances*, 402) cite la Bourgogne au nombre de ses huit exemples de provinces où les clercs « ont eu ledit temps les armes sur le dos ». Mais nous allons voir comment il faut interpréter son dire. — Sur le clergé armé et le recrutement ecclésiastique : V. CARRIÈRE, III, *Les épreuves de l'église de France. V. La persécution huguenote* (surtout pour la période 1563-1575).

4. Ex. : DIJON, B 232, 9 juill. 1594 (alerte) : Breunot, II, 198-200. Cf. C.-D'OR, G 595, f. 148. On a des rôles originaux des « departementz » des clergés de certaines villes « pour faire le guet, avec cinquanteniers et dizainiers » (ex. pour le clergé de Dijon : B.N., Bourgogne 70, f. 234, 19 fév. 1589). A Beaune, rôles réglant la participation des chanoines et des habitués du chapitre Notre-Dame (G 2508, f. 293-296 ; 2509, f. 6 v^o, 7 v^o, 70 v^o) ou la contribution en argent.

5. Grégaire, 42. Sur la mort du chanoine Pierre Lenfant, d'Auxerre, et l'ardeur guerrière des clercs auxerrois, v. ci-dessus, I, p. 276 et n. 3.

7. Breunot, II, 200. Denis Bressin, ce docteur en théologie, prêcheur dévoué, à qui Mayenne avait accordé le revenu du prieuré de Bonvaux proche de Dijon (DIJON, B 9 ter, juin 1593).

ecclésiastiques ne firent partie ni des compagnies de défense créées par les villes, ni surtout des compagnies « marchant » en rase campagne. Au total, pas plus dans le clergé bourguignon que dans le peuple, ne se retrouvait l'accent guerrier du Paris de 1590, ni l'ardeur militaire des recteurs bretons ¹.

Nulle participation exceptionnelle aux « armes ». Nul empressement non plus à fournir l'argent de la guerre sainte. Les doléances fiscales croissaient plus encore que les impositions mêmes. En 1593, les chanoines de Beaune refusent les décimes, leur bien « aiant esté ravagé par ceulx de Saint-Jehan-de-Losne » ; — il faut des procédures pour faire payer, à Dijon, la Chapelle-aux-Riches, la Madeleine, la Chartreuse ²... Doléances du doyen de la Sainte-Chapelle auprès de Tavanès ³. Résistance aux États provinciaux et, après la vaine convention de Couchey avec les royalistes pour le partage des décimes, déceptions, grands cris, députation à Mayenne ⁴. En décembre 1593, enfin, à l'instigation de Saulnier et du clergé d'Autun, grande levée contre les infractions commises par le prince de Mayenne au règlement d'exemptions accordé par son père ⁵... Ce ne sont là que quelques exemples ; mais ils suffisent à montrer la lassitude et les résistances d'un clergé. Il fallait que Mayenne usât avec lui de sévérité et fit contraindre les récalcitrants ⁶.

II. — LE PARTAGE DES CLERCS.

Dans les affaires politiques, du moins, la Bourgogne cléricale de 1594 pouvait-elle donner encore à Mayenne ce soutien massif

1. POCQUET, V, 150. Cet esprit du clergé breton semble d'ailleurs traditionnel. Dès les guerres du xiv^e siècle, des recteurs figurent dans les troupes. — Nous n'avons pas rencontré non plus en Bourgogne de gestes — plus proprement religieux ceux-là — comparables à celui du P. Mateo de Aguirre, marchant à Ivry devant les cavaliers d'Egmont, mais un crucifix à la main.

2. C.-D'OR, G 2509, f. 194 ; — G 42 et 42 quater ; — G 2079, f. 15 (1593).

3. D'ARBAUMONT, *Sainte-Chapelle*, 137.

4. Breunot, I, 377, 381 (cf. C.-D'OR, C 3072, f. 2 et pass.). Dispense de décimes pour les biens occupés par l'ennemi (C 3071, f. 8).

5. C.-D'OR, G 42 (Saulnier au clergé de Dijon, 12 déc. 1593) ; B 11720 (suppliques à Mayenne) ; YONNE, G 1763 ; Breunot, II, 110. — Vieilles pratiques et communes à tous les diocèses (V. CARRIÈRE, III, *Les épreuves de l'église de France*, III et IV).

6. C.-D'OR, C 5350 (mandement de 1593).

dont il avait besoin ? Elle était partagée. Partagées d'abord, même au cœur des forteresses de Mayenne, les communautés de réguliers. Sans doute l'esprit de la Ligue, qui était celui de leurs ordres, se maintenait en général chez les Mendiants : chez les jacobins d'Auxerre, autour du prieur Jean Ménigaut ; chez ceux de Dijon, autour de Denis Bressin, du frère Jean, portier, du frère Clément, « surintendant du Rosaire ¹ » ; chez les cordeliers de Mâcon et d'Auxerre ² ; chez les carmes de Dijon, dont le prieur Buffet clamait en chaire l'impossibilité de l'Absolution ³. Des minimes, encouragés par Mayenne, se préparaient, en s'établissant à Dijon, à rajeunir cette constance ⁴. Et, cependant, liés au peuple, beaucoup de ces moines populaires suivaient désormais ce peuple sur les chemins « politiques » : tel, dans le tumultueux Beaune, le prieur jacobin Abel Vernes ; tel, à Dijon, avec son couvent cordelier presque entier, l'éloquent gardien Cl. Besson ⁵. De son côté, le prieur Louis Gaudais, « bon catholique et bon François », annonçait à ses chartreux de Champmol le prochain pardon du roi ⁶.

Dans les chapitres ou « chapelles » de chanoines réguliers, l'esprit gallican pénétrait aisément. Le souci de la défense des biens, et la perspective de l'ordre royal garantissant les revenus des communautés, achevaient de rallier la plupart de ces bourgeois aux solutions « politiques ». En pleine Sainte-Chapelle de Dijon, dans ce cénacle insigne de la cléricature « robine », les irréductibles,

1. LEBEUF, *Mém. sur Auxerre*, II, 435. Cf. CHAPOTIN, *Les dominicains d'Auxerre* (un prieur « Migau » qui doit être Ménigaut est retenu pour prêcher l'avent 1594 à Beaune, C.-d'Or, G 2509, f. 255) ; DIJON, B 9 ter ; B 233, f. 81 ; Breunot, II, 541, 554 ; III, 21. Bressin prêche à Beaune le carême de 1594 (G 2509, f. 225).

2. MACON, BB 62, f. 162 v° ; LEBEUF, II, 434. Le cordelier Trahy poursuit au moins jusqu'en 1593 ses démêlés avec l'évêché d'Auxerre (6 nov. 1593 : quittance de 20 écus à lui payés par l'évêché suivant sentence du bailli : YONNE, G 1840).

3. Breunot, II, 188-189, 232, 541 ; III, 18, 24.

4. DIJON, B 180 bis, f. 80 ; Pépin, 142 ; Breunot, II, 251. — Sur l'installation des minimes à Chalon en 1595, v. PERRY, *Hist. de Chalon*, 391.

5. AUXERRE, Reg. 6, f. 53 (Vernes prêche l'avent de 1594 dans Auxerre revenu au roi) ; — Besson en mars 1594 est l'objet d'une nouvelle enquête pour paroles subversives (DIJON, B 231, f. 143 v°, 148. Cf. Breunot, II, 59). Sur Besson : ci-dessus, ch. XIV, § v ; et DIJON, B 232, f. 113 ; B 236, f. 102. Influence probable du grand couvent lyonnais de Saint-Bonaventure.

6. Sur dom Gaudais, déjà nommé, v. MONGET, II, 269, 400, 431. Sur les opinions de cet Angevin, lettré et ami de quelques bourgeois dijonnais : Breunot, I, 370 ; II, 261. En juin 1595, Henri IV lui promettra un évêché ; mais il ne le nommera à Mâcon, qu'en 1598, trop tard, Gaudais venant de mourir (MONGET, *loc. cit.*).

— les chanoines Cl. Legouz et Pépin ou, personnages plus minces, les chapelains Jean Horyot, Cl. Jovinet, Pierre Tranchard, — avaient peine à tenir tête aux chanoines Barth. Gagne, frère de conseiller, Maillard, parent des Odebert et de nombreux robins, François Bégat, le fils du grand président, Robert Baillet, fils et frère de parlementaires, au receveur Bénigne Desgands ¹. Non loin, les chanoines de Saint-Étienne et, par contact, les bénédictins de Saint-Bénigne, moines indigènes, étaient aussi contaminés ². A Beaune, les « doyen, chanoynes et chapitre » de Notre-Dame, presque en corps constitué, s'ouvraient déjà des voies vers le roi converti, comme à Chalon la chapelle Saint-Georges, avec son doyen Pavaillon ³. L'esprit de paix, combattu encore par une bonne partie des moines pauvres, foisonnait parmi ces clercs bourgeois.

Moins touchés, peut-être, les chapitres cathédraux, qui comprenaient des éléments sociaux plus variés. Nulle part, avant l'été de 1594, les doctrines de la Sorbonne antinavarriste n'y avaient été complètement abandonnées, même dans Mâcon, cette ville qui, cependant, dès mai, se soumettait au roi, mais où le clergé local, mu par le chapitre, déclarait expressément, à cette occasion, ne pouvoir, étant lié à tout « l'Estat ecclésiastique » soumis au pape, devancer la décision du Saint-Père en reconnaissant Henri IV, et dans Auxerre, où l'esprit de 1589 survivait aussi après la capitulation. A Autun luttait encore Nicolas Jeannin ⁴. Les jésuites de Dijon appuyaient ces persévérances, se classaient parmi les collègues irréductibles, et allaient même passer pour des praticiens du tyrannicide ⁵.

1. B.N., fr. 11519, f. 68 v^o, 69, 75, 107 v^o, 129 v^o, etc. ; DIJON, B 180 bis, f. 83 ; B 232, f. 107 et s. ; Cuny, 90, 97 ; Pépin, 118, 119 ; Breunot, II, 263, 268, 273, 276, 292, 321, etc. Cf. D'ARBAUMONT, *Sainte-Chapelle*, 150.

2. B.N., fr. 11519, *pass.* ; DIJON, B 231, f. 250 ; BREUNOT, II, 292 ; Cuny, 93 ; Pépin, 119 ; C.-D'OR, G 603. Royalistes de Saint-Bénigne : Louis Berbissey, Ph. de Bommercy, La Baulme, Musnot, peut-être Pierre La Verne, etc. (Le grand prieur, Pardessus, semble suivre avec soin les négociations de Rome : Breunot, II, 311). — Dans le clergé paroissial, il faut citer au moins un nom de royaliste : celui d'un prêtre de Saint-Philibert, Virot, banni en mars 1594 (B 231, f. 250).

3. C.-D'OR, G 2509, f. 192 : lettre à Vaugrenant contenant assurance d'amitié, 6 nov. 1593 ; *La prise des ville et chasteau de Beaune*, réimpr. Chevreul, 13 ; PERRY, 387. — Les chanoines de Saint-Lazare d'Avallon paraissent eux aussi favorables à la paix du roi (RAUDOT, *Une petite ville...*, 330).

4. MACON, BB 62, f. 80 v^o. Chanoines ligueurs : Monchanin et de Goy (*ib.*, 213 v^o et EE 53). AUXERRE, Reg. 6 ; Breunot, II, 485 ; LEBEUF, II, 434 (chanoine ligueur : Fr. Sabot) ; CHALLE, II, 220 ; ABORD, II, ch. V.

5. « L'on m'a écrit qu'il est parti de Dijon sept jeunes hommes des Jésuites,

Mais, dès la fin de 1593, les évêques pressaient ces positions de repli. Cyrus de Tyard, muni de ses bulles en février 1594, ne paraissait pas encore en son siège de Chalon. Mais le vieux gallican Pontus préparait le nid de ce neveu avec une autorité reconquise, accueillant les résipiscences des échevins et, de Bragny, usant pour en imposer à ces Chalonnais, de son influence sur la place de Verdun, leur redoutable petite ennemie¹. De Langres la royale, Ch. des Cars, navarriste déclaré depuis l'Abjuration, agissait de même sur Dijon, qui se voyait frustré de ses espoirs de devenir un siège diocésain². A Auxerre, où le siège restait vacant, quoique brigué à la fois par toute une troupe, une moitié du clergé vengeait Amyot, mort en février 1593. Enfin, Saulnier faisait mieux. Posant là, après l'Abjuration, sa prudence de député aux États ligueurs, abandonnant Mayenne, dépassant même son patron le cardinal de Joyeuse en route pour la conciliation romaine, il avait pris le vent de l'épiscopat français, tâté l'opinion d'Autun à l'aide d'un astucieux « rafraîchissement » du serment d'Union, sondé son chapitre et, sournoisement, fomentait une surprise des portes par le navarriste Cypierre. Le 19 avril, à l'« effet », déconvenue. Exil forcé. Mais alors, vers sa maison de Lucenay, ce fut, derrière lui, tout un flot autunois qui s'écoula : douze chanoines, et le doyen, suivis par la moitié du bailliage, avec nombre de notables. Ainsi s'érigea, capitale d'une émigration tardive, mais aussitôt ralliée au roi, un Lucenay intimidant de toutes ses forces cléricales

le plus âgé de 19 ans, qui ont tous juré de me tuer » (déclaration d'Henri IV au Parlement de Paris, 20 fév. 1595, A.N., X 1/A 1734, cité par MAUGIS, *Hist. du Parlement de Paris*, II, 253 et 297).

1. PERRY, 383-384 ; Jeanne de Sugny à son fils Gasp. de Gadagne, gouverneur de Verdun sept. 1593, JEANDET, *Verdun*, 339.

2. Nous ne pouvons faire ici l'histoire des requêtes et projets concernant la création d'un diocèse de Dijon. On a vu que les États ligueurs dès 1589 la réclamaient : il fallait soustraire Dijon à l'influence d'un évêque navarriste. Mais, dès 1575, les États avaient déjà posé la question, et l'opposition de Langres s'était exprimée (HAUTE-MARNE, G 1100, 23 juin 1575). Depuis, requête au légat Caetano (DIJON, B 227, 112 v^o, 171 v^o ; B 49 bis) et au pape. Veto ferme d'Henri de Navarre (HTE-MARNE, G 1101, 2 janv. 1590). En 1591, un vicaire-général, Cl. Peto, avait été nommé par le Parlement, puis consacré par un bref de Clément VIII (C.-D'OR, B 12085, f. 26 v^o). Mais, malgré de nouvelles requêtes (DIJON, D 35), pas d'évêché. Pour « faire les clercs », Dijon demandait que le pape donnât pouvoir à l'évêque d'Autun (B 231, f. 134, 8 fév. 1594). Cf. MATHIEU, *Abrégé chron. de l'hist. des évêques de Langres* (1844), 206, 207 ; LA CUISINE, *Le Parlement*, 98-99 ; Delamare, B. DIJON, Anc. fonds 493, p. 51-53 ; PRUNEL, *Séb. Zamet*, 309-314 ; etc. — En 1595, l'évêque Ch. des Cars paraîtra victorieusement à Dijon (Breunot, II, 566 ; Pépin, 138, 139, 141, 216).

Autun réduit à une cathédrale vide et à la famine spirituelle ¹. Un grand et proche exemple soutenait, d'ailleurs, de telles actions : le métropolitain de la plupart des évêques bourguignons. Pierre d'Épinac, archevêque de Lyon et ci-devant inspirateur de la Ligue française, non seulement arrachait, en septembre 1593, sa ville à Nemours, mais ensuite, en mai 1594, — et cela en pleine Bourgogne, au château de Mâlain, où il séjourna sept mois, — signait sa lettre de soumission au roi ².

Actes des clergés urbains, dont il est, à coup sûr, difficile de mesurer l'influence sur les clercs du plat-pays, en particulier sur la plèbe des desservants. Après d'eux, les « nécessités » vitales primaient de beaucoup l'« opinion ». Pour vivre, ces pauvres hères avaient souvent suivi leurs paroissiens dans les bois et dans les villes. Ils s'employaient comme ils pouvaient, attendant la paix ou la servant secrètement à l'instar de Garnier, vicaire de la paroisse de Bourguignons ou de Jacques Desgully, curé de Rouvre-sur-Aube ; couchant en prison comme Anatoire Desguillon, vicaire de Noiron-les-Cîteaux ; entraînés avec le flot des rustres miséreux, vers le repos, vers le « roy » ³. Quelques-uns seulement, semble-t-il, mais ceux-là avec une ostentation suspecte, militaient encore pour la Ligue ou pour Mayenne ⁴.

Un peu plus visibles, sinon les opinions, du moins les pratiques des abbés ou prieurs. Les malheurs de leurs monastères leur avaient

1. AUTUN, BB 6, f. 95 et s. ; B.N., Moreau, anc. Fontette XXXVII, f. 41 (liste des chanoines émigrés : le doyen G. de La Tournelle, l'officier Ant. Borenet, J. P. Bourgeois, A. Dechevannes, Alexis de Vintimille, Jean Laviguet, Lazare Pigenat, etc.). Récit dans ABORD, 400-412.

2. V. ci-ap., § III.

3. Sur les noms cités : Carorguy, 183 ; B.N., fr. 11519, f. 124, et DIJON, B 231, f. 149 (18 mars 1594). Ex. de prêtres errants vivant de métiers divers : Guill. Maigret, agent du seigneur de Verdun (JEANDET, 109 et *pass.*) ; Barth. Beauvois, réfugié à Mâcon depuis un an (MACON, BB 62, f. 290, oct. 1594). — On voit aussi partir les réfugiés de Dijon, en 1593, un ermite de 75 ans, Gratepain, qui se fait chasser pour propos navarriste (B 231, f. 82).

4. Ex. : Étienne Bertillon, curé de Prenois, ligueur peut-être parce qu'il a pour relation Ant. Guérin, sergent-major de la garnison du château de Dijon. Il « remue ». On l'accuse, à tort, d'avoir participé à un complot (C.-d'Or, BII 360/53, 11 mars 1594). En fait, il sera parmi les compromis qui, en juin 1595, se réfugieront dans la citadelle de Franchesse (Sullot, 48) et sera banni de Dijon comme ligueur le 12 août 1595 (DIJON, B 223, f. 81). — Dès janv. 1590, il a un procès à Dijon (BII 360/52). Autre ligueur, « messire Claude », de Bar-sur-Seine, déjà nommé (Carorguy, 82).

appris déjà à équivoquer, à l'occasion, entre les partis. L'Abjuration autorisa pour eux de plus audacieuses méthodes de salut. Edme de La Croix, par exemple, ci-devant ligueur, et de marque, grosse tête des États provinciaux et du Conseil d'État de Dijon, paraît depuis cinq années les coups destinés à son Cîteaux, et peu à peu, ce faisant, allait à la neutralité de fait, mais sans abattre l'enseigne mayenniste, — refusant l'impôt au chef de l'État ligueur, certes, mais attendant de lui les revenus d'abbayes « ennemies » pour relever ses murs. Lorsqu'il sut l'Abjuration, il fit mieux. Son nom seul et celui de son moutier le couvrant assez du côté ligueur, il parla aux hommes du roi, oublia le sac de 1589 et son auteur Guillaume de Tavanès, puis, doucement, glissa au serment, que, par prieur interposé, il prêta sans bruit le 8 juin 1594... Après quoi, il garda entrée toujours dans Dijon, et relations avec Mayenne ; mais il eut de plus mainlevée des meubles et biens de Cîteaux saisis par les royalistes, et, sur les bornes de son territoire, les panonceaux de la sauvegarde ¹... Même jeu pour Claude de Guise, le vieil abbé de Cluny, au profit de ses maisons champêtres ; pour l'abbesse Claude de La Baume, de Saint-Andoche de Saulieu ². Et les scrupules de l'Absolution s'effaçaient ainsi rapidement dans les âmes, devant les apaisements des intérêts ou des responsabilités matérielles. Mayenne pouvait-il compter redresser tant de fléchissements par des dons ? Il continuait, en effet, à donner. Mais bienfaits le plus souvent, et de plus, en plus illusoire que ses provisions de bénéfices, qui doubleraient celles du roi : biens instables, en tout cas, et compromettants ³.

En fait, la belle unité cléricale qui eût dû faire l'armature de sa Bourgogne, était, là comme ailleurs, définitivement condamnée.

1. C.-D'OR, H 408 ; Breunot, II, 178. Sur les détails des faits, DROUOT, *Le pillage de Cîteaux*, 205-208 (et références).

2. Le 18 janvier 1593, Henri IV avait nommé un économe de Cluny en considération de la rébellion de l'abbé. Mais celui-ci fut déclaré rétabli dès le 4 juin 1594 (*Gallia christ.*, IV, 1161) ; S.-ET-L., B 1336, 9 déc. 1594 ; — ABORD, II, 481, n. 1.

3. Pour la psychologie des bénéficiaires nous renverrons, la question étant à peu près la même, à l'exposé sur les provisions d'offices, ci-ap., ch. XVIII, § II. Ex. de provisions de 1593-1594 : prieuré de Bonvaux : Denis Bressin (DIJON, B 9 ter) ; abbaye de Moutiers-Saint-Jean : Nic. Jeannin (il reçoit ses bulles à la fin d'avril 1594, mais, recommande son frère le président, « qu'il s'avance de prendre possession, et pour cause ! » (Breunot, II, 108).

Presque aucun groupe homogène : le partage n'était pas seulement celui d'un clergé, mais celui de chaque collectivité ecclésiastique dans le détail. Le bloc exceptionnel des jésuites faisait sans doute impression, mais concentrait d'autant plus, durant cette année où la Compagnie livrait bataille, les animosités locales. Partout ailleurs, les infiltrations « politiques », depuis l'Abjuration, s'élargissaient, — mais sans rien submerger complètement. Un fait important, cependant, c'est que la plupart de ces clercs ne bataillaient guère que sur l'opportunité d'attendre ou non le pardon de Rome. Les objurgations d'un Buffet, s'il est vrai qu'il condamnait encore et couvrait de boue toute la dynastie royale¹, étaient persistance attardée de thèmes oratoires usés, plus, sans doute, que d'espoirs d'un État nouveau. L'action ligueuse, chez les clercs, n'était plus guère, en fait, que freinage. Et tout changement déjà, parmi eux, ne pouvait plus être que progrès du roi.

Chez ces clercs, en tout cas, plus de souci notable du destin personnel de Mayenne. Considérés dans leur ensemble, ils avaient été toujours, depuis le début des guerres, l'élément provincial le moins touché par l'influence du terroir. Hors les groupes bourgeois et bourguignons comme celui des chanoines de la Sainte-Chapelle et des chapitres réguliers, ils étaient plus ouverts au problème trentin qu'aux calculs des classes indigènes. Les destins vagabonds de toute une partie des moines urbains, tels dom Gaudais ou le gardien Besson, les avaient peu portés à accorder à Mayenne, comme en 1589 les hommes du lieu, le caractère d'un protecteur particulier, ni à suivre d'un œil spécialement attentif sa fortune personnelle en France. Du temps de la guerre d'idées, des vieilles luttes de la Réforme, leur était venue l'habitude de se tenir à des hauteurs d'où le particulier se voyait mal.

D'ailleurs, en 1594, chanoines indigènes et moines étrangers faisaient bien même besogne au détriment du lieutenant-général. Les uns demandaient le repos au nom de la fortune et de la terre familiale. Les autres, agents de liaison du milieu provincial avec les courants généraux de l'opinion française, introduisaient en Bourgogne de Sainte-Union, qu'ils fussent ligueurs ou « politiques », un vent qui ne soufflait plus qu'à la paix et dont leurs indignations

1. MAILLY, *Entreprise de J. Verne*, 83.

mêmes ne faisaient qu'enseigner la force. Les éclats passionnés du jésuite Christophe et les doléances des doyens lésés dans leurs revenus terriens annonçaient tout ensemble le retour à l'ordre ancien.

Les évêques avaient raison de penser que l'époque des émeutes cordelières contre les Jacques Amyot était finie et que leur règne revenait avec celui du roi légitime. Devant eux, les aspirations vitales, matérielles, balayaient bien des doctrines. Invoquer même, comme les chanoines de Mâcon, la discipline du corps ecclésiastique à l'heure même où les théologiens de Paris, pour se sauver, sacrifiaient devant Henri IV les principes naguère proclamés saints, n'était plus guère que formule ou billevesée. L'empirisme populaire montant, des clergés, tout d'un coup, levaient les ancres, abandonnaient ici les décrets de Trente, admettaient là de s'en tenir, pour la paix religieuse, à l'édit de 1577. Avec les Tyard et les Saulnier, ils rendaient la main et suivaient le flot !...

Leur progressif afflux allait-il aider le courant populaire à emporter toute la province de Mayenne ? Certes les capitaines de l'Union commandaient encore des barrages bien armés. Et des bourgeois eux-mêmes une bonne partie semblait demeurer immobiles, prisonniers d'un passé trop récent, alarmées par la « populace » qui les débordait et liés à ceux des clercs qui s'efforçaient encore de l'endiguer. Mais, même dans cette Bourgogne naguère mayenniste, l'Abjuration n'allait-elle pas, assez vite, étendre la débâcle ?

III. -- LES GENTILSHOMMES : LES DÉCEPTIONS DE LA GUERRE.

Des plaintes des paysans et des abbés, comme des chroniques bourgeoises, se dégagerait aisément l'impression que les gentilshommes, tous les gentilshommes, et plus généralement ceux qui « portaient les armes », étaient exempts des calamités déchaînées par la guerre, et tiraient leur fortune de l'infortune des autres : — le villageois affamé se fait soldat auprès d'eux et le voilà sauvé ; le baron jouit de la souveraineté de la rapière ; et pendant que le froid abat les citadins, il connaît les joies de l'hiver, la chasse

au héron et l'affût à la grosse bête, les généreuses flambées qui ne lui coûtent rien. Dans le plat-pays, les « troubles régnans », il est maître¹, et pratique tout son saoul les préceptes du s^r de Rieux : « Je courreray la vache et le manant tant que je pourray... » Vie grasse et joyeuse : bienfait de la guerre. Mais, la guerre finissant, quel profit durable devait-il rester pour la fortune familiale à rétablir, pour le mauvais destin social à conjurer ?

Quelques nobles préparaient leur avenir. Certains, peu nombreux, en continuant à gérer leur bien à l'abri d'une neutralité à peu près respectée des partis. Les petits « rieurs » de 1589 avaient bien dû, l'un après l'autre, finir par « se déclarer ». Mais, mieux munis d'entregent, les Chabot, Brion et Charny, avaient pu, eux, en demeurant au milieu de leurs terres, les protéger tant bien que mal, y retenir leurs paysans, vendre du blé². Même dans la noblesse en armes, quelques habiles, les Sennecey, les Lux, avaient songé à se parer, gagné ou conservé un titre important et stable, négociable à la paix auprès du prince victorieux, lieutenance, gouvernement de place, dignité de bailli... Mais les autres, la foule des « capitaines » déchaînés dans le pays avec des brevets éphémères ou, plus obscurs, les jeunes cadets des compagnies qui, engageant pour cela meubles, bijoux et terres, avaient fait en 1589 la lourde dépense d'un équipement, d'un courtaud et d'un laquais³ ? Avaient-ils su tirer de la guerre un acquêt durable, ou, pour le moins, payer leurs dettes sur le produit de la picorée ?

Ils avaient pu débrider, certes, de coûteux instincts de jouissance. Mais, d'abord, la crise économique, la cherté avaient, s'ajoutant aux

1. Breunot, Carorguy, Grégaïne, les *Mém. de Tavanès*, les correspondances (p. ex. celles de Dijon, B 450-459) et la série E des dépôts départementaux fourniraient les éléments d'une étude qui reste à faire sur la vie des gentilshommes bourguignons pendant la Ligue. Les « banquetz », les beuveries, la débauche érotique sont signalés partout à satiété.

2. Et encore, ces grands neutres étaient-ils parfois débusqués et payaient-ils tribut à la guerre : Charny lui-même est touché, p. ex. lorsqu'en sept. 1592 Jean de Tavanès saisit Couchey, en chasse le capitaine Chabert et y installe un homme à lui, Léonard de Marcilly (Pépin, 96) ; Brion, fait prisonnier par Guyonvelle en 1591, doit payer une grosse rançon (B.N., fr. 17281, f. 353 v^o). V. du reste, sur la fortune des neutres, ci-dessus, ch. IV. — Un assez bon exemple des petits neutres contraints à l'option paraît être celui du s^r de Rochefort-La Croisette, encore « oïzif en sa maison » en août 1592 (B.N., fr. 4558, f. 35) et qui, en avril 1595, commande une compagnie payée par Semur (C.-d'OR, C 3070, f. 264).

3. Sur ces frais fort lourds : *Mém. de Gasp. de Tavanès*, pass. Cf. FEBVRE, 372.

occasions de dépense, frappé leurs gains illicites. Ni les rapines de la guerre, ni même les pensions de Mayenne, voire — peut-être — pour deux ou trois, celles de Philippe II, ne suffisaient à aveugler les brèches anciennes par où l'avoir de tant d'entre eux s'écoulait.

Car, ces brèches, la guerre elle-même les avait élargies. Le désordre même qui entretenait leur train au jour le jour n'épargnait pas leurs propres terres : les « réserves » étaient à l'abandon, les rentes ne donnaient tout au plus que des fermages infimes, sous la gouverne d'intendants suspects. Vienne la paix : c'était la perspective du fastidieux et incertain système du métayage remplaçant la ferme, ou même l'onéreux bail à cens, et, pour un peu plus tard, celle de l'aliénation forcée, ou même de la mise en décret, — et le transfert des terres et maisons nobles au domaine envahissant des bourgeois. L'inéluctable fatalité qui pesait sur la propriété paysanne s'avancait aussi, — par d'autres voies, il est vrai, mais aussi certaines, — vers les biens des gentilshommes. C'est à la fin du xvi^e siècle que « la vieille noblesse », disons même toute noblesse vivant des armes, « subit la crise qui la dépossède ¹ ».

Pour la plupart des capitaines nobles, rien à espérer du Trésor. Ils étaient trop à s'agiter sans patronage utile dans la province, — et trop aussi à l'armée. Pour les uns, la guerre de châteaux était réputée guerre secondaire, et qui, d'ailleurs, entretenait ses hommes ; pour les autres, ni Arques, ni Ivry, ni Noyon, ni Laon n'étaient de ces exploits qui paient. De ce côté encore, déception cruelle pour ceux qui ne tenaient pas bon poste dans la faveur du prince.

Et raison de plus de concevoir rancune contre Monseigneur et ses hommes, rendus responsables des déboires. Un premier fait

1. ROUPNEL, 218, 280-282 (la même évolution se poursuit au xvii^e s.). Cf., pour des faits analogues de la période antérieure : FEBVRE, *Phil. II et la F.-Comté*, 242 et s. Faits assez bien connus, qu'il est aisé de contrôler par les nombreux exemples significatifs fournis par l'inventaire de Peincédé. Lartusie, le mayenniste comblé de 1589 et de 1594, doit aliéner au conseiller Jean Baillet, en 1604, la terre de Crecey qu'il tenait depuis 1593 et 1596 (C.-d'OR, B 10685 et E 1384). Lux, lui-même, si favorisé de titres, de dons et d'héritages (B 10685, mai 1592), doit aliéner, dès 1592, ses terres de Meursault et d'Auxey à la veuve d'un médecin de Beaune (*ib.*), en 1597, celle de Bévy au président Le Compasseur (B 10687). Etc. V. les cotes citées et E 1764, 1808-1809. De nombreux cas d'aliénation dans les *Chartes d'affranchissement* de GARNIER, avec renvois aux enreg. de la Chambre des Comptes.

éclate : l'hostilité de beaucoup de gentilshommes contre les lieutenants-généraux de Mayenne ; — contre Tavanès, surtout. Dès 1593, Breunot le note, « la noblesse » refusait d'« obéir à M. le Viconte ¹ ». En mars 1594, les Bourguignons de sa suite se disaient prêts à « se retirer ² ». Un groupe surtout conjuguait contre lui ses rancunes : Claude de Stainville, sr de Pouilly ³ ; le jeune Claude de Lenoncourt, sr de Chauffour ⁴ ; Jean de Damas, baron de Villiers, gouverneur de l'Auxerrois, mayenniste fidèle pourtant, celui-là ⁵ : trois aigris, prompts à dire qu'on ne les trouverait plus « en lieu où M. le Viconte commande », et qui ne ménageaient pas à cet « abuseur » de suggestives algarades ⁶. Et M^{me} de Thianges, suivant Breunot, disait à son fils : « Écoute, François, je proteste... de ne te jamais reconnoître pour mon fils et de t'exhérer de mes biens, où tu monteras jamais à cheval sous M. le Viconte que voilà ⁷... » Toute une noblesse bourguignonne se rebellait donc contre le lieutenant de Mayenne.

Mécomptes personnels d'un brouillon ? En partie sans doute. Pourtant, à côté du vicomte, le jeune fils de Mayenne recevait sa part d'avanies ⁸. Et surtout, des rancunes allaient plus haut : des griefs communs à tous les ligueurs bourguignons prenaient, chez les gentilshommes, un accent particulièrement amer. La foule des petits sieurs qui s'étaient engagés dans la cause de Monseigneur, sa clientèle bourguignonne la plus précieuse, ne lui pardonnaient pas son échec « au général », que l'Abjuration venait de rendre irrémédiable. Ils prenaient figure de serviteurs exploités et, réchauffant des amertumes anciennes, s'indignaient, par exemple, de la fortune conservée à des serviteurs étrangers à leur caste ou

1. I, 257. Le baron d'Uxelles ne lui pardonne pas d'avoir fait « manger » ses villages en Chalonnais (I, 269). Thenissey veut lui envoyer cartel (I, 424). Pour le plaisir de le berner, plusieurs gentilshommes assiègent Bremur sans son aveu (I, 282, fév. 1593) ; etc.

2. *Ib.*, II, 69.

3. Il avait quitté Mayenne pour se retirer sur sa terre, mais en fait ne cessait de hanter Dijon (*ib.*, 55, 114).

4. Beau-fils d'un bon serviteur de Mayenne, Louis, baron de Villers-la-Faye, et beau-frère d'un autre ligueur, l'avocat du roi Guill. Legouz de Vellepesle, il s'était rallié à la Sainte-Union seulement en janvier 1594, après la mort de Bissy, gouverneur de Verdun pour le roi, sous qui il servait (Breunot, II, 11).

5. Sur lui, cf. ci-dessus, p. 191, 218-219, etc., et Breunot, II, 287, 298, 344.

6. Breunot, II, 114, 116.

7. *Ib.*, I, 349.

8. *Ib.*, II, 241.

à la province ¹. Et, en effet, Mayenne, devançant leurs trahisons, plus que jamais ne « s'en fioit » qu'à ces hommes à lui, chargés, s'il faut en croire Tavanès, de lui rendre compte, par l'intermédiaire « d'un secrétaire ayant tout crédit » — Prudent Michaut ? — des gestes et paroles de son propre lieutenant-général ². De plus, ces étrangers avaient jeté bouture, appelé, bons parents, des neveux de leurs provinces, des neveux aux dents longues, aptes à capter belle part dans les butins ³. Tavanès, d'ailleurs, complétait lui-même l'injure, en donnant Talant à un sr de Mauris et Montsaugéon à un Trestondant ⁴. Des contacts établis avec ces intrus, par les concentrations militaires de 1592 et 1593, étaient nés, non des rapprochements, mais des inimitiés nouvelles, qu'en 1594, un appel navarriste, l'*Advertissement à la noblesse... de Bourgongne*, exploita à fond en montrant Beaune dévolu à Montmoyen, ce « petit maistre d'hostel » ; Chalon à Lartusie ce « soldat de fortune » et « gascon » ; Seurre à Guillaume, l'Italien, et tant d'autres places à des intrus « aussy peu chargés de noblesse qu'un crapaut de plumes » et, « comme les champignons, eslevez en une nuict ⁵ » : louches esclaves du prince, traîtres à la cause des libres et vrais Bourguignons.

Ces Bourguignons, à qui l'*Advertissement* rappelait encore que Mayenne avait fait assassiner ou tué lui-même nombre de nobles : Saint-Mesgrin, Sacremore de Birague, le marquis de Ménelay ⁶, pouvaient juger que leurs parents, tombés à son service, avaient été dupes et victimes d'un faux patron et qu'ils se ruinaient eux-mêmes pour un ingrat. Ils savaient qu'un des leurs, le baron de Talmay, avait, servant le prince aux États, « mangé ses chevaux,

1. Sur l'origine de ce sentiment, v. ci-dessus, ch. IV, § II.

2. *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 196-197. Tavanès, d'ailleurs, se défiait « avec soin d'eux ».

3. Laboriblanç, le sr de Montdidier, le sr de La Colombière, le chevalier de Franchesse. V. p. ex. sur l'avidité du jeune Franchesse, Breunot, I, 295, 313 ; sur celle de Laboriblanç : CHALON, BB 10.

4. Pour Mauris, v. notre Index ; pour Trestondant, SERRIGNY, *Montsaugéon*, 110 et s. ; *Corr.*, nos 573, 576, 591, 599, etc.

5. *Advertissement à la noblesse et villes de Bourgongne tenans le party de la feinte Union* (1594), réimpr. Chevreul, 19. Les allusions de ce discours aux capitaines étrangers auraient pu être plus nombreuses. — Jean de Tavanès, de son côté, s'indignera du fait que « Messieurs de Guyse... mirent capitaines de leurs chasteaux leurs maistres d'hostel, écuyers et valets de chambre... » (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 196).

6. P. 5.

ses bagues et jusqu'à un pendant d'oreilles ¹ », et que ceux d'entre eux qui étaient allés à Paris solliciter le maître en leurs besoins s'en revenaient déçus, « mal contents de M. du Maine parce qu'ils pensoient avoir des doublons d'Espagne, et rien. Avoient mangé leur argent, et s'en estoient venus ²... ». La Ligue, ennemie de la noblesse : cette thèse des plaquettes de 1589 revenait, en 1594, aux mémoires.

Un secret « Advis de bon lieu », de décembre 1593, qui est un rapport navarriste écrit de Bourgogne même, croit encore que la noblesse ligueuse de la province reste « plus assurée » pour le « party » que toute autre. Et cependant, dès cette date, elle grognait fort : après l'échec des États de Paris, elle avait « refusé tout à trac, dit le même avis, d'envoyer plus des depputez pour ellection aucune ³... » Plus de foi dans l'Élection ligueuse, ni dans la fortune de Mayenne. D'aucuns restaient au « party » encore ; mais, en 1594, il était temps, même ce faisant, de ne plus penser qu'à soi.

IV. — LES GENTILSHOMMES ET L'APPROCHE DE LA PAIX. LA RUÉE AU DERNIER PROFIT.

Ce qui tourmentait, en 1594, les gentilshommes, ce n'était guère, sauf peut-être Sennecey, le problème de l'Absolution. Problème de clercs. Autrement pressante était l'évidente approche de la paix, et contre ses dangers nombreux, la « noblesse de Bourgogne ⁴ » cherchait ses moyens de défense. Une conscience de classe, par dessus les partis, reprenait vigueur, rapprochant même, ici et là, barons du roi et barons de la Ligue ⁵. Et surtout, comme

1. Breunot, I, 338.

2. *Ib.*, I, 282.

3. B.N., fr. 3987, f. 87.

4. « La noblesse de Bourgogne », « la noblesse », expressions fréquentes dans les documents de 1593-1595. Outre l'*Advertissement* à la « noblesse de Bourgogne », on citera : Breunot, I, 257 ; II, 285, 337.

5. En sept., à Avallon, se tient une assemblée de nobles où figurent des hommes des deux partis (Breunot, II, 337). Et il s'agit de demander au roi de ne pas confirmer Mayenne dans le gouvernement de la Bourgogne. Et, dans toutes les pratiques des nobles en 1594, se constatent non seulement l'identité d'esprit (v. ci-après plusieurs indications à ce sujet), mais un accord au moins tacite, accord dans la répartition des zones de pillages, accord dans les opérations et les entreprises fructueuses. Les femmes semblent faire parfois la liaison (Breunot, I, 286, 304, 316, etc.).

les paysans du Beaunois ou du Langrois, des gentilshommes ligueurs s'unissaient entre eux.

Il leur fallait, en effet, oublier les jalousies, se concerter sur l'attitude à tenir lorsque le Parlement de Semur publiait les sommations du roi aux nobles « rebelles », convenir des chemins à prendre pour rallier, au meilleur compte, le camp du vainqueur et, en attendant l'heure de faire le pas, résister ensemble aux exigences de Mayenne ou de ses lieutenants, se mettre d'accord pour se livrer à des opérations libres, sous le nom du prince, mais sans lui. Entre ceux que, d'un terme digne d'être retenu, les chroniqueurs appellent, en 1594, « Messieurs les barons de Bourgogne ¹ », un Vitteaux, un Lux, un Thenissey, un Thianges, un La Clayette, un Uxelles, un Villeneuve, et d'autres, une entente s'établit, sans articles ni serment solennels, mais bien visible dans les actes aux yeux des contemporains, en vue d'atteindre ensemble l'heure de « virer casaque ² ».

L'arquebuse en main, s'entend. « Ils sont vingt-cinq ou trente, dit Breunot, qui ont juré entre eux de se conserver avec leurs villages et de ne plus faire la guerre ³... » Conserver leurs villages, ne plus se piller l'un l'autre, oui. « Ne plus faire la guerre » de Tavanoes et du prince de Mayenne, oui encore. Mais poser les armes, non pas. Faire sa propre guerre. Prendre, par exemple, Bremur à quatre ensemble sans l'aveu du Vicomte ⁴, et, « le cœur surhaussé par la rupture de la Trêve » ⁵, « faire ses affaires », et bien, durant les derniers mois de la guerre. Acculés au gain forcé, ces gentilshommes de province entendent se faire en hâte, comme dit Carorguy, leur « dernière main ».

C'est donc, en 1594, une ruée sauvage : l'approche d'une paix inévitable ouvre en Bourgogne la phase la plus tragique du désordre. Cette guerre de Mayenne que maudit le peuple, c'est aussi, en

1. Pépin, 114. Breunot dit : « M.M. les barons... » (I, 278, 280, etc.), ou « M.M. nos barons » (I, 282). Les « barons », expression qui, dans l'esprit de Pépin, semble désigner le corps des principaux gentilshommes du pays (v. p. ex. 120). Carorguy : « les barons de Bourgogne » (191).

2. Dès 1593, « M. de Thianges, M. d'Uxelles, M. de la Claiette s'entendent » (Breunot, I, 269).

3. Breunot, I, 282.

4. *Ib.*, I, 282, 284.

5. Expressions de Grégaïne, 40.

Bourgogne, la guerre particulière des barons ; et les plaintes qui, de toutes parts, montent à la fois vers les élus et le Parlement de Dijon comme vers les élus et le Parlement de Semur ¹, sont beaucoup moins effets d'une déception causée par l'ajournement du traité général, qu'échos d'une picorée locale redoublée. Sac de l'abbaye de Pothières, par le « grand pirate et escumeur » Thenissey ². Vols ouverts dans les églises, ou « forcemens » des coffres publics ³. Rançonnements méthodiques : des passants de conséquence, d'abord, que Lux, par exemple, excelle, dès longtemps, à saisir et à dépouiller, tels Capilugi, un agent du duc de Nevers, et ce colonel suisse qui est taxé, dit Breunot, à 2.000 écus pour sa personne et à 2.000 autres pour ses papiers ⁴ ; — des hommes du pays surtout, et, de ce côté, suivant des méthodes bien nettes, qui, évidemment, ne dataient pas de 1594, mais se systématisaient et s'appliquaient par zones convenues. On établissait d'« autorité privée » des garnisons que ne reconnaissaient souvent ni Dijon ni Semur : « qu'est un crime capital », comme le rappelait Cypierre à son ami le s^r de Marcheseuil, maître d'une troupe ainsi postée à Lacanche ⁵ ; capital, mais jamais puni, et toujours fructueux... On terrorisait ensuite les citadins ou villageois rahlés par bandes ; puis on leur dictait des appels de délivrance qu'on portait soi-même à destination, avec sommation. Le délai écoulé, c'était la mort ; et la rafle suivante payait certainement ⁶. Ou bien, on épouvantait, à tour de rôle, les villes ou bourgs clos du secteur jusqu'à versement d'une

1. *Reg. Parl.*, III, 442 ; C.-D'OR, C 3070, 3071.

2. 1^{er} oct. 1594 (Breunot, II, 422, 509 ; HÉRELLE, II, 586).

3. Exemples : Montmoyen enlève 300 écus dans la caisse du grenetier Pierre Robert (*Reg. Parl.*, III, 471, 13 août 1594) ; Thenissey opère à maintes reprises sur les caisses de Châtillon (C.-D'OR, B 29, f. 139 et v^o) ; d'ailleurs, l'argentier du prince de Mayenne lui-même rompt le coffre du grenetier Gobin et y prélève 160 écus (Breunot, II, 108-109, 29 avril 1594. Cf. 124 et 253). Les royalistes, bien entendu, font de même, p. ex. le s^r de La Marche qui vole 500 écus à la recette de Saulx-le-Duc et se fait donner quittance fictive de 4.000 écus (C.-D'OR, C 3070, f. 224), ou le s^r de Chastellux à Montréal (*ib.*, f. 226) ; etc.

4. Hipp. Capilugi à Nevers, Mâlain, 21 juin 1593, B.N., fr. 3421, f. 145 ; Breunot, I, 262.

5. Cypierre à Marcheseuil, Semur, 13 avril 1595, C.-D'OR, E 1351.

6. « En six ou sept mois, il est mort dans led. chasteau de Noyers jusqu'au nombre de soixante dix hommes qu'ils jetoient après leur mort par dessus les murailles... » (CHALLE, II, P. J. n^o XIV). Rançon d'un captif de toute petite bourgeoisie, à Noyers (où exerce Vitteaux) : 200 écus au principal (*ib.*, et YONNE, G 1726). Indications abondantes dans Breunot, II, 55 (rançons de simples vignerons, à Saulx-le-Duc : de 30 à 100 écus), 327, 328, 332 (un avocat, à Mâlain, chez Lux : 1.500 écus), 346 (un fils d'avocat : 300 écus, à Mâlain), 398, etc. ;

« contribution » ¹. Les spécialistes de ces pratiques, formés à l'école des maîtres, — Vitteaux, et Thenissey encore, — prélevaient de 1.200 à 1.500 écus pour un avocat, de 30 à 100 écus par tête de vigneron. A Saulx-le-Duc, à Noyers, à Grancey, à Mailly-le-Château, à Saint-Jean-de-Losne, à côte des chambres basses où s'entassaient les captifs, fonctionnaient, pour ces opérations, de véritables bureaux, avec secrétaires et agents. — En outre, toutes sortes d'opérations diverses : location de troupes, par exemple, au duc de Nemours, bien qu'il fût, on le savait, son « ordre à part » à l'écart de Mayenne, et cela moyennant, — pour les 500 ou 600 hommes fournis, — 3.000 livres à Thianges, et autant à Thenissey ² ; ou bien, vente d'autorisations de trêve : par Thenissey encore, qui des Châtillonnais excédés de ses brutalités obtenait, pour un tel objet, 24.000 écus ³...

Spéculation enfin sur la situation même des partis, sur les appréhensions des mayennistes, et l'espoir conquérant des navarristes. Évoluer d'une conférence à l'autre en ramassant écus des deux côtés, n'est-ce pas, encore, l'un des jeux du louche Thenissey ? En mai, il s'abouche avec Dinteville, lieutenant du roi en Champagne par l'intermédiaire de Praslin et de Grammont, fait chanter ensuite le prince de Mayenne et s'en tire en imposant la trêve qu'il a promise à ses Châtillonnais ⁴. Et beaucoup d'autres l'imitent. Les déclarations répétées du roi qui frappent de confiscation les rebelles impénitents jettent visiblement l'inquiétude parmi les gentilshommes de l'Union ⁵, mais servent aussi de prétexte à un jeu de duplicité qui paraît les livrer au gouvernement de Semur, puis, une fois le danger paré de ce côté, les ramène bientôt au camp ligueur, armés d'exi-

Corr., nos 581, 591, etc. — Cas caractérisés : celui des habitants capturés à Gibles à l'église pendant la messe par Noble Jean Siraudin, de la c^{ie} du s^r de Tavanès, emprisonnés dans les fosses de château de La Motte et rendus contre 143 écus (S.-ET-L., B 919, procès de 1597) ; celui d'un marchand de Curbigny pris par Noble George des Prés, enfermé pendant 5 jours dans un « crotton », relâché après 5 mois contre rançon de 300 écus (*ib.*, B 922, procès de 1597).

1. Ex. : Guillaume à Auxonne (série de lettres des deux parties, B.N., fr. 4898, f. 79 et s., fév.-mars 1594) ; Vitteaux à Auxerre (AUXERRE, Reg. 6, 28 août 1595. Cf. CHALLE, II, 238) ; etc.

2. Breunot, I, 378.

3. Sur ce fait et sur les exactions de Thenissey à Châtillon : CHATILLON, carton Ligue, cahier 19 (lettres d'Henri IV de 1598).

4. CHATILLON, carton Ligue, cahier 12 ; Breunot, II, 138, 339, 452.

5. Breunot, II, 140.

gences nouvelles. Voyez l'histoire de Chauffour. En juillet 1593, ayant capturé ce jeune baron sous Verdun, le prince de Mayenne lui avait rappelé son titre d'ancien page du duc de Guise, ses hautes parentés dans la Ligue, et promis qu'il serait « bien avancé en changeant ». Chauffour fit de vagues promesses, fut libéré, et retourna aussitôt aux navarristes, non sans bénéfice. Après quoi, en janvier 1594, il rallia de nouveau Henry Monsieur et reçut cent chevaux comme capitaine ; puis, sous le prétexte d'une déception, prit congé en déclarant sa neutralité. En avril, correspondance avec Guillaume de Tavanès et demi-engagement... Mais tôt après, le voici de nouveau bon ligueur, et, aux côtés de quelques mayennistes notoires, témoin de Franchesse dans un duel public proposé par Vaugrenant. Or, au début d'août, on apprend à Dijon que Chauffour est à Bonnencontre « avec M. de Tavanès », — le comte Guillaume, lieutenant pour Henri IV, — et « a changé de parti tout à fait », — ce qui n'est pas très sûr... Quant au propre beau-père de Chauffour, le baron de Villers-la-Faye, lorsque Semur publie le monitoire royal, il « est en peine ». Au début de juin, il envoie sa soumission au château de Vergy, et annonce qu'il se retire en sa maison de Chevigny-Saint-Sauveur. Mayenne intervient, le retient — à quel prix ? — et Villers reste à son maître, mais sans cesser d'« entretenir » avec Semur. Des deux compères, en août, Mayenne, par le truchement de Legouz de Vellepesle, sollicite un franc retour et il leur « promet monts et merveilles ». L'on voit alors l'équivoque et le chantage continuer, Chauffour cautionner un capitaine ligueur, défendre la maison de sa mère à Villers contre les carabins du roi en février 1595, moissonner en hâte du côté de Mayenne tout ce qu'il peut, mais sans cesser de surveiller l'heure ; — car, lorsque, sur la lande de Fontaine-Française, Henri IV en mauvais point s'écrie : « Avancez, noblesse, avancez, suivez vostre roy ! », Chauffour est au premier rang, « remarqué par le Roy, qui le demanda après et quel il estoit ¹... »

Ce qu'il était ? L'un de ces nobles bourguignons de la génération du temps ligueur, habiles à vendre chez leur jeune valeur, à exploiter leurs parentés, et à profiter des deux mains. Et, d'ailleurs, dans cette

1. Toutes sortes de détails édifiants sur ces tractations et palinodies dans Breunot, I, 347, 359 ; II, 11, 54, 83, 200, 237, 242, 553, etc. Cf. DIJON, B 231.

ruée au gain ultime et ces manœuvres surnoises, les barons de Bourgogne avaient des émules en toute province. L'exemple, on le sait¹, venait de haut, et agissait partout.

Et cependant la paix, en 1594, dut quelques progrès aux gentilshommes. Si les noms des «écumeurs» remplissent alors plus que jamais les pages des chroniques, nombre d'autres en disparaissent subitement. Parmi ces gentilshommes portant les armes, ceux qui ne redoublent pas d'entreprises renoncent au métier. Les édits du roi provoquent des manœuvres, mais aussi des désertions véritables. Fr. de Rabutin, ce mayenniste des États, et, fait qui compte, élu de la noblesse depuis octobre 1593, prête son serment dès la publication du premier édit². Dans le sud de la Bourgogne, dit le baron de La Clayette, Uxelles et lui-même restent seuls à la Ligue : « tout le reste » aurait « chargé l'escharpe blanche »³. Et, dans le nord, on surprend aussi bien des ralliements⁴. L'idée de la solidarité des nobles, quels que fussent les considérants et le processus des conversions, travaillait désormais au profit des navarristes. Lorsque l'*Advertissement à la noblesse* citait les exemples des La Châtre, Belin, Villars, Brissac et d'autres parents ou serviteurs connus de Mayenne, rappelait la cérémonie de Saint-Denis, où il « y avoit plus de cinq à six mil gentilshommes⁵ », ses arguments exploitaient souvent avec succès des sentiments de classe qu'on sentait flotter dans l'air bourguignon depuis le début de la révolte et que l'expérience de la guerre venait d'animer. Au besoin, du

1. Le type des hauts profiteurs de 1594 à citer ici, c'est sans doute Saint-Paul, lieutenant-général en Champagne (HÉRELLE, II, 542-545 ; HENRY, *Ligue en Champagne*, 217, 249, 306, 331, etc.). Mais le baron de Vitry est à citer aussi pour l'influence qu'il dut exercer en publiant à l'adresse de la noblesse française une justification de sa reddition de Meaux à Henri IV (*Mém. de la Ligue*, VI, 14) où il plaidait les considérants religieux et reprochait à Mayenne d'avoir frustré les gentilshommes de l'argent qui eût dû servir à entretenir leurs compagnies. Ce dernier argument dut avoir effet en Bourgogne.

2. C.-D'OR, B 12086, f. 114 et s. Cf. ABORD, II, 398.

3. Breunot, II, 140. Le registre MACON, BB 62 ne contredit pas sensiblement ce texte.

4. « L'on n'entend dire aultre chose que beaucoup de noblesse vat journellement trouver le Roy pour se rendre de son service..., le seigneur de Nicey, Blaigny et d'Esgully... » (Carorguy, 166, début de 1594). Cf. de Lenoncourt, s^r de Loches, craignant la saisie de sa terre, se retire en sa maison (Breunot II, 147, 396).

5. *Advertissement*, 14 ; Breunot, II, 69.

reste, de grosses villes du pays restant encore à l'Union, la guerre aux bourgeois réservait des consolations.

Demeurent au « party », outre les rares catholiques émus par l'ajournement de l'Absolution, ceux qui ne veulent pas sacrifier trop tôt les droits acquis auprès de Mayenne par de longs services et comptent encore sur « un avantageux traité » de leur prince pour leur conférer une décente fortune ¹; — et surtout les vedettes provinciales — un Vitteaux, un Franchesse — qui, averties par les anciennes prises d'armes, savent que quiconque commande un régiment ou une place ne doit pas se rendre à l'injonction des édits, — trop piètre fin de guerre, — mais « s'accommoder » par traité particulier; garder quelque force à livrer et, en la livrant, faire comme La Châtre par exemple, qui, en rendant Orléans, s'assurait, outre 900.000 livres d'indemnités, le maintien et la survivance de son gouvernement de Berry ²...

Ces hommes que Mayenne avait « achetés à graisse d'argent » entendaient se faire acheter par Henri IV de la même monnaie. Lux, il est vrai, abandonne la Ligue dès mai 1594, mais il agit, une fois de plus, à l'imitation de son oncle, le cardinal d'Épinac, qui, réfugié auprès de lui à Mâlain depuis mars, avait signé sous ses yeux sa lettre de soumission du 13 mai. Et, pour ce cynique, ce n'est là qu'un incident de partie : dès le lendemain, il continue ses courses, muni seulement d'une écharpe plus fraîche lui livrant des proies nouvelles ³. Mais, sauf exception, ceux qui se rangent sont les plus modestes, qui ne détiennent pas de quoi nourrir les articles d'une capitulation.

Leur nombre, cependant, importait. Si Semur n'avait pu prendre les places de Mayenne par les armes, il lui retirait bonne partie de ses hommes par les édits. Et Mayenne affaibli en Bourgogne

1. Comme Henri IV le dit lui-même pour détourner Franchesse de ces illusoires calculs (Henri IV à Franchesse, Paris, 16 sept. 1594, dans DROUOT, *Cinq lettres d'Henri IV*, n° I).

2. Cf. *Discours véritable de la reduction de Beaune*, 18. Sur la capitulation de La Châtre (fév. 1594) : DESHOULIÈRES, *La Châtre*, 201-203.

3. Épinac au roi, Mâlain, 13 mai 1594, B.N., fr. 23195, f. 127. Cf. RICHARD, 570-572; *Reg. Parl.*, III, 462. Lux, dès son « changement », se met à exploiter le rançonnement de Dijon et autres villes ligueuses et y fait de belles affaires (Pépin, 115; Breunot, II, 172-173, 175, 176, 327, 328, 332, 346, 398, etc.; C.-D'OR, C 3075, f. 112) à l'indignation des bourgeois restés ligueurs (v. ce que dit Cuny, 80-86, du « croque mouton », du « traistre bijarré le villain baron de Luce »).

par ces pertes nouvelles, c'était encore un pas fait vers la paix. Son déclin militaire final, dans sa province, date, en effet, de ces désertions qui le privaient pour l'avenir du meilleur encadrement de ses troupes : fait de conséquence.

Malgré ces désertions, l'union des « barons de Bourgogne » retardait peut-être de quelques mois les désastres capitaux. Mais c'est grâce à une entente de certains intérêts personnels bien plus qu'à la persistance de la foi promise à Mayenne que la belle Sainte-Union de 1589 allait résister un temps à la poussée populaire et permettre au duc de trouver encore, à la fin de 1594, des lambeaux de province à lui, au large de ses derniers châteaux.

V. — LES OFFICIERS. L'ESPRIT DE CORPS.

Au temps même où des paysans se liguèrent hors des partis, et où se dessinait la défense d'une « noblesse », un regain de l'esprit de corps rapprochait, de leur côté, les officiers des cours souveraines de Dijon. Dans la résistance à l'intrusion des communaux, dans les conflits constants du Palais avec le monde des maisons de ville, et le redressement de l'autorité parlementaire face à lui en 1594, les ligueurs eux-mêmes, les Desbarres, les Fyot l'aîné prenaient sournoisement leur part¹. Cependant les « politiques » menaient le branle : l'opposition aux oligarques restait bien opposition effective à la Ligue et ce qui redressait la dignité du corps des officiers, c'était bien l'Abjuration, le sacre, l'entrée du roi dans Paris, le recul irréparable de Mayenne. Aux manifestations de l'honneur commun s'ajoutait désormais la rétivité à l'enregistrement des actes du lieutenant-général, évidemment condamnés à être bientôt biffés au registre. L'exemple du Parlement de Paris rappelait à ces provinciaux qu'ils étaient officiers du roi légitime, non d'un gouvernement précaire et peu régulier. En des propositions de trêve, envoyées le 19 juillet, d'accord avec la mairie de Dijon et les gouverneurs, aux « conseillers... estans de present à Semeur », il se glissait non seulement l'idée des prérogatives communes à des

1. V. notamment l'arrêt très caractéristique sur l'« honneur et respect » dû au Parlement, 5 juill. 1594 (DIJON, B 9 ; Gros, P. J. n° 30). Ils approuvaient naturellement l'essai d'accord avec Semur (Breunot, II, 220, 225).

officiers « frères et bons amis » quant à la caste, mais certainement de secrètes intentions de rapprochement¹. Derrière le grave Montholon, les Bouhier, les Bernardon, les Gagne, les Bretagne, les Breunot s'animaient². Dans beaucoup de faits prives, les relations des femmes, le mariage de Nicolas Brulart, fils du premier président « ligueur », avec la fille de Bourgeois de Crespy, président « royaliste³ », s'affirmaient autant le désir et le progrès de l'« accommodement » politique que la persistance à travers la guerre d'un indestructible sentiment social. « Toutes choses », écrit Breunot le 19 août 1593, « commencent à se renouer » : cette vérité du temps de trêve, l'an de guerre 1594 ne la démentait pas.

Inutile de dire combien les soucis de propriétaires lésés aidaient à ces rapprochements. Lorsque Nicolas de Montholon recevait avis que son rentier de Saint-Usage « renonçait » à sa terre, que Breunot voyait son bétail enlevé sous Dijon par les estradiots⁴, ces bourgeois conservateurs qui ne tiraient pas comme Jeannin, comme Fyot l'aîné, leurs compensations de la guerre même, et de Mayenne, songeaient au roi, garant de l'ordre sans lequel leur génie économe et juridique, conquérant de sol rural, ne pourrait se consolider, exalter les fortunes familiales commencées. Le gentilhomme ne songeait qu'à prolonger la guerre, assurance de sa vie quotidienne, et sursis de ses dettes ; la bourgeoisie qu'à presser la paix, condition de la renaissance du capital, des placements fructueux et sans risques. La vie, certes, continuait : les filles se mariaient ; les fils portaient — sous escorte — pour les « universités des loix », à Toulouse ou en Italie⁵ ; mais les cheveux grisonnants avertissaient qu'il fallait se hâter de parfaire son « établissement », de compenser enfin les six années perdues

1. Lettre du 19 juillet citée ci-après ; *Reg. Parl.*, III, 465.

2. Politiques et royalistes abondamment définis par Breunot (Table), et B.N., fr. 11519. Cf. DROUOT, *L'affaire La Verne*, Append. III. C'est contre eux que tonne Buffet (Breunot, II, 188-189, 232).

3. Breunot, I, 387, 401-403 ; Pépin, 109. Sur le rôle de liaison et l'action « politique » des femmes d'officiers (sujet inédit, facile à étudier en Bourgogne, mais que nous sacrifions ici), v. les abondantes indications de Breunot (les émigrées, les conspiratrices, les querelles de femmes, etc.) et en particulier ce qu'il dit de Madeleine Hennequin, la première présidente, active et énergique « politique » (II, 36, 37, 85, 102, etc.).

4. C.-D'OR, BII 360/52 ; DIJON, B 232, f. 249.

5. Pépin, 88 (les fils Brulart, Boivin, Morelet, Bretagne, Pouffier « et aultres ») ; Breunot, I, 405 (les fils de Loysie, Montholon). Cl.-Enoch Virey, de Chalon,

VI. — LES OFFICIERS. LE FREIN DES « CONSIDÉRATIONS ».

Et cependant pas d'action ouverte, pas d'arrêts royalistes. D'un arrêt solennel surtout, reconnaissant le roi, comme à Aix le 5 janvier 1591, il ne pouvait être question. Attaquer de biais les avocats ligueurs et, pour tâter Semur, proposer une trêve : voilà, dans l'été 1594 encore, les méthodes de « sénateurs » ombrageux, mais prudents. Les sentiments, chez eux, n'emportaient pas le caractère, même en leurs débats intimes.

Débats à huis clos, qu'on suit cependant assez bien. On y devine d'abord un grand souci de l'attitude des « frères » de Semur. Car Semur travaillait les villes de Mayenne. Si Dijon avait des capitaines, son Parlement servait peu la guerre, et à Semur, au contraire, les conseillers remplaçaient les capitaines. A défaut d'une force militaire compacte, à défaut de suffisantes finances ¹, le président Fremyot disposait d'un bon office de propagande. Était-il de sa compagnie l'auteur de cet anonyme *Advertissement à la noblesse et aux villes de Bourgogne tenans le party de la feinte Union* qui vaut bien une artillerie ² ? Œuvre de son Parlement, du moins, était l'active diffusion des déclarations du roi sommant les ligueurs de faire acte de soumission et leur impartissant délais : édits du 27 décembre 1593, du 7 avril 1594, déclaration du 27 septembre 1594 ³. De ces édits qui, on l'a vu, faisaient penser les gentilshommes, Fremyot soulignait la clémence ⁴. Il s'efforçait de calmer la peur des représailles royalistes. Et c'est lui, peut-être, qui, avec ces textes d'autorité, répandait des copies de l'ordonnance de S. M. enjoignant aux procureurs généraux de Paris de ne pas poursuivre les ligueurs repentis, même les Seize, et la nouvelle du pardon

tandis que sa patrie était en feu, menait bonne vie à Padoue ou, étudiant errant, visitait les Italies, couvrant de notes ses carnets (v. ses *Vers itinéraires allant de Venise à Rome*, 1593, B. ARSENAL, 1051, et B. CHALON, 36). Cf. PICOT, *Français italianisants*, 326-330.

1. Sur ces moyens de Semur : ci-ap., ch. XVIII, § III, et DROUOT et GROS, *Rech.*, II. *Mat.*, III et IV.

2. Sur ce livret, v. ci-ap., ch. XIX, § II.

3. Enreg. à Semur les 3 fév., 4 mai, 20 oct. 1594 (C.-D'OR, B 12086, f. 114, 124, 151 ; *Reg. Parl.*, III, 542), plus diverses autres déclarations accordant de nouveaux délais. Sur l'écho des publications à Dijon : Breunot, II, 31, 117, 140, 146. Cf. Gros, 69 et s.

4. Cf. l'*Advertissement*, réimpr. Chevreul, 16 et 18.

accordé aux parentes de Mayenne ou de la réduction à 140 noms de la liste des bannis parisiens ¹. Et ces méthodes portaient effet. Après chaque publication, des officiers se ralliaient au gouvernement de Semur : en mars, le lieutenant-général du bailliage d'Auxerre, Henri Leclerc, accompagné de plusieurs autres officiers ; en avril, Odet de Montagu, Jacques Arthault, Jean Guijon et Jean Munier, les gens du bailliage d'Autun réfugiés à Lucenay ². Et Breunot dit : « Il y en a assez qui changeront de domicile et prendront de l'air ³... »

Mais Breunot lui-même ? Céder, contraint, aux « frères » d'Auxois ? Gagner Semur en repentant ? Subir l'attente et l'humiliation du rétablissement ? « Chose bien dure et cruelle ⁴... ». Il y avait la hautaine réponse des Semurois aux avances officielles faites par les Dijonnais le 19 juillet. Réponse ? Une simple et méprisante lettre privée d'un François Fyot à Desbarres, son beau-frère : « ils n'ont voulu ou daigné écrire à la cour en corps... ». Et dans cette lettre « ils » disaient, note Breunot, que « nous ferions mieux de reconnoître le légitime successeur de l'Estat... ». Devant quoi les Dijonnais s'étaient « regardés sans dire mot », forcés et contraints de recourir à ceux « qu'ils avaient chassés... » et de recevoir d'eux cette humiliation ⁵. Il fallait donc désormais éviter de semblables pas de clerc... Mais il fallait bien aussi prévoir, il fallait bien redouter, et par dessus tout, la consommation du mauvais destin, un retour trop triomphal de l'émigration...

Or, la solution se dessinait déjà en quelques têtes : noyer la désobéissance aux édits dans l'éclat d'un exploit ; se munir de titres comparables à ceux des Semurois ; faire service au roi sans eux : donner Dijon à Henri IV. Utiliser, donc, la force populaire ? Beaucoup, certainement, songeaient à une entente entre ces deux victimes de la guerre aux champs, le vigneron urbain et le robin

1. L'ordonnance du 12 mars se trouve dans les archives des villes alors ligueuses (p. ex. DIJON, B 9 ; AVALLON, EE 64). Sur la réintégration des parlementaires parisiens (édit du 27 mars) : MAUGIS, II, 188, 191.

2. LEBEUF, II, 427, 428 ; ABORD, II, 404, 408, 410. Déclaration nette de Leclerc : il obéit à la sommation du roi (CHALLE, II, 214).

3. II, 346.

4. Breunot, II, 342. Certains Semurois voulaient même une nouvelle réception. Aussi le conseiller Catherine, qui ne part que le 17 mai 1595, a-t-il profité de ses relations avec Guill. de Tavanès pour se faire accorder dès avant des lettres de rétablissement (C.-D'OR, B 12086, f. 171, lettres du 28 déc. 1594).

5. Breunot, II, 226.

propriétaire¹. Cependant ces « gros » ne considéraient pas sans sourciller l'idée d'une émeute ouverte de la « populace ». Comment s'exposer à découvert, non seulement aux coulevrines d'un château, mais, en cas d'échec, aux confiscations, aux garnisaires, à la prison ? Agir secrètement : seule issue. Et voilà d'où vient l'« entreprise » de Jacques La Verne retourné, en août 1594. « Le roy en sauroit tousjours bon grey quoy qu'il arriva²... » : tel était l'argument, et l'espoir, des royalistes du Parlement de Dijon qui, dans l'été de 1594, s'abouchèrent avec cet homme de paille.

A côté de ces convertis, étaient les « politiques » d'idée, mais liés encore à Mayenne, comme l'était Jeannin, et les ligueurs trop compromis pour pouvoir abandonner le « party » avant le chef, et faire soumission personnelle : des isolés ceux-là, désormais, — les « loups blancs », disait-on³. Obtenir le traité du protecteur tandis qu'il pouvait parler assez haut encore et couvrir ses partisans de Bourgogne : rien d'autre pour eux de possible. Bien claire l'inquiétude des Desbarres et des Fyot, au printemps de 1594, lorsque, Paris perdu, Mayenne parut à la merci d'un coup de désespoir, d'une reddition sans traité. En ce cas : « ...Nous, mort Dieu, que deviendrons-nous ?... » : Fyot avait « d'extrêmes frayeurs avec pleurs ». Il redoutait une catastrophe, la réduction inopinée de Dijon. Il faisait garder sa maison et, sous prétexte d'aller aux bains⁴, projetait de la quitter. En réalité, auprès de Mayenne, Jeannin veillait ; et il s'efforçait de rassurer ce trembleur : « Monseigneur traitant pour lui, il n'oubliera ses bons serviteurs entre lesquels il est des premiers⁵... » Cependant cette peur de la paix brusquée allait déterminer, à la fin de 1594, une sorte d'association des intérêts des ligueurs de toutes classes sous l'inspiration des présidents et conseillers ci-devant mayennistes, et membres du Conseil d'État de Dijon⁶.

Faire service au roi et le rejoindre sans Mayenne, tête haute

1. Cf. ci-ap., p. 354. — L'attitude des officiers parisiens a dû servir d'exemple.

2. Sur la genèse du complot et le rôle des conseillers : DROUOT, *L'affaire La Verne*, 37 et s., et références. — B.N., fr. 11519, f. 121 v^o (interrogatoire).

3. Breunot, II, 223.

4. Breunot, II, 90, 92 (avril 1594).

5. *Ib.*, II, 108.

6. V. ci-ap., ch. XX, § iv.

devant Semur ; — attendre le traité de Mayenne en se liant à lui, et ne franchir le cap final qu'avec le protecteur, vies et bagues sauvées avec les siennes : les officiers des villes encore rebelles, unis quant à l'instinct social, se partageaient entre ces deux partis quant à la manœuvre politique en cette fin de guerre. Nécessité plus que sentiments ; et nécessité en tous lieux : dans tous les bailliages de Bourgogne, — et sans doute en beaucoup d'autres bailliages du royaume, — les officiers secondaires subissaient la loi tout comme les présidents de Dijon, le ligueur Edme de Rymon du bailliage de Mâcon comme les politiques Jean de La Grange, Jacques Devoyo ou Jean de Ganay d'Autun, et comme tous les officiers, lieutenants civils et criminels, trésoriers, enquêteurs, gruyers, tous ceux dont la charge et la fortune pouvaient être atteintes par les accidents de l'inévitable passage.

✦ TEL était donc, au printemps de 1594, l'effet de cette information passionnée qui caractérisait, en Bourgogne, ceux que le peuple appelait les « gros ». L'approche évidente de la paix animait les « considérations ». Tous ces clercs, ces capitaines, ces bourgeois si attentifs aux nouvelles venues de Rome et aux gestes de Mayenne, c'était, en général, bien moins des intérêts supérieurs de l'Église et du royaume que de leur propre sort qu'ils se souciaient. Sans doute, des hauts problèmes de 1594, Jeannin, Bernard, Sennecey et quelques autres ne perdaient pas le sens. Mais, hors de leur correspondance, sous l'éclat des libelles doctrinaires, il faut bien voir la puissance de ces sentiments obscurs agissant dans les villes provinciales, et dans lesquels les théories se dénaturaient. Mais, paix générale ou paix particulière, soumission aux édits ou cheminement étudié : entre ces voies diverses, c'étaient surtout des préoccupations d'intérêt, des considérations d'aspect social, qui guidaient nos Bourguignons, ci-devant ligueurs ou « politiques ». Et c'est dans le répit de ces tâtonnements, dans le délai imposé par ces intérêts que Mayenne trouvait encore ses meilleures chances pratiques de garder sa Bourgogne le temps de mener lui-même son propre jeu personnel de capitulation.

Songera-t-on à ces autres « gros », les avocats des hôtels de ville ? On va voir qu'eux aussi « considéraient » et qu'ils cherchaient leurs propres issues.

CHAPITRE XVIII

LA DÉROUTE DES RÉPUBLIQUES. LES REDDITIONS DE 1594

- I. *Le désarroi des oligarques.*
- II. *L'issue des offices.*
- III. *Les appels des émigrés.*
- IV. *Le signal de Lyon. Les soumissions du printemps de 1594.*
- V. *Maires de juin 1594.*
- VI. *Les dernières villes menacées.*

Quelles que fussent les difficultés des passages, la prise de Paris et le ralliement de son Parlement, ces progrès capitaux du roi, semblaient aux officiers « politiques » de Bourgogne promesses d'un prochain retour à l'ordre ancien. Pour les bourgeois communaux, au contraire, ils annonçaient le deuil final des espérances ; et, menacés, dès lors, de la revanche des robins, des sanctions du roi, pressés par la révolte populaire, défiants de Mayenne, les oligarques déçus cherchaient impatiemment des refuges.

I. — *LE DÉSARROI DES OLIGARQUES.*

Tout, au printemps de 1594, signalait le désarroi des échevinages ligueurs. L'exemple du clergé indigène leur enlevait rapidement des hommes, atteignait même les cadres de leurs milices¹. La grande rumeur populaire, les menaces aux maires, à leurs alliés

1. Le dossier de l'affaire La Verne (août 1594) fournit des exemples précis : ceux, p. ex., du capitaine Lavisey, influencé par les cordeliers de Dijon, ou du capitaine Cl. Gault qui dit s'être « jeté audict party parce qu'il y voyoit plusieurs catholiques et gens d'esglise de la Sainte-Chapelle et Saint-Benigne en estre » (B.N., fr. 11519, f. 118).

jacobins ou jésuites, grondaient sous les fenêtres des maisons de ville. Les La Verne ne pouvaient plus circuler dans leurs rues que sous escorte de sergents. Et ces sergents, parfois, devaient coucher et veiller chez le maire¹. Critiqués par quelques ligueurs fanatiques², abandonnés sournoisement par les modérés, surpris par l'afflux des nouvelles annonçant la déroute des villes unies dans le royaume, les beaux oligarques d'hier ne pouvaient plus sauver leurs chances d'hégémonie républicaine.

Ils luttaient, de leur mieux, contre les mesures militaires des gouverneurs qui lésaient leur dignité ombrageuse de gardiens des privilèges, contre le danger, surtout, de la « populace ». Pour contenir leurs vigneron et leurs artisans, ils s'efforçaient de veiller à l'économique. Leurs registres n'étaient que « proclamas » sur les prix, le commerce, les métiers, les mendiants. Ils taxaient, poursuivaient, emprisonnaient. Mais leur action politique n'était plus que défense policière ; informations, condamnations, sermons, ils usaient de tous leurs moyens, au jour le jour³, mais sans autre espérance, désormais, que de sauver de la déchéance et des vengeances leur petit monde alarmé.

Peut-être songeaient-ils, en outre, à s'appuyer entre eux de ville à ville. A eux comme aux barons, comme aux villageois, les difficultés de la période nouvelle conseillaient l'union. « Sourdement », l'on parla, en avril, d'une « assemblée des villes⁴ », et, de fait, les magistrats de Dijon demandèrent à cette date aux autres échevinages « de la province » de « demeurer inséparablement unis » avec eux, de ne pas abandonner l'union avant « la resolution generale » et de pratiquer un échange de « bons advis ». Ils reçurent des acquiescements⁵. Après quoi, l'« union » en resta là. Les gouverneurs la suspectaient, comme toute libre initiative des corps de ville depuis cinq ans⁶ ; et, surtout, l'esprit étroit des

1. DIJON, M 126, f. 184 (paiements faits à 12 sergents).

2. Comme à Dijon, le capitaine du guet Jean Pignalet (DIJON, B 231 et 232 ; Breunot, II, 322, 417, 507, etc.).

3. A l'appui des indications de ce paragraphe, c'est tous les registres municipaux et tout le tome II de Breunot qu'il faudrait citer.

4. Breunot, II, 83.

5. Les magistrats de Dijon à ceux de Chalon, Dijon, 1^{er} avril 1594, CHALON, BB 10, f. 348, *cop.* ; les magistrats d'Autun à ceux de Dijon, Autun, 1^{er} mai, *Corr.*, n° 586 ; les magistrats de Beaune aux mêmes, Beaune, 4 mai, n° 587.

6. Par ex., le gouverneur Chissey signe, le premier, la réponse d'Autun.

oligarchies, qui n'avait pas, en 1589, permis à une fédération révolutionnaire de républiques bourguignonnes de prendre âme consciente, ni force conquérante, n'anima pas davantage, en 1594, une union véritable des intérêts en péril. Rester libre de ses actes, se défendre à sa façon, manœuvrer privément et « sourdement », suivant les conditions propres au lieu, et pratiquer plus les assemblées d'habitants que la discipline exigée par les alliances extérieures : tel est en fait le parti des groupes échevinaux de Chalon, de Beaune, de Dijon et le dessein exprimé du vîerg d'Autun Philibert Venot ¹.

Une urgente nécessité commune s'imposait cependant à toutes ces bourgeoisies : écarter cette image qui soulevait le peuple, le soldat. L'avenir n'était plus dans la guerre, surtout locale, et les troupes semblaient maintenant le symbole dangereux d'une période révolue. Pour libérer les chemins, ravitailler les marchés, les mairies sentirent au moins le commun besoin de prolonger par des accords spéciaux entre mairies, par des trêves locales, une partie des bienfaits de la trêve générale expirée le 31 décembre 1593. C'était là politique bourgeoise, peu compatible avec les intérêts des gentilshommes qui, à la même heure, se proposaient de faire leur « dernière main ». Cependant, à ceux qui tenaient des places, des échevins purent imposer quelques traités : ceux de Saint-Jean-de-Losne et de Beaune, par exemple, à Vaugrenant et au vicomte de Tavanès ; ceux de Chalon à Lartusie, qui dut tolérer, en juillet 1594, la négociation, d'ailleurs laborieuse, d'un accord avec Gaspard de Gadagne, le nouveau gouverneur de Verdun. Trêve de Marcigny avec Digoin. Accords d'Autun. Trêves des villes du val de Saône ². Avec l'appui, toujours, de Sennecey, la mairie d'Auxonne prolongeait, de sa volonté propre, la grande

1. MACON, BB 62, f. 37 v^o ; CHALON, BB 10, f. 335 v^o, etc. ; AUXERRE, BB 6 ; DIJON, B 231, f. 123 v^o, et 232 ; AUTUN, BB 6, f. 82, 95 (et ABORD, III, P. J. n^o 75, 77) ; pour Beaune : Breunot, II, 207 ; etc. Abord remarque la volonté des magistrats d'Autun de se maintenir dans une « sorte d'isolement » (II, 391. Cf. 381, 392).

2. Dans l'ordre : C.-D'OR, G 2509, f. 240 v^o - 241 v^o, 249 v^o, et JEANDET, Verdun, 353 et s. (accord pour les récoltes et le commerce) ; — Breunot, II, 207 ; Grégaine, 30 ; — Breunot, II, 159, 170 et ABORD, II, 429 ; cf. ci-ap., § VI. — Un projet à Auxerre pour janv. 1591 (CHALLE, II, 206).

trêve, écrivait au roi son dévouement et ses besoins et — par dessus les lieutenants de Mayenne — se faisait, tout comme les abbés du plat-pays, délivrer sauvegarde royale, non pour un mois, mais sans précision de délai, c'est-à-dire, en fait, sans limite¹. Pour cette villote ingénieuse, hors les méfaits des capitaines jaloux, la guerre, dès janvier 1594, était virtuellement terminée.

Les autorités provinciales elles-mêmes, sous la pression des bourgeoisies, devaient, non seulement reprendre, en mars 1594, le projet pacificateur du partage des tailles, mais, en juillet, suggérer une trêve au gouvernement royaliste de Semur. Vaines démarches d'ailleurs². Mais les confins bourguignons du gouvernement de Champagne bénéficiaient effectivement, en août et septembre, d'une trêve conclue entre le duc de Nevers et Mayenne³. Entre la trêve de La Villette et la paix prochaine, l'impatience populaire et des nécessités bourgeoises tendirent donc, au moins ici et là, d'étroites passerelles.

L'intransigeance de beaucoup de capitaines en limitait le nombre. Ceux qui les toléraient exigeaient profit ou, mieux, indemnités⁴. Mais ceux que le *Discours véritable* nomme les « passionnez », les passionnés de mayennisme feint ou intéressé, ou, plus réellement, de picorée, coupaient les négociations. De son côté, le prince de Mayenne, consulté, interdisait, ou bien un Franchesse élevait son holà : c'est ainsi qu'à Dijon, les avocats et procureurs de l'équipe communale, pas plus que les officiers du Parlement, ne purent conjurer les effets multiples de la guerre de Saulx-le-Duc ou de Saint-Jean-de-Losne⁵.

1. B.N., fr. 4898, f. 38-84 : copies d'une quarantaine de lettres datées de 1593 et 1594 au roi, aux autorités royalistes, aux capitaines des deux camps, et, naturellement, à Mayenne et à ses lieutenants, avec protestation, ici et là, de dévouement. Duplicité édifiante toujours, comme depuis 1586, sous l'égide du baron de Sennecey. — F^o 38, 39 v^o : texte de la sauvegarde, 6 déc. 1593, et lettres de 1594 la confirmant.

2. C.-D OR, C 3070, f. 204, 206 v^o, 209, 212 ; — les gens du Parlement de Dijon à ceux du Parlement de Semur, Dijon, 19 juill. 1594, DIJON, R 481, n^o 149 bis, *cop.* (Cros, *Le Parlement*, P. J. n^o 31). Refus de Semur (*Reg. Parl.*, III, 466).

3. HÉRELLE, II, 570-571 ; Carcigny. 197.

4. V. ci-dessus l'exemple de Thenissey.

5. *Reg. Parl.*, III, 464 (11 juill. 1594), 465 ; DIJON, B 232, f. 59 v^o, 67, 70 v^o, etc. ; A 7, n^o 21.

Répît partiel et précaire, donc, que celui des trêves, et qui n'ajournait pour les oligarques qu'une faible part des soucis qui les pressaient. Restait, pour augmenter les délais de grâce, cette guerre, précisément, que les nobles prolongeaient comme Mayenne lui-même. Mais, pour garer les ambitions dans ces délais, — avant le « traicté », — quelle issue ?

II. — L'ISSUE DES OFFICES.

Cette issue, en 1594, était pour certains depuis assez longtemps étudiée et reconnue. Dès 1591, les espoirs de « républiques », ou s'il faut parler provincial, de résurrection des communes sous l'impulsion des avocats, ces espoirs avaient fléchi. Aux « novalités » dont parlaient les *Articles* de Reims, à l'idéal des petits États urbains à la façon des Italies, s'étaient substitués, peu à peu, au moins en Bourgogne, dans les esprits médiocres des avocats-échevins et au contact des réalités, de vulgaires desseins particuliers. Parmi eux, comptait l'entrée aux offices. Entasser la somme qu'il fallait pour y pénétrer, ou acquérir la puissance qui permettrait d'en forcer l'accès sans les droits que donnaient socialement la généalogie et le mariage, tel était, sans doute, l'une des idées familières à certains hommes du parti communal de Dijon ou d'Autun par exemple ¹. Etre puissant par la maison de ville ou s'asseoir au Palais ; dominer et humilier les Montholon, champions farouches de la caste parlementaire, soit par le triomphe de l'oligarchie urbaine, soit par la conquête de la robe rouge, et cela « sans finance » : dans la tête de plus d'un de ces petits-fils et cousins de marchands, les deux idées flottaient ensemble sans logique. Sous les brillantes nouveautés, travaillaient les ambitions ordinaires. Et, d'ailleurs, n'étaient-ce là que flottements de provinciaux ? Ameline, le plus actif des Seize, qui, sur le papier, fut le procureur général de la Chambre ardente révolutionnaire de novembre 1591, ne visait-il pas à porter le même titre au Parlement de Paris ? En 1593, lorsque la Ligue vacille, lorsque la monarchie de Mayenne s'est avérée conservatrice et aussi défiante des communes que celle de rois, lorsque, surtout,

1. V. ci-ap. p. suivante, n. 2, des démarches caractéristiques.

l'Abjuration s'annonce et abat les projets des exploiters locaux de l'Union sainte, — le souci de ne pas laisser passer l'heure saisit nos avocats¹ : et leur option, dès lors, s'affirme.

L'impatience des offices en 1593 : pas de signe plus net de la condamnation de Mayenne dans l'esprit des ligueurs provinciaux malgré leur soin d'étaler comme titres auprès de lui, qui signe les provisions, les services à lui rendus. Pas de signe plus clair, non plus, du désarroi d'une idéologie de classe, que ces fièvres de réalisation individuelle suivant les modes traditionnels. Le jour où les bourgeois révolutionnaires ne songent plus qu'aux charges du roi, c'est bien la révolution qui achève d'avorter.

Ajouter que beaucoup de ces ambitieux ont atteint déjà les quarante, les cinquante ans, et que c'est par Mayenne qu'il leur faut nécessairement parvenir, sans quoi, sous le roi vainqueur, les retards causés par leur passé ligueur supprimeront pratiquement leurs chances. Ajouter aussi que les offices impétables sont en petit nombre. Au temps des desseins communaux, on avait demandé, en Bourgogne, et partout d'ailleurs, — la dépossession des officiers émigrés² : l'on avait cru alors pouvoir se réserver le moyen, en provoquant les départs, en refoulant aux portes les « retournans », de créer des vacances suivant les besoins éventuels. Mais, en fait, il ne fallait plus compter que sur les offices régulièrement vacants.

De cette question des offices, cependant, Mayenne avait vu l'importance politique. Celui qui signe les lettres de provisions est fort auprès d'une bourgeoisie : la constance même avec laquelle, en demandant soit à Philippe II, soit à Henri IV, la Bourgogne

1. Henri IV avait déclaré à plusieurs reprises, notamment en 1590, les maires et échevins des villes ligueuses à jamais exclus des charges publiques. Mais on savait aussi qu'à Paris, p. ex., il n'exigeait en fait qu'une retraite momentanée des officiers déjà pourvus par Mayenne et qu'il leur accordait sans finances et sans longs retards de nouvelles provisions (Breunot, II, 80). Cf. MAUGIS, II, 188-191.

2. La Déclaration du 5 août 1589 menaçait d'éviction les émigrés non rentrés dans les délais. La Chambre de ville de Dijon demanda que la mesure fût prise en Bourgogne (DIJON, B 227, f. 160 v°, 7 déc. 1589 ; B 228, f. 152, 11 janv. 1591 et dans B 9 bis, lettre non datée, mais sans doute de 1591 à Mayenne). Les États provinciaux agissaient dans le même sens en 1590 et 1591 (C.-D'OR, C 2972 ; DIJON, B 228, *ib.*) Mais le Parlement ajournait la vérification de l'édit de Vincennes du 25 mars 1591 ordonnant des radiations et barrait la route, — officiers contre avocats, — à ces prétentions (*Reg. Parl.*, III, 373, 20 juin 1591). Cf. MARTÉJOL, 341.

comme gouvernement héréditaire, le duc prenait soin de s'y réserver le droit de nomination aux offices et bénéfices¹, suffirait à prouver qu'il possédait cette notion. Mais, en l'espèce, que lui demandait-on ? Pourvoir aux offices des ligueurs décédés ou qui s'étaient démis, fort bien : l'on sait qu'il le faisait, et au profit des siens quelle que fût la charge, et aussi que, pour les bénéfices, il en allait de même². De même s'il s'agissait de l'office délaissé par un « ennemi ». Encore le voit-on, en 1590, lorsque mourut Pierre Odebert, conseiller au Parlement d'Auxois, disposé d'abord à ménager l'avenir en évitant de pourvoir de son côté à un office auquel Henri IV pourvoyait du sien, songer à la « conséquence », au double emploi qui apparaîtrait à la paix : il déclara cet office supprimé. Ce fut d'ailleurs pour le rétablir peu après, en septembre 1591, au profit d'un mayenniste utile, Guillaume Millière, qui doubla, dès lors, le navarriste Vincent Robelin³. Et précédent fit loi : à Abel Guérin, cet intrigant, greffier au bailliage de Mâcon, fut promis en 1592 l'office de trésorier général de Bourgogne de feu Prudent Chabert « nonobstant la survivance obtenue » (du roi de Navarre) « par ledit feu Chabert en faveur de son filz » ; — Jean Blondeau, mort en exil eut, en 1593, deux successeurs : Fr. Blondeau, à Semur et Ét. Bernard à Dijon⁴. Pratique acquise ; donc problème à résoudre au traité à venir, — non en Bourgogne seulement. Mais Mayenne, imitateur des rois, tenait pour de trop grave « conséquence » de pourvoir aux bénéfices et états appartenant à des émigrés en exercice. Malgré sa menace publiée⁵, les Bourguignons

1. V. ci-dessus, p. 229, et ci-ap., p. 362.

2. DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Req.*, *passim*.

3. C.-D'OR, B 12086, f. 22 ; B 30, f. 34.

4. DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Req.*, n° 86 (fév. 1592). — *Reg. Parl.*, III, 467, 537 ; VINDRY, *Parlementaires*, 128, 134, 155.

5. Édit du 25 mars 1591. — Exécuter cette menace, c'eût été se mettre sur les bras des difficultés peu surmontables pour le jour possible de la victoire des navarristes, car, la paix venue, près de la moitié des offices se seraient trouvés alors pourvus chacun deux fois, les anciens titulaires ne pouvant être réellement frustrés de leurs charges. La somme des indemnités à payer pour le cas (invraisemblable) où on eût maintenu leur exclusion eût eu de quoi épouvanter. On s'en rend compte aisément lorsqu'on voit, par exemple, la complexe affaire à laquelle donna lieu pour l'office du lieutenant-général au bailliage de Mâcon la concurrence de Barjot, rentrant d'exil, et de Rymon. Dès le 17 mai 1594, deux jours après la soumission de Mâcon, le problème est posé par Rymon lui-même, à qui on demande son désistement (Mâcon, BB 62, f. 98. Cf. S.-ET-L., B 901). — Sur la question vue du côté du roi : MAUGIS, *Hist. du Parlement de Paris*, II, 137 et s., 167 et s., etc.

l'avaient vu renoncer, en fait, à prononcer la déchéance des conseillers d'Auxois et, malgré les requêtes répétées des ligueurs, se contenter de l'arrêt qui interdisait les cours de Flavigny et les bailliages « ennemis », sans déposséder en masse ceux qui y exerçaient leurs charges. Presque partout, d'ailleurs, les cours et chancelleries, à Dijon, les cours souveraines et le Bureau des finances suffisaient, quoique décimés, à leurs fonctions.

Il y eut des exceptions. Le ligueur Edme de Rymon, procureur du roi au bailliage de Mâcon, fit demander et demanda d'abord à exercer, et exerça, « par commission », la charge de Philibert Barjot exilé. Puis, en février 1591, appuyé par le gouverneur de Mâcon il sut obtenir, non sans manœuvres, promesse formelle de l'état, double, de lieutenant-général et criminel « vaccant par l'absence de M^e Philibert Barjot et Loys Laurens », — avec, en outre, la faveur de se démettre de sa charge de procureur du roi « sans payer finance ¹... ». Il fallait, dans certains bailliages décapités et décimés par les émigrations, pourvoir à l'exercice de l'autorité et de la justice ². Mais Mayenne limita ces doubléments, qui devaient, en 1595, causer des querelles infinies. Pour les bénéfices ecclésiastiques occupés par les troupes ligueuses, il pouvait, sans dommage, en accorder les « revenus » et le fit volontiers ³. Pour les charges de judicature, la résistance des officiers des cours souveraines, défenseurs de la propriété des charges ⁴, ne le trouva pas insensible. Pour faire des sergents-royaux, il ne calcula guère ; mais pour les « robes longues », il considéra.

Il est vrai qu'il pouvait, à l'imitation des rois, et comme Henri IV lui-même à Semur, créer de nouveaux offices. Et il le fit. Il « rétablit » des charges anciennement supprimées, non seulement celle d'Odebert, mais, au Parlement encore, une autre en juin 1591, trois en mai 1593, une en juillet 1593 ⁵. Aux Comptes, en août 1593 : un président, trois maîtres, un correcteur, un huissier. La même année, deux grands maîtres gruyers ⁶ et d'autres en 1594 ⁷...

1. *Reg.*, n^{os} 11, 63, 85 ; MACON, BB 55, 59, 62. Lettres pour la lieutenance générale dans S.-ET-L., B 1336 (28 juin 1591).

2. Autres exemples dans C.-D'OR, B 12085 et 12086,

3. Ex. dans DIJON, B 9 ter (cf., sur les saisies : C.-D'OR, C 2972).

4. V. ci-dessus, 334, n. 2.

5. C.-D'OR, B 12085, f. 48 ; *Reg. Parl.*, III, 447, 452 ; Breunot, I, 357, 360.

6. *Reg. Parl.*, III, 450-451, 545 ; Breunot, I, 401 ; B. DIJON, Baudot 198, 4.

7. Question générale importante que cette question des offices, et dont l'in-

Pour les hommes des communes pressés tout à coup, en 1593, par les événements, le nombre des occasions utiles était cependant restreint. Double raison de se hâter. Et, de fait, l'on voit un avocat Jean Prévost, un procureur P. Baudouin, solliciter avec instance des offices¹. L'on voit aussi, ligueurs déjà pourvus, non encore reçus, les Guillaume Royhier, les Guérin, les Buatier, les Venot, les Dubuisson, un avocat Champlat, au lendemain de l'Abjuration, redoubler soudain d'instances auprès des cours en vue de leurs réceptions², puis un groupe non moins impatient présenter des provisions fraîches, dont plusieurs, — celles d'Ét. Bernard, de l'avocat Cl. Legouz, de J. La Verne, — signées à quelques jours seulement de la cérémonie de Saint-Denis³, et une série d'autres enfin, datées des mois suivants, comme celles de Jean Belin, nommé enquêteur au bailliage de Beaune⁴. Entre l'Abjuration et cet afflux des communaux vers les offices, il y a un synchronisme éloquent. Rien ne saurait montrer plus clairement que l'Abjuration, victoire de la Ligue organe de la défense catholique, apparut comme le désastre de la Ligue révolutionnaire et sociale.

Sans retard, ces nouveaux pourvus, en « soubz mains », hâtaient les procédures et, en octobre 1593, faisaient agir les États, impatients de tenir leur « édit »⁵. Mais, aux cours, des haines veillaient. Une classe, d'abord, défendait les offices contre le danger de l'éviction. La classe passait la guerre. Les officiers de Dijon s'élevaient d'abord, même les ligueurs, contre l'idée de l'éviction des émigrés. Qu'un ligueur imprudent appelât « cy-devant président » un président de Semur, c'était se faire répliquer par les gens des Comptes « qu'il estoit president, que ceste quallité ne luy pouvoit estre hostée... » et les gens du Parlement navarriste interdit, dans

térêt saute aux yeux lorsqu'on lit p. ex. l'édit de Folembray. Nous ne la touchons ici, bien entendu, qu'accidentellement et pour les seuls besoins de notre sujet propre. Cf. p. ex. à ce sujet MAUGIS, *loc. cit.*

1. Cf. Breunot, II, 430, 446.

2. Breunot, I, 358 (Breunot écrit *Rouhier*, et l'éditeur, Garnier, a lu, à tort *Bouhier*), 408, 410, 414-415, 417, etc. ; *Reg. Parl.*, III, 447 ; C.-D'OR, B 29, f. 121 et s. ; B. DIJON, Baudot 66, f. 209.

3. Celles d'Ét. Bernard le 11 juillet (c'est la récompense des bons services faits aux États de Paris) : C.-D'OR, B 29, f. 130 v° ; B 12085, f. 48 v° ; — *Reg. Parl.*, III, 452 (Legouz de Vellepesle, chanoine à la Sainte-Chapelle en même temps qu'avocat ?) ; Breunot, I, 358.

4. C.-D'OR, B 12085, f. 47 (lettres du 3 nov.).

5. Breunot, I, 360 (août), 412, etc. ; C.-D'OR, C 3072, f. 5 v°.

telle lettre du Parlement ligueur, s'appelaient simplement « les presidens et conseillers estants de present à Semeur¹ ». Aux « restablissemens » de charges de 1593, objections et difficultés² : les officiers ligueurs eux-mêmes hochaient le menton et les « politiques » animaient la cause.

Quant aux provisions des communaux, elles trouvaient devant elles front hostile. On accueillait les jeunes béjaunes pourvus par résignation. Mais aux quadragénaires ou grisons pourvus par la grâce de Mayenne, mines fermées et silencieuse opposition. Dès longtemps, d'ailleurs. Pierre Buatier, récompensé de ses missions en Suisse, exhibait-il pour la succession d'André Gagne, maître aux Comptes, des provisions du 3 novembre 1589 ? Il ne fut reçu, — et après combien d'instances, de lettres de jussion, — que le 11 février 1594³. Pour recevoir, le 20 mai 1594, un autre maître, Jacques Venot, pourvu en avril 1592, trois jussions⁴. Au Parlement, il y avait barrières dressées contre Royhier, pourvu en juin 1591, et qui, en 1595, malgré vingt recharges ou jussions, verra entrer le roi dans Dijon avant d'avoir lui-même forcé l'obstacle⁵.

De même pour les impétrants d'après l'Abjuration : Cl. Legouz⁶, J. La Verne... Poussé vigoureusement, celui-ci, par Mayenne, par Tavanoes, par Henry Monsieur, par Franchesse : les mayennistes donnent à fond, en vue de l'écarter définitivement de sa mairie et cela avant l'élection annuelle du 24 juin. Lettres sur lettres ; sourires et menaces, intervention aussi des élus... Les « préparatoires » cheminent, petitement, jusqu'en avril 1594. Le 25 avril, on convoque Bernard pour « prendre sa loi » : mieux considéré, celui-là, et soutenu au moins par les conseillers ligueurs. Mais La Verne est « différé », et le 25 juin, le lendemain de l'élection majorale, c'est la garde de l'honneur parlementaire qui surgit : — « pendant

1. DIJON, B 227, f. 239 v^o, 7 mars 1590 ; DIJON, B 481, n^o 149 bis. — V. ci-dessus l'opposition du Parlement à l'édit d'éviction.

2. Breunot, I, 360, 363, 408, 410, etc. ; *Reg. Parl.*, III, 452.

3. Et encore avec des réserves : C.-D'OR, B 29, f. 100 v^o et s.

4. C.-D'OR, B 29, f. 121 et 169 ; Breunot, II, 433 ; ABORD, II, 273 et III, 125 ; D'ARBAUMONT, *Armorial*, 188. Les procédures sont beaucoup plus rapides à Semur (Breunot, II, 412. Ex. : Folin, pourvu le 16 août 1593, reçu le 1^{er} déc., *Reg. Parl.*, III, 536).

5. Breunot, I, 358, 363, 408, etc. ; C.-D'OR, C 3072, f. 5 v^o. La Chambre de ville elle-même, en nov. 1594, revient à la charge (DIJON, B 232, f. 146).

6. *Ib.*, I, 358, 410, 417 ; II, 24, 29, etc.

le sceptre dudit Laverne, qu'il a manié comme l'on scait », il « estoit expedient de ne remuer aucune chose » ; mais le voici arraché de sa mairie ; il faut articuler maintenant la cause principale de l'opposition, cette affaire Chantepinot, dont l'écho s'est « espanché par toute la France... ». Et c'en est fait : contre Montholon, Thomas, Boursault, Morin, Bouhier, De Cirey, Odebert, Millière l'ainé, Bernardon, De Vezon, Cl. Bretagne, Saumaise, et d'autres conseillers encore, contre l'action en assassinat tôt introduite, La Verne se brisera les ongles ¹.

Étienne Bernard, avocat de maison de ville cependant, fut reçu le 30 juillet 1594 ² : — exception. Mais les « politiques » du palais connaissaient la déclaration d'Henri IV qui révoquait « toutes les provisions d'offices données par M. du Maine excepté celles qui ont esté données par résignation ³... ». L'éviction des Buatier, des Venot, des Guillaume Millière, des Bernard, et de nombre d'autres ⁴ devait être, en 1595, leur revanche contre les hommes des communes et, avec l'humiliation infligée aux Royhier, aux Legouz ou aux La Verne, le signe tangible d'une volonté sociale : nous reconnaissons là l'un des ressorts essentiels de l'histoire de la province au temps ligueur.

III. — LES APPELS DES ÉMIGRÉS.

Pendant que, dans les villes de Mayenne, les officiers considéraient, pendant que le monde communal s'alarmait et cherchait abri, l'émigration agissait sur l'esprit d'une foule de citadins, à la barbe des capitaines de citadelles.

Les moyens militaires de Semur restaient faibles. Les essais de réconciliation de Guillaume de Tavanès et de Vaugrenant avaient avorté ⁵. L'appel acharné de Fremyot à l'intervention d'un prince ne lui avait procuré qu'une courte apparition du duc

1. *Reg. Parl.*, III, 455-460, 466 ; DIJON, B 232, f. 55 et v^o ; C.-D'OR, C 3072, f. 5 v^o ; Breunot, I, 410-417 ; II, 167, 245-248, 331, 335, etc. ; DROUOT, *L'affaire La Verne*, 28-33, et P. J. n^o 1, 2.

2. *Reg. Parl.*, III, 467 ; VINDRY, 155.

3. Breunot, II, 80.

4. D'ARBAUMONT, *Armorial*, 188 ; Breunot, II, 570, 572, etc. Il est vrai que de nouvelles provisions rétablirent plus tard plusieurs de ces officiers (mais non Bernard p. ex.) V. les lettres dans B 29.

5. Breunot, I, 315 ; PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 160.

de Nevers en Auxois, à la veille de la trêve de 1593, qui avait aussitôt éloigné ce héros au moment où les navarristes se promettaient merveille de sa présence. Puis se produisirent ces expéditions brutales de Biron en Auxerrois et d'Ornano en Mâconnais qui firent connaître le poids de leurs noms ¹. Mais l'armée de campagne destinée à la Bourgogne, depuis Aumont, resta une fiction, du moins jusqu'à la réapparition nouvelle de Biron, avec un effectif digne de son nom, à la fin de 1594.

Mais, faute d'armée, les émigrés assiégeaient les villes de leur propagande et n'y trouvaient pas oreilles sourdes. Par une correspondance habile, des « absents » anciens y travaillaient leurs amis : à Mâcon Philibert Barjot, à Avallon Georges Filsjean, lieutenant au bailliage, exilé à Montréal, et à Chalon une belle compagnie d'astucieux ². Auxerre même, si longtemps tenu par les « passionnés », avait à son flanc son foyer de perversion. A l'élection de maire, le 26 septembre 1593, un modéré suspect de collusions « politiques », le lieutenant-général Henri Leclerc, avait triomphé de Gilles Thierriat, ami de l'avocat Nicolas Tribolé, grand ligueur du lieu, et cette victoire était celle de la réaction locale des officiers contre les oligarques. Tribolé fit opposition. Mais il était homme du duc de Guise et ligueur trop classé : Mayenne confirma Leclerc. Après quoi, au début de mars, survint Guise, qui chassa Leclerc et fit élire Tribolé. Les avocats brouillons conservaient donc Auxerre. Mais Leclerc et une équipe d'officiers expulsés s'étaient campés à proximité et préparaient leur revanche à la faveur du mécontentement populaire. Tous ces officiers émigrés étaient les intermédiaires indiqués d'un rapprochement de leurs villes avec S. M. et ses conseils ³.

Or, un grand nombre de bannis et de fugitifs, depuis le printemps de 1594, étaient jetés en renfort par les mairies dans ces camps d'émigrés. L'affaire Saulnier avait abouti à créer à Lucenay un quartier général du blocus politique d'Autun. Dans l'été, l'affaire

1. DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Mat.*, n^{os} 164-165, 169 ; AVALLON, EE 62 (lettres diverses) ; AUTUN, BB 6, f. 82 ; — Breunot, I, 336-352, 382, 388 ; II, 51, 73, 74, 157, etc. ; CHALLE, II, 211 et s.

2. V. des lettres de Barjot dans MACON, AA 8, n^{os} 39-41 ; de Chandon : BB 62, f. 79 ; une lettre éloquente de Filsjean au maire Borot dans PETIT, *Avallon*, 335. Sur le rôle de Tyard, v. PERRY, *passim*.

3. AUXERRE, reg. 6 ; LEBEUF, II, 422, 425-426.

La Verne allait à elle seule renforcer d'une centaine d'impaticnts l'armée d'épistoliers déjà concentrée contre Dijon, en Auxois, et moins loin, à Saint-Jean-de-Losne. Si Semur faisait gris accueil aux tard-venus, Vaugrenant les attirait dans sa forteresse de Saône. Les ralliés s'arrêtaient donc là, à l'étape du repentir, et ils y trouvaient dans l'ancien président dijonnais un capitaine prêt aux coups de main ¹.

Mayenne ne manquait donc pas de raisons de garnir ses villes. Mais, ce faisant, il offrait à ses ennemis une « occasion » de plus, et un point d'attache où nouer les intrigues. Le roi « ne nous mettra point de garnisons en noz villes » : affirmation déjà ancienne assez peu fondée ², mais qui trouvait un peuple pour l'accueillir. La propagande de l'émigration bourguignonne n'avait plus à échafauder des dialectiques, mais seulement à publier des faits. Le grand exemple donné par la France entière, le spectacle des provinces voisines gagnées à la paix royale ; de Meaux, d'Orléans, de Bourges, de Troyes, de Chaumont, capitulant à tour de rôle ; la diffusion des « discours » qui suivaient chacune de ces soumissions ³, l'influence de Paris, certainement active sur les marges auxer-

1. C'est tout Breunot d'août à déc. 1594 (II, 268-423) qu'il faudrait citer à ce sujet et tout DIJON, B 232, jusqu'au f. 165. — L'examen méthodique des très nombreux cas indiqués dans ces deux sources (au moins 200 pour la période 1594) fait ressortir le rôle joué par Saint-Jean-de-Losne. En ce qui concerne seulement les 44 fugitifs et bannis du complot La Verne dont nous possédons les noms (v. DROUOT, *L'affaire La Verne*, Appendice III), nous en comptons 15 partis pour Saint-Jean-de-Losne, plusieurs pour Saulx-le-Duc, 2 pour Mâlain, 1 pour Mirebeau, 1 pour Chanceaux, 1 seulement pour Semur, et, il est vrai, 22 pour des lieux indéterminés ; mais la moitié au moins de ces 22 semble bien gagner aussi le refuge offert par Vaugrenant. Dans l'histoire de la jalouse concurrence des deux centres royalistes, il faut noter ce rôle d'abri des émigrés de la dernière heure joué par Saint-Jean-de-Losne. On voit Vaugrenant offrir des passeports aux Dijonnais (Breunot, II, 488, 492), faciliter les transports de meubles, les va-et-vient des femmes, etc., et prendre l'allure d'un gouverneur de petite capitale prêt à se faire celui de la grande. Sur cette menace constante pour Dijon ligueur, v. DROUOT, *loc. cit.*, 44 et s.

2. *Considération sus les troubles...*, Angers, Ant. Hernault, 1591, in-4°, 31 p. (f. 213 dans la foliotation du recueil B.N., fr. 15591). — Sur les déceptions des villes rendues, v. ci-ap., § VI.

3. D'Aubigné, *Histoire univ.*, IX, 8 et s. ; P. Cayet, *Chron. nov.*, livre VI ; etc. Pour la Champagne : HÉRELLE, *Documents*, II, 536 et s. ; Carorguy, 173-176 ; POINSIGNON, *Hist. de Champagne*, II, 409 et s. ; BOUTIOR, *Hist. de Troyes* ; etc. Collection de plaquettes concernant ces réductions à la B. DIJON, n° 5381. — Sur le cas de Troyes, dont l'exemple dut être particulièrement influent, v. les intéressants détails donnés par LA PERRIÈRE, *N. du Hault*, 84.

roises ¹, — tout cela, au printemps de 1594, appuyait souverainement auprès des Bourguignons attentifs les « suasions » de leurs frères exilés. Lorsque Mayenne se flattait de l'espoir de conserver à la Ligue des villes « en Bourgogne, Champagne et Bretagne ²... », peut-être comptait-il sur la réserve des provinces que Paris n'avait jamais commandées et, en particulier, d'une rétivité bourguignonne favorisant ses efforts pour neutraliser dans sa province l'effet de la trahison de Brissac ³. Mais il se trouvait que tout péril ne venait pas du nord et de Paris, que la Bourgogne écoutait aussi les voix du sud, et que Lyon, autre grand'ville, eût suffi à dissiper les illusions.

IV. — LE SIGNAL DE LYON. LES SOUMISSIONS DU PRINTEMPS DE 1594.

Attaquée au nord par les routes de Paris, la Bourgogne l'était au sud par celle de Lyon. Les deux influences externes qui, de longtemps, s'attaquaient au corps bourguignon ⁴ avaient trouvé leur heure décisive. Celle de Lyon surtout, et cela, dès septembre 1593, lorsque s'était répandue la grande nouvelle du soulèvement populaire contre Nemours. L'emprisonnement du jeune ambitieux qui avait commandé et intrigué en Bourgogne, le sort des Bourguignons de sa suite comme Claude Bouvot, avaient montré, dans la province de Mayenne, comment un particularisme de prince s'effondrait sous la poussée des petites gens. On avait su, de plus, l'alarme de Mayenne, dont Pierre d'Épinac avait, en l'espèce, dépassé les intentions, et l'intervention à peu près vaine du con-

1. V. les lettres du Bureau de la ville de Paris aux villes ligueuses (bonté du roi, joie du peuple, libération des garnisons et délivrance des alarmes espagnoles : qu'on se rallie), 28 mars 1594 (*Délib. du Bureau de la ville de Paris*, XI, 7-9). Cf. le même aux magistrats de Mâcon, Paris, 2 mai, MACON, BB 62, f. 86, *cop.* Sur cette influence : AUXERRE, BB 6 ; GRÉGAINE, 44. Ragny, qui travaille Avallon, utilise cette influence dans ses lettres p. p. RAUDOT, *Une petite ville*, et PETIT, *Avallon*, 3^e p¹⁶, ch. IV.

2. *Les jeux de joye de Lyon*... Saint-Denis, Lhuillier, 1594, in-8°, 5.

3. Mayenne aux magistrats de Dijon, Paris, 28 janv. ; Vitry, 12, et Bar-le-Duc 15 avril 1594, *Corr.*, n^{os} 580, 583, 584 ; de Chalon, même lieu et date, CHALON, BB 10, f. 345, *cop.* ; etc. Cf. le prince de Mayenne aux magistrats de Mâcon, Dijon, 7 et 9 avril, MACON, AA 7, n^{os} 54 et 55 ; de Chalon, CHALON, BB 10, f. 347.

4. V. ci-dessus, I, Introduction, p. 20-24.

ciliateur, Jeannin¹ : jeter bas un prince comme Nemours, ç'aurait pu être, en 1591 encore, renforcer l'autorité du gouvernement central de Paris, mais non plus à la fin de 1593. Les ligueurs de Bourgogne avaient donc pu profiter de l'occasion pour mettre la main sur quelques postes tenus chez eux par les hommes du jeune prince², mais dû s'attendre à voir Lyon passer au roi. Le 7 février 1594 au soir, c'était chose faite...

La prise de Paris influa sur les Bourguignons et se fit sentir jusqu'à Mâcon fort nettement³. Mais les événements lyonnais étaient événements bourguignons comme les liens économiques étaient liens politiques. Lyon passé au roi, Ornano maître des débouchés méridionaux du Mâconnais, c'était tout le commerce du Val de Saône alarmé⁴. C'était aussi cette idée — clairement conçue à Dijon — que la Ligue et Mayenne perdaient, avec les banques lyonnaises, un moyen fondamental et irremplaçable, — ce fait que, désormais, la source des pensions de Mayenne était tarie ; ce fait aussi, et peut-être plus directement influent encore, que nombre de Bourguignons avaient leur « bien » dans ces banques de Lyon, que les royalistes pouvaient y saisir par exemple les dépôts d'un Lartusie — « cinquante mil escus », entendait dire Breunot, — et tout aussitôt lui mander « que si il ne mettoit la citadelle qu'il tenoit en l'obéissance du Roi, qu'il s'assura que ladite somme estoit perdue pour lui⁵... ». C'était enfin les presses de Pillehotte, les plus actives peut-être de France,

1. Breunot, I, 380, 381, 383, 397, 405, etc. ; B.N., fr. 2984, f. 43 ; Jeannin à Villeroy, Lyon, 15 nov. 1594, B.N., fr. 15575, f. 105 ; RICHARD, *D'Épinac*, 531-547, 552 (exposé sur les ambitions de l'archevêque et l'intervention de Mayenne, puis sur l'action de Jeannin). Cf. L'Estoile, VI, 92, 93 (Mayenne fait courir le bruit qu'il va partir pour Lyon. Il se contente d'y envoyer Jeannin).

2. V. notamment l'éviction du capitaine Malacret, de Montbard, par le chevalier de Franchesse (Breunot, II, 40). Clientèle mayenniste contre hommes de Nemours : situation non nouvelle.

3. Les Mâconnais dans la période où se prépare leur soumission, rappellent à plusieurs reprises l'exemple de Paris, en faisant remarquer qu'ils dépendent de son Parlement qui a reconnu le roi (MACON, BB 62, f. 63 v^o, 64 v^o, 71, etc.).

4. CHALON, BB 10 et 11, mars-août. A Dijon même, les marchands rappellent qu'ils n'ont « autre commerce ou trafic qu'avec ceux de Lyon » (Breunot, II, 34, 15 fév.).

5. V. par ex. Breunot, II, 36, 37, 46 (février). *Les jeux de joye de Lyon...* (Saint-Denis, Lhuillier, 1594, in-8^o), entre autres plaquettes, montrent que la conquête de Lyon est celle de la banque qui « faisoit tenir l'argent d'Espagne », « centre auquel toutes les ligues répendent... » (15).

passant au service d'Henri IV et jetant soudain sur la Bourgogne des plaquettes incendiaires¹...

Autour de lui, au xvi^e siècle, toujours « l'exemple de Lyon est grand² ». Les journées des 18 septembre 1593 et 7 février 1594 eurent, non seulement à Bourg ou à Grenoble ou en Comté, mais jusqu'à Auxerre et à Bar-sur-Seine, une répercussion considérable. A Chalon, assemblée générale des habitants pour information et délibération sur le « fait de Lyon ». A Dijon, Breunot, en son journal, revenait à une centaine de reprises aux barricades et à la conversion de la grand'ville³. Et le soin avec lequel Mayenne lui-même ou les ligueurs de Dijon répandaient autour d'eux des versions voilant ou dénaturant les faits dénonce à lui seul l'émotion qu'ils sentaient régner⁴. Les royalistes du pays, d'ailleurs, — avec les Lyonnais eux-mêmes, qui appelaient les villes bourguignonnes à eux, — se chargeaient de publier la vérité des faits : Avallon, à qui Dijon mandait, le 29 février, que Lyon était « tousjours au party de l'Union », recevait aussitôt de Ragny un appel ardent qui confirmait la réduction ; tandis qu'au nom du duc de Nevers le sr de Champlemy en requérait l'imitation⁵.

L'alerte des ligueurs ne fut nulle part plus vive qu'à Mâcon. Mâcon était, on le sait, « coustumier de suivre la fortune de la ville de Lyon⁶ ». Or, dès le 11 février, quatre jours après leur capitulation, les Lyonnais avaient posé aux Mâconnais, ces alliés, ces ravitailleurs nécessaires, la grande question, et, dès lors,

1. REURE, *La presse politique à Lyon*, 18. *Discours sur la reduction de la ville de Lyon* (par Ant. du Verdier), Lyon, Soubron, 1594, in-8° ; *Le Panathénaique...*, même lieu et date (cf. HAUSER, *Sources*, IV, n° 3094) ; *Les barricades de Lyon*, même lieu et date. — D'ailleurs, Tours renforçait Lyon (à l'aide, par ex., de la *Copie d'une lettre escripte de Lyon...*, Tours, 1594, in-8°). — Breunot a connaissance de certains des « discours » lyonnais (I, 383, 397).

2. B.N., fr. 3987, f. 87 (billet d'information royaliste).

3. BOURG, BB. 60 ; Grivel, 31 ; Carorguy, 158, 159, 168, 191, 195 ; Grégaine, 42 ; Breunot, entre I, 352 et II, 50 ; CHALON, FF 1 (5 oct. 1593). — La déclaration du roi de mai 1594 sur la réduction de Lyon put aussi produire effet (*Mém. de la Ligue*, VI, 107-116).

4. Mayenne aux magistrats de Chalon, Paris, 19 fév., CHALON, BB 10, f. 331 v° ; même lettre à Mâcon, MACON, AA 7, n° 46 ; les magistrats de Dijon à ceux d'Avallon, Dijon, 29 fév., AVALLON, EE 64 ; etc.

5. V. note précédente et Ragny aux magistrats d'Avallon, AVALLON, EE 64, 1^{er} mars ; cf. Tavanès aux mêmes, Dijon, 20 fév., *Corr. des Saulx-Tavanès*, 343.

6. Breunot, II, 34.

s'engagea un caractéristique processus de réduction sous la poussée populaire. Rien n'y manqua : l'intervention armée des lieutenants de Mayenne et de Jeannin, les barricades des vigneron et artisans contre la garnison, l'action des émigrés, — représentée, ici, par des lettres déterminantes de l'habile Philibert Barjot¹ et du lieutenant au bailliage Jean Chandon, — enfin le freinage du gouverneur et... son marché personnel : 10.000 écus et son maintien en charge². Le « négoce de Lyon », le monde des marchands, des

1. Les consuls de Lyon aux magistrats de Mâcon, Lyon, 10 fév. 1594, MACON, BB 62, f. 36 v^o, *cop.* — Barjot aux magistrats de Mâcon, Lyon, 6 et 18 avril, AA 8, n^{os} 40, 41 (Barjot est muni de lettres du roi assurant le pardon et toutes garanties aux ralliés) ; Chandon aux mêmes, La Montagne, 29 avril, BB 62, f. 79, *cop.* ; — etc. Les lettres du roi, Saint-Denis, 13 mars 1594, sont dans AA 5, n^o 43.

2. Voici (au bref, et ce sera notre seul exemple) un résumé des faits mâconnaïses. — Premier temps : la mise en garde des intérêts des « gros », des ligueurs compromis et des hommes de Mayenne. Une assemblée générale sous l'influence de Rymon, le lieutenant-général nommé par le duc, et des chanoines groupés autour de Laubespion, décide, le 11 février, d'attendre la « resolution generale des affaires de France » et de faire confiance au s^r de Varennes, gouverneur. Le « négoce avec Lyon », d'ailleurs, continuera (c'est le nœud de l'affaire). Silence des royalistes au conseil, mais « remuement » populaire et arrivée, le 17 février, du prince de Mayenne, le 18 de Tavanès, avec Jeannin, qui prolonge son séjour en Bourgogne. Alors, l'engrenage fatal : le « renforcement » militaire et l'alarme du peuple, les impositions, et les conciliabules des bourgeois de ville (MACON, BB 62, f. 37-51).

Deuxième temps : les émeutes populaires. Contre les hommes de pied du capitaine Gouville, émeute le 20 février, et barricades le 26. Les bourgeois communaux, l'avocat Desrivieux, le contrôleur Berthelot, le procureur Picollier et « aultres bourgeois » essaient de freiner. Les chefs de l'émeute ? Des vignerons ; des artisans ; un chanoine isolé, Troncey, un Lyonnais. Les échevins les expulsent. Au début de mars, le silence. Le 6, après de bonnes paroles sur la bonté de son père et la « bonne resolution » que doivent prendre les « Estats generaux de France », le prince s'en retourne avec Tavanès et Jeannin, laissant seulement Gouville avec 60 hommes, en attendant une « recreue » locale qu'on prépare aussitôt (BB 62, f. 51-57).

Troisième temps : « contraincte », mais méthodique, la désertion des magistrats communaux sous la poussée populaire. Les contrôleurs partis, le « commun » se ranime. Ornano, de Lyon, s'approche. Ajoutons que Barjot, c'est-à-dire l'émigration mâconnaïse, de Lyon, activement, astucieusement (par les lettres indiquées ci-dessus) conseille et suggère. Le 6 avril, « entre eulx », sans chanoines, sans gouverneur, — mais en mains les pièces utiles, les déclarations du roi garantissant le pardon entier, relues et copiées au registre, — le premier échevin, Benoît Buchet, les cinq autres échevins, le procureur-syndic et une autorité locale, le député aux États du comté Lazare Duchassin, décident de faire le pas avant que ne se déclenche un nouveau mouvement des vignerons. Le 13, assemblée générale : les ligueurs baissent pavillon ; quelques voix seulement évoquent le nom de Mayenne. Vincent Bernard, élu du Mâconnais : « ...Monsieur de Mayenne ne le trouvera mauvais ; ...d'ailleurs ...nous dependons de Paris », qui a « recongneu » le roi. Mais Duchassin : il ne faut pas attendre la permission « de monsieur de Mayenne, car il sembleroit au roy que nous ne faisons rien

bateliers, aide l'émeute populaire et assiège la « religion », en l'espèce les chanoines conduits par Antoine de Laubespain, et les échevins.

Auxerre, cependant, devança Mâcon. L'oligarque Tribolé et le sr de Villiers, gouverneur, encerclés de petites villes champenoises rendues au roi depuis janvier 1594, menacés par les officiers groupés par Leclerc à Cravant et les troupes du sr de Tannerre, débordés enfin par une émeute de vigneron contre le régiment du sr de Lure, prennent la capitulation à leur compte pour s'abriter des représailles. Assemblée le 7 avril ; députation au roi. Dès le 22, les articles de la réduction sont enregistrés au Parlement de Paris. Biron arrive et garnit la nouvelle conquête. Vézelay, Chablis, Saint-Florentin, dans les confins champenois-bourguignons, barraient, dès mai, avec Auxerre, l'une des liaisons de Dijon avec Mayenne ¹.

Puis on apprend que Bar-sur-Seine, le 10 mai, Mâcon le 15, Tournus le 19, Avallon le 31, avaient fait « le saut ² ». C'était la fièvre du

sans son consentement ». Desrivieux : écouter Barjot, mais craindre les soldats et le gouverneur. Démarche donc auprès de Varennes, qui répond « avec courroux » n'être espagnol « ains vray françois », mais « qu'il rendroit la ville au roy à sa volonté et non des habitans » (BB 62, f. 63 v^o - 67).

Dernier temps : l'accommodement du gouverneur, c'est-à-dire la négociation de son traité propre, assez résolument menée. Varennes était un homme de Nemours. Les lettres prometteuses ou menaçantes des lieutenants de Mayenne (Dijon, 4 avr., 14 avr., BB 62, f. 69 v^o) et que les échevins ne « divulguent » pas au peuple, crainte de nouvelle émeute, ne peuvent plus rien sur lui : Barjot l'a muni, avec Bellièvre, qui surveille tout cela, de promesses du roi, qui envoie, pour réaliser la réduction, Pierre Dormy, baron de Vinzelles (Henri IV à Varennes, Saint-Germain, 1^{er} mai, MAÇON, AA 5, n^o 43 et BB 62, f. 84, *cop.*). Pendant ce temps, les délibérations de la maison de ville ont continué et le peuple menace de plus en plus. Le 21 avril, assemblée où on lit un arrêt du Parlement de Paris condamnant Mayenne. Mayenne écrit : on décide de ne plus lui répondre (4 mai). Le Parlement de Paris, le Bureau de la ville de Paris pressent Mâcon de se rallier... Le 12 mai, enfin, ayant assuré ses 10.000 écus (cf. C.-D'OR, C 2979), Varennes annonce « qu'il vouloit mectre ceste ville en l'obeissance du Roy dans quatre jours ». Alors, « toute joie et liesse ». Le clergé fait ses réserves. Le 15, assemblée générale. Gris de *Vive le roi !* (Rymon s'y distingue). Puis les formalités avec Vinzelles et députation au roi (sur tout cela, BB 62, f. 67-100). Par lettres signées devant Laon le 10 juin 1594, Vinzelles est nommé bailli du Mâconnais (C.-D'OR, B 29, f. 159 ; cf. S.-ET-L., B 1336). — En somme, l'influence de Lyon ouvre la crise, le peuple se soulève et force les hésitations des bourgeois, les émigrés huilent les rouages et apaisent les craintes, le gouverneur gagne le temps d'assurer sa prime, et, muni, termine l'affaire. — Ce processus nous paraît représenter assez bien, *mutatis mutandis*, l'aspect des faits dans nombre d'autres cas, au moins bourguignons.

1. AUXERRE, reg. 6, *pass.* ; LEBEUF, II, 427-434. Cf. CHALLE, II, 214 et s. ; HÉRELLE, II, 537-538.

2. Sur l'assemblée de Bar et la déclaration du gouverneur Grammont : CARORGUY, 182 ; HÉRELLE ; BAR-SUR-SEINE, AA 1 (lettres d'Henri IV). Pour

renouveau français qui gagnait. C'était l'œuvre de la poussée populaire profitant des désarroi bourgeois, — et traitant l'affaire avec le roi même, par le truchement des officiers exilés, non par celui, sauf exception, des autorités royalistes du pays. Pour achever l'affaire de Mâcon, le roi envoyait un homme à lui, mais qui n'était pas Guillaume de Tavanès : capitulation sans ses troupes et sans lui. Tavanès n'intervenait donc que pour rappeler, avec discrétion, qu'il était en Bourgogne lieutenant du roi ¹. Semur n'avait toujours pas d'armée et le projet d'en former une allait, dans l'été de 1594, avorter encore ⁴. Semur aidait au progrès des idées, mais ne prenait pas les villes. C'étaient leurs peuples qui se rendaient spontanément.

Des bourgeoisies échevinales, devant eux, avaient cédé. Tandis qu'à Dijon La Verne n'en était qu'à chercher refuge pour l'avenir, Tribolè, à Auxerre, était déjà à bas. Ces soumissions du printemps de 1594 étaient, pour une partie importante des oligarchies urbaines, un brutal désastre.

V. — MAIRES DE JUIN 1594.

Les capitulations du printemps de 1594 étaient celles des comtés « adjacents ». La province de Mayenne était saisie par ses deux

Mâcon, v. ci-dessus, note, et MACON, EE 53 (députation au roi, articles, etc.). Cf. JEANDET, *Mâcon au xvi^e s.*, 94-118 ; *Remontrance de la reduction de la ville de Mâcon...*, Paris, 1594, in-8° (dédiée au s^r de Bothéon) [HAUSER, *Sources*, IV, n° 3103] ; Grégaire, 46 ; etc. Pour Tournus : JUÉNIN, *Hist. de l'abbaye de... Tournus*, I, 286. Pour Avallon (qui s'entend avec le s^r de Pluvault, gouverneur de Vézelay : YONNE, E 526 ; AVALON, AA 3 (art. accordés par le roi, camp devant Laon, 12 juill. 1594) ; EE 64 ; PETIT, *Avallon*, P. J. n° XXII ; CHALLE, II, 207 et s. ; BREUILLARD, *Notice historique sur le marquisat de Ragny (Mém. Comm. des Ant. de la C.-d'Or*, IV, 293-317). Sur les capitulations consécutives secondaires, DROUOT et GROS, *Rech.*, II. *Mat.*, n° 61. Le château d'Époisses, p. ex., allait être rendu par le capitaine Desforges le 28 oct. (C.-d'OR, C 3636).

1. Guill. de Tavanès aux magistrats de Mâcon, Bonnencontre, 20 mai 1594, et Saint-Martin-de-Lèves, 22 mai : MACON, AA 6, n° 15-16 ; et BB 62, f. 103 v° - 104, *cop.* (une suite d'autres lettres du même de mai à août semble viser à établir son autorité : AA 6, n° 57, 59, 60, 61). JEANDET, *Mâcon au xvi^e s.*, 117, remarque avec raison que Tavanès se vante à tort dans ses *Mémoires* d'avoir réduit Mâcon avec 100 chevaux. Il se présenta effectivement le 2 juin, mais dans une ville soumise (*ib.*, f. 114). Cruzille essaiera sans succès de jouer un rôle (*ib.*, f. 240 et s.). — Le particularisme mâconnais faisait au contraire place à Ornano, lieutenant-général du Lyonnais et à des relations actives avec le Parlement de Paris (BB 62, f. 74 et s., 85 v°, etc.). — Les articles de la capitulation de Mâcon (8 juin) sont dans SAONE-ET-LOIRE, B 1336.

2. C.-d'OR, C 3070, f. 203, 217, 223, 230 v° et s. Les garnisons restaient oisives, malgré les « clameurs » de « plusieurs » (f. 223).

extrémités. Le Duché tenait bon encore autour de Dijon conserve. Mais le roi s'établissait alentour. Sans doute, disait-on au duc, les places perdues étaient celles qui n'avaient pas de citadelles ou n'en avaient que de médiocres. La preuve était faite cependant que les murs crénelés ne suffisaient pas pour retenir des villes lorsque le peuple entraîne les bourgeois et les capitaines.

Mayenne s'employa à sauver ce qui lui restait, et d'abord à pousser vers les offices les La Verne et les Royhier, ces alliés indociles et désormais trop gênants. Une équipe en partie constituée en 1593 était prête à mieux le servir. Tandis que les tyranneaux condamnés cherchaient à se garer dans les charges, des avocats et procureurs moins compromis, quelques-uns déjà maires, optaient pour l'attente du traité général, prêts à modérer le peuple, d'accord avec les jésuites, et pour l'heure avec Mayenne. Leurs noms, jusqu'alors assez effacés, apparaissent dans les chroniques et les registres à cette heure tardive. Ce sont eux, en effet, qui fournirent à Mayenne l'équipe, en partie renouvelée, des maires bourguignons de juin 1594 : on ne pouvait affronter le peuple de 1594 qu'avec des hommes nouveaux, ou des modérés réputés hommes de paix.

Élections surveillées de près, et faites partout à vin répandu, sous le contrôle des châteaux. A la veille de l'épreuve : « M. le prince part de Dijon... Il s'en va pour faire un maire à Beaune, à Chalon et à Autun ¹ », précédé, d'ailleurs, d'avertissements significatifs. « ...Qu'ilz soient gentz de bien, affectionnez à ceste sainte union, à Monsieur mon pere..., amateurs surtout du repos... », sinon lui, gouverneur, saura « oster » les mauvais magistrats et « en mettre d'aultres ² »... « Amateurs surtout du repos » : c'était la condamnation des « brouillons » provocateurs : l'Abjuration, les pertes de villes, la crainte du peuple se sentent en ce programme.

Quelques sages furent réélus : à Chalon, le conseiller au bailliage Jacques Parise, imposé par Lartusie et le baron de Saint-Vincent ; à Autun, non sans peine, en présence du prince, et dans une opération retardée, Philibert Venot, habile homme et tout le contraire d'un boute-feu ; à Bar-sur-Seine, M^e François Gouthières, un gendre du président ligueur Le Martin ; à Châtillon, Jacques

1. Breunot, II, 159.

2. Le prince de Mayenne aux magistrats de Chalon, Dijon, 12 juin 1594, CHALON, BB 10, f. 370 v^o, *cop.*

Bouvot¹. A Montbard, à Seurre, des élections, directes ou recommencées après annulation par les gouverneurs, donnèrent des maires amis du repos².

Dijon fut pourvu d'un maire nouveau. En juin 1594, Jacques La Verne fut écarté de la mairie. Opération méthodiquement préparée par tous les hommes de Mayenne donnant, payant, tenant table ouverte, par Franchesse menaçant la ville d'un sac. Car La Verne briguait lui-même à merci, luttant contre le vent, défendant son titre communal, garantie de sa fortune³. Mais le candidat de Mayenne, cette fois, n'était pas Bernard. Une candidature de ce grand ligueur, trop inféodé au Conseil et aux « passionnés » et homme lige de Mayenne, eût assuré le succès de La Verne en rejetant sur cet homme apte désormais aux palinodies, les suffrages des « politiques ». Plus habile fut la candidature du procureur René Fleutelot, jeune — trente quatre ans — et personnage neuf. Et voici l'élection : à Saint-Médard, paroisse des officiers des cours, fort travaillée par les « politiques » : La Verne, 54 suffrages ; Fleutelot, 21 seulement ; des royalistes connus comme le libraire Desplanches, le protestant Jean Husse, votent pour La Verne. A Saint-Nicolas, 294 votants, petits artisans, hôteliers, vigneron : La Verne, 64 voix seulement ; Fleutelot 167 ; des royalistes nombreux, faciles à pointer, votent ici encore pour La Verne. Dans les sept paroisses, on constate que les adversaires bourgeois de Mayenne combattent le candidat officiel. Mais le peuple suit son instinct, abat enfin le maire du vrai temps ligueur et élit le modéré. Fleutelot 789 voix, La Verne 500 et Bernard 57 ; outre cela 165 voix dispersées⁴ : c'était la victoire du château et de Mayenne.

1. CHALON, BB 10, f. 382 v° ; AUTUN, BB 6 (cf. ABORD, II, 422 ; Breunot, II, 140-147, montre qu'Autun alarmait les gouverneurs ; le prince au cours de son séjour à la fin de juillet exigea que les échevins et dix notables s'engagent à ne recevoir aucune troupe) ; CARORGUY, 78, 139, 186 ; CHATILLON, Carton Ligue, cah. 12.

2. MONTBARD, Reg. ; Breunot, II, 114, 165, 452, 455.

3. Détails abondants et précis (menaces de mort contre les électeurs de La Verne ; arrivée d'une troupe sous les murs. Le 22, toute la ville est gardée. Franchesse est à la porte des Jacobins, lieu de l'élection, etc.) dans Breunot, II, 142-163. Cf. Cuny, 78.

4. DIJON, L 210 (cah. de vote par paroisse, orig. donnant chaque vote), f. 109-111 v° ; L 211, 138-147, etc. (et la transcription en tête du registre de délibérations, B 232).

Bien suggestive ensuite l'attitude de ces modérés, élus de Mayenne. Le duc leur recommandait la « douceur ». Ils furent doux avec les dociles. Mais contre l'émotion populaire, jusqu'à la veille des capitulations, ils se dépensèrent, toute police dehors, y compris ceux qui, comme Fleutelot à Dijon, Belin à Beaune, Venot à Autun, devaient ouvrir, à la dernière minute, leurs portes à l'armée du roi et, pour cela, ensuite, recevoir lettres de noblesse. De leur résolution de vigilance, les dossiers des juridictions communales témoignent abondamment et nettement ¹.

Qui étaient-ils donc ? Avant tout, les guides d'une classe compromise vers le havre de salut, les représentants nouveaux, mais les représentants encore des intérêts bourgeois. Les La Verne, eux, cherchaient refuge ailleurs. Rejetés à la porte des offices, il ne leur restait plus qu'à courir au roi en faisant, sous son nom, exploit bruyant. « Comme ilz avoient bien pillé et plumé la poule » au camp de Mayenne, « ilz vouloient recourir au roy de Navarre pour leur ayde... » : jugement d'un honnête ligueur bourguignon ². Mais, sur leur voie personnelle de salut, ces ardents « ligueux » de la veille allaient rencontrer la barricade de leurs anciens associés groupés autour des maires de 1594. La Verne en était réduit au complot royaliste : devant lui Fleutelot était, au contraire, le pilote qui devait gagner le port en évitant les écueils, et l'ennemi des aventures, « amateur du repos ».

L'ennemi des aventures nouvelles, et aussi le liquidateur des aventures passées. Avec ces élections ou réélections de 1594, s'achevait la condamnation des « républiques ». Le procureur Fleutelot, homme nouveau, mais tourné vers un avenir qui ne pouvait être que le retour à la discipline monarchique ancienne, ne pouvait se faire le champion attardé d'une idéologie condamnée. Il ne conduisait plus une offensive ; il luttait seulement pour que la défaite de ses pairs ne dégénérait pas en désastre. Ne se laisser

1. Par ex. toute la partie des dossiers C.-D'OR BII 360/53 - 54 qui concerne la période juin 1594 - mai 1595, les registres d'AUTUN, BB 6, f. 110 et s. ; CHALON, BB 11, f. 5 et s. ; DIJON, B 232, f. 65 et s. (nombreuses enquêtes et condamnations diverses, pour paroles, rébellion, etc.). Cf. aussi Breunot, II, entre les pages 167 et 480, et les « exhortations » très caractéristiques qui sont publiées « par les rues », par ex. en déc. 1594 (B 232, f. 154 v°). — Sur les conseils de Mayenne : Breunot, II, 227.

2. Cuny, 93.

ni déborder par les mouvements populaires, ni canonner par les citadelles de Mayenne ; mais, entre ces deux périls, d'accord avec les ligueurs du Parlement, conduire dans l'ordre leur ville et avec elle, avocats, procureurs et leurs frères marchands au « traité général », ou, s'il le fallait, à la capitulation sûre, garante de sécurité : tel était le plan. « Il faut attendre le général », disait aux officiers Legouz de Vellepesle. « Nous sommes à la veille d'une paix » : il est « plus salulaire d'attendre quelque temps », disait le vierg Venot à l'évêque Saulnier, emporté dans la sédition¹. Plus salulaire que de rendre à quelque petit capitaine sans chancellerie, à Vaugrenant ou à Cypierre, Dijon ou Autun². Ces capitaines du pays dans les villes, c'eût été la vengeance débridée de l'émigration, les restitutions, la curée, une terreur de représailles. Et voilà pourquoi ce Fleutelot qui, le 28 mai 1595, à bon escient, après négociation, capitulation dûment scellée sous l'autorité du roi, devait recevoir dans Dijon Biron et être « continué » en 1595 par volonté de S. M., fut en 1594 le docile collaborateur d'un Franchesse.

Le collaborateur aussi d'un Père Christophe. Ce Fleutelot dont la postérité ceindra le chef de lauriers pour avoir été le mayer de la reddition à Henri IV, c'est l'ami des jésuites. Sans doute le collège des Godrans avait-il donné pour La Verne aux élections de juin : une liaison consacrée et nécessaire continuait à s'imposer malgré cela entre la Maison de ville et ce collège. En novembre 1594, le maire allait prier le véhément prêcheur de la Sainte-Chapelle, ce Commolet dijonnais, de remonter en chaire pour l'Avent³. Et, en 1595, il devait se faire l'avocat des Pères expulsés. Les maires de 1594, voilà, en cette année de la grande guerre des jésuites et de l'attentat de Châtel, ceux qui étaient en Bourgogne les alliés des Pères en face des parlementaires gallicans. L'animosité

1. Breunot, II, 488 ; texte dans ABORD, II, 403.

2. Affaires Saulnier à Autun (v. ci-dessus, p. 307), La Verne à Dijon. Rapprocher le cas de Borot à Avallon (CHALLE, II, 208, et PETIT, 329-330, 335 et s.).

3. DIJON, B 232, f. 136. Le P. Christophe étant retenu pour Besançon, on demandera, par lettre, un autre jésuite au provincial (f. 142). On noterait dans B 232 plusieurs autres indices de la faveur dont bénéficiaient les jésuites auprès de la Chambre de 1594-1595. — Sur l'attitude de Fleutelot et de la Chambre lors de l'expulsion des jésuites : J.-G. GOSSEL, 524. Noter que le 30 septembre la mairie écrivait au provincial des cordeliers pour le prier de retenir auprès de lui le gardien de Dijon, suspect (B 232, f. 113).

de la lutte de classes se retrouvait là, mais de plus l'accord des prêcheurs de soumission au pape et les supputeurs d'intérêts : ces bourgeois atermoyeurs et les irréductibles de la « religion » allaient ensemble à la temporisation.

Les maires de 1594 ne travaillaient pas pour Mayenne. Et, cependant, comme les « passionnés », comme les ouailles des jésuites qui attendaient l'Absolution pontificale, comme les barons acharnés à la « guerre aux vaches », — ils pouvaient être, à l'ombre des grosses citadelles, si le peuple le permettait, les modérateurs dont Mayenne avait besoin pour rester suffisamment le maître.

VI. — LES DERNIÈRES VILLES MENACÉES.

Modérer, retarder : difficile était le programme des Fleutelot. En son centre même la Bourgogne s'agitait. En face des maires temporisateurs, le peuple et les politiques de l'intérieur des villes guettaient, appelaient des murailles les coups de main des émigrés. Lucenay menaçait Autun ; Saint-Jean-de-Losne Dijon, Seurre et Beaune ¹. A Dijon même, d'une entente nouée entre les plus jeunes politiques des cours et l'ancien mayeur traqué, c'était, en août, le complot de La Verne appuyé surnoisement par les Claude Bretagne, les Gagne, les Bouhier, et mettant en œuvre, outre les compagnies de Vaugrenant, d'anciens capitaines ligueurs des milices et des troupes soldées de la ville, Claude Gault et cet associé des oligarques : Jean Lavissey. Cômplot dénoncé. Mais, menacé par lui, au cœur même de sa province, Mayenne hésitait, se couvrait, pour réprimer, de la mairie ; et pour châtier, d'une juridiction improvisée.

Le Conseil ligueur n'avait plus autorité ouverte et ne pouvait, désuni et compromis, siéger comme juge sans soulever l'émeute. Au Parlement on ne pouvait songer. Les lieutenants firent constituer une commission de gradués bien triée, et se tinrent cois ².

1. Tentative de Vaugrenant sur Seurre en avril (Breunot, II, 105). Sur les villes bloquées et harcelées : *ib.*, II, 50, 106-107. Cf. *Mém. de Guill. de Tavares* 498-499.

2. Pour le détail : DROUOT, *L'affaire La Verne*, 37-105. Sur la suite de l'affaire, ci-après, chap. XIX, § III.

Pendant ce temps, poursuivant sournoisement sa carrière neutre, Auxonne, à l'abri de Sennecey, non rallié encore au roi, mais louvoyant en maître, félicitait Ornano de ses victoires en Lyonnais et Mâconnais, et répétait au roi son dévouement effectif, obtenait de lui rappel de sa sauvegarde¹.

Tavanes et le fils de Mayenne se dépensaient, couraient çà et là, surprenaient Avallon et le pillaient, reprenaient Tournus dès la fin de mai, appelaient les Savoyards de Treffort, et barraient la route du sud à Ornano, liaient intelligence avec les anciens ligueurs de Mâcon, des chanoines, et quelques mécontents, Rymon en tête; puis, écrivaient, menaçaient, garnisonnaient, cherchaient argent, soulevaient des cris, et, non sans peine, retenaient encore Autun, Chalon, Beaune, Châtillon, Dijon, — et Seurre, Nuits, Louhans, Cluny et Tournus². Mais, hors ces places, la Bourgogne de Mayenne, en septembre 1594, était déjà singulièrement réduite.

Dira-t-on que, quoi qu'il en fût, un cercle de fortes villes résistait? Certes, mais seulement aux réductions contraintes et hâtives, en de trop petites mains et sous l'œil de capitaines de citadelles encore à craindre. C'était là doctrine d'un Fleutelot. Et si telle villotte, sans prétentions et sans château, comme Semur-en-Brionnais, repoussait encore une irruption des royalistes, non par esprit ligueur, mais pour éviter le sort spécial des places prises d'assaut, le sort lamentable infligé par le s^r d'Amanzé à Saint-Gengoux, en mars³, et pour se ménager l'espoir d'un traité, on comprend que l'idée de capitulations avantageuses et sûres ait

1. Les magistrats d'Auxonne à Ornano, Auxonne, 18 avr. 1594, B.N., fr. 4898, f. 60 v^o, *cop.* — Henri IV à Guill. de Tavanes, camp de Laon, 13 juin 1594, B. DE XIVREY, IV, 168.

2. Breunot, II, 140, 148, 159, 171, etc. Grégaire, 41 (renforcement de Marcigny, influençable par Lyon), 47, etc.; *L'Ill. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 65 et s.; BAZIN, *Brancion*, 128-130. — Sur la lutte, dans le sud, contre Ornano et sur la collaboration de Treffort, séries de lettres dans B.N., fr. 23194, par ex. : Ornano au roi, Lyon, 16 mars 1594, f. 85 (signalait les querelles entre Varennes et Tavanes comme utiles à la cause du roi); Treffort à Tavanes, s.l., 15 oct., f. 44 (sur la prise de Brancion, qui appartenait à Tavanes); Ornano au roi, s.l., 23 oct., f. 32. Autre série aux archives de Mâcon : — de Cruzille aux magistrats de Mâcon, leur demandant secours pour défendre Tournus ou Cruzille contre les ligueurs (AA 8, n^o 55-68, juin-nov. 1594); — d'Ornano aux mêmes, *ib.*, (n^{os} 9, 10, 12, 13, 14, juin-juill.); — des Tavanes aux mêmes (AA 6, n^{os} 55-61, 64, mai-nov.) et d'autres aux mêmes (AA 7). Cf. aussi BB 62, f. 115 et s. (f. 166 v^o : noms des ligueurs mâconnais redressés, dont Varennes refuse l'expulsion); S.-ET-L., B 916; C 470.

3. Grégaire, 42, 43; Breunot, II, 50.

compté auprès des « grosses villes ». Et c'était là, à y bien voir, la chance de Mayenne.

Mais, même là où ses châteaux commandaient encore, les forces ennemies se groupaient pour l'assaut. Un rapprochement décisif se produisait entre les officiers royalistes et le peuple. L'heure des baillages, du Parlement, semblait venue. Dès juillet 1594, ce peuple « commence à bénir la cour d'innombrables bénédictions et le voile commence d'être levé » pour lui ; il « est prest de suivre la cour, ...de mourir plustost que de souffrir faire le contraire ¹... ». Et prêt à suivre les officiers à l'attaque des mairies modératrices, car le procès La Verne suffirait à en témoigner, la « cour » suivait le mouvement général. Sur deux douzaines de parlementaires résidant à Dijon, les dossiers de l'affaire signalent 20 royalistes plus ou moins déclarés ; sur autant de gens des Comptes, autant de suspects ; et chez les femmes, les fils, les parents clercs de ces officiers, une foule qui, rapidement, grandissait ². Pour l'armée qui s'offrait, il y avait là des cadres.

Autre menace nouvelle : celle des agents du roi, qui, installés dans les places rendues, commençaient à travailler : entre autres, l'astucieux Bellièvre posté, depuis le 12 juin, à Lyon, sa ville natale, avec le titre d'« intendant de justice » — et chargé, effectivement, du contrôle de la grande ville et de ses abords ³. Sa mission même amenait cet habile à jeter les yeux, non seulement sur Mâcon, provisoirement rattaché au gouvernement de Lyonnais, mais au delà, sur les avenues de la province de Mayenne. Non seulement Bellièvre aidait Ornano en Mâconnais, veillait même sur Mâcon où

1. Breunot, II, 188, 189. Cf. GROS, 128.

2. Noms et indications de B.N., fr. 11519. Cf. DROUOT, *L'affaire La Verne*, App. III.

3. G. HANOTAUX, *Origines des intendants de province*, 55-60, et G. PAGÈS, *L'évolution des institutions administratives en France*, 41. Cf. De Thou, XII, 324. Sur Pomponne de Bellièvre, âgé, en 1594, de 65 ans, sa carrière et son caractère : E. ROTT, *Les missions diplomatiques de P. de Bellièvre en Suisse* (*Revue d'histoire diplomatique*, 1900) ; L. MONNIER, *Missions diplomatiques de P. de Bellièvre de 1573 à 1588* (*Ec. nationale des Chartes*, *Pos. des thèses*, 1930, 119-128) ; Tall. des Réaux, *Histor.*, I. — Sur l'activité de Bellièvre à Lyon, v. surtout les lettres du roi de 1594, 1595 et 1596 dans le recueil de B. DE NIVREY, IV et VIII ; E. HALPHEN, *Lettres inédites de Henri IV au chancelier de Bellièvre*, P. Aubry, 1872, in-8° ; les *Lettres inédites de M. de Bellièvre au roi Henri IV* (*Rev. du Lyonnais*, XVII), qui concernent précisément sa mission de 1594 ; et la corr. inédite de la B.N., fr. 15912.

il confortait Barjot, mais il entretenait des intelligences en pleine Bourgogne rebelle, tâtait même Chalon, et, usant sans doute des mêmes moyens de pression que les Lyonnais en février, y ajoutant l'annonce d'un prochain voyage « en ces quartiers » d'un Henri IV muni de « verges de fer », tentait, en août, de suborner, en grand secret, son parent par alliance, Lartusie en personne¹. Si Lyon rendu servait « comme d'un clair phanal pour ramener plusieurs autres villes au port² », la lanterne sourde des intendants du roi s'y employait aussi.

D'autre part, la consigne de clémence reçue du roi par Fremyot, par Picardet et les autres chefs royalistes³, couvrait les rancunes et préparait, par la douceur, la voie de la revanche. Enfin le roi lui-même intervenait directement dans les villes de Mayenne et le 16 septembre, par exemple, l'affaire La Verne lui fournissait l'occasion d'écrire deux lettres, à la fois fermes et bénignes, au magistrat de Dijon et au sourcilleux Franchesse : premières lettres, aussi pleines de dignité que de séduction et, pour Mayenne, — qu'elles ne nommaient pas — de dédain pitoyable. Elles furent connues, copiées, répandues par le pays⁴, et l'effet en fut appuyé par celui de mesures de bonté diverses, tout autant publiées⁵.

Tout cela — et les édits de réduction chantant victoire, dont

1. Bellièvre à Barjot, Lyon, 7 déc. 1594, B.N., fr. 15912, f. 163, *cop.* ; — le même à Lartusie, Lyon, 4 août, B.N., fr. 15912, f. 24, *cop.*, et 15910, f. 112 *minute* (parenté, « étant voz enfans venuz de la seur de feu mon père... » ; allusion aux intérêts financiers de Lartusie ; envoyer un homme de confiance). — Sur les intelligences de Bellièvre en Bourgogne, v. encore Bellièvre au roi, Lyon, 18 oct. 1594, fr. 15912, f. 103 v° (envoi de lettres de Mayenne surprises par un royaliste bourguignon qui les lui a fait tenir) ; et *ib.*, f. 4, 13.

2. Cayet, *Chr. nov.*, 542.

3. Notamment, en octobre, à Paris même où ils étaient allés voir le roi (Bernard ou Haillan à Picardet, Paris, 30 oct. 1594, B.N., Dupuy 712, f. 157).

4. Et imprimées à Lyon par Jullieron et Ancelin, 1594, in-8° sous le titre : *Copie de deux lettres du Roy. L'une envoyée à Mess. les maires, eschevins et habitants de la ville de Dijon, l'autre au sieur de Franchesse...* Sur ces lettres, v. DROUOT, *Cinq lettres d'Henri IV*, 258-262.

5. Il suffit, pour en avoir une idée, de feuilleter les *Arrêts du Conseil d'Etat*, p.p. N. VALOIS, I, à l'année 1594 (v. surtout nos 923, remise de 6 ans d'impôts à Semur ; 997, remise d'un an de taille à Auxerre ; 1029, droit sur le sel pour Auxerre ; 1080, augmentation de gages aux parlem. de Semur ; 1711, 2 offices pour Barth. Morisot ; etc.). Lettres de réhabilitation (p. ex. pour Ch. Blanot, ancien maire de Semur (SEMUR, Reg. 4, f. 328 v°). Lettres en faveur des enfants de La Verne (DIJON, B 232, f. 299). Cf. aussi AUXERRE, Reg. 6 ; BAR-SUR-SEINE, AA 1 ; MACON, AA 5 ; etc. — Breunot connaît beaucoup de ces mesures bienveillantes. Il connaît surtout les mesures de rétablissement concernant le Parlement de Paris (MAUGIS, II, 188, 191).

les imprimeurs de Paris, de Lyon, de Troyes et, en Bourgogne, P. Vatard, d'Auxerre, publiaient le texte ou la glose ¹ — assaillaient les portes de Dijon, d'Autun ou de Beaune, cachaient les misères qu'en fait les villes rendues continuaient à connaître : Bellièvre ne parlait qu'au roi des 174.000 écus que Lyon payait pour ses garnisons de février 1594 à avril 1595 ². On taisait les représailles de Mâcon rudement gouverné par Lyon et ses résistances ³. On commentait peu la réaction ligueuse de l'Auxerrois : le complot d'octobre, l'assassinat du baron de Tannerre, bailli nommé par le roi. Un projet de tenue des États de Bourgogne, en septembre 1594, à Avallon, suscitait en fait bien des doléances, mais apparaissait cependant comme une consécration de la première conquête bourguignonne ⁴.

Et le charme opérait. Autun, en octobre 1594, envoyait à Paris deux députés sous couleur de consulter Jeannin, en réalité pour demander à Henri IV une trêve. Beaune, depuis août, avait aussi député secrètement auprès du roi ⁵... C'était la « réunion » des catholiques comme dans l'automne de 1589 ; mais menée dans l'autre sens, et avec autrement de succès.

→ MAYENNE recevait de ses villes l'une après l'autre un bref adieu poli. Auxerre, pour la forme, songeait à lui demander son

1. Notamment la *Remonstrance sur la reduction de la ville de Mascon...*, Paris, F. Morel, 1594, in-8° (dédicace signée P. L., réimpr. à Lyon par Jullieron et Ancelin (peut-être à l'usage de la Bourgogne), et la *Declaration du Roy en forme d'edit sur la reduction de la ville d'Aucerre...* « Aucerre », P. Vatard, 1594, in-8°.

2. Bellièvre au roi, Lyon, 7 avril 1595, B.N., fr. 15912, f. 195, *cop.* (à Lyon, « grande crierie » et refus des impositions) ; sur Mâcon : le même à Barjot, Lyon, déc. 1594, *ib.*, f. 163 ; sur Auxerre : AUXERRE, BB 6, f. 48 et s.

3. MACON, EE 53, AA 8. n° 12-21 ; Henri IV aux magistrats de Mâcon, Compiègne, 30 août 1594, AA 5, n° 46.

4. AUXERRE, reg. 6 ; CHALLE, II, 228 ; — C.-D'OR, C 3070, f. 230, 238 ; SEMUR, reg. 4, f. 311, 312.

5. Les Autunois Nic. Ladone (ancien calviniste, navarriste) et Simon Barbotte, ancien échevin (ligueur) passent par Semur et joignent Jeannin à Soissons. Le président conseille une demande de trêve de 3 mois avec promesse de reddition à son expiration. Le roi accueille le projet et Barbotte vient faire rapport à Autun. Mais le secret est éventé. Le gouverneur Chissey arrête les promoteurs de l'affaire. De leur côté, les émigrés de Lucenay supplient le roi de refuser la trêve. Mayenne, de surcroît, réapparaissant en Bourgogne, Autun ne peut s'engager auprès du roi qui rompt la négociation (AUTUN, BB 6, f. 109 et s. ; ABORD, II, 445-461, 469-472 ; Breunot, II, 348, 349, 357, 409, 413). — Sur la députation beaunoise (août-oct.) : Breunot, II, 259, 348, 362.

« advis » ; à Mâcon l'on disait : « M. de Mayenne ne le treuvera mauvais ¹... » Et chacun pensait à son intérêt ; M. de Mayenne n'est-il pas lui-même « apprès à traicter, comme l'on dict, pour son regard, et faire sa condition meilleure... » ? Qu'il traite : c'est son affaire, non celle des Mâconnais, qui ne redoutent plus de lui qu'une chose : qu'il revienne en Bourgogne pour y résister, ce qui serait « l'entière ruyne de tous ² ».

Mayenne eût voulu garder la Bourgogne en bloc jusqu'à son traité, et les Bourguignons compromis, prenant ses basques, voulaient le suivre aussi et s'abriter avec lui derrière ce traité. Mais le peuple, qui ne risquait rien, brusquait tout et, aidé des Barjot, des Leclerc, le roi, par grands morceaux, enlevait à Mayenne sa province, tandis qu'il l'amusait ailleurs.

Les républiques capitulaient. Mais leurs capitulations étaient aussi la ruine de leur allié. Pour revenir en Bourgogne, n'avait-il pas laissé passer l'heure ?

1. LEBEUF, II, 429 ; MACON , BB 62, f. 65.

2. MACON, BB 62, f. 72 et s.

CHAPITRE XIX

LE REPLI DE MAYENNE SUR LA BOURGOGNE

- I. *Mayenne entre les Espagnols et Henri IV. Les négociations pour la Bourgogne.*
- II. *Les « François » de Bourgogne. Le réveil de la frontière comtoise.*
- III. *Le retour de Mayenne.*
- IV. *Lieutenant-général déchu.*
- V. *Pénurie de moyens.*
- VI. *La guerre franco-espagnole. La « retraite » de Beaune.*

Le 2 août 1594, Laon se rendait. La partie de trois mois que Mayenne venait de jouer en Picardie pour la défense ultime de son titre de lieutenant-général avait été suivie par les Bourguignons avec une attention passionnée. Dans Laon bloqué, où étaient, avec Jeannin, la duchesse de Mayenne et son fils Emmanuel, il semblait que ce fût toute la fortune du prince qui se jouait d'un coup au milieu des assauts, et des cinq mines qui faisaient sauter les murs¹. Laon capitulait : le jugement de Dieu parut rendu ; il consacrait la perte de Paris et l'arrêt du Parlement retirant à

1. Breunot note avidement, en une quarantaine de paragraphes de son journal, les détails de ce siège sensationnel (II, entre 146 et 285). Carorguy est, lui aussi, exceptionnellement abondant (188-194). Tous deux recueillent les bruits de tous genres qui sont lancés autour de la grande partie. — D'autre part, Mayenne lui-même écrit des lettres destinées à calmer l'opinion surexcitée : v. *Corr.*, nos 589, 590, 592 (le c^{te} de Marsy a pu faire de cette correspondance l'une des sources d'une étude picarde intitulée : *Notes sur la Ligue en Picardie d'après une correspondance du duc de Mayenne*, 1881). Témoignage sur l'effet considérable de la perte de Laon et de ses conséquences dans le *Discours véritable de la reduction des ville et chasteau de Beaulne*, réimp. Chevreul, 15. — Sur le siège de Laon et le rôle de Mayenne ou de son fils : Cayet, *Chr. nov.*, 579-582 ; De Thou, XII, 282-289 ; Feria à Philippe II, La Fère, 20 juin 1594, CAPEFIGUE, VII, 240-246.

Mayenne son titre. Le duc de Guise, le duc d'Elbeuf, le duc de Lorraine abandonnaient le chef déchu¹. Mayenne se trouvait, comme dit Breunot, réduit « au petit pied² », ce qui veut dire au simple rang de prince révolté, — et à sa Bourgogne.

Pour la Bourgogne encore fidèle, isolée entre Lyon royaliste et la Champagne que Guise venait de livrer, c'était donc le retour inévitable du vaincu. Or, de son côté, le roi, dégagé par l'événement du côté du Nord, annonçait comme imminent son départ pour Dijon et Lyon³. Les grandes actions, qui s'étaient jusque-là déroulées loin de la province de Mayenne, semblaient s'orienter soudain vers elle.

I. — MAYENNE ENTRE LES ESPAGNOLS ET HENRI IV. LES NÉGOCIATIONS POUR LA BOURGOGNE.

Au début d'août 1594, Mayenne n'avait plus, hors de la capitulation immédiate, que deux issues⁴. D'abord, la route des Pays-Bas : le secours espagnol. Il était allé déjà à Bruxelles, à la fin de mai, tandis qu'Henri IV bloquait Laon, pour y implorer renfort et y avait trouvé un Feria, un Ibarra défiants et sévères, un archiduc Ernest distant et impénétrable⁵. Il espérait, cependant, obtenir finalement de ce côté de quoi sauver encore son personnage de chef d'une Ligue française, et se ménager des délais nécessaires à ses négociations personnelles avec Henri IV : — l'issue de l'hu-

1. Cayet, *Chr. nov.*, 508 et s. Charles III signe les préliminaires d'un traité de neutralité avec Henri IV (DAVILLÉ, 292). — Château-Thierry, Beauvais, Noyon, etc., capitulent.

2. Breunot, II, 64.

3. Annonce expresse et réitérée dans une série de lettres adressées à Bellièvre à Lyon (B.N., fr. 15910). La lettre du 28 juillet, écrite au camp devant Laon, précise que la reddition de cette place va permettre le « voyage de Lyon » (f. 105). V. aussi, ci-ap., p. 373, n. 4. On parlait d'ailleurs, à Dijon, de ce « voyage » au moins depuis mai (Breunot, II, 131).

4. Comme le note, à Bar-sur-Seine, Carorguy : il « n'avoit plus aultre moyen que se retirer qu'en Bourgogne ou en Flandre ». Il choisit, ajoute notre greffier, « la plus proche des deux » (199).

5. V. dans De Thou (XII, 280) le récit de ce premier voyage. Feria et Ibarra, l'accusant d'avoir trahi la cause commune aux États et depuis, veulent le faire emprisonner. Le Conseil hésite. Mayenne revient avec le secours commandé par Mansfeld, au début de juin (Feria à Philippe II, La Fère, 20 juin 1594, dans CAPEFIGUE, VII, 240).

miliation et de la duplicité. L'autre voie menait directement en Bourgogne : — c'était bien celle de la résignation, mais celle aussi de la dignité française et elle permettait alors, elle aussi, de ne pas renoncer encore aux avantages d'un traité personnel bien conduit.

Les derniers mayennistes bourguignons pressaient leur maître, vaincu au « général », de faire un gros de toutes ses forces et d'accourir auprès d'eux, disant

qu'il estoit plus expédient d'avoir et tenir une province bien assurée que d'autres avec peu d'assurance ; qu'il y avoit moyen de tenir [en Bourgogne] les villes et les garder, encores que les habitans fussent mal affectionnés...

Et c'était là la voix des compromis craignant l'abandon de leur protecteur, celle de Fyot l'ainé¹, celle de Desbarres et celle de Jeannin à qui Sully prête, du reste, cet avis : « essayer de réunir ses forces trop esparses et se reduire en une seule province²... »

Nécessité évidente. Et Mayenne, en effet, se préparait au « voyage » de Bourgogne. Il ergotait pourtant, disant que « pour le pouvoir entreprendre » il lui fallait « quelques commoditez³ » et, dès le lendemain de la chute de Laon⁴, il avait décidé de retourner encore à Bruxelles afin de les demander. Mais ce parti cachait le secret espoir de retarder l'heure du définitif repli. « Mon grand amy, je viens faire comme le bon lièvre : je viens mourir en mon gîte » : le mot serait de lui, et d'octobre 1594, lorsqu'il regagnait enfin sa base bourguignonne. Mais, avant, il y a le sentiment que lui prête la *Satyre* : « S'il falloit que je revinsse à mon ancien estat, comment entretiendroy-je mon plat et mes gardes⁵ ?... » Avant de se réduire à son ancien état, il voulut épuiser complètement d'autres chances sans voir que perdre trois mois, c'était peut-être perdre aussi ce « particulier » même pour lequel il allait batailler de bouche avec l'archiduc Ernest et le duc de Feria. Comme toujours : « faulte

1. A qui précisément Breunot prête ces conseils présentés dans une lettre emportée par l'avocat Venot (Breunot, II, 335).

2. *Œc. roy.*, I, 171. Breunot prête à Jeannin des opinions qui cadreraient bien avec cet « advis » (II, 108 : il faut « jouer au rabais », avril 1594 : 354, 356, 378, etc.). Cayet, *Chr. nov.*, 621, mentionne les appels de Jeannin et de Desbarres.

3. Mayenne à Montpezat (son beau-fils, et alors son représentant auprès de Philippe II), Bruxelles, 6 sept. 1594, B. BESANÇON, Granvelle, 65, f. 71, *cop.*

4. Mayenne aux magistrats de Dijon, Saint-Quentin, 7 août, *Corr.*, n° 592.

5. Breunot, II, 374 ; — *Sat. Mén.*, 83.

de resolution », hésitation à sacrifier ce qui est perdu, et « dilaiement » qui compromet tout.

Le sort de la Bourgogne était, pour Mayenne, en 1594, comme dans les jeux diplomatiques de 1592 et 1593, l'un des objets d'une partie double. Tandis qu'il allait protester auprès de l'archiduc Ernest de son dévouement à la cause « catholique », il entretenait avec Henri IV, par l'intermédiaire de Jeannin, aidé de Thibault Desportes, des pourparlers plus sincères et directs que ceux dont s'était jadis chargé Villeroy. C'est à la conférence de Nanteuil, en mai, qu'ils se nouèrent effectivement¹ et ils continuèrent ensuite, même pendant le siège de Laon, jusqu'à la conférence de Poissy en octobre² et au delà de mémoire en mémoire, jusqu'à l'olembay. Or, dans cette reprise diplomatique, la Bourgogne tenait une place presque aussi grande que par le passé. Son gouvernement héréditaire, depuis les conversations avec Du Plessis-Mornay jusqu'aux approches du traité final, en passant par la convention espagnole de Soissons et la conférence d'Andrésy : — article premier et constant des propositions de Mayenne.

Son espoir secret ? Non simplement, sans doute, d'y faire paisible retraite, de « se retirer à Seurre », comme Cayet l'a lu quelque part³, « y faire ses jardins, et envoyer son fils aîné vers le Roy pour n'en bouger », mais plutôt peut-être, comme Sully est disposé à le croire, de s'y installer fortement au milieu des princes ambitieux, le Lorrain, le Savoyard, et à côté des Comtois⁴...

1. Sur la réunion de Nanteuil : Breunot, II, 130 ; Diego de Ibarra à Philippe II, Bruxelles, 1^{er} sept. 1594, SIMANCAS, Secr. de Est., liasse 611, n° 115. Ce n'est donc pas d'oct. qu'il faut, comme DE CROZE (II, 264), faire dater ces pourparlers. — Sur leur suite, B.N., fr. 17282, f. 285 et s. ; sur leurs échecs : Breunot, II, 151, 307, 311, 350, 356, etc.

2. B.N., fr. 17282, *loc. cit.*

3. *Chr. nov.*, 622 (« ...à Seurre, s'il en pouvoit traicter avec le duc de Nemours »). Nous avons déjà noté cette prédilection pour Seurre. Peut-être la source de Cayet est-elle l'*Histoire de la prise des ville et chasteau de Beaune*, 119 (v. à ce sujet, ci-ap., p. 376).

4. *Œc. roy.*, I, 171. — Quant à avoir projeté d'« en obtenir la cession et, par l'ayde du Pape et de l'Empereur la faire ériger en royaume comme elle en avoit porté le tiltre autrefois... » (*ibid.*), est-il vrai que l'auteur du document invoqué par Sully ait réellement tenu de Jeannin, outre l'indication de « plusieurs aultres raisons de vanité », ces révélations frappantes ? La vanité de Mayenne et sa fidélité à la Bourgogne ne condamnent pas ces dires : le cerveau aventureux de Biron a pu, en 1602, trouver dans les desseins de son prédécesseur la première matière des siens propres. Mais, d'autre part, Sully est, quant au document,

Le sûr, c'est que les articles proposés en 1594 par Mayenne, — sans doute en septembre ¹, — par les mains de Jeannin, faisaient à la Bourgogne place suggestive ² :

1. D'abord (*et les trembleurs de Dijon eussent pu tirer bon augure de ce soin de leur réserver l'article de tête*) les Français qui « suivent » le lieutenant-général conserveront tous leurs biens actuels et leurs offices ou provisions ³.

2. Mayenne conservera et transmettra à ses deux fils « par ordre et à la survie » le gouvernement de Bourgogne. (*C'est l'hérédité, mais limitée en durée, sans doute sur opposition du roi*).

3. La seule religion c., a. et r. y sera exercée.

4. Mayenne commandera aux places-fortes, et (*prérogative ordinaire du souverain*) nommera leurs capitaines, particulièrement à Saint-Jean-de-Losne, Verdun, Vergy, Saulx-le-Duc, Montcenis, Avalon, Flavigny, Saulieu, Bar-sur-Seine ⁴. Semur aura Cypierre (*le navarriste*) comme gouverneur. Mâcon n'aura pas de gouverneur, ni Auxerre : les habitants seuls y feront garde (*part faite aux particularismes*).

5. Tout droit sur les fortifications. Troupes : 2.000 hommes de pied ; 3 compagnies : celle du duc, celle du fils aîné, celle de Tavanès, et les gardes des trois susdits. Troupes payées par la province.

6. Nemours nommera dans les deux villes qui lui appartiennent : Seurre et Montbard.

7. Mayenne nommera, en Bourgogne, aux bénéfices, aux offices du Parlement, des Comptes, du Bureau des Finances, — sauf à ceux des premier-président, procureur-général et avocats du roi. Les officiers pourvus par Mayenne demeureront (*répétition à noter*). Les fils de Mayenne hériteront de ces droits.

si peu exigeant, et si insaisissables sont presque toujours les plans mouvants de Mayenne, qu'une fois noté ce bout de phrase si bien accueilli par Poirson (*Histoire de Henri IV*, II, 29, passage où l'on voit le quémendeur de 1594 demander à Philippe II l'« érection du royaume de Bourgogne ») — et par d'autres, on en reviendra simplement aux faits établis. — Sur les fantaisies des *Œc. roy.*, v. les travaux critiques cités par HAUSER, *Sources*, IV, n° 2574.

1. Nous utilisons une copie (B.N., fr. 15591, f. 356-358 v°) datée seulement de 1594, sans autre précision. Mais le titre indique que le mémoire fut remis par Jeannin, et, suivant les mentions de Breunot (II, 307, 311, 342), c'est en septembre que les nouvelles propositions de Mayenne sont soumises au roi. Nouvelles : en effet, plusieurs articles de notre texte révèlent évidemment des réductions consenties par Mayenne sur des prétentions antérieurement soumises au roi (par ex. dans ceux qui répondent à nos nos 2, 5 et 9 ci-ap.). Il ne s'agirait donc pas des « articles » produits à la première conférence, mais d'articles réduits après Laon. Noter d'ailleurs que la mention de Cypierre et la concession concernant Semur semblent confirmer cette datation (v. ci-ap., en note).

2. Nous groupons, ci-après, sous un même numéro, des articles qui, dans le document, sont séparés, mais se suivent et concernent des questions analogues.

3. Tavanès doit rester maréchal de France, note Breunot (II, 310, milieu de septembre).

4. Sept places navarristes depuis 1589, 2 récemment rendues. D'après Breunot (II, 310), Vaugrenant quitterait Saint-Jean-de-Losne pour Soissons. — Breunot semble parfois assez bien renseigné sur les pourparlers (v. II, 279) et recueille de nombreuses indications sur les conditions proposées et débattues (II, 128, 279, 310). Ce n'est cependant là, en l'espèce, qu'un témoignage trop indirect.

10. Les dettes de Mayenne et de ses principaux partisans seront payées. Il recevra en outre 600.000 écus. Et 200.000 écus de rente annuelle seront assignées à son profit sur la caisse de la province.

Ce mémoire, dont les concessions partielles indiquent d'ailleurs qu'il est un deuxième ou troisième état revu et réduit, apparaît comme une réplique des conditions signées par Feria en 1593, mais une réplique atténuée : — plus d'hérédité illimitée ; — des exigences d'argent abaissées ; — plus de libre disposition des finances provinciales ; — limitation même du droit de nomination aux offices. Mais, même réduites ainsi, les conditions de Mayenne avaient-elles des chances d'être agréées ?

La Bourgogne royaliste ou « politique » le redoutait. Semur, qui avait à plusieurs reprises déjà exprimé à Henri IV son appréhension d'un traité maintenant à Mayenne « l'autorité en cette province », agissait alors auprès de lui en vue d'écarter cette redoutable concession. Le baron de Cypierre, délégué auprès de lui par les élus pour lui remontrer que maintenir le chef ligueur en Bourgogne serait lui donner « moiens de ralumer les feugs de la France », venait de passer une partie de l'été en cour à épier les progrès de la négociation¹. Appréhensions outrées du reste. Henri IV « entretenait » ; mais il ne songeait pas à céder. Il n'ignorait pas, d'ailleurs², que Mayenne, tandis qu'il négociait, cherchait du côté des Flandres les moyens de durer encore ; et le fait devint évident lorsqu'au milieu d'août le duc arriva à Bruxelles, pour « par sa présence... esmouvoir l'archeducq Ernest de l'assister de force et d'argent³ ».

Mais, à côté de l'archiduc, Mayenne retrouva le duc de Feria, ce négociateur berné des conventions de Soissons. Les entrevues furent orageuses. Les défiances espagnoles éclataient. On accusait

1. C.-D'OR, C 3070, f. 149 v° : articles conliés à Cypierre en vue d'une première mission : prière au roi de réserver au moins 2 places de sûreté pour les cours souveraines ; etc. (11 déc. 1592) ; — f. 183 : l'un des élus sera député au roi avec les mêmes remontrances (23 sept. 1593) ; — f. 213 v° - 214 : Cypierre demandera au roi que Mayenne soit exclu de la Bourgogne ou, pour le moins, de sérieuses garanties pour les officiers, comme la démolition du château de Dijon (17 mars 1594) ; — f. 236 : Cypierre vient de passer 3 mois en cour pour accomplir sa mission (15 sept. 1594). — Noter que ce séjour ne fut, sans doute, pas sans effet sur les négociations, puisque dans le mémoire ci-dessus, Mayenne dut concéder l'attribution à Cypierre lui-même du gouvernement de Semur.

2. Breunot, II, 345 (5 oct. Saisie de lettres où Mayenne écrit à Philippe II que ses pourparlers avec Henri IV ne sont que pour gagner du temps).

3. B.N., fr. 17282, f. 291 v°.

le ligueur d'avoir trahi la cause, livré Paris, perdu Laon par sa faute, et de ne chercher l'appui du roi Catholique que pour clore, à son meilleur avantage, ses négociations avec le « prince de Béarn », ou « assembler force argent » avant de se retirer dans une Bourgogne qu'il voulait à lui¹. Non seulement on fit à Mayenne « ung asses mauvais visage », mais peut-être parla-t-on encore de l'arrêter². Son acharnement à solliciter n'en fut pas moindre, en particulier pour la Bourgogne. Il s'offrait à reconnaître Philippe II comme protecteur de la religion en France en attendant l'élection d'un roi et à livrer des forteresses en gage. Il demandait la garantie de son titre de lieutenant-général, 16.000 hommes de pied et 3.000 cavaliers espagnols, la levée de 2.500 Français, — et surtout l'entretien, en Bourgogne, par le roi d'Espagne, de 4.000 hommes de pied et 500 chevaux destinés à la reprise des places perdues³.

1. Les lettres accusant Mayenne se succédaient sans interruption au moins depuis mars 1594, émanant soit du général Ch. de Mansfeld, soit du conseiller D. d'Ibarra, soit de Feria, soit de l'archiduc. Exemples : Mansfeld à Philippe II, 18 mars 1594, SIMANCAS, Secr. de Estado, liasse 607, n° 126 ; du même au même, 26 août 1594 (datée à tort par l'inv. de 1596), *ib.*, liasse 611, n° 115 (analyse) ; du même au même, 6 sept., *ib.* ; — Ernest à Philippe II, Bruxelles, 30 mars 1594, *ib.*, liasse 607, n° 7 ; 20 juin, *ib.*, n° 20 ; juin, *ib.*, n° 32, *cop.* ; 6 sept., *ib.*, n° 63 ; — Feria à Philippe II, Bruxelles, 31 août, CAPEFIGUE, VII, 224 et SIMANCAS, liasse 611, n° 115 (analyse) ; 15 sept., *ib.* (analyse) : long et véhément rapport sur la trahison de Mayenne ; — D. de Ibarra à Philippe II Bruxelles, 19 juin, *ib.*, liasse 608, n° 152 ; 1^{er} sept., *ib.*, liasse 611, n° 115 (analyse) ; — Ascanio Sulfarini à Philippe II, 1594, *ib.*, liasse 607, n° 21 (analyse). Cf. Feria à Ernest, 6 juin 1594, *ib.*, liasse 607, n° 33, *cop.* Orig. dans A.N., K 1589, 1591. Sur les griefs espagnols et l'atmosphère des conférences de Bruxelles : v. encore : B.N., fr. 17282, f. 292 et s. ; Cayet, *Chr. nov.*, 613 et s.

2. B.N., fr. 17282, f. 292 et s. Mais, selon le familier de Jeannin, Mayenne apprend seulement en Lorraine, après le départ de Bruxelles (probablement par des lettres de Feria capturées par Henri IV qui les lui aurait transmises : Cayet, *Chr. nov.*, 614 ; cf. DE CROZE, II, 264 ; B. DE PUCHESSE, *La politique de Philippe II*, 62-63) que Feria aurait songé à le faire assassiner. Il protesta auprès de Philippe II contre les accusations de son ennemi par la lettre de justification reproduite *ib.*, et, par fragments, dans Cayet, 579, 585-586. Cf. B.N., V^e Colbert 19 ; BAGUENAUT DE PUCHESSE, 63. — Il y aura, après Folembay, daté du 28 mars 1596, un autre mémoire général sur les raisons de la soumission (cf. DE CROZE, II, 268-269).

3. Si on ne peut ni créer un roi, ni soumettre la Bourgogne, Philippe II aliénera en faveur de Mayenne quelque terre donnant 100.000 écus de rente. Les 10.000 écus mensuels reçus par Mayenne seront doublés. V. SIMANCAS, Secr. de Estado, liasse 611, lettres de sept. citées ci-dessus ; liasse 607, n° 70, mémoire de Mayenne du 1^{er} sept. Cf. De Thou, XII, 296 ; DE CROZE, II, 263. — Sur l'acharnement de Mayenne : Mayenne à Montpezat, Bruxelles, 6 sept., B. BESANÇON, Granvelle 65, f. 71, *cop.* (il a été mal accueilli, mais : « je surmonteray... toutes les difficultés plustost que de manquer en l'obligation que j'ay d'assister lad. province »).

Le jeu se déroulait donc dans l'équivoque. Si Mayenne demandait aux Espagnols de quoi garder la Bourgogne, c'est d'Henri IV, désormais, qu'il en sollicitait le gouvernement héréditaire. Serait-ce que du côté de Philippe II le contrat de Soissons lui semblait rester valable ? Non pas : l'échec des Espagnols aux États avait rendu ce traité caduc. En fait, Feria disait vrai : Mayenne ne demandait à Bruxelles que de quoi se vendre plus cher au roi de France, et imposer le respect de son établissement personnel. Il risquait, ce faisant, de se compromettre aux yeux des « bons François », mais témoignait, au fond, de sa croyance en la victoire d'Henri IV. C'étaient les Espagnols qu'en 1594 il se proposait de tromper le plus, — et Jeannin pouvait le servir encore.

Seulement, si les Espagnols ne lui refusèrent pas tout secours en Bourgogne, c'est qu'eux-mêmes avaient de ce côté une arrière-pensée : se servir de Mayenne pour assurer au roi Catholique, dans l'inévitable guerre franco-espagnole que tous pressentaient, à côté des gages bretons et provençaux, un gage bourguignon ; et pour soulever la question du Duché sans violer, par une armée franchissant la frontière de Saône, la neutralité comtoise.

Philippe II en venait-il cette fois à reprendre vraiment le rêve nostalgique de son père ? Pour le moins, dès 1594, s'annonçait, avec la promesse d'un secours à Mayenne, — ce trompeur qu'on pouvait tromper, — un certain retour à l'idée de la manœuvre du bisaïeul, de l'empereur Maximilien en 1513. Menacer Dijon : manœuvre assez logique que des observateurs comme Du Vair avaient prévue¹, — et que des paroles, des actes annonçaient. Si Feria, à Bruxelles, songeait à faire arrêter Mayenne, c'était, dit le familier de Jeannin, « pour, après, le contraindre de remettre en les mains du roy d'Espagne... toutes les places qu'il tenoit encores et surtout celles de la Bourgogne » ; et pas de doute que, de son côté, l'archiduc Ernest n'entendît que les conquêtes éventuelles des troupes de Philippe II en Bourgogne fussent maintenues « en la main des Espagnols² ». Toute aide méritant salaire,

1. Du Vair, *Exhortation à la paix*, 77-78.

2. B.N., fr. 17282, *loc. cit.* ; — « Traité de la Ligue avec l'Espagne », cité par les *Œc. roy.*, 103. Pas de gages, pas de secours, c'est bien la formule qu'on retrouvera en 1595 : v. ci-ap., p. 401. La correspondance d'Ernest et le rapport de Feria du 15 sept. (SIMANCAS, *loc. cit.*) confirment l'existence de cette intention dès 1594.

si l'on conservait à Mayenne son gouvernement, ce serait sous l'obédience du roi Catholique. L'idée que Mayenne, en disposant de la Bourgogne d'accord avec le « prince de Béarn », abusait d'un bien qui revenait à leur maître ; l'idée, plus nette encore, que la Bourgogne de Mayenne devait servir désormais dans les nouvelles entreprises de l'Escorial et de Bruxelles, hantaient certainement les cerveaux des conseillers d'Espagne.

Par la logique de l'heure, heure du repli forcé de Mayenne sur sa base personnelle, heure où s'annonçait la guerre espagnole ouverte, la Bourgogne glissait donc au centre même des grandes querelles. Mais non seulement parce que le chef ligueur venait s'y bastionner, et parce que le roi de France allait s'y diriger pour achever la conquête du royaume sur la piste de Mayenne : — parce que, de plus, Philippe II et ses hommes menaçaient d'y ranimer une question séculaire.

Au milieu de ce réseau de « considérations » convergentes s'élaboraient les réponses que, de deux côtés, Mayenne attendait. Celle d'Henri IV d'abord. Il ne céda rien et laissa annoncer la nomination du comte de Soissons au gouvernement de Bourgogne. De mieux en mieux averti du jeu double de Mayenne¹, il entretenait son homme tout en s'essayant à lui enlever Jeannin. Il ne rompit pas le débat. Tandis qu'une nouvelle ambassade à Rome s'efforçait d'obtenir l'absolution qui devait lui livrer la Bourgogne avec le reste de la France rebelle, il priait Mayenne de modérer ses demandes et de revenir. Mais son siège était fait : l'apostille de tel article qu'il jugeait tendre « apertement » à « rendre » Mayenne « seigneur absolu de tout le duché de Bourgogne » révélait une résolution arrêtée : la soumission d'abord². Et il n'avait pas

1. Breunot, II, 178, 203. — Sur la capture des lettres de Mayenne, v. SIMANCAS, Secr. de Estado, liasse 608, n° 167 (lettre de D. de Ibarra du 31 oct.). — Sur cette défiance persistante, v. aussi *Mém. de Du Plessis-Mornay*, VI, 90-93, 95-97, 100-102, 126-128 (sept.-déc. 1594).

2. Dans un mémoire de 1595, le roi rappellera à Mayenne qu'en oct. 1594, il avait fait remettre à Jeannin (qui l'avait transmise au duc par son secrétaire Cunois), une invitation à se déclarer sujet obéissant (B.N., fr. 3992, f. 243). V. les apostilles de B.N., fr. 15591, f. 359-360. — Comparer les réponses aux royalistes de Bourgogne alarmés par l'annonce des demandes de Mayenne : à donner la Bourgogne à « ses ennemis » il « n'avoit jamais pensé » ; il avait « l'œil à la conservation de son duché de Bourgogne », etc. (dès le 7 mai 1594, Breunot, II, 117).

tort, l'argentier de Tavanès qui, apportant de Reims un boisseau de nouvelles fraîches, disait à Dijon, dès le printemps de 1594 : « Monsieur ne sera pas duc, mais seulement gouverneur¹... ». Et encore, gouverneur ? On allait voir. Depuis le printemps, des citadelles s'étaient rendues. Gouverneur héréditaire, en tout cas, nenni.

Quant à l'archiduc Ernest, tout calcul fait, mais on sait quel calcul, il accorda, quant à la Bourgogne, « presentement, pour lever mille lansquenetz et trois cens chevaux », 20.000 écus, plus promesse d'un autre secours si « M. du Mayne » était « pressé en Bourgogne² » : une aumône ; — et encore, secours à lui, non pour lui.

II. — LES « FRANÇOIS » DE BOURGOGNE. LE RÉVEIL DE LA FRONTIÈRE COMTOISE.

Les voyages de Bruxelles donnaient à Mayenne la promesse de petits secours espagnols pour sa Bourgogne ; mais ils soulevaient contre lui la Bourgogne elle-même.

Il eut beau peindre abondamment ses actes d'août et septembre aux couleurs uniques de la religion³, et Jeannin eut beau expliquer que l'on ne pouvait rompre l'alliance espagnole avant que l'accord avec le roi ne fût « entièrement fait et sonné tabourin⁴ », la perspective d'une intervention espagnole au Duché y répandit dès septembre 1594 une alarme particulière que la province n'avait jamais encore connue à ce degré. Ce n'est pas, notons-le, de quelques compagnies wallonnes qu'on annonçait cette fois la venue, mais celle d'une armée, et castillane... On voyait d'ailleurs se préparer un assaut général de l'étranger. On savait Treffort et ses Savoyards dans le sud de la province. On parlait de l'approche non seulement

1. Breunot, II, 105 (29 avril 1594).

2. Diego de Ibarra à Philippe II, Bruxelles, 17 sept. 1594, SIMANCAS, Secr. de Estado, liasse 611, n° 115 ; *Œc. roy.*, 103 (1594 et non 1592) ; De Thou, XII, 299. Outre cela, Mayenne garderait son titre, mais remettrait Soissons en gage, renverrait ses conseillers suspects (Jeannin !) ; 2.500 soldats français seraient entretenus à l'armée espagnole si la guerre générale continuait.

3. V. surtout Mayenne aux villes de Bourgogne, Bruxelles, 19 août 1594, B.N., Dupuy 62, f. 147, *cop.* (nécessité de souffrir pour l'honneur de Dieu ; annonce, pour le 10 ou le 12 sept., d'une conférence des princes et « principaulx seigneurs » catholiques des deux partis français ; etc.).

4. Breunot, II, 345-346 (5 oct.).

de 2.000 Espagnols, mais de 17.000 Italiens. On savait de plus qu'Aumale et l'archiduc menaçaient le Nord, Mercœur et ses Espagnols l'Ouest, Épernon et Nemours, évadé, le Sud-Est. Enfin et dès ce mois de septembre, on annonça, avec quelque précision, la prochaine intervention de Velasco, gouverneur du Milanais ¹...

Mayenne paraissait complètement subjugué par l'Espagnol. A Bar, on tenait que ce « lieutenant général d'Espagne » n'était plus suivi des Français. Un Dijonnais, revenant de Bruxelles, le 14 septembre, confirmait :

M. du Maine est à Bruxelles avec garde de M. l'archiduc Ernest. Est logé en haut et M. l'archiduc en bas. L'on lui apporte son plat de la cuisine de M. l'archiduc. N'a aucun François autour de lui que M. le président Legrand et peu d'autres...

Ou bien on le disait emprisonné et, même en novembre, après son arrivée en Bourgogne, on répétait que l'archiduc ne l'avait « lasché » que pour quelques semaines, sous promesse de « retourner » avant le 1^{er} janvier ².

Aucune voix ne s'élevait pour plaider sérieusement en faveur de l'intervention étrangère. Si furieusement que parlât le jésuite Christophe, nul texte n'autorise à penser qu'il ait, comme ces bons Pères dont parle un pamphlet, promis, aux braves résignés à supporter l'épreuve espagnole, une belle récompense après leur mort, « en Eden, où ils auront à souhait toutes leurs commoditez et delices ³ ». Des voix ne manquaient pas, au contraire, pas plus à Dijon toujours tenu qu'à Mâcon ou Auxerre libérés, pour crier le péril. On connaissait en Bourgogne la *Satyre* : c'est à Mâlain qu'Épinac en lisait — ou relisait — les morceaux qui le visaient, et Breunot précise, en août 1594, que « l'on fait courir... un discours que l'on appelle *Catholicon d'Espagne* ⁴... ». Quant aux plaquettes

1. Mâcon, BB 62, f. 190 ; Breunot, II, 179 ; Bellièvre au roi, Lyon, 14 sept. 1594, B.N., fr. 15912, f. 61 v^o, *cop.* (les troupes de Velasco « passent les monts »).

2. Son fils Emmanuel aurait été gardé en otage (Breunot, II, 359 ; cf. *ib.*, II, 288, 310, 320, 321, 341, 372, etc. ; Carorguy, 188 et s., 199).

3. *L'Anti-Charles torrain*, 20.

4. Lettre d'Épinac, datée de Mâlain, août 1594 (P. Matthieu, *Histoire de sept années de paix*, I, f. 130, cité par RICHARD, *D'Épinac*, 586, n. 1). — Breunot, II, 239 (« ...autrement la Satire Ménippée, où tout ce qui a esté fait par la Ligue aux Etats à Paris est rapporté avec gauserie et au naturel »). C'est la seule trace que nous ayons rencontrée de la *Satyre* en Bourgogne. Breunot, qui semble ne pas être un liseur, fait, en la citant, une exception à son silence habituel sur les écrits.

imprimées spécialement pour elle durant la Ligue, aucune ne paraît avoir été répandue dans la province autant que le fut, à la faveur de l'alarme de Bruxelles, cet *Advertissement à la noblesse et villes de Bourgogne tenans le party de la feinte Union* dont la propagande antiespagnoise était précisément l'objet principal.

Sans doute ce livret de 28 pages, écrit par un catholique anonyme¹, et imprimé par l'officine lyonnaise de Guichard Jullieron et Thibaud Ancelin sous la date de 1594, parut-il avant les voyages des Flandres, auxquels il ne fait aucune allusion reconnaissable². Mais, lancé certainement au plus tôt en mars 1594, il offrait encore, dans l'automne de cette année, un intérêt d'actualité que les récents événements confirmaient.

L'auteur est un écrivain médiocre qui prend son style et ses images aux arsenaux polémiques de Paris ou de Lyon et à la *Satyre*, qu'il pille sans retenue³. Quant à l'ordonnance, elle pourrait être d'un juriste ou même, plus précisément, d'un procureur du roi : le discours sent le réquisitoire méthodique. Est-ce là travail d'un robin de Semur⁴ ? Peut-être ; mais aussi d'un liseur ébloui par les pamphlets généraux au point de négliger, ou presque, la matière particulière offerte par cette Bourgogne qu'il voulait « advertir ». Jusqu'au troisième tiers (p. 19), on dirait que son texte n'est qu'un exorde fabriqué chez Jullieron à l'usage commun de toutes les

1. Un royaliste de 1589, non un ligueur rallié : le ton le prouve.

2. Faut-il noter, p. 12 : « l'ayde *mendiée* de l'Espagnol... » ? — Allusions au contraire très nombreuses, à des faits de 1593 (et, p. 15, à l'échec de l'ambassade de Nevers, sans allusion aux suites des négociations de Rome).

3. La défense de la religion « pavot somnifère » (8 et 13) ; les « doubles doubles » (8) ; « attacher nostre royauté aux cotillons de sa fille » (12) ; les Espagnols, race « marrane et sarrasine » (24) ; etc. Bien des formules semblent rappeler l'*Anti-espagnol* (sur cet écrit : HAUSER, *Sources*, IV, n° 2931). — Pour les idées, noter par ex. le morceau sur « les pauvres Indiens » ou autres sujets de Philippe II et l'Inquisition (p. 22-24) : thème courant des plaquettes royalistes comme l'*Anti-espagnol* (source probable), l'*Anti-Charles torrain*, l'*Aux François* (HAUSER, *Sources*, IV, n°s 2931, 3066, 3084).

4. Hugues Picardet ? Grand liseur (allusions fréquentes à sa bibliothèque dans les correspondances. Cf. le P. JACOB, *Traité des plus belles bibliothèques*), ami de Du Haillan, beau-père de J.-A. de Thou, et lui-même grand écrivain (v. par ex. sa bibliographie dans MORERI ; dans MUTEAU et GARNIER, *Galerie bourguignonne* ; etc.). Son style rappelle parfois celui de notre *Advertissement* qui, d'ailleurs, est influencé, nous l'avons dit, par les lectures de l'auteur. — Barthélemy Morisot ? Auteur d'un *Henricus Magnus* (v. HAUSER, *Sources*, IV, n° 2621). — Un autre écrivain et libelliste de l'émigration, J.-B. Richard, étant protestant, doit être écarté.

provinces ; et le reste n'est qu'une application, peu poussée, de ce long exorde au cas bourguignon. D'ailleurs, la dialectique, pauvre et courte, semble viser plus à ébranler le jugement qu'à toucher le sentiment. Ce sujet excellent de l'inquiétude bourguignonne n'inspire aucun développement qui compte. Œuvre locale, au moins par destination, mais où l'on ne voit, en somme, que reflets de la grande presse.

Cependant, son attaque contre Mayenne et « toute sa séquelle », contre Mayenne jouet des Espagnols, était propre à concilier les préoccupations particulières des Bourguignons avec les thèses générales des royalistes. Ce grand responsable est empoigné dès la première page et traité en imposteur. Imposture, la volonté, affichée en 1589, de venger un frère vénéré : Mayenne, en 1588, haïssait et trahissait le duc de Guise (p. 4). Imposture, l'appel à la noblesse : Mayenne est un assassin de gentilshommes (p. 5)¹. Le vrai, c'est l'ambition surnoise de ce faible, jeté inévitablement dans les bras de l'Espagnol qui le « fraude », de l'Espagnol « ancien et capital ennemy de la France² ». Honte aux traîtres ! « Misérables vipères, voudriez-vous bien ronger le ventre de vostre mère la France ? » (p. 14).

Que la noblesse bourguignonne, se réveillant, se rappelle le cynisme avec lequel Mayenne l'a exploitée (p. 20) ! Que les villes n'oublient pas les « grandes foulles » de sa gendarmerie, ses subsides écrasants, « la perte de leur bestail, le pillage de leur revenu champêtre, la cessation de tous commerces..., le sang de leurs bourses jusques au fond sucez pour les rançons... » (p. 20-21). Qu'on n'ignore pas, surtout, la sinistre tyrannie que serait la domination du roi d'Espagne ! L'Espagnol menace : « resveillez-vous donc, Bourguignons... ! » Il ne s'agit plus de la religion, mais de la France. Imitez les « Candiots », ces amateurs de guerres civiles qui, survenant « quelque ennemi estranger », « se rallioyent incontinent ensemble... » (p. 24).

Rien d'inédit, donc. Mais cette argumentation banale enveloppait un appel qui ne l'était pas. Si loin qu'il soit du *Maheustre* pour

1. V. ci-dessus, ch. XVII, 315.

2. « Et toi, duc de Mayenne, que pense-tu en ton âme » de voir ton saint protecteur chercher à « attacher... au cotillon de sa fille » la « proie » que tu chassais : « nostre royauté » (p. 12) ? etc.

l'âpreté, et de la *Satyre* pour l'ironie, l'*Advertissement* se fait entendre pour sa chaleur, qui lui confère une éloquence capable d'atteindre, au delà de son auditoire direct de bourgeois ou de gentilshommes, le commun, et de l'entraîner, par la vertu même de ses formules empruntées, vers des révoltes proprement bourguignonnes.

Ce modeste discours imprimé a peut-être autant agi en Bourgogne que les copies manuscrites de la *Ménippée*. Il frappait avec autant d'opportunité que de violence à la cloche du ralliement. En des termes d'une modernité digne d'être notée, il appelait à l'unité française dans le giron de la commune « mère : la France... ». Dans la saison où s'effaçait l'effroi du péril navarriste et où s'affirmait au contraire le péril espagnol, cet appel français avait, en Bourgogne, des chances d'être entendu.

Avertis que les *infantes* du « Satan de Castille » pouvaient bientôt apparaître au Duché, les Bourguignons s'informaient auprès des messagers venant du Nord des forfaits commis là-bas par eux et savaient, par exemple, comment ils avaient chassé, « le baston blanc en la main », les habitants de La Fère : « bel exemple, écrivait Breunot, ou plutôt misérable pour les autres villes »¹; et la peur des soldats étrangers prenait une forme nouvelle². Mais, derrière les *infantes*, on voyait aussi Philippe II. Les récits qui montraient Mayenne livré entièrement aux Espagnols de Bruxelles ne permettaient pas de penser que, s'il ouvrait sa province aux troupes du roi Catholique, ce pût être pour la garder dans ses mains comme sujet du roi de France. La même logique qu'aux hommes de Bruxelles s'imposait à ceux de Bourgogne³. En septembre 1594, donc, un sentiment qui couvait depuis 1592 éclata. Les Bourguignons se tournèrent vers leur voisinage espagnol. Et la calme frontière comtoise s'anima.

1. Breunot, II, 223 (beaucoup d'autres mentions analogues).

2. V. par ex., sur l'épouvantail des garnisons espagnoles : Breunot, II, 256, 259, 483, etc. ; B.N., fr. 11519, f. 14 v° ; 17282, f. 329 v°. — Nous n'entreprendrons pas d'examen comparatif des sentiments des diverses provinces à l'égard des Espagnols, ou plutôt des Napolitains, Wallons, Milanais, etc. : aucune étude précise ne le fonderait. Mais d'ores et déjà, on devine des modalités diverses. La crainte des Anglais fit peut-être tolérer les Espagnols dans certaines villes de Bretagne. Et les villes du Nord ne paraissent pas crier toutes aussi haut contre les étrangers. Il n'est pas sûr que l'épouvantail des « Espagnols » ait plus effrayé ces régions, où on les vit tôt et longtemps, que la Bourgogne où on les vit à peine et tardivement.

3. Poirson note ce sentiment (*Histoire de Henri IV*, II, 26).

Tandis que, du côté de Paris, les Bourguignons guettaient la venue de la paix, du côté des ponts de Saône ils redoutaient un nouvel ennemi. Dès l'automne de 1594, les limites orientales du royaume commencèrent à « remuer ». Un premier branle de guerre y réveilla les chemins, interdits cependant, de la Comté. Les compagnies françaises des petites places-frontières poussaient non plus seulement de ces incursions espacées que signalait auparavant le Parlement de Dole, mais une suite d'expéditions de bravade et de pillage, suivies des clameurs des Comtois, et de leurs appels aux Cantons garants de la neutralité, des lettres de Vergy à son beau-frère Guillaume de Tavanès ¹. Le plus souvent, c'étaient les garnisons du roi qui opéraient, sans doute, mais non toujours, puisqu'à côté de Saint-Jean-de-Losne ou de Langres, les plaintes des Comtois mentionnaient Auxonne, ce gouvernement de Sennecey, et même Montsaugéon, cette possession du ligueur Jean de Tavanès ². La guerre espagnole menaçant, les places-frontière, tenues par Mayenne ou tenues par le roi, n'étaient déjà plus que places françaises. Pour un peu, se fût constituée là, dès ce temps, dans la communauté du pillage et à la faveur des intérêts des capitaines, une forme première et spéciale de cette union nationale que requérait l'*Advertissement*. Et, derrière cette ligne des garnisons-frontière, une ébauche plus noble s'en devinait.

A partir de l'automne de 1594, on surprend, dans les villes de l'intérieur de la province, le progrès rapide d'une notion, non pas nouvelle, certes, mais longtemps négligée, qu'un mot éloquent résume, un mot que l'honnête Breunot, « politique » de Dijon, écrit désormais avec un goût évident : celui de *patriote*. Ce mot-là, — qui, alors, n'était pas tellement courant, — et celui de « François », remplacent parfois, sous sa plume, celui de royaliste ; mais ils ont évidemment pour lui un sens infiniment plus large et expriment un sentiment qui gagne alentour de lui. L'esprit des guerres civiles,

1. B.N., fr 3391, f. 39, 40, 89, 90, etc. (série de lettres écrites de Comté en 1594). Cf. B. BESANÇON, Granvelle 39, *pass.* et la série de lettres des Cantons suisses à l'ambassadeur Sillery, à G. de Tavanès, à Vaugrenant, et de divers aux Cantons ou à Cl. de Vergy dans l'édition Chéreau du *Journal de Grivel*, 51, n. (mentions probables dans Doubs, B 025/3 et 025/4, reg. délib. du Parlement de Dole et dans la correspondance de ce Parlement, liasse B 59 ou 60). Protestation du Parlement de Dole contre la capture de marchands comtois par le sr de Bellier, capitaine à Mâcon (MACON, BB 62, f. 287, 1^{er} oct. 1594).

2. B.N., fr. 3391, *loc. cit.*

avant même leur fin effective, tombait dans cette Bourgogne frontière devant un instinct supérieur. Ou du moins la guerre changeait d'âme. Il n'y avait plus des navarristes et des ligueurs, mais des « François » et des « Espagnols »¹. Espagnols, Desbarres, Fyot, Legouz de Veliepesle, Tavanès, Franchesse, — et Mayenne. Français, les « politiques » d'hier, royalistes de 1594, — mais grossis, et là était un fait d'importance, par tout un flot de nouveaux convertis que leur amenait l'alarme causée par Mayenne.

Le front de guerre de la Bourgogne ci-devant mayenniste se renversait. Il ne faisait déjà plus face à l'ouest, à Tours, à Paris ; — il s'établissait, progressivement, mais spontanément, face aux alliés de Mayenne, face à Milan et à ce pont de Gray qui mène au plateau de Fontaine-Française.

III. — LE RETOUR DE MAYENNE.

Au début de novembre 1594, après cinq ans de fausses promesses, les Bourguignons virent enfin revenir Mayenne. Voyage annoncé dès avant la prise de Laon², mais auquel beaucoup ne croyaient plus et dont on disait encore le 9 octobre, à Dijon, que c'était « toutes piperies pour retenir le peuple, et que M. du Maine avoit esté tiré de Bruxelles et mené en la citadelle d'Anvers où il estoit »³.

Déçu par les conditions de l'archiduc Ernest et résolu à ne pas livrer Soissons, pressé sans doute par Jeannin de ne pas prolonger son compromettant séjour chez les Espagnols, et de sauver coûte que coûte, par lui-même, sa Bourgogne, où Henri IV annonçait sa venue avec une constance menaçante⁴, — le prince se décida au pas

1. Pour cet emploi des termes *patriote, français, espagnol*, v. surtout Breunot, II, 18, 484, 485, 515, etc., et déjà I, 370. — A citer cette phrase du greffier Carorguy (190) : « Aussy ce n'est-ce plus guerre civile ny pour ladite religion, ains une guerre estrangere, estant ledict seigneur Dumaine seul... qui résiste à la concorde et union des François ».

2. Mayenne aux magistrats de Dijon, camp de Guise, 7 juin 1594, DIJON, B 456, n° 181 ; Amiens, 20 juill., *ib.*, n° 187. Pélissier et d'autres (consigne ?) annoncent partout ce voyage (Breunot, II, 261, 287-288, 298, 340, 342, etc.).

3. Breunot, II, 349.

4. On a gardé des centaines de lettres de 1594 : 1° des Lyonnais et Bourguignons appelant le roi : — de Bellièvre, lettres écrites de Lyon depuis le 24 juin 1594 (jusqu'au 31 août 1595) et remplissant les recueils B.N., Dupuy 64 (*orig.*) et fr. 15912 (*copies*) ; — d'Ornano, été et automne 1594, B.N., fr 23194,

qui lui coûtait ; il quitta Bruxelles sans avoir sauvé sa lieutenance générale... Il n'était plus, dès lors, que gouverneur, et gouverneur rebelle ¹.

De Bruxelles, escorté des cent chevaux de Villars-Houdan, il gagna Nancy où il trouva un Charles III réticent, lié déjà à Henri IV par les préliminaires de la neutralité lorraine, qui allait être conclue le 16 novembre. Il s'assura cependant la liberté d'y recruter 2.500 hommes de pied et 400 chevaux, dans l'attente des subsides espagnols ². Il s'attarda ensuite en Lorraine jusqu'à ce que fût consommée l'exécution des conspirateurs de Dijon, La Verne et ses deux principaux complices, crainte de perdre devant l'opinion locale sa réputation, précieuse par ce temps, de « prince très clément et bénin ». Il gagna ensuite Vitry-le-François. Puis il s'achemina par le Bassigny, fit étape à la commanderie de la Romagne chez son « grand ami » Philippe de Foissy ³. Le 2 novembre, vers les quatre heures de relevée, il pénétra dans Dijon par la porte Saint-Nicolas, sous une pluie diluvienne et dit en entrant : « Je vous ai amené le mauvais temps, mais j'espère vous ramener le bon et de bref ». Un petit fait illustre la relation d'un témoin visuel : « M. du Maine, en entrant, avoit costoieur M. Bernard, auquel il parloit ». Les restes de la Bourgogne mayenniste, sauvée de l'angoisse, l'accueil-

f. 32, 38, etc. ; — de divers : Guill. de Gadagne, Chevrières, etc., B.N., *ib.*, f. 36 ; Dupuy 62, f. 166 ; etc. ; — 2^o du roi, promettant sa venue (à partir de juillet 1594, recueilli B.N., fr. 15910, longue série ; cf. B. DE NIVREY, IV, 1034, 1037, 1038, etc. ; *Coppie de la lettre du Roy envoyée à M.M. les consuls... de Lyon*, Lyon, Jullieron, 1594, in-8^o (Fontainebleau, 11 sept., B.N., Lb 35/575). Notons : Henri IV au Parl. de Semur, Laon, 3 août, C.-D'OR, C 2088, f. 98 v^o. Cette annonce, et celle d'une armée se précisant dans l'information locale à partir de nov. (Breunot, II, 406 et s.). — D'après De Thou (XII, 354), ce serait l'avis, à lui transmis par Jeannin, de la députation envoyée par les Beaunois au roi en vue d'obtenir une trêve (préface de la soumission), qui aurait plus particulièrement décidé Mayenne au retour.

1. Sur ces circonstances, et sentiments : De Thou, XII, 299, 354. Mayenne aurait pris congé sous prétexte d'aller dissuader le duc de Lorraine de signer traité avec Henri IV.

2. A Saint-Germain-en-Laye (DAVILLÉ, *Les prétentions*, 293 et s.). — Pour ne pas donner « ombrage au Roy », Charles III « ne voulut quasy point voir le duc de Mayenne » (B.N., V^e Colbert 32, f. 108, mémoire manuscrit de Villars-Houdan) ; — Ernest à Philippe II, Bruxelles, 16 déc. 1594, B.N., fr. 15910, f. 185.

3. Breunot, II, 368, 374-375. — Sur l'exécution du 29 oct. et les sentiments de Mayenne : DROUOT, *L'affaire La Verne*, 104-105, 113, notes. — Le 23 oct., il n'est qu'à Lunéville (B.N., fr. 16945, f. 454). Cf. B.N., fr. 17282, f. 299 v^o.

laient. Les derniers fidèles, les « loups blancs », n'étaient plus seuls et pouvaient pour quelque temps encore relever la tête ¹.

De son aventure de cinq ans, Mayenne revenait fort vieilli. Si de ce quadragénaire alourdi les « raillous » de Dijon ne disent rien en leurs mémoires, du moins durent-ils admirer ce « Buffalo » des Espagnols, cette « belle pièce de chair » que la *Satyre*, elle, nous révèle. Gros homme, il était de plus travaillé de maladies plus ou moins sourdes ². Il restait placide cependant devant les traverses qu'il rencontrait, et, dès son retour à Dijon, il se mit au travail ³.

Il manda à Dijon les Bourguignons d'importance : Sennecey, Thenissey, Montmoyen « et autres », les introduisit au conseil, les « conforta ». Il tenta, sans plus attendre, des rapprochements utiles, reçut et traita M^{me} de Brion, fit au silencieux Charny des politesses étudiées : peut-être espérait-il s'entendre avec l'un des deux groupes royalistes, celui des Chabot, contre l'autre, celui des Semurois ? Il reçut enfin, clergé, officiers, tous les « gros » de Dijon ⁴.

Puis il entreprit, sans tarder, une tournée dans ce qui lui restait de Bourgogne, escorté des enseignes lorraines de Tremblecourt, de la compagnie de Villars-Houdan et de quelques compagnies de Gouville et Lure. Il couchait à Beaune le 12 novembre, à Autun le 16, et le 19 à Chalon où il demeura jusqu'au 29, non sans pousser une pointe à Tournus. Après quoi, il remonta la Saône jusqu'à Seurre et s'en revint le 30 novembre à Beaune, où il s'établit pour un mois, au milieu de ce quadrilatère qui représentait sa fortune : Dijon et Autun face au nord-ouest où s'annonçait l'armée royale

1. DIJON, B 232, f. 128-129 (détails) ; Breunot, II, 368-369 ; Pépin, 120 ; Sullot, 33. Sur l'orage qui éclata à l'heure de l'arrivée « présage très certain de la ruine qu'apporta lors le duc... », v. *Discours de la prise des ville et chateau de Beaune*, réimpr. Chevreul, 17. — Sur ce retour, quelques mots dans Cayet, 621 ; De Thou, XII, 354 ; etc.

2. Se rappeler ses maladies de Rouen dans l'été de 1592 (B.N., fr. 17282, f. 40 v^o), de Paris durant les États, etc.

3. Il « est toujours au conseil dès les quatre heures du matin », dit Breunot, le 3 nov. (II, 374).

4. Breunot, II, 372, 373 ; — 387, 441 (cf. DIJON, B 232, f. 129 v^o) ; — 380, 381, etc. — Et naturellement il cajola la Chambre de ville qui le visita (DIJON, B 232, f. 140).

de Biron ; Chalon face à Lyon et à Mâcon royalistes ; Auxonne, nominale-ment à lui encore, et passage vers la Comté espagnole ¹.

Dans cette reprise de contact, il déguisait ses rigueurs. N'ordonnant que de loin, de Chalon, le 26 novembre, la continuation des procédures de l'affaire La Verne, il faisait, à Dijon, lui présent, libérer contre rançon, une partie des prisonniers gardés par Fran-chesse ². Non seulement il s'empressait auprès de Charny, mais il voulait rendre Châteauneuf à Damville, — un Montmorency influent ³. Des précautions de tous genres enveloppaient ses mesures militaires. Il parlait longuement, doucement, aux corps de ville, aux officiers des bailliages, aux clergés, leur déclarait qu'il était las de la guerre et que « quand il voyoit sa cuirasse, il croyoit voir l'enfer et la mort » ; et c'est dans son discours aux Beaunois, à l'appui de ses déclarations pacifiques, qu'il présenta comme son désir le plus cher de « se retirer à Seurre, si on pouvoit traiter avec M. de Nemours, pour s'amuser à faire des jardins ⁴... ». Il promettait — avec ambiguïté — « de ne jamais manquer à la bonne volonté qu'il portoit aux habitants, lesquels il aimoit, il chérissoit... comme ses propres enfans... » et ne faisait allusion aux garnisons que comme à des garanties de leur sécurité. Il n'abordait d'ailleurs les villes qu'en parquant ses compagnies aux faubourgs ⁵, quitte à les

1. C.-D'OR, G 2509, f. 257 et s. ; Breunot, II, 388-420 ; AUTUN, BB 6 ; ABORD, II, 462 et s. ; CHALON, BB 11, f. 61-70 ; CC 92 (comptes) ; *Corr.*, nos 595 et s. ; Montmorency aux magistrats de Mâcon, Lyon, 26 nov. 1594, MACON, AA 8, n° 18 ; *Discours véritable* (v. plus loin, § VI). — Le retour de Mayenne et son prochain voyage auprès d'elles avaient été annoncés aux villes par des lettres du 3 nov. (Ex. : Mayenne aux magistrats de Chalon, Dijon, 3 nov., CHALON, BB 11, f. 58 v°, *cop.*).

2. Comédie significative. Il déclare qu'il va désavouer les procédures et fait ainsi rejeter la responsabilité des exécutions sur le maire Fleutelot (Breunot, II, 377). Fleutelot s'insurge et une petite guerre commence au sujet des respon-sabilités (*ib.*, 368 ; DIJON, B 232, f. 180, 191 v°, etc.). Pendant ce temps, de Chalon, le 26 nov., Mayenne envoie mandement pour faire continuer les procé-dures (DIJON, B 9 ; DROUOT, *L'affaire La Verne*, P. J. n° 11). D'autre part, il affecte, à Dijon, de faire libérer certains détenus, — en réalité pour toucher leurs rançons (DROUOT, *ib.*, Epilogue).

3. Breunot, II, 387.

4. Le discours de Beaune (qui fut probablement l'une des sources de Cayet : v. ci-dessus, p. 361) est résumé dans *l'Histoire de la prise des ville et chasteau de Beaune*, 119, et dans *La prise de Beaune par M. le mareschal de Biron*, réimpr. Chevreul, 18. Mayenne veut éviter le plus possible aux Chalonnais la « foule » des troupes (Mayenne aux magistrats de Chalon, Beaune, 20 déc. 1594, CHALON, BB 11, f. 72, *cop.*) ; etc.

5. DIJON, B 232, f. 140 ; — *Disc. véritable*, 30-32.

produire ensuite. C'était un protecteur qui répondait aux appels de ses ouailles et voulait « veoir à l'oeul » leurs « incommoditez ¹ », le Mayenne doux de 1579 qui, ayant pris de l'âge, adoptait le ton paternel.

Il donnait même des gages effectifs de ses intentions, et, assailli de requêtes concernant la crise économique, accordait des mesures libérales. Il faisait libérer des poursuites pour cotes de marchands touchés par l'arrêt du commerce, et, pour favoriser la reprise du trafic de Saône, atteint de nouveau par la perte au moins partielle de la clientèle lyonnaise, il approuvait des lettres écrites par Chalon aux Consuls « affin d'induire et solliciter Monsieur le connestable dud. Lyon de faire ouvrir et rendre libre le passage, commerce et traficq des marchands ». Il accordait de plus le maintien des octrois sur les vins ².

Mais il montrait ostensiblement ses troupes, les utilisait d'ailleurs durant ses séjours à de brèves opérations dans les environs des villes : à mater les paysans du Beaunois en enlevant le village clos d'Auxey, à faire une démonstration sur Saint-Gengoux et sur Verdun pour soulager Chalon ³. Il dressait des listes de suspects, et les proscrits devaient les uns « vuider » leur ville, les autres gagner prison aux châteaux. Après quoi, il laissait derrière lui... des garnisons ⁴. De plus, il usait de propagande. Des bruits nouveaux, depuis son retour, circulaient, inattendus et « estranges », par exemple celui suivant lequel Henri IV faisait tenir des prêches dans Paris et avait nommé Bouillon, Du Plessis-Mornay et d'autres huguenots aux grandes charges ⁵. Il faisait, d'autre part, reconnaître les villes rendues : Auxerre, dès novembre, s'en alarmait ⁶. Enfin,

1. Mayenne aux Chalonnais, Dijon, 3 nov., CHALON, BB 11, f. 58 v^o.

2. CHALON, BB 11, f. 68, 69 v^o (réponse favorable des Lyonnais) ; — C.-D'OR, G 2509, f. 258.

3. Breunot, II, 395, 409.

4. A Autun, de même, les impatients qui ont tenté de s'aboucher avec le roi : Cl. de Salins, le chanoine J.-B. Dardault, les Girardin, etc., sont mis à la citadelle de Rivaux dès le 8 nov., Mayenne, suivant son habitude, ayant fait exécuter une partie des mesures avant de paraître lui-même (ABORD, II, 453 et s.) ; puis nouvelles arrestations après le 16 (*ib.*, 462). A Beaune, expurgation. Sur les garnisons, v. ci-après.

5. Breunot, II, 396.

6. Vers le 17 nov., le lieutenant du roi en Auxerrois annonce aux échevins d'Auxerre l'existence de menées visant à la surprise de leur ville (AUXERRE, BB 6, f. 34).

pour consolider le sud, face à Lyon où le connétable de Montmorency venait de s'installer, il tentait de renouer entente avec Nemours et se concertait avec lui pour user des futurs renforts savoyards au profit commun du Lyonnais et de la Bourgogne¹.

Revenu à Beaune à la fin de novembre, il ne rentra dans Dijon que le 3 janvier 1595².

IV. — LIEUTENANT-GÉNÉRAL DÉCHU.

Mayenne saluait les Bourguignons avec une bonhomie attentive. Mais eux se présentaient à lui avec des « articles ». A Dijon, à Beaune, à Chalon, ils exhibaient, écrites, leurs doléances : — les dettes des villes, les garnisons, le commerce arrêté, le plat-pays en friche, la disette, la cherté, les impôts surtout, les impôts « pour l'entretien des gens de guerre » : 100.000 livres par mois pour le pays « ligueur », si réduit, — 100.000 livres sans effet³. Les corps de villes, dès l'abord, dès les premiers mots, pressentant ses intentions, se hâtaient de lui signifier la leur : plus de soldats ; la paix ; la paix générale !

Dès Vitry-le-François, il avait reçu, apportée par l'échevin de Dijon Jean Gorlet, une lettre mûrement délibérée des élus provinciaux sur la « ruyne entière » qui menaçait la province, l'« inclination generale au repos » qui avait depuis quelque temps « infiniment augmenté », et l'urgence, reconnue d'« une commune voix », d'un « prompt et bon accort ». Latrecey, Mareschal lui-même avaient signé cet « advis⁴ ». Puis, le 3 novembre, propos de bienvenue de Latrecey au nom des élus, et dont voici la fin :

Vostre prudence, d'ailleurs, vous fournira bien d'autres... considerations pour vous faire embrasser le repos..., mesmement ceste vieille

1. Mayenne aux magistrats de Dijon, Beaune, 1^{er} déc. 1594, *Corr.*, n° 596 ; Breunot, II, 396, 402, 415, etc.

2. DIJON, B 232 ; Breunot, II, 424. — Sur ce deuxième séjour à Beaune : Breunot, 420 (expédition de Beaune à Montbard, puis retour à Beaune) ; *Corr.*, n° 596-598 ; C.-D'OR, G 2509, f. 260-266) et ci-ap., § VI.

3. Articles dressés d'avance et présentés dès la harangue de bienvenue : DIJON, B 232, f. 128 ; CHALON, BB 11, f. 61 v°. Les articles sont d'accord avec la harangue de Latrecey visée ci-dessous.

4. Lettre datée de Dijon, 24 oct. 1594 (C.-D'OR, C 3072, f. 57 v°). Gorlet, parti avec Tavares et le prince qui vont au devant de Mayenne, revient avec lui. Le 3 nov., il rend compte aux élus que Mayenne lui a répondu souhaiter

maxime : Que personne n'entre en ligue s'il n'y est intéressé, et n'y demeure qu'autant que son esperance...

C'était dit ; et par un ligueur de marque ¹ ! Harangue du clergé : la paix ! Harangue des cours : la paix ! Et les grands ligueurs, en privé, renchérissaient : Talmay, Philippe de Foissy, Desbarres, Buatier ² et beaucoup d'autres moins déclarés, mais hommes de poids. Parmi ces autres : Sennecey.

Sennecey : l'homme que Guise avait placé en 1586 au gouvernement d'Auxonne et qui, depuis, avait conservé dans sa main, « à part », et à l'état de neutralité effective, cette place capitale ; — le lieutenant pacificateur et profiteur de 1590-1591 ; — l'ambassadeur auquel Mayenne, en 1593, avait recouru pour la grande ambassade de Rome et qui en était revenu désabusé, sans espoir dans Clément VIII ; — le dernier grand noble bourguignon, enfin, avec Jean de Tavanès, ce brouillon, que la Sainte-Union retint encore... Un homme redoutable que Mayenne choyait, qui continuait à recevoir ses dons, sans dévier pour cela de son sillon « politique », grand moqueur du vicomte de Tavanès et en relations avec le roi ³... Mayenne, en cette fin de 1594, avait besoin d'Auxonne, pont de Saône, liaison d'Espagne. Il proposa marché. Sennecey fit le « sourd » et se garda de livrer sa place : depuis 1585, le vieux problème d'Auxonne restait donc non résolu ⁴. Mais Mayenne avait besoin de l'homme aussi : il voulait le charger de son accomodement ; Sennecey fut, au retour en Bourgogne, le visiteur le plus honoré. Mais ce gouverneur d'Auxonne, après l'entrevue, écrit Breunot, son ami depuis 1591, « me dit qu'il veut, avant qu'entreprendre ledit voyage, pénétrer en l'intérieur de M. du

la paix, et « que s'il estoit forcé de faire la guerre, il n'y en auroit en Bourgogne que le moins qu'il pourroit ». Pas de réponse écrite (*ib.*, f. 60). La lettre des élus fait allusion à une lettre antérieure des ville et bailliage de Chalon implorant la paix.

1. C 3072, f. 60 et s. Et, le 14 nov., pour prolonger l'effet, les élus décident : 1° de remettre copie de la harangue à Mayenne ; 2° d'aviser les villes des démarches faites et à les inviter à préparer leurs « remonstrances », pour les remettre à Mayenne lorsqu'il se présentera chez elles (f. 60 v°).

2. A défaut des *Reg. Parl.* : Breunot, II, 374, 375, 380, 381, 384, etc.

3. Sur tout cela, v. nos chapitres précédents et Breunot II, 319, 174, 232, 310 (don de l'abbaye de Fontenay), etc.

4. Négociations menées par le conseiller Berbissey, du Conseil d'État de Dijon, qui avait toujours été l'agent de liaison avec Sennecey (Breunot, II, 340, 356, 361).

Maine et faire ouverture de toutes les portes et fenestres pour y voir jour... ». Il garda donc sa réserve, traita de haut les hommes du prince, mortifia vertement Tavanès... Le 6 novembre, au Logis du Roy, conseil étroit : Mayenne, Sennecey, Tavanès, Desportes-Baudouin. L'affaire se noua tant bien que mal : on envoya quérir passeports du roi... Et puis, Sennecey découvrit dans le plan de Mayenne une « porte derrière ». Alors il se récusa, laissa se périmer les passeports. Mayenne le convoqua à Beaune, le munit d'argent... En vain. Finalement, Sennecey demeura à Auxonne : pas de politique, pas de manœuvre « espagnole » ; mais la paix ¹ !

Il est vrai que Jeannin à Soissons continuait à servir : la Bourgogne ne se déroba pas entière. Cependant, le président lui-même prenait un ton de réserve. Bien averti, notamment par les députés de son Autun, de la lassitude de la province, et entravé par Mayenne lui-même qui se refusait à lui laisser river « le cloud de la paix » avant d'avoir jeté dans le débat le poids de la guerre espagnole, il se prenait à rêver de Montjeu et se préparait à « se retirer » lui aussi, comme Sennecey, en son jardin, afin de se ménager sa voie personnelle vers le roi. Ses rencontres avec Henri IV, les invites de S. M., ses demi-promesses l'avaient certainement ébranlé ; et le recours à Sennecey comme négociateur est probablement une conséquence et un indice du désaccord qui s'élevait entre Mayenne et son vieux président ².

Et quelles autres ressources en hommes avait le prince, s'il fallait continuer, en Bourgogne, à tenir sur un double front, face au roi, et face aux Espagnols ? Maigre équipe, du moins quant à l'autorité, que celle qui l'avait suivi jusqu'à Dijon, et son dénombrement, facile à faire, signifiait bien clairement la chute d'un lieutenant-général de l'État au simple rang de rebelle. Une seule tête de gouvernement : Desportes-Baudouin, le secrétaire d'État fidèle, redevenu en fait simple secrétaire de prince ³. Villeroy n'était plus là, et si, en juin 1595, on devait le voir à Dijon, c'était aux

1. Notes très suggestives et très informées dans le journal de Breunot, qui parle souvent à Sennecey et que Sennecey tient au courant. Sennecey ne veut négocier qu'avec, en mains, des données franches. S'il ne sauve pas « le navire », « il sauvera le petit brigantin », c'est-à-dire Auxonne. Il invite Breunot à se retirer à Auxonne auprès de lui (II, 375-439).

2. Breunot, II, 221, 284, 288, 311, 350, 354, 356, 378, 481.

3. Sur sa présence, outre Breunot, v. Drouot, *Dépêches de Mayenne*, nos IV-VII.

côtés du roi. Épinac, après sept mois de séjour en Bourgogne, au lieu d'y attendre Mayenne, avait fait sa paix et regagné Lyon, ville du roi ¹. Pour le conseil, il fallait se rabattre sur des auxiliaires : « M. Thibault » et le président Legrand, qui arrivèrent en janvier de Soissons, où Mayenne avait établi sa maison et laissé d'abord partie de ses gens ; ou sur des réprouvés, dont l'emploi était assez humiliant pour le duc, deux des anciens Seize, ralliés à Mayenne pour n'avoir pas trouvé crédit, comme Cromé, auprès des Espagnols : Audineau, le « pipeur », devenu grand prévôt de l'hôtel, et Machault, portant, auprès du ci-devant monarque en exil, le titre fictif de chancelier ², — deux parasites faméliques portant livrée. Et, si l'on ne compte pas le baron de Thianges, bien peu de gentilshommes : le sr de Thoires, et, replié de Lyon, Jacques Harlay de Champvallon ³. — Enfin un groupe d'agents de confiance, La Tour, de Beaune, employé aux missions de Flandre et d'Espagne, et surtout l'indispensable Péliissier, qui continuait à courir sur les chemins ⁴. Voilà, des témoins de son ancienne splendeur, ceux que Mayenne gardait encore avec lui.

V. — PÉNURIE DE MOYENS.

Quant aux troupes, qui importaient plus encore, à cette heure, que les conseillers, on pouvait les compter : — les troupes de Bourgogne d'abord, les deux régiments, mais fort réduits, des srs de Gouville et de Lure, les enseignes des barons de Vitteaux et de Thenissey, les renforts savoyards de Treffort dans le Mâconnais, et une poussière de petites compagnies ne servant d'ordinaire qu'aux garnisons, sauf celles de Thianges, de Lartusie et du capitaine Guillaume ⁵ ; — d'autre part, le renfort que Mayenne avait fait venir

1. NOUAILLAC, *Villeroy*, 251, 265 et s. ; RICHARD, *D'Épinac*, ch. XXI.

2. Sur leur arrivée ou leur séjour en Bourgogne, v. Breunot, II, 430, 431, etc. ; et ci-ap., ch. XXI. Thibault part le 25 janv. pour Soissons portant, dit Breunot (437), de « nouveaux articles » proposés par Mayenne. Ne s'agirait-il pas ici du secrétaire Thibault Desportes qui serait désigné par son prénom comme l'était couramment Prudent Michaut, cet autre secrétaire de Mayenne ?

3. V. ci-ap., p. 386, n. 1, et Breunot, II, 352, 431.

4. Breunot, II, 361, 373, 385, 476, 488, etc.

5. Ce sont les diverses troupes déjà présentes dans le pays qui seront mentionnées dans les documents concernant l'histoire militaire cités dans la suite de ce chapitre et dans le suivant.

derrière lui de Lorraine, le régiment de Tremblecourt, déjà employé en Picardie et complété par la compagnie de Roticoti, troupes rebelles aux injonctions de Charles III, qui eût voulu, suivant son traité de neutralité, retenir ces Lorrains auprès de lui : peut-être 1.000 hommes de pied bien équipés, y compris les Albannoys conduits par le capitaine Anthoine ; outre cela, la compagnie de cheveau-legers du s^r de Villars-Houdan : au total 1.100 ou 1.200 hommes qu'on avait vus, en novembre, cantonner à Is-sur-Tille, puis, frôlant Dijon, loger à Gevrey, et sous Beaune¹. — Enfin une seconde vague d'étrangers apparut en décembre et en janvier : Lorrains encore, du régiment de pied d'Avillers ; contingents savoyards envoyés par Charles-Emmanuel, 400 ou 500 fantassins². Au total, outre les garnisons, 4.000 hommes peut-être, dont une partie de fort bonnes troupes, par exemple les compagnies de Tremblecourt, ce condottiere actif, ancien capitaine sous Alexandre Farnèse³ ; le reste médiocre — et, aussitôt venu, dispersé, employé non à faire un « gros », mais à patrouiller dans toute la province. Quant aux chefs, ils n'étaient pas sûrs : ni ce Tremblecourt qui, prêt à servir le mieux payant et, du reste, déjà en relations avec Henri IV depuis quatre mois, allait bientôt trahir Mayenne pour son ennemi ; ni ce Villars-Houdan qui se disait « en volonté d'abandonner M. du Maine parce que ses gens ne recevoient argent » :

1. Sur l'arrivée de ces troupes : Milleton à Nevers, Langres, 10 oct. 1594, B.N., fr. 3991, f. 82 ; Cayot, *Chron. nov.*, 621 ; Pepin, 120 ; Breunot, II, 350-355. — Louis de Beauvau, s^r de Tremblecourt, appartenait à l'une des grandes familles de la Lorraine : c'est le héros de l'incursion sur Vesoul de 1595, opérée cette fois pour le service d'Henri IV. Son régiment, après avoir servi sous Al. Farnèse, était passé à Mayenne pour le moins avant la campagne de Laon, puisque Mayenne, dès lors (7 août 1594), en annonçait l'envoi en Bourgogne (*Corr.*, n° 562). Les services de Tremblecourt en Bourgogne sont généralement ignorés. Sur Tremblecourt, v. notamment C. PFISTER, *Catherine de Lorraine*, Nancy, 1898, in-8°, 9-11, et J. GAUTHIER, *L'invasion de d'Aussenville et Tremblecourt au comté de Bourgogne...* (dans *Bull. Soc. de la Haute-Saône*, 1896). — Quant à Louis ou François de Monceaux, s^r de Villars, dit Villars-Houdan, c'était un jeune maréchal de camp, déjà un ancien compagnon de Mayenne (*De Thou*, XII, 11 et 354) ; mais sa compagnie ne comprend que 120 cheveau-legers (*Corr.*, n° 598).

2. Jean de Beauvau, s^r d'Avillers, bailli du Bassigny, l'un des frères de Tremblecourt, mais qui devait, lui, continuer à servir sous Mayenne après la détention de son frère (v. ci-apr., ch. XX, p. 394-395). Sur son régiment : *Dissertation archéologique de la prise des villes et châteaux de Beaune*, 30-31 ; ABORD, II, 476, 480 et s. — Sur les Savoyards : Pepin, 123, 125 ; Breunot, II, 436, 478, 480 ; DIXON, B 232.

3. Sur leur équipement : lettre à Nevers citée.

ni ce Gouville qui appelait Monseigneur « le pourri » ; ni, à y bien voir, — sauf Thianges — aucun autre ¹.

Encore les fallait-il payer et fallait-il payer aussi les travaux de fortification un peu partout entrepris. Or, payant déjà les garnisons et les contingents ordinaires, la province se refusait à cela. Quant à Mayenne, il n'apportait aucune ressource d'argent.

Fait grave. Si un déploiement militaire et la prudence des magistrats pouvaient encore freiner le peuple pour un temps, la Bourgogne noble et bourgeoise savait que ce temps serait court : faute d'argent. On avait vu à Dijon, dès janvier 1593, un créancier saisir des meubles de Monseigneur ². Depuis des mois, il empruntait en Bourgogne : 8.000 écus à Varennes-Nagu, et des milliers d'autres à Fyot l'ainé, à Bernard, à Lux, à Vitteaux. Et depuis son retour, il continuait : le sr de Villers-la-Faye lui prêtait ; il sollicitait de Denis Brulart 4.000 écus, du receveur de la Sainte-Chapelle 4.000 autres ³. Et que d'expédients de tous genres pour cacher la misère de son petit gouvernement, de son train même : emprunts forcés auprès des villes : 5.000 écus par exemple sur l'amende de La Verne ; violation des caisses publiques, recettes et greniers à sel, vieille pratique celle-là, mais généralisée fébrilement ; rançons des prisonniers politiques ; confiscation, pour la mettre en gage, de la belle épée orfèvrée de Fervaques saisie en 1589 par la mairie de Dijon ; fonte, à Dijon, pour nourrir les Savoyards, d'une pièce de canon prétendue « esventée » qu'on transforma en doubles ; vente irrégulière de 8 minots de sel pour payer les gages de quelques officiers ⁴. Peut-être pis encore : vente à l'armée espagnole, en mai 1595,

1. Henri IV, dès octobre 1594, avait, en même temps qu'à Haussonville, envoyé à Tremblecourt une commission de levée de troupes (HÉRELLE, II, 571). Les relations se confirment à la fin de déc. (B. de XIVREY, IV, 288 ; VIII, 539). — Breunot, II, 242, 431.

2. Breunot, I, 258.

3. N. VALOIS, *Arrêts du Conseil d'Etat*, I, 252, 338 (arrêts de remboursements de 1597, 1599). — Breunot, II, 380, 404, 437-443.

4. Dans l'ordre : DIJON, M 127, f. 116 ; — Breunot, II, 405, 415 ; — DIJON, B 232, f. 186 ; — DIJON, B 9, n° 27 (pièces du procès de 1601 et années suiv. intenté par Fervaques à la ville de Dijon : décharge de Mayenne du 12 nov. 1594 ; — l'épée, son ceinturon et divers « meubles » sont estimés par Fervaques 25.000 écus) ; B 232, f. 136 ; — Breunot, II, 388-390 ; — B 232, f. 193, 204 ; — C.-D'OR, B 4587.

« pour vivre », de 200 queues de vin saisies à Chalon ; et, en tout cas, vie sur le compte des villes : nourriture, linge et meubles ¹.

Auprès des villes encore, les demandes de subsides à lever sur les habitants se succédaient : auprès de la Chambre de Dijon, par exemple, le 8 janvier 1595 : 3.000 écus ; le 27 janvier, 1.000 autres ; et, en mars, Desportes-Baudouin en personne accourait demander encore, pour le duc bloqué dans Chalon sans « un sol », 10.000 écus, — qui, cette fois, d'ailleurs, vu la somme et l'impuissance de Mayenne, furent refusés ².

Sans compter les tailles et taillons. Présent le prétendu lieutenant-général de l'État, présentes ses exigences trop certaines. La Bourgogne, maintenant, c'était, en fait, pour le monarque déchu, l'État tout entier. Coût, pour le quartier de janvier-mars 1595, au lieu de 45.000 écus fixés comme maximum par les États de 1593 : 80.000. Les élus s'émurent : il y avait décret. Ils résistèrent, protestèrent : Latrency, Bourelrier, commissaires des Comptes, Mareschal, élu du roi, et Fleutelot, élu du Tiers. Transaction, mais grosse de dangers : les élus fixeraient le chiffre ; mais les deux premiers quartiers de 1595, — et cela fit 93.698 écus 40 sols, — seraient « rendus payables » au 1^{er} février, en un seul terme ³.

Feria, plaidait Mayenne auprès de Philippe II, ose dire que j'ai fait « une bourse pour me retirer en Bourgogne ! » Il n'avait, en fait, ajoutait-il, jamais consacré à son « particulier » les ressources de la grande cause : « J'ay despendu en les guerres... cinq cens mille escus qu'avois en argent comptant ; j'ay engagé mon bien, celuy de ma femme et de mes enfans, et puis mon credit et celuy de mes amis et serviteurs, et plus d'un million d'or que je doibz de reste... ». Et il n'avait pas fortifié la Bourgogne ⁴. C'était vrai, et cela se voyait à l'œil. Il n'avait pas, au temps où il gérait l'État, armé sa province. Il disait : désintéressement. On pouvait dire : illusions et ambitions. Mais le fait était. Peignant là, en octobre 1594, son dénuement, Mayenne ne mentait pas. Une fois à Dijon, pour continuer son jeu jusqu'au traité, entretenir courriers

1. CHALON, BB 11, f. 61-70 ; CC 92 (don : 500 écus) ; — Breunot, II, 501.

2. DIJON, B 232, f. 169, 172 v^o, 177 v^o, 183 v^o ; Breunot, II, 478.

3. C. D'OR, C 3072, f. 66, 68 v^o ; C 5382 ; Cf., en outre, Breunot, II, 426-441.

4. Mayenne à Philippe II, s. d., B.N., fr. 17282, f. 298 et s., *cop.*, et Cayet, *Chron. nov.*, 620.

et espions sur les routes de Rome ou de Madrid, pour avoir des gentilshommes et des villes, des troupes, des canons, il avait l'argent de la Bourgogne, et, hors cela, sauf quelques pauvres sacs d'écus de Bruxelles (s'il en reçut), où était désormais sa « bourse » ?

Au vrai, pauvre seigneur devant sa grande politique. Lorsqu'en janvier 1595, il chercha un « surintendant des finances », ce fut dérision, et, choisi d'autorité, le trésorier bourguignon Jean Jaquot, un mayenniste pourtant, se récusa formellement. Pour le titre du moins, car il tenait l'emploi, — ou plutôt sa femme. Le 12 novembre 1594, jour de rentrée d'argent, — 1.200 écus, acompte sur la rançon des prisonniers du château,

*Madame la générale Jaquot comptant les deniers en la maison de M. Quarré, il s'y treuva plus de trente à quarante de la suite de M. du Maine ayant tous des mandemens ou assignations. Viennent aux paroles et injures, après aux coups de poings qui en auroit, chacun prétendant avoir sa lippée*¹...

Où l'on voit que la surintendance n'était pas, malgré tout, une sinécure.

Comment donc entretenir les fidélités ? Promettre des offices ? Promesse facile, mais qu'on sentait creuse désormais². Seule ressource, outre quelques retours d'argent³ : l'appui, à tout prix, des Espagnols. Esclave de l'étranger, tel on disait Mayenne, — et tel il était.

VI. — LA GUERRE FRANCO-ESPAGNOLE. LA « RETRAICTE » DE BEAUNE.

Mayenne, de Bourgogne, continuait ses négociations. Du côté d'Henri IV, faute de Sennecey qui se dérobaît, il s'efforçait d'employer encore Jeannin et il lui envoyait de nouveaux articles à soumettre aux agents du roi⁴. Du côté de l'archiduc Ernest, nou-

1. Breunot, II, 388, 426.

2. Promesses aisées : au procureur-syndic Baudouin, p. ex., « le premier estat qui viendroit à vaquer, quel qu'il fût » (Breunot, II, 446, fin janv. 1595) ; au lieutenant de mairie Berbissey, l'état dont avait été pourvu La Verne ; au sacristain Horyot, une « chanoinerie » à la Sainte-Chapelle ; etc. (*ib.*, 436).

3. On signalera ci-ap. des pensions encore payées.

4. V. ci-ap., ch. XXI, § IV.

velles demandes de secours portées par Harlay de Champvallon ¹. Du côté de Philippe II, envoi, — du moins projeté, — de Pélissier. Du côté de Rome, envoi de Guillaume Vincent, le secrétaire de l'ambassadeur Diou ². Enfin, Mayenne frappait à l'huis de Charles-Emmanuel ³... A l'archiduc, qui faisait difficulté pour lui envoyer des Wallons, il sollicitait de quoi mener à bien ses levées en Lorraine, où il avait laissé « des officiers qui amèneront à son service 2.500 fantassins et 400 chevaux » ⁴. Au duc de Savoie, par l'intermédiaire du marquis de Treffort, il demandait de disposer en sa faveur d'une partie de l'armée qui devait appuyer Nemours contre le connétable de Montmorency installé à Lyon ⁵. Enfin, il espérait peut-être, à défaut d'une nouvelle levée suisse, tirer quelques lansquenets d'Allemagne ⁶.

Un fait nouveau le pressait et changeait les données de son jeu. Henri IV, le 16 janvier 1595, publiait la guerre contre le roi d'Espagne ⁷. D'appui de la Ligue ou de Mayenne, Philippe II devenait ennemi principal, et Mayenne, qui l'était déjà en fait, se trouvait désormais publiquement réduit au rôle de comparse, de simple rebelle allié de l'ennemi national. Et Henri IV allait dire clairement : « A cette heure le masque est levé... Tout ce qu'il fera désormais sera guerre d'Etat... Il faut estre François ou Espagnol ⁸ ». La guerre civile était bien finie : il n'y avait plus qu'une guerre étrangère.

1. SIMANCAS, Sec. de Est., liasse 609, n° 91 : mémoire de Mayenne apporté par Champvallon (Mayenne s'engage à ne pas traiter avec Henri IV si on l'aide de troupes et d'argent) ; cf. De Thou, XII, 355 ; — *ib.*, nos 88 et 90, Ernest à Philippe II : tout ce que dit Mayenne du péril de la Bourgogne est exagéré. Se garder de le satisfaire et se garder de violer la neutralité comtoise. — Cette mission de Champvallon paraît être de janv. 1595. Il paraît avoir été précédé par La Tour, envoyé de Dijon en novembre (Breunot, II, 389).

2. Breunot, II, 389.

3. Une lettre du 1^{er} déc. 1594 (Mayenne aux magistrats de Dijon, Beaune, *Corr.*, n° 596), indique des pourparlers probables, et l'espoir certain d'un nouveau secours en troupes. Cf. Drouot, *Dépêches de Mayenne*, nos III et V (fév. 1595) ; Breunot, II, 419, 424, etc. (échos).

4. Ernest à Philippe II, Bruxelles, 18 déc. 1594, B.N., fr. 15910, f. 185, *cop.*

5. *Corr.*, n° 596 ; et Breunot, *loc. cit.*

6. Du moins, Breunot (II, 423) paraît indiquer que Tremblecourt s'était chargé de négocier de ce côté. Mais ledit Tremblecourt, passant du côté d'Henri IV, ne fit rien d'utile.

7. Texte (16 janv.) dans Du Mont, V, 512 ; Cayet, *Chron. nov.*, 654 ; *Mém. de la Ligue*, VI, 278. Sur la déclaration : L'Estoile, VII, 11.

8. Nous empruntons la formule à une lettre de l'été de 1595 : Henri IV

Les négociations de Mayenne furent arrêtées. Mais, pris entre les termes d'une alternative aussi nette, Mayenne, comme Mercœur, Aumale, Épernon, et Nemours, opta pour la résistance. L'arrivée d'une armée était annoncée du Milanais. Quant à la Bourgogne, tant bien que mal, elle paraissait garnie. Vitteaux gardait Noyers face au nord-ouest, et Thenissey Châtillon face au nord ; c'était les directions d'où pouvait venir Biron... Montsaugéon, renforcé, surveillait Dinteville, les Langrois et même les Lorrains du Bassigny, alliés possible d'Henri IV. Montbard, avec le capitaine Bernard et d'autres, était en alerte ¹. Derrière cette ligne, les places maîtresses : — Chalon qui, outre les compagnies de Lartusie, avait la petite troupe d'Attignac et reçut, en janvier, 100 Savoyards pour la garde du faubourg Saint-Laurent ; — Autun, débarrassé en janvier de partie de ses faubourgs, et où le régiment d'Avillers et plusieurs compagnies furent, à la même date, ajoutées à la garnison commandée par Chissey, renforcée déjà des compagnies du s^r de Lure introduites en novembre : au total, là, gros effectif, la venue de Biron rappelant celle d'Aumont ² ; — Dijon et Beaune, enfin.

A Dijon, difficultés. Le 12 octobre 1594, Tavanès annonçant de nouveau une garnison, il y avait eu grand émoi : « Mourir plus-tost tous ! ». Les Lorrains passèrent donc sans entrer. Mais, au milieu de décembre, pour assurer la protection des ravitaillements, notamment en bois, on résolut d'accepter les 120 hommes de Villars-Houdan, « sodoiés » par Mayenne, non par la ville, et bons soldats « ayant la vertu... en recommandation ». Biron approchant, fin janvier, Mayenne annonça d'autorité, avant de repartir pour Beaune, l'entrée de 300 Savoyards, cantonnés depuis quinze jours à Couchey. Protestation véhémement ; rappel solennel, — et

à ses négociateurs, camp devant Pesmes, 20 juillet 1595 (BERGER DE XIVREY, IV, 384 ; mais l'idée est bien du début de la guerre contre l'Espagne. Cf. le *Discours sur la déclaration de guerre contre l'Espagnol*, 6-7 ; et POIRSON, II, 4-5.

1. CHATILLON, carton Ligue ; Mayenne aux magistrats de Dijon, Dijon, 23 janv. 1595, *Corr.*, n° 599, et B 232, f. 180 v° (prêt d'un canon à Tavanès pour Montsaugéon) ; Breunot, II, 349, 434, 469, 491, etc. ; MONTBARD, Reg. délib., 1595.

2. C.-D'OR, C 3351, f. 42 ; Mayenne aux magistrats de Chalon, Beaune, 2 janv. 1595, CHALON, BB 11, f. 81, *cop.* ; — AUTUN, BB 6, f. 111 et s. (protestation surtout du faubourg d'Arroux. Enquêtes. « Dismensurations ». Procès-verbal du 14 janv. constatant l'inutilité des démolitions. Mais il faut démolir). Cf. Breunot, II, 434, 481 ; ABORD, 475-490.

bien suggestif, — du contrat formel qui avait été conclu en janvier 1589, et avait décidé alors de l'adhésion de la « ville et commune » à la révolte : Fleutelot, crainte du soulèvement populaire, disait, et fermement, les « libertés » de Dijon... Mais, cette fois, Mayenne fit le sourd : moyennant limitation du séjour, il obtint de faire entrer ses Savoyards le 31 janvier, et de les loger dans les maisons d'émigrés. Entrés pour quinze jours, ces étrangers, — les premiers qu'eût vus Dijon, hormis ses Suisses, — devaient demeurer, et à un effectif peu à peu augmenté jusqu'à 500, — jusqu'au début d'avril, et non sans troubler l'ordre. Le 3 avril, sonnerie à « l'effroi », mutinerie d'un groupe, échauffourée à la porte Guillaume, barricades place Saint-Jean : il fallut les faire « vuidier » peu après ¹. Contrat violé. Ressentiment inexpiable d'une bourgeoisie injuriée dans ses droits par le soudard étranger, obligée de le souffrir au rempart jamais foulé que par les « citoiens », et grief ardent d'un peuple : en mai, devant Biron, cette erreur de Mayenne allait compter...

Enfin, au centre de son camp retranché, dans ce Beaune où il s'attardait, Mayenne préparait, à grand effort de terrassements, sa « retraicte » personnelle. C'était la ville qu'en 1585 déjà il avait demandée comme place de sûreté. Aux échevins — l'avocat Alixant, le bourgeois Pierre Loppin, venus à lui pour conjurer le destin, — il répondait, « sans plus dissimuler, qu'il avoit choisy laditte ville pour y faire sa retraicte », et qu'il voulait la fortifier si bien « qu'une armée d'Empereur ne treuveroit moyen d'y entreprendre », puis d'y mettre, non seulement les 300 Lorrains que, dès novembre, il y avait montrés, mais, « s'il le faut, 600, 1.000, 1.500 hommes et plus... ». La Bourgogne était sa terre, et au milieu de cette terre, Beaune était son donjon ².

Le 1^{er} décembre, les vigneron de Beaune avaient pris les armes,

1. Sur tous ces faits, et beaucoup d'autres que nous négligeons (paiements, cotes à ce sujet, méfaits divers, délibérations orageuses, etc.) : DIJON, B 232, f. 120 et s., notamment 156 v^o - 157 v^o, 160 v^o, 179 v^o, 187 v^o, 196 v^o, 203, 225 v^o ; B 180 bis, f. 121 ; C.-D'OR, II 570, f. 21 v^o ; *Corr.*, n^{os} 597, 598 ; Pépin, 123 ; Breunot, II, 351, 439-443, 467, 478 ; B. DIJON. Baudot 139, 302.

2. *Discours veritable*, 29-36. Cf. B.N., fr. 17282, f. 318 ; Breunot, II, 412-413. Selon l'*Hist. de la prise des ville et chasteau de Beaune*, 123, Mayenne aurait dit, le 2 fév. 1595 : « Qui m'osterait ceste ville feroit autant que si on m'arrachoit le cœur du ventre ». Tous les discours ou relations sur la prise de Beaune enregistrent l'intention de Mayenne.

abattu six soldats, mais, avec 250 hommes de pied entrant dans la ville « tambour battant et drapeau desployé », il avait pu les mater. Alors, garnison de 300 hommes, contre toute « foy et promesse » engagée le mois d'avant auprès d'Alixant. Puis, appelant l'ingénieur Carlo Bonaventuri, réquisitionnant les villageois retrayants, les encadrant de « risselois » — le terme désignait des maîtres terrassiers, — Mayenne tailla sans contrainte. La démolition des faubourgs coûta la perte de 50.000 écus, dit un Beaunois, aux bourgeois et vigneron qui « y avoient leurs pressoirs, leurs granges et leurs jardins ». La « ruine » des faubourgs Madeleine et Saint-Martin, des hameaux de Chalanges, Gigny et « Bretenay » fut une opération sauvage qui détruisit trois édifices religieux et jeta au malheur des centaines de petites gens. A ces travaux passait l'argent pillé dans les caisses publiques et empruntés aux villes et bourgeois, sans compter les deux écus par queue de vin sortant de Beaune qui furent imposés et les sommes produites par la concession des matériaux aux propriétaires. Mais, au bout de deux mois et demi de corvée sous l'œil des « commissaires », la plaine était rase au pied des murs et un éperon inexpugnable dressait ses pierres blanches contre la porte Madeleine. Les soldats triomphaient et se chauffaient avec des charpentes, au milieu des « grands pleurs et soupirs de tous lesditz habitans ¹... ». Mais, là encore, c'était travailler pour Henri IV.

✦ MAYENNE n'avait pas, retournant à ses villes, trouvé, comme Guise à Reims, portes closes. Devant lui, pas de Saint-Paul, plus de Nemours. Et même, dans les forteresses centrales, pas de maires ennemis. Mais il revenait dépouillé des sceaux de l'État, sans ressources, — et parlant de garnisons. A l'heure où il eût dû avoir réalisé, pour l'imposer, cette espèce de « duché » autonome qu'il rêvait de faire reconnaître dans les articles de son traité, son retour

1. C.-D'OR, G 2509, f. 260, 262-267 v° ; — *Discours veritable*, 39-42 ; *Hist. de la prise de Beaune*, 120 ; *Discours de la prise des ville et chasteau de Beaune par M. le mareschal de Biron*, 19 ; Livre de famille de Jean Groselier, f. 2 ; *L'III. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 92 ; etc. — Le chapitre Notre-Dame obtint de Mayenne des lettres de sauvegarde pour ses quatre moulins suburbains (Beaune, 1^{er} déc. 1594, G 2479, n° 4) ; mais ces moulins ne furent pas épargnés sans d'autres démarches (*ib.*, n° 5 ; G 2509, f. 267, 268 v°).

lui révélait combien, passionné trop longtemps de l'«Estat», il avait, quoi qu'il pensât, négligé son bien personnel.

Il se flattait, auprès de Philippe II, de n'avoir pas fait sa bourse, ni bâti ses citadelles. Mais, en 1595, il criait misère et se mettait trop tard à dresser de vaines contrescarpes. Pour avoir, d'«estre duc», au moins quelque chance, c'est à Dijon peut-être, c'est dès 1589 et 1590 en tout cas, qu'il eût fallu, à grande finance, ouvrir le chantier d'un particularisme, édifier l'attachement au prince, qu'il eût fallu entasser le trésor. Le lieutenant-général déchu qui, au début de 1595, armait son dernier gîte, armait en vain. Pris entre Henri IV et Philippe II s'avançant l'un contre l'autre, il ne pouvait se passer pour le moins, s'il osait y maintenir ses couleurs, de l'appui des Bourguignons. Or, pour s'assurer cet appui, Mayenne était revenu trop tard.

CHAPITRE XX

LA GUERRE FRANCO-ESPAGNOLE EN BOURGOGNE. FONTAINE-FRANÇAISE

- I. *Biron contre Mayenne.*
- II. *La révolte de Beaune (5 février 1595).*
- III. *Mayenne en Comté.*
- IV. *Les dernières villes : les bourgeoisies.*
- V. *L'émeute populaire contre Mayenne. La perte d'Autun et de Dijon.*
- VI. *Henri IV et les Espagnols à la frontière bourguignonne.*
- VII. *Fontaine-Française. La retraite de Mayenne.*

Dès le 10 octobre 1594, les échevins d'Auxerre, ville rendue au roi, étaient obligés de constater en leur registre que « les troubles ne sont encores appaisez » et que, tout au contraire, « est le commun bruict que les armées tant d'une part que d'autre... tirent en ce pays de Bourgogne pour y faire la guerre »¹.

C'était vrai. Théâtre de campagnes secondaires durant cinq années, et où ni le « roy », ni Mayenne, ni les généraux de Philippe II n'avaient paru, la Bourgogne voyait, en 1595, confluer vers elle les armées et leurs chefs.

I. — BIRON CONTRE MAYENNE.

Le duc de Longueville, le duc de Nevers et le maréchal de Bouillon contre les Espagnols des Pays-Bas, le connétable de Montmorency dans le Dauphiné et à Lyon contre les Savoyards, une petite armée lorraine coupant les débouchés de la Comté vers le nord et barrant

1. AUXERRE, BB 6, f. 10.

la route aux Espagnols de Velasco partis du Milanais, le roi lui-même en Bourgogne et en Lyonnais pour assurer la frontière de l'est : tel était le dispositif général adopté par Henri IV à la fin de 1594 contre l'encerclement que méditait Philippe II. La Bourgogne de Mayenne n'était donc que l'un des objectifs du roi. Mais, parmi les éléments de la partie qui se préparait, Velasco représentait l'inconnu, le danger nouveau. Autant que pour achever la soumission de la Bourgogne et renforcer Lyon, c'était pour parer à ce péril que l'« armée royale » devait s'installer en ces « quartiers », et que Montmorency devait se tenir prêt, de son côté, à l'appuyer¹. Henri IV n'avait pas oublié son dessein de voyage en Bourgogne et à Lyon. Mais, tardant encore, il fit partir, au début de décembre 1594, le maréchal de Biron « pour s'en aller en l'armée et s'avancer toujours par la Bourgogne », en attendant qu'il y parût lui-même².

De Charles de Gontaut, marquis de Biron, âgé de trente-deux ans, Gascon habile, poussé à la faveur par son père, mais aussi par son entrain, les Bourguignons qui, après ses succès de 1595, allaient célébrer sa valeur en des harangues ampoulées, en 1594 ne savaient presque rien encore. Ils ne savaient de lui que ses courses du début de l'année aux confins nord-ouest de leur province, où il avait cueilli les redditions de Joigny, d'Auxerre, bloqué Saint-Florentin, menacé Avallon³. Mais, dès l'été, on le disait muni de la promesse du gouvernement de Bourgogne ; on répétait, en novembre, ce mot prêté au roi : « Allez défendre en Bourgogne votre partage ». Il allait le défendre, et, après la prise de Beaune, recevoir, en effet, datées du 20 avril, ses lettres de gouverneur⁴. Son armée qui, durant l'automne, concentrait près de Troyes une partie des troupes du nord libérées par les victoires de Laon et Noyon⁵, était celle-là

1. V. les lettres d'Henri IV d'oct., nov., déc. 1594, dans BERGER de NIVREY IV. Cf. POIRSON, *Histoire de Henri IV*, II, 10, 15, et ci-ap., § VI.

2. Henri IV à Bellièvre, Saint-Germain-en-Laye, 25 nov. 1594, B.N., fr. 15910, f. 169 (Biron « dès demain part d'icy ») ; du même au même, 28 nov., B. de NIVREY, IV, 263 (Biron « partira dedans quatre jours ») ; instructions du roi à Biron, 13 nov., fr. 15910, f. 160 (« aller toujours devant par la Bourgogne » et aider Montmorency à Lyon « plustost avant que après led. vingt^{me} du mois prochain »). — Sur l'intention du roi de suivre Biron sous peu : BERGER de NIVREY, *ib.*, 277 et s.

3. AVALLON, EE 64 ; YONNE, G 1699 (pillage du château des évêques d'Auxerre à Régentes) ; CHALLE, II, 209 et s. ; etc.

4. Breunot, II, 279, 409. — C.-D'OR, B 29, f. 191 v° ; cf. B 12085, f. 64.

5. L'archiduc Ernest à Philippe II, Bruxelles, 18 déc. 1594, B.N., fr. 15910,

même dont l'annonce jetait les places de Mayenne, — et les autres, — dans leur branle-bas renouvelé du temps des Reîtres, leur faisait entasser les vivres de siège, raser leurs faubourgs et hisser les canons au rempart ¹.

« Armée royale » ; assez petite cependant : une bonne artillerie, qui, complétée à Auxerre, se montait à une douzaine de grosses pièces, et c'était là sa force principale dans une campagne à mener contre des villes ; — une cavalerie de 800 ou 900 chevaux peut-être ; — une infanterie de 1.000 ou 1.200 Français, complétée par les forces de Champagne ou de Bourgogne et encadrée de 2.000 ou 2.500 Suisses. Au total, 5.000 hommes, au plus, au début de la campagne ². Mais ce petit effectif comprenait, suivant Sully, de « gaillardes troupes », en particulier les fameux « carabins », éclaireurs et batteurs d'estrade d'un type nouveau, avec leur cuirasse et leur escopette légères, aptes aux surprises, présents à Beaune lorsqu'on les croyait à Châteauneuf, et bientôt munis d'un prestige diabolique ³. Et, surtout, peu doutaient que cette petite armée ne fût une avant-garde : Biron n'aurait « pas donné deux coups d'espée » que le roi « n'y soit pour bailler le troisieme » ⁴. Et c'est cette armée, plus faible que celle d'Aumont en 1591, qui réunissant avec autorité les royalistes du parti de Saint-Jean-de-Losne à ceux du parti de Semur, — Tavanès seul exclus ⁵, — ramassant au passage des

f. 185, *trad.* ; — instruction du roi, 13 novembre, *ib.*, f. 160 (prendre les canons d'Auxerre, les munitions déposées à Gien, etc.) ; HÉRELLE, I, 382 ; *Corr. de Dinteville*, à la date ; Breunot, II, 403. La commission du roi pour « faire levée et apprest des vivres » en Bourgogne et Lyonnais est datée du 20 nov., B.N., fr. 15910, f. 167.

1. AUXERRE, BB 6, f. 10 et s. ; DIJON, B 232, f. 167 ; G 265 ; CHATILLON, Cart. Ligue ; etc. Cf. ci-dessus, ch. XIX, § VII.

2. B. DIJON, Baudot 139, 303 ; Breunot, II, 403. Dès le 29 avril 1594, ordres de tenir prêts, dans les bailliages, les bans et arrière-bans (Henri IV au bailli de Chalon transféré à Verdun, Saint-Germain, BERGER DE XIVREY, IV, 1031).

3. Grégaire, 64-65 ; Pépin, 128 ; *Livre des Robert*, plaintes et dépositions des paysans victimes des carabins (S.-ET-L., B 917, 1872 châtellenie de Saint-Gengoux ; H 71, enquête sur le pillage de l'abbaye de Maizières en juin 1595 ; etc.). — Sully, *Œc. roy.*, 191. Présence de la compagnie de Dampierre, fort réputée (N. VALOIS, *Arrêts du Conseil d'Etat*, n° 2298).

4. Breunot, II, 403, 25 nov. 1594.

5. On voit, en effet, à partir de janvier, dans cette armée, aussi bien que Vaugrenant et que Brion, Cypierre, Ragny, etc. Sur la collaboration de la Bourgogne royaliste, v. p. ex. *Hist. de la prise des ville et chasteau de Beaulne*, 133 ; *La prise des ville et chasteau de Beaune*, réimpr. Chevreul, 36 ; *Discours veritable*, 78, 84, 87 ; Henri IV à Cypierre, Saint-Germain, nov. 1594, B. de XIVREY, IV, 269. On voit dans l'armée nombre de petits capitaines comme Desbarres, de

retardataires comme Lux et réveillant des neutres avertis de l'heure suprême, montant finalement son effectif à 7 ou 8.000 hommes, fit ce qu'Aumont n'avait pu faire : — elle prit à Mayenne son reste de Bourgogne.

Mérite limité cependant. L'adversaire était plus faible encore. Il laissait le plat-pays sans bataille et ne tenait que les villes. Or, les portes des villes s'ouvrirent presque partout d'elles-mêmes. De plus, dans le mois même où Biron commençait sa campagne, en janvier 1595, Mayenne perdit sa meilleure troupe : Tremblecourt, mal payé, et gagné par Henri IV, fit défection, et s'en alla prendre sa place, aux côtés d'un autre Lorrain, Haussonville, dans l'armée d'observation de la Comté¹.

Tandis que ces deux Lorrains, masquant Montsaugéon, établis-saient, non loin de lui, en Bassigny, leurs points d'appui, Biron, ayant rejoint son armée, enlevait, le 11 janvier, Bar-sur-Seine, qu'un lieutenant de Grammont avait reprise, tâtait sans succès Châtillon et les forts de Thenissey, et faisait une pointe en Tonner-rois². Survinrent alors des ordres précis du roi, datés du 15 janvier : marcher vers Lyon, sans retard, par la Bourgogne³. Biron prit son chemin fort au large de Dijon, par l'Auxois, puis, au début de février, sous le prétexte d'en déloger le sieur de Villeneuve et de rendre ce bourg perché à Damville, le frère du connétable, il s'arrêta un instant sous les murs de Châteauneuf. Mais, déjà mis en relations avec les Beaunois par Vaugrenant, il guettait leur appel⁴.

Saulieu (*Discours véritable*, 85). Notons la présence de Bourguignons dans la compagnie d'ordonnance de Biron, p. ex. Zacharie Desplaces et Jean de Poussey, deux Autunois (LA VIROTTE, *Annales d'Arnay*, 143, 149). — Cependant la que-relle de Vaugrenant et de Guill. de Tavanès battait encore son plein en sept.-oct. 1594 (Breunot, II, 347). Tavanès revenant de la cour, vers le 20 fév., ne rejoint pas l'armée de Biron. Il va à Vergy, puis à Bonnencontre, dans ses maisons (*ib.*, 464, 469) ; il est, comme en 1594, tenu à l'écart par les hommes du roi. Vergy et ses provisions de blé sont, sans scrupules, pillés par Biron (*ib.*, 479).

1. Le 20 janvier, on le signale à Is-sur-Tille, avec Roticoti et 1.000 Lorrains ; le 27, nouvelles qu'ils ont « changé casaque et abandonné M. du Maine » (Breunot, II, 436, 439). Cf. Henri IV à Bellièvre, Paris, 8 fév., B.N., fr. 15910, f. 220.

2. Henri IV aux Chalonnois, Paris, 3 janv. 1595, B. de XIVREY, VIII, 542 ; à Bellièvre, Paris, 8 janv., B.N., fr. 15910, f. 210 ; HÉRELLE, II, 586 et s. ; SEMUR, Reg. 4, f. 322 ; Garorguy, 205-208 ; etc. C'est à ce moment que Thenissey de-mande une trêve (v. ci-ap.).

3. Henri IV à Bellièvre, Paris, 15 janv., B.N., fr. 15910, f. 212.

4. B. DIJON, Baudot 139, 303 ; Breunot, II, 430, 435 (passage à Semur ; prise de Moutiers-Saint-Jean).

Mayenne s'attendait à le voir tirer rapidement vers Lyon et pensait avoir loisir de recevoir des contingents savoyards ou milanais, — 2.500 hommes. Imprudemment, le 1^{er} février, il quitta Dijon, se rendant au-devant de ce secours et priant le président Legrand de le rejoindre sans tarder afin de courir en Savoie pour en hâter l'acheminement¹... Montmorency prenant Vienne, et Biron barrant à la mi-avril les routes de Bresse, cet espoir allait bientôt disparaître en fumée.

En attendant, il fallait se contenter d'observer Biron et d'alerter devant lui les places : Autun, où le régiment d'Avillers venait de s'établir ; Beaune, où Mayenne lui-même, le 1^{er} février au soir, ajoutait aux 400 Lorrains de la garnison 150 hommes prélevés sur Seurre, et remplaçait, aux portes, la milice par des soldats. Le 4 février, le prince prenait la route de Chalon, tous ordres laissés pour mettre au château, sous la garde de Montmoyen, les principaux bourgeois. A Chalon, le 5, mêmes mesures. Mais, le 6 au soir, Audineau, le grand « prévôt », qui vient de quitter Mayenne avec un paquet de dépêches, et pénètre dans Beaune, y est arrêté : Biron est dans la forteresse de Mayenne et les « escharpes noires et rouges » y sont « changées en escharpes blanches² ».

II. — LA RÉVOLTE DE BEAUNE (5 FÉVRIER 1595).

La destruction brutale des faubourgs, le « fais des estrangers » avaient prolongé, dans le peuple beaunois, l'effervescence du 1^{er} décembre. Une entreprise bourgeoise s'était alors nouée avec la complicité de Vaugrenant. Un Beaunois, Vincent Barolet, avait joint Biron à Montiers-Saint-Jean. Le lendemain du départ de Mayenne, le 5 février, révolte des milices ; arrestation de Guillerme,

1. Une lettre de Mayenne à Tavanès, Chalon, 5 fév. 1595 (Drouot, *Dépêches de Mayenne*, n° II) montre bien cette attente d'un secours de 2.500 hommes détachés par Velasco ou venus de Charles-Emmanuel (6 ou 7.000 hommes d'après l'*Hist. de la prise de Beaune*, 134. Le 1^{er} déc., c'est 18.000 hommes que Mayenne avait annoncés : *Corr.*, n° 596). — Dans la même lettre : « Je croy pour certain que les ennemis s'en vont à Lyon ». Sur ce départ et ces intentions : Drouot, *ib.*, n° III, V ; Dijon, B 232, f. 194 v° ; Breunot, II, 444.

2. *Discours véritable*, 50-57 et s. ; *Hist. de la prise de Beaune*, 122-123 ; B.N., fr. 15576, f. 22 (Drouot, *Dépêches de Mayenne*, n° I) ; Chalon, BB 11, f. 96 v° (le début du séjour de Mayenne à Chalon est bien daté, *ib.*, f. 191 v°, du 4 fév.). Sur l'aventure d'Audineau : Drouot, *op. cit.*

le capitaine des Seurrois ; barricades. Biron, alerté, trouve, vers 4 heures de relevée, la porte ouverte par le maire Belin, — un maire de 1594. Il entre avec ses carabins, Vaugrenant et le marquis de Mirebeau, pousse les derniers Lorrains dans le château, qu'il bloque sans tarder. Première victoire : victoire populaire, parachèvee par l'armée du roi ¹.

Les ouvrages neufs de Mayenne n'avaient pas défendu Beaune. Mais restait le château. Affaire des canons ; affaire de Biron cette fois. Durant six semaines, du 6 février au 19 mars, il battit ces hautes murailles « que chacun, dit L'Estoile, tenoit pour impre-nables » : 3.000 coups, prétendent les mémoires. Les avocats et les vigneronns servaient les pièces. Montmoyen, soutenu, peut-être surveillé, par le capitaine des gardes La Sablonnière, que Mayenne avait dépêché de Chalon, bouchait ses brèches et attendait le secours annoncé par son prince. Dans le fort, les cadavres s'entas-saient. Mais Mayenne ne paraissait pas et Henri IV s'impatientait ; Bellièvre à Lyon, redoublait d'appels. Enfin, le jour de Pâques fleuries, le bombardement s'accéléra furieusement et, après 600 coups de coulevrine, devant une brèche béante de 60 pieds, Biron prépara l'assaut : le 19 mars, Montmoyen et La Sablonnière, avec 60 hommes, quittaient Beaune, armes et bagues sauvées. Le 21, un *Te Deum* et une procession des chanoines de Notre-Dame célébraient la victoire des bourgeois et du peuple. Ayant posté au château le s^r de Rampoux, dans la ville Brion, le maréchal prenait tôt après la route du sud ².

1. Le registre du conseil de ville de 1594-1595 a disparu, et celui du chapitre Notre-Dame (C.-d'OR, G 2509, f.269 v^o - 270 v^o), ne saurait, ici, le remplacer. Mais les détails abondent dans les « discours » et relations qu'on trouvera énumérés à la *Bibliographie* (en particulier dans la *Reduction des ville et chasteau de Beaune*, p. p. L. Morand dans *Deux relations*, 32-44 ; dans le *Discours veritable*, 63-82 et dans l'*Hist. de la prise de Beaune*, 119-135). V. aussi la B.N., fr. 17282, f. 318 v^o et s. (indications originales) ; Breunot, II, 447-450 (notes très personnelles et vivantes) ; le livre de famille de Jean Groselier, f. 2 ; le *Journal de ce qui s'est passé de la B. DION*, Baudot 139, 304-306 ; *Mém. de Guill. de Tavares*, 499 (tendancieux) ; *L'ill. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 91-93 ; et les lettres d'Henri IV des 12 fév. et 19 mars, B. de NIVREY, IV, 303, 331, 332. Accessoirement on citera, à titre d'échos, mais indirects : A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, IX, 47 et s. (beaucoup d'erreurs, de l'auteur, et encore plus, de l'éditeur A. de Ruble) ; Cayet, *Chron. nov.*, 658-660 (peu sûr) ; De Thou, XII, 355-359 (peu exact) ; Matthieu, Sully, etc., sans compter Campiglia, les historiens de Beaune GANDELLOT et ROSSIGNOL (395-399) ; — et POIRSON, *Hist. de Henri IV*, II, 31-39 (peu exact).

2. Sources citées ci-dessus. — Breunot, II, 450-476, fournit des détails nom-

Ces événements de Beaune suscitèrent, dans tout le royaume, une attention générale dont, à des dates diverses, les auteurs de « discours » et les chroniqueurs témoignèrent à l'envi¹. Il s'agissait de la première victoire française dans la guerre espagnole. Le grand fort d'arrêt de Mayenne, du premier coup, tombait, par l'effort conjugué du peuple et du roi, et sous les yeux de Mayenne impuissant². « Cette prise est un coup d'Etat en France », dit le *Discours de la prise de Beaune*. Dans la province même, plus net encore fut l'effet de ce double exploit de Beaune, que Pépin, le ligueur, reconnaît être « un très grand coup de baston à la Bourgogne », et qu'une plaquette locale compare longuement à la prise de Thèbes et de la Cadmée — « quasi toute semblable »³. Pour les dernières villes de Mayenne, elle fut le signal qu'elles attendaient pour se libérer du joug de celui qu'elles nommaient, parlant grec elles aussi, leur « tyran ». Grégaine à Marcigny, Carorguy à Bar, en notent les détails avec la même avidité⁴. A Dijon, où le Conseil ligueur s'assemble de nuit au château, où « tout le peuple, est esmeu », Breunot s'ébaudit longuement. Bien au delà de la zone où s'entendit, le dimanche de Pâques fleuries, le gros canon du roi, la prise de Beaune sembla un arrêt du destin⁵...

Ses conséquences pratiques apparurent aussitôt. En mars et avril, des gentilshommes glissèrent au parti du roi. On put même se demander si le vieux Charny, — qu'on voyait se réveiller, et,

breux et suggestifs. L'*Hist. de la prise de Beaune*, 133, et le *Discours veritable*, 83, entre autres, signale le rôle de La Sablonnière et d'un secours venu d'Autun; il note le discrédit de Montmoyen dans la citadelle. Grosellier (f. 2) donne des précisions de détail, mais vues (il joint à La Sablonnière le capitaine La Gault). Ajouter L'Estoile, *Mém.-Journ.*, VII, 19; et l'*Hist. des choses mém. venues en France depuis l'an MDXLVII jusques au commencement de l'an MDXCVII*, s. l., 1599, petit in-8°, 786-787.

1. V. la liste des « discours » à nos *Documents utilisés*, § II et III. Le plus intéressant est le *Discours veritable*, ardent et plein d'esprit local. Nous en ignorons l'auteur. Aucune étude sur ces plaquettes, qui furent l'une des sources du familier de Jeannin, et de Cayet (mêmes faits, mêmes noms, mêmes termes parfois) ou des autres historiens (plus déformateurs). — Sur l'attention prêtée aux faits de Bourgogne, v. les dépêches de Pietro Duodo, ambassadeur de Venise au doge, B.N., ital. 1744, f. 3 et s.; et les correspondances citées plus loin.

2. Comme les royalistes se plaisent à le noter (Breunot, II, 468), avec le roi lui-même (Henri IV à Humières, 27 mars 1595, B. de XIVREY, IV, 331).

3. Pépin, 125; *La prise des ville et chasteau de Beaune*, 3-7.

4. Grégaine, 61; Carorguy, 212, 214.

5. Breunot, II, 456, 478, etc. — Les dernières villes rebelles « voulurent ensuivre et imiter Beaune » (Cheverny, *Mémoires*, 543. Cf. Cayet, 661, etc.).

sous prétexte que les coureurs comtois menaçaient Pagny, faire un pas significatif, gagner, non pas, à une lieue, Seurre, ville de Mayenne, mais, plus loin, Saint-Jean-de-Losne, ville du roi, — n'allait pas rappeler, à Henri IV, pour le servir, et se servir aussi, que son titre de lieutenant-général en Bourgogne était toujours dans ses mains ¹. Des capitulations ou des trêves que le retour de Mayenne avait retardées, furent imposées par les habitants. Paray et Charolles se rendaient les 5 et 13 mars. Châtillon, Noyers signaient des trêves ². Fremyot, — sinon Guillaume de Tavanès, tenu à l'écart, — triomphait. On le voyait, à Beaune même, dès le 9 février, étudier le transfert du Parlement royaliste en cette ville que, cinq jours avant, Mayenne considérait encore comme le réduit de sa fortune. Puis, bulletin de victoire en main, il allait à Auxonne presser Sennecey de « se déclarer ³ ».

Ce fut-là chose aisée. Il y avait longtemps que les Auxonnais étaient gagnés. Quant au baron, qui ne voulait plus servir une cause mayenniste illusoire, il ne songeait qu'à sauver de la tempête son « petit brigantin » : son gouvernement. Dès mars, il fit son marché, posa ses conditions : le gouvernement d'Auxonne, et la lieutenance-générale de Bourgogne après la démission de Charny. Au début d'avril, affaire conclue : Auxonne était officiellement au roi ⁴. Désormais, de Comté en Bourgogne plus de passage ligueur qu'au pont de Seurre, au milieu des places ennemies, ou plus

1. Breunot, II, 477. On dément sa visite à Seurre (*ib.*, 454, 455 ; Pépin, 124). — Le baron d'Uxelles passe au roi (PERRY, 387).

2. CHALON, BB 11 ; Breunot, II, 461 ; Grégaine, 59-60 ; S.-ET-L., B 540 (rétablissement du bailliage à Charolles) ; CHATILLON, carton Ligue (trêve du 5 avril) ; CHALLE, II, 236 (trêve éphémère de Noyers). Capitulation de l'abbaye de Tournus (PERRY, 387). Reddition du château de Salmaise, le 20 mars (Breunot, II, 276). Les Seurrois, débarrassés de leur gouverneur Guillaume, tué à Beaune, veulent une trêve : le capitaine La Perle ne les intimide que par un massacre (Pépin, 124 ; Breunot, II, 452, 455).

3. Breunot, II, 476. Lux, — futur lieutenant-général, comme Sennecey, — accompagne Fremyot. Les conversations entre Sennecey et Fremyot ont d'ailleurs débuté bien avant la prise de Beaune (*ib.*, II, 240, 421, 427). — Sur la joie à Semur : SEMUR, Reg. 4, f. 327. — Sur les projets de Fremyot : Breunot, II, 452, 467, 486. Cf. Gros, 79. Les provisions de Biron comme gouverneur de Bourgogne seraient adressées au Parlement séant à Beaune (Breunot, II, 583).

4. Breunot, II, 383 ; GARNIER, *Chartes de communes*, II, 78 (lettres royales d'abolition pour Sennecey, avril 1595) ; Henri IV à Bellièvre, Paris, 8 avril 1595, B.N., fr. 15910, f. 238 ; De Thou, XII, 359 ; DOM PLANCHER, *Hist. de Bourgogne*, IV, 627.

au nord, à Gray. Mais surtout, par Semur, Beaune, Auxonne, la route entre Chalon et Dijon était coupée. Pour réapparaître dans sa « capitale », il fallait, désormais, que Mayenne passât par l'Espagne.

III. — MAYENNE EN COMTÉ.

Cependant, laissant Dijon et Autun sous le canon de leurs châteaux, et se contentant de tâter Chalon au passage, Biron descendait vers Lyon, suivant les ordres pressants du roi, escorté à distance, en Charollais et Brionnais, par le régiment d'Espiard¹. Nemours, venant de la Comté, menaçait son ancienne capitale, tandis que les Savoyards l'appuyaient au sud. Biron, qui était, le 6 avril, sous Cluny, traversait aussitôt le Mâconnais et poussait jusqu'à Lyon le 8 avril. Biron couvrant Lyon, Montmorency put alors agir dans la vallée du Rhône, où du 19 au 24 avril, Vienne et d'autres places se rendirent à lui : Lyon respira. Et Biron, aussitôt, remonta vers le nord².

L'armée de Velasco était arrivée en Comté au milieu de mars. Pour en attirer sur lui une partie et soulager d'autant Vesoul où étaient bloqués les Lorrains d'Henri IV, Biron entra en Bresse savoyarde, aux troupes de Nemours replié sur Bourg, remonta vers Louhans, qu'il prit, et y laissa des compagnies qui « travailloient incessamment ceux de Saint-Amour et Lons-le-Saunier », et poussaient des pointes sur Saint-Aubin, Longvy et Champvans. Il

1. Sur les exploits divers de l'armée pendant et après le siège du château de Beaune (pillage de Cîteaux, raid de Champforgueil, etc.), v. Pépin, 125 ; Breunot, II, 464, 465, 468, 470, etc. ; PERRY, 387. — Sur les appels de Lyon et l'inquiétude du roi au sujet de cette ville : Henri IV à La Cliche, 7 mars, B.N., fr. 15576, f. 49, *min.* ; Bellièvre au roi, Lyon, 17 mars, B.N., fr. 15893, f. 239, *cop.* — Sur la marche vers Lyon : MAÇON, BB 63 ; Grégaire, 61-65 ; Breunot, II, 466-482. Henri IV à Bellièvre, 22 mars et s., B.N., fr. 15910, f. 233 et *passim* ; Pépin, 127. — Biron, sous Beaune, en mars, avait reçu des Suisses (lettre d'Henri IV citée) et un autre renfort amené par Odet de Matignon, comte de Thorigny (lettre du roi du 7 mars citée, et Breunot, II, 466). Il trouva des munitions et des vivres en Mâconnais : les États du Comté empruntèrent pour les lui fournir (S.-ET-L., C 470 et 687).

2. Bellièvre au roi, Lyon, 7 avril, B.N., fr. 15893, f. 297 ; Biron à Varennes, 5 avril, MAÇON, AA 8, n° 77, autographe ; *ib.*, BB 63 ; Breunot, II, 489 ; Cayet, *Chron. nov.*, 662-663, 677 (douleur de Nemours trahi par Disimieu, qui livre Vienne).

remonta lui-même en direction de Pontailler, faisant mine d'aller débloquer Vesoul. Le 12 mai, son armée était à cheval sur le Val de Saône, étendue jusqu'à quatre lieues de Dijon, mais débordant aussi fort au large sur la Comté : violation ouverte de la neutralité ¹.

Mais, à cette date, Mayenne lui-même avait franchi la frontière.

Abasourdi par le coup beaunois, Mayenne, non sans constance, s'était établi dans Chalon. L'heure n'étant plus aux « libertés », il fit renouveler le serment d'Union, enferma les suspects à la citadelle, introduisit, sans débat, dans la ville, sa compagnie d'ordonnance que Thianges, — un Chalonnais, — ramenait du Brionnais, puis les troupes de Thenissey, de Vitteaux et les 60 hommes de Montmoyen, venus de Beaune. Enfin, à défaut des renforts attendus en vain de Savoie, arriva un premier secours obtenu de Velasco par l'intermédiaire d'un agent espagnol venu à Chalon : plusieurs compagnies napolitaines, qu'on vit au début d'avril s'installer en ville et, pour se défendre d'un tenace hiver, brûler les clôtures et les étaux. C'étaient, serrés dans la petite ville et ses faubourgs, 1.500 ou 2.000 soldats ². Logement, emprunt forcé de 6.000 écus, magasin de vivres de réserve et nourriture à discrétion par les hôtes ; et le pillage... : les Chalonnais et leur maire Parise se récriaient ³. Cependant, la recette du Mâconnais repliée

1. Le duc de Savoie aux magistrats de Bourg, Chiava, mars 1595, Bourg, AA 14 ; Biron aux magistrats de Mâcon, camp de Baugé, 24 et 26 avril ; camp devant Pont-de-Veyle, 27 avril, Macon, AA 8, n° 78, 79, 80 ; Macon, EE 53 ; Grivel, 93-94 ; Breunot, II, 492, 496, 505 (le 13 mai, l'armée s'étend jusqu'à Brazey et Longecourt, à trois lieues de Dijon). — Sur l'arrivée de Velasco en Comté, v. p. ex., Grivel qui note son entrée à Dole le 26 mars (75). Au devant de lui : Nemours, Saint-Sorlin, dont on voit qu'ils devancent de trois semaines Mayenne auprès des Espagnols (avec eux, Vergy, le gouverneur de la Comté).

2. CHALON, BB 11, f. 96 v° - 111 ; Grégaine, 57 ; Breunot, 460-461, 469, etc. — La chronique perdue de Muguet, confirmant le registre du corps de ville citait parmi les suspects emprisonnés, les s^{rs} Julien, Perrault, Crestin, Malloud, le doyen Pavaillon, les avocats Sibille et Clerguet (PERRY, 387). Les habitants sont à demi exclus des gardes au mépris des privilèges (règlement du gouverneur Saint-Vincent, B 11, f. 97 ; puis transaction, f. 98 v°). Démolitions (faubourg d'Échavannes et village de Saint-Jean-des-Vignes : PERRY, 388) et fortifications (EE 7). Sur la négociation du renfort napolitain : B.N., fr. 15910, f. 193-194 (« M. du Maine est à Chalon... et a l'ambassadeur d'Espagne près de luy... » [s. d., début de mars]). C'est à Velasco que Mayenne réclamera les 5.333 écus de vivres fournis à ces compagnies par les Chalonnais (BB 11, f. 191 v°).

3. Abondantes précisions dans CHALON, B 11, notamment sur les impositions et les difficultés qu'elles soulèvent (f. 102 v°, 104 v°, 107). Parise se débat, obtient de continuer le commerce de Saône, plaide le décri des monnaies (f. 106

à Tournus, et que Mayenne tenait encore, payait les petites garnisons postées autour de Chalon : la compagnie de Tavanès à Tournus même, celle du capitaine Annibal à Bissy-la-Mâconnaise, 5 hommes au château de Sercy, 30 hommes au château de Dulphey ¹. Chalon, au début d'avril, restait bien gardée.

Mais la Bourgogne ? Mayenne, dès janvier ou le début de février, avait, suivant une lettre de Diego de Ibarra à Philippe II, demandé de nouveau un secours espagnol, — 30.000 écus et des troupes, — en s'adressant, cette fois, à l'autorité nouvelle qui s'annonçait : au connétable de Castille. Il lui offrait, en garantie, sa ville de Soissons et proposait d'envoyer son fils comme otage en Espagne ². Au milieu de février, l'information royaliste savait qu'un agent espagnol était à Chalon et promettait le secours moyennant remise de plusieurs villes en gage, dont Mâcon ³ : les Espagnols en Bourgogne, cette éventualité, naguère envisagée à Bruxelles, se précisait. Le prince, d'ailleurs, masquait ses tractations espagnoles de l'annonce d'une « armée » savoyarde, qu'il affectait d'attendre encore pour reprendre son réduit de Beaune. Mais il mentait : l'espoir d'une collaboration avec Nemours et d'une intervention du duc de Savoie, qui l'avait mené à Chalon, lui fondait, quoi qu'il dît, dans les mains : Nemours, malgré ses appels renouvelés portés par les s^{rs} de Communes et de Mérindet, se gardait de le servir. Les Napolitains envoyés par Velasco, et encore trop tard pour sauver le château de Beaune : telle était la seule troupe qu'après tant de sollicitations Mayenne eût pu obtenir ⁴.

et v^o). Emprunts personnels de Mayenne (300 écus, p. ex., f. 103 v^o) ; — et sur les méfaits des soldats : *ib.*, f. 105 v^o, 108 v^o, etc. ; PERRY, 388 (faits tirés de chroniques chalonnaises aujourd'hui perdues). — Sur des mesures favorisant le ravitaillement de la ville : CHALON, EE 7, 11 avril.

1. Mandements de Mayenne à Didier Jeurelet, commis en la recette, C.-D'OR, C 3351, n^{os} 46 (Sercy) ; 42 (Chalon : 632 écus complétant la somme de 1.800 écus) ; 43 (Bissy) ; 44 (Dulphey) ; 45 (Tournus). Tournus perdu, il faudra recourir à d'autres caisses. En mai, le prince de Mayenne fera payer la compagnie Baron par la recette d'Auxonne (C 3351, n^o 47). V. aussi l'état de dépenses de Didier Jeurelet, C 7537, f. 129 et s.

2. D. de Ibarra à Philippe II, Bruxelles, 12 fév., SIMANCAS, Secr. de Estado, liasse 609, n^o 146.

3. B.N., fr. 15910, f. 194 (billet anon. daté par le texte).

4. Bellièvre au roi, Lyon, 3 mars, B.N., fr. 15893, f. 233 : Nemours va, — peut-être, — aller « joindre Mons. de Mayene qui demande ayde de toutz cous-tés..., avec le marquis de Tresfort que led. s^r de Mayene sollicite fort de venir

Cependant le connétable de Castille était à quelques lieues, avec environ 10.000 hommes et un trésor de guerre. Nemours, déjà, l'avait joint et avait obtenu de lui quelques troupes. Il était temps, s'il s'agissait de faire tête à Biron, il était temps, ce 9 avril, où Breunot, se gaussant, écrit que « Monseigneur » ne possède plus que quarante écus, — de « se faire espagnol ¹ ». Le 15 avril, laissant son fils avec Lartusie, le baron de Saint-Vincent, les Napolitains et les compagnies de Vitteaux, Mayenne quittait Chalon, puis rejoignait Velasco à Chariez sur la route de Vesoul. Il amenait avec lui de quoi sauver sa dignité, les débris du régiment de Thénissey, les cheveau-légers de Villars-Houdan, la compagnie de Thianges : 500 ou 600 Français qui, dans l'armée du connétable, proportionnaient, quoi qu'il espérât, son vrai rôle et mesuraient son personnage. Quelques jours après, il se logeait à l'écart, à Gray, pont de Saône, entre Dijon menacé et les Espagnols, dont il attendait l'intervention en Bourgogne ².

Sous les yeux des Bourguignons, une éventualité devenait donc réalité pressante. Mayenne à Gray, ce n'était plus un lieutenant-général de l'État s'aidant en France, à Ivry ou à Rouen, de l'appui d'un allié, mais un prince français se livrant, en terre étrangère, à l'étranger, et lui ouvrant le chemin de sa province. Il avait espéré une collaboration espagnole. C'était le contraire qui se produisait : l'Espagnol, dans la guerre contre Henri IV, ne travaillait plus que pour lui-même et ne payait les services que des princes qui se rendaient à son camp.

La neutralité comtoise pouvait-elle encore couvrir la Bourgogne ? La guerre franco-espagnole la violait de toutes parts ; Biron,

à son secours comme j'ay vu par lettres interceptées... ». Nemours, d'ailleurs, n'avait peut-être pas pardonné à Mayenne. A Communes, suivant Breunot, il répond que si Mayenne « se vouloit faire espagnol », il « vouloit estre françois », et que si Mayenne « prenoit l'escharpe blanche », il « vouloit prendre la rouge » (Breunot, II, 482-483, cf. 469). — *Ib.*, 477, 481, 511 ; — C.-D'OR, C 3351, n° 41 (15 écus au s^r Darlot, revenant d'une mission en Savoie) ; — Mayenne aux magistrats de Dijon, Chalon, 8, 14 et 24 fév., *Corr.*, nos 600, 601, 602 (l'armée est « icy auprès » : cf. dans Breunot, II, 461, la consigne donnée à un chartreux revenant de la Grande Chartreuse d'annoncer l'approche d'une armée).

1. Breunot, II, 481.

2. CHALON, BB 11, f. 111 ; B.N., fr. 17282, f. 329 v° ; Grivel, 85 ; Breunot, II, 485, 487, 488. Un correspondant de Nevers écrit le 1^{er} mai que Mayenne est à Pesmes (B.N., fr. 3992, f. 109). Mais son information semble être en retard.

en lançant ses coureurs dans les vallées du Doubs et de la Loue, Velasco en faisant passer à Chalon ses Napolitains, les Lorrains en combattant au bailliage d'Amont ¹; et la menace que les Comtois pressentaient depuis le retour de Mayenne en Bourgogne ² se réalisait pleinement. C'est en vain que, contre les Français, Vergy et le Parlement de Dole avaient déclenché l'intervention des Cantons : les députés suisses, passés par Dijon au milieu d'avril — puis attaqués et volés à deux lieues de Bar-sur-Seine, — recevaient du roi de France un accueil souriant, mais des paroles creuses ³. Rien ne pouvait plus détourner des Comtois — ni des Duchois — « la nue qui commençait déjà de fondre sur eux ».

Ces Duchois, d'ailleurs, entraient d'eux-mêmes dans la mêlée. Les garnisons d'Authumes, Vaux, Verdun, Bellevesvre, Saint-Jean-de-Losne, Losne, Pontailler, et, à partir de mai, Auxonne, tantôt associées, tantôt isolées, en petits raids subits, mais toujours en utilisant les indicateurs et en sériant leurs opérations, attaquaient Saint-Ylie, Foucherans, Choisey, alarmaient le maire de Dole, — l'historiographe Louis Gollut, — mettaient, en avril, le pétard à la porte de Saint-Amour, couraient jusqu'à Poligny, Lons-le-Saunier et sous les murs de Gray. Une activité rajeunie et une expérience pillarde de cinq années s'orientaient là vers une proie neuve ⁴. Naturellement, les Comtois s'organisèrent et répliquèrent.

1. C'est en vain que Charles III, au nom des clauses du traité de Saint-Germain, rappelle ses sujets Tremblecourt et Haussonville (ordonnance du 31 mars 1595). La lettre qu'Henri IV lui écrit le 7 avril consacre l'état de fait. Le roi y « avoue » ouvertement les envahisseurs lorrains « nonobstant toute neutralité », puisqu'aussi bien les Espagnols ont violé les premiers la frontière (Henri IV à Charles III, Paris, 7 avril 1595, B. de XIVREY, IV, 333 ; — déclaration publiée à Langres le 25 avril.) En réalité, les troupes lorraines étaient entrées au Comté avant l'envoi des Napolitains à Chalon. Mais le roi de France pouvait viser les unités employées par Nemours en Lyonnais, dès mars. — Sur cet épisode : L. DAVILLÉ, *Les relations d'Henri IV et des ducs de Lorraine* (dans *Annales de l'Est*, 1900, 441-442, et *Les prétentions de Charles III*, 299 et s.).

2. Dès le 2 nov. 1594, au bruit que Mayenne est entré au Comté par Gray, suivi du duc de Bouillon, Besançon prend des mesures de sécurité (BESANÇON, Reg. délib. 43).

3. ZUR-LAUBEN, *Hist. militaire des Suisses au service de la France*, Paris, 1751, in-8°, VI, 198 et s. ; DOUBS, B 0400 et s., et B 59 (Corr. du Parlement). — Sur le passage des députés B.-J. de Bonstetten, de Berne, et Jean Meyer, advoyer de Fribourg, à Dijon, et sur leur rencontre du s^r de Nogent qui les détrouse : Grivel, 82, 87 ; Breunot, II, 485, 487, 493 ; Carorguy, 216-217.

4. Pour le détail des expéditions échelonnées de février à l'été de 1595, et de leurs méthodes, v. Grivel, 38-40, 84, 88-89, 115, etc. (Grivel montre un redoublement des attaques à partir du milieu d'avril) ; Breunot, II, 477. —

Ils armèrent des « mousquetaires », et usèrent de représailles, confisquant des bateaux bourguignons dans leurs ports, saisissant des prisonniers et les noyant parfois en Saône, attaquant à leur tour de concert avec les Espagnols, non seulement l'enclave bourguignonne de Chaussin, mais les villages du Duché comme Bellesvire, Bruailles et d'autres¹. Ainsi préludait la ruée des bandes qui, derrière l'invasion d'Henri IV et la doublant, allait, dans l'été de 1595, ruiner la Comté et y semer des haines inexpiables. Comme toujours, entre 1477 et 1678, lorsque le roi Très-Chrétien et le roi Catholique furent aux prises, une guerre bourguignonne particulière, chargée de feu et de sang, précédait et accompagnait le choc des armées royales.

Or, ces conflits mêmes des Duchois et des Comtois renforçaient, dans les têtes bourguignonnes, les instincts nationaux. Les Comtois, observait Breunot, tuent « tous les François qu'ils peuvent attraper ». Pas de mayennistes ni de royaux ; ils ne connaissaient que des « François »². Et, lorsque les *infantes* apparaissaient aux rives de la Saône, les Duchois ne voulaient pas distinguer d'avec eux les paysans mousquetaires³.

Cette frontière en feu, ce fut entre Mayenne et la Bourgogne entière l'appoint qui paracheva la séparation. On voyait trop bien que le mot d'« ennemi » dont on avait usé, entre Français, au temps de la guerre civile, n'était plus rien devant l'irruption imminente des étrangers. Lorsqu'en mars, on annonçait, à Dijon, l'envoi d'une garnison espagnole, — qui allait, disait-on, rendre les habitants « misérables à la façon de Chalon⁴ » ; — lorsque, le 27 avril, on publia que, dès la réduction de Vesoul, Velasco

Sur les caractères des guerres entre les deux Bourgognes, v. pour le XVI^e s. : FEBVRE, *Philippe II et la Franche-Comté*, 723-724 ; pour le XVII^e s. : ROUPNEL, *La ville et la campagne*, 21-29.

1. Breunot, II, 454, 493, 494. En un seul jour d'avril, suivant Breunot, 17 cadavres sont jetés sur la berge d'Auxonne, 8 un autre jour sur celle de Saint-Jean-de-Losne. Sur le pillage et l'incendie de Chaussin (400 maisons brûlées ?) et des autres villages, v. les mémoires des États du comté d'Auxonne de 1596 et 1599 (C.-D'OR, C 7496, f. 158, et C 7489).

2. Breunot, II, 193-194.

3. Leur première incursion est peut-être celle qui les mène à Pagny, village et château de Charny, neutre, à la fin de mars (Breunot, II, 477).

4. Breunot, II, 476 (26 mars), 479, 484, 494, etc. Breunot parle de 800 hommes de pied et 200 chevaux. Tavanès annonçait (pour effrayer) 1.500 hommes de pied et 200 chevaux.

prendrait possession de ces villes ; lorsque, durant ces mois d'avril et de mai, l'on signalait, de divers côtés, l'apparition des ducats et doublons représentant le prix de l'abandon que l'ancien lieutenant-général avait fait de ses places¹, Mayenne, ce lieutenant du roi ennemi, et devenu l'image de l'éminent péril national, achevait de faire contre lui l'union morale des Bourguignons. Pour lui, passer en Comté n'avait été que démarche opportune, suite du voyage de Bruxelles. Pour ces Bourguignons, on peut dire, sans enfler nullement les mots, que c'était sa condamnation.

IV. — LES DERNIÈRES VILLES. LES BOURGEOISIES.

Or, au début de mai, contre Mayenne, un secours s'offrait : Biron remontait vers le nord à hauteur de Dijon et d'Autun. Pour ces villes non royales encore, un dilemme pressant se posait. On était bien loin désormais de celui d'autrefois : un roi catholique ou un roi protestant. C'est entre Henri IV et Philippe II qu'il fallait maintenant opter : entre France et Espagne.

Il est vrai que, cette alternative, un groupe dijonnais feignait encore de ne pas la voir : le petit parti du « Traicté général », — les grands compromis et les derniers pourvus d'office, ceux qui avaient à redouter les hasards des représailles au lendemain d'une éventuelle capitulation particulière², et le « Conseil ». Le « Conseil », centre et moteur d'une organisation bourgeoise de défense, dont Breunot dénonce les réunions secrètes, à neuf ou dix, outre Franchesse, qui présidait et surveillait : le président Desbarres, l'avocat général Legouz de Vellepesle, les conseillers Fyot et Berbissey, le président de Latrecey, Petit-Ruffey, Guillaume Millière, et, comme tête et cerveau, toujours, Étienne Bernard. Qu'on ajoute à ce dernier carré de la vieille Ligue dijonnaise, expurgée de ses avocats-échevins, le président Antoine Legrand, revenu en Bourgogne avec Mayenne ; on aura là l'état des ultimes tenants de la résistance indigène. Or,

1. Breunot, II, 484, 486, 492, 494, 497 (le s^r de Communes, en avril, Tavanès le 1^{er} mai rapportent de Comté l'un 1.500, l'autre 2.000 ducats. Sennecey aurait reçu de Mayenne à Dole 2.000 doublons). — Sur toute cette alarme française, *ib.*, 485 et s.

2. Ajoutons : les pensionnés, comme le président Jaquot, le capitaine des murailles Pignalet, Petit-Ruffey, etc. (Breunot, II, 407, 500, 514).

d'autorité, sous le nom de Tavanès demeuré à Dijon comme gardien, c'était, eux, ces officiers qui, forçant la main au procureur-maire, avaient pris le commandement de la ville et y conduisaient les patrouilles, — eux qui faisaient agir le P. Gentil, recteur des jésuites, et le nouveau gardien des cordeliers, — eux qui réclamaient une garnison espagnole, et, mensongèrement, dépeignaient Mayenne comme muni de ducats par monceaux et de soldats par milliers¹. Les désertions autour d'eux se précipitaient. Beaune, nouveau refuge, attirait des groupes entiers de ligueurs d'antan, y compris l'élu Mareschal. Eux tenaient bon. Mayenne, par Desportes-Baudouin, Péliissier, le sr de Communes, les assurait de jour en jour que le traité avec Henri IV approchait, qu'il ne tenait plus qu'à deux questions encore discutées : celle de la religion réformée, le roi voulant appliquer l'édit de 1577, — et celles des jésuites, — le roi voulant les chasser²... Et il mentait, lui aussi³; mais ce mensonge devenait le mot d'ordre de ce que Breunot appelait la « Congrégation »... En attendant, Franchesse, avec ses canons braqués sur la ville, et cette phalange, voilà ce qui tenait encore la capitale de Mayenne et en imposait encore à quelques autres places : Autun, Nuits, Seurre, Châtillon, Montbard.

Tandis que le Conseil bandait ainsi ses dernières forces, les deux bourgeoisies, autour de lui, délibéraient. L'approche des Espagnols compliquait leurs calculs : retarder les capitulations, c'était donner à ces fâcheux le temps d'intervenir, — et les précipiter, c'était risquer, de leur part, une rescousse sans quartier.

Les communaux, qui se gardaient donc de combattre l'action du

1. Sur cette composition et ces actes du « Conseil secret », ses séances au château, ses « mouchards », v. surtout les indications nombreuses et très suggestives de cet observateur, Breunot (II, 460, 473, 479, 483-485, 491, 522-524, 537, 547, etc.) Sur son action religieuse (prières publiques, processions nocturnes, poursuites des hérétiques, sermons) : *ib.*, 466, 467, 495 ; DIJON, B 232, mars-avril.

2. Sur les relations de Mayenne avec le Conseil, à la fin de 1594, Mayenne aux magistrats de Dijon, Beaune, 2 déc. 1594, *Corr.*, n° 597 ; — en 1595 : DIJON, B 232, f. 256, 271 v° ; Breunot, II, 484, 488, 518, etc. — Sur la version de Mayenne : DIJON, B 232, f. 246 (18 avril). On sait que l'arrêt de bannissement des jésuites était du 29 déc. 1594. Il fut enregistré à Semur le 15 fév. 1595. L'expulsion des jésuites de Lyon est connu à Dijon au début de février (Breunot, II, 457). Sur les expulsions accomplies à Bourges, Eu, Nevers, Billom, Lyon : DROIN, *L'expulsion des jésuites sous Henri IV* ; FOUQUERAY, II, 413-418.

3. V. ci-ap., ch. XXI, § IV, l'état des négociations à la date.

Conseil, espéraient encore glisser au parti du roi par la transition des trêves. Les échevins de Beaune, dès septembre 1594, avaient montré ce chemin, et Autun ensuite s'y était engagé avec l'appui de Jeannin; Châtillon l'avait imité et Montbard voulait imiter Châtillon¹. Dijon aussi et Fleutelot, rapidement, en avril, mit sur pied un projet de trêve valable cette fois pour tout le groupe solidaire des villes que les événements surprenaient avant qu'elles ne fussent garées² : dans la guerre générale franco-espagnole, ces villes restées en l'air entre les armées cherchaient un abri particulier. Mais chimère. Mayenne, prié — au milieu d'avril — d'approuver l'idée, se garda de répondre³; et Semur à Dijon, comme Lucenay à Autun, fit comprendre qu'il n'avait que faire de suggestions trop tardives. Cette voie, qui était celle des corps de ville, celle qui menait au port sans passer par l'accord humiliant avec les officiers, — cette voie était donc barrée. Il ne restait plus aux échevinages que l'entente avec le peuple. Dès la fin d'avril, changements suggestifs : arrêt brusque des mesures policières; subitement, à Dijon, l'auditoire communal chôme; plus de poursuites contre les vigneronns ni les artisans séditieux. Le « magistrat », « père du peuple », refait avec lui amitié. Et, cette fois, résistance aux « loups blancs »; hautes déclarations, dans la rue, contre les garnisons. Pas de garnisons espagnoles! Pas même de garnisons savoyardes! Les Savoyards de Dijon furent renvoyés par Tavanès intimidé⁴.

Les officiers, qui tenaient depuis peu l'atout de l'appui populaire,

1. Contre la volonté des lieutenants de Mayenne, l'échevin beaunois Philibert Alixant, en sept. 1594, était allé demander à Henri IV une trêve. Le roi avait accordé sa sauvegarde pour 4 mois, grâce à l'entremise, bien significative, du royaliste Vaugrenant (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 292; *Discours véritable*, 22). — Sur le cas d'Autun : AUTUN, BB 6, notamment f. 109 et s.; Breunot, II, 348, 349, 357, 385, 413, etc. Récit (à contrôler) dans ABORD, II, 445-471. — Pour Châtillon : CHÂTILLON, carton Ligue, cahier 12 (art. de la trêve, 20 fév. 1595.) — Montbard : Breunot, II, 491 (24 avril 1595).

2. Les magistrats de Dijon à Mayenne, Dijon, 18 avril 1595, DIJON, B 232, f. 246 (publiée — mal — par Garnier, *Corr.*, n° 603). Sur la délibération, *ib.* Le texte montre bien l'idée que Dijon doit travailler pour l'ensemble des villes.

3. Mayenne ne se décida à faire allusion à la démarche que dans une lettre du 25 mai (une fois Biron sous les murs de Dijon). Il autorisait. Mais la ville se rendait le 28 (Mayenne aux magistrats de Dijon, camp de Vesoul, 25 mai, *Corr.*, n° 604).

4. Breunot, II, 495, 497, etc.; DIJON, B 232, f. 196 v°, 215 v°, 225, 226-227. Dans les papiers de justice, C.-D'OR, BII 360/54, plus d'affaires politiques.

entendaient le conserver. Ils songèrent à le payer de gages plus positifs. L'heure était aux « actions ». Dans le Parlement décimé par les proscriptions au lendemain du complot La Verne, restait l'équipe des « politiques » les plus circonspects : les prudents, mais ceux aussi qui voulaient, demain, devant les émigrés revenus, être sûrs de pouvoir dresser la tête, les Montholon, les Breunot, les Saumaise. Breunot, le chroniqueur — qu'il faut consulter, en l'absence des registres perdus, sur les gestes de ces ouvriers de la dernière heure, — Breunot était tout « françois », et aussi tout au « Roy retourné en l'église¹ » : sur ses opinions intimes, c'est à peu près tout dans son minutieux journal, et peut-être aussi dans sa tête. Mais sur la question du retour au roi, pas de doute : il pense qu'attendre la paix de Mayenne, c'est se leurrer ou piper le peuple : « assez souffert pour la querelle de M. du Maine² » ! L'heure était venue pour les officiers « politiques », demeurés dans Dijon de réaliser leur plan.

On voit donc, en avril, ces conseillers attaquer le Conseil, prendre position ouverte dans la question des garnisons et informer le peuple de l'appui des Cours³. Ce qui fut moins patent, et plus utile,

1. Breunot, II, 477 et *pass.* (à propos des attentats contre le roi, p. ex.).

2. Il relate ses discussions avec Bernard, qui lui réplique : il ne s'agit pas de la querelle « de M. du Maine, ains de ma religion », et il ajoute que, visiblement, Breunot est « mal affectionné au parti ». Alors : « je lui dis franchement que je n'en ai jamais esté et qu'il est trop tard pour en estre et que si l'on a soubçon contre moi, que l'on me baille congé... » (22 mars 1595, II, 472-473). Discussion encore le 11 mai (II, 503). Autres indications très nettes sur l'opinion de Breunot quant à la politique de Mayenne : II, 486, 489, 497, etc. — En fait, l'heure de prendre utilement « congé » était passée. Aller « se mettre à couvert avec les autres » : c'avait été le parti de tant de « politiques » que Dijon, cette ville d'officiers, était, à la date, aux trois quarts vidées de ses notables et que les auditoires — fait admirable en ce temps de multiplications des offices — manquaient de juges (Gros, 139 ; cf. Breunot, II, 393-394). Le mouvement d'émigration dans les villes non rendues s'était accéléré depuis août et sept. 1594. A Dijon (outre le journal de Breunot, II, 300-500), les listes d'« absents » dressées par les commissaires recenseurs des réserves de vins et grains (Dijon, B 232, f. 168 v^o, 279, etc.) font ressortir la progression rapide des départs — notamment d'avocats, procureurs, conseillers, etc., et de leurs familles — jusqu'au 16 avril, date de la suppression des passeports. Mais notre Breunot était de ceux qui répugnaient aux actes expiatoires à accomplir devant les confrères de Semur. Il n'avait pas, en nov. 1594, accepté l'offre de Sennecey de l'accueillir à Auxonne (II, 383). Il avait eu ensuite des passeports de Vaugrenant dont il ne s'était pas servi (II, 492), et, parce que les autorités locales voulaient conserver à Dijon un effectif suffisant de parlementaires, il n'avait pu en obtenir du côté ligueur et avait atteint ainsi à la date de la suppression desdits passeports (II, 478, 479, 481, 487, 503).

3. Breunot, II, 480.

ce fut la formation, à l'instar du groupe Fleutelot et en face de lui, d'une « société », — le mot est de Breunot lui-même, — qui unit les défenseurs résolus des intérêts parlementaires, le meilleur de ce qui, parmi les officiers de la ville-capitale, échappait aux Bernard ou aux Desbarres.

L'origine ? Il faut la chercher dans le mouvement qui, en novembre 1594, s'était institué en vue d'obtenir le paiement des gages arriérés, partie par le moyen d'une « accrue » sur le sel, partie sous forme de « sel en espèces ». C'est de cela, en effet, que Breunot, comme syndic du Parlement, négociait encore à la fin d'avril avec les trésoriers¹ et c'est de ce mouvement que sortait, à la même date, une équipe dirigeante qui allait travailler aussi à d'autres fins. Car cette « société » d'intérêts corporatifs, tout animée d'esprit de classe ou de catégorie, que des gens des Comptes juraient de « garder ci-après inviolablement² », c'est celle qui allait préparer effectivement la capitulation de Dijon.

Ainsi, dans ce que Mayenne n'avait pas encore perdu de sa Bourgogne, le débat des capitulations n'était déjà plus entre ligueurs et royalistes, mais entre officiers et communaux. L'âpre guerre qui, sous la Ligue, n'avait cessé d'animer tant d'actions, survivait à la condamnation du parti ligueur ; et elle allait conférer aux modes et espèces des ultimes redditions bourguignonnes leur aspect caractéristique.

L'épreuve, en effet, approchait. Au début de mai, Biron, de nouveau, était là, avec ses canons aptes à faire taire ceux des châteaux, et avec la nouvelle d'une toute proche arrivée du roi, garantie contre l'Espagnol. Couvertes des deux côtés, les bourgeoises rivales n'avaient plus qu'à concourir, — en utilisant la force du peuple.

V. — L'ÉMEUTE POPULAIRE CONTRE MAYENNE. LA PERTE D'AUTUN ET DE DIJON.

Le 2 mai, Velasco prend Vesoul et bloque Tremblecourt dans la citadelle. A la même date, Henri IV, enfin, est sur la route de

1. Sur ces négociations et la « société » : Breunot, II, 407, 414, 494.

2. *Ib.*, II, 495.

Troyes. Le 4 mai, les coureurs de Biron sont au nord de Seurre et, détachés par Mayenne, Thenissey et Thianges arrivent pour renforcer Dijon¹. Le 10 mai, Biron est à Saint-Jean-de-Losne et les hommes de Mayenne réclament les portes de Dijon. L'alternative se resserre. Les gardes dijonnaises s'échauffent : pas de garnison de Mayenne ; « plustost mourir »² ! Le 12, chez Tavanès, la Chambre de ville rencontre le Conseil : contact « solennel ». Le maire l'emporte³. Mais le 13, Biron est à deux lieues de Dijon : nouvelles instances du Conseil... Le 15, l'émeute. Deux paroisses sont en bataille, et « le Bourg s'arme » : avis sensationnel pour des oreilles dijonnaises. Attaque des mayennistes dans les rues — du vieux Royhier, par exemple, qui se redresse : « Qui estes-vous qui parlez ainsi à moi ? » Et la réponse, — si Breunot la fait plus sonore qu'elle ne fût, la déformation même aurait un sens — : « Je suis le peuple ! Nous n'en voulons point⁴... » Le peuple armé ne veut pas des garnisons de Mayenne.

Puis, dans la nuit, grande arquebusade près de la tour aux Anes : Thenissey tente l'escalade... L'« effroy » sonne. Le canon donne. Dans l'alerte, deux membres du Conseil sont assaillis... On a des noms : c'est le peuple ligueur de 1589 qui mène le branle nouveau⁵. Et il tient seul, dès lors, le rempart, ordonne lui-même ses gardes⁶.

Autun, cependant, devança Dijon ; et Venot, Fleutelot, L'ingénieux vierg, éludant les émigrés de Lucenay, se tailla son rôle. Par Cypierre, qui tenait là la place que Vaugrenant avait eue à Beaune, il appela Biron. Le 14 mai, conférence, à Molinot, du maréchal

1. L'histoire de la reddition de Dijon, qui n'a jamais été faite encore, sera peut-être reprise par nous, avec les détails, les noms, les épisodes que fournissent des documents abondants. Nous nous bornons ici aux traits les plus utiles et à des références sommaires.

2. DIJON, B 232, f. 262, 263 ; B.N., fr. 17282, f. 329 v^o ; Breunot, II, 498, 499. — Sur les opérations de Vesoul : L. MONNIER, *Histoire de la ville de Vesoul*, Vesoul, Bon, 1909-1910, 2 vol. in-8^o, I, 133-149.

3. DIJON, B 232, f. 255-257 v^o ; B.N., fr. 17282, f. 330 ; C.-D'OR, BII 360/54 (interrogatoire de deux soldats de Thianges, 14 mai) ; Breunot, II, 504-507.

4. Breunot, II, 506-513 (récit détaillé et vécu de l'émeute du 15 mai) ; cf. Drouot, *Relation de la reddition des ville et château de Dijon*, 215-217.

5. Les noms (Breunot, *loc. cit.*) sont surtout ceux de marchands : La Verne, Poillechat, Jacquinet fils, Le Masque fils ; le redoutable Bourg. Avec eux, les vigneron de Saint-Philibert. Pas de mention spéciale des artisans de Notre-Dame.

6. DIJON, B 232, f. 259 v^o ; Breunot, II, 511, 514 et s.

avec un homme du vierg. Et à la mi-nuit du 15 au 16, par la porte aux Marbres, entrée dans la première enceinte ; passage ouvert dans la seconde, surprise des postes de Chissey, prise de la ville basse et du fort de Marchaux. Au petit jour, la citadelle de Rivaux était sommée. A midi, Chissey capitulait. Quelques morts seulement. Venot était bien paré contre les représailles de Lucenay, muni de titres auprès du roi, et abrité de Mayenne : exemple encourageant, dont Biron, du reste, faisait aussitôt usage en mandant aux Dijonnais que le pas s'était fait « sans qu'il ait coûté un poulet aux habitants ¹ ».

Dès le 17, Biron reprenait la route de Beaune et, le 18, écrivait de cette ville qu'il s'acheminait vers Vesoul où Tremblecourt tenait encore la citadelle. Le 19, il campait sous Nuits. Un soulèvement des vigneron eut vite raison du gouverneur Nicolas. Le 22, place gagnée ². Or, le 20 mai, dans Dijon, deux nouvelles : Henri IV est, dit-on, à Troyes ; les batteurs d'estrade de Velasco à la Saône. Le 23, Biron « paroît devant la ville ³ ». C'est alors le drame édifiant du définitif abandon de Mayenne par sa ville capitale ⁴.

1. Breunot, II, 533. Pour les détails, outre ABORD, II, 490-522 et le *Précis historique* de CHARMASSE, p. CCLXII-CCLXV : AUTUN, BB 6, f. 100-113 ; les discours (*La Prinse de la ville d'Autun en Bourgogne, envoyé par led. sieur de Biron à M. Dupré*, Paris, Hury, 1595, in-8°, et *Advis de la prise d'Autun par M. de Biron... envoyé par luy-mesme à Monsieur Dupré*, Lyon, Ancelin, 1595, in-8°) ; Breunot, II, 498, 500, 516, 533, etc. ; B.N., fr. 17282, f. 328 v° et s. ; B. DIJON, Ancien fonds 444. Accessoirement : D'Aubigné, De Thou, Davila, etc. — Le 18 mai, en assemblée générale des habitants en présence des émigrés de Lucenay rentrés, l'envoi de deux députés auprès d'Henri IV est décidé (BB 6, f. 113). Une fois Biron à bonne distance, un parti réussit à imposer de son côté l'envoi de deux députés auprès de Mayenne. Ces députés sont capturés par Vaugrenant (*ib.*, f. 116).

2. B. DIJON, Ancien fonds 444 ; Biron à Dupré, Beaune, 18 mai (dans *La Prinse...*, in fine) ; NUITS, M 2 (sommation, articles, etc.) ; *Discours sur la reduction des villes de Dijon et de Nuys* ; Breunot, II, 517, 518, 524 ; Pépin, 128.

3. Breunot, II, 517, 524. En fait, le roi ne sera à Troyes que le 30.

4. Sur ce qui suit, documentation touffue : DIJON, B 232, f. 260-279 (compte-rendu détaillé des délibérations de la Chambre de ville) ; Breunot, II, 517-570 (remplace le registre du Parlement, perdu ; notations suggestives, d'autant plus vécuës que Breunot joue un rôle important dans toute cette affaire) ; *Discours sur la reduction des villes de Dijon et de Nuys* ; DROUOT, *Relation inédite* ; GARNIER, *Chartes de communes*, I, n° CIV (art. de la capitulation) ; B. DIJON, Baudot 139, *Journal de ce qui s'est passé à la reduction de la ville de Dijon*, relation qui se retrouve à l'Ancien fonds 444 et à la B.N., Moreau 805, f. 58-61, et 857, f. 233-237. Cf. B. AUXERRE, ms. 109, f. 289-294 ; et pour esquisse, sujette à contrôle : J. G. GOSSEL, *L'expulsion et le retour des jésuites de Dijon*, 518-521 ; GROS, *Le Parlement*, 143 et s.

L'initiative fut prise par les robins, dès le 22. Devant ses chambres réunies, le premier président, voulant ne point « faillir à son devoir... envers le peuple », — exorde intéressant, — ose remarquer que toutes les « villes capitales » ont déjà reconnu « le roy », que les gens du Parlement sont « conseillers du Roi, et non de M. du Maine », et qu'enfin... M. du Maine n'est plus rien sans l'Espagnol... Désarroi de la « Congrégation », et essai de diversion : elle propose de provoquer une assemblée générale des habitants. Mais Montholon : pas d'assemblée des habitants, car « l'on » — le Conseil — « feroit triage de gens ». Pas d'atermoiements : l'arrêt ! Il argumente, entraîne. Arrêt : « le roi sera reconnu en toutes expéditions de justice » : l'exécution dans quinze jours. C'était, pour les officiers marquer un point : le peuple, fort « eschauffé », semblait à eux. Et la mairie qui travaillait alors à éluder Mayenne, était devancée brusquement.

Alors, du 22 au 26 mai, curieuse mêlée. Assemblées au Logis du Roy, où Fleutelot tente de reprendre la direction, où les hommes de Mayenne, Tavano, Franchesse, Bernard, le président Legrand, en usant tour à tour de l'astuce et de la menace, — en montrant Monseigneur prêt à bondir sur la ville avec 1.200 chevaux italiens, 400 chevaux comtois, 300 chevaux français, et 8.000 hommes de pied, qui ne feront qu'une bouchée des 4.000 hommes de Biron, — s'essayaient à gagner le temps d'une intervention espagnole. Pure manœuvre de « dilalement ». Les grandes forces dont on faisait état n'étaient, en réalité, que celles de Velasco. Or, cet Espagnol entendait n'agir au Duché que ses derrières assurés, c'est-à-dire Tremblecourt réduit ¹.

Mais, précisément, le château de Vesoul capitule le 23 mai. Composition bâclée, qui accorde à Tremblecourt les mèches allumées : Dijon le sauvait de la captivité et du désarmement. Les instances de Mayenne finissaient par ébranler Velasco qui, vers le 26 mai, tourna tête vers les ponts de Saône ². C'était donc entre Mayenne et les Dijonnais comme une course de vitesse.

L'approche de Biron trancha le débat. En vain, à l'assemblée du 24 mai, les mayennistes obtinrent-ils qu'on ne demandât au

1. DROUOT, *Relation inédite*, 220-221 ; Grivel, 98-99 ; D'Aubigné, *Histoire universelle*, IX, 52.

2. *Ibid.*

maréchal qu'une surséance d'armes. En vain Franchesse et Tavanès annoncèrent-ils un bombardement de la ville par le château au premier geste « contre le service de leur maistre ¹ » : le peuple en armes enleva l'obstacle et, sous sa poussée, le délai gagné par le Conseil avec la promesse de se contenter de la surséance, fut emporté comme fétu. Le 26, désignation des députés et rédaction des articles. Le 27, bousculant les Bernard et les Pignalet, les milices sont au rempart, engageant le contact avec les émigrés rangés sur l'autre bord du fossé. A Champmaillot, sous les murs, aux députés de la ville, reçus « humainement », le maréchal refuse tout délai, tout passeport pour une mission auprès de Mayenne : « Il est gouverneur de Bourgogne et... jamais M. du Maine n'y aura ni part ni quart... » Reddition sous trois jours : sinon, l'assaut. En rentrant dans la ville, les députés y trouvent la bataille engagée entre la milice et le château. Dans la nuit, armistice équivoque ².

Cependant Fleutelot, le 28 au matin, hésitait encore et répondait « ambiguëment, selon sa coutume », aux objurgations de Breunot, l'un des négociateurs de Champmaillot, qu'il accusait d'avoir voulu lui forcer la main. Dernière résistance d'un bourgeois de ville à l'impulsion victorieuse des officiers. Cependant au début de l'après-midi, il agit enfin, pressé par les siens. Il écrivit deux lettres à Biron, l'une officielle portée par un trompette : prière de patienter — et c'était là parade dernière contre les accusations du Conseil — ; l'autre « sous main », portée par un meunier du faubourg, pour dire au maréchal « qu'il s'approche et qu'il sera reçu ³ ».

La porte Saint-Pierre fut ouverte à cinq heures. Peu après, Biron faisant tête à une contre-attaque du château, enlevait la place Saint-Jean, la maison du Miroir, et Vaugrenant, Odebert, d'autres Dijonnais émigrés encore, refoulaient les soldats de Franchesse au delà du fossé du château. A la nuit tombante, la capitale de Mayenne était au roi ⁴.

1. DIJON, B 232, f. 270 v^o - 272 ; Breunot, II, 527-529.

2. Récit excellent de Breunot, l'un des députés (II, 533-534). Précisions dans B 232, f. 275 v^o. Articles et réponses *ib.*, f. 276 ; B 6 ; B 9, n^o 34 (*cop. coll.*), etc. (publ. p. GARNIER, *Chartes de communes*, I, n^o CIV).

3. Breunot, II, 536 ; *Relation*, 230, 232-233, 235 (nombreux et suggestifs détails) ; DIJON, B 232, f. 275 v^o - 276 v^o.

4. Abondants détails dans B 232, f. 276 v^o - 278 ; B. DIJON, Baudot 139,

Dès le lendemain, le Parlement, transformant en arrêt une minute que le président de Montholon disait avoir écrite depuis neuf jours, reconnaissait officiellement Henri IV. Avec ce Montholon, les Saumaise, les Breunot, les Thomas triomphaient, tenant la reddition pour leur œuvre propre¹. Ces officiers avaient fait service au roi comme ils l'espéraient, sans passer par l'étape de Semur et soutenu en même temps la dignité de leur classe face aux procureurs et avocats de la ville. Lorsque, le 29 même, la mairie, députant à la Cour son syndic, lui demandait approbation de ses actes de la veille en se couvrant de l'arrêt du 22 mai, cette reconnaissance implicite du rôle directeur joué par le Parlement dans le retour de Dijon à son roi pouvait apparaître à la grande bourgeoisie d'offices comme une consécration définitive de son exploit².

Mayenne avait été gagné de vitesse. « Je croy qu'il aryvra tart... », écrivait joyeusement Biron le 29 mai à la nouvelle que « quelque quavalerye ennemye » s'avançait vers le pont de Gray sous la conduite du duc³. C'était vrai : si Dijon menacé avait valu à Tremblecourt, bloqué dans le château de Vesoul, une capitulation qui le laissait armé et libre, la résistance de Tremblecourt à Vesoul avait donné loisir aux Dijonnais d'évincer Mayenne⁴. Les deux actions s'étaient liées au bénéfice d'Henri IV, au grand dam des derniers ligueurs.

Et, sa capitale une fois enlevée « soubz son nez » comme naguère son réduit de Beaune, le ci-devant chef de l'Union ne gardait plus, dans la province qu'il revendiquait, qu'une ville importante, Chalon,

f. 308-313 ; B.N., nouv. acq. fr. 2042, f. 8 ; Biron au roi, Dijon, 29 mai 1595 (dans DROUOT, *Lettres sur les événements de Bourgogne à la veille et au lendemain de Fontaine-Française*, n° I ; *Discours sur la reduction des villes de Dijon et de Nuits* (App.) ; *Relation*, 237-240 ; Breunot, II, 537-541 ; Pépin, 129-130 ; etc. — Une gravure allemande représente l'entrée de Biron dans Dijon (reprod. et commentée par H. HAUSER, *Le site de Dijon*, dans *Dijon et la Côte-d'Or en 1911*, Dijon, 1911, 3 in-8°, I, 46).

1. B.N., Moreau 805, f. 62, et DIJON, B 9, extr. orig. ; copie dans B 232, f. 278 ; Gros, P.J. 33.

2. Breunot, II, 542 ; DIJON, B 232, f. 278. La mairie cherchait, en réalité, à se couvrir de son mieux contre les représailles éventuelles de Mayenne.

3. Biron au roi, 29 mai, lettre citée.

4. D'Aubigné, *Hist. univ.*, IX, 52, remarque que, sans la résistance de Vesoul, « le connestable eust ruiné l'affaire de Dijon ».

et deux citadelles assez fortes : les châteaux de Dijon et de Talant ¹. A cela, à ses deux ou trois cents chevaux français et à ses deux ou trois maigres compagnies de gens de pied ², se réduisaient désormais ses moyens personnels dans la province qu'il revendiquait.

Il allait, il est vrai, exécuter ses menaces, conduire cette rescousse espagnole que Tavanès avait annoncée. Mais, en cela encore, il arrivait trop tard : le 3 juin, le roi de France apparaissait en Bourgogne, et prêt à faire face à l'armée de Philippe II.

VI. — HENRI IV ET LES ESPAGNOLS A LA FRONTIÈRE BOURGUIGNONNE ³.

Ce n'était pas Mayenne que le roi de France venait combattre en Bourgogne, mais l'armée de Philippe II.

Les *Æconomies royales*, au nombre des abondantes pièces

1. Plus Noyers, si l'on veut (mais Vitteaux n'arborait plus que ses propres couleurs) et Seurre (mais La Fortune la tenait en fait pour lui-même et déclarait ne pas reconnaître Mayenne, « avouant » seulement le duc de Savoie : v. *Relation*, 233). Sur l'attitude de ce capitaine (Hieronimo Rossi, dit La Fortune), v. surtout MUTEAU, *Les capitaines de la Sainte-Union*, 473-481. D'autre part, Semur-en-Brionnais n'avait pas encore capitulé.

2. 200 chevaux et 100 arquebusiers, d'après Henri IV (Henri IV à Nevers, Dijon, 5 juin 1595, BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV*, 206).

3. Dans cette partie et la suivante nous ne retiendrons, bien entendu, du « voyage de Bourgogne » que ce qui importe à notre sujet. D'autre part, afin d'en alléger l'annotation en ce qui concerne les faits généraux ou connus, nous grouperons ici un certain nombre de références d'ensemble sur le séjour du roi en Bourgogne et sur le combat de Fontaine-Française : BERGER DE XIVREY, *Lettres de Henri IV*, IV et VIII ; — BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres inédites de Henri IV au duc de Nevers* ; — DROUOT, *Cinq lettres* ; ID., *Lettres sur les événements de Bourgogne à la veille et au lendemain de Fontaine-Française* ; — B.N., fr. 3992 (lettre de Villeroy à Nevers) ; fr. 3556, f. 91 et s. (lettre de Biron) ; — V^e Colbert 14, f. 510 v^o - 515 (« Ce qui se passa à Fontaine-Française ») ; — fr. 8251, f. 46 v^o (entrée d'Henri IV à Dijon) ; — fr. 18516 (même sujet) ; — SIMANCAS, Secr. de Estado, 609 (« Plazas que recobro en Borgoña el Condestable », 1595) ; — lettres de l'ambassadeur vénitien Pietro Duodo (B.N., italien 1744, en particulier f. 110, lettre du 17 juin : Fontaine-Française) ; — *Journ. de La Curée*, dans le *Journal militaire de Henri IV...*, p. p. le comte de Valori, Paris, 1821, in-8°, 83-92 ; — *Mém. de Guill. de Tavanès*, 500 ; — les discours cités ci-après ; — De Thou, XII, 362-365 ; D'Aubigné, IX, 54 et s. ; Matthieu, II, 186-187 ; Davila, 960 ; Sully, *Æconomies* ..., II, 197 et s. ; Campiglia, 661 et s. ; Tortora, 398-402, etc., n'apportent rien d'utile. — Travaux modernes : POIRSON, *Hist. de Henri IV*, II, 48-68 ; C.-X. GIRAUT, *Henri IV à Dijon* (*Mém. Acad. de Dijon*, 1818, 87-103) ; ID., *Combat de Fontaine-Française...*, Paris, Delaunay, Dijon, Gaulard-Martin, 1822, in-8°, 28 p. (apologie) ; DE PRÉPAPE, *Henri IV à Fontaine-Française* (plein d'erreurs, ainsi que divers ouvrages de R.-Ed. Gascon, inutiles).

— plus ou moins authentiques — qu'elles citent avec complaisance, font état d'une longue lettre écrite à Sully, dans l'été de 1595, par l'un de ses correspondants et serviteurs personnels, le sieur de Balthazar, envoyé en Bourgogne auprès du roi pour « quelques affaires ¹ ». Selon ce Balthazar — ou suivant Sully, car les *Œconomies*, on le sait, ne répugnent nullement aux déformations ou adaptations systématiques ², — le connétable de Castille aurait reçu du roi d'Espagne « commandement exprès » de « ne s'amuser à rien » sur sa route et de « marcher en diligence vers les Pays-Bas ³ ». Cette affirmation, prêtée à un témoin écrivant de la frontière bourguignonne, s'accorde d'une façon bien remarquable avec l'une des thèses que Sully, dans son mémoire, s'attribue le mérite rétrospectif d'avoir conçues et soutenues. Le vieillard aigri dont l'objet, en composant les *Œconomies*, est de se poser comme l'oracle méconnu du règne d'Henri IV, se flatte, en effet, d'avoir, en 1595 comme toujours, donné à son roi les meilleurs avis. A l'encontre de ses ennemis du conseil du roi, et de Gabrielle d'Estrées, qu'il

1. *Œconomies...*, II, 197. — Nous voyons effectivement dans Breunot (II, 546) ce Balthazar amenant un régiment suisse à l'armée du roi et logeant, le 1^{er} juin 1595, ce régiment dans un faubourg de Dijon.

2. Le prétendu texte de Balthazar (utilisé sans critique par Poirson, *Hist. de Henri IV*, II, 41, 53) sent très fort l'arrangement. Nombre de passages, des moins vraisemblables dans une lettre écrite par un serviteur à son maître, ne semblent être là que pour servir d'exposition de thèse à l'usage du lecteur des *Œconomies* : Balthazar rappelle à Sully qui il est et qu'il l'a chargé de l'informer des événements de la campagne ; il lui rappelle encore, lui petit sieur, ce qui s'est passé au conseil du roi — où évidemment il n'était pas — ; il lui fait un exposé de politique générale ; etc. C'est, déguisée, une apologie des actes de Sully, un mémoire d'ensemble dont Sully n'eût eu que faire, nullement un de ces brefs rapports d'information au jour le jour comme il s'en écrivait en 1595 en Bourgogne dans l'entourage du roi (v. p. ex. ceux de Villeroi au duc de Nevers, B.N., fr. 3992). Il est possible que Sully, vers 1638, ait cru devoir fondre, dans cette pièce supposée, une série de billets reçus effectivement de Balthazar. Mais tout indiquerait, en ce cas, que ce travail de fusion fut en même temps œuvre de falsification : la lettre prêtée à Balthazar est, au moins en partie, l'œuvre du secrétaire de Sully, Le Gendre, ou de Sully lui-même. — Sur l'hostilité haineuse de Sully contre Gab. d'Estrées et contre certains conseillers du roi, v. DESCLOZEUX, *Gabr. d'Estrées et Sully* (dans la *Rev. hist.*, XXXIII, 1887, 241 et s.), et *Gabr. d'Estrées*, 170-221. — Sur les déformations de documents qui caractérisent la rédaction des *Œconomies*, v. outre les *Remarques* de Marbault (publ. dans la coll. Michaud et Poujoulat avec les *Œconomies*), Chr. PFISTER, *Les Œconomies roy. de Sully et le grand dessein de Henri IV* (dans la *Rev. hist.*, LIV, LV, LVI) et les publications ou travaux de G. de MUN, J. NOUAILLAC et autres, cités par H. HAUSER, *Sources*, IV, n° 2574 (mise au point critique, à lire).

3. *Œconomies*, II, 197.

accuse d'avoir lancé le Béarnais sur la Comté dans le dessein de faire de ce pays l'apanage de son fils César, il aurait, lui Rosny, prévu les défaites de l'été à la frontière du nord, et déconseillé, par conséquent, l'intervention personnelle du roi à celle de Bourgogne, où n'existait aucun danger comparable à celui qui menaçait la Picardie ¹.

Cependant, il est bien certain, d'abord, que le « voyage » fut le contraire d'un acte irréfléchi. Tout en veillant, avec un soin que Sully lui-même paraît reconnaître, au danger espagnol du côté des Pays-Bas, tout en s'efforçant d'obtenir du secours des États de Hollande et de la reine d'Angleterre en vue de parer à ce danger ², Henri IV n'avait pas attendu le mois de mai 1595 pour prêter l'oreille aux appels de « Messieurs le connestable de Montmorency et mareschal de Biron » — Sully pourrait ajouter Bellièvre — « qui voyoient une armée estrangère preste à leur tomber sur les bras ³... » A la fin de mai 1595, il y avait près d'un an qu'il reconnaissait comme opportun ou nécessaire et annonçait comme prochain ce voyage de Bourgogne et Lyonnais ; — il y avait trois mois que sa correspondance avec ses chefs d'armée, avec Bellièvre et d'autres agents, avec les magistrats de Lyon et de Langres proclamait son opinion que la neutralité comtoise était remise en question et serait inopérante, sa volonté manifeste non seulement de défendre, face à l'armée ennemie venue du Milanais, les barrières orientales

1. « Ce voyage de Lion, Bourgogne et la Franche-Comté que vous aviez tant contesté au dernier conseil qui se tint à Paris sur ce sujet, en quoy vous fustes emporté par les voix d'autorité de messieurs le chancelier de Chiverny, de Sancy, d'Elbeuf, et autres qui avoient quelques interests vers ces quartiers la... », etc. (*Œconomies*, II, 197). Sancy et Cheverny auraient voulu un partage de la Comté avec les Suisses, et POIRSON (II, 5) l'admet d'après Sully. Mais, en réalité, la campagne de Comté de l'été 1595 n'offrit en rien les caractères d'une expédition de conquête. Sa sauvagerie même, et l'absence de toute mesure d'annexion ou préparatoire d'annexion, suffirent à démentir l'interprétation. Le roi voulait, Dijon bien assuré, 1^o en finir avec le danger de l'armée espagnole, 2^o aller à Lyon suivant ses promesses répétées. Il passa par la Comté. Toute sa correspondance n'indique que cela. V. p. ex. Henri IV à Bellièvre, Dijon, 29 juin, B.N., fr. 15910, f. 259.

2. POIRSON, II, 13. Cf. Villeroy à Nevers, Dijon, 17 juin 1595, DROUOT, *Lettres sur les événements de Bourgogne*, 265. Nevers devait garder les abords septentrionaux de son gouvernement de Champagne avec des troupes qu'on lui annonçait (Henri IV à Nevers, juin 1595, BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV* ; et Villeroy au même, même date, B.N., fr. 3992).

3. *Œconomies*, II, 197. Sur les appels au roi, v. ci-dessus, 373, n. 4, et BERGER DE XIVREY, IV, 374 ; B.N., fr. 17282, f. 328.

du royaume, mais d'y aller lui-même avec une armée aussitôt que ses ressources d'argent et d'hommes et la consolidation du nord le lui permettraient ¹. D'après Sully, Henri IV, en répondant aux appels venus de l'est, aurait surtout songé qu'avec les « gail-lardes troupes » de Montmorency et de Biron, il saurait « faire quelque progrez vers ces provinces-là », c'est-à-dire en Bresse et en Comté ². Ce serait, — dès avant le voyage, — l'idée d'offensive et de conquête. Mais, d'octobre 1594 à mai 1595, la correspondance du roi est là tout entière pour témoigner que l'alarme et l'idée de défense étaient, en réalité, au premier plan des pensées du roi ³.

1. V. déjà ci-dessus, p. 359, 373 n. 4, la mention des lettres du roi qui, à partir de juill. 1594, annoncent le voyage (HALPHEN, *Lett. de Henri IV à Bellièvre*, et B. DE XIVREY, IV, IX, en donnent une série) ; le B.N., fr. 15910, à lui seul, du f. 113 au f. 250, fournit les originaux d'une bonne trentaine de dépêches très précises à Bellièvre et Ornano ; cf. en outre *Corr. de Henri IV et de Roussat* (maire de Langres) n° LXIII et s. Sur la réalité des préparatifs, v. p. ex. Henri IV à Nevers, Amiens, 21 déc. 1594, B. DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV au duc de Nevers*, 203. Le voyage est ajourné, dit Du Plessis-Mornay, par « la seule difficulté de deniers..., qui croist à mesure que nous croissons... » (Du Plessis à Buzenval, Paris, 28 sept. 1594, *Mém. de Du Plessis-Mornay*, VI, 91), mais le roi le commencera « aussitôt que Messieurs des finances auront graissé ses bottes... » (Villeroy à Du Plessis, Louvre en Paris, 26 déc. 1594, *ib.*, VI, 126), et que le Parlement de Paris aura enregistré les édits financiers (MAUGIS, II, 251, 255). Des lettres de Henri IV lui-même (notamment à Bellièvre, Saint Germain-en-Laye, 10 nov. 1594, B.N., fr. 15910, f. 156) ajoutent que les affaires de Picardie doivent être liquidées avant le départ (mention aussi de diverses causes de retard : attentat de Châtel, un « eresipèle », etc.). — Des annonces du voyage apparaissent dans les chroniques à partir de février 1595 (p. ex. dans Breunot, II, 465). Notons que dès cette date Thorigny avait été chargé par le roi de rassembler la cavalerie de son armée (fr. 15910, f. 224) et s'était dirigé sur la Bourgogne (v. ci-dessus, prise de Beaune). — Sur le souci que prend le roi de la mise en défense de la frontière, p. ex. par la réduction de Montsaugéon : Henri IV aux Langrois, Paris, 12 avril 1595, BERGER DE XIVREY, IV, 336 ; cf. HÉRELLE, II, 588-589. — Sur son opinion au sujet de la Neutralité : Henri IV à Sillery, 12 mars et 14 mars 1595, B.N., fr. 15576, f. 55, 60, minutes (cf. *ib.*, f. 71, 85, 89, etc.).

2. *Œconomies*, II, 191.

3. Il est téméraire, et parfois oiseux, de tenter de reconstituer la pensée d'un prince et chef de guerre. Mais, en l'espèce, quelques faits semblent éloquentes. Au printemps de 1595, après la campagne d'Amiens, les Espagnols du Nord représentaient pour les Français un danger bien évalué. Le réveil des frontières de Saône représentait, au contraire, un péril nouveau et peu mesurable. Des menaces naguère localisées semblaient s'y resserrer en un faisceau alarmant ; du Dauphiné au Bassigny, s'animaient, on l'a vu, des quartiers que les grandes armées, depuis 1589, n'avaient pas touchés et qui subitement semblaient prendre autant d'importance que la Picardie. Des « demis-rois » alliés de l'Espagne, personnellement à peu près déchus, mais d'autant plus portés à se faire les introducteurs de l'ennemi national, Mayenne, Nemours, Saint-Sorlin, étaient là, groupés, et y intriguaient autant que jamais. Le retour de Mayenne en Bourgogne attirait l'attention sur ces Lignes des frontières qui, dans l'est, pouvaient mettre en œuvre les moyens des voisins étrangers tout aussi bien qu'Aumale

Voyage médité, en tout cas. Lorsqu'Henri IV — et c'était dès le 20 septembre 1594 — écrivait que désormais ses « principaux affaires » étaient « tournez » vers Dijon et Lyon¹, on ne voit pas de motif sérieux de douter qu'il ne l'ait réellement pensé.

On ne peut guère nier, d'autre part, que le connétable de Castille n'ait justifié cette alarme. Qu'il n'ait pas eu ordre formel de son roi d'entrer en Bourgogne, c'est possible. Les documents espagnols ne permettent sans doute pas d'affirmer que la violation de la Neutralité par les Lorrains ait inspiré à Philippe II l'idée précise d'une réplique ouvrant les portes du Duché à ses prétentions héréditaires². Mais, dira-t-on, avec Sully — et plusieurs de ses

désormais isolé dans le nord (v. p. ex. dans ce sens une série de lettres de Du Plessis-Mornay à divers, sept.-déc. 1594, dans les *Mém. de Du Plessis-Mornay*, VI, 90-128). Il est vrai que durant la guerre civile, les Espagnols n'avaient attaqué que par le nord ; mais ils n'intervenaient alors que comme soutiens de la Ligue et, ne fournissant à Mayenne qu'une aide militaire, la tiraient naturellement des Pays-Bas, la seule place d'armes qu'ils eussent le long des frontières françaises. En ce temps-là, d'ailleurs, la neutralité comtoise était à la frontière de Saône barrière effective. Dans la guerre nouvelle, c'est-à-dire la guerre franco-espagnole, ouverte en janvier 1595, Philippe II, agissant pour son propre compte, pouvait d'autant plus songer à mettre en œuvre un plan nouveau que la rupture de la neutralité comtoise avait été pratiquement et résolument consommée par Henri IV lui-même et que la collaboration du duc de Savoie lui était acquise dans l'est du royaume.

La nuée amassée en Comté allait-elle être emportée vers le nord ? Ou bien fallait-il admettre que, la guerre civile étant pratiquement terminée, la guerre entre États changeât des habitudes de six ans et ajoutât aux zones suspectes, aux zones de danger et de combat, ces limites fragiles de l'est qu'avaient forcées les Suisses de Maximilien en 1513, les Impériaux de Lannoy en 1526 ? Depuis la bataille de Saint-Quentin et les plans de Coligny, le Français cherchait l'Espagnol aux Pays-Bas. Mais, en 1595, on se demanda, si, par les ponts de Gray ou d'Auxonne, les *injantes* ne pourraient pas pénétrer au cœur du royaume et chercher par la France une nouvelle voie de liaison vers Bruxelles. Une durable préoccupation française préludait là, et justifiée, puisque, désormais, il ne devait plus y avoir de conflit franco-espagnol qui ne jetât armées au val de Saône. Et le voyage de Henri IV lui aussi annonçait un long avenir : l'armée royale accourant en 1636 pour refouler Gallas, d'abord, puis les invasions de Louis XIV en Comté. C'est, cinq ans avant la guerre savoyarde et le traité de Lyon, non, sans doute, la fameuse idée des frontières naturelles, dont on a bien montré l'inexistence ou la faiblesse au xvi^e siècle, mais du moins la question des frontières occidentales du royaume qui amenait à Dijon le vainqueur de la Ligue et l'idée de clore là une brèche trop ouverte. Suivit ensuite, dans l'été, celle de frapper l'Espagne en un point vulnérable, car l'invasion de la Comté par Henri IV annonce celle de Louis XIV en 1668 : la manœuvre offensive après la parade.

1. Henri IV à Bellièvre, 20 sept. 1594, B.N., fr. 15910, f. 135. C'était la date où il voyait Mayenne réduit au repli sur Dijon et où, en même temps, notamment par Bellièvre (Bellièvre à Henri IV, Lyon, 6 sept. 1594, fr. 15893, f. 162), il apprenait la marche de Velasco.

2. Nous ne savons rien de précis des ordres reçus par Velasco. Mais un fait

contemporains ¹, — que seules les prières de Mayenne et le seul souci de soutenir un allié mirent les 10.000 hommes de Velasco sur la route de Dijon ? Pour le connétable, l'occasion était tentante de faire exploit en ce Duché dont le nom était bien fait pour éveiller dans la tête d'un lieutenant du roi Catholique, « duc de Bourgogne », d'autres idées encore que celle d'une assistance prêtée à un comparse. Peut-on croire que Velasco ait marché au secours du château de Dijon sans arrière-pensée ? et que l'aide prêtée à Mayenne en Bourgogne, laquelle dans l'esprit de l'archiduc Ernest, en septembre 1594, ne devait pas être désintéressée, le fut dans celui de Velasco ? Ernest était mort en février 1595 ; mais l'idée d'occuper les villes bourguignonnes n'avait pas, à Bruxelles, été conçue que par lui ² ; et si, comme le disaient certains ³, le conné-

à noter, c'est qu'à ce général dont la consigne, suivant Sully, aurait été de tirer droit vers les Pays-Bas sans s'arrêter en route, des renforts venant précisément des Pays-Bas semblaient annoncés (Grivel, 104 ; Villeroy à Nevers, Dijon, 12 juin 1595, B.N., fr. 3992, f. 192). Or, ces renforcements avaient-ils seulement pour objet d'aider Velasco en Comté, c'est-à-dire contre les Lorrains déjà à demi-réduits à l'impuissance ? D'autre part, si les correspondances des fonds espagnols ne témoignent pas explicitement des intentions de Philippe II en 1595, on ne saurait oublier, du moins, que les négociations de Vervins, moins de trois ans après, dévoilent des intentions bien aptes à justifier rétrospectivement les appréhensions d'Henri IV quant à sa frontière bourguignonne. Dans la déclaration que Philippe II produit alors, ce n'est pas la Bretagne qu'il déclare revendiquer, bien que des soldats espagnols y soient encore, ni la Provence, mais bien la Bourgogne. Et dans le grand traité du 2 mai 1598, il acceptait bien de renoncer à revendiquer désormais le Duché « par les armes », mais se réservait d'« en faire poursuite par voye amiable ou de justice » (Du Mont, V, partie I, 561. Cf. POIRSON, II, 424-427). N'était-ce pas avouer que dans la guerre des intentions secrètes avaient été conçues par lui ? Et n'est-ce pas suffisant pour douter que la marche de Velasco sur Dijon n'ait été qu'accidentelle entreprise suscitée par le seul Mayenne ? Rien de net dans les historiens. Pour De Thou (XII, 360), Velasco est venu en Comté appelé par les Comtois menacés (donc pour les défendre).

1. *Œconomies*, II, 197 ; D'Aubigné, *Hist. univ.*, IX, 53. Cf., parmi les historiens étrangers, Tortora, *Hist. di Fr.*, 399) qui indique cependant que Velasco se laissa « facilement persuadere » ; Campiglia, *Delle turbulenze*, 661 ; etc. Version courante aussi chez les historiens modernes.

2. V. ci-dessus, p. 365. Noter de plus que Velasco, d'après Henri IV lui-même (Henri IV à Montmorency, Dijon, 8 juin 1595, BERGER DE NIVREY, IV, 367) ignorait l'approche du Béarnais ou se refusait à y croire, et espérait n'avoir à faire qu'à Biron seul : ce qui suffirait, notons-le en passant, à faire écarter l'hypothèse d'une attaque préventive du Connétable, d'une opération destinée à prévenir une offensive du roi de France sur sa route et sa base comtoise. — Ernest avait été remplacé provisoirement par un prince de second rang, le comte de Fuentes, que le grand Connétable de Castille pouvait bien ne pas désirer servir directement comme simple lieutenant.

3. Dont Cayet (*Chron. nov.*, 663) recueille les témoignages.

table annonçait sa prochaine entrée au Duché « avec des flambeaux qui chemineroient devant luy, pour y mettre tout à feu et à sang », l'intention se dessinait d'autre chose que d'un « amusement » pris en passant.

Que l'armée espagnole de Comté ne se mît pas en route vers Dijon simplement pour y rétablir l'autorité de Mayenne, c'est ce que l'opinion bourguignonne croyait avoir des raisons de craindre. Et, de fait, entre Velasco et Mayenne, dès février, c'est de l'occupation des villes de Bourgogne qu'il s'était agi¹. Mayenne, abandonné par les puissances de Bruxelles, ne pouvait guère s'imposer davantage au nouveau chef espagnol comme un véritable allié lorsqu'il se présenta au camp de Vesoul sous la figure d'un capitaine de 200 chevaux. Le général de Philippe II ne pouvait le rétablir dans Dijon que comme lieutenant de S. M. Catholique, à l'ombre du drapeau d'Espagne. A Fontaine-Française, c'est bien encore la Bourgogne qui est en jeu ; mais cette province, perdue par Mayenne, n'est plus que le lieu de rencontre de deux grands rois.

Le connétable de Castille avait perdu du temps devant le château de Vesoul. Il en perdit encore dans le passage de la Saône débordée, qu'il entreprit, le 30 mai, sur un pont de bateaux près d'Apremont, au sud de Gray, et à Gray même². Pendant ce temps, Henri IV, parti de Paris le 24 mai, hâtait sa marche. Le 30, il était à Troyes, y activait la concentration de sa petite armée et le renforcement des places frontières³. Puis, ayant reçu dans la nuit du mardi 30 au mercredi 31 la nouvelle de la prise de Dijon et l'appel pressant de Biron, il fit « sonner boute-selle » et diriger sans délai, à marche forcée, régiments et convois vers cette capitale de Mayenne de-

1. En ce qui concerne les craintes bourguignonnes de voir « planter les Espagnols » au Duché, v. p. ex., Breunot, II, 492, 494 ; et la note du registre paroissial où, en 1595, le desservant de Pontailier-sur-Saône (bon poste d'écoute peu distant de Gray et du camp de Velasco) fait allusion à l'opinion commune suivant laquelle les Espagnols « se pensoient emparer de la Bourgogne » (J. GARNIER, *Notes hist. extraites des anciens registres de l'état-civil de la C.-d'Or*, 20). — Sur les tractations de Chalon, v. ci-dessus, § III.

2. Grivel, 104 ; *Relation*, 241 ; D'Aubigné, IX, 53 ; Cayet, 663.

3. Il envoie Guise sur la frontière langroise (B.N., fr. 15576, f. 114). Il presse Nevers de lui amener la noblesse de Champagne (BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV à Nevers*, et DROUOT, *Cinq lettres*, n° IV) ; etc. — Sur le passage à Troyes : A. BABEAU, *Henri IV à Troyes*, Troyes, 1880, in-8° ; Carorguy, 218.

venue aussitôt sa propre base¹. Dès le 1^{er} juin, à Bar-sur-Seine, il avait son plan en tête : Faites savoir à Tremblecourt, mandait-il à Roussat, de Langres, « mon acheminement aux plus grandes journées que je puis pour estre samedy à Dijon, où ayant pourvu à ce qui sera nécessaire pour assieger le chasteau, je me delibere y laisser deux mil hommes de pied et quatre cens chevaulx, pour avecques le reste de mon armée m'en aller droit où sera le connestable de Castille en quelque lieu que je le puisse joindre²... » Il couchait à Saint-Seine le 3 juin au soir, fut dans Dijon le dimanche 4 vers 10 heures du matin et, tôt après, commençait à s'ouvrir sous ses yeux une profonde tranchée séparant, de la ville qu'il tenait, le château auquel Mayenne amenait les renforts espagnols³.

Or, le 4 juin, l'armée de Velasco avait enfin achevé de passer l'eau. Le 5 au matin, Franchesse lui préparait entrée dans Dijon par sa citadelle ; et, dès son arrivée, le roi lui-même avait écrit : « Nous sommes à la bataille⁴ ».

VII. — FONTAINE-FRANÇAISE. LA RETRAITE DE MAYENNE.

Cependant ce n'était pas pour engager à fond une contre-offensive brusquée qu'il monta à cheval le matin du lundi 5 juin, à quatre heures. De son armée, sauf ce qu'il laissait à Thorigny pour garder Dijon, il ordonnait la concentration autour de Lux, à mi-chemin de cette ville et de la Saône. Mais pour ce 5 juin, il ne prévoyait encore d'autre action que le début d'une manœuvre de sa cavalerie, — 1.700 hommes, dont 500 arquebusiers, — destinée à harceler

1. B.N., V^e Colbert 14, f. 510-512 ; *Relation*, 241 et s. — Sur le transport des poudres : Sancy à Nevers, Mussy, 3 juin 1595, B.N., fr. 3992, f. 159. Le premier corps arrivé sous Dijon est le petit régiment suisse conduit par Balthazar (Breunot, II, 546). Odet de Matignon, comte de Thorigny, qui avait été envoyé en avant, y était dès le 29 mai (*ib.*, 542).

2. Henri IV à Roussat, Bar-sur-Seine, 1^{er} juin 1595, *Corr. de Henri IV et de Roussat*, n° LXXI.

3. Entre autres abondantes références, v. les lettres de Villeroy à Nevers, notamment B.N., fr. 3992, f. 163 (Saint-Seine, 5 juin), du roi lui-même (p. ex. celles qu'il envoie à Lyon à Montmorency et à Bellièvre pour obtenir d'urgence des renforts d'artillerie de siège : BERGER DE NIVREY, IV, 1040). — Sur l'installation au Logis de Dijon : C.-D'OR, B 4587 (travaux et réparations).

4. Breunot, II, 554 ; Henri IV à Nevers, Dijon, 4 juin, DROUOT, *Cinq lettres*, n° IV.

l'Espagnol, à le « faire marcher à pied de plomb », comme dit A. d'Aubigné, — et à donner ainsi à Thorigny le temps d'achever la grande tranchée de Dijon. Il pensait livrer ensuite sa bataille rangée, tous renforts reçus et sur terrain choisi¹.

Il fut à Lux vers 9 heures et en repartit à 1 heure de relevée. Après quoi, une reconnaissance mal conduite par Haussonville le jeta à l'improviste dans « la gueule du loup ». Fontaine-Française ne fut qu'un combat de rencontre entre deux cavaleries d'avant-garde, à plusieurs lieues d'une armée française encore dispersée.

Mayenne était à sa place de guide des Espagnols, parmi leurs compagnies de tête qu'il ne commandait pas. Il ne fut pas dans la première mêlée, mais tenta, en vain, de reformer les escadrons bousculés, puis, entraînant un millier de chevaux, attaqua avec cette masse. Il fut arrêté, contre-attaqué et finalement jeté à la déroute par 1.500 cavaliers français ralliés, non sans peine, autour d'Henri IV, de quelques pelotons du baron de Lux et du groupe des gentilshommes bourguignons : dans cette bataille des Français et des Espagnols s'inscrit la rencontre de Mayenne et de sa province².

Aussitôt après le combat, peut-être au cours du combat lui-même, les âpres préventions des étrangers contre Mayenne se manifestèrent. Tous les documents, peu ou prou, dénoncent cette réaction immédiate. Des défiances accumulées sortit une querelle ouverte. Tout ce que Mayenne proposa quant aux opérations de l'armée fut rejeté par Velasco, qui, selon Henri IV, le pria d'aller « chercher du secours ayeurs³ ».

Certes, le Castillan releva la tête, se vanta de pouvoir encore enlever la Bourgogne au prince de Béarn, annonça même à Fran-

1. Sur les effectifs d'Henri IV : Henri IV à Nevers, Dijon, 5 juin, BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV*, 206 ; Henri IV à Montmorency, 8 juin, BERGER DE XIVREY, IV, 365. Sur ses intentions : la lettre à Nevers (écrite un instant avant le départ pour Fontaine-Française) ; D'Aubigné, IX, 54 ; *Discours de l'arrivée du roy*, 8 ; *Discours victorieux*, 7. Cf. POIRSON, II, 51, 52 et n.

2. Sur les détails de la rencontre, notamment POIRSON, II, 54 ; D'Aubigné, IX, 55 et s.

3. Henri IV à Nevers, 8 juin, BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV*, 207 ; cf. DROUOT, *Cinq lettres*, n° V. Le 5 juin, d'après Grivel, 106, Velasco se refuse à soutenir son avant-garde et Mayenne, « ne se confiant du tout à M. du Mayne et craignant qu'il n'y eût de la surprise et de l'intelligence... ». Cf. BREUNOT, II, 553 ; De Thou, XII, 362-364 ; etc.

chesse et à Tavanès son très prochain retour ¹. Il renouvelait auprès d'eux, après Fontaine-Française, les fanfaronnades dont il avait usé déjà auprès de Montmoyen après la prise de Beaune, — révélant bien, en cela, un dessein bourguignon qui n'était pas seulement celui de Mayenne. Mais, en fait, le mauvais arroi de ses équipages, le repli de partie de ses troupes à l'est de la Saône dès le 6 juin et le renforcement d'Henri IV l'obligeaient à reprendre l'opération entière.

Henri IV lui-même ne considéra pas Fontaine-Française comme une victoire décisive ². Cependant, les illusions de l'un et les craintes de l'autre allaient se dissiper assez vite. Petite bataille, certes, que celle du 5 juin, « rencontre et escarmouche », comme écrit en son registre paroissial le desservant de Fontaine-Française ³, et qui laissait l'armée ennemie apte au retour ; — mais l'un de ces petits combats aux grands effets qu'un envahisseur ne pense rompre que pour prendre du champ ⁴, après lesquels, en fait, il ne revient plus. Pour décider à la retraite l'ennemi non vaincu, il fallait pourtant une nouvelle manœuvre : ç'allait être l'objet de l'irruption en Comté.

C'est pour Mayenne seulement que la rencontre de Fontaine-Française fut par elle-même un coup décisif : en lui enlevant, d'abord, moyen et espoir de reprendre Dijon, en brisant ensuite sa liaison espagnole et en l'amenant à la retraite personnelle.

Henri IV dut à son succès le répit qu'il lui fallait pour prendre les deux châteaux de Dijon et de Talant. Celui de Dijon surtout

1. Par ex. dans des lettres interceptées avant le 17 juin (Villeroy à Nevers, Dijon, 17 juin, DROUOT, *Lettres sur les événements de Bourgogne*, 265). Et Franchesse, ce 17 juin, ne capitule que sous réserve d'un secours reçu dans les douze jours (v. ci-ap., 426).

2. V. ci-après, p. 430, n. 4.

3. J. GARNIER, *Notes historiques extraites des anciens registres de l'état-civil des communes de la C.-d'Or*, 14. De Thou emploie exactement les mêmes expressions (XII, 364).

4. On sait que les Espagnols se prétendirent vainqueurs et présentèrent leur repli comme volontaire. « La rencontre fut avantageuse pour nous, écrit le Comtois Jean de Grivel (106), car l'ennemy fut le premier qui sonna la retraite et n'y demeura que quinze de nos gens... au lieu qu'il en demeura sur la place plus de cinquante de ceux de l'ennemy ». En Bretagne, selon Du Plessis-Mornay (Du Plessis au roi, 1^{er} juill. 1595, dans *Mém. de Du Plessis-Mornay*, VI, 282), Mercœur présenta l'ontaine-Française comme une victoire de Mayenne et fit chanter *Te Deum* à Nantes.

importait. Il représentait l'ultime espoir de Mayenne abattu. Le duc de Nevers lui-même qui croyait, — ou affectait de croire, comme gouverneur de Champagne, — que Velasco voulait seulement amuser le roi en Bourgogne pour permettre les progrès espagnols en Flandre ¹, reconnaissait ce fait : « A la vérité — lettre du 18 juin ², — tout l'effort de la fortune de M^r de Mayenne consiste en la prise ou secours du chasteau de Dijon ». Quant à Henri IV, il faisait de la forteresse de Franchesse son objectif premier et principal dès le retour du combat : ce château, écrivait-il, « m'est de telle ymportance que je n'en puis abandonner l'entreprinse ni y espargner aulcune chose ³ », « encores qu'il soit bon et fort, et muny de toutes choses, comme la retraicte choisy par le duc de Mayenne pour luy et sa famille ⁴... » Devant la forteresse dijonnaise, il concentra donc ses moyens : canons et munitions, hommes et argent ⁵.

Tavanes, à Talant, accepta assez vite de traiter ⁶. Le 13 juin,

1. Nevers à Schomberg, Arcis, 18 juin 1595, B.N., fr. 3992, f. 209. Nevers avait ses agents au camp espagnol (v. ci-ap., p. 431, n. 1) et l'opinion qu'il exprime serait à retenir ici si sa politique de réserve à l'égard de la cour et son intention assez visible d'obtenir des troupes pour sa campagne du nord (Henri IV à Nevers, Dijon, 17 juin, BAGUENAUT DE PUCHESSE, 209) n'incitaient pas à douter que cette opinion fût sincère.

2. Lettre citée ci-dessus.

3. Henri IV à Bellièvre, Dijon, 8 juin 1595, BERGER DE XIVREY, IX, 411. Cf. Villeroy à Nevers, m. l. et d., B.N., fr. 3992, f. 170 : Henri IV, lui, s'attend évidemment à une nouvelle offensive de Velasco (Henri IV à sa sœur Catherine, au Parlement de Paris, Dijon, juin 1595, BERGER DE XIVREY, IV, 363, 379 ; BAGUENAUT DE PUCHESSE, 209. Cf. Villeroy à Nevers, Dijon, 17 juin, dans DROUOT, *Lettres sur les événements*, 265).

4. Henri IV à Du Plessis-Mornay, Dijon, 9 juin, BERGER DE XIVREY, IV, 373. Cf. lettre à Nevers, même lieu et date, B.N., fr. 3992, f. 172 ; Campiglia, *Delle turbulenze*, 666.

5. Canons de Chaumont, Langres, Lyon, Saint-Jean-de-Losne et Dijon (Sancy à Nevers, Dijon, 9 juin, B.N., fr. 3992, f. 176 ; Henri IV aux magistrats de Chaumont, Dijon, 9 juin, BERGER DE XIVREY, IV, 1040 ; à Montmorency, 8 juin, IV, 367 ; à Bellièvre, Dijon, 7 et 8 juin, B.N., fr. 15910, f. 251, et BERGER DE XIVREY, IX, 411 ; aux magistrats de Lyon, même date, LYON, AA 21 et BERGER DE XIVREY, IV, 363, et B.N., Moreau 805, f. 66-69 v^o (mém. des munitions fournies par Dijon) ; DIJON, M 127, f. 159 et s. ; *Relation*, 242 ; Pépin, 133. — Il presse la venue de son régiment des gardes, appelle Montmorency (BERGER DE XIVREY, IV, 367 ; BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV*, 209). Etc. — Sur le détail des faits concernant les deux châteaux en juin et juillet 1595 : GIRAUT, *Henri IV à Dijon* ; GARNIER, *Talant*, 268-269 ; MONGET, *La chartreuse de Dijon*, II, 274-275 ; Breumot, II, 554-584 ; etc.

6. Au contraire du château de Dijon qui, le 8 juin, « ne s'est point laissé entendre », Talant, garni pourtant d'une forte artillerie, avait cependant, dès

il venait au Logis du Roy « embrasser le genouil de Sa Majesté » et le lendemain, moyennant promesse d'un brevet de maréchal de France et de 12.000 écus, il signait sa capitulation¹. Le même jour, un secours de Mayenne — une pauvre troupe de 200 hommes de l'ancien régiment de Thenissey — apparaissait sous Talant et, le trouvant rendu, se rendait lui-même au roi². — Le lendemain 15 juin, Franchesse « parlait ». Plus petit sieur que Tavanès, il s'était débattu plus fort pour se faire payer à son prix, et, dès le 5 juin, avait canonné Dijon³. Une batterie de quatre grosses pièces l'amena à « remettre » sur une ouverture rejetée le 11. Il disputa àprement deux jours avec Sennecey, mandataire du roi, ajourna et, le 17 enfin, capitula dans les mains de Villeroy moyennant 18.000 écus et « quelques autres petites gratifications »⁴. Il est vrai qu'il fallait lui accorder en outre « douze jours de temps pour donner loisir à M^r de Maienne de le secourir⁵... ». Franchesse songeait donc encore à se couvrir contre l'éventualité d'un retour de l'ancien maître. Hors de cette clause équivoque, le nom de Mayenne n'appar-

cette date, paru disposé à accepter des ouvertures de traité (Henri IV à Montmorency, Dijon, 8 juin, BERGER DE XIVREY, IV, 367). Tavanès dit dans ses *Mém. de Gasp. de Tavanès* (162, 295) qu'il jugeait la cause de Mayenne perdue, que sa garnison lui coûtait 1.500 écus par mois, et laisse comprendre que sa mère s'entremet.

1. Breunot, II, 563 ; III, 99 et s. ; Villeroy à Nevers, Dijon, 11 juin, DROUOT, *Lettres sur les événements de Bourgogne*, 263 ; *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 363. Cf. GARNIER, *Talant*, 269. Tavanès dit avoir reçu la promesse du maréchalat par acte du 12 juin. Ses incartades en ajourneront l'effet *sine die*. L'ancien ligueur demeurera désormais dans une demi-disgrâce (PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 179 et s.). — Il avait aussi promis la soumission de Montsaugéon, pour 10.000 écus (lettre de Villeroy citée) ; mais cette forteresse ne se rendit effectivement qu'en décembre 1595 (SERRIGNY, *Montsaugéon*, 147).

2. Villeroy à Nevers, Dijon, 14 juin, DROUOT, *Lettres sur les événements de Bourgogne*, 264 ; Henri IV à Gesvres, Dijon, 15 juin, BERGER DE XIVREY, VIII, 562 ; Breunot, II, 564.

3. Et causé des ruines : Breunot, II, 563 ; C.-D'OR, C 2435, et 2817 (procès-verbaux de 1596 et 1598) ; DIJON, H 101, 147, 185, et 417 ; M 348, f. 5 (adjudication et dépenses des réparations de brèches aux remparts). Sur la mort de l'ermite de Notre-Dame d'Étang, frère Cl. Tisserand, tué par un boulet le 12 juin à l'abbaye Saint-Bénigne : C.-D'OR, H 570, f. 87.

4. Henri IV à Nevers, à Bellièvre, au Parlement de Paris, etc., 17 et 18 juin, BAGUENAUT DE PUCHESSE, 209 ; BERGER DE XIVREY, IV, 379 ; IX, 412 ; Villeroy à Nevers, Dijon, 17 juin, DROUOT, *Lettres sur les événements de Bourgogne*, 265 ; Breunot, II, 565, 568 ; Pépin, 134. Articles dans Sullot, 43 ; B.N., fr. 17282, f. 348 v° ; Moreau 805, f. 64 ; et dans les recueils d'édits.

5. Villeroy à Nevers, lettre citée, et lettres citées d'Henri IV.

raissait nulle part dans le traité ; mais les mayennistes d'hier, eux, s'y assuraient leurs garanties avec abondance ¹.

Henri IV parut attacher à cette victoire encore plus de prix qu'à l'exploit de Fontaine-Française : ce fut alors seulement qu'il cria province gagnée ², — province parée contre l'Espagnol. Il jugeait que le combat du 5 juin n'avait fait qu'ajourner le péril de l'intervention étrangère, et que la capitulation du 17 juin la condamnait de façon plus sûre. Écoulés les douze jours de grâce sans que Velasco ni Mayenne eussent reparu à l'horizon de l'est, il respira ³. La Bourgogne était désormais bien à lui ⁴. Fort de ses succès, et jouant des déceptions de Mayenne, le roi lui avait fait offrir de le laisser regagner Chalon et de ne point l'y assiéger « en attendant qu'il fit sa paix et qu'on convint des conditions » ⁵. Le duc, toute honte bue, s'était résigné, avait laissé Franchesse rendre son château. Dès le 24 juin, il était lui-même dans Chalon ⁶. La perte de la Bourgogne consommait sa ruine.

➤ MAYENNE, le 24 juin, revenait de Gray déçu par l'Espagnol, comme en novembre 1594 de Bruxelles. Mais, cette fois, en redevenant Français, c'est Chalon seulement qu'il trouvait comme asile,

1. En 15 articles sur 18 : garanties pour les réfugiés du château contre toutes représailles et indemnités pour les dommages subis par eux ; confirmation de charges ou bénéfices obtenues par eux de Mayenne ; décharge des obligations contractées par Franchesse — notamment auprès du baron de Lux — pour le service de l'Union ; etc.

2. V. ses lettres des 17-18 juin, au comte de Soissons (BERGER DE XIVREY, IV, 378) ; au Parlement de Paris (*ib.*, 379) ; à Nevers (BAGUENAUT DE PUCHESSE, 210) ; à Bellièvre (BERGER DE XIVREY, IX, 412), etc. ; et une nouvelle série de bulletins de victoire le 30 juin, jour où le château est livré (*ib.*, IV, 380 ; B.N., fr. 3992, f. 241, etc.).

3. Le château fut livré le 30 juin. V. à ce sujet Breunot, 583-584 (Franchesse sort « non sans plorer » ; le roi entre dans la place et y installe comme capitaine Jean Grain de Saint-Marsault, s^r de Parours). Sur certains détails de l'évacuation : Henri IV aux magistrats de Dijon, 25 juin, DIJON, B 452, n° 153.

4. C'est l'idée qui apparaît clairement dans plusieurs des lettres citées ci-dessus et qu'accueillent aussi plusieurs historiens, p. ex. Tortora, *Hist. di Francia*, 400.

5. De Thou, XII, 365 (le s^r de Roncherolles fait venir auprès du roi le s^r de Lignerac « qui étoit avec le Duc », et Lignerac transmet à Mayenne cette offre, dans laquelle De Thou voit un acte de « pitié »). Mais Henri IV laisse croire que Mayenne a le premier sollicité la paix (Henri IV à Bongars, juin 1595, CAPEFIGUE, VII, 275). — Craignant d'être assiégé dans Chalon, Mayenne aurait songé d'abord à se réfugier dans sa ville de Sommerive, en Piémont, d'où il aurait écrit à Philippe II pour lui exposer la situation (De Thou, *ib.*).

6. CHALON, BB 11, f. 147 v° et 149.

comme dernier asile ¹. Et encore, pour conserver cet abri, lui fallait-il consommer sa rupture avec les hommes de Philippe II, avec Philippe II lui-même, renoncer à leur appui vieux de six ans et sans lequel il était impuissant ². En acceptant d'Henri IV son ultime retraite bourguignonne, il séparait son destin de celui des Espagnols et, quoi qu'il espérât encore, se trouvait dès lors condamné à la capitulation.

1. La ville de Châtillon-sur-Seine, jouissant d'une trêve de quatre ans accordée par le roi en février 1595, avait été moins impatiente que d'autres de faire sa paix définitive. Elle capitula en juillet. Ses articles furent « répondus » par le roi au camp de Pesmes, le 23 juillet 1595 (C.-D'OR, C 3088, f. 239 ; GARNIER, *Chartes de communes*, I, n° CCX) et la capitulation validée par lettre patente de Lyon, 11 sept. (C.-D'OR, B 30, f. 76 ; GARNIER, *ib.*).

2. On surprendra des envois de courriers et peut-être des tractations, p. ex. le 11 août encore (v. ci-ap., p. 431). Et les compagnies napolitaines de Chalon seront conservées par Mayenne jusqu'à l'hiver, ce qui suffira à entretenir quelques relations assurées par Don Juan Fusaro (CHALON, BB 11, f. 191 v°). Mais les jeux, désormais, sont dissociés, l'entente rompue.

CHAPITRE XXI

LA CAPITULATION DE MAYENNE

- I. *Henri IV en Comté. Mayenne dans Chalon.*
- II. *Le ralliement au roi.*
- III. *Deux fins de guerres. Etienne Bernard et Jeannin.*
- IV. *La renonciation à la Bourgogne.*
- V. *L'Absolution. La trêve de Taizay.*
- VI. *Le départ de Mayenne. L'édit de Folembray.*
- VII. *Perspectives.*

Une fois Mayenne isolé des Espagnols, Biron installé au gouvernement de la Bourgogne, les cours souveraines rétablies à Dijon, et les élections communales, à Dijon, Autun, Beaune, bien dirigées et contrôlées ¹, Henri IV acheva de consolider sa frontière : il en finit avec l'armée du connétable ; il négocia en même temps, — mais ce fut moins rapide, — avec le vaincu de Chalon.

I. — HENRI IV EN COMTÉ. MAYENNE DANS CHALON.

Depuis le début de juillet, tout en dirigeant des renforts sur la Picardie, le roi concentrait une armée le long de la Saône, de la Vingeanne à Verdun ². Le 13 juillet au soir, venant de Dijon,

1. DIJON, B 232, f. 285-300 ; 233, f. 2-55 ; — *Reg. Parl.*, III, 547 et s. ; — Breunot, II, 555-584 ; III, 5 et s. ; — Gros, *Le Parlement*, 148-157. — Henri IV fait ajourner les élections d'Autun à quinzaine pour que Cypierre, gouverneur, puisse y assister (Dijon, 20 juin 1595, AUTUN, BB 6, f. 120). Protestations. Le bailliage passe outre et convoque ; mais la mairie hésite. Élection seulement le 2 juillet, aux Cordeliers. Vieng élu : Jacques Guijon, du bailliage (*ib.*, f. 128) : donc un officier et ancien émigré, comme ce sera le cas à Dijon dès la fin de l'année, lorsque Bén. Fremyot remplacera Fleutelot décédé.

2. Le 1^{er} juillet, le duc de Guise, entrant en Comté, enlevait Champlitte et reconnaissait le camp espagnol établi sous Gray. Le 3, le roi fut aux nouvelles jusqu'à La Romagne, en revint le 9 à Dijon, qu'il quitta définitivement le 13

il était à Auxonne, où l'accueillaient les marchands de la frontière et leur maire Jean de La Croix : les hommes du baron de Sennecey... Le 14, il était à Pagny, chez Charny : visite traditionnelle des rois au vieux gentilhomme indigène, ennemi des gouverneurs guises. Le 15, retour à Auxonne. Depuis huit jours, ses carabins couraient dans la Comté. Lui-même, le 16 juillet, y mit le pied ¹.

Ainsi firent toujours les rois de France lorsqu'ils triomphèrent de la Duché rebelle. Mais s'agissait-il cette fois d'une expédition de conquête ? Non, l'invasion se résolut en une suite d'expéditions de pillage, dont les Lorrains, d'ailleurs, furent souvent les guides. La brutalité d'Henri IV en Comté contraste avec la douceur calculée dont il usait au Duché. Et ce contraste même suffirait à révéler l'acceptation, par le premier Bourbon, de deux destins bourguignons opposés : les caractères de l'invasion de la Comté disent assez que cette randonnée ne représentait pas une intention de conquête ². Manœuvre d'appui de la campagne du nord et diversion, sans doute : Louis XIV, en 1668, tournera l'Espagne par la Comté. Mais plus sûrement encore : consolidation des victoires encore inachevées de l'est et rétablissement d'une solide barrière tendue de Pontailler jusqu'à Lyon. — Lyon où appelait Bellièvre, le second but du « voyage », vers lequel le roi s'avancait des lors en « gagnant la vie de son armée sur les pays de son ennemy ³ ». A ceux qui tenaient Velasco pour définitivement refoulé, il semblait s'engager dans une inopportune aventure sur ce front oriental, et y perdre un temps précieux à l'heure même où Fuentès, dans le nord, menaçait Doullens et Cambrai et s'ouvrait dangereusement la route d'Amiens. Mais, en fait, Velasco n'était pas encore hors de cause, — ni même, peut-être, Mayenne ⁴.

(Henri IV aux élus de Bourgogne, 5 juillet, C.-d'Or, C 3351, n° 48 ; Pépin, 137-139 ; Breunot, III, 8 ; Grivel, 117 et s. ; Villeroy à Nevers, Dijon, 9 juill., B.N., fr. 3992, f. 174 ; GIRAULT, *Henri IV à Dijon*, 101). Gabrielle d'Estrées était arrivée à Dijon le 9 (Breunot, III, 14).

1. V., dans BERGER DE NIVREY, les lettres écrites à ces dates (VIII, 565-567). Il devait revenir un instant à Auxonne pendant le siège de Pesmes.

2. De même, en consolidant, plus tard, son autorité à Metz, Henri IV ne songera pas à « marquer une nouvelle étape dans la direction du Rhin » (cf. ZELLER, *La réunion de Metz à la France*, II, 303).

3. Cf. Henri IV à Nevers, camp de la Romagne, 5 juill. 1595, B.N., fr. 3993, f. 11 ; Sancy à Nevers, Nancy, s. d. [juill. 1595], B.N., fr. 3993, f. 84.

4. Avec Sully et De Thou (XII, 371), des historiens modernes comme MARTÉJOL (401) jugent qu'Henri IV, après Fontaine-Française, « eût pu mieux

Sans doute, dans son camp sous Gray, le connétable ne bougeait. Durant trois semaines, en juillet, Henri IV le provoqua en vain. Repliant sa cavalerie bousculée le 12 à Apremont, il renforçait ses tranchées et s'enfermait derrière elles. Sollicité par Nemours de le secourir contre les « ahants » dont l'accablaient en Lyonnais Montmorency et Ornano, il s'en gardait. Sollicité par un capitaine de Dijon venu à lui au nom de Mayenne, de profiter du passage du roi en Comté pour tenter un nouveau coup sur cette ville, il s'abstint¹. Sa volonté de collaboration active avec les Princes ligueurs était bien finie. Et il se contentait, pour l'instant, de crier avec Vergy et le Parlement de Dole à la neutralité comtoise et à l'intervention des Cantons. Un fait demeurerait cependant : il restait avec une grosse armée, — troublée, c'est vrai, mais qui se réorganisait, — à la tête d'un pont de Saône, menace bien claire

employer dans le nord les trois mois qu'il avait perdus » à la « dévastation infructueuse » de la Franche-Comté. Mais d'abord, sans cette campagne, pas de traité de Lyon, et au lieu d'Amiens, c'est Dijon qui eût été probablement perdu, certainement menacé. Et puis, il faut noter qu'avare de ses troupes jusqu'à la prise du château de Dijon, Henri IV, après le 25 juin, renvoya une grande partie de ses effectifs en Picardie (p. ex. le régiment de Champagne rendu à Nevers dès la fin de ce mois, puis un autre au début de juillet, et une grande partie de l'artillerie : lettre de Villeroy à Nevers, 29 juin, 4 juill., B.N., fr. 3992, f. 23 ; 3992, f. 9). Il suivait de près les nouvelles du nord, y envoyait ses ordres (lettre de Henri IV du 5 juill. citée) et s'efforçait de ranimer là-bas la collaboration anglaise et hollandaise (LAFLEUR DE KERMAINGANT, *L'ambassade de France en Angleterre*, Paris, 1886, 2 in-8°, I. Cf., sur toute cette question, la correspondance de l'ambassadeur vénitien, B.N., italien 1744, particulièrement f. 144 et s.). Mais il continuait, non sans raison, à s'inquiéter de la situation de l'est et du sud-est, comme en témoignent sa correspondance avec Bellièvre, ou les consignes données à Lesdiguières et à Guise envoyés en Dauphiné et en Provence (v. p. ex. WILKINSON, *The last phase of the League in Provence*, 40-45).

1. Des rapports secrets inédits de l'agent du duc de Nevers Stefano Gonzaga adressés à son maître fournissent des détails précis sur ces demandes des princes ligueurs et les sentiments défiantes de Velasco. Pour la demande de Nemours : Stefano Gonzaga à Nevers, du camp sous Gray, 3 août 1595, B.N., fr. 3993, f. 77-78, déchiffré (en italien) ; le même au même, 11 août, *ib.*, f. 112. Cf. *ib.*, f. 128 v° : un capitaine français grand ami de Mayenne est venu « de nuit » proposer à Velasco de lui « donner en main par trahison Dijon » : on attendrait le tour de garde de ce capitaine dans la ville et il ferait entrer 300 hommes, « italiani, spagnuoli et soldati di mons^r de Umena ». Le connétable redoute un piège (« qualche burla ») et s'abstient. — Notons, que Gonzaga, dans ses lettres, représente le camp et l'armée de Velasco comme se trouvant en plein désarroi et démunis des moyens d'action militaires indispensables. — Sur les combats autour du camp espagnol, celui d'Apremont notamment (et sur l'attitude des Lorrains) : Henri IV à Villeroy, Saint-Jean-de-Losne, 14 juill., BERGER DE XIVREY, VIII, 564 ; *Discours* cités à nos *Documents utilisés*, § Plaquettes ; De Thou, XII, 370 ; Cayet, 666 ; D'Aubigné, IX, 59 ; B.N., coll. de Lorraine 525, f. 119, 197 ; cf. DAVILLÉ, *Prétentions de Charles III*, 300 ; etc.

et non négligeable pour le royaume d'Henri de Bourbon¹, et espoir effectif, quoi qu'il en pensât, des revanches mayennistes. Henri IV s'attarda trop longuement, peut-être, à réduire le péril de sa frontière bourguignonne, à cauteriser, au fer rouge, cette « playe » que Mayenne et ses alliances avaient ouverte au flanc oriental de son État. Cependant l'opération était logique et nécessaire.

Elle occupa deux mois entiers². Tandis que, par l'ambassade comtoise de Watteville et du conseiller Le Jeune auprès de la diète de Baden, ses ennemis pensaient s'assurer un répit³, Henri IV pénétra chez eux et, aussitôt, les anciennes villes de Mayenne virent affluer vers elles prisonniers et butin. Au reflet des incendies de l'été de 1595, cette frontière des deux Bourgognes acheva de payer, mais aux frais des Comtois, son tribut à la guerre⁴. Et lorsqu'enfin, repu de saes, le roi prêta l'oreille aux députés suisses, il put cueillir les effets utiles d'une épouvante systématiquement répandue, clore solidement par un traité cette porte ouverte que la prudence du Connétable ne lui avait pas permis de clore par une véritable victoire militaire. Le traité de Lyon du 22 septembre, renouvelant l'acte de 1580, qui lui-même avait confirmé la neutralité des deux Bourgognes, décidait, en même temps, de la retraite de Velasco et de son armée⁵. Fontaine-Française n'avait livré au roi de

1. B.N., italien 1744, f. 130-130 v^o. — Si Velasco refusait la bataille à Henri IV et ses renforts aux princes, il ne cessait, en revanche, de lancer des compagnies sur le Duché, sur Tanay, sur Mirebeau, sur Auxonne, etc., et — le fait est assez significatif — sur Fontaine-Française, qui était largement dépassé par ces raids (Pépin, 144; Dijon, B 233, juillet).

2. Le gros de l'armée ne passa par Mâcon, au sortir de la Comté, que vers le 20 sept. (Biron aux magistrats de Mâcon, 19 sept. 1595, Mâcon, AA 8, n^o 81). Le roi était descendu vers Lyon dès le 20 août, sans entrer dans Mâcon, salué seulement par les Mâconnais sur l'autre rive de la Saône, à Saint-Laurent (S.-ET-L., B 907, 25 juill.; Mâcon, BB 63; CC 97. Cf. A. BÉNET, *Les rois de France à Mâcon, dans Annuaire du dép. de Saône*, 1884, 208. Entrée à Lyon : 4 septembre.

3. Sur ce recours et l'intervention des Suisses : ROY, *Revue diplomatique*, II, 476-479; Mâcon, *Die foreign schuld Burgund und ihre Beziehungen zu der Schweiz, Eidgenossenschaft*, Zurich, 1891, in-8^o.

4. Sur la campagne et ses caractères : BERGER DE XIVREY, IV, 382 et s.; VIII, 563 et s.; Grivel, 109-110, 112-163, 172-174; De Thou, XII, 368 et s.; — COUPRIOT et CHATELAIN, *Histoire de la seigneurie de Joux*, Besançon, 1894, in-8^o, 198; E. COTTIER, *Henri IV devant l'Alsace* dans *Bull. Soc. Polign.*, 1862; GRÉGE, *Rédaction de Louis à Saumur en 1605* (dans *Mém. Soc. d'émulation du Jura*, 1878; A. NAYSSONNE, *Documents sur l'émigration de Mâcon* dans *Bull. Soc. Polign.*, 1876); etc.

5. DU MONT, V, 517. — Tous gens de guerre devaient, dans le délai de quatre semaines, être retirés des lieux et places compris dans le traité de nou-

France que les grands points d'appui de Mayenne. La campagne de Comté lui donnait la paix victorieuse de l'Est.

Du même coup, d'ailleurs, elle achevait de condamner Mayenne en retraçant d'un trait sûr une frontière inviolable entre lui et l'étranger, en le retirant « du tout », comme le dit le familier de Jeannin, « d'avec les Espagnols ¹ », et en consommant son abaissement aux moyens d'un simple sujet rebelle et isolé, en parachevant, quant à l'espoir qu'il pouvait nourrir encore d'une collaboration étrangère, l'effet de son discrédit auprès des conseillers de Philippe II ². Elle obligeait le vaincu à crier merci. Ce n'est pas Fontaine-Française qui décida Mayenne aux grands renoncements de sa capitulation, ni — quoi qu'il dit — l'Absolution pontificale : c'est la campagne de Franche-Comté.

Chalon qui avait été le premier abri du fugitif de décembre 1588 fut aussi le dernier refuge du vaincu de 1595. Il n'avait pas à en redouter le siège : promesse du roi. Il y trouvait cependant sûreté précaire. Son fils, non sans grand'peine, avait pu y entretenir sa garnison napolitaine, savoyarde et lorraine : mais sur les caisses du pays. Les Chalonnais, accablés de réquisitions, excédés de leur infortune particulière, et les soldats eux-mêmes, l'assiégeaient ³. La citadelle même, si longtemps fidèle, semblait céder : Lartusie, écrivait le prince Henri au milieu de juin, « donne tous les jours assez d'argumens de soupçon. Sy le chasteau de Dijon se pert, je tiens qu'il suivra ». Et d'autres avec lui, mandait-il à son père :

Ceux en qui vous estes le plus commis et qui se meslent des affaires

tralite, les prisonniers échangés. L'entretien de la Neutralité fut ratifiée par Philippe II le 21 mars 1596. Enreg. au Parlement de Dijon le 29 août : C.-D'OR, B 12085, f. 96 v°. Cf. B.N., Moreau 924, f. 189.

1. B.N., fr. 17282, f. 371.

2. Discrédit qui éclate notamment dans la correspondance des Espagnols de Bruxelles. V. p. ex. D. de Ibarra à Philippe II, Bruxelles, 6 août et 6 sept., SIMANCAS, Secr. de Estado, liasse 609, n°s 155 et 159 (Mayenne s'entend avec Henri IV pour duper les Espagnols).

3. Mandements divers : C.-D'OR, C 3351, f. 47 ; CHALON, CC 19 ; BB 11. Sur les réquisitions et les résistances ou doléances des Chalonnais : BB 11, f. 117 v°, 119 v°, 122, 124 v°, 125, 129, 131, 134 v°, 136 v° - 141, 143 v°, etc. ; C.-D'OR, B 11605.

*près de moy vous tournent le dos et trouvent de mauvais services. Je ne scay plus en qui me fier. Je vois venir le coup et ne le puis parer*¹...

Et Henri IV aux écoutes avait écrit le 17 juin :

*J'antans qu'yls sont an rumeur dedans la vylle de Chalons et que le duc de Mayene ne sayt plus à quel saynt se vouer*²...

Mayenne reprit pourtant le commandement avec quelque fermeté. D'abord il imposa d'autorité un maire de son goût, le procureur au bailliage Philibert Bled, et peut-être, du reste, était-il revenu le 24 juin, le jour même de l'élection, afin de parer à un mauvais choix³. Il annonça ensuite comme toutes prochaines l'Absolution et sa soumission à « son roy » ; et l'on vit, en effet, dans la ville les « continuels voïages » des négociateurs de Sa Majesté⁴. Il gagnait ainsi du temps, tandis que de fréquents coups de main, — un sur les compagnies de Montmorency près de Meursault, un autre sur Seurre en vue d'y déloger La Fortune, d'autres encore sur les recettes royales des environs, — lui conservaient une dernière apparence de force et lui procuraient fort à propos « beaucoup d'argent »⁵.

1. Le prince de Mayenne à Mayenne [Chalon, milieu de juin 1595], B.N., fr. 17322, f. 145, *cop.* Un lointain chroniqueur a, à la date, entendu dire que « Larthusie traitoit pour Avallun [lire Chalon] » (*Journal du secrétaire de Ph. du Bec*, 276). Lartusie restera commandant de la citadelle durant les six années du gouvernement du prince de Mayenne en Chalonnais (1595-1601).

2. Henri IV à Nevers, Dijon, 17 juin 1595, BAGUENAUT DE PUCHESSE, 209.
3. L'un de ses hommes, Audineau, le précède et, le 23 juin, annonce son arrivée pour « dans peu de jours » (CHALON, BB 11, f. 145). Il commence à préparer l'élection. Il rencontre alors une résistance très nette (*ib.*). Mais, le lendemain, c'est Mayenne qui reprend l'affaire et, non sans peine d'ailleurs, réussit à imposer son candidat (*ib.*, f. 147 v^o, 149, et cf. EE 7 ; PERRY, 391). — On pourrait, dans une étude de détail, qui serait à faire, sur le séjour de Mayenne à Chalon, noter quantité de faits concernant son attitude vis-à-vis des Chalonnais (travaux, réquisitions, mesures de protection des récoltes, etc. : EE 7, FF 1, etc.). Elle est toute prudence. Noter ses démonstrations pieuses et, en novembre, l'autorisation donnée par lui aux Minimes d'établir un couvent sur un terrain qu'il obtient de la mairie : BB 11, f. 188, 191 v^o ; S.-ET-L., H 330 (lettres de fondation et don de 200 écus) ; cf. *L'Ill. Orbandale*, II, 171.

4. CHALON, BB 11, f. 154 v^o (2 juill.) et s.

5. Pépin, 139, 144, 146, 147. Sur l'attaque de la cavalerie de Montmorency : P. Duodo au doge, Paris, 22 juillet, B.N., italien 1744, f. 129. — Outre ses étrangers, Mayenne disposait encore des petites « compagnies » de Villars-Houdan et du s^r de Vallières, des débris des compagnies de Gouville (C.-d'Or, C 3351, f. 49 ; CHALON, CC 19 ; BB 11). Sur la menace que Mayenne fait peser sur la route de Lyon : PERRY, 389. — On trouvera dans BB 11, et dans EE 7, le détail d'ordonnances de Mayenne (juill.-oct. 1595) concernant la police des passeports, la protection des paysans suburbains ravitaillant Chalon, etc. ; dans FF 1 (et encore dans EE 7), ses ordres précis et renouvelés pour les travaux de for

C'est ainsi qu'il pouvait encore faire figure et négociier. Mais cela derrière 400 soldats étrangers : la Bourgogne, — il faut le montrer brièvement, — lui avait tourné le dos.

II. — LE RALLIEMENT AU ROI.

La joie provoquée en Bourgogne par les victoires du roi ne se vit pas que dans les formules imprimées des plaquettes. Il y avait eu, pour témoigner de la volonté du retour au roi, l'ardeur du peuple beunois débordant, le 5 février 1595, un complot trop lent des bourgeois, se jetant contre l'Italien Guillaume, cet homme de Mayenne, poussant en avant le vieux maire Belin et ses soixante-dix ans ; puis les paysans accourant au tocsin et criant : « Liberté ! », les femmes et les enfants courant aux munitions et criant « Vive le roi ! », — toute l'exaltation de la grande « journée sainte Agathe ¹ ... » Pour faire ensuite éclater la joie des « pauvres gens » à l'apparition des écharpes blanches, il y a les pages de quelques cahiers, comme celles de Carorguy sur la soumission de Bar-sur-Seine :

...Ung assez bon nombre d'habitans estans en ladicte assemblée proférèrent ces bonnes paroles, disans Vive le Roy ! Ce son pénétrant jusques aux oreilles des prisonniers, crièrent de mesme es prisons, chantant ce mot et l'exprimant avec telle armonie qui sembloit que ce fust une musique... Et lors l'on leur ouvrit la prison ; et se prosternans à genoux devant la face de Justice crioient lamanteusement Vive le Roy... Et fut le Te Deum chanté, le sermon faict par M. Garnier, ...le tout à la louange de nostre Roy et, le soir venu du mesme jour, les feux de joye et de liesse se feirent par toute la ville, ...les tambours et trompettes sonnans, l'artillerie tirée, les petits enfans crians et chantans à haulte voix Vive le Roy, les tables mises par tous les aultres endroitz où il y avoit feu de joye, avec confitures et brotz de vin²...

Et, pour illustrer enfin le caractère populaire de l'accueil fait par les villes bourguignonnes au roi lui-même, il suffirait de citer ses propres lettres : « J'ay esté aujourd'huy receu en cette vylle, écrit-il le 4 juin, avecques tant d'allegresse de tout ce peuple que si j'avois quelque peu de courage, il m'est redoublé de moyctyé... » Son costume simple, son pourpoint troué, ses paroles et ses gestes

tification (juill.-sept.). — Dans C.-D'OR, B 11605, requête des Chalonnais au roi (1595) relatant le pillage de leurs archives par les Napolitains.

1. V. surtout l'*Hist. de la prise des ville et chasteau de Beaulne*, 125 ; *Discours veritable*, 68, 77 et s. ; la *Relation au vray* de Lemaïdon, 12-13, et pass.

2. Carorguy, 183.

allaient demeurer durant des générations dans les souvenirs populaires du lieu ¹.

Victoire du roi, victoire du peuple. La charge du 5 juin, le traité de Lyon, étaient la contribution d'Henri IV à l'œuvre de libération des artisans de Beaune, d'Autun, de Dijon, et tout un peuple sentait le prix de cette saison de délivrance qui entraînait dans les grands souvenirs durables, que des villageois marquaient en plantant des ormes de la paix et du roi, et que les citadins, durant de longues générations, devaient commémorer annuellement par des fêtes solennelles ².

La « hayne yncroyable contre M. de Mayene » qui, suivant Henri IV, s'exprimait dans Dijon le 4 juin ³, était-elle, à cette date, l'un des ressorts de l'exaltation populaire ? Quelle que fût la mystique des victoires royales, beaucoup peut-être n'oubliaient pas de considérer la condamnation du maître de la veille. Et de cela quelques indices se rencontrent. Mais il ne semble pas que l'on ait brûlé son effigie ni même qu'on ait chanté contre lui rien de vengeur ⁴. Il y a plus : pour ces mois où, avec tant de soins, gentils-hommes et bourgeois s'informaient des actes du roi et de ses intentions, aucune des correspondances conservées n'enregistre, — ne serait-ce que d'un mot, — la fortune de Mayenne. Autour de son nom, et de lui, c'est en Bourgogne, à partir de la fin de juin, un silence subit, on dirait presque brutal : un oubli sans adieu. Après les brèves manifestations du 4 juin, Mayenne n'eut même pas la mauvaise gloire d'une impopularité durable. Peut-être, d'ailleurs, Mayenne, et même à Beaune, n'avait-il jamais été haï que par quelques-uns. Au lendemain de Fontaine-Française, il

1. Henri IV à Nevers, Dijon, 4 juin 1595, dans DROUOT, *Cinq lettres* ; B. DIJON, Ancien fonds 493, *Mém. de Ph. Delamare*, I, 43.

2. PETIT, *Avallon*, P. J. n° XXII ; Breunot, III, 208 ; B. DIJON, Ancien fonds 458 (*Journal de Poligny*), f. 124 ; etc.

3. Henri IV à Nevers, Dijon, 5 juin 1595, dans BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Lettres de Henri IV*, 206.

4. A la nouvelle de Fontaine-Française les registres de la ville de Dijon s'animent : un récit du combat s'insère dans les procès-verbaux de délibérations et c'est avec bonne humeur que le secrétaire commence par montrer le roi partant au devant de Mayenne afin de lui raccourcir le voyage qu'il délibérerait faire jusques en ceste ville... (DROUOT, B 232, f. 190). Voilà le ton. Ironie, non haine.

n'est aucun passage des chroniques et même des plaquettes¹ pour relater la moindre manifestation un peu nette dirigée contre lui personnellement. Vaincu le 5 juin, on ne lui fit pas le dernier honneur d'exprimer nulle part l'appréhension nette de le voir tenter un retour offensif. On parlait, en juin, en juillet, d'une attaque des Espagnols, non de lui. On attaquait, çà et là, les anciens ligueurs ; des représailles, malgré les ordres du roi, s'exerçaient et de petites affaires surgissaient qui laissaient des textes : aucun où il soit question de Mayenne. Sauf les allées et venues des négociateurs qui travaillaient à son traité et ses petites sorties de Chalon, rien ne signalait plus sa présence en Bourgogne. On l'oubliait déjà. L'été de 1595 n'était pas fini qu'une rupture profonde était consommée entre lui et cette province qu'il revendiquait encore.

Sentiments populaires, surtout. Mais, même parmi les « gros », dès cet été de 1595, il semble que son souvenir ne comptait plus guère.

Aux derniers gentilshommes qui, en Bourgogne, portaient encore l'écharpe rouge, les défaites de Mayenne à Beaune, Autun et Dijon avaient annoncé l'heure, qu'ils attendaient, de ranger leur fortune à l'abri. Les « intérêts » les amenaient presque tous à Henri IV au temps même où un élan plus sincère y précipitait le peuple. Parmi les 700 gentilshommes bourguignons, capitaines et hommes d'armes, que Sa Majesté dénombrait autour de lui dans sa sortie du 5 juin², ils étaient probablement assez nombreux. D'anciens ligueurs s'y signalèrent en tout cas avec éclat, le s^r de Chauffour, par exemple, qui combattait aux côtés de cet autre repent, le baron de Lux, au moment où avec 20 chevaux, il arrêtait un gros de 200 Espagnols³.

1. Nous ne savons pas si l'on connut en Bourgogne une plaquette en vers commentant un menu fait advenu durant le siège du château : *Signe et presage de l'oiseau dict Allerion qui frapé d'un coup de l'ennemy vint tomber au camp du Roy près Dijon*. A Paris, par Mamert Patisson, 1595, in-8°. Sur le menu fait qui fournissait le sujet : Henri IV à P. de Gesvres, Dijon, 15 juin 1595, BERGER DE XIVREY, VIII, 562. Le roi lui-même y voit un heureux augure. (Les alerions figuraient dans les armes des Lorraine). Peut-être les Bourguignons connurent-ils aussi *Le jeu de l'afflac...*, Lyon, 1595 (HAUSER, *Sources*, IV, n° 3116).

2. Henri IV à Montmorency, Dijon, 8 juin 1595, BERGER DE XIVREY, IV, 365. Signalons, parmi ces Bourguignons, Fervaques, à qui le roi, à la veille du combat, adressait à Grancey un appel (GIRAULT, *Henri IV à Dijon*, 93).

3. V. ci-dessus, p. 320 et 423.

Après quoi, en juin et en juillet, ralliant la victoire, des retardataires sortirent encore de l'ombre, pour venir saluer Sa Majesté au Logis du Roy : tel Charny, qui, d'ailleurs, tout lieutenant-général en titre qu'il fût encore, ne parut pas, même alors, mu d'impatience fébrile. Neutre encore à la date où Biron remontait le Val de Saône, il n'apparut à Dijon que le 10 juin, cinq bons jours après Fontaine-Française. Il avait 70 ans, et une bonne partie de ses châteaux était en Comté, au bailliage d'Amont, sous la menace des Espagnols : l'âge, et, comme toujours, le souci de son repos le détournaient, sans doute, d'un trop ardent hommage. Il faisait, cependant, son voyage « à la cour », où l'attendaient, personnages importants de la suite du roi, l'un de ses gendres, le duc d'Elbeuf, et le père d'un autre, le chancelier de Cheverny¹. Pagny après Auxonne, Charny après Sennecey : le neutralisme du Val de Saône achevait de tomber devant Henri IV et les routes de la Comté de s'ouvrir. Mais Sennecey avait mieux négocié, et c'est à lui que le vieux Charny allait, sous peu, — non à son troisième gendre, Guillaume de Tavanès, — remettre sa lieutenance².

A ces neutres, enfin, se mêlaient un dernier flot de ligueurs, certains venus pour céder, moyennant récompense, une capitainerie de château, comme le sr de Villeneuve, commandant de Châteauneuf pour l'Union, et d'autres qui, pour couvrir leur honte, s'empres-
saient tardivement de fournir vivres et munitions³.

Dans ces désertions, s'en allaient les ultimes armes françaises

1. On l'a vu, en avril-mai 1595, très réservé encore. Nous n'avons rencontré aucune indication utile sur ses sentiments à la nouvelle de la venue du roi en Bourgogne. Notons cependant que sa fille Françoise et son gendre Henri Hurault, vicomte de Cheverny, bon serviteur d'Henri IV, étaient avec lui à Pagny lors des premières incursions espagnoles dans ce domaine et que, cherchant un abri, sa fille et son gendre se réfugièrent à Beaune, lui à Saint-Jean-de-Losne (P. MICHAUD, *Histoire manuscrite de Seurre*, cab. de l'auteur) : le choix de ces villes royalistes peut être retenu. — Sur l'entrevue avec le roi : sèches mentions de Breunot (II, 561) et du recueil du prieur Violet (B. DIJON, Baudot 139. Cf. ms. 444).

2. La promesse datait de la reddition d'Auxonne. — Le pouvoir de Sennecey est du 15 déc. 1595 (enreg. au Parlement le 26 mars 1596 : C.-D'OR, B 12085, f. 97 v°). Charny devait mourir en juillet 1597.

3. Le seigneur légitime de Châteauneuf, le duc de Damville, était alors à Dijon (Breunot, II, 581). — Autres ralliés et d'après Breunot, II, 581 : Thianges et Villars Houdan. Sur les fournitures faites par d'anciens ligueurs bourguignons, v. p. ex. N. VALOIS, *Arrêts du Conseil d'Etat*, I, 220, 240 (nos 3296, 3622).

sur lesquelles Mayenne eût pu appuyer quelque retour de sa fortune ; et deux faits, entre autres, proclament cette ruine finale : l'évanouissement des maigres débris du régiment de Thenissey et la capitulation du baron de Vitteaux, cet autre colonel de régiment. Si Thenissey, de sa personne, tenait encore et gagnait alors Chalon, ses lieutenants l'abandonnaient ; il perdit ses derniers hommes le 14 juin, là même où un mois plus tôt ils répandaient la terreur : ils se donnèrent, sous Dijon, au roi, qui les répartit dans ses compagnies. Et dès juillet, le baron lui-même était rendu ¹. Antoine Duprat sut, lui, capituler les armes en mains et la fin de ce mayenniste de proie mériterait, tant elle est typique, d'être contée au long. Sous Beaune, à Chalon, à Montsaugéon, son « régiment », quoiqu'il s'effritât, avait été, jusqu'au début de juin, la seule ressource de Mayenne hors le pauvre effectif qu'il gardait auprès de lui. Mais le château de Vitteaux, sa dernière forteresse, étant bloqué, et le roi étant à Dijon, le baron jugea le terme échu, amorça des pourparlers tout en courant encore, et la capitulation de Dijon précipita enfin son accommodement. Il s'y vit, le 6 juillet, confirmer le commandement de Noyers et de Vitteaux garnis de 100 arquebusiers, plus celui d'une compagnie de cinquante hommes d'armes effectivement entretenue, avec celui d'un régiment de gens de pied, et attribuer 12.000 écus comptant, que 8.000 autres devaient compléter ². Belle prime de fin de guerre ; — et bon exemple des méthodes d'un conquérant d'autant moins lésineux que les écus accordés par le roi étaient

1. Henri IV à Potier de Gesvres, Dijon, 15 juin 1595, BERGER DE XIVREY, VIII, 562.

2. C.-D'OR, C 3635 ; B.N., Moreau 805, f. 93. Détails dans PETIT, *Noyers sous Henri IV*, 86-96 ; DURANDEAU, *Le traité du baron de Vitteaux* ; CHALLE, II, 231-241 ; HUTINEL et MATHEY, *Vitteaux*, 326. — Vitteaux avait eu une fin de guerre particulièrement mouvementée. A la fin de 1594 et au début de 1595, autour de sa base de Noyers, et particulièrement sur les abords d'Auxerre, ses lieutenants (p. ex. Bailly, dit Vaucharme) avaient rançonné le pays sans mesure. Puis un coup de main des échevins de Noyers libéra ce bourg, mais se brisa devant le château, et Vitteaux, en juin 1595, reprit Noyers, au grand dam d'Auxerre qui paya cher son intervention en cette affaire. Entre temps, le baron courait sous Beaune, Chalon, Montsaugéon. Mais il guettait son heure et, à la nouvelle de la capitulation de Tavanès, Nevers écrivait : « le baron de Vitteaux ne voudra estre le dernier » (Nevers à Schomberg, Arcis, 18 juin, B.N., fr. 3992, f. 209). — Dans son traité, Vitteaux obtenait passeport pour se rendre auprès de Mayenne, mais « pour l'exciter de se remettre en son devoir » et sous promesse de ne plus le servir.

à payer par les caisses des bailliages¹ : écus et titres, en tout cas, — d'autres exemples le prouveraient aisément — furent, en Bourgogne comme ailleurs, les grands moyens d'Henri IV, outre sa force et ses victoires². Cette facilité financière, dégelant les dernières glaces, amenait les derniers rebelles au port des « abolitions³ ». A eux et aux petits gentilshommes qui les avaient « suivys », tous péchés étaient libéralement remis.

Aussi Dijon, par la grâce du « voyage de Bourgogne », vit-il, et mieux peut-être que toute autre « ville-capitale » en cette fin de Ligue, une noblesse provinciale se réunir entre ses murs⁴. A la fin de juin 1595, autour de la cour, où se coudoyaient des serviteurs des deux origines, autour de la Sainte-Chapelle où le roi converti priait ostensiblement tous les jours⁵, s'opérait facilement la réconciliation d'une classe. C'étaient des ligueurs d'hier, Elbeuf, Villeroy, Lux, Sennecey, qui ouvraient la porte aux derniers repentis⁶. Et dès le 1^{er} juillet, à la procession d'action de grâces de la Sainte-Hostie, derrière le roi, le duc de Guise, le connétable de Montmorency, toute une province de gentilshommes se pressaient et les barons de Mayenne faisaient amende honorable⁷.

On y voyait aussi la bourgeoisie de l'ancienne capitale du duc, — mais, certes, moins unie. A Dijon, et en toute ville de Bourgogne,

1. C.-D'OR, C 3635-3637, 3639 ; C 5380 (liste des commissions royales) ; YONNE, C 130. Il est vrai que, par lettres patentes, le roi allait réduire de moitié les sommes promises (C 2979, f. 251).

2. V. p. ex. les enregistrements de C.-D'OR, B 29, *pass.* (1595-1596). Noter, parmi les grandes libéralités, l'attribution à Lux de la lieutenance du Mâconnais (lettre du 20 sept. 1595, S.-ET-L., B 1336). Il faut ajouter, d'ailleurs, que l'exécution tardait en général plus que la promesse. L'arrêt du Conseil d'État ordonnant le paiement des 8.000 écus supplémentaires de Vitteaux n'est que du 21 janvier 1598 (VALOIS, 291, n° 4423). Le 24 juin 1596, ajournement à trois ans des paiements à faire à Tavanès, Sennecey, Franchesse (C.-D'OR, B 12085, f. 126).

3. V. p. ex. les lettres d'abolition (juin-juillet 1595) de Tavanès, Thenissey, Vitteaux : C.-D'OR, B 12085, f. 62 v°, 69, 71 v° ; B 29, f. 177, 193 v°, 244 ; — et de beaucoup d'autres dans B 29 et B 30, B 12085. L'original des lettres de Tavanès (16 juin 1595) est à la B.N., Moreau 833, f. 2.

4. Sennecey, Brion, Dinteville, Charny, etc., ne sont que des vedettes au milieu d'une foule (v. Brunot, II, 562 ; Pépin, 136 ; B. DIJON, Baudot 139).

5. Pépin, 133.

6. Et qui — peut-être en vertu d'une méthode du roi que l'envoi de Bernard, de Vitteaux, etc., auprès de Mayenne (v. p. 439 n. 2, 443) ne ferait que confirmer — négociaient au nom de S. M. les capitulations (Pépin, 132, 134, etc. ; Brunot, II, 565, 577, 583 ; III, 33 ; etc.).

7. Sur cette procession : Brunot, III, 5 ; Pépin, 138 ; Cuny, 53 ; DIJON, B 233 ; B.N., fr. 8251, f. 43 et s. ; B. DIJON, Baudot 138, f. 254 et s.

les émigrés, officiers en tête, rentraient en victorieux, impatients d'infliger d'humiliantes réparations. Les hommes des communes se couvraient des redditions et ne manquaient pas de faire sonner le plus haut possible les droits des échevinages. Enfin, parmi les officiers demeurés dans les villes de Mayenne on voyait les deux partis de la veille, les « politiques » et les ligueurs, se rapprocher assez vite en face des « retournans », préparer contre eux, progressivement, un front commun de défense, et avec le discret appui, par exemple, des Breunot et des Montholon, ces fauteurs de la soumission à Biron, les gens du ci-devant Conseil d'État de la Sainte-Union trouvaient le chemin de la sécurité dans le régime nouveau.

Mais, en ces trois éléments bourgeois, rien ne restait à Mayenne. En fait, le roi ralliait à lui tout le monde. Pour les vainqueurs, honneurs ostensibles, mais interdiction ferme des représailles. Pour les seconds, témoignages individuels : anoblissement de Fleutelot de Dijon, de Belin de Beaune, de Venot d'Autun... ; offices pour les Barbotte, les Alixant, les Girault... Mais intrusions aussi — annonciatrices d'un abaissement prochain des communes, — dans les élections échevinales, dans les nominations d'officiers des milices : le roi bénissait, mais avec la défiance au coin de l'œil, et imposait ses choix en violant les libertés « pour cette fois seulement... ». Pour les troisièmes, duretés publiques et, dans le privé, suivant le cas, récompenses ou pardons : la question des offices pourvus par Mayenne était, sans délai, résolue par des créations d'états : les ligueurs un instant évincés rentraient en charge par un détour. Tous ceux qui avaient joué un rôle dans les redditions, même à la dernière heure, étaient largement récompensés. Tous ceux qui avaient à craindre étaient rassurés. Quelques évictions nécessaires étaient suivies de compensations : le grand ligueur François Mareschal devait céder à Melchior Espiard sa charge d'élus du roi, mais devenait aussitôt président aux Comptes. Edme de Rymon devait rendre à Philibert Barjot sa lieutenance générale de Mâcon, mais recevait ses lettres d'anoblissement ; — et de même pour nombre d'autres ¹.

1. Pour ce qui concerne ces bourgeoisies, nous nous contenterons de renvoyer pour toutes références utiles à celles qu'on trouvera dans Gros, *Le Parlement et la Ligue*, ch. VI, et P. J. 35 ; Drouot, *Henri IV et les officiers de la milice*

C'était la méthode de Paris, celle du pardon rapide et entier ¹.

Qu'on ajoute à cela le traitement imposé au clergé, la conquête des abbés, le remplacement des prieurs trop suspects, et, sans ménagement cette fois, l'expulsion des jésuites de Dijon, consommée dès le 13 juin, nonobstant les requêtes des bourgeois locaux ² : on aura une vue d'ensemble sur cette première consolidation royale, menée sans tâtonnements, en vertu de desseins arrêtés et d'expériences faites ailleurs, entre juin et août 1595, le roi présent. Bonhomie méditée. Ton cordial, mais impérieux. Dans cette politique d'apaisement, cette conquête des hommes menée tambour battant après celle des places, une époque nouvelle commençait : celle de l'union forcée autour de la puissance royale. L'ère des liquidations s'ouvrait avec autorité ³.

De ce mélange de fermeté et de bonhomie avisée, deux fins de guerres suffiraient à témoigner.

dijonnaise. Sur les relations ultérieures du roi avec les villes : F. BOURCIER, *Le régime municipal à Dijon sous Henri IV*. — C'est surtout dans C.-d'OR, B 30 et B 12085 qu'on trouvera la liste, longue et vraiment édifiante, des anoblissements, des rétablissements, provisions, créations d'offices (et même dons, parfois suggestifs comme p. ex. le cadeau de 50 pieds d'arbres au président Desbarres, 29 juin 1595, B 12085, f. 111). Une étude spéciale de cette première consolidation comporterait naturellement de nombreuses observations que nous ne produirons pas ici. — La Ligue, bien entendu, était condamnée dans l'ensemble de ses actes. Toutes les délibérations des corps ligueurs devaient être biffées. Mais les ligueurs, individuellement, furent apaisés et séduits. V. d'ailleurs avec quelle facilité sont « accordés » le 22 sept. 1595 les avantages que Mayenne, au cours des négociations de Chalon, réclame lui-même pour ses principaux fidèles (B.N., fr. 15576, f. 116-118, minute). — En ce qui concerne Barjot et Rymon, noter que le premier venait de se venger du second en le faisant poursuivre devant le Parlement de Paris pour ses écrits contre Henri III. Mais l'amnistie royale arrêta l'affaire (MAUGIS, *Hist. du Parlement de Paris*, II, 201, d'après A.N., X¹ A /1736 et 1739).

1. V., en ce qui concerne le Parlement de Paris, MAUGIS, II, 191 et s. Cf. aussi H. CARRÉ, *Le Parlement de Bretagne après la Ligue* (1598-1610), Paris, 1889, in-8°.

2. GOSSEL, *L'expulsion et le retour des jésuites de Dijon*, 523-526 (références).

3. Liquidations complexes : financière (les dettes du pays et des villes, les octrois accordés pour fournir aux villes des ressources, des arrérages et remboursements, les foires favorisées, etc.), sociale (la question des offices doublement pourvus et des offices et bénéfices pourvus par Mayenne), religieuse (l'opposition à l'Édit de 1577). Nous ne ferons pas ici un tableau (on ne peut du reste le faire sommaire) de la Bourgogne en 1595, et nous n'aborderons pas l'étude des problèmes du temps nouveau. Les Bourguignons avaient, de leur mieux, pris leurs garanties contre l'autorité du vainqueur (une analyse des articles de capitulation des villes rendues aussi bien en 1594 qu'en 1595 serait suggestive et intéressante); mais le vainqueur s'était malgré cela réservé cette autorité.

III. — DEUX FINS DE GUERRE. ÉTIENNE BERNARD ET JEANNIN.

Deux fins de guerre méritent un coup d'œil particulier : celles de ces deux mayennistes si confidents et si longtemps fidèles, et qui furent, dans l'été et l'automne de 1595, les négociateurs bourguignons de la capitulation de Mayenne : Étienne Bernard et Jeannin.

En juin, au début de son second séjour à Chalon, Mayenne disposait encore de quelques agents comme Thianges, Thenissey, Villars-Houdan, et le grand prévôt de son hôtel, Audineau ¹. Mais ni ce ligueur trop compromis par son passé, ni ces capitaines, ni aucun parmi les rares réfugiés qui rejoignaient le prince à Chalon ² n'offraient tête ni personnage propre à conduire les négociations qui allaient s'ouvrir. Lorsqu'en face de Villeroy, de Roquelaure et de Sennecey, — ces députés du roi dont deux au moins avaient été de son parti, — Mayenne dut aligner ses propres représentants, il lui fallut les chercher en terre perdue, recourir à des conseillers déjà à demi ralliés à Henri IV. Ce n'est pas de Chalon à Dijon qu'on vit, le 2 juillet, le président Legrand, et, le 15 ou le 16, Étienne Bernard, accomplir leur premier voyage de négociateurs, mais de Dijon à Chalon, avec passeport de S. M. et sur son ordre ³ : Legrand qui, depuis février 1595, avait, sans mot dire, prudemment abandonné son maître ⁴; — Bernard qui s'employait, alors, à s'abriter des représailles des Semurois, à échapper au procès de

1. Qui, sorti des prisons de Beaune, avait rejoint Mayenne avant le 20 avril. C'est lui qui, le 23 juin, avait apporté à Chalon les ordres du duc (CHALON, BB 11, f. 145).

2. *Discours véritable*, 93.

3. Breunot, III, 8. Villars-Houdan, venu à Dijon pour apporter au roi un premier mémoire de Mayenne, avait demandé passeport pour ramener à Chalon cet ancien mayenniste. Dès le 15 juin, Breunot écrivait : « on expédie un passeport à M. Legrand [qui devait être alors à Châtillon ou aux environs] pour aller à Chalon trouver M. du Maine » (II, 564). — Sur le passeport de Bernard et son départ ordonné par le roi : Henri IV aux gens du Conseil, à Dijon, Saint-Jean-de Losne, 14 juill. 1595, BERGER de XIVREY, VIII, 564 ; Pépin, 141.

4. En s'abstenant de répondre à ses ordres répétés d'avoir à le rejoindre pour partir ensuite en mission en Savoie (v. DROUOT, *Dépêches de Mayenne*, nos III, V) et en se consacrant à ses intérêts personnels. Son château de Duesme ayant capitulé en mai (Breunot, II, 525), il vqua à ses affaires en Châtillonnais.

lèse-majesté que poursuivait contre lui le procureur général Hugues Picardet ¹ et à s'ouvrir une issue vers le pardon du roi.

À cette issue, la mission de négociateur de Mayenne allait lui permettre d'atteindre, d'abord en le dérochant au premier assaut des vindictes royalistes, puis en lui ménageant auprès d'Henri IV ses titres nouveaux d'intermédiaire habile. Il lui fallut, certes, lâcher du lest, sacrifier son office trop ligueur de chancelier du Parlement ² et même, lorsque, à la fin d'octobre, trop confiant dans son prestige neuf de négociateur, il osa reparaitre à Dijon comme représentant de Mayenne auprès des États ³, essuyer un nouvel assaut des Semurois, tenir prison durant trois jours malgré sa qualité d'ambassadeur. Mais une double intervention de Mayenne et l'avis de Biron, informé des intentions du roi, le sauvèrent cette fois encore ⁴. Et peu après, Henri IV l'envoyait au large, en mission expiatoire : à Marseille où, comme président de la Chambre de justice, il sut, aux côtés de Guise, faire si brillant exploit contre les ligueurs ou Espagnols que lors de son retour en Bourgogne, toutes preuves faites, il trouva que les vengeances avaient fait long feu ⁵ : ses lettres de provisions de lieutenant-général au bailliage de Chalon, datées du 12 février 1596, furent enregistrées sans

1. Sur cette affaire fameuse et ses péripéties, que nous ne relaterons pas ici, v. les *Reg. Parl.*, III et les abondantes notes de Breunot, II, 561, 562, 570 ; III, 19, 33, 38-43, 98 ; Pépin, 141, 147, 148 ; Dom PLANCHER, *Hist. de Bourgogne*, IV, 630 ; PAPILLON, *Auteurs de Bourgogne*, I, 38-40 ; SIMONNET, *Etienne Bernard*, 37 et s.

2. Breunot, II, 570. Mayenne, en sept., obtint bien pour lui promesse d'un des deux offices créés par le roi (l'autre étant accordé, semble-t-il, à Millière) : c'est ce que porte une minute de réponse datée du 22 sept. (B.N., fr. 15576, f. 116 v^o). Mais l'opposition des royalistes du Parlement et les incidents dijonnais dont il va être question, orientèrent Bernard vers un destin un peu plus modeste.

3. Pour traiter d'une entente au sujet de l'entretien des garnisons (C.-D'OR, C 3351, n^o 48, instructions de Mayenne à Bernard, oct. 1595).

4. Sur cette arrestation (26 oct.), sur les délibérations et l'enquête du Parlement, sur les interventions de Mayenne et l'avis de Biron informé des intentions du roi, sur l'élargissement avec ajournement à deux mois (30 oct.), suivi du retour à Chalon, v. surtout Breunot, III, 38-43 (cf. Pépin, 148).

5. Sur cet épisode, outre De Thou, 622-623, voy., de Bernard lui-même, le *Discours véritable de la reduction... de Marseille*, Paris, J. Le Blanc, 1596, in-8^o, et Lyon, Pillehotte, même date : cf. B. N., fr. 17282, f. 378 et suiv., et les histoires. Cf. aussi l'article de R. BUSQUET sur *La « Justice souveraine » de Marseille*, 1593-1596, Marseille, Institut historique de Provence, 1925, in-8^o, 30 p. Le rôle et les pouvoirs de Bernard étaient, à Marseille, ceux d'un « intendant de justice » : preuve que crédit lui était fait par le roi à la fin de 1595.

difficulté¹. En ce Chalonnais, dont Folembray faisait, pour six ans, un gouvernement du fils aîné de Mayenne et où s'établissait le coin de refuge de l'ancienne Bourgogne mayenniste, il servit en paix, et bien, jusqu'à sa mort, en 1609². Cette retraite, c'était celle de l'idéologie ligueuse en Bourgogne, de la religion intransigeante, du rêve de régénération politique et catholique conçu au temps de l'Édit d'Union.

Bernard, ce libelliste provincial mu par la « religion » et touché par la fièvre des « nouveautés », portait, dans l'été de 1595, le poids de ses opinions trop écrites, — et écrites jusqu'à la veille des décisifs désastres³. Jeannin, cette tête importante du gouvernement ligueur, ce conservateur prudent de l'état social et ce « politique » de la Ligue française, qui, lui, n'avait pas écrit d'*Advis* et s'était gardé de taire au roi ses sentiments de « bon François⁴ », ne rencontra pas tant d'écueils avant d'entrer au havre de grâce ; et il s'y assura une plus belle fortune. Après ses négociations de mars 1595, sans rompre avec Mayenne, mais sans cacher non plus sa reconnaissance virtuelle d'Henri IV, il avait fait retraite, à l'écart de la partie jouée en Bourgogne par le duc, et évité ainsi de vaines compromissions espagnoles⁵. La prise de Beaune,

1. Avec les autres mesures prises par le roi d'accord avec les termes de l'édit de Folembray. Expédiées de Rouen, 23 déc. 1596 (C.-D'OR, B 12085, f. 142). La réception de Bernard eut lieu le 2 juin 1597 (*Reg. Parl.*, III, 655). — Dès la fin de juill. 1595, écho très probable des négociations de Mayenne qui devait alors réclamer pour Bernard et d'accord avec lui cet office, le bruit venait au Parlement de Dijon qu'un présidial allait être érigé à Chalon avec Bernard comme président. Le Parlement avait signifié aussitôt son opposition au chancelier Cheverny et à Biron (Breunot, III, 19).

2. Sur Bernard lieutenant-général du Chalonnais : PERRY, *Hist. de Chalon*, 395 et s. ; *l'Eloge de Monsieur Etienne Bernard, conseiller du Roy et lieutenant-général au bailliage de Chalon*, dans *l'Ill. Orbandale*, I (paginé 53-65) ; la *Harangue funèbre de Crochard et l'Oraison funèbre* de P.-D. Guérin (1609). Documents : B. DU SÉMINAIRE DE LANGRES, Recueil (constitué par son petit-fils Théodecte Tabourot) de lettres de famille, écrites par Bernard de 1606 à 1609.

3. A la fin de février 1595, il est tenu pour écrire encore des lettres « grandement préjudiciables au service du roi » (Breunot, II, 469).

4. V. p. ex. le *Discours apologétique*, 713 (mention de l'appui de Villeroy). Déjà dans la conversation sous Laon, suivant le familier de Jeannin, le roi avait reconnu le patriotisme et le « cœur généreux » du président (B.N., fr. 17282, f. 285 et s.).

5. GARNIER, *Jeannin*, 586. Il est possible que la « réconciliation » de Jeannin et du roi, comme l'admettent p. ex. les auteurs de *Montjeu et ses seigneurs*, dans *Mém. Soc. éduenne*, XLVII, 1932-1933, 241, ait eu lieu quelques jours après Fontaine-Française.

puis celle de son Autun, l'avaient sans doute averti d'avoir à veiller à la sécurité de son bien. Tandis qu'à Dijon, Bernard aggravait son passif de ses appels à Velasco, le « Bonhomme », dans ses jardins de Montjeu, méditait sur les victoires du roi de France, songeait à augmenter auprès de lui son crédit ; et, tandis qu'à Chalon Mayenne négociait les avantages que les conventions annexes au traité de paix devaient attribuer à une série de serviteurs dont il était tête de liste ¹, sans doute prêtait-il l'oreille aux alliés qu'il avait à la cour, notamment à Villeroy. En septembre, lorsqu'il reparut, ce fut comme procureur de la Ligue défunte, mais qualifié par Henri IV ² — et pour servir doublement : en fidèle de Mayenne pour mener au terme le traité de ses garanties, en serviteur du roi pour lui rendre l'obéissance d'un rebelle.

A cette date, du reste, le gros de la besogne était déjà brassé et l'Absolution achevait d'aplanir devant lui la route du traité. Il pouvait aisément couronner une œuvre pour laquelle il avait peiné pendant deux ans et dut se féliciter d'être resté en position d'en être le dernier ouvrier, de s'être ménagé ce titre en évitant de se déclarer prématurément, d'avoir ajourné son serment jusqu'à la publication de l'Édit qui devait abriter ses biens acquis et ajouter à ses titres ³.

Et ce serment, en effet, le futur ministre d'Henri IV ne devait le prêter que le 1^{er} février 1596 ⁴, le lendemain de la signature de l'édit de Folembray, et une fois toutes ses sûretés acquises, non seulement quant à son avoir, peu à peu arrondi pendant les troubles ⁵, mais quant à l'avenir de sa carrière. Car, dès 1596, les robins

1. Du moins s'agit-il dans les articles I-IV d'une « responce » du roi datée du 22 sept. 1595 (B.N., fr. 15576, f. 116) de la régularisation de la dotation que Nicolas Jeannin avait reçu de Mayenne « en faveur du président son frère ». Parmi les compensations envisagées par Henri IV figure l'évêché du Puy. — Parmi les autres fidèles figurant dans le document : Villars-Houdan, Montpezat, et, on l'a vu, Bernard. Des offices ou bénéfices divers sont accordés ou, en compensation, des sommes d'argent.

2. V. ci-après, 458.

3. Sur le rôle de Jeannin dans la préparation de la paix de Folembray, v. ci-ap., p. 459-460.

4. Serment prêté à Coucy (non loin de Folembray) entre les mains du chancelier « en présence de moy conseiller du roy, DE LA GRANGE » (B.N., Moreau 746, f. 58, orig. p. p. N. GARNIER, *Contribution à l'histoire du président Jeannin*, n° II).

5. V. DORET et DE MONARD, *Montjeu et ses seigneurs*, 2^e p^{te}, *Mém. Soc. éduenne*, 1912, Appendice (et, dans la suite de cette étude, *ib.*, XLVII, 1932-1933, 240-241, une récapitulation des acquisitions du président montrant la con-

dijonnais, ses frères de classe et ses amis du Parlement, ces Desbarres, ces Fyot, ces Berbisey, réduits encore aux petits moyens dans leur milieu provincial, pouvaient admirer son passage de plain-pied et sans à-coup du conseil de Mayenne à celui d'Henri IV ; son avancement par expectative de la troisième présidence de leur Parlement à la première, et le remboursement à 15.000 écus des dépenses plus ou moins fictives qu'il avait faites pendant la guerre¹ ; puis l'extension subite de ses domaines : dès le 4 avril, l'acquisition de Montjeu-en-Autun ajouté à Montjeu-en-Montagne, le 24 septembre celle de la baronnie de Chagny². Et cela encore ne devait être que le début d'une nouvelle ascension, car ce ligueur, en devenant, à côté de Sully, de Villeroy et de Bellièvre, l'une des « têtes » de l'État restauré³, en négociant la paix de Mercœur et le traité de Vervins, allait élargir encore ses gages et ses biens, finir par recevoir, comme surintendant des finances de Louis XIII, 26.000 livres l'an, sans compter les pensions, bâtir à Chaillot, à Dracy-Saint-Loup, devenir l'un des grands seigneurs de l'Autunois ; et, en 1621, ce fils de tanneur, avant d'aller reposer à la cathédrale Saint-Lazare, dans la tombe que décorera Nicolas Guillain, connaîtra cet orgueilleux triomphe de marier sa petite-fille Charlotte de Castille, fille d'un ambassadeur en Suisse, à Charles de Chabot, l'arrière-petit-fils du lieutenant-général Léonor, comte de Charny, ce chef de la noblesse bourguignonne d'autrefois, ce beau-père

tinuité de leur progression de 1583 à sa mort). Noter aussi que Jeannin n'avait cessé, quoique absent, de toucher ses gages de président au Parlement de Dijon (Breunot, II, 427). En 1593, il avait hérité, par sa femme, d'une partie des biens de son beau-père Guenyot de Semur (*Mém. Soc. éduenne*, XXI, 125 et 242). Ces biens de Semur et ceux que sa femme y possédait antérieurement avaient été l'objet de quelques saisies (v. p. ex. SEMUR, Reg. délib. 4, f. 322, 11 janv. 1595 : vente de 4 muids de grain de ses récoltes). Mais les accointances de sa femme avec les royalistes (v. C.-D'OR, BII 360/53, 30 mai 1591 — relations personnelles avec le président B. de Crespy — ; Breunot, II, 399, 400 : services capitaux rendus aux Bretagne par la présidente) et les siennes propres lui avaient sans doute permis de défendre, même là, ses intérêts. On sait, en 1594, que Jeannin s'agrandit : on lui prête des intentions d'acquisitions diverses, p. ex. celle du domaine de Pouilly (Breunot, II, 55).

1. Sur ces trois conséquences directes de l'acte de Folembray : lettres du 8 janv. 1596, nommant Jeannin conseiller d'État : DORET et DE MONARD, P. J. n° XI ; *Discours apologétique*, 758-759. A la mort du premier président Denis Brulart, en 1611, son fils François devra payer à Jeannin 20.000 écus.

2. C.-D'OR, B 10686 (reprises de fiefs du 18 nov. 1596). Cf. DORET et DE MONARD (*Mém. Soc. éduenne*, 1880, P. J. LXXXI). — Ci-dessus, p. 116, n. 3, au lieu de Montjeu et Montagne, lire en Montagne.

3. V. à ce sujet, NOUAILLAC, *Villeroy*, 277, 280, 305 n., etc.

d'un comte de Tavanès et d'un duc d'Elbeuf¹ : consécration, dans l'ère de la pacification, d'une fortune commencée au temps de la Ligue.

Telle fut la fortune inégale, à la fin de la Ligue, des deux bourgeois bourguignons dont Mayenne s'était le plus aidé. Mais de Mayenne lui-même qu'advint-il ?

IV. — LA RENONCIATION A LA BOURGOGNE.

Il est inexact de penser que, pour négocier son accommodement final, le réfugié de Chalon attendit la publication de l'Absolution, qui survint seulement le 17 septembre. Dès juin, il était entré en conférence et, de mémoire en mémoire, on en était arrivé à voir clair dans les conditions d'un traité, lorsque le pardon pontifical vint faciliter l'accord final². Et la preuve que Mayenne, bien

1. Sur le détail de ses gains et de sa carrière : N. GARNIER, *Contribution à l'hist. du président Jeannin*, nos XIV-XV ; DORET et DE MONARD, *Mém. Soc. éduenne*, 1912, 244-265 ; BOELL, *Montjeu et ses seigneurs* (suite de Doret et De Monard), *ib.*, XLVII, 1932-1935, 240-243, 246, etc., et pièces XIX, XXXI. (Jeannin laissa, en 1623, « un bon nombre de millions de notre monnaie » et il ne faut pas oublier que, grâce à lui, son frère l'abbé Nicolas était « l'ecclésiastique le mieux pourvu de la province »). Sur son tombeau : P. VITRY, *Le sculpteur Nicolas Guillaïn, dit Cambray*, dans la *Rev. archéologique*, 1899, I, 188 et s., pl. — Sur la postérité de Jeannin et la destinée de ses biens dans les mains de son gendre, Pierre de Castille, le financier : BOELL, *loc. cit.*, 217-263. — On sait que Jeannin éprouva, en 1612, un grand revers, en perdant son fils, le baron de Montjeu, tué en duel. Notons aussi que Charlotte, sa petite-fille, veuve dès 1622, devait l'être de nouveau, en 1626, cette fois du comte de Chalais, le conspirateur. Sur sa vie assez libre : Tallemant des Réaux, *Historiettes*, éd. Montmerqué, IV, 104 ; cf. BOELL, 254-255. — Une étude plus complète comporterait des indications sur le destin des amis ou clients autunois de Jeannin, p. ex. des Guijon, ces « politiques ». Jeannin demande pour Jacques un titre de conseiller d'État. Il ne néglige pas Hugues (ABORD, II, 541).

2. Les historiens modernes, en général, passent sous silence (avec MARIÉJOL, 403) ces négociations de juin-septembre et par conséquent le débat au sujet du gouvernement de Bourgogne. Certains, comme L'ÉPINOIS (633), les ont pressenties. Mais lorsque NOUAILLAC (*Villeroy*, 303) note que « des pourparlers qu'on connaît peu avaient été entamés dans le courant de l'année 1595 sans que le chef de la Ligue eût attendu l'Absolution pontificale », son observation est doublement exacte : Mayenne n'a pas attendu l'Absolution, et on a trop négligé le fait de sa renonciation à la Bourgogne, qui n'est pas dénué de sens. — Partie des contemporains ont d'ailleurs méconnu, eux aussi, ces négociations (v. à ce sujet ci-ap., p. 455) et leur silence explique sans doute celui des historiens modernes. Cependant, dès juillet, les informés, en particulier les ambassadeurs italiens, avaient avis des conférences de Chalon (v. p. ex. Niccolini au grand-duc de Toscane, Rome, 21 juill. 1595, dans *Négociations avec la Toscane*, V, 230 ; Pietro Duodo au doge, Paris, 8 juill., B.N., italien 1744, f. 122).

avant le 17 septembre, allait à la capitulation d'un pas enfin résolu, c'est que, dès la fin de juillet, il s'était résigné à un sacrifice majeur : à renoncer à sa Bourgogne.

Rompu à la veille de la guerre franco-espagnole, le fil des négociations avait pu se renouer en mars à Soissons, entre Jeannin, — dont c'était là le dernier vrai service ligueur, — et les députés du roi : Villeroi, Sancy et Schomberg¹. Mayenne offrit alors quelques concessions secondaires, — Beaune venant de l'abandonner ; — mais il continuait à exiger le gouvernement de la Bourgogne, admettant d'ailleurs de « s'en exclure » éventuellement lui-même au profit de ses fils. Il s'acharnait à demander la nomination aux offices et n'atténuait sensiblement ses exigences qu'en déplaçant les charges financières qu'elles comportaient des caisses du royaume à celles de la province². Bientôt après, pensant la négociation

1. De Thou, XII, 354 ; P. Duodo au doge, Paris, 4, 11 mars 1595, B.N. italien 1744, f. 6, 11, 16. Les pourparlers auraient eu lieu le 12 mars à Paris, chez Zamet. Le voyage de Ch. de Brouilly, marquis de Piennes, qui, de Bourgogne, se rendit en mars à « la cour » et qui paraît ensuite avoir rejoint Mayenne en Comté en avril se rapporte à ces conversations (Breunot, II, 489, 490, 491, 496, 501, etc.). — Mayenne aurait voulu, au début de mars, députer Sennecey (B.N., fr. 15910, f. 194). — Jeannin est indiqué dans une réponse du roi (B.N., fr. 15576, f. 64) comme ayant « esté employé en ce fait ». Villeroi, qui paraît être alors le principal représentant du roi, allait jouer encore un rôle important de négociateur en Bourgogne (capitulation du château de Dijon, relations avec Nevers, conférences de Chalon, etc.). M. Nouaillac (Villeroi, 302-304) n'a peut-être pas assez signalé ces faits qui s'accordent cependant avec l'observation de l'ambassadeur florentin Bonciani, selon qui Villeroi, alors, « gouverne tout » (17 janv. 1595, *Négociations avec la Toscane*, V, 299). Les deux conseillers de Mayenne se retrouvent donc, mais non plus du même côté du bureau. — L'ambassadeur vénitien signale la présence à Soissons de la duchesse de Mayenne qui, en mars, se prépare à rejoindre le duc en Bourgogne avec passeport du roi (italien 1744, f. 6 et 11), et ce fait est peut-être à retenir s'il est vrai que les « dames de Guise », désirant un traité avantageux, jouèrent un rôle dans ces négociations en suscitant les bons offices de Gab. d'Estrées. — Car Gabrielle aurait agi auprès du roi dans un sens favorable à la paix de Mayenne après avoir pris soin de s'assurer l'appui des Lorrains pour le cas où ses enfants légitimés réclameraient un jour le trône (DESCLOEAUX, *Gabr. d'Estrées*, 124-126, d'ap. De Thou, XII, 425). Le rôle d'intermédiaire joué par Gabrielle expliquerait qu'elle ait présidé, en son château de Monceaux, à l'entrevue de réconciliation de Mayenne et du roi (*ib.*, 126).

2. Nomination aux offices sauf ceux des gens du roi et des présidents. 60.000 écus sur la vente de ces offices ; 30.000 écus de rente sur les premiers bénéfices vacants ; 50.000 écus de rente rachetable au denier douze sur les premiers revenus extraordinaires de la province ; 600.000 écus à lever sur la province sous forme de nouveaux impôts. De plus le pays entretiendrait 2.000 hommes de pied répartis par lui dans les garnisons, plus 4 compagnies de cheval outre

suffisamment réamorcée, il envoyait une demande de trêve sous le prétexte « d'avoir temps d'avertir ses amis et confédérez de sa délibération ». Concessions minimales, donc, et nouvel essai de « dilaiement » : c'était alors l'époque où Velasco entraînait en Comté, et neutraliser Biron pendant trois mois eût été opportune manœuvre.

Mais la réponse du roi avait été tranchante. Pas de trêve. Quant au traité, on en reprendrait le débat après sa victoire, en Bourgogne, où il allait. De cet enjeu sur lequel le duc concentrait ses espoirs, il voulait décider le sort¹. Et le 20 avril, il montrait un parti arrêté, en signant en faveur de Biron des provisions de gouverneur où l'exclusion de Mayenne, sujet félon, était catégoriquement spécifiée².

Après Fontaine-Française, Mayenne baissa son ton et Henri IV haussa le sien, tout en se gardant d'écarter les nouvelles ouvertures du vaincu³. La retraite de Chalon résultait d'un premier accord et dès le lendemain de l'arrivée de Mayenne en cette ville, le 25 juin, Villeroy, Roquelaure et Sennecey y signifiaient les conditions du roi. Elles comprenaient l'abandon de la Bourgogne, avec cette réserve : le gouvernement de la ville de Chalon pour le fils aîné du duc ; l'attribution au duc lui-même d'un autre gouvernement, l'Ile de France, moins Paris et quelques villes ; comme sûreté : Soissons. Le 28, Thibault Desportes portait à Dijon un mémoire

les arquebusiers du duc et ceux de son fils aîné. Confirmation de ses provisions d'offices, le roi pourvoyant ailleurs les officiers nommé par lui durant les troubles. Exclusion du protestantisme jusqu'à l'édit général sur la religion (B.N., fr. 15576, f. 98 et s., *cop.*).

1. Sur la demande d'une trêve de 3 ou 4 mois et la réponse du roi, v. B.N., fr. 15576, f. 64, *min.* ou *cop.* : déclaration du roi, mars 1595.

2. C.-D'OR, B 29, f. 191 v^o (enreg. aux Comptes).

3. Suivant Breunot, II, 556, le roi, le 7 juin, « en disnant », dit que Iago (Don Diego de Iago, commandant de la cavalerie espagnole : cf. Grivel, 112) « estoit venu à lui disant que M. du Maine le prioit de lui faire telles conditions qu'il voudroit, qu'il lui avoit repondu qu'il ne vouloit aucun accord avec lui » et qu'il « le laissoit estre lieutenant au Conté ». Le « jeune Desportes » est venu lui aussi « parler de paix » (Henri IV à Bongars, dans CAPEFIGUE, VII, 275). En fait, dès la prise du château de Dijon, survenait la convention qui permettait à Mayenne de se retirer à Chalon et aussitôt le roi chargeait Villeroy d'aller s'aboucher avec lui. — Sur les négociations de juin-sept., outre les références données ci-ap., B.N., italien 1744, f. 122, 129, 160, etc.

où Mayenne disait son désir de « recongnoistre S. M. » et de se rendre « en toute franchise et sincérité... à son service ¹ ».

Paroles nouvelles : la rupture avec l'Espagnol produisait effet. Mayenne, cependant, pour garder une autorité dans les négociations, s'obstinait à parler en « chef de party », et prenait appui sur la résistance active de Nemours, Saint-Sorlin, Aumale et Mercœur pour solliciter un délai de quatre mois qu'il jugeait nécessaire pour rallier ces princes à sa propre résolution, et qui lui permettrait de ne pas forfaire, par une « déclaration » isolée, à son « honneur de chef » ². D'autre part, et avec une insistance particulière, il réclamait encore le gouvernement de la Bourgogne :

...Qu'il plaise à sad. Mat^e luy conserver le gouvernement de Bourgogne et ne permettre qu'il recoyve ce deshonneur de se veoir despouillé de ce qui luy est acquis il y a plus de vingt-deux ans, au contraire du qui a esté fait à tous ceux qui se sont renduz au service de Sad. Mat^e de quelque qualité qu'ils ayent esté, et neantmoins led. s^r duc proteste devant Dieu et Sa Mat^e que c'est sans aucung desseing qu'il affecte led. gouvernement, ains seuillement pour la conservation de son honneur, après la perte duquel il s'estimeroit indigne de vivre et moins encore de servir Sad. Mat^e ³.

La Bourgogne, condition principale de la paix intérieure générale, tel était donc encore le jeu de Mayenne tandis qu'Henri IV se préparait à entrer en Comté : « Voilà, confirmait alors Villeroy, le clou auquel ceste negociation est pendue ⁴ ».

1. Cf. B.N., fr. 3992, f. 234 ; P. Duodo au doge, Paris, 8 juill., B.N., italien 1744, f. 122 ; HÉRELLE, II, 589 ; Breunot, II, 577, 583 ; Pépin, 137. Avec M. J. LAVAUD, *Desportes*, 381, nous reconnaissons dans le Desportes qu'Henri IV (lettre à Bongars citée et B. de XIVREY, IV, 367), Breunot (*loc. cit.*), A. d'Aubigné (*Hist. univ.*, IX, 61) nous montrent employé par Mayenne au cours de ces négociations, non pas, le plus souvent, Desportes-Baudouin, mais bien celui qu'Henri IV et A. d'Aubigné nomment « le jeune Desportes », c'est-à-dire le frère cadet du poète, le secrétaire de Mayenne Thibault Desportes. Henri IV, du reste, aide à cette identification en nommant explicitement Desportes « le s^r de Bevilleier » (BERGER DE XIVREY, VIII, 570). — Parmi les autres agents de liaison de Mayenne : Audineau (*ib.*, IV, 385).

2. P. Cayet, entre autres, note (*Chron. nov.*, 680) cette obstination dont Henri IV s'indigne (lettre du 20 juill., BERGER DE XIVREY, IV, 384). La prétention de traiter pour l'ensemble du « parti » apparaît souvent dans toutes ces négociations (v. p. ex. B.N., fr. 15576, f. 110 et s. ; et Cayet, 681, à propos de la trêve du 23 sept., que le duc assure « pouvoir faire... observer par tous ceux qui font encores la guerre... » dans le royaume).

3. B.N., fr. 3992, f. 234 et v^o. Le roi mettrait garnison et capitaines de son choix (hommes du pays) dans toutes les places que Mayenne ne tient plus, ou encore pourrait les démanteler.

4. Villeroy à Nevers, Dijon, 29 juin 1595, B.N., fr. 3992, f. 235.

Mais Villeroy ajoute aussitôt que « le roi est encore plus resolu » que Mayenne sur « cest article », ayant donné « ce gouvernement à M. le mar^{al} de Biron auquel il ne le veult oster », et ayant promis de plus aux Bourguignons « de ne leur donner jamais led. duc de Maienne pour leur commander, à quoy il ne veult manquer ¹... ». De fait, sur ce point, le 30 juin, fin de non-recevoir formelle de S.M. :

Quant au gouvernement de Bourgongne auquel led. duc demande este maintenu, Sad. Mat^e l'ayant recouvert [sic] au peril de sa vie et de ses loiaux serviteurs et aux despendz du pays qui s'en ressentira longtemps, et davantage ayant promis par exprez à la noblesse et à ses officiers et subjectz des villes qui se sont jettées entre ses bras de ne les remectre jamais soubz sa charge, Elle ne l'en peut grattifier comme elle eust volontiers faict si plustost il se just resolu de la recongnoistre ²...

Un temps, alors, de paroles vaines : le 10 juillet, par Legrand, arrive un nouveau mémoire de Mayenne : le gouvernement de la Bourgogne demeurera à Monseigneur et à « ses deux fils l'un après l'autre à survye... » ; quelques places de sûreté ; abandon de la nomination aux offices ³... Le 15 juillet, l'appui espagnol n'étant plus possible pour Mayenne, le roi lui accorde une trêve de dix jours ⁴. Le 17 ou le 18, Mayenne s'obstine encore.

C'est alors que d'un coup brutal, avant de s'enfoncer dans la Comté, Henri IV tranche la question du Duché, en écrivant le 20 juillet à ses négociateurs : pas de Bourgogne ou pas de traité ; il faut être à cette heure « François ou Espagnol ⁵ ». Et se dissipe à la même heure tout espoir d'un retour de Velasco. Alors, entre

1. *Ibid.*, Le Parlement de Dijon enregistre les provisions de Biron le 3 juill. (Breunot, III, 8-9). Sur les requêtes des Bourguignons, v. déjà ci-dessus, p. 363.

2. B.N., fr. 3992, f. 243 (copie de la réponse du roi, envoyée à Nevers par Villeroy ; cf. HÉRELLE, II, 589). Henri IV met en doute la franchise de Mayenne et refuse le délai de 4 mois. Réponse « dedans lundi ». Le 2 juillet, le président Legrand partant pour Chalon, il est, suivant Breunot, III, 8, chargé de dire à Mayenne qu'il coûterait moins au roi, vainqueur, d'achever de le « ruiner » que de lui accorder les « conditions qu'il lui demandoit ».

3. Mayenne gardera comme places de sûreté durant 10 ans les villes qu'il tient encore, plus Saint-Jean-de-Losne, Saulx-le-Duc et Vergy, cela en échange de Soissons. Les nouvelles fortifications de Flavigny, Verdun, Montcenis, Époisses seront démolies et ces places remises à la garde des habitants. Sauf à Semur où sera maintenu Cypierre, pas de garnisons. Dans les villes de sûreté, 2.000 hommes de pied et 4 compagnies d'ordonnance. Sommes et rentes diverses sur le pays. Les officiers pourvus par Mayenne seront confirmés. Jean de Tavanès demeurera lieutenant ; etc. (B.N., fr. 15576, f. 98).

4. Henri IV à ses négociateurs, Saint-Jean-de-Losne, 14 juill., BERGER DE XIVREY, VIII, 564 ; Pépin, 140-141.

5. Le même aux mêmes, camp devant Pesmes, 20 juill., BERGER DE XIVREY, IV, 384.

le 22 juillet et le début d'août, Mayenne se résigne à l'abandon de son gouvernement ¹.

Le pas décisif était ainsi accompli, et l'abandon de la Bourgogne libérait désormais la voie de tout le traité. Le vaincu se rabattit sur le gouvernement du bailliage de Chalon, envisagé en juin par le roi, mais, probablement, le demanda d'abord pour lui-même. Puis il admit qu'il fût donné seulement à son fils et que ce fils, ce « prince de Mayenne » dont il avait pensé faire un continuateur des Guises de Lorraine gouverneurs de Bourgogne, n'y continuât qu'au petit pied et pour un temps leur tradition dans la province.

Puis, l'obstacle levé, durant août, le débat aborda les autres articles : celui du gouvernement à attribuer à Mayenne en compensation ; celui de ses places de sûreté dont il obtint que deux, sur trois, fussent choisies en Bourgogne (Chalon et Seurre) ; ceux des garanties accordées aux anciens mayennistes, et celui du régime du Chalonnais, etc. ². En tout cela, la Bourgogne restait encore au premier plan, et le soin avec lequel Mayenne discutait, en particulier, de ce qui concernait le gouvernement réservé à son fils, — religion, garnisons, droits du gouverneur ³, — semble indiquer qu'une intention subsistait de ne pas laisser abattre totalement en Bourgogne les attaches d'une famille princière et d'y réserver l'avenir.

Dès le 27 ou 28 août, un accord virtuel était acquis au sujet de la Bourgogne ⁴. Mais on s'accrochait sur la question du paie-

1. V. B.N., fr. 15576, f. 96, la copie, datée de « juillet » d'une partie des conditions proposées à Mayenne, et, f. 110, la « Responce de Monsieur le duc de Mayenne aux articles generauxx quy luy ont estez communicqués par Mess. les deputez de Sa Maj. » : copie, et qui ne date pas cette « responce » ; mais elle est antérieure au milieu d'août, puisqu'elle annonce la volonté de Mayenne de s'assurer de l'avis de Nemours, qui mourut en effet le 15 août.

2. Sur tout cela : B.N., fr. 15576, f. 105 et s. Nous négligerons les détails des discussions, dont les conclusions devaient être enregistrées par l'édit de Fo-lembray. Pour exposer ces discussions avec quelque précision, il faudrait, du reste, examiner, et non sans difficulté, le problème de la chronologie des actes conservés au recueil de la B.N. sous la forme de copies non datées. Notons seulement qu'en août l'éloignement du roi, en Comté ou en Lyonnais, ou sa mobilité, semblent ralentir la marche de la négociation, et qu'à partir du milieu de ce mois au moins le port d'attache des négociateurs d'Henri IV n'est plus à Dijon, mais à Lyon. Sur ces faits v. une lettre de Villeroy, Lyon, 20 août, *ib.*, f. 100. Cf. les lettres des 6 et 13 sept. écrites de Lyon par l'ambassadeur vénitien (italien 1744, f. 160 et 169).

3. B.N., fr. 15576, f. 105.

4. Cf. Henri IV à la duchesse de Nevers, 29 août, BERGER DE XIVREY, IV, 397.

ment des dettes de Mayenne¹ et surtout sur celle de la portée générale de l'acte lui-même. Henri IV eût voulu traiter Mayenne en partisan isolé² ; Mayenne se posait toujours en « chef de party ». Or, Aumale qui combattait sous Doullens avec les Espagnols et qui, écartelé en effigie en place de Grève, allait persévérer de plus belle dans sa rébellion ; — Nemours qui, mourant, suppliait Saint-Sorlin de ne pas suivre leur frère dans son traité ; — les Boisdaphin, les Joyeuse, qui continuaient leur guerre ou ne songeaient eux-mêmes qu'à des traités séparés ; — Mercœur surtout, « rencoigné » en sa Bretagne et qui lié toujours, lui, et directement, avec les Espagnols, refusait à plat de suivre un chef condamné par eux, et par lui-même jamais reconnu pleinement, tout ce groupe indiscipliné gênait fort, par son insoumission publiée vis-à-vis de l'ancien lieutenant-général, les prétentions personnelles de ce faux chef et même la poursuite des pourparlers de Chalon³.

Enfin le retard de l'Absolution du roi, — dont Mayenne se couvrait pour prolonger le débat et se donner loisir de triompher de ces difficultés, — n'était pas encore, au début de septembre, un fait accompli.

V. — L'ABSOLUTION. LA TRÊVE DE TAIZEY.

Mayenne, qui n'avait pas attendu l'Absolution pour négocier son traité, l'attendait, en août, pour le parachever⁴.

1. Cf. p. ex. *l'Illustre Orbandale*, I, *Abbrégé*, 95.

2. Lettre du 20 juillet citée ci-dessus.

3. Sur ces désaccords et ces plans individuels, v. : pour Aumale, B.N., fr. 17282, f. 374 v^o (Mayenne, jouant son rôle, demande la révocation de l'arrêt du Parlement de Paris : fr. 15576, f. 110) ; — pour Nemours : Cayet, 679 ; — pour les autres : *ib.*, 680 ; Villegomblain, *Mém. des troubles*, II, 151 ; etc. — Une autre difficulté entraînait des retards. Mayenne demandait que le roi le déclarât exempt de toute suspicion de l'assassinat d'Henri III. Or, la reine douairière Louise et le Parlement de Paris avaient fait commencer une information, et des négociations assez longues s'imposaient en ce sujet : v. De Thou, XII, 602, et *l'Ill. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 95 et s. Sur les suites de cette affaire : De Thou, *ib.*, 603, 607.

4. A cette date, en effet, D'Ossat et Du Perron touchent au but. Dès le mois de juillet, après de longues hésitations, Clément VIII se prépare, par des prières solennelles, à l'acte décisif et, le 30 août, il accorde, en consistoire, l'absolution sous certaines conditions, dont la plus sérieuse est la reconnaissance par Henri IV de l'insuffisance de la cérémonie de Saint-Denis (L'ÉPINOIS, 628-631 ; *Lettres*

Prendre soin de se couvrir du pardon solennel accordé par Clément VIII à Henri IV, c'était éviter de renier le grand objet, tant publié, de la Ligue de 1589, ne poser les armes devant le prince naguère banni par l'Église qu'après sa réconciliation complète avec cette Église, garder ainsi figure d'un vrai « chef de party » et se ménager quelques avantages en dissimulant sous de nobles apparences l'aveu de la défaite. De plus petits sieurs, pressés de s'assurer auprès du roi les bénéfices de leur hâte, — Boisdauphin, par exemple, un maréchalat, — pouvaient devancer le geste du Saint Père et se couvrir suffisamment du côté des derniers ligueurs du seul fait « que le Pape estoit resolu d'absoudre Sa Majesté ¹ ». Mayenne, au contraire, aux yeux de beaucoup de contemporains à qui échappaient plus ou moins le sens et la portée des conférences de Chalon ², sut garder le prestige d'un chef en affectant de se soumettre autant à la volonté du pape qu'à la force d'un vainqueur. En fait, il avait, depuis 1593, tâté de la paix bien des fois, et sa capitulation finale fut déterminée en fait beaucoup plus par la perte de la Bourgogne qui le laissait sans écus et sans troupes, que par l'acte de Clément VIII.

Et c'est la logique des négociations méconnues de Chalon, pour le moins autant que l'annonce de l'Absolution, qui mena Mayenne et Henri IV à signer aisément, en septembre, la trêve de trois mois qui devait servir de préface à la paix. Que, comme le dit P. Cayet, « l'advis que le Pape avoit resolu de donner sa benediction au Roy » ait incité Mayenne à solliciter du roi une « trefve

de... d'Ossat, 442-484, notamment la lettre à Villeroy du 30 août ; *Négociations avec la Toscane*, V ; De Thou, XII, 476-477, etc.). Cf. STAHELIN, *Der Uebertritt Kön. Heinrichs IV. zur römisch-katholischen Kirche*, Bâle, 1886, in-8°.

1. Cayet, *Chron. nov.*, 677. La soumission de Boisdauphin est d'août 1595. Autre ex. : celui du cardinal d'Épinac qui renouvelle sa soumission en recevant Henri IV à la porte de sa cathédrale de Lyon, le 4 sept. 1595 (RICHARD, 579).

2. Par ex. Cayet, 680, et même le familier de Jeannin (B.N., fr. 17282, f. 371). De Thou, lui aussi (XII, 427), se contente de parler des négociations postérieures à l'Absolution. L'apologiste Nervèze (*Du trépas...*, 224) montre les armes tombant brusquement des mains de Mayenne à la nouvelle de l'Absolution, et le duc demandant aussitôt à son roi, avec « des mouvemens de joye », « sa paix et ses bonnes grâces ». Jean de Tavanès semble, sinon dater de l'Absolution les négociations, du moins attribuer à l'événement une influence déterminante : Mayenne « fait sa paix, puisque le Pape l'avoit faite... » (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 399). — Sur les historiens modernes qui datent de la publication de l'Absolution les négociations de la paix de Mayenne, v. ci-dessus, 448.

générale¹ », cela est probable. Il s'écoula assez de temps entre la date où le pardon pontifical apparut comme certain — le début de septembre — et celle où fut signée la trêve — 23 septembre — pour que les décisions de Rome² soient tenues pour avoir agi sur les actes de Chalon. Mais la diffusion simultanée dans le royaume des deux nouvelles, l'une partie de Rome le 17, l'autre de Chalon le 23, y fit sans doute oublier le fait qu'à Chalon, l'accord était, au début de septembre, acquis déjà sur tout ce qui pouvait se décider sur place et directement³; et que, pour les questions en suspens, des négociations extérieures et, par conséquent, un délai étaient nécessaires, — un délai pendant lequel Henri IV devait négocier la renonciation du procès de la reine Louise et Mayenne rallier à son traité les derniers princes et gouverneurs ligueurs⁴.

Et, outre ces « occasions » publiées, il en était d'autres. La « trêve et surséance d'armes générale » de trois mois, signée en double le 23 septembre, d'une part à Lyon par le roi et Villeroy, d'autre part au château de Taizay, près de Chalon, par Mayenne et Desportes-Baudouin⁵, — c'était pour le captif de Chalon, menacé dans son refuge bourguignon par les troupes de Biron prêtes à passer outre aux ordres d'abstention venus du roi⁶, l'assurance de pouvoir respirer et d'atteindre sans méchef le traité final⁷; — c'était,

1. *Chron. nov.*, 726. Tenons compte aussi du fait qu'une trêve partielle avait été signée à Lyon au début de sept. entre Mercœur et Henri IV (trêve du 20 sept. au 20 janv.) (De Thou, XII, 427).

2. Non la nouvelle de l'Absolution elle-même. Proclamée à Rome le 17 sept. (L'ÉPINOIS, 632), cette absolution ne put être connue en Bourgogne avant le 23 ou 24 sept. (aucune indication sur ce point dans les chroniques locales) : elle ne fut connue officiellement à Paris, suivant L'ÉPINOIS (632, n. 1) que le 1^{er} oct.

3. On en était dès le 18 ou le 20 sept. à la négociation des avantages à accorder aux fidèles personnels de Mayenne. C'est le sujet de la « Responce faicte aux articles présentez par les députez de M. de Mayenne le XXII^e de sept^{re} 1595 » de B.N., fr. 15576, f. 116-118 (minute écrite de façon très cursive, probablement au conseil et peut-être par Villeroy). Ce document a été utilisé ci-dessus, p. 446.

4. Cayet, *Chron. nov.*, 726. Cf. B.N., italien 1744, f. 157 v^o. Sur les questions en suspens, v. § IV, *in-fine*, note.

5. B.N., fr. 17282, f. 372 v^o; CHALON, BB 11, f. 181. Les négociateurs de la trêve furent, semble-t-il, avec Villeroy, Thenissey et Legrand (*Ill. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 79). La minute des articles conservée dans B.N., fr. 15576, f. 121, nous paraît être de la main de Villeroy. — Taizay, château situé à une lieue au sud de Chalon, ne doit pas être confondu avec le village de Taizé, aujourd'hui canton de Saint-Gengoux-le-National, arrondissement de Mâcon.

6. V. p. ex. Biron au roi, Mâcon, 16 sept. 1595, B.N., fr. 15576, f. 126.

7. Les délais de publication (art. 1) faisaient courir le traité du 30 sept. environ jusqu'au 30 déc. 1595. L'édit de Folembray est du 31 janv. 1596.

surtout, pour Henri IV, la sécurité parachevée de sa Bourgogne et de Lyon, — et même, pour lui, pratiquement, la fin de la Ligue. Et pour l'histoire enfin, cet acte daté d'un château de Bourgogne, c'était l'armistice effectif des longues guerres civiles commencées sous les derniers Valois.

Henri IV, en immobilisant Mayenne à l'heure où il se résolvait lui-même à son départ pour la Picardie¹, achevait une tâche opportune. Traité de Lyon : 22 septembre. Trêve de Taizey : 23 septembre. Préparés par des négociations concomitantes, ces deux actes confirmaient les succès complémentaires et simultanés du roi sur les deux fronts où il cherchait sa paix de l'est. Pressé par les appels qui lui venaient du nord, il avait peut-être brusqué l'un et l'autre. Ils lui permettaient cependant de vaquer librement désormais, et en personne, à la guerre étrangère, face aux Pays-Bas².

La signature de la trêve fut suivie, un mois après, de l'ouverture des négociations officielles. L'Absolution fournissait fort à propos à Mayenne l'occasion d'avouer ses conférences, d'achever ouvertement la paix du « party », de rallier à son traité les pourparlers particuliers d'un Saint-Sorlin, ce nouveau duc de Nemours, ou d'un Joyeuse, et aussi de conjuguer honorablement ce traité avec celui du duc de Lorraine³.

De Chalon et de Lyon, les conférences se transportèrent, au milieu d'octobre, à la suite du roi et se tinrent bientôt à Chauny, où Villeroy, continuant à représenter Henri IV, eut de nouveau af-

1. Il va partir le 3 oct. de Lyon, suivi de près par Montmorency qui conduit l'armée (B.N., fr. 17282, f. 371). Il ferme les oreilles aux suggestions de divers qui lui proposent, mais cinq ans trop tôt, une expédition contre la Savoie (v. p. ex. Biron au roi, Mâcon, 16 sept., B.N., fr. 15576, f. 126). — Sur le séjour d'Henri IV à Lyon : COCHARD, *Séjours de Henri IV à Lyon*, Lyon, 1827, in-12, et Gayet, 674-677.

2. Le texte des 14 articles est dans DU MONT, V, 518 ; B.N., fr. 15576, f. 121-124 v° ; fr. 17282, f. 371-372 v° ; Gayet, 680-682 ; *l'Ill. Orb.*, I, Abbrégé, 79-82 ; B.N., Moreau 746, f. 37. Art. I : délai de publication ; — II-IV : dispositions (analogues à celles de la trêve de 1593) pour l'ensemble du royaume ; — V-VII : règles pour la levée des impôts ; — VIII-XII : mesures militaires ; — XIII : conférences à tenir dans chaque province. — En Bourgogne, l'exécution fut aisée. Une conférence où le représentant de Mayenne fut Bernard devait régler, à Dijon, la répartition des impôts et le régime des garnisons (v. ci-ap., p. 458 n. 4.)

3. Le traité de la neutralité lorraine du 16 nov. 1594 fut suivi d'un traité de paix définitive publié le 9 octobre 1595 (DU MONT, V, 1^{re} p^{te}, 510, 527. Cf. DAVILLÉ, *Les prétentions de Charles III*, 301).

faire à Jeannin ¹. A négociation officielle, négociateurs d'importance : le président se chargeait de mettre le sceau à la paix de Mayenne, et les deux « politiques » de naguère finissaient par conclure en tête-à-tête cette réconciliation française qu'ils avaient cru servir ensemble dès 1591 dans le camp ligueur. A la fin du mois, Mayenne pouvait, — non sans s'excuser du retard, — écrire au roi pour requérir sa bonne grâce ².

Le terrain devant lui et devant Jeannin était déblayé ; la paix était certaine. Cependant il fallait encore passer à travers la trame des procédures ouvertes par le Parlement de Paris contre les princes impliqués dans le procès du meurtre d'Henri III, régler la question des dettes, attendre aussi que S. M., absorbée par la campagne contre Fuentès maître de Cambrai, pût prêter l'oreille à l'affaire ³ ; et des semaines encore passèrent avant qu'Henri IV gagnât sa maison de Folembroy et y appelât son conseil.

VI. — LE DÉPART DE MAYENNE. L'ÉDIT DE FOLEMBROY.

La trêve publiée, Mayenne était demeuré d'abord dans Chalon, travaillant à rallier à sa paix les derniers rebelles du royaume, correspondant avec Villeroy, veillant à l'exécution des articles de la trêve en Bourgogne et en discutant avec Biron ou avec les élus de Dijon ⁴.

Avisé par Jeannin que le traité s'avancait et « qu'il se pouvoit

1. Sur son départ à la suite du roi au début d'octobre et sur son rôle : B.N., fr. 17282, f. 385 v^o et s. ; *L'III. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 96 ; DESCLOZEUX, *Gab. d'Estrées*, 125. Sur le voyage de Villeroy qui, venant de Lyon, arrive à Dijon le 12 oct. (avec Sennecey et Bernard) et en repart le 13 (pour « aller trouver le roi », v. Breunot, III, 33, et Pépin, 147). — Rien dans NOUAILLAC, (*Villeroy*, 304) sur ces négociations de l'automne de 1595. Pour cet auteur, les négociations du « traité » sont « achevées » dès le 29 août. Simple mention (n. 4) d'un voyage de Villeroy auprès de Mayenne « dans le courant de novembre, pour recevoir son serment » (sans référence précise).

2. Sur sa lettre du 28 oct., écrite de Chalon : *L'ÉPINOIS*, 633.

3. De Thou, XII, 605-608 ; Henri IV au 1^{er} pr. au Parlement, 25 déc. 1595, BERGER DE XIVREY, VIII, 582 ; cf. CAPEFIGUE, VII, 337, n. 1 ; *L'III. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 95-96.

4. C.-D'OR, C 3073, f. 8 v^o (convention entre Bernard et les élus pour l'entretien des garnisons des places de sûreté du duc, 13 oct. 1595) ; — C 3351, f. 49 (instructions à Bernard chargé de discuter avec Biron des garnisons et des impositions, Chalon, 23 oct.).

présenter au Roy avec toute assurance », il quitta sa retraite le 15 ou le 16 novembre, ayant recommandé aux magistrats du lieu son fils Henri, qu'il leur laissait. Puis, par l'Auxois, il s'achemina vers Soissons, où il devait fixer désormais sa résidence habituelle ¹.

C'était son dernier adieu à la Bourgogne, après une année entière de contact direct, durant laquelle il avait lutté pied à pied pour conserver dans ses mains ce gouvernement tenu par lui depuis vingt-deux ans. Dans cette Bourgogne, il avait, dès 1574, établi sa fortune. Il venait d'y subir sa défaite dernière, d'y négocier sa paix, d'y signer sa trêve. Paix « générale », trêve « générale », mais traitées en son nom par des Bourguignons, à Chalon, à Taizy, à deux pas de cette villotte de Seurre, où peut-être il avait rêvé de vivre le temps de la paix ². Ses regrets étaient probables. Mais la Bourgogne, elle, le laissait partir sans mot dire. Sauf une allusion dans celui de Chalon, pas un registre qui fasse mention de ce départ, et, sauf un mot sec dans celle du ligueur Pépin, pas une chronique ³.

Pendant que Mayenne s'approchait ainsi de la cour, Villeroy et Jeannin, aidés du chancelier Cheverny, de Schomberg et du président

1. B.N., fr. 17282, f. 385 v^o. Les registres chalonnais ne font pas mention spéciale du départ de Mayenne. Mais, le 17, le maire Bled y fait allusion comme à un fait tout récent (CHALON, BB 11, f. 196 v^o) et, le 14, les habitants délibéraient sur des propositions du duc qui paraît avoir été à cette date encore présent à Chalon (FF 1). Pépin, le 20 nov., signale son passage à Vitteaux dans les jours précédents (149). Sur ses adieux, sur les conseils qu'il donne aux Chalonnais de demander au roi — auprès de qui il pense être « sur la fin de ceste année » — des remboursements de dépenses de guerre, le maintien de leurs privilèges et de leurs octrois : BB 11, f. 198 (cf. *L'Ill. Orb.*, I, *Abbrégé*, 109).

2. On a vu l'allusion que faisait à ce rêve l'*Histoire de la prise des ville et chasteau de Beaune* (119). Il faut remarquer en outre que Mayenne, après avoir, en 1589, attribué de l'importance à cette petite place (v. I, 283-284) prit soin, en 1595, de se la faire accorder comme « sûreté » et que, d'autre part, il tenta sur elle, de Chalon, peu avant son départ, un coup de main destiné à en déloger le capitaine La Fortune et à y établir l'autorité de son fils (B.N., italien 1744, f. 200, lettre du 21 oct.). Coup de main vain, et La Fortune, avec une constance qu'aidait l'assiette de la place, protégée par la Saône, s'y défendra jusqu'en 1598, envers et contre tous. D'autres grands factieux, plus tard, jetteront comme Mayenne leur dévolu sur elle, l'appréciant sans doute comme passage vers la Comté : Gaston d'Orléans et même Condé.

3. Déjà la trêve de Taizy, bien qu'elle intéressât certainement les anciens ligueurs, semble avoir fait peu de bruit en Bourgogne. On ne rencontre que les mentions de sa publication à Dijon le 30 septembre (Breunot, III, 31-32 ; Pépin, 147). — Sur les sentiments de Mayenne lors de son départ, nous devons avouer n'avoir rencontré aucun témoignage.

de Harlay, s'employaient à franchir l'obstacle de son inculpation dans le procès de Paris, puis de la question des dettes ¹. Enfin, l'édit de paix fut signé par le roi à Folembay, le 31 janvier 1596.

Entre plusieurs actes terminés là en décembre 1595 et janvier 1596 ², ce fut le plus important. La résistance irréductible d'Aumale et de Mercœur, et la rancune ou les calculs des Joyeuse et des Saint-Sorlin, qui s'exprimèrent en des négociations et des édits particuliers ³, diminuèrent sa majesté et limitèrent sa portée. Il prétendait cependant être fait « pour la paix de ce royaume » ; et cet édit de Mayenne, dans la plupart de ses articles, visait l'ensemble des ligueurs dispersés dans toutes les provinces ; ceux-là même qui traitaient à part de leurs garanties personnelles y trouvaient leur « abolition » générale. Le duc y faisait donc encore figure de « chef de party de l'Union » et dans cet acte royal s'exprimait sa prétention obstinée de gérer le « général » de la Ligue jusqu'au bout ⁴. Mayenne, personnellement, était l'objet d'articles secrets du 24 janvier qui précisaient ce qui le visait dans l'Édit lui-même ⁵ et assuraient à la fortune de ses serviteurs toutes garanties de sécurité et de dédommagement.

Cependant, dans ces 31 articles, Mayenne — « nostre très cher et très amé cousin le duc de Mayenne », — réputé, comme il le voulait, n'avoir traité que « si tost qu'il a veu que nostre Saint

1. Sur l'opposition aux articles de l'édit qui leur furent consacrés, v. De Thou, XII, 605-608 ; — Henri IV à la reine Louise, 24 janv. 1596 ; à Bellière, 17 fév., BERGER DE XIVREY, VIII, 585 ; IX, 413. Cf. MAUGIS, *Hist. du Parlement de Paris*, II, 204-205.

2. Henri IV y séjourna un mois et demi (v. l'itinéraire donné par B. DE XIVREY, IX, 454-455). Il y ratifia le traité de paix avec la Lorraine (DU MONT, *Corps diplomatique*, V, 512).

3. Cf. Cayet, 733. — Sur le cas d'Épernon, réglé en février 1596, v. MOUTON, *Le duc et le roi*, 46-47. Pour Joyeuse : P. DE VAISSIÈRE, *Messieurs de Joyeuse*, 316.

4. L'un des originaux est au fonds de la Chambre des Comptes, C.-D'OR, B 11911. — Texte dans DU MONT, V, 519 et s. ; ISAMBERT, XV, 114 et s. ; *Mémoires de la Ligue*, VI, 347-362 ; Cayet, 727-731 ; etc., et dans beaucoup de recueils bourguignons, comme : l'*Illustre Orbandale*, I, *Abbrégé*, 97-109 ; B.N., fr. 17282, f. 386-391 ; etc. Cf. l'analyse de De Thou, XII, 602-605, et POIRSON, *Histoire de Henri IV*, II, 142-143. — Nous n'entreprendrons ici aucune comparaison entre les conditions accordées à Mayenne et celles des autres princes. Notons seulement que son neveu, le duc de Guise, avait été aussi bien partagé personnellement, avec le gouvernement de Provence et des indemnités fort larges (DU MONT, V, 507). Remarquons aussi que les gouverneurs ligueurs furent tous transférés en des gouvernements nouveaux (Guise, de Champagne en Provence, comme Mayenne de Bourgogne en Ile-de-France), ou, comme Joyeuse, réduits à une lieutenance (VAISSIÈRE, 316).

5. B.N., fr. 2751, f. 180, 286-297 ; fr. 17303 ; — C.-D'OR, B 12085, f. 109-111.

Père avoit approuvé nostre dicte réunion », — tenait, en fait, la première place, et sa Bourgogne y trouvait, autant ou mieux qu'aucune autre province, des solutions à sa mesure : ni Bernard, ni Jeannin n'ayant manqué, en négociant, de considérer les problèmes « généraux » en Bourguignons.

L'édit confirmait les accords de principe conclus à Chalon et d'abord, sans les mentionner explicitement, les articles particuliers qui attribuaient au duc, outre le gouvernement de l'Ile de France, trois places de sûreté, Chalon-sur-Saône, Seurre, Soissons, et, à « l'un de ses enfans », pour six ans, le gouvernement du bailliage de Chalon « séparé pour ledit temps de celui de Bourgogne » (art. I) ¹. Fiche de consolation et de sauvegarde d'une dignité : dernier souvenir du beau « particulier » de naguère. Et de cet îlot bourguignon conservé à la famille de Mayenne tout exercice du culte protestant, tout officier protestant étaient écartés pour ces six années : exception donc à la remise en vigueur de l'Édit de 1577, et petite part faite, en Bourgogne, au point d'honneur particulier du chef d'une levée d'armes prétendue religieuse (*ibid.*). Les dettes de guerre de Mayenne étaient prises en charge par le roi (art. XXIX et XXX) ² ; son innocence, avec celle des princes, était reconnue dans l'assassinat d'Henri III (art. VI) ; tous arrêts donnés contre lui étaient annulés (art. II), et il était déchargé de toute obligation pour ses provisions d'offices, ses actes de guerre et ses mesures financières (art. VIII-IX).

Quant aux ligueurs bourguignons, ils trouvaient leurs apaisements non seulement dans les articles sur les dettes, qui leur promettaient remboursement (art. IX), mais dans une série d'autres qui achevaient de dissiper leurs alarmes de 1594 et de condamner les représailles navarristes de 1595, — l'article XVI, notamment, qui maintenait dans leurs charges les officiers pourvus par Mayenne, moyennant de nouvelles provisions : et c'était là le salut, par exemple, d'un Guillaume Millière, qui put rentrer au Parlement ³ ;

1. Les articles secrets (art. I) précisaient : au fils aîné et ajoutaient que, vu « le bas eage » de ce fils, Mayenne aurait qualité de gouverneur durant deux ans.

2. En principal : 350.000 écus, plus les obligations « envers les Suisses, reîtres, lansquenets, Lorrains et autres estrangers ». Cf. B.N., fr. 10408 : dossier (orig.) du « Payement des debtes contractées par feu monsieur le duc de Mayenne durant et à l'occasion des derniers troubles ».

3. Sur ses avatars depuis juin 1595 et son rétablissement, v. surtout : Breunot,

— l'article XI, qui imposait aux procureurs généraux l'abandon des poursuites commencées contre les auteurs d'« écrits publiés depuis le premier jour de janvier 1589 » : et c'était là, contre Picardet, la sauvegarde de Bernard, qui n'avait eu garde d'oublier, dans les conférences de Chalon, son cas personnel ; — les articles IV, VIII, IX, X, XX, qui accordaient toutes décharges des dettes causées par la guerre, de toute saisie des biens des navarristes, et pour la gestion de tous deniers publics, munitions ou vivres de guerre ; et c'était là le soulagement d'une nuée de capitaines. Un délai de six semaines après la publication (art. XXVI) était imparti aux tard-repentis pour prêter le serment qui permettait le bénéfice de ces garanties ¹.

VII.— PERSPECTIVES.

Quelques semaines après la signature de l'édit, au château de Monceaux, chez Gabrielle d'Estrées, l'ancien gouverneur de la Bourgogne saluait son roi dans l'entrevue contée par Sully avec, peut-être, quelque fantaisie ². Après quoi, il allait combattre à La Fère, à Amiens, les Espagnols, ses alliés de la veille, et édifier les nouvellistes bourguignons, — en attendant sa longue retraite

II, 558, 569, 570 ; III, 42, 76, 81, 148. — Les pièces annexes aux articles secrets (C.-D'OR, B 12085, f. 108) confirmaient explicitement à Millière son office. Elles accordaient à Desportes-Baudouin un office de grand-maître des eaux et forêts en Bourgogne et des promesses d'emplois de secrétaires des finances au même et à Thibault Desportes ; une prébende auxerroise à Cugnois, secrétaire de Jeannin ; etc. D'autres serviteurs personnels de Mayenne, les Jeannin, les Desmarquets, les Michaut, etc., allaient recevoir des offices importants (notamment en Normandie). Le n° XXI des articles secrets fit aussi bénéficier 40 serviteurs du duc d'évocations royales transférant leurs procès devant le Parlement de Paris, ou le Conseil du roi. V. à ce sujet ce qui concerne Trestondant dans Henri IV à Bellièvre, 19 sept. (1599 ?), BERGER DE XIVREY, VIII, 736.

1. Nous n'ajouterons ici qu'un bref sommaire de quelques-uns des articles secrets du 24 janvier (C.-D'OR, B 12085, f. 109-111) : — I : Confirmation des gouvernements de l'Île de France et du Chalonnois ; — II : Places de sûreté ; droit d'y nommer des gouverneurs ; — III : Louhans et Verdun reconnaîtront durant 6 ans Mayenne et son fils avec prérogatives de « gouverneurs de province » ; — VI-IX : Entretien de compagnies et de gardes maintenues à Mayenne et à ses deux fils ; — X : Restitution à Mayenne de ses châteaux ; — XVII-XIX : Dons ; pensions ; titres ; — XXI : La promesse d'évocation royale visée ci-dessus, en note ; — etc.

2. *Œconomies*, I, 225-226. Mentions moins chargées dans De Thou, XII, 624 ; Cayet, 732 ; etc. Récit dans DESCLOZEAUX, *G. d'Estrées*, 126 (sous une date erronée).

souffrante de Soissons, ses maladies, et enfin sa mort, que Dijon, en 1611, devait apprendre sans émotion ¹.

La Bourgogne elle-même saluait la fin des guerres. Le 31 mai 1596, l'«édit» était enregistré au Parlement de Dijon, — cela, d'ailleurs, comme à Paris, non sans grognements des anciens émigrés ². Puis les feux de joie s'allumèrent. Les Chalonnais, enfin, ceignirent l'écharpe blanche et se préparèrent à prêter leur serment de fidélité ³.

Des pratiques de guerre qui s'étaient, sans vergogne et sans pitié, prolongées dans la plupart des bailliages bourguignons jusqu'au printemps de 1596 nonobstant les «réductions», la publication de l'«accord» de Mayenne annonçait effectivement la fin générale, au milieu du «contentement du pauvre peuple et regret des guerriers ⁴». Ce «pauvre peuple», et même les ci-devant ligueurs comme Pépin, saluaient généreusement dans ce traité la «paix generale et universelle avec le Roy d'Espagne et tous les Princes ⁵»...

1. Le 28 mars 1596, encore, Mayenne signait un long mémoire de justifications adressé à Philippe II (sur les mauvais procédés de Feria et autres agents espagnols, sur l'abandon de ses hommes, et du pape, etc.). Ce mémoire fut porté semble-t-il, à Madrid, par Péliissier, demeuré fidèle au duc. Cf. DE CROZE, II, 268-269. — Sur la participation de Mayenne aux opérations de Picardie et du Nord en 1596-1597 et les nouvelles flatteuses qui en parviennent en Bourgogne : Villegomblain, *Mémoires des troubles*, II, 187-189, etc. ; Pépin, 151. Sur son rôle dans la pacification religieuse : D'Aubigné, *Histoire universelle*, IX, 275. Sur ses maladies, cause possible de sa retraite, et ses requêtes au sujet du paiement de ses dettes, non payées encore en 1611 : DE NERVÈZE, 228-230.

2. C.-D'OR, B 12085, f. 105. Cf. *Reg. Parl.*, III, 630, et surtout Breunot, III, 75-77, qui montre la physionomie du débat, la mauvaise grâce des conseillers royalistes, qui récusent les anciens membres du «Conseil d'Estat» de Dijon, et n'enregistrent les articles secrets que suivant «le très exprès commandement du Roy et pour l'urgente nécessité du temps», en déplorant notamment le détachement du gouvernement du Chalonnais. On publia seulement l'édit «à la façon de Paris», en se contentant de lire ses huit premières lignes. — A Paris, il avait fallu trois jussions (De Thou, XII, 602 ; cf. MAUGIS, II, 204-206).

3. PERRY, *Histoire de Chalon*, 393 ; *Ill. Orbandale*, I, *Abbr.*, 109 ; B.N., Moreau 805, f. 114 ; — B. AUXERRE, ms. 109, 17 ; — Grégaire, 78-79 ; DIJON, B 233. — Le prince de Mayenne, soulevant des objections de procédure, retarda le serment chalonnais. Le 14 août, arrêt du Parlement exigeant ce serment (*Reg. Parl.*, III, 640). L'exécution fut tardive. Lartusie, gouverneur de la citadelle, ne jura qu'en novembre (*ib.*, III, 647).

4. Grégaire, 79. Sur l'idée communément admise que seul l'accord de Mayenne peut ramener la paix réelle et le «repos», v. notamment, *ib.*, 77-78. Sur les méfaits des troupes royalistes dans l'automne de 1595, puis dans l'hiver (troupes du roi qui épouvantèrent le Brionnais plus qu'oncques les armées des reîtres), renforts allant rejoindre Guise en Provence, Gascons destinés à Biron, etc.), v. *ib.*, 75-77. Cf. les magistrats de Chaumont à ceux de Dijon, 22 sept. 1595, *Corr.*, n° 608.

5. Pépin, 149.

Pour le moins, la grande révolte était finie et les garnisons, officiellement, « cassées » : les Bourguignons n'avaient plus à redouter de voir leur « prince » ligueur leur prolonger leurs épreuves, comme Mercœur celles des Bretons.

Joie un peu prématurée. Les épreuves se prolongèrent en fait, çà et là, autour de quelques forteresses, comme Seurre, dont le gouverneur irrégulier, La Fortune, allait, jusqu'à 1598, envers et contre tous, y compris le jeune gouverneur du Chalon nais, entretenir la terreur dans le Val de Saône¹. Et, les compagnies une fois licenciées, restaient le brigandage et ces autres arrière-gardes des armées : les maladies, la « peste », la disette, la cherté. La crise économique de 1593-1594 se prolongeait, ou s'aggravait, même dans ses aspects monétaires².

Des rancunes politiques mêlées de guerres privées, malgré l'édit de réconciliation et son article III sur l'oubli des « choses passées », corsaient ces épreuves publiques. Rancunes individuelles des Tavanés, par exemple : rancunes de Guillaume, royaliste disgrâcié, contre Sennecey, cet ancien ligueur qui, à la démission de Charny, dès la fin de 1595, fut nommé lieutenant-général ; — contre Lux, cet autre ligueur, le successeur, en 1596, de Sennecey défunt³ ; — rancunes de Jean, frustré de son maréchalat, et dont la Bastille, en 1598, allait abriter la vindicte⁴. Et pour déplorer la paix, conclue

1. Sur cet épisode édifiant de l'après-guerre en Bourgogne, et sur Hieronimo Rossi, dit La Fortune, v. MUTEAU, *Les capitaines de la Sainte-Union*, § III ; et surtout les sources : B.N., Moreau 833, f. 201 et s. (correspondance de La Fortune) ; 805, f. 117 et s. ; fr. 4014, f. 173 ; 4575 ; *Reg. Parl.*, III ; Breunot, III, 63-125 ; C.-D'OR, C 3351, n^{os} 50 et s. ; S.-ET-L., B 931 ; MACON, AA 8, n^o 76 ; EE 53 ; DIJON, B 481, n^o 150 ; B 233-235 ; B. BESANÇON, Granvelle 42, f. 425, et Chifflet 28, f. 120 ; etc. — Sur les mesures du prince de Mayenne contre La Fortune : CHALON, BB 11 ; PERRY, 395 et s. Au traité de Vervins, le duc de Savoie désavoua La Fortune, qui se déclarait son serviteur (POIRSON, *Histoire de Henri IV*, 467). — Montsaugéon, cet autre foyer de terreur, s'était rendu en décembre 1595 (HÉRELLE, II, 589 ; SERRIGNY, *Montsaugéon*, 147).

2. Il faudrait citer une bonne partie du registre des élus C.-D'OR, C 3073 (v. notamment, f. 191-265, le mémoire des élus au roi, 12 sept. 1598, sur la mortalité effrayante de 1596). Cf. notamment Breunot, III, 23, 74, 75.

3. C.-D'OR, B 12085, f. 97 et 136 v^o. Sur la querelle Tavanés-Sennecey : Henri IV à Biron, Folembay, 17 janv. 1596, B.N., Moreau 833, f. 4 ; le même au Parl. de Dijon, *ib.*, f. 5 ; le même à Biron, Folembay, 27 janv., B.N., Moreau 809, f. 92. Cf. Breunot, III, 58, 59, 65 ; Pépin, 150 ; *Mém. de Gaspard de Tavanés*, 362, 427. — Autre rival de Guill. de Tavanés pourvu en 1596 : le marquis de Mirebeau (B 12085, f. 137).

4. Sur cet épisode et sur la retraite hargneuse du vicomte : PINGAUD, *Les Saulx-Tavanés*, 179 et s. Jean prétend qu'Henri IV se souvenait du rôle que le père des Tavanés avait joué à la Saint-Barthélemy (*Mém.*, 203, 363-364, 395).

par Mayenne trop tard ou trop tôt, « à la ruine de tous ses amis¹ », pour protester sourdement contre la joie publique, il n'était pas, en Bourgogne, que le Vicomte. Rancunes de gentilshommes, sans doute, mais auxquelles un grand trouble social conférait une portée. Les anciens conflits de classes, en se prolongeant sous le régime nouveau, allaient peu à peu obturer le sens, abattre l'esprit des guerres politiques : c'est là le fait évident des années qui environnent 1600 ; — mais ces conflits allaient aussi condamner, en même temps toute paix publique profonde.

En Bourgogne, certes, le temps des représailles ou des exclusives politiques fondées sur les actes du récent passé devait être, en somme, assez bref, suivant les vœux du roi. Très tôt, comme Jeannin au gouvernement, on devait voir, au pays, les ligueurs les plus déclarés de naguère reprendre avec succès leur place dans les conseils et leur marche dans leur carrière, — y compris ceux qui avaient été les serviteurs les plus personnels de Mayenne : de Perpetuo Berbissey, par exemple, ce « conseiller d'Etat » de la Ligue, qui devint, en 1597, de conseiller, président au Parlement, jusqu'au secrétaire Prudent Michaut qui fut, après Folembay, receveur du bailliage de la Montagne et, en 1600, maire de Châtillon, avant de devenir intendant du bâtard du roi, César, duc de Vendôme, on en citerait légion². Dans le clergé lui-même, travaillé quelque temps par certains rétifs, les passions tendaient, dès la fin de 1596, à s'apaiser, même parmi les jésuites de Dijon émigrés à Dole, qu'avaient touchés l'Absolution, et qui, réclamés comme régents par les bourgeois bourguignons de toute doctrine, surent se concilier même des gallicans³. Dira-t-on qu'il restait l'esprit catholique qui s'exprimait dans les articles proposés au roi lors des réductions des villes ? Songera-t-on aux assez nombreux incidents de 1595 où se manifestait encore l'hostilité pour les « hérétiques » ? En fait, quel que fût le nombre de ces incidents, quelle que fût, plus tard,

1. « ...Pour avoir trop attendu à traicter » (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 389). Du moins, aurait-il pu prolonger avantageusement la guerre, avec les Espagnols, Mercœur, Aumale, Villars, etc.

2. Sur la carrière après la Ligue : VINDRY, *Parlementaires*, 146 (à la ligne 7 de la notice, lire 1595) ; *Reg. Parl.*, III, 651 et *passim*. Sur celle de Michaut : B. CHATILLON, ms. Bourceret, dossier A, cah. A 2, 65.

3. Sur ces rétifs et ces conciliateurs : Breunot, III, Table, v^o Buffet, v^o Cordeliers ; *Reg. Parl.*, III, 14 août 1595 ; GOSSEL, *L'expulsion et le retour des jésuites de Dijon* : FOUQUERAY, *Hist. de la compagnie de Jésus*, II, 425, 524 et s.

l'hostilité du Parlement de Dijon à l'édit de Nantes et, vers 1599, l'évocation des résistances opposées autrefois aux édits de Janvier ou d'Amboise, il ne s'agissait plus, en cette fin du xvi^e siècle, que du réveil éphémère d'un genre de combativité que les guerres avaient lassé, et de sentiments qu'on pouvait considérer, pour une ou deux générations, comme surannés, ou, pour le moins, comme hors de saison.

Un vent irrésistible allait donc dissiper assez vite, dans le milieu provincial, les fumées politiques du temps ligueur, — mais c'était pour achever de démasquer des réalités sociales qu'elles ne dissimulaient qu'à demi. Sous la question religieuse et la question de la couronne, les intérêts sociaux s'étaient, en pleine guerre, dès 1590 et 1591, dévoilés déjà en partie. Dans la paix ¹, sous Henri IV, ils allaient se donner carrière malgré le roi et préparer, de loin, de nouvelles guerres couvertes encore par de bonnes doctrines, mais, au vrai, guerres sociales plus que politiques : — celles que devait voir, d'abord, la régence de Marie de Médicis.

1. Et d'abord sous la forme de l'offensive de la fortune bourgeoise, soudain décompressée. Il suffit d'ouvrir aux Archives de la Côte-d'Or le vol. VII de l'inventaire de Peincédé (correspondant aux cotes B 10686, 10687 et suiv. des registres de la Chambre des Comptes) pour constater cette expansion de la mainmise des citadins riches sur la terre au détriment des gentilshommes et des communautés rurales. Mais c'est vers 1600 ou 1605, une fois le calme bien revenu, que ce mouvement s'épanouira surtout.

CONCLUSIONS

I

MAYENNE ET LA BOURGOGNE

EN 1589, la Bourgogne avait été la base de Mayenne et son point d'élan ; en 1594, elle fut son refuge. Il n'y a guère de doute qu'il n'aurait pas répondu à l'appel de Paris s'il ne l'eût pas tenue ; — sa dernière campagne fut pour la reprendre, et c'est dans son tardif renoncement à cette Bourgogne que consista essentiellement sa capitulation.

Mais, de plus, entre les deux termes visibles, entre janvier 1589 et septembre 1595, il y eut une liaison continue qu'on ignore trop. Lorsque Mayenne se lança dans la révolte, puis s'établit au gouvernement du royaume, la Bourgogne, auprès de lui, garda sa place. De La Châtre à Brissac, des chefs d'origines très diverses furent fournis par la Ligue à son armée, et Jean de Tavanès, maréchal de France en surnombre, n'y représenta en somme la Bourgogne que médiocrement. Dans son gouvernement général même, de Péricard à Villeroy, Mayenne employa des ligueurs venus de toutes les provinces ou des conseils d'Henri III. Mais l'état-major particulier qui défendit sa politique personnelle, c'est de sa Bourgogne, c'est de son temps de gouverneur qu'il était venu. De Diou à Sennecey, la Bourgogne le servit à Rome. Jeannin fut son homme face aux Espagnols et face à Henri de Navarre plus que tout autre négociateur épisodique. Son courrier confidentiel fut Pélissier, son secrétaire d'État préféré Desportes-Baudouin. Et, dans l'épreuve des États de Paris, c'est aux députés de Bourgogne qu'il demanda appui.

Il eût pu s'attribuer le gouvernement de provinces plus grandes, plus riches, parmi celles que ne tenait aucun des Princes, celui de la Normandie, par exemple, où il combattit et séjourna le plus, et où il fut sollicité¹ : il s'en tint au gouvernement dont il était pourvu

1. D'ESTAINOT, *La Ligue en Normandie*, 16. — On a vu, d'ailleurs, que Mayenne faisait du gouvernement de la Normandie le terme second de ses

depuis 1573. Chez ce lieutenant de l'État par accident, qui, par vocation première, n'était qu'un prince du type commun de sa génération, le souci de l'établissement « particulier » resta le souci fondamental et permanent. Au temps même où, sous l'effet des occasions, son imagination ambitieuse rompait ses lisières, l'État pouvait représenter à ses yeux une éclatante aventure : la Bourgogne, bien acquis, restait cependant à la base de sa prudence. Puis, au temps des négociations, rien de plus net que la constance avec laquelle, pour « en tâter » d'abord, avec une sorte d'acharnement ensuite, à Philippe II, à Henri IV, il tenta de s'imposer, en vue de toute éventualité, comme un demi-souverain de la Bourgogne, comme un duc de Bourgogne, disaient certains. S'il ne sut pas traiter sa paix dès 1594, comme Jeannin, son négociateur du côté du roi de France, l'eût voulu, comme Jean de Tavanès lui reproche de ne pas l'avoir fait, — c'était sans doute illusion de sa part de pouvoir durer grâce à l'appui espagnol, c'était aussi, plus particulièrement, faute d'avoir pu s'assurer ce gage primordial. La perte de la Bourgogne fut pour Mayenne la défaite la plus personnelle et la plus amère.

Une telle fidélité signifie peut-être un manque d'envolée vers les grands destins. C'est aussi effet de conceptions datées, témoignage de l'esprit d'un temps et que d'autres temps ne devaient renouveler qu'en apparence. La Bourgogne, pour Mayenne, n'était pas que ce « friand morceau » dont parle Breunot ¹, et sur lequel plusieurs ambitieux avaient jeté leurs vues au hasard. Pour le Condé de 1650, la Bourgogne n'offrait peut-être que l'appui, opportun, mais occasionnel, d'un effort factieux, non le fief irremplaçable inséré dans la mouvance d'une maison suivant le plan des aïeux ².

Parmi ces « particuliers » que les princes ligueurs, songeant parfois, peut-être, aux grands feudataires du temps de Louis XI, s'efforçaient de dresser au sein de la monarchie débilitee, celui que Mayenne défendait en 1594 représentait sans doute plus d'idées que beaucoup d'autres. Ni Épernon en Provence, ni Joyeuse en Languedoc, ni même Mercœur en Bretagne n'avaient derrière eux une si forte tradition familiale, une clientèle si ancienne. Parmi les actes bourguignons du lieutenant-général, il en est un qu'il faut retenir : celui par lequel, en 1593, il envoyait à Dijon son fils aîné comme gou-

prétentions. Philippe II semblait vouloir lui réserver au contraire la Guyenne, cet autre grand gouvernement sans prince. Mais le duc, de la bataille d'Arques à la délivrance de Rouen, ne cesse de se préoccuper spécialement et personnellement de la Normandie, où il place son parent Villars et son client Jean de Tavanès.

1. II, 72 : « L'on veut garder encores la Bourgogne à M. du Maine, que ils appellent le friant morceau » (mars 1594).

2. V. sur ces idées de Mayenne et les conceptions princières auxquelles nous faisons allusion les notes et références fournies par nos *Notes sur la première Ligue*, chap. II.

verneur ; et, parmi les articles de la capitulation finale, un encore, qu'il faut méditer : celui par lequel, dernier lien, dernier espoir, Mayenne conservait à ce fils aîné le gouvernement d'un tronçon de Bourgogne. Ce joyau de l'ancien Est guisard, sis entre Champagne et Lyonnais, entre Lorraine, Comté et Savoie, et tenu par les siens depuis trois quarts de siècle, par lui-même depuis vingt ans, il aurait voulu le conserver aux siens.

Le gouvernement, sorte de bien patrimonial et héréditaire : idée datant de 1550, et idée qu'aucune famille n'avait plus faite sienne que les Guises, qui n'avait jamais été appliquée à aucune province plus qu'à la Champagne et à la Bourgogne. En s'efforçant d'établir, à côté des apanages, un gouvernement à survivance, et à pouvoirs « d'Etat », Mayenne préparait une innovation institutionnelle ; — et de plus, il commettait l'erreur de rêver un nouveau mode de limitation du pouvoir royal au temps même où précisément se préparait déjà le renouveau de l'autorité monarchique. Du moins ne demandait-il rien qui contredit les habitudes ou les aspirations communes de son siècle¹ ; il ne faisait que travailler à l'achèvement, à la consécration d'une œuvre familiale : idée ancienne dans une tête obstinée, — et, beaucoup plus qu'attachement personnel à une terre, fidélité à l'œuvre orgueilleuse d'une maison.

♦ Se conserver, et aux siens, la Bourgogne... Mais, pour cela, Mayenne avait-il réellement agi ? Durant cinq ans, ses courriers furent à Dijon sans cesse ; lui jamais. « Je ne me suis point cantonné en quelque endroit du royaume... Je n'ay point basti des citadelles pour me rendre maistre de portion d'iceluy » : à les prendre à la lettre, ces protestations adressées à Philippe II n'étaient pas mensonge, — ni pure complaisance le passage de l'édit de Folembray qui louait Mayenne d'avoir épargné au royaume le démembrement. Mais Mayenne, au fond, se flattait de sa faiblesse. Avec le dessein de la garder bien à lui, il avait, en fait, sacrifié la Bourgogne à ses actions de lieutenant-général. Il n'avait pas su se dépêtrer de l'équivoque où il s'était, à la mort de Guise, laissé entraîner.

Roi, ou lieutenant de l'État se perpétuant, — gouverneur héréditaire ou demi-roi en Bourgogne : ces deux formules, suivant les dates, suivant les sautes de la fortune, se heurtèrent dans une tête incapable d'option ferme. « Ceux qui ont voulu tout ont tout perdu... », écrit

1. Dans son *Traité des Offices* (liv. IV, ch. IV), Loyseau, notant que les titres de gouverneurs tendent à rester dans les mêmes familles, écrit qu'après la mort des pères « leurs enfans prennent à injure si le gouvernement est confié à un autre... » A l'époque de la Ligue, la survivance est promise parfois pour les gouvernements de places et, en février 1594, La Châtre obtient la survivance de son titre de gouverneur du Berry au profit de ses fils (DESBOULIÈRES, *La Châtre*, dans *Mém. Soc. des Antiq. du Centre*, 1906, 203).

Tavanes en songeant à ce patron qui voulut en effet les contradictoires et sapa comme monarque les chances qu'il avait peut-être comme « maître » d'une province. Telle fut bien, en effet, l'incohérence de son œuvre si on la considère en Bourgogne, — et nous voudrions l'avoir démontré.

Dira-t-on que Mercœur a tenté, lui, l'« entreprise particulière », et y a échoué ? Il y a échoué, peut-être, parce qu'il était resté finalement en France le seul prince en armes, et qu'il avait à ses côtés non la Lorraine et la Savoie, mais le roi d'Espagne, trop grand roi. Mayenne, en 1589, était, lui, chef de maison, apte alors à concentrer les ressources d'un parti, et, comme le dit encore Tavanes, « qui doute qu'il n'ait esté en la puissance de M. du Mayne de diviser l'Estat, non seulement avec les estrangers et ceux de son party, mais avec les serviteurs et parens du Roy qui promettoient de livrer Sa Majesté mesme ?... »¹.

En fait, si Mercœur n'osa jamais publier ses prétentions sur la Bretagne, Mayenne, lui, ne laissa voir, à demi, les siennes sur la Bourgogne qu'en des tractations secrètes. Au lieu de « se déclarer », au lieu de peindre ses couleurs sur la tour ducale de Dijon, il prit le chemin de Paris et là, pour mieux asseoir son autorité de lieutenant-général, il se fit le conservateur de la puissance royale. Par ce chef d'un gouvernement qui s'était, en février 1589, érigé par révolution, par ce chef d'État qui avait débuté comme chef d'un parti au pouvoir et d'un parti au programme novateur, la monarchie, orientée avant lui vers l'absolutisme, ne fut pas, finalement, déviée de sa ligne. Il la défendit pauvrement, mais en conduisit cependant la barque jusqu'à la sortie du détroit. Les autres gouverneurs du temps ligueur, sans favoriser les doctrines révolutionnaires qui troublaient l'organisation administrative, ont compté, par leurs ambitions propres, au nombre des forces qui arrêtaient si longtemps les progrès décisifs de la puissance centrale. Mais le Mayenne de 1589-1594, parmi eux, fait figure spéciale. En Bourgogne comme gouverneur, dans l'ensemble du royaume comme lieutenant de l'État, il a contribué de son mieux à maintenir ce qui était. Sans son effort monarchique, les atteintes du désordre auraient sans doute été plus grandes encore qu'elles ne le furent. Henri IV lui dut, — et cela valait bien une petite phrase de l'édit de janvier 1596, — de trouver une armature suffisamment intacte, dans un royaume en ruines, pour qu'il pût dans ce cadre jeter l'amorce d'un développement monarchique nouveau. Mais le mainteneur de monarchie oubliait trop l'origine réelle de son pouvoir. Pour avoir trahi les doctrines « démocratiques » du parti même qui avait fait de lui un monarque, il perdit en même

1. *Mém. de Gaspard de Tavanes*, 399.

temps et l'appui d'une Ligue vigoureuse à Paris et la sécurité particulière de son établissement bourguignon.

Ce conservateur, qui n'admettait les novations que lorsqu'il s'agissait de l'élection royale, suivit les conseils des grands robins modérés. En même temps qu'il « cassait » à Paris le pouvoir d'État du Conseil général du « party », il abandonnait en Bourgogne le Conseil d'État local qu'il avait cependant eu soin d'abord d'adapter à ses intentions personnelles ; il étendit aux bourgeois communaux de ses villes la défiance qu'il témoignait aux suppôts des Seize ; il freina les États provinciaux autant qu'Henri III ; il condamna les poussées sociales et politiques qui eussent pu être dans sa province la sève d'un mayennisme puissant. L'on comprend mieux, en considérant Mayenne dans sa Bourgogne, l'erreur qu'il commit, s'il voulait gouverner ou même régner, en quittant la piste révolutionnaire pour la route traditionnelle où il ne pouvait être qu'un faux successeur des Valois. L'on comprend aussi qu'en Bourgogne même ce continuateur équivoque de la centralisation et de l'oppression royale, se soit finalement aliéné toute « fiance », non seulement des novateurs, mais aussi des défenseurs de l'ordre établi qui voyaient en Henri de Navarre converti une autorité plus réelle que la sienne, et plus généralement de tous les Bourguignons attachés aux libertés provinciales. Lorsqu'Henri IV fut roi, il avait, lui, laissé passer l'heure d'être « duc » : l'alouette avait chanté tandis qu'il attendait encore le rossignol. Il revint trop tard en sa Bourgogne, et, monarque déchu, prince maladroit, il s'y trouva bientôt « le cul par terre entre deux selles ».

♦ La pauvreté des moyens mis en œuvre par le lieutenant-général pour lier à lui la Bourgogne est bien digne de remarque. La clientèle soldée, l'« asseurement » des places : hors cela aucun « moyen », sauf la bienveillance affectée. Pas une seule officine de propagande mayenniste dans la province. Pas de doctrine adaptée aux besoins et répandue dans les villes. Aucun recours aux idéologies utiles. Rien d'autre chez Mayenne qu'une sorte de velléité entêtée : commander lui-même et de ses camps.

Nombre d'autres princes de la Ligue, et que n'empêtrait pas, comme lui, la dualité des desseins, travaillaient aussi médiocrement que lui leur « particulier ». Lequel, sauf Mercœur peut-être, s'est-il ingénié à tirer de sa province, outre les dévouements intéressés des puissances locales, la chaleur d'une foi ? Lequel a-t-il résolument fermé ses bailliages du côté du royaume, renoncé à voir dans Blois ou dans Paris le siège de ses destinées personnelles et le pôle de ses ambitions, pour construire vraiment un petit État chez lui ? Aucun, sauf Mercœur, n'a été suivi par ses provinciaux après sa défaite et sa soumission au roi ; aucun, sauf Mercœur, n'a été, à la fin de sa vie, sollicité par la nostalgie d'une amitié provinciale au point de

léguer son cœur à une église de son ancien gouvernement¹. Ces ambitieux de la fin du xvi^e siècle ne ressemblaient qu'en apparence à ceux du temps de Louis XI. Les liens féodaux étaient autre chose que leurs clientèles princières. Entre 1470 et 1589, s'interposent la monarchie des Valois-Angoulême et le souvenir des grands parvenus établis à la cour du roi.

Mais il y a aussi la médiocrité de l'homme. Si, en face du Mayenne bourguignon, l'on se rappelle la phrase où Michelet condense son jugement sur les Guises, — « aventureuse famille, trop brillante peut-être, rarement heureuse, toujours adorée²... », — on admettra, certes, que Mayenne fut rarement heureux et même que ce prudent, ce « dilateur », avait bien en lui, en même temps, par une de ces rencontres dont le xvi^e siècle offre d'autres cas, le goût de l'aventure. Mais l'aventure de Paris, il ne la poussa pas de façon telle que sa prudence n'eût bientôt alourdi sa marche, et l'aventure bourguignonne ne fut, à y bien voir, même pas ébauchée. Un aventurier qui hésite : n'est-ce pas ainsi que le représente, en somme, l'une des « histoires » de la Ligue, écrite par un ligueur³ ?

Brillant ? Nullement. Hautain, sans doute, sous la bonhomie affectée. Adoré ? L'absence totale de son nom dans les plaquettes catholiques de la Bourgogne, les défiances ou les gauseries bourguignonnes suffisent à suggérer l'idée de son impuissance à s'attacher une population qui n'était cependant pas rebelle à la séduction, et que les Condés, plus tard, sans grand effort, devaient autrement attirer.

Le prince brillant et capable de se faire adorer, c'était Henri de Guise seulement et, Guise continuant à vivre, son cadet aurait-il dessiné une figure qui égalât seulement, en relief, celle du jeune Nemours, si fougueux dans ses équipées, ou même celle d'Épernon, si résolu dans son cynisme ? La mort de Guise valut à Mayenne un nom ; mais l'histoire de ses relations avec la Bourgogne confirme, dans son ensemble, le jugement de médiocrité que suggéraient déjà les chroniqueurs de sa lieutenance générale.

1. Mercœur, lorsqu'il part guerroyer en Hongrie après sa soumission, est suivi par une centaine de gentilshommes bretons et plusieurs compagnies formées en Bretagne. Il lègue son cœur en mourant aux capucins de Nantes (GRÉGOIRE, *La Ligue en Bretagne*, 369 n. 2, 371). Mais il était, lui, l'époux d'une princesse bretonne de vieille souche ducale.

2. *Hist. de France*, V, 262.

3. L'histoire en partie inédite de B.N., fr. 10270. Sur les jugements intéressants portés sur Mayenne par l'auteur anonyme dans la partie non publiée, v. Ch. VALOIS, *Une histoire inédite de la Ligue* (Éc. des Chartes, *Pos. des thèses*, 1908). — Nous évitons de dire comme certains : l'unique histoire écrite par un ligueur, car ce serait oublier l'œuvre du Familier de Jeannin. Mais ce dernier auteur, si documenté qu'il soit sur Mayenne, — on est tenté d'ajouter : si bourguignon qu'il paraisse, — ne nous livre sur le personnage du lieutenant-général aucun jugement véritable, pensé et formulé.

Gardons-nous d'ailleurs, ici, de l'un de ces « portraits » qui confèrent une fixité menteuse à des traits que la vie réelle ne cessa de retoucher. Du jeune cavalier de 1574, et même du cadet ombrageux de 1587 que nous avons considéré un instant¹, au quadragénaire pesant, vaincu, mais obstiné de 1595, les Bourguignons connurent plusieurs Mayennes successifs. Cependant, vus de Bourgogne, tous les traits n'avaient pas changé. Charles de Lorraine avait été et demeurerait non point l'apathique que représentent trop d'historiens, mais au contraire un politique vigilant et assidu. Il était resté inquiet, méfiant, aussi timide qu'impulsif, porté à rêver grand, mais à voir petit.

II

LA LIGUE EN BOURGOGNE

Aux difficiles questions que posait en 1587 l'incertain avenir de la Ligue en Bourgogne, la période 1589-1595 avait répondu.

Elle avait tranché aisément, d'abord, un problème d'option. Entre Paris et Mayenne, ces deux « enseignes » qui s'offraient à la veille et au temps des Barricades, les circonstances avaient imposé le choix. Si variable que fût, en intensité, en sincérité, le mayennisme des divers milieux ligueurs bourguignons, ce mayennisme, répondant aux propres vues du gouverneur sur sa province, constitua avec une continuité au moins apparente, depuis janvier 1589 jusqu'à la fin de la crise, la marque particulière de la Bourgogne parmi les grandes provinces de l'Union. La Provence était déchirée entre des Ligues multiples. La Bretagne se fermait à peu près à l'action parisienne, et Mercœur imposait au contraire son nom, sinon à ses farouches paroisses paysannes, du moins à ses bourgeoisies catholiques. La Normandie, la Picardie du duc d'Aumale, la Champagne des deux ducs de Guise montrèrent à de certaines heures une ardeur partisane à laquelle l'esprit des Seize ou du moins les programmes du Conseil de Paris ne semblent pas avoir été étrangers. La Bourgogne, elle, se signale à la fois par son ignorance presque totale de l'influence proprement parisienne et par une sorte d'incapacité à concevoir la Sainte-Union sans Mayenne comme chef. Elle offre cette particularité probablement assez rare d'avoir possédé en 1589 un Conseil de la Sainte-Union qui ne correspondait effectivement qu'avec Mayenne ; l'on peut dire que, sauf Auxerre dont il entretenait le commerce,

1. Introduction, § 4.

Paris ne rencontra jamais, pour aider à ses essais d'organisation fédérale ou centralisée, l'appui d'aucune ville bourguignonne ; et pour expliquer cette abstention suggestive, il faut songer non seulement à l'autonomie morale et intellectuelle que conservait l'ancien Duché, mais encore à l'autorité propre que Mayenne entendait s'y assurer, et qu'il s'y assura un certain temps, en effet, grâce à ses titres exceptionnels de gouverneur-protecteur devenu chef de l'État. D'ailleurs, cette conception presque exclusivement mayenniste eut ses conséquences logiques : les déceptions causées par le « Maistre », la désaffection qu'il s'attira vidèrent parmi les Bourguignons l'idée de la Ligue de toutes ses vertus et lorsqu'ils se détachèrent de Mayenne, c'est la Ligue elle-même qu'ils abandonnèrent.

◆ Autre réponse des faits aux problèmes de 1587 : le réveil politique des échevinages. Les bourgeoisies communales ne s'étaient nulle part liées positivement à la Ligue des Princes en 1585, et, en 1588 encore, toutes travaillées qu'elles fussent de poussées diverses, elles demeuraient expectantes : l'on pouvait se demander ce que cachait leur prudence. Après coup, et surtout lorsqu'on en juge à plusieurs siècles de distance, il est commode de dire que ce qui fut devait être. Dans l'espèce — il faut le souligner d'autant plus qu'aucune étude n'a encore été consacrée à l'esprit provincial de 1588, — rien de clair, vraiment, dans aucun des documents utilisés par nous, n'autorise à penser que les villes bourguignonnes fussent réellement, au printemps des Barricades, les collaboratrices assurées d'une éventuelle prise d'armes des Guises.

Une fois le pas franchi vers la révolte, — et ce fut seulement plusieurs semaines après les assassinats de Blois, — quelque chose subsista en ces groupes bourgeois de la prudence et de l'indépendance de 1588. Ces échevinages, dont le rôle dans la Ligue fut si important, ne cessèrent de défendre leur propre liberté d'action plus encore que la cause générale, et de freiner d'autre part les manifestations du peuple catholique presque autant que celles des « politiques » ou « hérétiques ». A Paris, la « lie » populaire et les démocrates catholiques débordèrent à plusieurs reprises les conseils de gouvernement. A Dijon, à Autun, à Beaune, à Chalon, et même à Auxerre, de 1589 à 1594, la « populace » artisanale ou vigneronne demeura fortement bridée par les corps de ville, leurs procureurs-syndics, leurs sergents et leurs prêcheurs.

Cependant ce double souci constant d'indépendance et de maîtrise ne signifie nullement la modération des desseins ni la retenue dans les entreprises. Le fait vrai, c'est, au contraire, la résolution avec laquelle les communes s'établirent durant la crise au premier plan de la vie provinciale. De cette résolution, quelques pages de ce livre devraient donner l'impression, comme les documents eux-mêmes.

Ce n'est pas aux gentilshommes, exploités désordonnés des occasions d'« advancement », ni aux robins débordés par le flot des novateurs, c'est au monde des avocats, procureurs et greffiers qu'appartinrent les initiatives essentielles, celles qui, dans le milieu provincial, déterminèrent les réactions politiques et orientèrent les destins. L'histoire, du reste, est déjà connue des « républiques » obstruant de leurs prétentions propres les voies de la Ligue officielle et jouant de leur puissance de maîtresses des places-fortes, d'arbitres de la guerre... Il suffira de noter que leur rôle en Bourgogne fut, pour le gouvernement ligueur, nettement néfaste. Tandis que ces bourgeois insatisfaits et avides prenaient les couleurs de la Ligue, les bourgeois nantis, les anoblis et privilégiés des cours souveraines couraient, eux, apeurés, au vrai parti de l'ordre, se faisaient navarristes ou « politiques » : ce partage des bourgeoisies est à coup sûr l'un des faits significatifs qu'il faut, ici, souligner. En fait, les oppositions qui, en 1587, s'annonçaient devant la Sainte-Union guisarde, celle de Charny, celle des évêques, avaient fléchi dans la grande tempête de 1589 : elles ne représentaient pas, du moins, une traverse comparable à cette action acharnée d'un groupe social.

♦ Tel fut, en Bourgogne, le mortel antagonisme entre deux conceptions de la Ligue : — d'une part, la Ligue religieuse apportant sa solution du problème de la succession royale au nom des lois fondamentales ; la Ligue à laquelle Mayenne, en fait, eût voulu s'en tenir ; — et, d'autre part, la Ligue réformatrice de l'« État », qui prit parfois l'accent révolutionnaire, une Ligue politique et sociale, dont les aspects, d'ailleurs, ne sont pas aussi nobles dans les réalités provinciales que dans les « discours » des théoriciens. Les avocats et procureurs, qui essayaient de saisir par menus morceaux et empiriquement une partie de ce que des édits eussent pu leur donner vraiment, sont en Bourgogne les témoins de cette incoordination des deux Ligues, faiblesse irrémédiable d'un gouvernement.

Cependant, pour limiter les méfaits de ces ligueurs utilitaires, et entretenir la notion des causes supérieures, il était l'équipe des ligueurs de doctrine, plus attachés aux thèses générales qu'aux sentiments de clocher et aux profits égoïstes : les Bourguignons qui lisaient et qui voyageaient, qui parurent aux camps de Mayenne ou aux États de Paris ; les têtes pensantes du Conseil de Dijon. Ils trouvaient appui dans l'entourage du lieutenant de l'État, et le dessein de Mayenne fut de faire prévaloir en Bourgogne ces serviteurs du « général » sur les profiteurs locaux, les Bernard et les Fyot sur les La Verne ou les Tribolé. Parmi ces hommes du « général », d'ailleurs, les oppositions de vues n'étaient pas rares, et, par exemple, entre Jeannin, ce haut contrôleur des choses de Bourgogne, ce commissaire sans le titre envoyé dans la province à l'automne de 1593 en

mission de redressement ligueur, conservateur des « rangs » établis et « français » au point de préférer le ralliement « politique » à l'asservissement espagnol, — et Bernard, en qui survivaient encore en 1593 à la fois le réformateur ou censeur des discours de Blois et l'antinavariste absolu de l'*Advis aux François*. Mais, malgré leurs divergences, ces hommes de la Sainte-Union faisaient corps dans la province et leur conflit de cinq années avec les oligarques communaux représentés dans l'histoire de la Ligue en Bourgogne un élément à coup sûr plus significatif que les exploits stériles des barons-capitaines ou même que les constructions politiques des robins émigrés.

♦ Dans cette histoire de la Ligue en Bourgogne, trois périodes se distinguent aisément. Il y eut d'abord le temps du « party », de la Ligue érigeant à Paris un gouvernement insurrectionnel, le temps où se déchaînaient à la fois, sous les mêmes couleurs de la « religion », les appels des clercs contre le Valois, la guerre populaire contre les « hérétiques », et les entreprises sociales des avocats ou des barons. Ce fut, en Bourgogne comme ailleurs, au début de 1589, une brillante flambée, à la fois de révolte et d'espérance. Mais elle ne put longtemps dissimuler certaines ombres alarmantes : l'indocilité des comtés extrêmes, le neutralisme marchand qui disputait à la Ligue tout le Val de Saône, et surtout la guerre intestine des avocats contre les officiers et les nobles, l'émigration forcée des bourgeois qui s'entenaient à la Sainte-Union royale de 1588, l'érection d'un gouvernement des « ennemis », l'échec de la Réunion catholique, — la constitution, enfin, en face de la Ligue, d'un front puissant : celui des conservateurs sociaux, des bourgeois établis que les avocats ligueurs alarmaient.

Encore Mayenne, en cette première période, gardait-il son crédit de patron ou de chef d'État révolutionnaire et la Ligue bourguignonne, grâce à lui, quelque unité encore. Mais, après Ivry, s'ouvrit une deuxième période, celle où l'équivoque mayenniste sapait cette Ligue. On a vu ce que fut la déception des ligueurs cherchant à Paris le protecteur bourguignon des « novations » et se heurtant à la barrière des quatre secrétaires d'État traditionnels, à la consigne de l'autorité. On a vu comment Mayenne, général vaincu, apparut comme exploitant sa province au profit du pouvoir central et sans effet pour la cause générale.

Le gouvernement ligueur, en 1592, condamnait en bloc tout ce mouvement réformiste qui inspirait depuis 1578 la catégorie sociale la plus active au pays bourguignon. Mais à la même date, — sans qu'aucune liaison avec les Seize eût jamais répandu dans les populations de la province le principe des désaffections partisans inspirées par Paris, — une rupture morale, sous les apparences nécessaires et conservées de la fidélité, était déjà consommée entre les

communes bourguignonnes et le gouvernement central de la Ligue. Entre les progrès des politiques et cette désertion des forces les plus précieuses, ce gouvernement, dès 1593, avait perdu toute prise directe et certaine : la sélection de mayennistes dociles qui siégea aux États généraux de Paris ne représentait déjà plus guère qu'un état-major sans troupes. Tandis que cette phalange servait le « maître » en face de Navarre et des Espagnols, le trouble des États de Bourgogne, déçus dans leurs anciennes aspirations doctrinales, exprimait une réalité provinciale beaucoup plus certaine ; — et cette réalité, c'était l'impuissance de la Ligue, desservie par le misonéisme de Mayenne, à réaliser ses promesses de conquêtes politiques. Du moins la Sainte-Union conservait-elle encore, pour la défendre, sa raison d'être la plus proclamée : la « religion ». Mais l'Abjuration condamna ce dernier appui et, traçant clairement la voie de la paix, ouvrit dans l'histoire de la Ligue la période finale.

En 1594, cependant, pour retarder encore l'inévitable dénouement, agirent, outre la crainte des citadelles, les instincts sauvages des gentilshommes avides de prolonger le temps du profit, et la prudence des bourgeois soucieux de garer à loisir leurs intérêts avant l'échéance fatale. Parmi les « politiques » eux-mêmes, beaucoup ne songeaient pas à se jeter aveuglément dans les bras du roi converti. Ces propriétaires souhaitaient l'ordre ; mais ils craignaient les représailles.

Ce fut le peuple qui précipita l'écroulement. Tandis que les bourgeois « considéraient » et que les derniers ligueurs fortifiaient la ligne de repli de l'Absolution, la grande crise économique excitait l'instinct vital du « commun » anonyme. Après le règne équivoque des mystiques, s'imposaient les claires nécessités de la vie positive. Les « peuples » bourguignons, bridés par les bourgeoisies et les capitaines, avaient ignoré, jusqu'à 1594, ces « nouveautés populaires » dont la tourbe parisienne avait quelque temps fait pâture. Mais, lorsque reprit, en 1594, une guerre vaine, le commun se fit enfin entendre et l'on revit, entre Auxerre et Mâcon, l'un de ces mouvements du « peuple vulgaire ¹ » tels que d'autres provinces, et plus tôt, en avaient connus, et tels aussi que la Réforme bourguignonne entre 1562 et 1567 en avait déjà suscités.

♦ Tel est, dans l'histoire de la Ligue vue de Paris, l'un des traits originaux d'une province. A Paris, le peuple s'était levé librement en 1588 et 1589. En 1589, la bourgeoisie bourguignonne, décidant de la révolte, avait utilisé le peuple, mais en même temps

1. Expression de Bégat dans le passage des *Remonstrances* de 1563 où il souligne le fait que l'hérésie, en Bourgogne, semblait une révolte des petits contre les « gros » (f. 30 et v°).

elle l'avait contenu : et c'est en 1594 seulement que ce peuple rompit ses lisières. Or, en cinq ans, le vent des aspirations populaires avait eu le temps de tourner : ce que la foule parisienne avait fait contre Henri III, les vigneron et artisans de Bourgogne le firent contre la Ligue. Une fois de plus, ils criaient « Liberté », mais l'élan de la révolte, cette fois, menait au roi, et au roi légitime... Mayenne, considérant Paris, avait, en 1589, redouté que la « populace » n'établît l'anarchie de l'« Estat tumultueux » ; et, en 1594-1595, c'est la populace, précisément, mais provinciale surtout, qui achevait de ramener une société entière, comme Mayenne en 1591 avait vainement rêvé de le faire à son profit, — à l'ordre traditionnel.

C'est alors beaucoup moins Henri IV qui conquiert la province d'un rebelle que l'un des peuples du royaume qui s'élance vers la royauté consacrée. Jean de Tavanès, ce témoin désabusé des actions des « grands », attribue à la victoire d'Henri IV cette raison première : « Tout estoit saoul de la guerre », et il ajoute : « Il ne faut attribuer beaucoup de gloire au Roy pour avoir regagné en peu de temps son royaume : il ne s'en peut prévaloir davantage que M. du Mayne, après la mort de ses frères, [du fait] que la France se jetta entre ses bras...¹ » Et le témoignage de ce Bourguignon qui avait vécu en Bourgogne les années 1592-1595, n'est pas faux, en somme, en ce qui concerne sa province. Là comme ailleurs, en 1594, se produisit sous l'effet des épreuves, le miracle de la rénovation monarchique et, par exemple, l'édit de 1577, œuvre impie sous Henri III et brandon de guerre, y réapparut en 1595 paré d'autorité et de paix... Là où dix ans plus tôt avait sombré le crédit d'Henri III victime non seulement de ses propres fautes, mais aussi des théories sur le pouvoir royal et de la Ligue dans sa jeune vigueur, Henri IV ne rencontrait, lui, que les derniers soubresauts de la Ligue épuisée et l'appel spontané d'un peuple. Les Bourguignons faisaient crédit non pas tant à lui, qui, pour eux, était encore presque un inconnu, qu'à son titre. Ils saluaient en lui la sécurité de la tradition².

Mais rien, précisément, ne signifie davantage l'échec de la Ligue, et l'impuissance particulière de Mayenne son chef, que cette fièvre de voir un vrai roi éclatant dès 1593 dans la Bourgogne comme en Champagne, en Normandie ou en Poitou, que ce dénouement banal d'une histoire provinciale dont les données avaient semblé longtemps exceptionnelles. Lorsque ce pays travaillé par les doctrines de la

1. *Mém. de Gaspard de Tavanès*, 222, 417.

2. Sans prendre à notre compte toutes les versions de M. REINHARD (*La légende d'Henri IV*, Paris, [1936], in-8°), nous noterons dans le sens général de ses thèses, ce témoignage des faits bourguignons. Pour décerner de justes lauriers, il faut compter avec les dates. Et de même pour porter de justes condamnations, ainsi qu'aidera peut-être à le penser, en ce qui concerne Henri III, la correspondance que M. Champion se prépare à publier.

Ligue sur les droits du peuple, ce pays d'où, dès 1484, était venue l'idée de la libre disposition, put disposer de lui-même, c'est en faveur du roi par la grâce de Dieu qu'il le fit.

Le jugement de Tavanès, qui vaut pour Henri IV, vaut donc pour Mayenne du même coup. Il n'avait rien été, jamais, que ce qu'avaient voulu les Français... Et illusion, en particulier, son espoir de se conserver une demi-royauté bourguignonne au moyen des garnisons, des pensions et des négociations avec les rois. Il avait fait, en somme, comme firent après lui précisément plusieurs historiens du xvi^e siècle : oublié que dans le royaume de France, au temps de Jean Bodin, d'Étienne Bernard, des Seize, les traités des princes étaient souvent peu de chose, et que comptait beaucoup plus la poussée des « peuples » mus eux-mêmes par les besoins économiques, les transformations sociales, et la force des idées ou des mystiques. « Les provinces ne se possèdent pas par forteresses, mais par les hommes » : cette sentence que Jean de Tavanès, dès 1586, tirait de ses propres expériences et écrivait à son prince ¹, — Mayenne ne l'avait pas assez méditée.

III

LA DATE DE 1595

ET LES GRANDS TRAITS DE L'HISTOIRE BOURGUIGNONNE

La date de 1595 marque dans l'histoire de la Bourgogne le terme d'une longue crise générale, à la fois religieuse, sociale et politique. Mais elle a un sens aussi pour qui considère ces éléments fondamentaux : la structure de l'être provincial et son esprit propre dans la monarchie.

→ « Feinte Union », dit l'auteur de l'*Advertissement* de 1594 en parlant de la Sainte-Union bourguignonne ; et la guerre sociale qui doublait sournoisement la guerre politique eût suffi déjà à justifier ce brocard. Mais la désunion, pendant la Ligue, n'était pas entre les groupes sociaux seulement. Elle était encore entre les petites Bourgognes qui s'agitaient dans la grande. La texture hétérogène de l'agglomérat provincial et le particularisme des « comtés », qu'appuyaient les influences extérieures, avaient pris au cours des guerres civiles une importance nouvelle : ces traits de la Bourgogne monarchique apparaissaient en 1595 comme fixés, comme définitifs.

1. Tavanès à Mayenne, Sully, 27 août 1586, B.N., fr. 17281, f. 85 v^o, *cop.*

On peut dire que de 1587 à 1595, pendant ces neuf années d'alarme et de passion, il ne s'était pas rencontré une seule heure de véritable union bourguignonne. Le désaccord des informations apportées par des routes multiples : l'influence des relations marchandes diversement orientées et des contacts avec des centres politiques aussi différents que Paris, Troyes, Langres et Lyon, avaient confirmé l'indiscipline des bailliages périphériques, revigoré fortement leurs institutions autonomes et confirmé en somme l'existence de deux Bourgognes concentriques : le vieux pays ducal d'abord, plus ramassé, plus uni, plus soumis à l'impulsion coordinatrice de Dijon, — et, d'autre part, autour de cette Bourgogne ancienne, la couronne des pays « adjacents », dont l'esprit d'indépendance, — aussi bien celui des moines auxerrois que celui des chanoines mâconnais, aussi bien celui des ravitailleurs du Paris ligueur que celui des contrebandiers de Saône, — avait amplement justifié les craintes qu'il inspirait déjà en 1587 au gouverneur provincial.

Loin de favoriser l'autorité de la ville capitale, les troubles avaient multiplié entre elle et les villes des comtés les occasions de conflits, accentué à son détriment le contraste qui existait entre ses propres ordonnances fiscales ou ses onéreux commandements militaires et les bienfaits économiques ou la protection peu coûteuse de grandes et puissantes voisines étrangères. Et ces puissances extérieures, Paris, Troyes, Lyon, bases économiques, bases politiques, centres d'imprimerie et de propagande, avaient, bien plus que les autorités provinciales, décidé finalement du sort des comtés. Lorsqu'au printemps de 1594 le parti d'Henri IV avait commencé sa décisive conquête, ce n'était pas du centre, de la petite capitale navarriste, Semur, qu'en était parti le signal : et, d'autre part, les opérations défensives lancées de Dijon ne purent que retarder ses progrès. Ce fut de Paris conquis par Henri IV que procéda le mouvement qui entraîna Auxerre. Ce fut le « clair fanal » de Lyon qui guida Mâcon vers le roi, Lyon qui lui fournit la défense d'Ornano après celle de Nemours et l'accueillit pendant quelques mois dans le ressort de son gouvernement.

Ces épisodes de 1594 avaient été précédés par beaucoup d'autres qui démontraient également cette destinée du nœud de routes bourguignon d'être bien plus, désormais, un lieu de convergence des actions extérieures qu'un foyer de rayonnement ou de puissance : et, en cela, l'économique avait préparé ou renforcé le politique. La faculté que possédait Lyon d'imposer dans le Val de Saône ses propres « changements » politiques au temps de la Ligue aussi aisément que ses modèles littéraires au temps de la paix, sa constante autorité morale en ces quartiers, était fondée sur sa fonction de grande cité populeuse consommatrice des blés de Bourgogne et du Bassigny, sur l'hégémonie exercée par ses banques et ses foires en ces avenues bourguignonnes que parcouraient ses agents et qu'elle drainait

économiquement. La cherté qui avait sévi en Bourgogne en 1592-1595, à cause de l'afflux des mauvaises espèces par les routes du sud et de l'est, fournit un autre exemple des influences, déterminantes au point de vue politique, qu'exerçaient les contacts marchands. La Ligue, telle que la concevait le gouvernement de Paris, n'avait pas trouvé devant elle seulement l'obstacle social, mais encore l'obstacle économique dressé par les voisins du Duché.

L'histoire de la Ligue fut donc en Bourgogne, dans une large mesure, celle des efforts tentés par le centre pour réduire les indisciplines des cantons périphériques, et pour limiter ou enrayer les intrusions venues des mouvances voisines. Mais il faut remarquer le caractère passif de cette œuvre. Tandis que d'autres villes françaises, Tours, Toulouse, Troyes, Lyon et d'autres se faisaient bases de propagande et de commandement, Dijon et le quadrilatère de Chalon, Beaune, Châtillon et Autun se bornaient en somme à garder à la Ligue des routes ou à Mayenne son réduit ; et pendant ce temps, autour de ces forteresses centrales, dans les comtés adjacents, se confirmait définitivement une habitude d'indépendance : jamais après 1595, même au temps des intendants, ces comtés ne devaient témoigner à l'égard de Dijon d'une véritable discipline, ni administrative, ni intellectuelle.

→ Il semblait qu'en perdant ses ducs, le Duché avait aussi perdu ses facultés de conquête et d'assimilation. Du moins avait-il conservé jusqu'à la Ligue de 1589 d'anciennes traditions d'autonomie morale et son caractère de pays frontière encore conjoint par de nombreux liens à l'autre Bourgogne, celle de Philippe II. Quels furent donc le sens, la portée du ralliement à Henri IV, en ce qui concernait ces survivances du passé ? L'élan populaire de 1594-1595 était celui de tout un royaume. Et cependant ce royaume était loin encore de constituer un bloc homogène. Ce ralliement général à la norme monarchique était celui de populations encore très dissemblables par leurs parlers, leurs mœurs, leurs types de vie, par leurs institutions mêmes, et par la nature des liens qui les attachaient au commun État. Qu'était-ce donc au juste que l'éviction de la Ligue, de Mayenne, pour les Bourguignons, au point de vue de leurs sentiments ou de leurs destins de sujets du roi de France ?

Notons d'abord que la paix bourguignonne, au lendemain de la Ligue, put revêtir des formes toutes colorées de sentiments monarchiques sans contenir réellement une adhésion consciente aux doctrines de centralisation. Les sujets de la province, las de trente ans d'épreuves, imploraient, en 1595, l'ordre sous l'autorité du roi. Mais la province conservait des corps remparés de droits : Parlement, Chambre des Comptes, Bureau des Finances, États, échevinages..., forteresses des bourgeoisies. Les États de Bourgogne, à demi-muets pendant la Ligue, allaient s'essayer à reprendre voix ; et le Parlement

à signifier ses remontrances : c'est au ^{xvii}^e siècle plus que pendant la Ligue de 1589-1595, sous les atteintes de l'oppression royale plus que dans le désordre équivoque de la monarchie de Mayenne, que devait se réveiller la vigueur autonome de 1563 ou de 1578¹. Après les Ligues, Henri IV ; mais après Richelieu, les Frondes ; — et les commissaires du roi, l'« intendant » même, modelé peu à peu par les fonctions qu'imposaient les plans d'autorité, pourront-ils réduire à la discipline unitaire cette vitalité autonome ?

On peut le dire après A. Thomas et M. G. Roupnel, tant que la société qui pense et écrit, la robe surtout, — redevenue puissance dirigeante du milieu avec le retour de l'ordre, — plongera ses racines sociales dans la terre et le peuple rural, tant que la sève paysanne montera jusqu'à elle, une dignité provinciale restera dressée à la fois contre le règne intellectuel de Paris et contre l'oppression du Louvre ou de Versailles. Un long siècle encore, la Bourgogne, au sein de la fédération monarchique des provinces, gardera ces forces indigènes. Mais autre chose du moins, en 1595, est définitivement condamné : si la Bourgogne conserve dans la communauté française la vigueur de son individualité, les souvenirs de la lointaine indépendance ont achevé de perdre leurs vertus actives. En 1563, en 1578, les grands corps bourguignons avaient pu glisser dans leurs remontrances des allusions à certaines possibilités séparatistes : au temps où l'historien Saint-Julien de Balleure faisait ses nostalgiques retours sur le passé de la noblesse locale, quelques faibles, mais authentiques tisons « bourguignons » rougeoyaient encore. Or, loin de rallumer le brasier, la Ligue et ses égoïsmes sociaux, ses particularismes qui dissociaient le corps provincial, en avaient dispersé les derniers brandons ; et quelle force, d'ailleurs, eût-elle pu alors redresser la vieille Bourgogne ? De prince « bourguignon », il n'en était plus qu'un, et c'était Philippe II... Quant à Mayenne, il n'avait pas même songé à faire rejaillir la flamme. Et, d'ailleurs, Mayenne continuateur des ducs, l'idée, si Mayenne lui-même l'avait réellement conçue sous cette forme, ferait sourire qui a lu les pages de Chastellain où s'exprime l'idolâtrie des nobles et même du peuple de Bourgogne pour un

1. Pendant les troubles, les griefs avaient beau s'accumuler, l'esprit de parti en pondérait l'expression en présence des ennemis, et les particularismes locaux ou les dissentiments sociaux, surexcités, condamnaient tout front bourguignon digne de ce nom : on l'a vu. Mais, dès 1598, les résistances fiscales du temps d'Henri III tendent à se renouveler, et c'est suivant toute apparence contre la fiscalité royale que, cette année-là, le 27 février, proteste l'auteur d'un placard véhément qu'on trouve collé à la porte du Palais et où s'exprime l'idée d'une Bourgogne opprimée. On lisait, dans ce placard en forme de requête au Parlement, ces mots : « A la cour, supplie humblement la pauvre Bourgogne estre mise en liberté, et sera justice. Signé : LA BOURGOGNE » (Dijon, B235, f. 201 ; cf. Brennot, III, 104). — Sur l'accent nouveau des résistances de la Chambre de ville de Dijon : F. Bourcier, *Le régime municipal à Dijon sous Henri IV*.

Philippe le Bon ¹, et qui compare à ce témoignage passionné les lignes rares et sèches où les ligueurs bourguignons enregistrent l'échec final et le dernier départ de Mayenne. Lorsque le dernier duc avait succombé, était née une légende bourguignonne et, jusqu'au traité de Madrid, plus tard même, les héritiers des ducs avaient conservé une auréole. Le sort de la dynastie guisarde des gouverneurs bourguignons, lorsqu'elle s'éteint après un demi-siècle de durée, n'éveille même pas de la pitié : elle s'ensevelit brusquement dans l'oubli. Le véritable héritier des grands ducs, aux yeux des Bourguignons, s'il en était encore pour se soucier réellement d'un passé désormais bien lointain, c'était le roi de France, ce roi même dont on salua la victoire et dont on redouta ensuite l'oppression ². Destin commun ? On le penserait, à voir que nulle part n'avait été tentée effectivement l'érection de ces principautés que rêvait en 1589 l'ambition des Princes ; — à lire, surtout, les chroniqueurs ou historiens de cette Bretagne, plus tard « réunie » que la Bourgogne, bien plus « à part » par sa langue et bien mieux tenue par son gouverneur, et où, cependant, pas une seule fois durant la Ligue, l'idée de la vieille indépendance ne fut ouvertement évoquée, ni publiée celle de dénoncer le pacte d'union ; où il ne fut pas une seule ville pour refuser obéissance à un roi de France régulier, ni pour offrir à Mercœur une couronne ducale ³.

L'idée des « principautés », flottante d'ailleurs et qui n'était pas toujours dans la tête des gouverneurs celle de véritables États *sui juris*, fut idée des princes, nulle part sans doute celle d'une partie appréciable de la population ralliée à la Ligue. Troublée dans sa religion royale par l'oppression d'Henri III, la Bourgogne catholique n'avait pas songé à renier la monarchie française. A Henri III, jugé indigne, puis abattu par un couteau ligueur, elle avait, durant quatre ans, cherché un successeur sur de fausses pistes, mais sa poursuite, en somme, n'avait pas dévié. Elle cria tant Noël qu'il vint : et sous les rois Bourbons jamais plus le loyalisme français ne devait être remis en question. L'entreprise espagnole et savoyarde de Biron, en 1602, ne rallia, tout au plus, qu'une poignée incertaine de barons aigris. Quant au cri de « Vive l'Empereur » des vigneron dijonnais en 1630, c'est l'expression, non pas d'un espoir vivant comme le « Vive le Roi » de leurs pères, mais plus simplement, sous

1. Sur ce sentiment et ses sources, v. particulièrement, L. FEBVRE, *Les Valois de Bourgogne et les idées politiques de leur temps* (dans *Rev. bourg.* p. p. l'Université de Dijon, 1913, n° 1, § II-III).

2. Noter que le 4 juin 1595, le jour même de son arrivée à Dijon, Henri IV va à Champmol visiter les tombeaux des ducs (B. DIJON, Baudot 139). Cette visite, dans son esprit, avait-elle un sens ? Aucun contemporain ne lui en attribue un.

3. Nous reproduisons presque exactement les termes d'A. DUPOUY (*H. de Bretagne*, Paris, Boivin, [1932], 222) qui reprend lui-même une constatation déjà faite avant lui.

la forme d'une réminiscence venue de loin, la protestation furieuse d'un peuple lésé dans ses libertés les plus précieuses. L'autonomisme après la Ligue restait vivant ; mais la conscience française avait, au temps des États de 1593, achevé de se consolider.

♦ Fidélité au roi de France ; disons plus : fidélité, comme l'imprimait l'*Advertissement* de 1594 en des termes d'une modernité digne d'être notée, à la commune « mère : la France...¹ ». Nous avons pu souligner l'importance que prit en Bourgogne le sentiment national comme principe de réconciliation politique autour du roi légitime. L'union sacrée, que la Ligue en 1588, ni Mayenne en 1589, n'avaient réussi à imposer au nom de l'idée catholique, s'opéra en somme, et d'elle-même, en 1595, sous l'impulsion du sentiment national. 1595 est la date de l'histoire bourguignonne où il faut arrêter le temps des dernières équivoques autour du pacte de 1477, clore définitivement la période qu'avait illustrée les remontrances sécessionnistes de Jean Bégat et de Nicolas Bouchérat.

Mais lorsqu'on lit dans les chroniques dijonnaises, aux pages de 1594 et 1595, ces mots tout rayonnants d'une force rajeunie ou même d'une vertu neuve : la « patrie », les « bons François », il ne faut pas parler seulement d'un ralliement miraculeux qu'aurait opéré le Béarnais ; il ne faut même pas s'arrêter à cette observation, plus critique cependant, que ces mots-là se trouvent sous la plume des « politiques », bourgeois conservateurs réjouis par le retour de l'ordre monarchique et français garant de la sécurité des biens : il ne faut croire ni à un élan français procédant d'une pure mystique, ni à des impulsions suscitées seulement par des considérants sociaux. Il faut faire sa part à un sentiment particulier, qui se développa précisément au Duché à partir de 1595. Tandis que succombait en ce Duché la vieille idéologie « bourguignonne », se produisait, fait complémentaire, fait important, sa rupture avec la Comté.

Séparés depuis 1493 par des bornes plus effectives que l'antique limite du Royaume et de l'Empire, Duché et Comté n'avaient cependant pas brisé, durant le xvi^e siècle, leurs liaisons aux formes si variées que troublaient, certes, les violations de la Neutralité, mais que ranimaient vite et toujours le soin des héritages et les intérêts du commerce, l'enchevêtrement par dessus la frontière des familles, des biens, des

1. C'est l'appel au patriotisme sans aucune évocation du roi que nous trouvons déjà en 1589 dans l'*Advertissement d'un gentilhomme poitevin*, autre plaquette bourguignonne (v. à ce sujet H. HAUSER, *De la modernité du xvi^e s.*, 77). Ou bien l'auteur de la plaquette de 1594 s'est rappelé le passage de celle de 1589 (« la France » ... « nous tend les bras et crie de toutes parts au secours »), ou bien il exprime une idée qui est devenue assez courante autour de lui. De toute manière et quels que soient le sens et l'ardeur du ralliement à Henri IV, un sentiment désormais est en Bourgogne plus ou moins répandu.

ressorts ecclésiastiques. Cependant l'alliance de Mayenne avec les Espagnols, l'irruption de Velasco et la violente contre-offensive d'Henri IV marquent la fin d'une époque dans l'histoire des deux Bourgognes. La Ligue laisse derrière elle au Duché ce ferment durable de fidélité française : la mentalité inquiète, prompte au soupçon et à l'alarme, d'une véritable marche ; et c'est ainsi, plus d'un siècle après le traité de Senlis, que s'achève réellement la sécession bourguignonne. L'inimitié ardente de la guerre de Dix ans s'annonce en 1595 dans les noyades de Saône et les incendies des villages comtois.

La foi dans la Neutralité était désormais précaire et le roi, qui décidait d'abattre les « châteaux » de Louis XI dressés pour mater les rébellions du Duché, avait ses raisons de laisser debout ceux qui faisaient face aux routes de la Comté¹. Il avait aussi ses raisons de ne pas les confier à Mayenne, et l'édit de Folembray complétait à propos les insuffisantes garanties du traité de Lyon. En effet, Mayenne rentrant à Dijon comme gouverneur après 1595, c'eût été non seulement le rêve guisard de 1585-1586 menaçant de renaître, tout le sud-est du royaume exposé aux « desseins » conjugués du duc de Savoie et de l'ancien chef de la Ligue, et la Bourgogne elle-même, cette articulation essentielle, cette liaison avec Lyon et la vallée du Rhône, remise en des mains suspectes, — mais encore le conflit avec les Habsbourgs sans cesse prêt à rebondir là, au mépris d'une neutralité affaiblie.

Écarter de Dijon Mayenne et les Lorrains, c'était diminuer le danger ; c'était confirmer pour une période nouvelle les destinées divergentes des deux Bourgognes, consolider la garde française à Auxonne et Saint-Jean-de-Losne, et faire s'épanouir dans le neutralisme marchand de 1589 ce sentiment d'hommes des frontières qui fit la « Belle Défense » de 1636 contre Gallas. Mais ce n'était pas établir la paix au Val de Saône : de 1595 date une ère de troubles et de méchantes guerres locales qui ne devait prendre fin que 80 ans après Fontaine-Française et les conférences de Chalon, par la liquidation de cette vieille « querelle de Bourgogne » dont Du Vair s'inquiétait en 1592, par le définitif recul de la frontière française aux Monts-Jura.

Vu, le 14 janvier 1937.

*Le doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.*

Vu et permis d'imprimer.
*Le recteur
de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.*

1. Sur le destin de la neutralité comtoise, v. H. BOREL, *La Franche-Comté sous les Archiducs* (1598-1633). *Sort d'une province neutre dans les préludes de la guerre de Trente ans* (dans la *Rev. belge de philologie et d'histoire*, XV, 1936, 459-487).

ERRATA ET ADDENDA

T. I. — P. ix, ligne antépénultième, au lieu de *tographique*, lire *topographique*.

LXXIX, l. 24: la ligne doit être en gros caractère.

8, notes, l. 9, supprimer : BARBIER, *L'Auxerrois*, 1936, in-8°.

27, n. 1, l. 5, ap. 2°, ajouter H. HAUSER, *Recherches et documents sur l'hist. des prix en France de 1500 à 1800*, Paris, 1936, in-8°.

80, n. 1, l. 3, après *Bourbon-Lancy*, ajouter : *mais Bourbon prétend être siège principal*; — après *Saulieu*, ajouter : *siège créé en 1585, mais établi seulement sous Louis XIV*.

111 n. 1, l. 2, au lieu de *Jean van den Brock*, lire *Jacques*.

116 n. 3, l. 4, au lieu de *et Montagne*, lire *en*.

118 n. 3, dern. ligne, au lieu de *V°*, lire *Vc*.

151 n. 1, l. 11, au lieu de *Le rétractation*, lire *La*.

159, l. 28, au lieu de *Guy de Tournelle*, lire *de La*.

284, titre courant, au lieu de *Le*, lire *La*.

299, l. 19; 318 n. 2, l. 4; 430, l. 5, devant *beau-père*, ajouter *futur*.

418 n. 1, au lieu de *n. 0*, lire *p. 417, n. 3*.

445, l. 5 et 11, au lieu de *Thoissel*, lire *Thoissey*.

T. II. — P. 36, l. 11, au lieu de *intercessions*, lire *intersessions*.

39, l. 11, au début, supprimer *le*.

52 n. 5, l. 1, entre *Edme* et *Chantepinot*, suppléer *de*.

66, l. 4, au lieu de *Morin*, lire *Moreau*.

87, l. 2, au lieu de *pouvoir*, lire *pouvait*.

119 n. 1, l. 6, au lieu de *par*, lire *pas*.

299, l. 9, au lieu de *passage*, lire *passage*.

303, dernière ligne, appel de note, au lieu de 4, lire 6;
et à la dern. note, au lieu de 7, lire 6.

337, titre courant, au lieu de *provinces*, lire *provisions*.

362 n., l. 1, au lieu de *insaisissables*, lire *insaisissables*.

372 n. 1, l. 4, au lieu de *Cl.*, lire *Fr.*

411, titre courant, au lieu de *juin*, lire *mai*.

455, l. 2, au lieu de *cé'tail*, lire *c'était*.

INDEX

ALPHABÉTIQUE

A. — *Noms de personnes et de lieux*, exception faite pour ceux qui ont été cités accidentellement et n'importent pas au sujet général du présent travail, et pour celui de *Bourgogne*. Les noms de *Mayenne*, *Henri III*, *Henri IV*, *Philippe II* ne sont suivis de quelques renvois, les principaux.

B. — *Principales matières* : groupes sociaux ; divisions et matières administratives ; institutions ; courants d'idées et écrits ; problèmes et faits politiques ; etc. — Les numéros en égyptienne signalent les passages les plus importants.

A

- Abbeyes et abbés**, I, 61-62 ; 272-273 et n. ; — II, 300-302 et n. ; 308-309 et n.
- Abbeville** (Somme), I, 132 ; 177 et n. 3 ; — II, 55 n. 3.
- Abjuration** (d'Henri IV), II, 264-265 et n. ; 270 ; 281-282 ; 284-285 ; 296 ; 298 ; 310-311.
- Abolition** (lettres royales d'), II, 440 et n. 3. — Cf. 460.
- Absolution** (d'Henri IV), II, 298-299 ; 316 ; 454 ; 456 et n.
- ADJACETO** (Ludovic d'), II, 171.
- Advertissement à la noblesse et villes de Bourgogne**, II, 230 ; 301 ; 315 ; 321 ; 325 ; 369-371 et n.
- Advertissement d'un gentilhomme poitevin**, I, 270 ; 296 et n. 2 ; 312 ; 314.
- Advis aux François** (d'Etienne Bernard), I, 374-377 et n. ; 387-388 ; 390-391 ; — II, 201.
- Affranchissements**, I, 38-40 et n. ; 55.
- AGES** (François des), protestant, I, 121.
- Ahuy** (cant. Dijon-N., C.-d'Or), I, 223 et n. 1-2.
- Aides**, I, 84 et n. 1.
- Aignay-le-Duc** (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 88 n. 4.
- Aiguillon** (cant. Port-Sainte-Marie, Lot-et-Garonne), baronnie, I, 110 n. 2.
- Aillant** (c.-l. cant., Yonne), I, 330.
- AILLEBOUST** (les), famille autunoise, I, 67 n. 3. — Hugues, chanoine, I, 274.
- Aisey-le-Duc** (cant. Châtillon, C.-d'Or), I, 45 n. 3 ; 202 n. 4 ; 346.
- Aix-en-Provence**, Conseil de la Sainte-Union, II, 41 n. 3. — Parlement, II, 12 et n. 3.
- ALAMANNI** (Luca), évêque de Mâcon, I, 63 et n. ; 159 ; 190 ; 228 et n. 2 ; 273 ; 288 ; 380 ; 396 et n. 3 ; — II, 47 n. 3.
- ALÈGRE** (le m^{is} d'), I, 72 n. 3.
- ALENÇON** (François, duc d'), v. ANJOU.
- ALINCOURT** (Ch. d'), fils de Villeroy, secr. d'Etat, I, 212 et n. 2 ; 355.
- ALIX** (Jean), II, 145.
- ALIXANT**, avocat de Beaune, II, 388.
- Allemagne**, I, 6 ; 21 n. 2 ; 22 ; 142 ; — II, 386.
- ALONE** (le s^r d'), ligueur, II, 234 n. 3 ; 237 n. 1.
- AMANZÉ** (Jean d'), gouverneur navarriste de Bourbon-Lancy, I, 294 et n. 3 ; 332 ; 410 n. 2 ; — II, 267 n. 3 ; 288 ; 353.
- AMBLISE** (Africain d'Anglure, baron de Bourlemont d'), capitaine lorrain, I, 434 et n. 4 ; — II, 170.
- AMELINE** (Nicolas), l'un des Seize, I, 133 ; — II, 153 ; 333.
- Amiens**, I, 135 n. 5 ; 177 ; — II, 41 n. 3 ; 418 n. 3 ; 430 ; 462. — Conseil de la Sainte-Union, II, 41 n. 3.
- AMYOT** (Jacques), évêque d'Auxerre, I, 42 et n. 4 ; 53 ; 63-64 et n. ; 70 n. 2 ; 151 n. 3-4 ; 159 et n. 1 ; 190 ; — II, 217. — Ses épreuves et ses conflits avec la Ligue auxerroise, I, 274-276 et n. ; 320 et n. 4 ; 384 ; 391 ; — II, 307.

- ANCELIN (Thibaud), imprimeur lyonnais, II, 66 ; 369.
- Andrésy (S.-et-Oise), conférence, II, 268 ; 275 ; 361.
- Angers, I, 276.
- ANGLURE (le s^r d'), gentilhomme mâcon-
nais, I, 190.
- ANJOU (François, duc d'), dit Monsieur,
frère d'Henri III, duc d'Anjou après
1574, I, 42 ; 103 ; 120 ; 199 ; 200 et
n. 1 ; 201 ; 202 et n. 5.
- Annay-la-Côte (cant. Avallon, Yonne), II,
51 n. 4.
- Anoblissements**, I, 47 et n. ; 51 ; 192
n. 6 ; 426 ; — II, 441 et n. 1.
- Anti-Charles lorrain (L')**, II, 265 ; 276 ;
282.
- Anvers (citadelle d'), II, 373.
- Anzy[-le-Duc] (cant. Marcigny, S.-et-
Loire), prieuré, I, 398 ; — II, 300.
- Apothicaire**s, I, 45 ; — II, 129 et n. 4.
- Apremont (cant. Gray, Hte-Saône), II,
421 ; 431 et n. 1.
- Arc-sur-Tille (cant. Dijon-E., C.-d'Or),
I, 111 n. 1 ; 326 n. 3.
- Arelles [ou Arrelles] (cant. Les Riceys,
Aube), II, 138 n. 5 ; 289 n. 5.
- Asquins, (cant. Vézelay, Yonne), I, 321.
- Argilly (cant. Nuits, C.-d'Or), I, 45 n. 3 ;
110 et n. 4 ; 349 ; 407 ; — II, 145.
- Array-le-Duc (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 96
n. 1 ; 104 ; 137 n. 1 ; 144 n. 5 ; 239 ;
277 et n. 1 ; 357 ; 431 n. 1 ; — II, 52
n. 1 ; 163.
- Arques (bataille d'), II, 13 ; 15 et n. 3,
87 n. 3 ; 198 et n. 3.
- ARTHAULT (Jacques), officier du bailliage
d'Autun, II, 326.
- Articles de Reims**, II, 20-23 et n. ;
30 et n. 3 ; 67 ; 70 ; 82 ; 296.
- Artisans**, I, 148-149 ; 185 ; — II, 126-
127 ; 410 n. 5.
- ARVISET (Bénigne), avocat au Parl. de
Dijon, I, 51 n. 3 ; 370.
- Assassinat d'Henri III** (procès de l'),
II, 454 n. 3 ; 456 ; 460 et n. 1 ; 461.
- ATTIGNAC (le s^r d'), capitaine ligueur, II,
87 n. 1 ; 163 n. 4.
- AUBIGNÉ (Agrippa d'), II, 232.
- AUBONNE (baron d'), cap. protestant, I,
294 ; 348 n. 2.
- AUDINEAU, alias OUDINEAU, l'un des
Seize, devenu grand prévôt de Mayenne,
II, 381 ; 395 ; 434 n. 3 ; 443 ; 451 n. 1.
- AUGER (Emond), jésuite, I, 150 n. 4 ;
168 ; 178 ; 204.
- AUMALE (Claude de Lorraine, duc d'),
gouverneur de Bourgogne, I, 42 ; 74
et n. 1 ; 76 n. 3 ; 78 ; 98 n. 2 ; 139.
— Charles de Lorraine, duc d'—,
gouverneur ligueur de Picardie, I, 208 ;
214 n. 2 ; 248 ; 322 ; — II, 233 n. 2 ;
418 n. 3 ; 451 ; 453 ; 460. — Duchesse
d'—, I, 214 n. 5 ; 215 n. 1 ; 322.
- AUMONT (Jean d'), m^{ai} de France, baron
de Couches, marquis de Nolay, I, 318
et n. 2 ; 392 et n. 2 ; 403 ; **428-436 et**
n. ; — II, 84 et n. 2 ; 143 ; 158 n. 3.
- Authumes (cant. Pierre, S.-et-Loire), II,
403.
- Autun, I, 116 ; 151 et n. 1 ; 180 ; 190 ;
208 ; 219 et n. 1 ; 220 ; 277 ; 292 ;
349 ; 357 ; 384-385 ; 412 ; 431 et n. 2-
4 ; 436 ; — II, 111 ; 152 et n. 3 ; 238
n. 1 et 4 ; 279 ; 288 ; 348 ; 349 ; 353 ;
356 et n. 5 ; 375 ; 377 n. 4 ; 387 et n. 2 ;
395 ; 406. — Vairie et échevinage,
I, **88-91 et n.** ; 152 et n. 1 ; 239 ; 360 ;
419 ; — II, 86 ; 165 et n. 3 ; 330 et
n. 6 ; 331 et n. 1 ; 407 ; 429 n. 1. —
Conseil de bailliage, I, 277 ; 346 ; —
II, 307-308. — Chapitre, I, 58 n. 2 ;
— II, 304 ; 306. — Questions écono-
miques, II, 115 ; 116 n. 1. — Prise,
II, **410-411 et n.**
- Autunois, pays et bailliage, I, 9 ; 39 n. 4 ;
45 ; 137 n. 1 ; — II, 134 n. 1 ; 162.
— Garnisons, II, 164 n. 1.
- Auxerre, I, 135 et n. ; 142 ; 144 ; 151 et
n. 1, 2, 3, 4 ; 155 ; 159 ; **163-164 et n.** ;
175 ; 177 ; 178 ; 184 ; 188-192 ; 213 ;
218 ; 258 ; 271 ; **274-276 et n.** ; 336 ;
337 ; 339 ; 353 ; 380 ; 381 ; 384 et n. 4 ;
— II, 16 ; 98 ; 191 ; 192 et n. 1 ; 238 ;
295 ; 344 ; 346 ; 355 n. 5 ; 362 ; 377 et
n. 6 ; 391 ; 392 et n. 5 ; 439 n. 2. —
Élection, I, 83. — Échevinage, I, 90 ;
152 ; 336 ; — II, 47 n. 2. — Conseil
de la Sainte-Union, I, 315 et n. 5 ;
— II, 47 et n. 2 ; 48. — Conseil de
bailliage, I, 183 ; 346 n. 1. — Evêché
et chapitre, clergé, I, 63-64 ; 68 ; 163 ;
274 ; 275-276 et n. ; — II, 133 ; 149
n. 2 ; 166 n. 4 ; 217 n. 1 ; 301 n. 5 ;
306. — Gouverneurs et capitaines,
I, 303. — Questions économiques,
commerce, cherté, I, 20 et n. 2 ; 29 ;
— II, 122 n. 2 ; 125. — Particularisme,
I, **18-19 et n.** ; 20 ; **163-164 et n.** ;
— II, **155-156.**
- Auxerrois, pays, comté et bailliage, I,
10 et n. 1 ; 17 ; 20 et n. 2 ; 45 n. 3 ;
97 n. 2 ; 98 n. 4 ; 99 ; 126 ; 131 ; 148 ;
163-164 ; 175 ; 213 ; 262 ; 289 ; 318-
321 ; 328 ; **329** ; 369 ; — II, 16 ; 40
et n. 1 ; 106 n. 3 ; 117 n. 2 ; 134 n. 1 ;
137 ; 160 ; 162 ; 209 ; 267 n. 3 ; 268.
- Auxey [-le-Grand] (cant. Beaune-N.,
C.-d'Or), II, 289 et n. 2 ; 377.

Aurois, pays et bailliage, I, 8; 39 n. 4; 81 et n. 1; 191; 325; 344 et s.; 378; 387; — II, 137; 238; 341.

Auxonne, I, 178; 198 et n. 3; 220; **285-286 et n.**; 290; 292; 314-315; 384 n. 3; 385; 402 et n. 1; 404 et n. 3; 407; 446 et n. 1-2; — II, 54; 55 n. 1; 182; 216 n. 6; 273; 331-332; 353; 372; 376; 379-380 et n.; 398; 401 n. 1; 403; 404 n. 1; 408 n. 2; 418 n. 3; 430. ♦ Château, forteresse, II, 89; 164 n. 1. ♦ Pont, port, commerce, marchands, I, 5; **165-167 et n.**; 279 et s.; 285; — II, 117 n. 3. ♦ Commune, privilèges, échevinage, I, 21 n. 2; **88-91 et n.**; 447 n. 3. ♦ Neutralisme, I, **165-167 et n.**; — II, 129; 158-159. ♦ Affaire d'—, I, 72 n. 3; 114 n. 2; 117; 125 et n. 2; 137; 201 et n. 4; — II, 108 et n. 4. ♦ Comté et bailliage d'—, I, **12-13 et n.**; 97 n. 2; 98 n. 4; 99; 165; 402 n. 3; — II, 25 n. 4; 166 n. 4; 289. ♦ Particularisme du comté, II, 156 n. 1; **157-159 et n.**

Avallon, I, 184; 220; 259; 264; 265; 303; 330; 336; 348; 353; 389 n. 3; 416; 432; — II, 51 n. 4; 150 n. 3; 265 et n. 5; 316 n. 5; 344; 346; 356; 362; 392. ♦ Échevinage et institutions urbaines, I, 91, 152; 239; 418; 419 et n. 1; 440; — II, 165 n. 4; 166 n. 4. ♦ Collégiale, I, 58 n. 2; 66. ♦ Conseil de bailliage, I, 346. ♦ Garnison, II, 279.

Avallonnais, pays et bailliage, I, 9; 45 n. 3; — II, 137.

Avignon, II, 121.

AVILLERS (Jean de Beauvau, sr d'), bailli du Bassigny; son régiment, II, 382 et n. 2; 387; 395.

Avocats, I, 45; 48-56 et n.; 101; 178; 180; 210; 233; **339-343 et n.**; 370; 414; 421; — II, 38-39; 43; 45; 101; 214; 287; 294; 319; 325; 332; 340; 396; 408 n. 2.

B

Bagé [-le-Châtel] (c.-l. cant., Ain), I, 169 n. 1.

Baigneux-les-Juifs (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 45 n. 3; 412 n. 1.

BAILLET (Robert), conseiller au Parlement, I, 237 n. 1.

Bailliages (conseils et tribunaux de), I, **80-82 et n.**; 86; 102 n. 4; 121-122; 123; 160; 163 n. 3; 183; 188 n. 4; 346 et n. 1; 416; — II, 118; 160-161; 242 et n. 1; 307; 328; 340.

Baillis, I, 81 et n. 2; 286 n. 3; — II, 99; 346 n.

BAILLY (Guillaume), capitaine ligueur de Vergy, I, 179 n. 3; 304; 325 n. 5; — II, 50.

BALTHAZAR, officier de l'armée royale, II, 416 et n. 1-2; 422 n. 1.

BALTHAZAR (le P. Christophe), jésuite de Dijon, II, 216 et n. 5. — V. aussi **CHRISTOPHE**.

BARBOTTE (Simon), d'Autun, II, 356 n. 5.

BARJOT (Philibert), lieutenant-général navariste au bailliage de Mâcon, I, 24; 82 et n. 2; 160 et n. 3-4; 165; 186 et n. 1; 190; 191; 288; 305 n. 5; 356 et n. 1; 385 et n. 5; 386 et n. 2; — II, 161 n. 1; 335 n. 5; 336; 340 et n. 2; 345 et n.; 355; 441 n. 1.

Barons de Bourgogne, I, 298; 301; 308; 401; — II, 87 et s.; 94; 240; **317 et n. 1**; 323.

Bar-sur-Seine, I, 277; 278 n. 1; 289; 419 n. 2; 432; — II, 40 et n. 1; 160; 211; 238; 281; 282; 344; 346; 362; 394; 422; 435. ♦ Peuple, II, 289; 435. ♦ Routes, I, 3; 5. ♦ Place-forte, I, 16 et n. 2; — II, 189. ♦ Cherté, I, 29. ♦ Élection, I, 83. ♦ Comté ou bailliage, 97 n. 2; 99; 163; 190; 191; 261; 332; 394; — II, 40 et n. 1; 137 n. 1; 156; 171; 209; 266.

Bassigny, I, 139; 166 n. 4; 324; — II, 144 n. 2; 171.

BASSOMPIERRE (Christophe de), I, 371.

BATAILLE (Ph.), bourgeois « politique » de Chalon, I, 287 n. 1.

Bateliers de Saône, I, 22; 179 n. 3; 279-282 et n.; 286; — II, 117; 287.

BAUDOUIN (Jean), procureur au Parlement, procureur-syndic des États, II, 101; 337. = Pierre —, procureur-syndic de la ville de Dijon, II, 385 n. 2.

BAUDRENET (Jean), marchand de Dijon, I, 44 n. 2.

BAUFFREMONT (famille de), barons de Sennecey, comtes de Cruzille, etc., I, 31; 33; 81. — V. **SENNECEY, CRUZILLE**.

BEAUDERON (Brice), médecin, I, 26 n. 2.

BEAUFORT (Gilbert de), abbé de Saint-Seine, I, 190.

Beaune, I, 3; 103; 116; 151 et n. 1; 175 n. 2; 181; 184; 197 n. 1; 220 et n. 3; 230; 245 et n. 2; 258; 303; 324 n. 2; 433 n. 4; 434 n. 2-3; 437 n. 6; — II, 315; 348; 353; 356; 375; 376; 382; **395-399 et n.**; 398 et n. 3; 401; 411. ♦ Commune, mairie et échevinage, I, 88-93 et n.; — II, 167; 407. ♦ Chapitre et clergé, I, 58 n. 2; 66; 192 n. 5; 290 n. 4; 362 n. 4; —

- II, 209; 305; 306. ♦ Château, I, 125; 168; 209 n. 6. ♦ Questions économiques, II, 118 n. 1; 122 n. 2. ♦ Peuple, I, 128; — II, 288. ♦ Garnison, II, 164 n. 1; **388-389 et n.** ♦ Prise de — et ses conséquences, II, **395-396 et n.**; 397-399 et n. ♦ Bailliage et pays de —, I, 346; 435 n. 1. ♦ Retraite de Mayenne, II, 388-389 et n.
- Beunois*, pays, II, 288; 289; 290.
- BÉGAT (J.-A.), président au Parl. de Dijon, I, 129 n. 1; 375 et n. 2; — II, 184. = François, fils du président, chan. de la Sainte-Chapelle, I, 67 n. 2; 382; — II, 39; 306.
- BÉGIN (Mammès), monnayer de Dijon, I, 138 n. 2; 162 n. 2.
- Belan-sur-Oource* (cant. Montigny, C.-d'Or), I, 39.
- BELIN (Jean), maire de Beaune, II, 271; 337; 396; 435; 441.
- Bellevesvre* (cant. Pierre, S.-et-Loire), I, 229 n. 3; — II, 403; 404.
- BELLÈVRE (Pomponne de), secrétaire d'État, I, 206 et n. 3; — II, 84 n. 2; 354 et n. 3; 355 et n. 1; 356; 373 n. 4; 396; 417; 418 n. 1; 419 n. 1; 422 n. 3; 447.
- Bénéfices**, I, 413 n. 4; — II, 228; 362; 449 n. 2.
- BERBIS (Philippe), doyen de la Sainte-Chapelle de Dijon, I, 65 et n. 3; 69 n. 3.
- BERBISY (Perpetuo), conseiller au Parlement de Dijon, I, 115; 203; 224; 342; 373; 392; 412; — II, 31; 27; 43; 46; 58; 69 n. 5; 98 et n. 5; 237 n. 1; 248 n. 1; 238; 405; 465 et n. 2. = Jean —, avocat à Dijon, II, 52 n. 5.
- BERNARD (Etienne), avocat, puis garde des sceaux au Parl. de Dijon, député aux États généraux. Notes générales et période antérieure aux États de Blois de 1588, I, 51 n. 1; 71 n. 4; 102; 120 n. 3; 129 n. 1; 144 n. 6; **156-157**; 180 et n. 3; 187; 189 et n. 2. ♦ Député aux États de Blois, I, 192 n. 6; 193; **194-196 et n.**; 197 n. 1. ♦ Bernard en Bourgogne de 1589 à 1592, I, 263 n. 4; 266 et n. 1; 296 n. 2; 371 n. 1; **374-377 et n.**; 382-383; 391; 392; 403; 409 n. 1; — II, 14; 30; 26; 43; 59; 62 n. 2; 95; 165-166 et n.; 167. ♦ Missions de 1591-1592 et députation aux États de 1593, II, 58; **70-73 et n.**; 147 n. 1-2; 149 et n. 5; 150; 172; **238-245 et n.**; **247-254 et n.**; 257-258 et n. ♦ Bernard en Bourgogne en 1593-1595, II, 263 et n. 4; 287; 335; 337; 338; 339; 374; 383; 405; 408 n. 2; 412-413; 457 n. 2; 458 n. 1, 4; 461. ♦ Son ralliement à Henri IV, son procès et ses emplois après 1595, II, 83 n. 2; **443-445 et n.** ♦ Écrivain, auteur de l'*Advis*, I, 296 n. 2; **374-377 et n.**; — II, 34 n. 3; 444 et n. 1; 462.
- BERNARD (Laurent), receveur, II, 145.
- BERNARDON (les), famille parlementaire, I, 52 n. 1. = —, lieut. au bailliage de Chalon, I, 192 n. 1. = Etienne —, cons. au Parlement, II, 221; 324.
- BERNIER (Pierre), avocat au Parl. de Dijon, II, 218 n. 1; 219 et n. 2.
- Berry* (gouverneurs du), II, 322.
- BERTILLON (Etienne), curé de Prenois, II, 308 n. 4.
- BERTRAND, secrétaire du vicomte de Tavares, II, 100.
- Berzé* [-le-Châtel] (cant. Cluny, S.-et-Loire), I, 349; 398; 435; 444; — II, 164 n. 1.
- Besançon*, I, 165; — II, 159; 403 n. 2.
- BESANÇON (Jean), maître-queux de Mayenne, I, 112 et n. 3; — II, 237 n. 1.
- BESSON (Claude), gardien des cordeliers de Dijon, II, 216; 305 et n. 5.
- BEUVERAND (J.-B.), lieut.-gén. au bailliage de Chalon, I, 72 n. 1; — II, 165.
- BÈZE (Théodore de), II, 186.
- BÈZE (Philippe-de Drée, s^r de), I, 362.
- BIARNES (Coutier, s^r de), I, 328 n. 2.
- Biens des émigrés et des suspects**, I, **341-342 et n.**; 366; 392 n. 1; 413 et n. 6; 414 et n. 1-2; 424 n. 1; 426 et n. 4; — II, 22; **52-53 et n.**; 62 n. 2; 63 n. 3; 90 n. 5; 145; 162 n. 1; 234; 237 n. 1; 408 n. 2; 462.
- BIRAGUE. — V. SACREMORE.
- BIRON (Charles de Gontaut, m^{ls} de), m^{ai} de France, I, 110 n. 2; — II, 278; 387; 392 et n. 2; 393; 394-398 et n.; 399-400 et n.; 402; 405; 409; 410; 411 et n. 1; **412-414 et n.**; 417; 421; 429; 450; 452 et n. 1; 458 et n. 4; 463 n. 1.
- BISSY (Héliodore de Tyard, s^r de), gouverneur navarriste de Verdun, I, 251 et n. 1; 295; 299; 309; 370; 394 n. 3; 443; — II, 49; 127 n. 3; 162; 218; 222.
- Bissey-la-Côte* (cant. Montigny-sur-Aube, C.-d'Or), I, 39.
- Blaisy* [-Haut] (cant. de Sombernon, C.-d'Or), II, 164 n. 1.
- BLANCHEFORT (le s^r de), cap. royaliste, I, 346.
- BLANOT (Charles), maire de Semur-en-Auxois, I, 257 et n. 5; 354; — II, 239; 355 n. 5.

Blé. — V. Grains.

BLÉD (Philibert), procureur au bailliage de Chalon, maire, II, 434 et n. 3 ; 459 et n. 1.

Blois, I, 117 ; 144 ; 344. — Etats généraux de 1588, I, 193-196 ; 266 et n. 2 ; 390 n. 2 ; — II, 241. — Intrigues de — en 1588, I, 203-207. — Assassinsats, I, 218 et s.

BLONDEAU (Jean), conseiller au Parlement, II, 335. = François —, cons. au Parl., I, 45 et n. 2 ; 344 n. 2.

BODIN (Jean), I, 194.

BOISDAUPHIN (le s^r de), II, 454 ; 455 et n. 1.

BOISJARDIN (Pierre de), s^r de Bellombre, I, 329 ; 336.

BONAVENTURI (Carlo), ingénieur, II, 389.

BONGARS (Guill. de), gentilhomme du Brionnais, I, 313.

BONNEFONS (Jean de), lieutenant au bailliage de Bar-sur-Seine, I, 278 n. 1.

Bonnets rouges (les), troupe paysanne, II, 289.

BONNOTTE (André), abbé de Labussière, II, 43 ; 46.

BONTEMPS (Roger), type populaire, I, 57.

Bordeaux, I, 106.

BORENET (Antoine), chanoine d'Autun, I, 190 ; 274 ; 370 n. 1.

BORNE (Louis), marchand chalonnais, I, 167 ; — II, 157 n. 2.

BOROT (Joseph), maire d'Avallon, I, 336 n. 1 ; 419 et n. 1 ; — II, 165 n. 4 ; 279 n. 4.

BOSSUET (les), famille parlementaire, I, 32, 47 n. 1.

BOTHÉON (Guillaume de Gadagne, s^r de) lieutenant-général royaliste du Lyonnais, I, 226 ; 288 n. 1 ; 446 n. 2 ; — II, 373 n. 4.

BOTON (Pierre), premier échevin de Mâcon, I, 164 ; 179 n. 3 ; 386 n. 2.

BOUCHARD (Jean), médecin de Dijon, I, 49 n. 3 ; 374 et n. 2.

BOUCHARD (Jean), capitaine, I, 361 n. 6 ; 413.

BOUCHERAT (Nicolas), abbé de Cîteaux, I, 100.

Bouchers, II, 121 n. 3 ; 129 et n. 4 ; 294.

BOUCHIN (Jean), procureur du roi au bailliage de Beaune, II, 222.

BOUCHU, maire de Montbard, I, 370 n. 1.

BOUIER (les), famille parlementaire, I, 32 ; 52 n. 1 ; 69 n. 3. = Jean —, cons. au Parl., II, 221 ; 324 ; 352.

Boulangers, II, 115, 118 ; 121 n. 3 ; 130 n. 2.

BOURBERAIN (Bénigne), monnayer de Dijon, I, 185 n. 2.

Bourbon-Lancy (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 96 n. 1 ; 122 n. 2 ; 351 ; — II, 122 n. 1 ; 127 ; 163 ; 238.

Bourbonnais, I, 4 n. 1 ; 6 ; 141 ; 433.

BOURBONS (les), I, 115 ; — II, 209 ; 212. = Charles de —, cardinal, I, 209 et n. 2. — V., en outre, CHARLES X.

BOURÉE (Jean), I, 221 n. 4 ; 222 n. 5 ; 341 ; 414.

BOURÉE (Jacques), I, 384 n. 2.

Bourg (Ain), I, 205 n. 1.

Bourg-d'Oisans (Isère), I, 208.

BOURGEOIS DE CRESPIY. — V. CRESPIY.

Bourgeoisies (les deux), I, 66 et s. ; 138 ; 154 ; 160-162 ; 178 ; 221 ; 411 ; — II, 136 ; 405-409 et n. ; 413-414 ; 465-466. — V. en outre : officiers, avocats, procureurs, échevinages, etc.

Bourgeoisie communale, I, 48-55 et n. ; 71 ; 88-94 et n. ; 153-157 ; 177 ; 181-183 ; 210 ; 235-238 ; 266 ; **334-343 et n.** ; 383 ; — II, 22 ; 28 ; 30 ; 37-40 et n. ; 44 ; 45 ; 62 ; 63 ; 96 ; 101 ; 129 ; 150 ; 154 ; 160 ; 263 ; 286 ; 294 ; 295 ; 323 ; 330-333 et n. ; 337-339 et n. ; 340 ; 348 ; **350-351** ; 406-407 et n.

Bourgeoisie d'offices. — V. Officiers.

Bourgoines (les deux), I, 11-14 et n. ; — II, 119-121 ; **177-182 et n.** ; **402-405 et n.** ; 432.

BOURGOIN (Bonaventure), cordelier de Bar-sur-Aube, I, 151.

BOURLIER (Bénigne), maître aux Comptes, I, 384 n. 3.

BOUVOT (Claude), maître à la Ch. des Comptes, surintendant de la maison du duc de Nemours, I, 441 et n. 2 ; — II, 342.

BOUVOT (Jacques), maire de Châtillon-sur-Seine, II, 349.

Bragny (cant. Verdun-sur-le-Doubs, S.-et-Loire), I, 274 ; 312 ; 396 ; 398 n. 2 ; — II, 217.

Brancion (cant. Tournus, S.-et-Loire), I, 309 n. 3 ; — II, 164 n. 1 ; 353 n. 2.

BRECHILLET (Laurent), procureur au Parl., secrétaire du Conseil de la Sainte-Union de Dijon, I, 414 n. 2 ; — II, 44.

BREDIN (Euvrard), peintre-verrier dijonnais, I, 111 n. 1 ; 163 n. 1 ; 185 n. 2.

Bresse savoyarde, I, 110 ; 153 n. 3 ; 168 ; 169 n. 1 ; 205 et n. 1 ; 257 ; — II, 157 ; 399 ; 418.

- BRESSIN (Denis), prieur des jacobins de Dijon, I, 151 et n. 1 ; — II, 237 n. 1 ; 303 et n. 6 ; 305 et n. 1 ; 309 et n. 3.
- Bretagne* (la), I, 2 ; 102 ; 128 et n. 2 ; 176 ; 210 et n. 2 ; 263 n. 4 ; 270 n. 1 ; 335 ; 363 ; — II, 41 n. 3 ; 57 n. 5 ; 128 ; 146 ; 175 ; 177 et n. 1 ; 233 ; 371 n. 2 ; 419 n. 2. ♦ Paysans de —, II, 291 et n. 2-3 ; 292.
- BRETAGNE (les), famille parlementaire, I, 32 et n. 3 ; 52 n. 1 ; 117 ; 123 ; 221 ; 223 ; 234 n. 3 ; 344 n. 2 ; — II, 85 ; 224. = Jacques —, député aux États de 1561, I, 39 n. 1. = Claude —, lieutenant-général au bailliage de Semur, I, 160 et n. 3 ; 191. = Claude —, cons. au Parl. de Dijon, I, 161 et n. 2 ; 234 ; — II, 86 n. 1 ; 221 ; 352 ; 446 n. 5. = Isaac —, cons. navarriste au Parl., I, 160 ; 342 n. 2. = Jules —, cons. au Parl., I, 160 ; 222 n. 4-5.
- BRETIN (Jean), avocat à Auxonne, I, 404 ; 405. = Philibert —, médecin à Dijon, I, 49 n. 3.
- BREUNOT (Gabriel), conseiller au Parlement de Dijon, chroniqueur, I, LV ; 117 ; 145 ; 285 ; 341 n. 4 ; 342 ; 384 n. 3 ; — II, 80 ; 153 ; 221 ; 298 ; 324 ; 379 ; 380 n. 1 ; 408 et n. 2 ; 409 ; 410 ; 413 et n. 2 ; 414.
- BRIET (François), conseiller navarriste au Parlement, I, 384.
- BRIET (Simon), marchand dijonnais, I, 338 n. 1 ; 351.
- BRIGANDET (Claude), officier des Comptes, I, 32 n. 2.
- BRION (François Chabot, marquis de Mirebeau, comte de), I, 158 n. 1 ; 174 n. 3 ; 281 ; 299 n. 1 ; 311 ; 313 n. 3 ; 317 ; 337 n. 3 ; 315 ; 371 ; 376 et n. 2 ; 393 et n. 2 ; 429 ; — II, 139 ; 267 n. 3 ; 312 ; 340 ; 346 ; 393 n. 5 ; 396. = M^{me} de — (Cath. de Silly), I, 300 ; — II, 375.
- Brionnais*, I, 332 et n. 3 ; 433 ; 434 n. 2 ; — II, 137 ; 283 n. 3 ; 399 ; 463 n. 4.
- BRIQUEMAUT. — V. MILLERON.
- BRISSON, président du Parl. de Paris, II, 152 et n. 3.
- BROCARD (Antoine), avocat du roi à la Ch. des Comptes navarriste, I, 341 n. 6.
- BROUILLART (François de Clugny, s^r du), I, 308 ; 370 n. 1 ; 371. = Robert du —, s^r de Coursain, I, 307 et n. 2.
- BROUILLY (Ch. de), marquis de Piennes, II, 449 n. 1.
- Bruailles* (cant. Louhans, S.-et-Loire), II, 404.
- BRULART (Denis), premier président au Parlement de Dijon, I, 46 n. 1 ; 98 n. 2 ; 173 ; 224 ; 370 n. 2 ; 411 n. 3 ; 412 n. 5 ; — II, 43 ; 383 ; 447 n. 1. = Nicolas —, avocat à Dijon, II, 324. = La présidente — (Madeleine Hennequin, femme de Denis), II, 99 ; 133 n. 5 ; 324 n. 3.
- BRULART (Nicolas), secrétaire d'État, I, 98 n. 2 ; 101 ; 168 ; 182 n. 2 ; 206 et n. 3.
- BRUNET (Bernardin), maire de Beaune, I, 371 ; — II, 38.
- Bruzelles*, I, 144 n. 4 ; — II, 75 n. 1 ; 205 ; 359 ; 360 ; 363 ; 364 n. 1-2 ; 365 ; 368 ; 373 ; 374 ; 420.
- BUATIER (Pierre), s^r de La Motte-Réal, I, 249 et n. 2 ; 353 n. 2 ; 358 ; 434 n. 4 ; — II, 31 ; 73 et n. 1 ; 98 ; 162 et n. ; 337 ; 379.
- BUFFET (Didier), prieur des carmes de Dijon, I, 151 et n. 1 ; 259 n. 1 ; — II, 133 ; 216 ; 264 n. 3 ; 287 ; 305 ; 310. = François —, carme de Dijon, puis pasteur, I, 68 et n. 4 ; 151 n. 1.
- BUGNYON (Philibert), poète mâconnais, I, 24.
- Bureaux de la Sainte-Union**, I, 133-135 et n.
- Bureau des Finances de Dijon**, I, 46 ; **82-83 et n.** ; 97 ; 102 n. 4 ; 126 ; 160 ; 243 ; 342 ; 345 ; — II, 35 ; 36 ; 38 ; 362.
- BURY (Cl. de), trésorier au Bureau des Finances, I, 83 n. 2. = Noël de —, receveur du bailliage de Bar-sur-Seine, I, 278 et n. 1.
- BUS (Antoine du), I, 329.
- BUSSY (Christophe d'Urfé, s^r de), I, 307 et n. 2 ; 328 n. 1.
- BUSSY D'AMBOISE (le s^r de), I, 199 ; 200 n. 1.
- BUTHÉ (Germain), prieur des jacobins d'Auxerre, I, 151 n. 1.
- Buxy* (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 122 ; — II, 49.

C

- CAETANO (Enrico), cardinal, légat de Sixte-Quint, I, XLIX ; 140 n. 1 ; **395-397 et n.** ; 417 et n. 2 ; 426 ; — II, 295 ; 307 n. 2.
- Cahiers de doléances**, I, 34 n. 3 ; 192 et n. 6.
- CAILLIN (Robert), échevin de Dijon, I, 417 n. 3 ; 420 et n. 1-4 ; — II, 52 n. 5 ; 69 et n. 3.
- CALLON (Edme), chirurgien dijonnais, I, 113 et n. 3.

Cantons suisses. — V. Suisses (cantons).
CAPILUGI (Hipp.), agent du duc de Nevers, II, 318.

Capitaines, I, 145; 148; 221; 278; 302; 304 et s. et n.; 305 n. 5; 348 et s.; 62 n. 2; — II, **87-91 et n.**; 165; 287; 332; 362; 462.

Capitulations des villes bourguignonnes, II, **341-347 et n.**; 394; 395-398 et n.; 409; **410-415 et n.**; 442 n. 3.

Carabins, II, 393 et n. 3; 430.

CARCES (comte de), ligueur provençal, I, 108 n. 4; — II, 222 n. 5.

CARDINAL (Claude), estassonnier de Dijon, I, 185 n. 2; 222 n. 5; 234.

Carmes, I, 68; 150-151 et n.; — II, 303; 305.

Carpentras (Monnaie de), II, 121.

CARORGUY (Jacques), greffier au bailliage de Bar-sur-Seine, chroniqueur, I, 113; 256; 264; — II, 222 n. 5; 435.

CARRELET (Bernard), échevin de Dijon, II, 16 n. 3; 17 et n. 1; 58 n. 2; 69 n. 1.

CARRET (le s^r du), gouverneur de Saint-Florentin, I, 213.

CARS (Charles Pérusse des), évêque de Langres, I, 63 et n. 3; 159; 324; 380; — II, 217; 307 et n. 2. = Anne des — de Givry, évêque de Lisieux, abbé de Saint-Bénigne, I, 62 et n. 2; 275 et n. 1; — II, 141; 199 n. 1.

Castillon (Gironde), I, 106; 110 n. 1.

CATHELINET (Mathieu), écuyer de cuisine de Mayenne, I, 112 et n. 3.

CATHERINE, conseiller au Parlement, II, 85; 221; 326 n. 4.

CATHERINE DE MÉDICIS, I, 105 et n. 3; 141 n. 4.

CAUMONT (Anne de), I, 104 et n. 6.

Chablis (c.-l. cant., Yonne), II, 346.

CHABERT (Prudent) [D'Arbaumont, *Armorial*, dit : *Chabut*], trésorier au Bureau des Finances, I, 83 n. 2; — II, 335.

CHABOT (les), I, 33; 78 n. 3; 317; — II, 375. = Philippe —, amiral, gouverneur de Bourgogne, I, 35. = Léonor — v. CHARNY. = François — v. BRION. = Marguerite — v. ELBEUF.

CHALON (Antoine), official de Lyon, I, 226.

Chalon-sur-Saône, I, 122 et n. 2; 144; 151; 178; 191-193; 193 n. 1; 220; 228-231 et n.; **286-287 et n.**; 292; 324 n. 2; 356; 358; 368 et n. 1; 385; 396 et n. 5; 410; 432 et n. 1; 433 n. 4; 436; — II, 49; 50; 54 et n. 4; 129; 162 et n.; 273; 287; 315; 344; 348;

353; 356; 375; 376 et n. 4; 377; 378 n. 4; 387; 395; 400; 401-403 et n.; 404; 414; 427 et n. 5; 428 n. 2; **433-434 et n.**; 453; 459 et n. 1-2; 461. — Mairie et échevinage, I, 88-90 et n.; 339; 370; — II, 150; 165; 166 n. 4; 434 et n. 3. — Conseil de la Sainte-Union, II, 46. — Questions économiques, II, 115; 122 n. 2. — Gouvernement, II, 145. — Bailliage, I, 346; 390 n. 2; 444. — Confréries, II, 133. — Clergé, I, 60; — II, 305 et n. — Routes et pont, I, 3; 4 et n.; 5 et n.; 279. — Citadelle, I, 7; 104; **228-229 et n.**; 231; 303; — II, 16 n. 1. — Foires, I, 21 et n. 2. — Dépenses de guerre, II, 110 et n.; 111. — Retraite de Mayenne, II, 450 et n. 3; 451 et s. — Négociations de — en juin-sept. 1595, II, 434; 441 n. 1; 443 et n. 3; 446 et n. 1; **448 et n. 2; 450-457 et n.**

Chalonnais, Pays ou bailliage, I, 39 n. 4; — II, 137; 141; 235 n. 6; 289. — Gouvernement particulier constitué par l'édit de Folembray (1595), II, 453; 461 et n. 1; 462 n. 1; 463 et n. 2-3; 464.

Châlons-sur-Marne, I, 177.

Chambre des Comptes de Dijon, I, 45 et s.; **83-84**; 98 et n. 3; 102 n. 4; 160-162; 291; — II, 35; 36; 39; 336; 354; 409.

Chambre des Pauvres de Dijon (affaire de la), I, 417 et n.

Chambres de ville. — V. Échevinages.

CHAMESSON (Jean de Foissy, s^r de), député aux États de Blois, I, 191; 370 n. 1.

CHAMELIS ou **CHAUMELIS** (les), famille de Louhans, I, 286 n. 2.

CHAMILLY (le s^r de), I, 123; 294.

CHAMOY (le vicomte de), I, 445.

Champagne, I, 2; 136 et n. 2; 142 n. 5; 166 n. 1, 4; 176; 177 n. 3; 208; 248; 249; 251; 270 n. 1; 363; 429; — II, 25 n. 4; 41 n. 3; 144 n. 2; 209 n. 2; 222 n. 5; 393; 460 n. 4.

Champdôtre (cant. Auxonne, C.-d'Or), I, 350.

CHAMPERNIER (le s^r de), I, 153 et n. 2; 355.

CHAMFFOURCAULT (le s^r de), capitaine ligueur, I, 325; 353 et n. 2; — II, 147 n. 2.

CHAMPLAT, avocat, II, 337.

CHAMPLEMY (le s^r de), II, 344.

Champmaillot (maison sous Dijon), II, 413.

Champmol (chartreuse de), I, 2; — II, 300; 304; 305; 483 n. 2.

- CHAMPYALLON (Jacques Harlay de), II, 381; 386 et n. 1.
- Chanceaux* (cant. Venarey, C.-d'Or), I, 3.
- CHANDIO (J. de), abbé d'Oigny, élu royaliste, I, 398 n. 2.
- CHANDON (les), famille d'officiers du Maconnais, I, 45; 47 n. 4. = Jean —, lieutenant au bailliage, II, 345 et n. 1.
- CHANLEY (Jean de Boyer, s^r de), capitaine de Talant, I, 240; 303 et n. 3; 323 et n. 4; 370; 394 n. 4; 403; — II, 59; 89 n. 2.
- Chanoines, I, 65-67 et n.; 159-160 et n.; 272 et n. 2; 274; — II, 128 n. 3; 217; 306. — d'Auxerre, I, 159; — II, 303. — d'Autun, I, 159; 357. — de Mâcon, I, 159 et n. 4; 274; 288; 355; — II, 303; 353. — de Beaune, II, 303 n. 4; 304; 389 n. 1; 396.
- CHANTAL (Christophe de Rabutin, baron de), capitaine royaliste, I, 309; 346 et n. 3; 373.
- CHANTEPINOT (Edme de), avocat du roi au bailliage de Dijon, I, 342 et n. 2; 358 n. 2; 362 n. 4; 411 n. 3; 415; 423; 428 n. 3; — II, 39; 43; 46; 51 n. 8-60; 62. — Affaire —, II, 22; 165; 339.
- Chapelle-aux-Riches de Dijon (Chapitre de la), I, 66 et n.; — II, 302 n. 6; 304.
- Chapitres : v. Chanoines. — Chapitres bourgeois ou nobles, I, 65-67 et n.
- Chariez (cant. Vesoul, Hte-Saône), II, 402.
- CHARLES (le P.). — V. SAGER.
- CHARLES III, duc de Lorraine, I, 139; 143 n. 4; 145; 249; 254; 397; 434 n. 4; — II, 13; 39; 66; 74; **170-172 et n.**; 199 n. 5; 259 n. 2; 359 et n. 1; 374 et n. 1-2; 382; 403 n. 1; 457.
- CHARLES X (Charles de Bourbon, cardinal), I, 365 et n. 1-2; 367; 371; 372; 373; 378; 379; 390 et n. 2-3; 391 n. 3; 405; — II, 19; 26; 128; 175; 198.
- CHARLES-EMMANUEL, duc de Savoie, I, 110 et n. 2; 128; 145; 204-205 et n.; 257 n. 1; 438; — II, 12; 13; 173 et n.; 222 n. 5; 382; 386; 395 n. 1; 401; 418 n. 3.
- CHARLES-QUINT, I, 2.
- Charlieu (c.-l. cant., Loire), I, 407.
- CHARNY (Léonor Chabot, comte de), lieutenant-général en Bourgogne, I, 76; 77 n. 3; 79 et n. 4; 98 n. 2; 103; 111 n. 1; 116 et n. 5; 117; 126; 137; 153 n. 2; 157-158; — II, 139; 174; 312 et n. 2; 447. — Année 1587, I, 102; 137; 157-158 et n.; 168. — Années 1588-1589, I, 174 et n. 3; 197 et n. 2; 198 et n. 5-6; 241 et n. 1; 277 et n. 1; **280-281 et n.**; 283 et n. 3; **315-317 et n.**; 356; 371; 380; **393 et n. 3**; 397; 403 n. 3. — Années 1590-1596, II, 312 et n. 2; 375; 397; 404 n. 3; 430; 438 et n. 1-2; 464.
- Charollais (ou Charolais), comté, bailliage, I, 9; 19-20 et n.; 39 n. 4; 99; 191; — II, 137; 162; 259; 260; 399.
- Charolles, I, 19-20 et n.; 398; — II, 49; 164 n. 1; 238; 398 et n. 2.
- Chartreux, I, 68; — II, 304; 305; 401 n. 4.
- Chaseu ou Chaseul (c^{ste} Laizy, cant. Mesvres, S.-et-Loire), château, I, 349; — II, 162 n. 5; 166 n. 3.
- Chassagne (cant. Nolay, C.-d'Or), II, 289 n. 2.
- Chastellux (cant. Quarré-les-Tombes, Yonne), I, 17 n. 3.
- CHASTELLUX (le s^r de), I, 300 n. 2; — II, 318 n. 3.
- Châteauneuf (cant. Pouilly, C.-d'Or), I, 349; — II, 376; 394; 438 n. 3.
- Châteauvillain (c.-l. cant., Hte-Marne), I, 359 n. 1, 8; — II, 171.
- Châteaux et citadelles, I, 348-349; — II, 140; 162; 163; 166 n. 3; 377 et n. 4; 411; 415.
- Châtillon-sur-Seine, I, 122 n. 2; 142; 146 n. 3; 151; 249 n. 3; 250-251 et n.; 289; 358 n. 5; 361; 432; 437 n. 6; 440 n. 4; 441 et n. 5; — II, 75-77 et n.; 273; 301 n. 3; 319; 353; 387; 394; 398; 406; 407; 428 n. 1. — Commune, échevinages, I, 88 n. 4; 89; 152 n. 1; 419 n. 1; — II, 166 n. 4. — Bailliage, I, 8; 39 n. 4; 346; — II, 75 n. 3; 76 et n.; 465. — Garnison, II, 164 n. 1. — Routes, I, 3; 6. — Peste, I, 26 n. 2; 29 n. 3.
- Châtillonnois, II, 137; 162; 171. — V. aussi Montagne (la).
- CHAUFFOUR (C. de Lenoncourt, s^r de), I, 370; 394 n. 3; — II, 262; 314; 320-321; 437.
- Chaumont, I, 177; — II, 41 n. 3; 341.
- Chauny (conférences de), II, 457-458 et n. 1.
- Chaussin (c.-l. cant., Jura), I, 11; 21; — II, 404 et n. 1.
- CHAUSSIN (François de Lorraine, marquis de), I, 286 et n. 4; 296 n. 2; 317-318; — II, 404 et n. 1.
- Chénôve (cant. Dijon-S., C.-d'Or), II, 130 n. 2.
- Cherté, I, 26-27; 178; — II, **113-125 et n.**; 283-284; 464.
- Chervey (cant. Essoyes, Aube), II, 289 n. 5,

- CHEVERNY** (Philippe Hurault, comte de), chancelier, II, 417 n. 1 ; 438 ; 459. — (Henri Hurault, vicomte de), fils du chancelier, gendre de Charny, II, 438 n. 1.
- CHEVREUSE** (Claude de Lorraine, duc de), fils d'Henri de Guise, gouverneur provisoire de Champagne, I, 79 n. 4 ; 363 ; 434 n. 4 ; — II, 55 n. 4 ; 156 ; 235.
- CHIGY** (le baron de), capitaine royaliste, I, 346.
- Chirurgiens**, I, 113 et n. 3 ; 398 n. 5.
- CHISSERET**, bourgeois dijonnais, I, 221 n. 4 ; 222 n. 5.
- CHISSEY** (Odinet Regnier de Montmoyen, s^r de), gouverneur d'Autun, I, 303 et n. 4 ; 357 ; 394 n. 4 ; 431 ; — II, 59 ; 165 ; 356 n. 5 ; 411.
- CHRISTOPHE** (le P.) [Christophe Balthazar ou Clémenson : identification incertaine], jésuite de Dijon, II, 287 et n. 2 ; 292 n. 4 ; 351 et n. 3. — V. aussi BALTHAZAR et CLÉMONSON.
- CIREY** (Bénigne de), cons. au Parlement, I, 160.
- Cîteaux** (abbaye et abbés de), I, 61 ; 85 ; 349 ; 361 et n. 6 ; 371 n. 1 ; 376 ; 377 et n. 2 ; 389 ; 390 n. 3 ; 396 ; — II, 300 n. 2 ; 301 n. 3 ; 309 ; 399 n. 1.
- Clamecy**, I, 320.
- CLÉMONSON** (Christophe), jésuite de Dijon, II, 133. — V. aussi CHRISTOPHE.
- CLÉMENT** (Jacques), jacobin de Paris, I, 367 ; 381 et n. 1 ; — II, 220.
- CLÉMENT VIII**, II, 199 ; 246 ; 275 ; 282 ; 298 ; 454 n. 4 ; 455.
- Clergé**, I, 60-70 ; 258-259 ; 272-277 ; 324 ; — II, 37 ; 39 ; 44 ; 106 ; 112 ; 149 et n. 2 ; 191 ; 209 n. 1 ; 214-220 et n. ; **300-311 et n.** ; 442. ♦ Clergé bourgeois, II, **65-67 et n.** ; 305-306. ♦ Clergé populaire, I, 68 ; 146 ; 151 et n. ; — II, 305 et n.
- CLERGUET** (les), famille de Louhans, I, 350 n. 2 ; 413. = Salomon —, avocat à Chalon, bailli de l'évêché, député aux États de 1588, I, 191 ; 192 n. 1 ; 287 ; — II, 400 n. 2.
- CLUGNY** (Georges de), juge-prévôt à Aval-lon, I, 91 n. 1.
- Cluny** (abbaye et abbés de), I, 61-62 et n. ; 273 ; — II, 277 ; 309 ; 399.
- Clientèle** de Mayenne, I, 76 ; 103 ; **112-115** ; 302 ; — II, 28-29 ; **96-102 et n.** ; 145 ; 167 ; 313.
- Coche**, I, 143 et n. 1.
- Coiſſy** [-le-Haut] (cant. de Bourbonne, Hte-Marne), II, 171.
- COLARD** (Pierre), cons. au Parlement, I, 223 ; 234 ; 344 n. 2.
- COLIGNY** (l'amiral de), I, 120.
- COLLERYE** (Roger de), secrétaire de l'év. d'Auxerre, poète, I, 57 et n. 3.
- COLLOT** (Vincent), notaire à Dijon, I, 342 n. 2.
- Combertault** (cant. Beaune-S., C.-d'Or), prieuré, I, 61 n. 2.
- COMMARIN** (le s^r de), I, 35 n. 2.
- Commerce**, I, 5 ; 19 ; 21 n. 2 ; 165-167 et n. ; **278-283 et n.** ; — II, 22 ; 50 ; 117 et n. 2, 3 ; 119 n. 4 ; 121 ; 123 ; 135 ; 151 et n. 1-2 ; 159 ; 345.
- Commissaires du roi** (ou intendants), I, 101 ; 127 et n. 2 ; 175-176 ; 221 n. 1 ; — II, **83-85 et n.** ; 354 et n. 3 ; 444 n. 5.
- Communautés rurales**, II, 136.
- COMMUNES** (Joachim de Damas, s^r de), gouverneur nommé d'Avallon, I, 303 et n. 6 ; 336 ; 370 ; — II, 89 ; 239 ; 258 ; 270 ; 271 ; 401 ; 405 n. 1 ; 406.
- Compagnons**, I, 59-60 et n. ; — II, 126 ; 127 et n. 1 ; 129 n. 4 ; 132.
- COMPANS**, secrétaire du prince de Mayenne, I, 188 n. 1 ; — II, 234 n. 3 ; 235.
- Comté** ; *Comtois*. — V. *Franche-Comté* ; *Franc-Comtois*.
- Comtés « adjacents »**, I, **20-24 et n.** ; 95 ; 131 ; **163-165 et n.** ; 168 ; 287-289 et n. ; 369 ; — II, 40 et n. 1 ; 48 ; 123 ; 155-157 et n. ; 317 ; 480.
- CONCLAYE** (le s^r de), capitaine d'Auxonne, I, 447 n. 3 ; — II, 89 ; 99 n. 3 ; 158 et n. 3.
- Concussions**, I, 414 ; 425-428 ; — II, 107 ; 108 n. 1 ; 317-319 ; 321 n. 1 ; 462.
- CONDÉS** (les), I, 110 ; 113 ; 114 et n. 1.
- CONFORGIE** (Guill. de Clugny, baron de), capitaine navarriste, I, 124 et n. 1 ; 294 ; 308-330 ; 387.
- Contrées**, I, 146 ; 155 ; — II, **132-133 et n.** ; 305.
- Conseil de gouverneur**, I, 79 et n. 4 ; — II, 234 et n. 4.
- Conseils provinciaux de la Sainte-Union**, I, 135-136 ; 268 ; — II, **41-58 et n.** ; 57 ; 294.
- Conseil général de la Sainte-Union de Paris**, I, 133-134 ; 177 ; 267 et n. 2 ; 269 et n. 2, 5 ; 271 ; 358 ; 412 ; 425 ; — II, 11 et n. 1 ; 19 ; 22 ; 23 ; 43 n. 1 ; 45 ; 57 et n. 3-5 ; 68 ; 145 n. 3 ; 151 ; 153.
- Conseil de la Sainte-Union de Dijon**, L'institution, I, 79 n. 4 ; 135 ; 156 ; 178 ; 235 ; **243-244** ; 270 ; 271 ; 294 ; 363 ; 368 et n. 6 ; 369 ; 414 n. 2 ; —

- II, 41-58 et n.; 61-64 et n.; 463 n. 2. — Les actes en 1589, I, 307; 335; 342; 359; 361; 362 n. 4; 363; 369; 370; **372-373 et n.**; 388; 393 n. 2; 396; 405 n. 1. — Les actes de 1590 à 1595, II, 27; 36; **41-58 et n.**; **61-64 et n.**; 71 et n. 1; 98; 142; 183; 282; 352; 405-406 et n. 1; 408; 410; 412; 413; 441.
- « **Conseil** » de Mâcon, I, 355 n. 1.
- Conseils** de bailliages. — V. Bailliages.
- CONSTANT (Cl.), huissier, receveur de la Sainte-Union de Dijon, I, 414 n. 2.
- CONTAULT (Etienne), prieur des jacobins de Dijon, I, 68 n. 5; 151 et n. 1; 258 et n. 3.
- Contr'avis**, I, 390-391; — II, 142.
- Contrebande**, I, 21-23; **279-283 et n.**
- Contre-lettre à la noblesse de Bourgogne**, I, 369 n. 1; **387-389 et n.**; — II, 201.
- COQUARD (François), secrétaire du Conseil d'Auxerre, I, 135 et n. 5; 163 et n. 3; — II, 47.
- COQUELEY (les), famille de Bar-sur-Seine, II, 282. = Lazare —, I, 192 n. 6; 225 n. 3; 267 et n. 2; 367; — II, 193 et n. 3; 215 et n. 1; 219.
- Cordeliers**, I, 68 et n. 3; 146; 150-151 et n. 1-3; 151 et n. 1-4; 258-260 et n.; 274-276; — II, 106; 133; 216; 263; 302; 305; 406.
- Cordonniers**, carreleurs, I, 113 et n. 3.
- CORRABŒUF (le s^r de), doyen du chapitre de Beaune, I, 370; 371. = Les s^r de — gentilhomme du pays beaunois, II, 290.
- Corvées**, I, 37; 179 n. 3; — II, 135 et n. 1.
- Côte (la)**, I, 8; 58 n. 2; 148; 349; 432; — II, 138; 141; 283 et n. 3; 289.
- COTEBLANCHE, liqueur parisien, I, 176.
- COTHENOT (Jean), conseiller navarriste au Parlement, I, 160.
- Couches** (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 330 n. 3; 430 n. 1.
- Couchey** (cant. Gevrey, C.-d'Or), II, 139 n. 1; 267 et n. 4; 277 n. 3; 304; 312 n. 2; 387.
- Coulange-la-Vineuse** (c.-l. cant., Yonne), I, 336.
- Courban** (cant. Montigny, C.-d'Or), I, 39.
- Courcelles-les-Semur** (cant. Semur-en-Auxois, C.-d'Or), I, 111 n. 1; 326 n. 3; 343.
- Courriers**. — V. Messagers.
- Cours souveraines**, I, 83-87; 160-161; — II, 408; 429. — V. Parlement; Chambre des Comptes.
- COUSSIN (Bernard), avocat au Parl. de Dijon, député aux États de 1588, 1, 50 n. 2; 180; 189 et n. 2; 193; 196 et n. 2.
- COUTIER (Ch.), I, 328 n. 2.
- Cravant** (cant. Vermenton, Yonne), I, 96 n. 1; 144; 276 n. 3; 289; — II, 346.
- Crecey** (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), I, 328 n. 1.
- CRECEY (Louis de Rochechouart ?, s^r de), I, 301 n. 3; 331; 346.
- Crêches** (cant. La Chapelle, S.-et-Loire), I, 40 n. 4.
- CRESPIY (Claude Bourgeois de), 5^e président au Parlement, I, 222 n. 4; 234; 342 n. 3; 344 n. 2; 384 n. 2; 431 n. 2-3; — II, 84 n. 2; 86 et n. 1; 214.
- Crises économiques**, I, **24-30 et n.**; 178; — II, **113-125 et n.**; 283-285; 330; 377; 464.
- CRISSEY (le s^r de), I, 301 et s.; 306.
- CROLARD (Mathieu), marchand à Allerey, I, 30 n. 4. = Jean —, homme d'armes, I, 31 n.
- CROMÉ (François Morin, s^r de), l'un des Seize, I, 136 n. 3; — II, **152-153 et n.**; 154 n. 2, 4; 192 n. 2; 202; 203 n. 1; 265; 276 et n. 3.
- CRUZILLE (Georges de Bauffremont, comte de), I, 72 n. 3; 137 n. 4; 153; 330-331; 361; 385 et n. 4; 386-399; — II, 347 n. 1.
- CUGNOIS (ou Cunois), secrétaire de Jean-nin, II, 366 n. 2; 461 n. 3.
- Cuiseaux** (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 96 n. 1; 433.
- Cuisery** (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 96 n. 1; 358.
- Cuisiniers** de Mayenne, I, 107 n. 1; 112 et n. 3; — II, 237 n. 1.
- CUNOIS. — V. Cugnois.
- Curbigny** (cant. La Clayette, S.-et-Loire), I, 318 n. 6.
- Curés et vicaires**, I, 65 et n. 1; 68-69 et n.; 371; 398; — II, 139; 217 et n. 3; 300; 301 et n. 1; 308 et n. 3.
- Cussy-les-Forges** (cant. Guillon, Yonne), I, 144 n. 5.
- CYPIERRE (Humbert de Marcilly, baron de), I, 295; 299; 330; 346; 373; 432; — II, 73 n. 1; 307; 318; 362 et n. 1; 363 et n. 1; 393 n. 5; 410; 429 n. 1; 452 n. 3.

D

DACIER (Nicolas), marchand d'Auxonne, I, 166 et n. 4 ; 206 n. 4.

DAMAS (Guillaume de), I, 39.

DAMVILLE (duc de), II, 170 n. 1 ; 376 ; 394 ; 438 n. 3.

DANCIENVILLE (Louis), échevin dijonnais, I, 425.

DAUBENTON (les) de Montbard, I, 419 n. 2.

Dauphiné (armée et campagne du), I, 103 ; 106 ; 193 n. 2 ; 203-204 et n. ; 206 et n. 4 ; 207-208 ; 209 n. 6 ; 249 et n. 3.

Déclaration de Saint-Cloud du 4 août 1589, I, 392 ; 394. — de Mayenne du 5 août 1589, I, 364 et s.

Décimes, II, 143 ; 302 et n.

DELANGES, président au présidial de Lyon, I, 166 n. 4.

Dépeuplement. — V. Peuplement.

Députés aux États généraux, I, 188-196 et n. ; — II, 237-245 et n. — Députés à la cour ou à la suite de Mayenne, II, 58 et n. 2 ; 68-73 et n.

DESBARRES (les), famille dijonnaise, I, 49 n. 3 ; 52 n. 1 ; 150 n. 3. = Bernard —, 2^e président au Parlement, I, 32 n. 2 ; 46 n. 1 ; 115 ; 162 ; 342 ; 373 ; 411 n. 3 ; — II, 27 ; 43 ; 98 ; 147 n. 1 ; 323 ; 360 ; 379 ; 405. = Nicolas —, marchand, receveur des Etats de Bourgogne, I, 49 n. 2 ; 243 ; 412 ; — II, 38 et n. 4 ; 108. —, chanoine de Langres, II, 217 n. 2.

DESCHIENS (capitaine), I, 169 n. 1 ; 305 n. 5.

DESCRIVIEUX (Charles), avocat du roi au bailliage de Mâcon, premier échevin, I, 238 ; 288 ; 356 et n. 2 ; — II, 47 n. 3 ; 345 n. 2.

DESMARQUETS (Jean), secrétaire de Mayenne, président au Bureau des Finances de Dijon, I, 83 n. 2 ; — II, 73 et n. 1 ; 98 ; 461 n. 3.

DESPLANCHES (les), imprimeurs et libraires dijonnais, I, 140 ; 234 ; — II, 66. = Jean —, I, LIII ; 140 n. 5 ; 192 n. 5 ; 374 et n. 2-3 ; — II, 34 n. 3 ; 66. = Maximilien —, I, 140 n. 5 ; — II, 268 n. 3 ; 269 n. 1.

DESPORTES (Thibault), s^r de Bévilliers, frère de Philippe, le poète, secrétaire de Mayenne, II, 80 n. 3 ; 199 n. 1 [?] ; 204 [?] ; 361 ; 381 n. 2 ; 450 et n. 3 ; 461 n. 3.

DESPORTES-BAUDOUIN, secrétaire d'État, I, 119 ; — II, 32 ; 79-81 et n. ; 90 et n. 8 ; 98 et n. 4 ; 248 ; 380 ; 384 ; 406 ; 456 ; 461 n. 3.

DESPORTES, secrétaire de Mayenne [Thibault Desportes ou Desportes-Baudouin ?], I, 115 ; 168 n. 2 ; 228 ; — II, 60 n. 5 ; 80 n. 2 ; 213 ; 456.

DESPORTES (Jacques) [identification incertaine], I, 118 n. 3 ; — II, 299 n. 2.

DESPRÉS (capitaine), neveu de Philibert Barjot, I, 305 n. 3.

DES-PREYZ (Jean), imprimeur à Langres, I, 296 n. 2.

Dettes des villes et communautés rurales, II, 108-112 et n. ; 136 ; 271 ; 378.

DEVOYO (Jacques), officier du bailliage d'Autun, II, 328.

Dialogue du Maheutre et du Manant, I, 135 ; — II, 202 ; 203 et n. 1 ; 265 ; 276.

DIGOINE (Antoine de Damas, s^r de), I, 123 et n. 1 ; 294.

Digoin (c.-l. cant., S.-et-Loire), II, 123.

Dijon, I, 106 ; 107 ; 108 ; 109 ; 122 et n. 1 ; 134 ; 142 ; 144 et n. ; 145 ; 151 et n. 1-3 ; 159 n. 1 ; 176 ; 177 ; 178 ; 179 et n. 1-2 ; 180 et n. ; 181-182 et n. ; 184-185 ; 193 ; 197 et n. 1 ; 231-235 et n. ; 245 et n. ; 249 ; 253 ; 356 ; 357 ; 359 ; 432 ; — II, 13-14 ; 51 ; 56 ; 68 n. 2 ; 82 ; 111 ; 144 ; 215 ; 238 ; 273-274 ; 374 et s. ; 410 ; 431 et n. 1. — Mairie et chambre de ville ; élections ; administration, actes politiques, I, 88-94 et n. ; 116 ; 138 n. 2 ; 152-155 et n. ; 175 n. 1 ; 182 ; 184 et n. 2 ; 236-238 et n. ; 250 ; 292 ; 338 et n. ; 340-343 et n. ; 349-351 ; 367-368 et n. ; 379 ; 382-384 et n. ; 409 ; 420 ; 421-422 ; 424 ; — II, 30 ; 38-39 ; 44 ; 63 et n. 2 ; 70 ; 71 et n. 1 ; 72 ; 150 ; 162 ; 165 ; 166 et n. 2 ; 348-352 et n. ; 384 ; 406-407 ; 414 ; 410 ; 412 ; 413. — Capitale, I, 82 ; 163 et n. 1, 2 ; 225 et n. ; 238 ; 291 ; 343 ; — II, 261 n. 5 ; 405-406 ; 419 n. 2. — Conseil de bailliage, I, 126 et n. 2 ; 138 n. 2 ; 346. — Palais de justice, I, 86 ; 291 ; — II, 407. — Collège, II, 181 n. 2 ; 216 n. 3 ; 351 et n. 3. — Château, I, 125 ; 169 et n. 2 ; 209 n. 6 ; 302 ; 338 ; 166 ; — II, 45 n. 2 ; 64 n. 1 ; 91 et n. 3-4 ; 164 n. 1 ; 363 n. 1 ; 413 ; 415 ; 422 et n. 3 ; 424-427 et n. ; 437 n. 1. — Le Bourg, I, 410 n. 5. — Question de l'Evêché, II, 38 ; 217 n. 5 ; 307 n. 2. — Clergé, paroisses, confréries, prêcheurs, I, 184 n. 2 ; 185 et n. 3 ; — II, 132-133 et n. ; 305 et n. — Conseil de la Sainte-Union : v. Conseil. — Peuple, artisans, compagnons, I, 59-60 ; 112-114 ; 258-261 et n. ; — II, 126-134 et n. ; 284-288 ; 407 ; 410 et n. ; 436. — Questions économiques, II 115 ; 116 n. 1

- 2, 5; 130 n. 2. — Garnison et milices, II, 279; 387-388; 410; 413. — Serments, I, 184-186 et n.; 290-291 et n. — Atelier monétaire, II, 120 n. 4; 122 et n. 2. — Banlieue, I, 349; 350; 361; 432 n. 5. — Capitulation de mai 1595, II, 410; **411-415 et n.** — Henri IV à Dijon, II, 422-423 et n.; 424-427 et n.; 429. — V. en outre *Saint-Bénigne, Saint-Etienne, Sainte-Chapelle*.
- Dijonnais* (pays et bailliage), I, 39 n. 4; 41; — II, 130 n. 2.
- DINTEVILLE (Joachim de), lieutenant-général navarriste en Champagne, I, 77 n. 3; 79 n. 2; 225 n. 3; 325; 406; — II, 144 n. 2; 319; 387. = Madame de —, I, 309.
- Diocèses**, I, 16; 61 n. 1.
- DIOU (Jacques de), ambassadeur de la Ligue à Rome, I, 115; 140 n. 1; 145; 249; 366 n. 3; **367-368 et n.**; 395 n. 3; — II, 73; 170 n. 1; 198; 386.
- DOHNA (Fab. de), I, 120.
- Dole*, I, 139; 282 n. 3; — II, 120; 159 n. 2; 403; 405 n. 1; 465. — Parlement, I, 84 n. 2; 278; — II, 179 et n. 2; 180 n. 1; 181 et n. 3; 372 et n. 1.
- Doléances**. — V. Cahiers.
- Domaine royal**, I, 412 n. 1.
- Domaines** seigneuriaux et problèmes domaniaux, I, 36-45 et n.; — II, 313.
- Dombes* (pays de), II, 157.
- Dondain* (près de Pressy, cant. Saint-Bonnet, S.-et-Loire), château, II, 259; 260 n. 3.
- DORLÉANS (Louis), avocat-général au Parlement de Paris, I, 133; 188 n. 1; — II, 192; 202; 206.
- DRAC (Adrien du), commissaire du roi, I, 176.
- Dracy* [-Saint-Loup] (cant. Autun, S.-et-Loire), I, 349; — II, 162.
- DRÉE (Guillaume de), II, 87 n. 1. = Le sr de Drée, I, 394 n. 4. — V. aussi BÈZE.
- Droits seigneuriaux**, I, 36-43.
- DROUAS DE LA PLANTE (Guill.), capitaine de Vitteaux, I, 305 n. 5.
- DUBUISSON (J.-B.), avocat du roi au bailliage de Dijon, II, 101 et n. 1; 337.
- Duesme* (cant. Aignay-le-Duc, C.-d'Or), I, 386; 406; — II, 74; 90 n. 5; 163; 443 n. 4.
- Dulphey* (cne Mancey, cant. Sennecey-le-Grand, S.-et-Loire), I, 349; 361; — II, 401 et n. 1.
- DU PLESSIS-MORNAY : V. PLESSIS-MORNAY.
- DURAND, avocat de Chalon, II, 147 n. 2.
- DU VERGIER (Ant.), capitaine de Nuits, I, 304 et n. 2; 349 n. 1.
- DU VERNIS, jacobin, I, 151 n. 1.

E

- Echevinages**, I, **53-55 et n.**; **88-94 et n.**; 126; 138 et n.; 150 et n. 2; **152-155 et n.**; 178; 235-239; **416-419 et n.**; — II, 118; 122; 129; 131; 133; **330-333 et n.**; 378; 407 et n. 1-2; 474.
- Ecrivains bourguignons**, I, 51 et n. 4; 131 et n. 2-3; — II, 184-187 et n. — V. aussi BERNARD (Et.); PONTOUX (Cl. de); SAINT-JULIEN (P. de); TABOUROT (Et.); etc.
- Edit**, — de Moulins (1566), I, 91; 100. — de Poitiers (1577), II, 120 et s.; 124; 442 n. 3. — de Nemours (1585), I, 121; 125. — de Rouen (1588), I, 183 et s.; 195; 375; 377. — Édit ou déclaration du 5 août 1589, I, 365 et s. — Édit fixant les délais de soumission (1594), II, 325. — Édit de Nantes (1598), II, 466.
- Eglises pillées**, I, 377 et n. 2; 433; — II, 300; 301 et n. 1, 3.
- ELBEUF (Charles de Lorraine, duc d'), I, 158; 202 et n. 1; 211 et n. 1; 248; 446 n. 2; — II, 359; 417 n. 1; 438. = Marguerite Chabot, duchesse d'—, I, 316 et n. 3; — II, 59 n. 3.
- Elections communales**, I, 54; 87; 89 et n.; 90 et n. 3; 178; 180 et n. 3; 338; 420 n. 1; — II, 30; 54; 70; **165-166 et n.**; 263 et n. 4; 295; 303; **348-349**; 429; 434 et n. 3; 444. — aux États généraux, I, **188-192 et n.**; — II, 147 et n. 1; 238-240.
- Elections financières**, I, 18-19; 97 n. 4; — II, 40.
- Elus de Bourgogne** (chambre des), I, **96-98 et n.**; 101 et n. 2; 242; — II, 35; 36; 39; 40; 72 n. 5; 378; 384; 458 et n. 4; 464 n. 2.
- Emigration et émigrés**, I, 324; 325; 339; 342-347 et n.; 350; 371; **381-386 et n.**; 391 n. 2; 414 et n. 2; — II, 137 et n. 2; 160 et n. 3; 214; 268; 307; 337; 340; 341 et n. 1; 354; 408 n. 2; 411 n. 1; 413; 441; 463.
- Emprunts**, I, 431 et n. 3; 432; — II, 53-54; 108; 109.
- ÉPERNON (Jean-Louis de Nogaret de La Valette, duc d'), I, 115; 174 et n. 4; 179 n. 3; 208; 209 n. 6; — II, 222 n. 5.
- Epidémies**, I, 26 et n. 2; 30 et n. 2; — II, 138 n. 1; 464.

- ÉPINAC** (Pierre d'), archevêque de Lyon, I, 118 et n. 2; 168 et n. 1, 3; 194; 208; 209 et n. 2; 231; 393; 446; 448 et n. 3; — II, 208; 244; 249 et n. 1, 3; 250; 252; 256 et n. 4; 273; 308; 322; 342; 381. = Gaspard d'—, I, 301 n. 4. = Pierre d'—, I, 79 n. 2.
- Epoisses** (cant. Semur, C.-d'Or), I, 434; 440 et n. 4; 442 et n. 3; — II, 106 n. 5; 164 n. 1; 452 n. 3.
- ERNEST** (l'archiduc), II, 254; 359; 360; 361; 363; 365; 367; 368; 385; 420.
- ESCARS** (d'). — V. CARS (des).
- Espagne** (Missions en), I, 249; — II, 78 n. 1; 82; 188; 275; 299; 386; 463 n. 1.
- Espagnols** (les) et les sentiments qu'ils provoquent, I, XLIV; 128 n. 2; — II, 27; 182; 189; **194-196 et n.**; 198; 205; 206; 211; 227; 228; 234; 240; 253 et n. 3; 365; 366; 368; 370; **371**; 401; 402; 403 n. 1; 404; 406; 418 n. 3; 421 n. 1; 423; 424 n. 4; 429; 433 et n. 2; 438 et n. 1; 454.
- ESPEUILLES** (le s^r d'), lieutenant de Guill. de Tavanès à Saint-Jean-de-Losne, I, 284 et n. 4; 346; 350.
- ESPIARD** ou **Espiart** (le s^r d'), capitaine royaliste, I, 346; — II, 399. = Melchior d'—, élu du roi, II, 441.
- ESSERTAUX** (Louis de Franc, s^r d'), I, 330 n. 4.
- « **Etat populaire** », II, 294 et s.
- Etats généraux**, — de 1588, I, 187-196; — II, 168. — de 1593, II, 229; 231; 233; **237-259 et n.**; 316. — États convoqués mais non tenus, II, 19-20; 106; 140; **146-147**.
- Etats particuliers** (des comtés bourguignons), I, 98-99 et n.; — II, 157.
- Etats provinciaux de Bourgogne**, L'institution et son histoire générale pendant la Ligue, I, **94-102 et n.**; 116; 125 et n. 2; 128; 130 et n. 2; 142; 143 et n. 4; 144; 412; — II, **59-61 et n.**; **104-108 et n.** — Années 1588-1589, I, 192 et n. 1, 5-6; 193 n. 1; 242; 274; 345. — La tenue d'août 1589 et la fin de 1589, I, 368 et r. 6; **369-372 et n.**; 394. — Années 1590-1595, I, 428 et n. 3; — II, 31; 56; **59-61 et n.**; 68; 78; 118; **148-149**; 162; 168 et n. 4; 214; **269-272 et n.**; 337; 356; 378; 384. — États navaristes tenus à Semur, I, 394 et n. 4; 397-398; 431 et n. 3; — II, 38; 40.
- Etats provinciaux non bourguignons**, II, 33-40 et n.
- Etudes et étudiants**, I, 47; 49 n. 3; 70 et n. 1-2; 116; — II, 98 n. 6; 181 n. 2; 306 n. 5; 324 et n. 5; 465.
- Évêques** I, **62-65**; 159 et n. 1; — II, **307-308 et n.**
- Exhortation à la Paix** (de G. du Vair), II, 199 et n. 2; 211; 230; 265.

F

FAMILIER de *Jeannin* (le), I, LVIII; 160; 161; 219; 229 n. 4; 231; 245; 246 n. 2.

FÉLIX (Joseph), bourgeois et chroniqueur d'Auxerre, I, 276.

Femmes, — nobles, I, 31; 299-300; 316; — II, 316 n. 5; 449 n. 1. — bourgeois, I, 48 et n. 4; 341; 384 et n. 2. — du peuple, II, 128 n. 2; 133 n. 5.

FERIA (Don Lorenzo Suarès, duc de) ambassadeur de Philippe II, I, 145; — II, 190; 191 n. 2; 228; 231; 232 n. 2; 249; 250; 254; 259; 276 n. 1; 359 et n. 3; 360; 363; 364 n. 1-2; 365; 384; 463 n. 1.

Fermiers, rentiers, grangiers, ou métayers, I, 37; 55-58; 411; — II, 136; 292.

FERNIER (Étienne), conseiller au bailliage d'Auxerre, I, 163 n. 3.

FERVAQUES (Guillaume de Hautemer, baron de), lieutenant-général de Bourgogne. Ses intrigues et sa lieutenance, I, 115 n. 2; 174 n. 4; **199-203 et n.**; **240-242 et n.**; 253; 284; 285; 290-291; 300; 304; 310; 315; 316 et n.; **322-326 et n.**; — II, 51; 144 n. 2. — Son arrestation et sa captivité, I, **337-338 et n.**; 354; 360; 397; 426; — II, 76; 383 et n. 4; 437 n. 2. = Renée de Marconnay, baronne de —, I, 300; 313 n. 2; **322 et n.**; 349; — II, 127. = Les filles de —, I, 200; 202 n. 4.

FILSJEAN (les) famille d'Avallon, I, 91 n. 1. = Georges —, lieut. au bailliage d'Avallon, I, 91 n. 1; 160 et n. 4; — II, 340.

Finances, — de la généralité de Dijon, I, 83; 346; 431; — II, 50; **104-108 et n.** — communales, I, 92 et n. 5; 93; — II, 108-113 et n.

Flavignerot (cant. Dijon-O., C.-d'Or), II, 77 n. 5; 79.

Flavigny (auj. Flavigny-sur-Ozerain, cant. Venarey, C.-d'Or), I, 96 n. 1; 123; 324-325; 331; 384; — II, 97; 145; 362; 452 n. 3. — Gouvernement de Bourgogne instillé à —, **344-348 et n.**

Fleurey (cant. Dijon-O., C.-d'Or), I, 349; — II, 166 n. 3.

FLEUTELOT (René), procureur au Parlement, maire de Dijon, II, 43; **349-352 et n.**; 384; 388; 407; 412; 413; 429 n. 1; 441.

- Foires**, I, 3; 21 et n. 2; 22; 40 n. 4; — II, 116 n. 5.
- Foissy** (Philippe de), II, 374.
- Folembray** (château de), II, 458. ♦ Édit de —, II, **460-462 et n.** ♦ Articles secrets signés à —, II, 460; 461 n. 1, 3; 462 n. 1.
- FOLIN** (Jean), avocat au Parlement de Dijon, I, 233.
- Fontaine-Française** (bataille de), I, 130; — II, 88 n. 4; 415 n. 3; 421; **422-425 et n.**; 436 et n. 4. ♦ Château de —, I, 349.
- Fontaines-les-Dijon**, II, 301 n. 3.
- Fontenay** (abbaye de), II, 379 n. 3.
- FONTETTE** (le sr de), I, 331.
- Forez**, II, 259 et n. 2.
- Foucherans** (cant. Dole, Jura), I, 11; 21; — II, 403.
- FOUDRAS** (Jean de), II, 87 n. 1.
- FOURNIER**, avocat, échevin de Dijon, I, 144 n. 6; — II, 69.
- Fragmentum epistolae pii ejusdam episcopi**, II, 218 et n. 5.
- Franche-Comté**, I, 3; 128; 130-131 et n.; 142; 166-167; 278 et n. 3; 282 n. 1-2; — II, 14; **179-182 et n.**; 372; 399-400; 402-405 et n. 5; 417 n. 1; 418 et n. 3; 429 n. 2; 430-433 et n.; 459 n. 2. ♦ Situation et influence économique, II, **119-125 et n.**
- FRANCHESSE** (Jean de Boyault, sr de), gouverneur du château de Dijon, I, 394 et n. 4; 420 n. 1; — II, 14; 43; 46; 59; 62 et n. 2; 86; 89-91 et n. 97 et n. 3; 164 n. 1; 191 n. 1; 283; 320; 349 et n. 3; 355; 373; 405; 406; 412-413; 422; **425-427 et n.**; 440 n. 2. ♦ Homme de confiance de Mayenne; ses missions, I, 169 et n. 1-2; 302; 325 n. 3; 338; 392; 403; — II, 86; **89-91 et n.** = Le chevalier de —, II, 87 n. 1; 90; 315 n. 3.
- « **François** » (les), II, 372; 373 et n. 1; 404; 408; 452; 484.
- FRANCOLIN**, concierge de la Chambre des Comptes, I, 234.
- Francs-Comtois** (les), I, 12-14 et n.; 165-167; — II, 120; 177; 181 et n. 2; 403-404 et n.; 432. ♦ — en Bourgogne, I, 305 n. 5; — II, 120 n. 4; 130 et n. 1.
- Fraternités catholiques**, I, 120; 155.
- FRÉMY**, de Nuits, I, 370 n. 1.
- FREMYOT** (Bénigne), président au Parlement de Dijon, chef de l'émigration parlementaire, I, 34 n. 2; 45 n. 2; 160; 253; 342 n. 1; **343-348 et n.**; 354 n. 1; 379; 387; 389; 430; — II, 84 n. 2; 90 n. 5; 158 n. 3; 214; 325; 339; 355; 398; 429 n. 1. ♦ Claude — président aux Comptes, I, 384; — II, 160 n. 3.
- Frontière** du royaume, frontière comtoise, I, 11-14; 165-167; 278 et n. 2-3; — II, 371-373 et n.; 404; 416-421 et n.; 432; 485. ♦ Frontière savoyarde, I, 13 n. 1; 278 et n. 3.
- FUENTÈS** (comte de), gouverneur des Pays-Bas, II, 420 n. 2; 430; 458.
- FUSARO** (Juan), agent espagnol, II, 428 n. 2.
- FYOT** (les), famille parlementaire dijonnaise, I, 52 n. 1; 67 n. 1. = Jean — l'aîné, cons. au Parlement, chef ligueur, I, 115; 150 n. 3; 162 et n. 3; 224; 236; 342; 415; — II, 14; 27; 43; 46; 62 n. 2; 64 n. 1; 287; 323; 327; 360; 383; 405. = Jean — puîné, cons. au Parlement, I, 234; 417 n. 3; — II, 221. = François —, sr de Barain, avocat, I, 347 n. 3; — II, 326. = Gasparde de Montholon, femme de Fyot puîné, I, 341; 424 et n. 1.

G

- GABRIELLE D'ESTRÉES**, II, 416 n. 2; 429 n. 2; 449 n. 1; 462.
- GADAGNE** (Gaspard de), gouverneur de Verdun, II, 331. = Guillaume de — : v. BOTHÉON.
- GAGNE** (les), famille parlementaire, I, 52 n. 1. = Barthélemy —, bourgeois d'Autun, I, 44 n. 4. = Jean —, cons. au Parlement, II, 221; 352.
- Gallicanisme** et gallicans, II, **213-220 et n.**; 465.
- GALOIS** (Barthélemy), marchand de Chalon, I, 49 n. 2. = Edme —, marchand de Chalon, I, 167; — II, 157 n. 2 (?).
- Gamay** (c^{ne} Saint-Aubin, cant. Nolay, C.-d'Or), II, 289.
- GANAY** (Jean de), conseiller au bailliage d'Autun, II, 328.
- Garnisons** et affaires concernant les garnisons, I, 181; 236; 237; 242; 324; 332; 333; 353 et n.; 356 n. 1; — II, 49 et n. 4; 50 et n. 4; 51; 64; 89; 106 et n. 3, 5; 110 et n. 1; 113; 124 n. 2; 143; **163-164 et n.**; 166 n. 4; 189; 190; **277-280 et n.**; 301 n. 5; 341; 356; 378; 387; 389; 400; 401; 404; 407; 408; 410; 444 n. 3; 449 n. 2; 451 n. 3; 452; 457 n. 2; 458 n. 4; 464.
- GAST** (le sr du), II, 145.
- GASTEBOIS** (Jean), officier des Comptes, I, 32 n. 2.
- GAUDAIS** (Dom Louis), II, 264 et n. 5; 305 et n. 6.

- GAULT (capitaine), dijonnais, II, 171 n. 1 ; 352.
- GELLAN (Barnabé de), I, 308.
- GELYOT (Aubert), notaire à Dijon, I, 209 n. 3.
- GENAY (Jacques de), vîerg d'Autun, I, 360 ; 384 ; 391 ; 433 ; — II, 165.
- Genève, I, 120 ; 121 et n. 1 ; 122 ; 153 et n. 5 ; 169 n. 1 ; 294 ; 348 n. 2 ; — II, 119 n. 4.
- Gênes, II, 82 et n. 3.
- GENTIL (le Père), recteur des jésuites de Dijon, II, 46 n. 1 ; 201 ; 218 et n. 6 ; 406.
- Gentilshommes** de Bourgogne, I, 158 ; 183 ; 197 et n. 5 ; **294-333 et n.** ; 343 ; 346 et n. ; 373 ; 376-377 et n. ; 387-390 ; **391-395 et n.** ; 398 et n. 3 ; 399 ; 410 ; — II, 22 ; 39 ; 44 ; 46 ; 87 n. 1 ; 139 ; 149 et n. 4 ; 290 ; 311 et s. ; 423 ; 437 et n. 2 ; **438-440 et n.** ; 464-465. ♦ Leurs épreuves, leurs sentiments et leurs profits, I, 33 et s. ; 71 et n. ; **294-315 et n.** ; 410 ; — II, 22 ; 139 ; 149 ; 191 ; **311-323 et n.** ; 370 ; 464-465 ; 466 n. 1. ♦ Conflits avec les villes, I, **335-338 et n.** ; **348-352 et n.** ; 373 ; 399 ; — II, 318.
- GEORGES (dom Antoine), moine de Cluny, I, 190.
- GERMIGNY (Jacques de), ambassadeur du roi en Turquie, I, 36 n. 1.
- GERMYNOT ou Germinot (Thomas), marchand d'Avallon, I, 91 n. 1. = Thomas —, avocat à Avallon, élu du Tiers aux États provinciaux, II, 59 et n. 2.
- GESSAN (le s^r de), gouverneur de Valence, I, 209 n. 6.
- Gevrey (c.-l. cant., C.-d'Or), II, 382.
- Gibles (cant. La Clayette, S.-et-Loire), II, 318 n. 6.
- GILLOT (Jacques), conseiller au Parlement de Tours, II, 215 et n. 3 ; 294.
- Gilly [-les-Cîteaux] (cant. Nuits, C.-d'Or), I, 3 ; 434 ; — II, 166 n. 3.
- Girolles (cant. Avallon, Yonne), I, 330 ; 336 ; 348 ; 389 n. 3.
- Givry (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 122 ; — II, 49 ; 141.
- GIVRY. — V. CARS (des).
- GOLLUT (Louis), historien comtois, II, 403.
- GONTHIER (Palamède), greffier en chef au Parlement, I, 32 n. 2.
- GONZAGA (Stefano), agent du duc de Nevers, II, 431 n. 1.
- GOREAU (Sébastien), avocat à Avallon, I, 91 n. 1 ; 225 ; 370 n. 1 ; 419 et n. 1.
- GORLET (Jean), échevin de Dijon, II, 378.
- GOUGENOT (Jean), marchand dijonnais, I, 234. = Nicolas —, marchand, I, 285 et n. 5 ; 351 n. 2 ; — II, 268 n. 3 ; 269 n. 1.
- GOUTHÈRES (François), maire de Barsur-Seine, II, 282 ; 348.
- Gouvernement d'Auxois.** — V. Flavigny et Semur.
- Gouvernement central** (ou autorité centrale), I, 267-271 ; — II, 32 ; 33 ; 67 et s. ; 73.
- Gouvernement et gouverneurs de Bourgogne**, I, **73-77 et n.** ; 98 n. 2 ; 103 ; 137 et n. ; 138 n. 2 ; 139 ; 354 et n. 6 ; 429 n. 1 ; 439 ; — II, 10 ; 12 et n. ; 55 ; 63 ; 105 ; 234 et n. 3-4 ; 237 ; 366 ; 367 ; 413 ; 429 ; 450 ; 460 n. 4 ; 461 n. 1.
- Gouvernement héréditaire** de Bourgogne (projet de), II, 228-231 et n. ; 276 ; 335 ; 362 ; 365 ; 449-453 ; 468-469.
- Gouverneurs de villes**, I, 335-336 ; 355-356 ; 357 ; 410 ; 416 ; — II, 31 ; 22 ; 23 ; 149 n. 4 ; 165 ; 287 ; 362.
- GOUVILLE (régiment de), II, 279 n. 4 ; 345 n. 2 ; 375 ; 381 ; 434 n. 5.
- Goy (Eustache de), chanoine de Mâcon, II, 239 ; 258 n. 2 et 5.
- Grains**, commerce, exportation et prix, I, 21-23 ; 40 ; 166 et n. 4 ; 178 ; **279-282 et n.** ; 418 ; — II, 114 n. 1 ; 115 et n. ; 118 ; 127 n. 1 ; 157 n. 1-2 ; 283 n. 3 ; 312.
- Grancey (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 144 n. 1 ; 202 et n. 4 ; 203 ; 322 et n. 2 ; 324 ; — II, 319 ; 437 n. 2.
- GRANGIER (les), imprimeurs à Dijon, I, 140 et n. 1 ; — II, 66. = Antoine —, I, 140 n. 5. = Pierre —, I, 140 n. 5.
- GRAMMONT (le s^r de), gouverneur de Barsur-Seine, II, 289 n. 5 ; 319 ; 346 n. 2 ; 394.
- GRATTIER (Fr.), marchand de Mâcon, I, 24 ; 356 n. 2.
- Gray (Hte-Saône), II, 402 ; 403 et n. 2 ; 414 ; 418 n. 3 ; 421 ; 431 et n. 1.
- Greffiers**, I, 45 ; 50.
- GRÉGAINE (Jean), bourgeois de Marcigny, I, LVII ; 314 ; — II, 123 ; 126.
- GRÉGOIRE XIV, II, 215.
- « Gros » (les), I, 72 ; 422 ; — II, 45 ; 112-113 ; 128 ; 131 ; 281-282 ; 287 ; 296 ; 327.
- GRUYER (Cl.), bourgeois de Seurre, I, 370 n. 1.
- GUENYOT (Anne). — V. JEANNIN.
- GUÉRIN (Antoine), sergent-major du château de Dijon, I, 413.

GUÉRIN (Abel), greffier au bailliage de Mâcon, I, 164 et n. 4; 179 n. 3; 186; 205 n. 1; 228; 288; 355; 440; — II, 47 n. 3; 100; 335; 337.

Guet et garde, I, 72 n. 4; 92 et n. 4; 113; 135 n. 4; 138 n. 2; 152; 159 et n. 2; 169 n. 1; 197 et n. 3-4; 198 et n. 1, 3; 220 et n. 1; 222-223; 340; 432 n. 5; — II, 10 n. 1; 125-126 et n.; 303 et n. 4; 410.

GUIDE (Philibert), II, 137 n. 8.

GUIJON (les), famille autunoise, II, 448 n. 1. = Jacques —, lieutenant-criminel au bailliage d'Autun, I, LI; 391 et n. 2; — II, 186; 279 n. 3; 429 n. 1. = Jean —, procureur-royal au bailliage d'Autun, II, 326.

GUILLAUME (Jean), avocat à Arnay-le-Duc, député aux États de Blois, I, 191; 370 n. 1; 371; — II, 38. = Sébastien, échevin d'Arnay, I, 239; — II, 38.

GUILLERME (Guillaume Frize dit le capitaine), capitaine de Seurre, I, 284 et n. 2; 304; 440 n. 4; — II, 87 n. 1; 164 n. 1; 315; 381; 395; 435.

GUISES (les), I, 2; 42; 77 n. 1; 103; 104 et n. 4; 105; 109; 137; 148; 214 n. 2; — II, 453. = Charles d'e Lorraine, duc de —, fils d'Henri, gouverneur de Champagne, I, 248; 437 et n. 6; — II, 208-209 et n.; 233 n. 2; 254; 256; 257; 262 et n. 3; 263; 359; 421 n. 3; 440; 460 n. 4; 464 n. 4. = Claude de Lorraine, duc de —, gouverneur de Bourgogne, I, 2 n.; 98 n. 2; 109 n. 4. = Claude de —, abbé de Cluny, I, 62; 190; 273; — II, 74 n. 5; 309. = François de Lorraine, duc de —, I, 201. = Henri de Lorraine, duc de —, dit le Balafre, I, 106; 107; 117; 121; 136; 164 et n. 1; 196 et n. 2; 203 et n. 4; 208; 209 et n. 4, 5; 212-216 et n.; 218; 263. = Louis de Lorraine, cardinal de —, I, 209 et n. 2; — II, 145.

Guyenne, I, 103; 106; 110 et n. 1; 114; 126; — II, 25 n. 4; 229; 230.

GUYONVILLE (Philippe d'Anglure, s^r de), lieutenant ligueur du Bassigny, I, 263; 324; 371; 398; 399 n. 1; 428 n. 3; 429; 430 n. 5; 435 n. 1; — II, 144 n. 2; 171.

H

HAILLAN (Bernard du), historien, I, 143 n. 1; — II, 369 n. 4.

HAMILTON (Jean), curé de Saint-Cosme à Paris, II, 145.

HARLAY (Achille de), président au Parl. de Paris, I, 173; 179; — II, 460.

HAULT (N. de), maire de Troyes, I, 30 n. 1
HAUSSONVILLE (le comte d'), II, 294; 403 n. 1; 423.

HENRI III, I, 121 et s.; 124 et s.; 132 et n. 1; 175 et s.; 182; 194; 195 et n. 2; 206 et n. 4; 214; 215 n. 1; 216-217 et n.; 221 et n. 1; 247; 251; 254; 258; 260-261; 275 et n. 1; 297; 344; 364; 375; 390 et n. 3.

HENRI de Navarre (Henri IV), I, 107 n. 1; 118 et n. 3; 141 n. 4; 375; 387; 388; 392; 403; — II, 27; 129; 158 et n.; 250-251; 264; 293; 296; 306 n. 5; 355; 356 et n. 5; 361; 366; 373; 386; 409; 417-419 et n.; 421-427 et n.; 430-433; 455. — en Bourgogne, II, 415-427 et n.

HÉRARD (Jacques), écuyer de cuisine de Mayenne, I, 112 et n. 3; 413. = J., II, 53 n. 2; 237 n. 1.

HERCULE. — V. NEGRO (Ercole).

Hôtelleries, I, 3; 145-146.

HOTMAN (François), I, 132.

HURAUT (Michel, s^r de), écrivain politique, I, 212; 217 et n. 1; 248; 335; — II, 26; 149 n. 4; 150; 198 et n.

HURTAULT (Jean), marchand, I, 185 n. 2; 417 n. 4; 423; — II, 267 n. 3 (?).

HUSSE (Jean), huguenot dijonnais, II, 269 n. 1.

I

IAGO (Don Diego de), capitaine espagnol, II, 450 n. 3.

IBARRA (Diego de), négociateur de Philippe II, II, 176 n. 2; 194; 228; 245; 253; 256; 359 et n. 3; 364 n. 1.

IDIAQUEZ (Alonso de), agent de Philippe II, II, 228; 229 n. 2.

Ile-de-France (Gouvernement de l'), II, 450; 460 n. 4; 461; 462 n. 1.

Imprimeurs et libraires, I, 140 et n. 2-5; — II, 66 et n. 1; 129 et n. 4; 356.

Impositions, I, 58 n. 1; 97 et n.; 101; 125 et n. 2; 126 et n. 1; 138; 162 n. 2; 192 n. 6; 340 et n. 2; 357; 362; 413; 417 n. 5; 424 n. 3; — II, 35; 51 et n. 1-2; 60; 104-113 et n.; — II, 123; 135; 156; 163 et n.; 166 n. 4; 167; 271 n. 2; 378; 384; 449 n. 2; 458 n. 4.

« Infanterie dijonnaise » (l'), I, 51.

Information, I, 139-147 et n.; 218-220; — II, 130; 170 et n. 1; 261; 264; 298-299 et n.

Intendants de finances. — V. Commissaires du roi.

Is-sur-Tille (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 184 n. 1 ; 225 n. 3 ; 325 ; 346 ; 351 ; 357 ; 359 et n. 6 ; 411 n. 3 ; — II, 382 ; 394 n. 1.

ISABELLE-Claire-Eugénie, infante, fille de Philippe II, II, 175.

Italiens (capitaines), I, 284 et n. 2 ; 304.

Italies, I, 139 ; 142.

Ivry (bataille d'), II, 15 ; 16 et n. 1-5 ; 17 ; 93.

J

JACHET (Pierre), procureur-syndic de la ville de Dijon, I, 361 n. 2 ; 420 et n. 4 ; 425 ; — II, 38.

JACOB. — V. JAQUOT.

Jacobins, I, 68-69 et n. ; 146 ; 151 et n. 1-2 ; 258 ; — II, 133 et n. 5 ; 220 et n. 1 ; 302 ; 303 ; 305.

JANTIAL [ou Janthial, ou Jential] (Jean) grenetier à Chalon, I, 287 n. 1 ; — II, 165 n. 5 ; 222.

JAQUOT (les) *alias* Jacob, I, 45. = Bénigne —, président à la Ch. des Comptes, II, 74 ; 97 n. 3 ; 98 et n. 7. = Jean —, trésorier au Bureau des Finances, I, 83 n. 2 ; — II, 385. ♦ Philibert —, prés. aux Comptes, II, 45 ; 237 n. 1 ; 405 n. 2.

JAUCOURT (le s^r de), I, 123 ; 294 et n. 1.

JAULGES (François de Beaujeu, s^r de), capitaine ligueur, I, 263 n. 2 ; 313 ; 321 n. 1 ; 336.

JEAN-CASIMIR, I, 110 ; 120.

JEANNIN (Pierre), président au Parlement de Dijon, conseiller de Mayenne. Notes générales et période antérieure à 1588, I, 79 n. 4 ; **116-119 et n.** ; 137 ; 140 n. 1. ♦ Année 1588, 193 ; 202 ; 203 et n. 3 ; 206 n. 1 ; 207 et n. 5 ; 208 ; 213. ♦ Année 1589, 219 ; 224 et n. 6 ; 225 et n. 3 ; 229 ; 231 et n. 5 ; 245 et n. 1-2 ; 246 et n. 2 ; 247 ; 249 n. 3 ; 250 ; 251 ; 253 et n. 1 ; 254 n. 2 ; 267 ; 269 ; 323 ; 326 et n. 5 ; 359 ; 362-363 ; 366 ; 373 et n. 1 ; — II, 58. ♦ Rôle et action en Bourgogne en 1590-1591, I, 405 et n. 4 ; 414-415 ; — II, 58 ; 72 ; **81-87 et n.** ; 150 ; 175. ♦ Rôle et action en Bourgogne en 1592-1595, II, 27 ; 58 ; **81-87 et n.** ; 213 ; 241 ; **273-274 et n.** ; 287 ; 327 ; 345 et n. 2 ; 356 n. 5 ; 367 ; 407. ♦ Idées et rôle au gouvernement général en 1590-1593, II, 20 ; 21 et n. ; 22 ; 23 n. 2 ; 25 ; 30 ; 72 ; 173 n. 5 ; 176 n. 2 ; 178 et n. 2 ; 188-189 ; 190 ; 193-196 et n. ; 209 n. 3 ; 211-213 et n. ; 228 et n. 1-2 ; 241 ; 244 ; 249 ; 251-252 et n. ; 253 ; 256 n. 4 ; 269 n. 5 ;

270 ; 275 et n. 3 ; 276. ♦ Idées et rôle au gouvernement général en 1594-1596 ; négociations, II, 25 ; 343 et n. 1 ; 358 ; 360 et n. 2 ; 361 et n. 4 ; 362 et n. 1 ; 365 ; 366 ; 367 n. 2 ; 373 n. 4 ; 380 ; 385 ; **445-446 et n.** ; 449 et n. 1 ; 458 et n. 1 ; 459 ; 461. ♦ Sa famille, ses enfants, ses biens, I, 116-119 ; 414 ; — II, 82 et n. 5 ; **446-448 et n.** = Anne Guenyot, femme du président —, I, 116 n. 3 ; — II, 85 ; 86 n. 1. = Nicolas —, chanoine d'Autun, frère du président, I, 116 ; 159 ; 274 ; 415 ; — II, 85 ; 239 ; 254 ; 258 n. 5 ; 306 ; 309 n. 3 ; 446 n. 1 ; 448 n. 1.

JENNY (Jean), messager, I, 143.

Jésuites, I, 70 et n. 1 ; 150 et n. 3-4 ; 151 et n. 4 ; 258-259 et n. ; — II, 106 ; 133 ; 151 ; 214 ; 216 et n. 2-4 ; **218-219 et n.** ; 299 ; 303 ; 306 ; 351 et n. 3 ; 352 ; 442 ; 465.

JEURELET (Didier), receveur à Chalon, II, 401 n. 1.

JOHANNÈS (capitaine), I, 362 ; — II, 49.

Joigny (Yonne), I, 135 n. 5 ; 346 n. 1 ; — II, 42 n. ; 392.

Joinville (c.-l. cant., Hte-Marne), I, 108.

Joncy (cant. La Guiche, S.-et-Loire), I, 330 ; 331 n. 4 ; 349.

Journaliers, I, 58 et n. 2-3 ; — II, 128 ; 136 ; 139 ; 292.

JOYEUSES (les), I, 113 ; — II, 454 ; 457 ; 460. = François de —, cardinal, I, 64 ; 140 n. 1 ; — II, 275 ; 299. = Scipion de —, I, 437 ; — II, 233 n. 2.

Juges-consuls, I, 86 n. 2 ; 92 et n. 1.

JULLIERON (Guichard), imprimeur à Lyon, II, 369.

JUILLY ou JUILLY-SOUHEY (Coutier, s^r de) I, 326 n. 4 ; 328 n. 2 ; 346 ; 403 n. 4.

JULIEN (Nicolas), avocat de Chalon, II, 222 ; 400 n. 2.

JUNÉVILLE (le s^r de), I, 346.

JURAIN (Cl.), marchand d'Auxonne, I, 401 n. 6 ; — II, 159 et n. 2.

K

KNABEN (Jost), capitaine suisse, I, 353 n. 2.

L

LA BAUME (les), I, 200-201 et n. = Anne de —, I, 200. = Françoise de — : v. TAVANES. = Marc de —, comte de Montrevel, I, 200.

LA BONDUE. — V. LE MAIRE.

- LABORIBLANG** (Regnaud David, s^r de La Borye-Blanche, dit le s^r de), capitaine de Montaigu, I, 435 ; 442 ; — 164 n. 1 ; 181 n. 2 ; 315 n. 3.
- Laboureurs**, I, 55-56 ; 148 ; — II, 136 ; 139-140 ; 292 ; 293.
- LA BOUTIÈRE** (Charles de), s^r de Chassagne, I, 295 n. 3 ; 346.
- LA BROUSSE** (Jean de), abbé de Fontenay, I, 38 n. 3.
- Labussière** (cant. Pouilly, C.-d'Or), abbaye I, 273 et n. 3.
- Lacanche** (cant. Arnay, C.-d'Or), II, 318.
- LA CHAPELLE-MARTEAU** (Michel), prévôt des marchands, secrétaire d'État, I, 176 ; 188 n. 1 ; — II, 32 ; 80 n. 1.
- La Charité** (c.-l. cant., Nièvre), I, 6 et n. 3 ; 141 ; 320 n. 5.
- LA CHATRE** (maréchal de), gouverneur du Berry, I, 320 et n. 5 ; 321 n. 3 ; 348 ; 438 ; — II, 176 n. 2 ; 235 ; 321 ; 322.
- LA CLAYETTE** (Claude, baron de), I, 435 n. 4 ; — II, 87 n. 1 ; 240 ; 317 ; 321.
- La Clayette** (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 407.
- LA COUR** (Jean de), s^r de La Motte-Reuillon, I, 301 n. 4.
- LA CROIX** (Edme de), abbé de Cîteaux, I, 61 ; 62 ; 120 n. 3 ; 190 ; 194 ; 273 et n. 2 ; — II, 43 ; 46 ; 51 ; 56 ; 69 n. 5 ; 70 ; 309.
- LA CROIX** (Jean de), maire d'Auxonne, I, 403 et n. 4 ; — II, 158 et n. 3 ; 430.
- LADONE** (Nicolas), d'Autun, II, 356 n. 5.
- La Fère** (Aisne), II, 371 ; 462. ♦ Négociations de —, II, 194.
- LA FERTÉ-IMBAULT** (Claude d'Étampes, baron de), gendre de Fervaques, I, 42 n. 1 ; 200 et n. 2 ; 242 et n. 1 ; 322 ; 326 n. 5 ; 329 et n. 3.
- La Ferté-sur-Grosne** (abbaye de), I, 273 ; — II, 300.
- LA FORTUNE** (Hieronimo Rossi, dit le capitaine), gouverneur de Seurre, II, 415 n. 1 ; 434 ; 459 n. 2 ; 464 et n. 1.
- LA GAUCHE** (Claude Thuron, dit le capitaine), cap. du château de Rouvres, II, 91 n. 4 ; 133 n. 5.
- LAGRANGE** (Pierre), conseiller (navarriste) au Parlement, I, 342 n. 2 ; 344 n. 2.
- LA GUESLE** (Jean de), commissaire du roi, I, 101 ; 127 ; — II, 84.
- LA GUICHE** (Jacques de), s^r de Sivignon, député aux États de 1588, I, 190 ; 191.
- LA MARE** (Philibert de), avocat du roi à Beaune, II, 222.
- La Mothe** (c^{ns} Outremécourt, cant. Bourmont, Hte-Marne), château, I, 434 n. 4.
- LA MOTTE-RÉAL**. — V. BUATIER.
- LANDRIANO** (Marsilio), légat du pape, I, 140 n. 1 ; — II, 20 ; 215.
- Langres**, I, 16 ; 63 ; 142 ; 143 n. 2 ; 174 ; 324 ; 382 n. 1 ; 430 n. 5 ; 431 ; — II, 144 n. 2 ; 158 ; 171 et n. 2 ; 262 n. 2 ; 290 ; 307 ; 417. ♦ Diocèse et évêché, I, 16 ; 63 ; 159 et n. 1 ; 274 n. 5 ; 371 ; — II, 38. ♦ Relations avec la Bourgogne, I, 16 et n. 3 ; 84 n. 3 ; 142 ; 143 n. 2 ; 274 n. 5 ; 296 et n. 2.
- Langrois** (le), I, 145 ; 202 ; 432 ; — II, 163 ; 289.
- Languedoc**, I, 2 ; 102 ; 270 n. 1 ; — II, 41 n. 3 ; 121.
- LANGUET** (Claude), avocat, maire de Chalon, I, 287 ; 370 ; 419 ; — II, 70 et n. 1 ; 150 ; 239 ; 243 ; 252 ; 253 ; 257 n. 1 ; 258 et n. 4 ; 265 n. 2.
- LANGUES** (Antoine de Choiseul, baron de), I, 325 ; 330.
- LANTAGE** (Gaspard de), s^r de Belan-sur Ource, I, 39. = —, bailli de la Montagne, I, 81.
- Lantenay** (cant. Dijon-O., C.-d'Or), I, 349 ; — II, 166 n. 3.
- LANTIN** (Zacharie), I, 44 n. 2.
- LANTY** (le baron de), I, 441 n. 5.
- Laon** (Siège de), II, 358 et n. 1 ; 361 ; 364.
- LA PLACE** (Claude de), de Beaune, II, 38. = Et. de —, chirurgien à Dijon, I, 398 n. 5.
- LA PLUME** (capitaine), capitaine de Semur, I, 354.
- LA REYNIE** (Fiacre Hugon de), président au Parlement, I, 161 et n. 2. = Simon Hugon de —, conseiller au Parlement, I, 160.
- La Rochelle**, I, 35 n. 1 ; 428.
- La Rochepot** (cant. Nolay, C.-d'Or), I, 349 ; 289 n. 2.
- La Romagne** (c^{ns} de Saint-Maurice-sur-Vingeanne, cant. Fontaine-F^{se}, C.-d'Or) commanderie, II, 374 ; 429 n. 2.
- LARTUSIE** (Antoine de Guillermy, s^r de), gouverneur de la citadelle de Chalon, I, 229 et n. 3 ; 262 ; 280 ; 295 n. 5 ; 303 et n. 2 ; 305 n. 5 ; 323 ; 410 ; 432 ; 435 n. 2 ; — II, 122 n. 2 ; 165 et n. 2 ; 313 n. 1 ; 315 ; 343 ; 348 ; 356 et n. 1 ; 381 ; 402 ; 433 n. 1 ; 463 n. 3.
- LA SABLONNIÈRE**, capitaine des gardes de Mayenne, II, 396 et n. 2.
- La Tagnière** (cant. Mesvres, S.-et-Loire), I, 42 n. 5 ; 44 n. 4.
- LA TOUR** (Antoine de), avocat, agent de Mayenne, II, 74 ; 381 ; 386 n. 1 (?)

- LA TOUR (Cl. de). — V. PRADINES.
- LA TOUR (Jean de), messenger, I, 143.
- LA TOURNELLE (Guy de), doyen du chapitre d'Autun, I, 159.
- LATRECEY (Pierre Regnier, *s^r* de), président aux Comptes, I, 47 ; 115 ; 413 ; 423 n. 5 ; — II, 43 ; 53 ; 378 et n. 3 ; 405.
- LAUBESPIN (Antoine de), chantre du chapitre de Mâcon, I, 159 et n. 4 ; 190 ; 274 ; — II, 47 n. 3 ; 345 n. 2.
- LA VALETTE (les) I, 168 ; 212. = —, frère du duc d'Épernon, I, 174 n. 4. — V. aussi ÉPERNON.
- LA VERNE (les), famille dijonnaise, I, 49 n. 3 ; 426-427 et n. = Bénigne —, prés. au Parlement, I, 85 n. 1 ; 341 n. 4. = Chrétien —, fils de Jacques, avocat, I, 426 ; 427 n. 1 ; — II, 263 n. 4. = Jacques —, avocat, maire, I, 51 n. 3 ; 54 ; 120 ; 150 n. 3 ; **156-157** ; 180 et n. 2 ; 181 n. 3 ; 184 ; 189 ; 198 et n. 3 ; 219 ; 222 n. 5 ; 223 n. 2 ; 224 et n. 4 ; 236 ; 266 ; 337-338 et n. ; 360-361 et n. ; 370 ; 382-383 ; 397 ; 409 et n. 1 ; 413 ; 420 et n. 1-2 ; 423 et n. 5 ; 447 n. 2 ; — II, 38 n. 2 et 4 ; 39 et n. 3-4 ; 62 n. 2 ; 101 et n. 2 ; 160 ; 165-166 ; 295 ; **349-350 et n.** — Le même : ses ambitions et ses concussions, I, **425-428 et n.** ; — II, 30 ; 43 ; 51 n. 8. — Le même : son complot ; son procès ; son exécution, II, 63 ; 327 ; 337 ; 338 ; 339 ; 341 ; 352 ; 354 ; 355 et n. 5 ; 374 et n. 3 ; 376 et n. 2 ; 408. = Jacques —, marchand, I, 351 n. 2.
- La vie et faits héroïques du mareschal d'Aumont**, I, 436 et n. 5.
- LAVISEY (Jean), commissaire de l'artillerie ; receveur des États ; etc., I, 282 n. 3 ; 350 ; 361 ; 403 n. 1 et 3 ; 407 n. 3 ; 412 ; 425 ; — II, 38 ; 162 et n. ; 171 n. 1 ; 352.
- LECLERC (Henri), lieutenant-général au bailliage d'Auxerre, I, 163 n. 3 ; — II, 326 ; 340 ; 346 ; 357. = Les —, I, 160.
- LE COMPASSEUR (Claude), président du Bureau des Finances de Dijon, I, 83 n. 1 ; — II, 159 n. 2 ; 313 n. 1.
- Le Creusot* (S.-et-Loire), I, 44 et n. 1.
- Le devoir du sujet français**, I, 391.
- LEDoux, commissaire des guerres, I, 413 n. 3.
- LEGOUZ (les), famille bourgeoise de Dijon, II, 101. = Claude —, chanoine de la Sainte-Chapelle de Dijon, cons. au Parlement, I, 69 n. 3 ; — II, 306 ; 337 ; 338 (?). = Guillaume —, *s^r* de Vellepele, avocat-général au Parlement de Dijon, I, 32 n. 2 ; 47 ; 113 n. 3 ; 115 ; 160 ; 342 ; 362 n. 4 ; 374 et n. 2 ; 411 n. 3 ; 415 ; — II, 43 ; 51 n. 8 ; 54 n. 2 ; 62 n. 2 ; 98 ; 166 n. 4 ; 314 n. 4 ; 373 ; 405. = Jean-Baptiste —, *s^r* de La Berchère, cons. au Parl., I, 46 n. 1.
- LEGRAND (Antoine), président à la Chambre des Comptes, conseiller de Mayenne, I, 115 ; — II, 60 n. 5 ; **74-75 et n.** ; 368 ; 381 ; 395 ; 405 ; 412 ; 443 et n. 3-4 ; 452 et n. 2. — Antoine —, contrôleur de l'artillerie, II, 100. = La présidente, I, 113 n. 3.
- LE MAIRE DE LA BONDUE (Jules), trésorier au Bureau des Finances de Dijon, I, 83 n. 2 ; 413 n. 3.
- LE MAISTRE (président), conseiller de Mayenne, II, 194 n. 2 ; 244 ; 248 ; 249 n. 3.
- Le Mans*, Conseil de l'Union, I, 135 n. 6 ; — II, 41 n. 3 ; 44 n. 2-3 ; 57 n. 4.
- LE MARTIN (Jean), président en l'élection de Bar-sur-Seine, I, 277 ; 278 n. 1 ; 289 ; — II, 100.
- Le Miroir* (cant. Cuiseaux, S.-et-Loire,) abbaye, I, 433 ; — II, 300.
- LEMUET (Joseph), juge-consul d'Auxerre, député aux États de 1588, I, 191.
- LE MUET (Philippe), échevin de Dijon, I, 411 n. 3 ; 413.
- LENFANT (Pierre), chanoine d'Auxerre, I, 276 n. 3.
- LENONCOURT (*ca^t* de), I, 299 ; 402 n. 3.
- LENONCOURT (C. de). — V. CHAUFFOUR et LOCHES.
- Le Pailly* (cant. Longeau, Hte-Marne), château, I, 35 ; 111 n. 1 ; 305 n. 2.
- LEPRINCE (Claude), chanoine d'Auxerre, I, 274.
- Le Puy-en-Velay*, Conseil de l'Union, II, 41 n. 3.
- LE ROYER (Sébastien), doyen du chapitre d'Auxerre, I, 159 et n. 3 ; 190 ; 275 n. 2.
- LESDIGUIÈRES, I, 204.
- Libertés communales**, I, 121 ; 416 et s. ; — II, 30 ; 168 ; 278 ; 330 ; 388 ; 441.
- Lieutenants « en l'absence »**, I, 78 n. 1 ; 79 et n. 2 ; 158 ; 316-317.
- Lieutenants-généraux au gouvernement de Bourgogne**, I, **77-80 et n.** ; 157-158 et n. ; 236 ; **239-242 et n.** ; 315-318 et n. ; 354 et n. 6 ; 402 et n. 2-3 ; — II, 44 ; 55-56 ; 64 ; 90 et n. 2 ; 105 ; 438 ; 464 et n. 3.
- LIGERET (Jean), official de Mâcon, I, 159 ; 274 ; 356 n. 1 ; — II, 47 n. 3.
- Ligue**, de 1576, I, 103 ; 155. — de 1585, I, 103 ; 106 ; 125 ; 165. — *Ligue « française »* (le parti de la), I, 448 n. 3 ; — II, 22 ; 176 ; 193-196 ; 197 ; 221 ; 247.

- Limites provinciales**, historiques, linguistiques, etc., I, 14-17; 18.
- Limousin** (Croquants du), II, 291 et n.
- LIPPOMANO** (Jérôme), ambassadeur vénitien, I, 3 n.; 140 n. 7; 144.
- LISTENOIS** (le m^{ls} de), I, 202; 312.
- LOCHES** (Cl. de Lenoncourt, s^r de), bailli de Bar, député aux États de 1593, I, 191; 225 n. 3; 262; 328; 332; — II, 51; 97; 238 n. 4; 239; 243 et n. 1, 3; 321 n. 4.
- Loire** (la), I, 5; 15; 17; 20.
- Lons-le-Saunier**, II, 399; 403.
- Lorraine**, I, 109; 142; 166 n. 4; 428 n. 3; — II, 162; 374; 386.
- LORRAINE** (Catherine de), fille de Mayenne, I, 108 n. 4. = Renée de, fille de Mayenne, I, 108 n. 4.
- Lorrains** (les), -II, 109; 144 n. 2; **170-172 et n.**; 382; 387; 388; 391; 394; 395; 396; 399; 403 n. 1; 419 et n. 2; 430; 431 n. 1; 461 n. 2.
- Louesme** (cant. Montigny, C.-d'Or), I, 39.
- Louhans** (S.-et-Loire), I, 96 n. 1; 286 n. 2; 433; 434 n. 2; — II, 164 n. 1; 399; 462 n. 1.
- Lourdou** (c^{ne} Lournand, cant. Cluny, S.-et-Loire), château, II, 164 n. 1; 259.
- LUBERT** (Pierre), commissaire du roi, I, 176; 431 n. 2; — II, 84 et n. 2.
- Lucenay-l'Evêque** (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 391 n. 2; — II, 307; 326; 340; 356 n. 5; 407; 410-411.
- Lucerne** (Suisse), I, 353 n. 2; — II, 236 n. 5.
- Lugny** (c^{ne} Leuglay, cant. de), chartreuse, I, 61 n. 2; — II, 300.
- LURE** (régiment de), II, 279 n. 4; 375; 381; 387.
- Lux** (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), II, 422; 423.
- Lux** (Edme de Malain, baron de), jusqu'à 1588, I, 31 et n. 4; 115; 127 n. 3; **168 n. 1 et 3.** ♦ Rôle et sentiments en 1589, 182 n. 3; 191; 206; 213-214; 216; 221 n. 1; 231 et n. 1, 3, 5; 232 et n. 1-3; 245 et n. 2, 6; 298; 299; 312; 326 et n. 4; 333 n. 1; 348 n. 2; 351; 373; 393 et n. 5; — II, 301 n. 3. ♦ Rôle et sentiments en 1590-1593, I, 406; 408 n. 3; 410 n. 3; 443; 448; — II, 89; 164 n. 1; 313 n. 1. ♦ Actes et sentiments de 1594-1596, II, 274; 312; 317; 318; 322 et n. 3; 383; 394; 398 n. 3; 423; 427 n. 1; 440 n. 2; 464. = La baronne de —, I, 228; 229 n. 1.
- Lyon**, I, 3; 60; 108; 176; 177; 178 et n. 1; 193; 219; 226-228 et n.; 244 et n. 2; 354; 407; 448 et n. 3; — II, 66; 74 et n. 3; 76 et n. 5; 82; 208; 351; 356; 359 et n. 3; 394; 399; 417 et n. 1; 422 n. 3; 430; 432-433; 456. ♦ Consulat, I, 165; 166; 288 et n. 1; — II, 62. ♦ Conseil de la Sainte-Union, II, 41 n. 3; 44 n. 4; 46 n. 3; 47 n. 3; 49; 55 n. 5; 56; 61; 62; 63. ♦ Commerce, banques, I, 362; 411; — II, 99; 122 n. 2; 343; 345 et n. 2; 377. ♦ Ravitaillement, I, 22-23; **279-282 et n.**; — II, 117. ♦ Plaquettes, I, 23; 258 n. 2; 335; 374 n. 3; 440 n. 1. ♦ Influence sur la Bourgogne, I, **22-24 et n.**; 139-142; 144; 164; 165; 177; 191; 270; 288; 291; 335; 356; 398; — II, 47 n. 3; 117; 124; 155; 157; 288; 305 n. 5; **342-346 et n.**; 353 n. 2; 355; 369; 480. ♦ Armée de —, I, 193 n. 2; 203-204 et n.; 206 et n. 4; 207-208. ♦ Mayenne à —, I, 198; **203-205 et n.**; 206-207. ♦ Révolte de —, II, 273; 274; 288. ♦ Traité de —, II, 432-433 et n.
- LYON** (François du), président des monnaies, I, 28; 29 n. 1; 136 n. 2; — II, 84.
- Lyonnais**, gouvernement, I, 212 et n. 1; 354; 407; 438; 439; — II, 228 n. 1.

M

MACHAULT, II, 381.

Mâcon, Route; pont; port; commerce et questions économiques, I, 3; 5 et n. 1; 60; 279; 281 n. 2; — II, 115; 116 n. 5; 120. ♦ Peste, I, 26 et n. 2; 30 n. 2. ♦ Citadelle, I, 7 et n.; — II, 164 n. 1. ♦ Particularisme et influence de Lyon, I, 24; — II, 155; 157; — v. Lyon (influence). ♦ Mâcon et le Parlement de Paris, I, 84 n. 3. ♦ Échevinage, I, **88-93 et n.**; 107 n. 1; 152-155 et n.; 238 et n.; 368; 418; — II, 47 n. 3; 48; 150. ♦ Conseil de bailiage, I, 183; — II, 40; 55 n. 5. ♦ Conseil ligueur, II, 47; 48 et n. 4. ♦ Élection, I, 83; 97 et n. 4. ♦ Clergé et confréries, I, 66; — II, 133 n. 2; 217 n. 1; 306. ♦ Faits politiques et de guerre, avant 1589, I, 107 n. 1; 122 et n. 1; 137 n. 4; 142; 144 et n.; **164-165 et n.**; 175; 178; 179 et n. 3; 180; 181; 188-193; 205 et n. 1; 218; 219 et n.; 220; 228 et n. 2. ♦ Mâcon ligueur, I, **287-289**; 305 n. 5; 330-331; 339; **355-356 et n.**; 385; 396 et n. 3; 398; 399; 439; — II, 50 et n. 1; 51 et n. 4; 124; 162 et n. 1; 273; 343; 344. ♦ Mâcon soumis à Henri IV, II, 345 n. 2; 346-347; 354; 356; 357; 362; 432 n. 2. ♦ Serments, I, 184 n. 1; 186 et n. 1.

- Mâconnais**, pays, comté ou bailliage, I, 81 ; 97 n. 2 ; 99 ; 131 ; 140 n. 7 ; 163-164 ; 205 et n. 1 ; 331 ; 332 ; — II, 96 ; 106 n. 3 ; 123 ; 160 ; 289. ♦ Questions économiques, II, 120.
- Madaillan** (cant. Prayssas, Lot-et-Garonne), I, 110 n. 1.
- Madrid**, II, 194 ; 299. ♦ Traité de —, I, 2 et n. ; 130 et n. 1-2.
- MAGGIO** (le P.), jésuite, I, 150.
- MAILLARD** (Fr.), trésorier au Bureau des Finances de Dijon, I, 5 n. 2 ; 83 n. 2. = Jean —, avocat du roi au Parl., I, 160.
- MAILLEROI** (G. de), monnayer, II, 120 n. 4.
- Mailly-le-Château** (cant. Coulanges, Yonne), II, 319.
- Mailly-la-Ville** (cant. Vermenton, Yonne), I, 320.
- MAIRE** (Hugues), monnayer, I, 185 n. 2 ; — II, 120 n. 4.
- Maires et mairies**, I, 88-89 ; 92-94 et n. ; 102 n. 4 ; 122 ; 138 ; 197 et n. 3-4 ; 235 et s. ; 418-424 et n. ; — II, 129-134 et n. ; 330 ; 345 n. 2 ; 347-352 et n.
- Maîtres**. — V. Métiers.
- Maizières** (c^{ns} Saint-Loup-de-la-Salle, cant. Verdun, S.-et-Loire), abbaye, I, 273 ; — II, 300 ; 393 n. 3.
- Mâlain** (cant. Sombornon, C.-d'Or), château, I, 312 ; 349 ; — II, 89 ; 164 n. 1 ; 273 ; 308 ; 318 n. 6 ; 319 ; 322.
- MALETESTE** (Claude), avocat à Charolles, député aux États de 1588, I, 192 n. 3.
- MALPOY** (Thibault), marchand dijonnais, I, 185 n. 2 ; 341 ; 417 n. 4 ; 422 ; 423 ; 426 n. 4 ; — II, 160 n. 2.
- MAMEROT** (Roch), jacobin d'Auxerre, I, 150 ; 151 n. 1.
- MANDELOT** (Fr. de), gouverneur du Lyonnais, I, 24 et n. 2 ; 153 ; 164 ; 165 ; 167 ; 177 ; 191 ; 204 et n. 3 ; 211 et n. 4.
- MANGONNEAU**, huissier dijonnais, I, 223 n. 4 ; 224 n. 4.
- MANSFELD** (Ch. de), II, 359 n. 5 ; 364 n. 1.
- MARBÉ** (Bernard de), capitaine de la ville de Mâcon, I, 279 ; 353 ; 356 n. 1 ; — II, 47 n. 3 ; 89 et n. 5 ; 99 ; 164 n. 1.
- Marchands**, I, 16 ; 19 ; 20-22 ; 23 et n. 2 ; 24 ; 30 n. 4 ; 48-49 ; 54 et n. 1 ; 125 ; 141 ; 164 ; 166 et n. 4 ; 167 et n. 1 ; 180 ; 222 ; 233 ; 261 ; 278-283 et n. ; 284 n. 4 ; 338 et n. 1 ; 351 ; 398 ; 421 ; 426 ; — II, 100 ; 105 ; 117 n. 3 ; 129 et n. 4 ; 157 et n. 1-2 ; 294 ; 345 ; 410 n. 5 ; 430.
- MARCHESEUIL** (le s^r de), II, 318.
- Marcigny** [les-Nonnains] (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 96 n. 1 ; 97 n. 1 ; 123 ; 398 ; 433 ; — II, 266 n. 2 ; 267 n. 3 et 4 ; 331 ; 353 n. 2.
- MARCILLY** (Léonard de), lieutenant du château de Dijon, II, 89 ; 90 n. 1 ; 99 ; 312 n. 2.
- MARCONNAY** (Renée de). — V. FÉVAQUES.
- MARCOURT**, cordelier d'Autun, prédicateur, I, 259. — V. aussi MARCOUX.
- MARCOUX** (Fr.), gardien des cordeliers d'Autun, I, 151. — V. aussi MARCOURT.
- MARGERET** (Chrétien), maître aux Comptes, I, 341 n. 6 ; 413.
- MARTIN** (Bénigne), maire de Dijon, I, 54 ; 120 ; 150.
- MASSOL** (les), de Beaune, I, 46 n. 1 et 4 ; 412 ; — II, 222. = Jean —, I, 412. = Pierre —, II, 53.
- MARESCHAL** (François), élu du roi, I, 96 n. 3 ; — II, 59 et n. 4 ; 89 ; 181 n. 1 ; 378 ; 384 ; 406 ; 441.
- MAREUIL** (le s^r de), II, 301 n. 3.
- Marey-sur-Tille**, (cant. Selongey, C.-d'Or), I, 200 ; 322.
- Marseille**, II, 222 n. 5 ; 444 et n. 5.
- MAUGIRON** (Timoléon de), I, 208.
- MAURIS** (le s^r de), capitaine de Talant, II, 89 et n. 2 ; 164 n. 1 ; 315.
- MAYENNE** (Charles de Lorraine, duc de), principaux passages sur sa personne, ses idées et sa carrière, — I, 102-115 (le M. de 1587 et ses attaches bourguignonnes) ; — 136-139 (l'idée du patronat ligueur) ; — 167-169 (M. à la veille des Barricades) ; — 179-183 (M. après les Barricades) ; — 203-217 (M. à Lyon ; les « écoutes » de Blois ; les relations de M. et de Guise) ; — 226-233 (M. près les assassinats de Blois ; la retraite en Bourgogne) ; — 236-239 (M. et les communes de Bourgogne) ; — 244-255 (M. et son point d'appui bourguignon) ; — 365-368 (M. en août 1589 : la réunion catholique) ; — 445-449 (M. et Nemours). = II, 9-18 (M. chef de l'État et gouverneur de province) ; — 18-23 (M. et l'autorité souveraine : les Articles de Reims) ; — 24-25 (l'idée du « particulier ») ; — 28-31 (le dessein d'autorité) ; — 59-64 (M. et les autorités provinciales) ; — 65-73 (le principe du contrôle personnel) ; — 73-91 (les hommes de M. ; Jeannin) ; — 96-102 (la réalité : clientèle payée) ; — 197-207 (M. et la royauté) ; — 227-233 (les garanties de M. : la convention de Soissons) ; — 233-237 (le fils de M. gouverneur) ; — 242-258 (l'emploi des députés bourguignons aux États de 1593) ; — 274-282 (1594 : la guerre

- pour M.) ; — 358-367 (M. à Bruxelles : les négociations avec les Espagnols et avec Henri IV) ; — 373-385 (le retour de M. déchu) ; — 385-389 (l'idée de la résistance en Bourgogne) ; — 399-402 (M. à l'armée espagnole) ; — 424-427, 433-435 (après Fontaine-Française : le refuge de Chalon) ; — 448-462 (la capitulation : conférences de Chalon et édit de Folembray) ; — 467 et s. (conclusions).
- MAYENNE** (Henri de Lorraine, comte, plus tard duc, d'Aiguillon, puis duc de Mayenne, fils aîné de Mayenne, dit *Henry Monsieur* ou, en Bourgogne, le prince de), I, 104 n. 4 et 6 ; 108 et n. 4 ; — II, 24 ; 25 n. 4 ; 44 ; 90 ; 95 ; 164 n. 1 ; 208 ; **233-237 et n.** ; 259-260 ; 263 ; 320 ; 361 ; 362 ; 433 ; 453 ; 459 et n. 2 ; 461 et n. 1 ; 462 n. 1 ; 463 n. 3 ; 464. — **Henrie de Savoie**, duchesse de —, I, 105 et n. 3 ; 108 ; 109 et n. 2-3 ; 230 ; 250 n. 4 ; 259 ; — II, 144 n. 1 ; 230 ; 255 n. 2 ; 358 ; 449 n. 1.
- Mayenne-la-Juhez** (duché de), I, 109 et n. 4.
- MÉDAVY** (Jacques Rouxel, baron de), I, 200. = Pierre de Rouxel, baron de —, gendre de Fervagues, I, 200 et n. 2 ; 201 et n. 4 ; 240 n. 2 ; 284 ; 304 ; 322 ; 323.
- Médecins**, I, 26 n. 2 ; 45 ; 49 et n. 3 ; — II, 130 n. 2.
- Melun** (États généraux de), II, 146 ; 147 n. 1.
- Menades** (cant. Avallon, Yonne), I, 46 n. 4 ; — II, 138 n. 5.
- Mendiants**, I, 153 n. 5 ; — II, 130 ; 139 ; 284.
- Mendiants** (moines des ordres), I, 68 ; 150-151 et n. ; — II, 302 ; 303 et n. 1 ; 305 et n. 1-5.
- MENDOZA** (Bernardino de), ambassadeur du roi d'Espagne, I, 213 et n. 4 ; 215 n. 1 ; 226 et n. ; — II, 193 ; 232.
- MÉNELAY** (marquis de), I, 104 n. 6.
- MÉNIGAUT** (Jean), prieur des jacobins d'Auxerre, II, 305 et n. 1.
- MERCŒUR** (Philippe de Lorraine-Vaudémont, duc de), gouverneur de Bretagne, I, 106 ; 128 et n. 2 ; 210 et n. 2 ; 214 n. 2 ; 226 n. 2 ; 263 n. 4 ; 363 ; 437 ; — II, 12 ; 29 ; 44 n. 2 ; 66 ; 128 ; 134 ; 146 ; 202 ; 232 ; 291 ; 424 n. 4 ; 447 ; 451 ; 453 ; 460 ; 464 ; 470 ; 471.
- MÉRINET** (le sr de), II, 401.
- Messagers** et courriers, I, 143 ; 197 n. 5 ; 269 ; — II, 38.
- Métiers**, I, 59 et s. ; 102 ; 149 ; — II, 45 ; 126-127 et n. ; 129.
- METTAYER** (Jamet), imprimeur, II, 18 ; 66.
- Meursault** (cant. Beaune-N., C.-d'Or), II, 289 et n. 2 ; 290 ; 291.
- MICHAUT** (Prudent), secrétaire de Mayenne et agent politique, I, 115 ; 253 et n. 3 ; 354 et n. 2, 5 ; 374 ; 398 n. 3 ; — II, 15 n. 3 ; **75-77 et n.** ; 97 ; 98 n. 1 ; 99 ; 277 ; 315 ; 461 n. 3 ; 465.
- MICHEL** (Pierre), procureur au Parlement, maire de Dijon, I, 360 et n. 4 ; 374 ; 383 ; 409 et n. 1 ; — II, 38 n. 2 ; 39 n. 1 ; 43 ; 50 ; 51 n. 8 ; 151.
- Milices urbaines**, I, 92 ; 138 ; 169 n. 1 ; 181 et n. 3 ; 336 ; 418 ; 420 ; — II, 132 ; 329 et n. 1 ; 413.
- MILLERON** (François de Briquemaut, sr de), capitaine royaliste, I, 330 ; 389 n. 3.
- MILLET** (Étienne), cons. navarriste au Parlement, I, 410 ; 432 et n. 1.
- MILLETOT** (Bénigne), cons. au Parlement, I, 160 ; 383 ; — II, 221.
- MILLÈRE** (Guillaume), maire de Dijon, I, 54. = Guillaume —, avocat, puis cons. au Parlement, I, 425 ; — II, 43 ; 101 ; 268 ; 275 ; 335 ; 405 ; 444 n. 2 ; 461 et n. 3.
- Millu** (S.-et-Oise), conférence, II, 268 ; 275.
- MILOT** (Mathieu), chanoine de Langres, député de Bar-sur-Seine, II, 239 ; 258.
- Minimes**, II, 305 et n. 4 ; 434 n. 3.
- Minot** (cant. Aignay, C.-d'Or), I, 39 n. 2.
- Mios** (cant. Audence, Gironde), I, 110 n. 1.
- Mirebeau** (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 96 n. 1 ; 349 ; — II, 117 n. 3 ; 341 n. 1.
- MIREBEAU** (Jacques Chabot, marquis de), fils de François, comte de Brion, gouverneur de Flavigny, I, 313 n. 3 ; 429 ; 436 ; — II, 93 n. 6 ; 395 ; 464 n. 3.
- Mirebel** (Ain), I, 110 et n. 2.
- MOISSEY** (Louis de), échevin de Dijon, I, 76 n. 3 ; 179 n. 2.
- Molesme** (cant. Laignes, C.-d'Or), abbaye, II, 300 et n. 2.
- Molinot** (cant. Nolay, C.-d'Or), I, 430 n. 1 ; — II, 410.
- MOLLERON** (Claude Bourgeois de), conseiller navarriste au Parlement, I, 46 n. 1 ; 341 n. 4.
- Monarchie** et esprit monarchique, II, 183-188 ; 482-484.
- Monceaux** ou Montceaux (c^{ne} de Meaux, Seine-et-Marne), château, II, 449 n. 1 ; 462.
- Monnaies**, I, **27-29 et n.** ; — II, 14 n. 4 ; 83 ; **119-125 et n.** ; 283-284 ; 383 ; 464.

- Montagne* (bailliage de la). — V. *Châtillon-sur-Seine* (bailliage).
- MONTAGU** (Odet de), lieutenant-général au bailliage et vierg d'Autun, I, 180 ; 191 ; 239 ; 277 ; — II, 38 ; 165 n. 3 ; 326.
- Montaigu* (c^{ne} Bourgneuf-Val-d'Or, cant. Givry, S.-et-Loire), I, 349 ; 407 ; 435 n. 2 ; — II, 166 n. 3.
- Montbard* (C.-d'Or), I, 91 ; 151 ; 249 ; 406 ; 418 ; 419 et n. 2 ; 433 n. 4 ; 440 et n. 3 ; — II, 90 ; 115 ; 164 n. 1 ; 277 ; 362 ; 387 ; 407.
- Montbéliard* (Doubs), I, 121 et n. 1 ; 122.
- Montbellet* (cant. Lugny, S.-et-Loire), I, 57 n. 1.
- Montcenis* (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 96 n. 1 ; 408 ; — II, 362 ; 452 n. 3.
- MONTCULOT** (Claude Sayve, s^r de), président aux Comptes, I, 47.
- MONTOLON** (les), famille autunoise, I, 47 n. 1 ; 82 n. 2. = Guillaume, — fils de Nicolas, I, 47 n. 4 ; — II, 170 n. 1. = Nicolas de —, 6^e président au Parl. de Dijon, I, 117 ; 162 n. 1 ; 224 ; 342 ; 417 ; — II, 153 ; 221 ; 234 ; 324 ; 408 ; 412 ; 414. = Philippe de —, lieutenant-général du bailliage de Chalon, I, 82 et n. 2 ; 192 n. 1.
- MONTIGNY** (le s^r de), I, 312.
- MONTJALIN** (le s^r de), lieutenant du gouverneur de Beaune, I, 303 ; — II, 99.
- Montjeu*, terres du prés. Jeannin, près d'Autun (S.-et-Loire), I, 116 n. 3 ; — II, 446 ; 447.
- MONTMORENCY** (Henri, connétable de), II, 121 ; 377 ; 378 ; 386 ; 391 ; 392 et n. 2 ; 395 ; 399 ; 417 ; 418 ; 422 n. 3 ; 425 n. 5 ; 431 ; 434 et n. 5 ; 440.
- MONTMOYEN** (Edme Regnier, baron de), gouverneur de Beaune, I, 219 ; 262 ; 290 n. 4 ; 303 et n. 4 ; 309 ; 323 ; — II, 87 n. 1 ; 97 ; 315 ; 318 n. 3 ; 375 ; 396 et n. 2 ; 424.
- MONTPENSIER** (François de Bourbon, duc de), beau-frère de Mayenne, I, 202 et n. 4. = Catherine de Lorraine, duchesse de —, I, 202 n. 4 ; 248 et n. 2-3 ; 250.
- MONTPEZAT** (Éléonore des Prez de), belle-fille de Mayenne, I, 108 n. 4 ; 109. = Gabrielle des Prez de —, sœur d'Éléonore, I, 108 n. 4 ; — II, 95 ; 259 n. 4. = Henri des Prez de —, frère des précédentes, I, 108 n. 4 ; 109 ; — II, 78 n. 1 ; 145 ; 275 ; 446 n. 1. = Melchior des Prez de —, père des précédents, I, 105 n. 3.
- Montpezat* (cant. Prayssas, Lot-et-Gar.), I, 110 n. 1.
- Montpont* (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 39
- Monttréal* (cant. Guillon, Yonne), I, 96 n. 1 ; 299 ; 346 ; 348 ; 406 ; — II, 318 n. 3 ; 340.
- Mont-Saint-Sulpice* (cant. Seignelay, Yonne), I, 329 et n. 3.
- MONTANGLAT** (Henri de), protestant dijonnais, I, 185.
- Montsaugéon* (cant. Prauthoy, Hte-Marne), château, II, 97 ; 163 et n. 1 ; 181 n. 2 ; 262 n. 2 ; 277 ; 289 ; 290 ; 293 n. 1 ; 315 ; 372 ; 387 et n. 1 ; 418 n. 1 ; 426 n. 1 ; 439 n. 2 ; 464 n. 1.
- MORANDET** (Pierre), avocat au Parl. de Dijon, I, 51 n. 3 ; 370.
- MOREAU** (Jean), imprimeur de Troyes, I, 140 et n. 3 ; 366 n. 2 ; — II, 66 (*au lieu de Morin, lire Moreau*).
- MOREL** (Henry), échevin de Dijon, I, 425.
- MOREO** (Juan de), agent de Philippe II, I, 208 ; 254 n. 2 ; — II, 25 n. 1 ; 174 ; 193 ; 194.
- Morimont*, place publique de Dijon, lieu d'exécution, I, 92 ; — II, 133 n. 5.
- MORIN** (les), famille autunoise, I, 47 n. 1 ; 117 ; — II, 152 et n. 3 ; 154 n. 1. = Jean —, conseiller au Parlement, II, 153. = —, lieutenant-général au bailliage de Dijon, I, 154 ; 237 n. 1. — V. aussi **CROMÉ**.
- MORISOT** (Antoine et Barthélemy), avocat et greffier dijonnais, II, 219 n. 2. = Barthélemy —, avocat, II, 219 n. 2 ; 369 n. 4.
- Morlaix* (Finistère), I, 335 et n. 2 ; — II, 42 n.
- MOROSINI**, nonce, I, 177 ; 254 ; 366.
- Morvan*, I, 9 ; 17 ; 142 ; 430 ; — II, 138.
- MOTTE-RÉAL**. — V. **BUATIER**.
- Mousquetaires** (paysans), II, 404.
- Moutiers-Saint-Jean* (cant. Montbard, C.-d'Or), II, 300 ; 309 n. 3 ; 395.
- MUCYE** (Claude de), marchand chalonnais, I, 167.
- MUGUET**, chroniqueur chalonnais, II, 400 n. 2.
- MUNIER** (Jean), officier du bailliage d'Autun, II, 326.
- Munitionnaires**, I, 166 et n. 4 ; 282 et n. 3 ; 425 n. 3 ; — II, 109 n. 4.
- MUSSARD** (le s^r de), gentilhomme du Chalonais, I, 312.
- Mussy-l'Evêque* (c.-l. cant., Aube), I, 3 ; 159.

N

- NAGU. — V. Varennes.
- NAISSAN (Damien), garde-papiers des Comptes, II, 54 n. 1.
- Nancy, I, 117; 137 n. 1; 139; 208; 254; — II, 72; 374.
- Nantes, Conseil de l'Union, II, 41 n. 3; 44 n. 2; 49 et n. 1; 51 n. 7; 52 n. 4; 54 et n. 4.
- Nanteuil (conférence de), II, 361 et n. 1.
- Napolitains (soldats), II, 400 n. 2; 402; 403; 428 n. 2; 433; 434 n. 5.
- Narrosse (c^{ne} Santenay, cant. Nolay, C.-d'Or), ancien village, II, 289 n. 2.
- NATUREL (Pierre), chanoine de Chalon, I, 67 et n. 5.
- NAUDET (Jean), avocat du roi au bailliage d'Auxerre, I, 191.
- NEGRO (Ercole), dit *Hercule*, ingénieur militaire italien, I, 7 et n. 1; 138 n. 1.
- NEMOURS (Charles-Emmanuel de Savoie, duc de), — et la politique générale, I, 214 n. 5; 248; 437-438; — II, 207-208; 228 n. 1; 399; 400 n. 1; 401; 402; 418 n. 3; 431; 454. — à Lyon, I, 139; 212 et n. 2; — II, 61; 62 et n. 1; 66; 228 n. 1; 235; 273; 342-343; 399 et n. 2; 403 n. 1; 431. — en Bourgogne, établissement, missions, I, 283 et n. 2-3; 284; **354-363 et n.**; 434 et n. 1; 435 et n. 1-2; 436; **437-449 et n.**; — II, 10 n. 1; 51 et n. 8; 164 n. 1; 259; 261-262; 319; 362. — et Mayenne, I, 211 et n. 3; 214 n. 5; 438-439; **445-449 et n.**; — II, 17; 378; 401 et n. 4; 451; 454. = Anne d'Este, duchesse de —, I, 254 n. 4.
- Nemours (c.-l. cant., Seine-et-Marne), I, 114; 117; 144.
- NESLE (Pisy, m^{is} de), I, 346; 373.
- NEUILLY (Pt de), I, 188 n. 1.
- Neutralisme marchand, I, **165-167 et n.**; **277-283 et n.**; 285; 292; 393; — II, 438.
- Neutralité de la Franche-Comté, I, 14 et n. 1-2; 87; 165; 166 et n. 1; 278; — II, **177-181 et n.**; 402-403 et n.; 417-418 et n.; 419; 432 et n. 5.
- NEVERS (Louis de Gonzague, duc de), I, XLI-XLII; LII; 174 et n. 4; 216 et n. 1; **318-321 et n.**; 347 n. 2; 389; 392 n. 2; 396; — II, 144 n. 2; 163; 260 et n. 4; 261; 262 n. 2; 275; 332; 340; 417 n. 2; 421 n. 3; 430 n. 4.
- NICOLARDOT (Pierre), avocat promoteur de la Sainte-Union à Dijon, I, 414 n. 2; — II, 45 et n. 1; 53 et n. 2.

NICOLAS, capitaine de Nuits, II, 87 n. 1; 411.

Nivernais, I, 17; 318-320.

Noblesse (chambre de la), aux Etats généraux, I, 194; — II, 242; 248; 253; 254-255.

NOBLET (Étienne), président aux Comptes, I, 44. = Jean —, receveur en Mâconnais, I, 175 n. 1; II, 51 n. 8.

NOGENT (le s^r de), I, 442; — II, 403 n. 3.

NOIROT (Sébastien), capitaine de Châtillon-sur-Seine, I, 240; 289; 304 et n. 2.

Nolay (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 88 n. 4; 430 n. 1; — II, 289 n. 2; 290.

Normandie (et Normands), I, 2; 100; 174 n. 4; 176; 202 et n. 4; 270 n. 1; 305; 323; — II, 28; 41 n. 3; 57; 73; 93; 141; 188 n. 2; 229 et n. 1; 230; 232 et n. 1; 233 n. 2; 291; 467.

Notaires, I, 45.

Noyers (c.-l. cant., Yonne), I, 80 n. 1; 96 n. 1; 348; 354 n. 1; — II, 162; 163; 278 et n. 1; 318 n. 6; 319; 387; 398; 415; 439 n. 2.

Nuits (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 137 n. 4; 152; 225 n. 3; 242 n. 4; 325 et n. 5; 349 n. 1; 418; — II, 49; 51 et n. 4; 134 n. 1; 353; 406; 411 et n. 2.

O

OCQUIDANT (Bénigne), conseiller (navarriste) au Parlement, I, 344 n. 2; 426 et n. 1.

ODEBERT (les) famille parlementaire avallonnaise, I, 47 n. 1; 52 n. 1; — II, 306. = Jean —, avocat, lieutenant navarriste du gouverneur de Saint-Jean-de-Losne, I, 31 n. 5; 234 n. 3; 350. = Pierre —, cons. navarriste au Parlement, I, 181 et n. 1; 182; 221; 223 n. 1; 224; 234; 235; 413; — II, 335.

Œconomies royales, II, 415.

Offices, I, 46 n.; 51-53; 71; 72 n. 1; 83 et n. 2; 85 n. 1; 116; 125 n. 4; 160 et s.; 192 n. 6; 413 n. 4; — II, 10; 39 n. 4; 98 et s.; **333-339 et n.**; 362; 441 et n. 1; 444 n. 2; 449 et n. 2; 452; 461 et n. 3.

Officiers des cours royales, I, 32 et n.; 45 et suiv.; 71; 85; 87; 90; 92; **160-162 et n.**; 185 et n. 3; 191; 195; 197 n. 4; 221; 234; 236-237; **339-343 et n.**; 371; 377; 377-380 et n.; 388 n. 2; 389; 411; 412 n. 1; 417 et n. 2-5; 424 n. 1; — II, 22; 36; 44 et n. 2; 47; 62 n. 2; 98; 100; 113; 129; 149 n. 3; 166 n. 4; 216; 220; 221; 222; 274; **323-328 et n.**; 354; 383; 406; **407-409 et n.**; 468 n. 2; 412; 413; 414; 429 n. 1. — Gages, II, 113; 274.

Oigny (cant. Baigneux-les-Juifs, C.-d'Or), abbaye, I, 273.

Oligarchies communales, I, 415-428 et n. — V. Bourgeoisies communales.

Orfèvres, I, 149 n. 2; 234 et n. 2; — II, 126 et n. 4; 129 et n. 4.

Orléans, I, 226 n. 3; 248; 250; 251 et n. 5. — États d'—, II, 146; 147 n. 1.

ORNANO (Alphonse d'), colonel des Corses, I, 206; 215 n. 1; 244 et n. 2; 245 n. 1; 250; 288 n. 1; 332; 407; 444; 446 et n. 2; — II, 158 et n. 1, 4; 278; 289; 340; 343; 345 n. 2; 353; 373 n. 4; 418 n. 1; 431.

OSSAT (cardinal d'), II, 454 n. 4.

Ouche, riv., I, 138 et n. 1; — II, 116 n. 5.

ODINEAU. — V. AUDINEAU.

Ouroux [-sur-Saône] (cant. Saint-Germain-du-Plain, C.-d'Or), I, 58 n. 1.

P

Pagny [-le-Château] (cant. Seurre, C.-d'Or), château, I, 35; 109; 111 n. 1; 158 et n. 1; 168; 174 n. 3; 197 n. 2; 282 n. 2; 283; — II, 398; 404 n. 3; 430; 438 n. 1.

PALLEREY. — V. RATILLY.

Pamphlets ou chansons politiques populaires, II, 141; 160 et n. 2.

Paray-le-Monial (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 351; 398; 433; — II, 277; 398.

PARCOURS (Jean Grain de Saint-Marsault, s^r de), gouverneur du château de Dijon, II, 427 n. 3.

PARDESSUS, prieur de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon, II, 306 n. 2.

Parentés, I, 299; 309.

Paris, I, 3; 106; 132; **133-136 et n.**; 136 n. 3; 140; 154; 247-248; — II, 23 et n. 2; 30; 241. — **Parlement**, I, 84 n. 3; 365; 372 n. 1; — II, 193; 255-256; 299; 334 n. 1; 355 n. 5; 359; 418 n. 1; 454 n. 4; 458; 461 n. 3. — **Bureau de la ville**, I, 135 n. 1; — II, 41 n. 1. — **Peuple**, II, 293-296 et n. — **Esprit ligueur**; influence et action, I, 132-136; 164; 176; 247-248 et n.; 268-271 et n.; — II, 151-155 et n.; 260; 276; 296; 325; 327 n. 1; 341-342. — **Rentes sur l'Hôtel de ville**, I, 134; 176 et n. 3. — **Journée des Barricades**, I, 173 et n. 3. — **Siège**, I, 362; — II, 17. — **Prise de Paris**, II, 299. — **V. en outre**: Conseil général de la Sainte-Union.

PARISE (Étienne), bénédictin de Châtillon, II, 239.

PARISE (Jacques), conseiller au bailliage de Chalon, I, 287; 419; — II, 38; 165 n. 5; 270; 271; 348; 400 et n. 3.

Parlement de Dijon, I, 45 et s.; 69; **84-87 et n.**; 102 n. 4; 115; 116; 117; 138 n. 2; 144; 160-162 et n.; 166; 174-175; 181 et n. 3; 183; 220-224 et n.; 230 et n. 3; 234; 291; 324 et n. 1-2; **378-381 et n.**; 417 et n. 2-5; — II, 36; 72 et n. 6; 133 et n. 5; 156; 193; 234 n. 2; 238; 274; 318; 323-327 et n.; 354; 408; 412; 414; 466. — **Mesures économiques**, II, 118, 122 et n. 2.

Parlement de Dole, II, 372 et n. 1; 403; 431.

Parlement de Flavigny et de Semur, I, **343-348 et n.**; 376; 382; 378-381; 387; 411 n. 3; 432 n. 2; — II, 264 n. 2; 318; 323; 325; 337-338.

Parlement de Paris. — V. Paris.

PARME (Alexandre Farnèse, duc de), II, 17; 205.

Particularismes, historiques, économiques, etc., I, 17-24; 162 et s.; 283 et s.; 385 n. 4; — II, 155-159; 347; 362; 480.

Pasques (cant. Dijon-O., C.-d'Or), I, 343.

PASSERAT (Jean), coauteur de la *Satyre Ménippée*, II, 215.

Pâtisseries, I, 113 et n. 3; — II, 126 et n. 4; 129 n. 4.

PATRASSON (Jean), imprimeur lyonnais, I, 140.

PAVAILLON, doyen de la chapelle Saint-Georges à Chalon, II, 306; 400 n. 2.

Paysans, Etat, vie et idées avant 1589, I, 37; 44; **56-59 et n.**; 97 et n. 1; 147-148 et n. — **La Ligue de 1589 à 1595**. Épreuves, 179 n. 3; 261-262; 371; — II, 117 et n. 2; 118; **134-142 et n.**; **288-293 et n.**; 318-319 et n.; 434 n. 5. — **Les révoltes paysannes**, II, **288-293 et n.**

Pays-Bas, I, 142; — II, 416; 417; 413 n. 3.

PÉ (Edme du). — V. TANNERRE.

PÉLISSIER (Anne de), agent de Mayenne, I, 115; 168 n. 2; 249; 302; 391 n. 4; — II, 59; **77-79 et n.**; 196; 228 n. 2; 266 n. 2; 275; 299; 381; 386; 406; 463 n. 1.

PELLEVÉ (cardinal de), archevêque de Sens, I, 163 n. 3.

PENNESSOT, de Chalon, II, 270; 271.

Pensions, I, 415; 426; — II, 98; 99.

PÉPIN (Bénigne), chanoine à la Sainte Chapelle, chroniqueur, I, LX; 113; 264; — II, 16; 306; 459.

- PÉRICARD** (Jean), secrétaire du duc de Guise, puis secrétaire d'État, I, 226 n. 3; — II, 32; 80 et n. 1; 81 n. 1.
- PERRAULT** (Claude), greffier à Chalon, II, 222; 400 n. 2.
- PERRET**, vicaire-général de Chalon, II, 217 n. 6.
- PERRIN** (François), chanoine et écrivain autunois, I, 436 n. 5.
- PERRON** (cardinal du), II, 454 n. 4.
- PERRONNET** (Denis), théologal d'Auxerre, I, 150; 151 n. 1; 159; 258 et n. 3; 274.
- PERRUCHOT** (Bénigne), marchand de Dijon, I, 185 n. 2; 233; 285 et n. 5; 351 n. 2; 384 n. 3; 409 n. 1; — II, 122 n. 2.
- Pesmes** (c.-l. cant., Hte-Saône), II, 402 n. 2; 430 n. 1.
- Peste**, I, 26 et n. 2; 140 n. 7.
- PETIT** (Antoine), avocat au Parlement, I, 233; 285; 384 n. 3. = Étienne —, s^r de Ruffey, capitaine, I, 35 n. 2; 371; 420 n. 1; — II, 43; 44 n. 2; 45; 46; 106 n. 1; 405. = Henri —, receveur général, I, 209 n. 3.
- PETOT ou Peto** (Claude), vicaire général à Dijon, I, 411 n. 3; — II, 307 n. 2.
- PETOT** (Hilarion), médecin à Dijon, II, 130 n. 2.
- Peuple**. Le — en Bourgogne vers 1587, I, 112-113; 119; 146 et n. 1-6; **147-150 et n.**; 153 n. 5. — Les épreuves, mouvements et opinions populaires en 1588-1594, I, 179 et n. 1; 185; 186 n. 3; 221 et n. 4; **257-262 et n.**; 275; 292; 297; 422; — II, 45; 62; 94; 95 n. 1; 113; 122-124; **125-134 et n.**; **134-142 et n.**; 211; 240; 268; 269 n. 1; **280-297 et n.**; 318-319 et n. — Le — et le ralliement de la Bourgogne à Henri IV, II, 354; 407; 410-414 et n.; **435-437 et n.**; 463; 477-479.
- Peuplement** (et dépeuplement), I, 24 n. 4; 26 et n. 2; 29 n. 3; 58; — II, 137 et n. 1-6; 139.
- PFYFFER** (colonel), de Lucerne, I, 353 n. 2; — II, 236 n. 5.
- PHILIPPE II**, I, 128; 131; 145; 167; 213 n. 4; 254; — II, 78 n. 1; **174-179 et n.**; 193-195 et n.; 364; 365; 366; 369 n. 3; 370; 371; 386; 419; 421; 428; 463 n. 1. — Ses droits ou prétentions sur la Bourgogne, II, 24-25 et n. 1; 228-233 et n.; 419-421 et n. — Ses monnaies, II, 119 et n. 3.
- PICARDT** (Hugues), procureur général au Parlement, navarriste, I, 160; 341; — II, 355; 369 n. 4; 444.
- Picardie**, I, 208; 270 n. 1; — II, 25; 41 n. 3; 93; 417; 418 n. 1; 429; 430 n. 4; 457; 463 n. 1.
- Pierre** (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 433.
- PIGENAT** (François), curé parisien, II, 153-154 et n.; 200 n. 2-3. = Odon —, provincial des jésuites, I, 150; — II, 153 et n. 3.
- PIGNALET** (Jean), capitaine des murailles de Dijon, I, 353 n. 3; — II, 43; 45 n. 2; 405 n. 2; 413.
- PILES** (Nicolas de), abbé d'Orbais, I, 367 n. 2.
- PILLEHOTTE** (Jean), imprimeur lyonnais, I, 23; 140; 366 n. 2; — II, 66; 343.
- PILLON** (Ph.), marchand de Mâcon, I, 24.
- PINARD** (Jean), auxerrois, II, 137.
- PINATEL** (Jacques), marchand à Maxilly-sur-Saône, I, 23 n. 2.
- Pinatelles**, II, 121-124 et n.
- PITHOU** (Pierre), substitut du proc. gén. de Paris, II, 215 et n. 1; 219; 294 et n. 3. = Nicolas —, II, 155 n. 1.
- Plaine bourguignonne**, I, 9; — II, 138.
- Plaquettes**, I, 23; 140 et n.; 145 n. 1; 258 et n.; 268 et n. 3-5; 296 n. 2; 297 n. 2; 335; 366 n. 2; 372 n. 3; 374 n. 3; 390-391 et n.; 436; — II, 18 et n. 2; 66; 72 n. 1; 184; 199 et s.; 341; 344; 355 n. 4; 356; 437 n. 1.
- PLESSIS-MORNAY** (Philippe du), I, 118 et n. 3; 265; — II, 25 et n. 4; 86; 176; 195; 212.
- PLUVAULT** (Joachim de Rochefort, s^r de), gouverneur de Vézelay, I, 174; 319; 321; 389 n. 3.
- PLUVET** (le baron de), I, 410 n. 2.
- POIGNY** (Jacques de), commissaire du roi, I, 176; 250 (?).
- Poissy** (conférence de), II, 361.
- Poitiers**, I, 135 n. 6; 177 n. 4; 178 n. 1. — Conseil de la Sainte-Union, II, 41 n. 3; 44 n. 2-4; 52 n. 4; 57 n. 4.
- Poitou**, I, 35 n. 1; 109; 110; — II, 115 et n. 3; 160 n. 3.
- Police**, I, 137 n. 4; 142; 153 et n. 5; 220; 237; 353 n. 3; 418; 422; 424; — II, 54; 64; 131 et n. 1; 330; 407.
- Poligny** (Jura), II, 403.
- « Politiques »**, II, 220-223; 264; 293; 324; 327; 352; 373; 408 et n. 2; 441.
- Pommard** (cant. Beaune-N., C.-d'Or), II, 289 et n. 2.
- PONT** (Henri de Lorraine, marquis de), II, 170; 171.
- PONTAILLER** (les), barons de Talmay et baron de Pleurs, I, 34 et n. 2; 37. — V. aussi TALMAY.

Pontailleur [-sur-Saône] (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 110 et n. 4; — II, 403; 421 n. 1.

PONTENAT (régiment de), I, 193 n. 2; 206 n. 4; 226; 249 n. 3.

PONToux (les De), famille chalonnaise, I, 49 n. 3. = Claude de —, médecin de Chalon, poète, I, 49 n. 3. = Claude —, marchand à Seurre, I, 167 n. 1; 283. = Louis de —, II, 165 n. 5.

Portets (cant. Podensac, Gironde), I, 110 n. 1.

Postes, I, 142-143 n. 1-2.

Por (Philippe), II, 186; 206.

Pothières (cant. Châtillon, C.-d'Or), abbaye, II, 300; 318.

Poudres, I, 282 n. 3; 425 n. 3; 431 n. 2; — II, 162; 180 n. 3.

POUILLY (Claude de Stainville, s^r de), II, 314.

Pouvoir central. — V. Gouvernement central.

PRADINES et **POINSON** (Cl. de La Tour, s^r de), I, 394 n. 4; — II, 39; 59 n. 3.

PRASLIN (Charles de Choiseul, marquis de), lieutenant en l'absence en Champagne, I, 79 n. 2; 330.

Prauthoy (c.-l. cant., Hte-Marne), II, 278 n. 1; 293 n. 1.

Prêcheurs, I, 149-152 et n.; 258-260 et n.; — II, 133 et n.; 211; 263; 264 n. 3; 287.

Préty (cant. Tournus, S.-et-Loire), I, 61 n. 2.

PRÉVOST (Jean), avocat de Dijon, échevin, I, 150 n. 3; 189; 259 n. 3; 370; 417 n. 3; 420; 425; — II, 38 n. 2; 101; 337.

Princes (les), I, 211 et s.; 217 n. 1; 264; 301; 355; 437; — II, 72; 75.

Prix, I, 29; — II, 113-119 et n.; 120 et s.; 283 n. 3.

PROCÈS (Florent), procureur au Parl., I, 50 n. 2.

Procureurs, I, 45; 48 et s.; 233; 414; — II, 294; 408 n. 2.

Profit, I, 410-415 et n.; 415-418; 425-427 et n.; — II, 96-102 et n.; 317-321 et n.

Propriété (seigneuriale; censitaire; propriété paysanne; etc.), I, 36-43 et n.; 43-46 et n.; 55-59 et n.; 411-412; — II, 136 et n. 3; 313 et n.

Proscriptions, I, 233-234; — II, 377.

Protestants, I, 120; 121-124 et n.; 126 et n. 2; 149; 153; 155; 161 et n. 2; 185; 187; 221 n. 4; 234 et n. 2; 260 et n. 3; 294 et n.; 344 n. 2; 350 n. 2; 387; 413; 449 n. 2; 461; 465; — II, 128; 129 n. 4; 202.

Provence, I, 270 n. 1; — II, 121; 173; 174; 222 n. 5; 419 n. 2; 460 n. 4; 463 n. 4.

PRUDENT. — V. MICHAUT.

Q

QUARRÉ (les), famille parlementaire, I, 52 n. 1. = Jean —, cons. au Parl., I, 160; 220 n. 4; 223; 234 n. 3.

Quenouille des dames d'Autun, I, 436 et n. 5.

R

RABUTIN (François de), s^r de La Vault, député aux États de 1588 et de 1593, I, 42 et n. 3; 191; — II, 238 n. 4; 239; 243 n. 3; 250 n. 1-2; 253; 255-258 et n.; 270; 321. = Guy de —, baron de Chantal, I, 346. = Pour Christophe de —, v. CHANTAL.

RAGNY (François de La Madeleine, m^{re} de), bailli d'Auxois, I, 81; 175; 295; 299; 330 et n. 1; 331 n. 4; 373; — II, 162; 267 n. 3; 288; 344. = La dame de —, I, 299.

RAPELET (Edme), procureur au Parl., I, 44 n. 2; 50.

RATILLY (Edme de Pallerey, s^r de), capitaine ligueur, I, 305 n. 5; — II, 87 n. 1.

RÉAL (capitaine) de Verdun, I, 304 n. 2; 308; — II, 49.

RECOLOGNE (Bénigne de), grenetier du grenier à sel de Dijon, I, 259 n. 3. = Gobin de —, I, 341; 383 n. 7.

Recrutement, I, 242; 305 n. 5; 307-308 et n.; 328 n. 1; 332 n. 4; 353 n. 1-2; 371; 442; — II, 87 n. 3; 139 n. 1.

Réfugiés, II, 130 et n. 1-6; 139.

Régennes (c^{ne} Appoigny, cant. Auxerre-O., Yonne), château, II, 301 n. 5; 392 n. 3.

Reigny (c^{ne} Vermenton, c.-l. cant., Yonne), II, 300.

Reims, I, 177; 178; 179; 270 n. 1; — II, 246; 367. + États généraux de — (1591), II, 20 n. 2; 21; 23; 70-71 et n.; 146-147 n. 1; 149-150 et n.; 176.

Reîtres, I, 25 et n.; 103; 121; 126; 137.

Religion et pratique religieuse, II, 132; 138 et n. 3; 351-352; 362.

RÉMOND (les), famille de Châtillon-sur-Seine, II, 76 et n., 77 n. = Edme —, lieutenant-général du bailliage, I, 190; — II, 77 n. 3; 238 n. 4.

Remontrances, I, 87; 100; 102; 126; 192; — II, 35 et n. 1; 37; 255-256; 378.

- Rennes*, Parlement, I, 230 n. 3; 348.
- RENVOISY* (Richard de), chanoine, musicien, I, 360 n. 4.
- Républiques** communales, I, 154; **297-298**; **335 et s.**; — II, 26; 29; 37; 150; 165; 204.
- Resve et traite foraine**, I, 20; 21; — II, 105 et n. 3; 157.
- Réunion** de la Bourgogne à la France, I, **129 et n. 1**; — II, 184-187.
- Riceys* (les), (c.-l. cant., Aube), II, 289 n. 5.
- RICHARD* (Antoine), demi-frère de Desportes-Baudouin, II, 80 n. 3.
- RICHARD* (J.-B.), avocat au Parl., I, 51 n. 4; 123; 185; 233; 387; — II, 379 n. 4.
- RICHARDOT* (Jean), chef du Conseil privé des Pays-Bas, II, 86; 176 n. 2; 180 n. 1; 194.
- RICHEOMME* ou *Richeome* (Louis), premier recteur des jésuites de Dijon; provincial de Lyon, I, 70; 258; — II, 218 n. 6.
- RICHER* (Edmond), II, 220 et n. 2.
- Rieurs** (les), I, **311-315 et n.**; 394; 312.
- RIGAUD* (Benoît), imprimeur lyonnais, I, 23; 140 et n. 3.
- ROBELIN* (Vincent), conseiller (navarriste) au Parlement, II, 335.
- ROBERT* (les), vignerons de Couchey, I, LXII; II, 139 n. 1; 140.
- ROBERT* (Claude), d'Avallon, I, 225 n. 1.
- ROBERT* (Cl.), chanoine de Chalon, I, 67. = Philippe —, avocat à Chalon, II, 219.
- ROBERT* (Pierre), trésorier général au Bureau des Finances, I, 83 n. 2; 161 n. 2; 233; 341 n. 5.
- ROCHEBARON* (René de), s^r de Berzé, capitaine navarriste, I, 288; 299; **330 et n. 4**; 337 n. 2; 444. Cf. *Errata* du t. I, ci-dessus, p. 486.
- ROCHECHOUART* (les), I, 229 n. 3; 301 n. 3; 312 n. 3; 313 n. 3. ♦ Louis (?) de —, s^r de Crecey, I, 301 n. 3 (cf. CRECEY).
- ROCHFORT* (le chevalier de), II, 301 n. 3.
- ROLAND*, ligueur de Paris, I, 176; 188 n. 1; — II, 30.
- Rome*, I, 139; 145; 249; 367; — II, 170 et n. 1; 264 et n. 5; 298-299.
- Romenay* (cant. Tournus, S.-et-Loire), I, 433; 435; — II, 164 n. 1.
- ROQUELAURE* (le s^r de), du Conseil d'État, II, 443.
- ROSNE* (Chrétien de Savigny, s^r de), lieutenant-général de Champagne, I, 248; 249 et n. 3; 250 et n. 1.
- ROSSIEUX* (Denis de), secrétaire de Mayenne, I, 115; 206; 216; 226 et n. 3; 251; — II, 32; 80 n. 1.
- ROTIOTI*, capitaine, II, 382; 394 n. 1.
- Rouen*, I, 270; 323; — II, 18 et n. 2; 41 n. 3; 44 n. 2-3; 70 et n. 3; 93; 176. ♦ Conseil de la Sainte-Union de —, II, 49; 56; 57 n. 3.
- ROUGE-MONT*, capitaine de Montsaugéon, I, 399 n. 1; — II, 163 n. 1; 181 n. 2.
- ROUSSAT* (Jean), maire de Langres, I, 382; — II, 422.
- Routes et itinéraires**, I, **2-5 et n.**; 120; 140-141 et n.; 143; — II, 169; 170; 418 n. 3.
- Rouvres* [-en-Plaine] (cant. Genlis, C.-d'Or), I, 110 et n. 4; — II, 133 n. 5.
- ROYHIER* (Guillaume), avocat au Parl. de Dijon, maire, I, 51 n. 3; 54; 94; 156; 157; 420; — II, 38 n. 2; 43; 51 n. 8; 101; 202; 337; 410.
- RUFFEY* (s^r de). — V. PETIT.
- RULLY* (Jean ou Charles de Saint-Léger, baron de), I, 294 et n. 2; — II, 141.
- Rully* (cant. Chagny, S.-et-Loire), I, 122.
- RYMON* (Edme ou Aimé de), procureur du roi au bailliage de Mâcon, I, 24; 164; 386 et n. 2; — II, 328; 335 n. 5; 336; 345 n. 2; 353; 441 n. 1. = Louis de —, cap. de Saint-Gengoux, I, 354 n. 6.

S

- SACREMORE* (Charles de Birague, dit le capitaine), I, 104 et n. 4; 115-116; 168 n. 2; 209 n. 6; 305 n. 5; 388; — II, 315.
- SAGER* (le P. Charles), jésuite de Dijon, I, 258-259 et n. 1; — II, 133; 216 et n. 5; 218 et n. 6.
- Saint-Amour* (c.-l. cant., Jura), II, 399; 403.
- Saint-Aubin* (cant. Nolay, C.-d'Or) II, 289. ♦ (cant. Chemin, Jura), II, 399.
- Saint-Bénigne de Dijon* (abbaye de), I, 62; — II, 306; 426 n. 3.
- Saint-Bris* (cant. Auxerre, Yonne), I, 96 n. 1.
- Saint-Dizier* (c.-l. cant., Hte-Marne), I, 248 n. 3.
- Sainte-Chapelle de Dijon* (chapitre de la), I, 65-67 et n.; 69; 109 et n. 2; 111; 236; 259; — II, 304; 305-306; 383.
- Sainte-Livrade* (c.-l. cant. Lot-et-Gar^{me}), I, 110 n. 1.
- Saint-Etienne de Dijon* (chapitre de), I, 66-67 et n.; — II, 145; 301 n. 5; 306.

- Saint-Florentin* (c.-l. cant., Yonne), I, 213 ; — II, 346 ; 392.
- Saint-Gengoux* [-le-National] (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 356 n. 6 ; — II, 288 ; 353 ; 377.
- Saint-Germain d'Auxerre* (abbaye de), II, 145.
- Saint-Jean-de-Losne* (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 96 n. 1 ; 239 ; 284 et n. 4 ; 324 n. 2 ; 325 ; 346 ; 349-351 et n. ; 357-359 et n. ; 407 ; — II, 110 et n. 1 ; 120 n. 4 ; 121 et n. 1-2 ; 127 ; 157 ; 159 n. 2 ; 160 ; 161 ; 181 n. 2 ; 260 et n. 4 ; 319 ; 231 ; 341 et n. 1 ; 362 et n. 4 ; 398 ; 403 ; 404 n. 1 ; 410 ; 452 n. 3.
- Saint-Julien* (Guy de), capitaine li-gueur, I, 229 n. 1 ; 305. = Pierre de — de Balleure, chanoine de Mâcon, his-torien, I, 35 ; 42 ; 67 ; 100 ; 101 ; 128 et n. 1 ; 131 et n. 3 ; 293 ; 305 ; — II, 47 n. 3 ; 94 ; 184 ; 185 et n. 2 ; 206.
- Saint-Laurent* (Ressort de), I, 12 ; 96 n. 1.
- Saint-Laurent* [-les-Mâcon] (cant. Bagé, Ain), I, 169 n. 1.
- Saint-Lazare d'Avallon* (chapitre de), I, 66 ; — II, 306 n. 3.
- Saint-Malo*, I, 290 ; 335 ; — II, 29.
- Saint-Marcel* [-les-Chalon] (abbaye de), II, 300.
- SAINT-MATHIEU* (le capitaine), I, 295 ; 348 n. 2.
- SAINT-MESGRIN* (le s^r de), I, 104 ; — II, 315.
- Saint-Moré* (cant. Vézelay, Yonne), I, 5 n. 2.
- SAINT-PAUL* ou *SAINT-POL* (Fr. d'Orléans, comte de), fils de Léonor d'Orléans, duc de Longueville, II, 260 n. 4 ; 261.
- SAINT-PAUL* (Antoine de), lieutenant en Champagne, I, 249 ; 256 ; 363 ; 437 ;
- SAINT-RÉMY* (le baron de), I, 331.
- Saint-Romain* (cant. Nolay, C.-d'Or), II, 289 n. 2.
- SAINT-SERNIN* (Charles de Busseuil, s^r de), bailli de Mâcon, I, 81.
- Saint-Seine* (c.-l. cant., C.-d'Or), abbaye, I, 3 n. 3 ; 273 ; — II, 54 n. 2 ; 164 n. 1 ; 300 ; 422.
- Saint-Seine-sur-Vingeanne* (cant. Fon-taine-Française, C.-d'Or), I, 349 ; 429 ; — II, 171 ; 173 n. 1.
- SAINT-SORLIN* (Henri de Savoie, m^{is} de), lieutenant-général en Lyonnais, I, 80 n. ; 205 n. 1 ; 407 et n. 4 ; 444 et n. 2 ; 445 et n. 1 ; — II, 400 n. 1 ; 418 n. 3 ; 451 ; 453 ; 457 ; 460.
- SAINT-VIDAL* (Antoine de La Tour, s^r de), gouverneur du Velay et sénéchal du Gévaudan, I, 330 n. 4 ; 362 ; — II, 109 n. 4.
- SAINT-VINCENT* (Joachim de Chastenay, baron de), gouverneur de Chalon-sur-Saône, I, 240 ; 263 ; 274 ; 280 ; 287 et n. 2 ; 303 ; 323 ; — II, 164 n. 1 ; 348 ; 402.
- Salaires**, I, 58 n. 3 ; — II, 127 n. 1.
- Salmaise* (cant. Venarey, C.-d'Or), châ-teau, II, 164 n. 1.
- Saluces* (affaire du marquisat de), I, 204-205 et n.
- SAMBIN* (Hugues), sculpteur et architecte, I, 35 ; 111 n. 1 ; 131 n. 2 ; 185 n. 2.
- SANCY* (Harlay de), II, 417 n. 1 ; 449.
- Santenay* (cant. Nolay, C.-d'Or), II, 289 et n. 2.
- Saône* et ports de Saône, I, 5 ; 11 et n. 2 ; 20-23 ; 165-167 et n. ; 279-281 ; 283-289 ; 398 ; — II, 117 et n. 3 ; 121 ; 157 et n. 2 ; 404 ; 411 ; 412 ; 421 ; 422 ; 424 ; 429 ; 459 n. 2.
- Satyre Ménippée**, I, 132 ; 190 ; 207 ; — II, 368 et n. 4.
- SAULGÉ* (le s^r de), I, 202 n. 3.
- Saulieu* (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 96 n. 1 ; 346 ; 431 n. 1 ; — II, 362. ♦ Commune et échevinage, I, 88 ; 144 n. 5.
- SAULNIER* (les), famille charollaise, I, 67 n. 3. = Gérard ou Girard —, lieutenant au bailliage de Charolles, I, 64 n. 7 ; 192 n. 3. = Pierre —, évêque d'Autun, I, 64 et n. ; 159 ; 273 ; 357 ; 380 ; 385 ; — II, 239 n. 2 ; 243 n. 2 ; 244 ; 252 ; 254 ; 270 ; 271 ; 304 ; **307-308 et n.**
- SAULON* (Le Marlet, s^r de), I, 123 ; 413.
- SAULTOUR* (François des Essarts, s^r de Neuvy et de), gentilhomme navar-riste, I, 329 et n. 3.
- SAULX* (les), Saulx-Vantoux, Saulx-Ville-francon, etc., I, 78 n. 1. = Sur les SAULX-TAVANES, v. TAVANES.
- Saulx-le-Duc* (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), château, I, 240 ; 322 n. 2 ; 323 ; — II, 127 ; 318 n. 6 ; 319 ; 362 ; 452 n. 3.
- SAUMAISE* (les) famille d'officiers, I, 45 ; 123 ; 221 ; 341 n. 4. = Étienne — I, 121 et n. 1. = François —, I, 121 et n. 1. = Jérôme —, conseiller au Par-lement, II, 408 ; 414.
- SAUVES* (M^{me} de), I, 107 n. 1.
- Savigny-en-Revermont* (cant. Beaurepaire, S.-et-Loire), II, 166 n. 3.
- Savote*, I, 5 ; 13 n. 1 ; 278 et n. 3 ; — II, 119-120 ; 124 ; 395.
- Savoyards** (soldats), II, 382 ; 383 ; 387-388 ; 399 ; 400 ; 401 ; 407 ; 432.

- SAYVE** (les), famille d'officiers, I, 45 ; — II, 77 n. 5 ; 137 n. 6. = Girard —, doyen de la Sainte-Chapelle, I, 65 et n. 3 ; 69 n. 3 ; 371 ; — II, 43 ; 46. = Pierre —, maire de Dijon, I, 59 n. 3.
- SCHOMBERG** (Gaspard de), I, 358 ; — II, 449 ; 459.
- Seconde lettre**, I, 372-373 et n.
- Secrétaires** particuliers, II, 99 ; 105 ; 234 n. 3. — V. BERTRAND, DESPORTES, ROSSIEUX.
- SEGA** (Filippo), cardinal de Plaisance, légat du pape, II, 213 ; 241 et n. 7 ; 248 n. 3 ; 254 ; 261 n. 5 ; 263 et n. 3.
- Seignelay** (c.-l. cant., Yonne), I, 96 n. 1.
- Seize** (les), I, 132 ; 177 ; 178 ; 247 ; 267 ; 367 ; — II, 17 ; 19 ; 22 ; 23 ; 62 ; 146 ; 151-155 et n. ; 175-176 ; 192 ; 276 ; 381.
- Sel** et greniers à sel, I, 12 n. 3 ; 21 n. 2 ; — II, 104 ; 180 et n. 1 ; 383.
- Selongey** (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 184 n. 1 ; 200 n. 3 ; 201 ; 434 n. 4 ; — II, 171.
- Semur-en-Auxois** (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 122 ; 123 ; 344 n. 2 ; 351 ; 432 ; — II, 266 ; 277 ; 326 ; 362 ; 363 n. 1. ♦ Mairie et échevinage, I, 88 n. 4 ; 89-91 et n. ; 218 ; 219 n. 1 ; 239. ♦ Gouvernement de —, II, 84 n. 2 ; 122 n. 2 ; 160 ; 214 ; 260 et n. 4 ; 290 ; 319 ; 320 ; 325 ; 326 ; 332 ; 347 ; 363 ; 375 ; 407.
- Semur-en-Brionnais** (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 96 n. 1 ; 367 n. 1 ; — II, 353 ; 415 n. 1.
- SENAULT** (Pierre), du Conseil général de la Sainte-Union, I, 133 ; 247.
- SENNECEY** (Claude de Bauffremont, baron de), gouverneur d'Auxonne, lieut.-gén. de Bourgogne, — L'homme, sa neutralité avant oct. 1589, I, 115 ; 140 n. 1 ; 188 n. 2 ; 191 ; 194 ; 208 ; 213 ; 281 ; 282 ; 285 ; 286 et n. 3 ; 299 ; 305 ; 314-315 ; 363 ; 371 ; 393. ♦ Sennecey lieutenant-général de Bourgogne, I, 401-411 et n. ; 443 ; 447 et n. = Ses idées et ses actes de 1590 à 1595, II, 22 ; 44 ; 61 et n. 2 ; 92 ; 157 ; 158 et n. 3 ; 159 et n. 1 ; 164 n. 1 ; 183 et n. 3 ; 274 ; 299 et n. 2 ; 312 ; 375 ; 379-380 et n. ♦ — après la soumission à H. IV, II, 398 et n. 3-4 ; 405 n. 1 ; 408 n. 2 ; 426 ; 430 ; 438 et n. 2 ; 440 et n. 2 ; 443 ; 458 n. 1 ; 464. = Nicolas de Bauffremont, baron de —, I, 81 n. 1.
- Sens** (Yonne), I, 176 ; 251 ; — II, 16.
- Sentiment français**, I, 127-132 ; — II, 183-188 ; 367-373 ; 484-485.
- Sercy** (cant. Buxy, S.-et-Loire), II, 401.
- Sergents**, royaux, I, 112 n. 1. ♦ — de mairie, I, 223 n. 2.
- Serments** ligueurs, I, 133 n. 3 ; 146 n. 5 ; 183-187 et n. ; 237 ; 287 ; 290-292 et n. ; 355 ; 371 ; — II, 60 ; 400.
- SERVIN** (Louis), avocat-général au Parlement de Paris, II, 219 et n. 3 ; 220.
- Serviteurs** de la « suite » ou de la maison de Mayenne, I, 113 et n. 2.
- Seurre** (c.-l. cant., C.-d'Or), I, 12 ; 80 n. 1 ; 89 ; 96 n. 1 ; 110 n. 3 ; 152 ; 166 n. 4 ; 167 n. 1 ; 184 n. 1 ; 186 n. 3 ; 240 ; 282 n. 2 ; 283-284 et n. ; 291 ; 304 ; 323 ; 324 n. 2 ; 326 n. 5 ; 356 et n. 3 ; 440 et n. 2-3 ; — II, 56 ; 150 n. 3 ; 315 ; 352 n. ; 353 ; 361 et n. 3 ; 362 ; 375 ; 376 ; 395 ; 398 et n. 2 ; 406 ; 410 ; 415 n. 1 ; 434 ; 453 ; 459 et n. 2 ; 461 ; 464 et n. 1.
- SEURRE** (Michel de), s^r de Courban, I, 38 n. 2 ; 39.
- SIBILLE**, avocat à Chalon, II, 400 n. 2.
- SIVIGNON**. — V. LA GUICHE.
- Sivry** (c^{re} Voudenay, cant. Arnay, C.-d'Or ?), I, 45 n. 2.
- SIXTE-QUINT**, I, 366 ; 395.
- SOIROT** (Jean), maître aux Comptes, I, 341 n. 6.
- Soissons** (Aisne), ville de Mayenne, I, 109 et n. 3 ; 137 n. 1 ; — II, 75 n. 1 ; 144 et n. 1 ; 362 n. 4 ; 367 n. 2 ; 373 ; 380 ; 381 ; 449 et n. 1 ; 452 n. 3 ; 461 ; 463. ♦ États de —, II, 146 ; 147 n. 1. ♦ Convention de —, II, 227-233 et n.
- SOISSONS** (Charles de Bourbon, comte de), I, 318 ; — II, 366.
- Soldats**, I, 112 et n. ; 113 et n. 1 ; 209 n. 3 ; 305 n. 5 ; 307 ; — II, 100 ; 140 ; 237 n. 1 ; 289.
- Sommerive** (en Piémont), II, 427.
- SOMMERIVE** (Charles-Emmanuel, comte de), second fils de Mayenne, I, 108 et n. 4 ; 109 n. 3 ; — II, 358 ; 368 n. 2 ; 462 n. 1.
- Sorbonne**, I, 256 et n. 3 ; 276 ; — II, 213 ; 215 ; 217 ; 299 ; 306.
- SOUHEY**. — V. JUILLY-SOUHEY.
- SOUSSEY** (André-Edmond de Pracontal, s^r de), I, 373 et n. 2.
- STUDER** (Claude), capitaine suisse, I, 353 n. 2 ; — II, 162 n. 7.
- Subsides espagnols**, I, 254 et n. 2 ; — II, 178 n. 2 ; 191 ; 364 et n. 3 ; 376 ; 401.
- Subsistances**, I, 22-23 ; 102 n. 4 ; 138 et n. 1 ; 166 et n. 4 ; 279-282 et n. ; 418 ; — II, 60 ; 115-118 et n. ; 162 ; 434 n. 5.
- Suisse**, cantons suisses, I, 139 ; 142 ; 165 ; — II, 119 et n. 4 ; 372 ; 403 et n. 3 ; 417 n. 1 ; 431 ; 432 et n. 3. ♦ Députés des cantons, II, 403 et n. 3.

Suisses (mercenaires), I, 163 ; 166 et n. 4 ; 249 ; 284 ; 341 n. 5 ; 353 et n. 2 ; 357 ; 358 ; 359 et n. 1 ; 361 ; 426 ; 431 et n. 2 ; 433 ; — II, 35 n. 4 ; 51 et n. 4 ; 106 n. 5 ; 109 et n. 4 ; 179 et n. 2 ; 236 et n. 5 ; 259 et n. 2 ; 393 ; 399 n. 1 ; 422 n. 1 ; 461 n. 2.

SULLOT (Claude), procureur au Parlement, II, 215.

SULLY (Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de), II, 361 et n. 4 ; 416 et n. 2 ; 417 et n. 1 ; 418 ; 419 et n. 2 ; 430 n. 4.

Suresnes (conférences de), II, 249-252 et n.

Surséance (terres de), I, 11 ; 12 et n. 1 ; 21.

T

TABOUROT (Étienne), procureur du roi au bailliage de Dijon, écrivain, I, LXVIII ; 47 n. 2 ; 48 n. 4 ; 50 ; 51 n. 4 ; 58 ; 122 n. 1 ; 131 ; 296 n. 2 ; 370 ; 374 et n. 2 ; — II, 45 et n. 1 ; 53 ; 54 n. 2 ; 59 n. 4 ; 59 n. 6 ; 201 et n. 3. = Guillaume —, fils d'Et., I, 195 n. 4 ; — II, 98 n. 6. = Jean —, chan. de Langres, I, 296 et n. 2.

Taizey (cant. Chalon, S.-et-Loire), château, II, 456 et n. 5. — Trêve de —, II, 450 et n. 1 ; 451 ; 452 ; 455-457 et n. ; 459 et n. 3.

Talant (cant. Dijon-O., C.-d'Or), village et château, I, 96 n. 1 ; 169 ; 240 ; 303 ; 322 ; — II, 78 ; 89 ; 97 ; 315 ; 415 ; 424-426 et n.

TALMAY (Jean-Louis de Pontailler, baron de), député aux Etats de 1593, I, 13 n. 2 ; 34 n. 2 ; 393 ; — II, 46 n. 2 ; 49 n. 3 ; 239 ; 244 ; 249 ; 252 ; 253 n. 1, 3 ; 256-258 et n. ; 265 n. 2 ; 315 ; 379.

TAMISIER (Pierre), président en l'élection de Mâcon, I, 24 ; 164 ; 186 ; — II, 47 n. 3.

TANNERRE (Edme du Pé, s^r de Louesme et de), capitaine navarriste, I, 329 et n. 3 ; 336 ; — II, 346 ; 356.

TAPESON (Jean Ysabeau, dit capitaine), capitaine ligueur, I, 304 ; 357 ; — II, 234 n. 3.

Tarsul (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), I, 312.

TAVANES (les), famille des Saulx, comtes ou vicomtes de Tavanès, I, 33 et n. 3 ; 67 n. 1. = Gaspard, lieutenant-général en Bourgogne, maréchal de France, I, 74 et n. 1-2 ; 78 ; 121 ; 155 ; 377 et n. 1. = Guillaume, comte de —, lieutenant en l'absence, navarriste, I, 42 n. 5 ; 57 n. 2 ; 81 ; 98 n. 2 ; 103 ; 117 ; 128 ;

158. — Ses sentiments, I, 299 et n. 1 ; 408 430 ; — II, 320 339 ; 347 et n. 1. — Années 1588-1589, I, 174 n. 3 ; 223 et n. 1-2 ; 225 n. 3 ; 253 ; 260 ; 295 et n. 3 ; 311 ; 316 et n. 7 ; 317 et n. 2 ; 325 ; 326 et n. 3 ; 331 ; 343-348 et n. ; 357 ; 371 ; 376 ; 385 ; 386-387 ; 389 ; 398. — Années 1590-1595, I, 404 ; 406 ; 429 et n. 4 ; 435 ; — II, 94 n. 4 ; 290 ; 372 et n. 1 ; 393 et n. 5 ; 438 ; 464 et n. 3. = Jean, vicomte de —, 2^e fils du maréchal, lieutenant-général pour Mayenne en Bourgogne, I, 39 ; 72 n. 3 ; 77 n. 4 ; 105 ; 114 n. 2 ; 174. — Ses idées et sentiments, I, 31 ; 296 et n. 1 ; 305 et n. 2 ; — II, 29 ; 44 ; 76 n. 4 ; 77 ; 91 ; 92-96 et n. ; 97 ; 144 n. 2 ; 159 ; 161-168 et n. ; 180 n. 1 ; 234 ; 236 ; 267 n. 3 ; 271 ; 277 ; 279 ; 299 ; 314 ; 317 ; 362 et n. 3 ; 372 ; 373 ; 406 ; 410 ; 412 ; 413 ; 425-426 et n. ; 452 n. 3 ; 455 n. 2 ; 464 et n. 4. = Francoise de La Baume, maréchale de —, I, 201 et n. 1-2 ; 309 ; 310 ; 326.

Tende (comté de), I, 110 et n. 2.

TEXIER (les), famille autunoise d'officiers, I, 45.

THENISSEY (Ant. de Gellan, baron de), capitaine ligueur, I, 226 ; 249 n. 3 ; 308 ; 352 ; 428 et n. 3 ; 429 ; 440 n. 4 ; 441 ; 442 et n. ; — II, 86 ; 87 n. 1 ; 88 n. 5 ; 107 et n. ; 208 et n. 2 ; 237 n. 1 ; 240 ; 262 ; 274 ; 288 ; 314 n. 1 ; 317 ; 318 et n. 3 ; 375 ; 381 ; 387 ; 400 ; 402 ; 410 ; 439 et n. 3 ; 443.

THERRIAT, avocat à Auxerre, I, 336. = Gilles — [le même que le précédent ?] II, 340.

THÉSUT (François de), cons. au bailliage de Chalon, I, 191 ; 192 n. 1 ; 193 ; 194 n. 1 ; 287 ; — II, 222.

THIANGES (François de Damas, baron de), lieutenant de Mayenne, I, 115 ; 202 et n. 1 ; 302 ; 408 n. 2 ; 433 ; 434 n. 3 ; 435 n. 4 ; — II, 87-88 et n. ; 164 n. 1 ; 240 ; 279 ; 289 ; 381 ; 400 ; 402 ; 410 ; 438 n. 3 ; 443. = Madame de —, II, 314.

THIBAUT (M.), II, 381 et n. 1.

THIRION (le s^r de), capitaine royaliste, I, 346.

THOIRES (Philippe de Foissy, s^r de), I, 302 ; 325 ; — II, 239 ; 243 n. 3 ; 258 ; 270 ; 271 ; 381.

THOMAS (Jacques), cons. au Parlement, I, 160 ; — II, 414.

Thoissey, dit **Thoissel** (c.-l. cant., Ain), I, 445.

THORIGNY (Odet de Matignon, comte de), II, 399 n. 1 ; 418 n. 1 ; 422 et n. 1 ; 423.

- Thostes* (cant. de Précy, C.-d'Or), I, 34 n. 2 ; 45 n. 2 ; 344.
- THOU* (J.-A.), commissaire du roi, historien, I, 176 ; — II, 215 ; 369 n. 4.
- Til-Châtel* (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), I, 429 ; — II, 163.
- Tillenay* (cant. Auxonne, C.-d'Or), I, 117.
- TILLET* (Jacques du), conseiller au Parl. de Paris, abbé de Saint-Étienne, I, 62. = Jean du —, greffier au Parlement de Paris, I, 336.
- TINTRY* (Gaspard, s^r de), I, 300 n. 2 ; 330 ; 346.
- TISSERAND* (Bénigne), cons. (navarriste) au Parl., I, 341 n. 4. = Martin — auditeur aux Comptes, II, 237 n. 1.
- TIXIER* (Philibert) conseiller (navarriste) au Parlement, I, 85 n. 1.
- TORNES* (les), s^{rs} de Thostes, I, 34 n. 2 ; 45 n. 2.
- Toulouse*, I, 178 ; 179 ; — II, 57 ; 233 n. 2. ♦ Conseil de la Sainte-Union, II, 41 n. 3.
- Tournelle* (la) du Parlement de Dijon, I, 121.
- Tournus* (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 20 ; 228 ; 273 ; 357-358 et n. ; 361 ; 402 ; — II, 50 ; 164 n. 1 ; 289 ; 346 ; 398 n. 2 ; 401 et n. 1.
- Tours*, I, 254. ♦ Gouvernement de —, I, 139 ; 395 ; 396 ; 398 ; — II, 18 ; 66.
- TRAHY* (Claude), cordelier d'Auxerre, I, 135 ; 150 et n. 4 ; 151 n. 4 ; 163 ; 258 ; 275 et n. 2 ; — II, 305 n. 2.
- Traités*, de Lyon (sept. 1595), II, 432-433 et n. ; 457. ♦ — de Folembay, II, 460-462 et n. ♦ Articles secrets de Folembay, II, 460 ; 461 n. 1, 3 ; 462 n. 1. ♦ — de Vervins, II, 419 n. 2 ; 447 ; 464 n. 1. ♦ Cf. Édits.
- TRAVERES* (le s^r de), I, 123 ; 294 et n. 1.
- TREFFORT* (Joachim de Rye, m^{ts} de), I, 435 ; — II, 162 n. 7 ; 173 ; 401 n. 4.
- TREMBLECOURT* (Louis de Beauvau, s^r de), II, 375 ; 382 et n. 1 ; 386 n. 6 ; 394 et n. 1 ; 409 ; 411 ; 412 ; 414 ; 422.
- Trente* (décrets du concile de), I, 69 et n. 4 ; 388 n. 1 ; 389 ; — II, 214 ; 217 ; 249.
- TRESTONDANT* (le s^r de), capitaine de Montsaugéon, II, 163 n. 1 ; 267 n. 3 ; 315.
- Trêves*. Trêves locales, I, 321 ; 408 et n. 4 ; — II, 158 ; 266 n. 2 ; 325 ; 331-332 ; 356 et n. 5 ; 373 n. 4 ; 398 ; 407 ; 428 n. 1 ; 452. ♦ Trêve générale de 1593, II, 82 ; 257-258 ; **266-269 et n.**
- TRIBOLÉ* (Nicolas), avocat d'Auxerre, maire, I, 51 n. 2 ; 135 ; 163 et n. 3 ; 275 ; 276 ; — II, 340 ; 346.
- Troupes*, recrutement, effectifs, entretien, etc., I, 332 ; 346 ; 353 ; 357 ; 398 et n. 4, 5 ; 406 ; 428 et n. 3 ; — II, 49-51 ; 107 ; 109 ; 110 et n. ; 163-164 et n. ; 260 ; 362 ; 364 ; 368 ; 374 ; 393 ; 400 ; 412 ; 449 n. 2. ♦ Méfaits et craintes des —, I, 292 ; — II, 140 ; 278 et s. ; 389.
- Troyes*, faits politiques et militaires, influence, I, 3 ; 16 ; 139 ; 140 et n. 3 ; 176 et n. 5 ; 177 ; 178 ; 179 ; 219 n. 1 ; 239 n. 4 ; 250 et n. 1 ; 251 et n. 3 ; 258 n. 2 ; 270 n. 1 ; 332 ; 437 n. 6 ; — II, 66 ; 155 et n. 1 ; 235 ; 236 ; 241 ; 288 ; 294 ; 341 ; 409 ; 411 ; 421. ♦ Conseil de la Sainte-Union, II, 41 n. 3 ; 44 n. 2 ; 46 n. 3 ; 48 et n. 3 ; 49 ; 52 n. 4 ; 55 n. 4 ; 56 ; 57 n. 4 ; 62 n. 1 ; 63. ♦ Imprimerie, I, 296 n. 2 ; 374 n. 3. ♦ Questions économiques, II, 121 et n. 3.
- TURGIS* (Claude de), gouverneur de Seurre, I, 283 et n. 2 ; 284 et n. 2 ; 356.
- TURQUAM* (Charles), commissaire du roi, I, 176. = Thomas —, général des monnaies, I, 28 et n. 1-2 ; — II, 83 ; 124.
- TURREL* (Bénigne), auditeur à la Ch. des Comptes, I, 341 ; 422.
- TYARD* (Cyrus de), évêque de Chalon, I, 67 n. 3 ; 396 n. 5 ; — II, 218 ; 239 n. 2. = Pontus de —, év. de Chalon, I, **63-64 et n.** ; 159 et n. 1 ; 190 ; 192 et n. 1 ; 193 n. 1 ; 194 ; 274 ; 299 ; 312 ; 325 n. 4 ; 370 et n. 1 ; 371 ; 380 ; 396 et n. 5 ; 398 et n. 2 ; — II, 38 n. 4 ; 89 n. 2 ; 162 ; 165 n. 5 ; 201 ; **217-219 et n.** ; 222 n. 1 ; 264 ; 307.

U

Uchazy (cant. Tournus, S.-et-Loire), I, 61 n. 2 ; 349 ; 361.

URFÉ (Anne d'), I, 226.

UXELLES (Antoine du Blé, baron d'), capitaine ligueur, I, 115 ; 295 et s. ; 302 ; 435 n. 4 ; — II, 59 n. 3 ; 240 ; 262 ; 314 n. 1 ; 317 et n. 2 ; 321. = Pétrarque, baron d'—, I, 35 n. 3.

V

VAILLANT, député de Cluny aux États du Mâconnais, I, 190.

VAIR (Guillaume du), II, 172 ; 193 ; 199 et n. 2 ; 247 ; 254 et n. 2 ; 255.

Val de Saône, I, 20 ; 122 ; 165-167 ; 178, **278-282 et n.** ; 286 ; 289 ; 385 ; — II, 120 ; 137 ; 155 ; 157 ; 331 ; 400 ; 418 n. 3 ; 438 ; 461.

- Valence* (Drôme), I, 204 ; 209 n. 6.
- VALLERET** (Étienne), auditeur aux Comptes, I, 423.
- VALLETIER** (de), prédicateur de Chalon, II, 133.
- VALON** (Jacques), cons. au Parlement, I, 32 n. 2 ; 161 n. 2 ; 344 n. 2 ; — II, 100.
- Val-Suzon* (cant. Saint-Seine, C.-d'Or), I, 3.
- VAN DEN BROCK** (Jacques), peintre de Dijon, I, 111 n. 1.
- VARENNES** (Jean de Nagu, s^r de), gouverneur de Mâcon [souvent nommé : *Varennès-Nagu* ou *Nagu-Varennès*], I, 331 et n. 2 ; 355 ; 356 et n. 1 ; 385 ; 442 ; — II, 47 ; 87 n. 1 ; 262 ; 345 et n. 2 ; 353 n. 2 ; 383.
- Varzy* (c.-l. cant., Nièvre), I, 275.
- VATARD** (Pierre), imprimeur à Auxerre, I, 140 ; 188 n. 4 ; — II, 66 ; 356.
- VAUGRENANT** (Philippe Baillet de), président aux Requêtes du Palais à Dijon, puis gouverneur de Saint-Jean-de-Losne, I, 31 n. 5 ; 410 n. 2. ♦ *Années* 1587-1589, I, 160 ; 181 et n. 1 ; 221 ; 222 n. 4 ; 223 et n. 1, 4 ; 224 et n. 1, 4 ; 234 et n. 3 ; 253 ; 288 ; 291 ; 300 n. 2 ; 327 n. 1 ; 350 ; 352 ; 430 et n. 2. ♦ *Années* 1590-1595, I, 436 ; — II, 158 ; 180 n. 1 ; 181 n. 2 ; 271 n. 1 ; 288 ; 301 n. 3 ; 331 ; 339 ; 341 n. 1 ; 352 et n. 1 ; 362 n. 4 ; 372 n. 1 ; 393 n. 5 ; 394-395 ; 396 ; 407 n. 1 ; 408 n. 2 ; 411 n. 1 ; 413.
- VAULX** (Bénigne de), orfèvre dijonnais, sa veuve, I, 234.
- VAUX** (le s^r de), d'Auxerre, I, 163 n. 3.
- VELASCO** (Fernand de), gouverneur du Milanais, II, 368 et n. 1 ; 392 ; 399 ; 400 et n. 1-2 ; 401 ; 404 ; 409 ; 411 ; 412 ; 416 ; **419-421 et n.** ; 422 ; **423-424 et n.** ; 425 et n. 3 ; 427 ; 430 ; 431 et n. 1 ; 432 et n. 1 ; 452.
- VELLEPESLE**. — V. **LEGOUZ**.
- VENDÔME** (Charles de Bourbon, cardinal de), I, 396.
- Venise*, I, 143 n. 2.
- VENOT** (les), famille autunoise, II, 101 et n. 4. = André —, chanoine d'Autun, I, 412. = Jacques —, avocat à Autun, I, 156 ; 370 n. 1 ; 371 ; 412 ; — II, 43 ; 51 n. 8 ; 101 ; 150 ; 165 n. 3 ; 239 ; 242 n. 1 ; 243 ; 252 ; 253 n. 1 ; 258 n. 5 ; 270 n. 4 ; 265 n. 2 ; 337 ; 338. = Philibert —, avocat, vierg d'Autun, I, 191 ; 277 ; — II, 101 ; 165 ; 271 ; 279 ; 331 ; 348 ; 351 ; 410-411 ; 441.
- Verdun* [-sur-le-Doubs] (c.-l. cant., S.-et-Loire), I, 96 n. 1 ; 110 n. 3 ; 263 ; 284 ; 349 ; 398 ; 399 ; — II, 49 ; 157 n. 2 ; 160 ; 161 ; **162-163 et n.** ; 218 et n. 1 ; 307 ; 331 ; 362 ; 429 ; 452 n. 3 ; 462 n. 1.
- Vergy* (c^{ae} Reulle-Vergy, cant. Gevrey, C.-d'Or), château, I, 179 n. 3 ; — II, 393 n. 5 ; 452 n. 3.
- VERGY** (Fr. de), comte de Champlitte, lieutenant-général de Franche-Comté, I, 13 n. 2 ; 278 ; — II, 179 ; 180 et n. 1 ; 181 n. 2 ; 362 ; 372 ; 403 ; 431.
- Vermenton* (c.-l. cant., Yonne), I, 96 n. 1 ; 144 n. 5.
- VERNES** (Abel), prieur des jacobins de Beaune, II, 305 et n. 5.
- VERNET** (le s^r du), cap. royaliste, I, 346.
- Vesoul* (Hte-Saône), II, 399 ; 400 ; 409 ; 410 n. 2 ; 411 ; 412 ; 414.
- VÉTUS** (Jean), commissaire du roi, I, 127 et n. 2 ; — II, 84.
- VERT** (Ph. de), député de Troyes aux États de 1588, I, 225 n. 3.
- Vézelay* (c.-l. cant., Yonne), ville et abbaye, I, 15 ; 16 n. 1 ; 116 ; 174 ; 319-321 et n. ; — II, 300 ; 346.
- VIARD** (Jacques), trésorier, I, 83 n. 2.
- Vicaires**. — V. *Curés et vicaires*.
- Vignerons**, I, 58 ; 60 ; 119-120 ; 147 ; 185 ; 350 ; — II, 53 n. 2 ; 127 et n. 3-4 ; 128 n. 2 ; 129 ; 130 n. 2 ; 138 ; 141 et n. 1 ; 283 ; 286-287 et n. ; 289 ; 290 ; 292 ; 318 n. 6 ; 327 ; 346 ; 388-389 ; 396 ; 407 ; 410 n. 5.
- VIGNIER** (Jacques), conseiller au Parlement de Dijon, I, 46 n. 1. = Nicolas —, médecin, I, 49 n. 3. ♦ *Ecrivain*, I, 131 n. 3.
- Villaines-en-Duesmois* (cant. Baigneux, C.-d'Or), II, 163.
- VILLARS** (Honorat de Savoie, marquis de), amiral, I, 105 n. 3 ; 110 ; 202 ; 437.
- VILLARS-BRANCAS** (Georges de Brancas, duc de Villars), gouverneur de Rouen, II, 235.
- VILLARS-HOUDAN** (Louis ou François de Monceaux, s^r de Villars, dit), maréchal de camp, ligueur, II, 374 ; 375 ; 382 et n. 1 ; 387 ; 402 ; 434 n. 5 ; 438 n. 3 ; 446 n. 1.
- VILLEBICHOT** (Chrétien de), apothicaire à Dijon, II, 237 n. 1.
- VILLENEUVE** (le s^r de), II, 87 n. 1 ; 317 ; 394 ; 438.
- Villeneuve-le-Roi* (c.-l. cant. Yonne), I, 289.
- VILLEROY** (Nicolas de Neufville, s^r de), secrétaire d'État, I, LIJ ; 118 et n. 2-3 ; 206 et n. 3 ; 267 ; — II, 25 et n. 4 ; 176 ; 212-213 et n. ; 227 ; 252 ; 282 ; 380 ; 426 et n. ; 443 ; 447 ; 449 et n. 1 ; 450 n. 3 ; 451 ; 452 ; 456 et n. 3-4 ; 457 ; 458 et n. 1 ; 459.
- VILLERS** (Claude de), s^r de Montjeu, I, 33.

- VILLERS** (Ph de), avocat au Parl., I, 51 n. 3.
- VILLERS-LA-FAYE** (Louis, baron de), II, 234 n. 3; 237 n. 1; 314 n. 4; 320; 383.
- VILLE-SUR-ARCE** (le s^r de), I, 394.
- Villes**. Idée ou essais des fédérations ou unions des —, I, 268; 270; 271; — II, 68; 330-331 et n.; 407. ♦ — de Bourgogne, I, 270; 290-292 et n.; 323-324 et n.; 339; 381 et s.; 395; 408; — II, 37; 68; 101; **108-113 et n.**; 111-112; 143; 149-150; 329 et s.; 365; 379 n. 1; 407 et n. 1-2; 420; 421. ♦ Villes ligueuses et royalistes, I, 257; — II, 277; 342-346; 353.
- Villey-sur-Tille** (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), I, 121.
- VILLIERS** (Jean de Damas, s^r de), député aux États généraux de 1588, gouverneur d'Auxerre I, 191; 218; 219 et n. 1; 295; 304; — II, 89; 314; 346.
- Vimory** (bataille de), I, 103; 105; 113; 137 et n. 3.
- VINCENT** (Guillaume), II, 170 n. 1; 386. = —, maître aux Comptes, I, 237.
- VINCENT** (Philippe), s^r de Tresfontaines, président en l'élection d'Auxerre, I, 163 et n. 4; 276 et n. 2; 336; — II, 99; 239.
- Vins** (commerce des), II, 157 n. 2; 167.
- VINS** (le s^r de), I, 202 n. 1.
- VINTIMILLE** (Jacques de), conseiller au Parlement, I, 47 n. 1; 79 n. 4; 161 et n. 2.
- VINZELLES** (Pierre Dormy, baron de), bailli de Mâcon, II, 345 n. 2.
- VIREY** (Enoch), futur maire de Chalon, I, 179 n. 2.
- Viriset**,auj. *Vérizet* (cant. Lugny, S.-et-Loire), I, 398.
- VITRY ou VITREY** (le s^r de), I, 309; 312; 313 et n. 2; 326 n. 4.
- Vitry-le-François** (Marne), II, 374; 378.
- VITTEAUX** (Antoine Duprat, baron de), capitaine ligueur, I, 42; 88 n. 1; 96 n. 1; 286 et n. 4; 307-308 et n.; 326 n. 3; 336; 337 n. 3; 352; 364; — II, 164 n. 1; 240; 317; 319; 383; 387; 415 n. 1; 439 et n. 2-3. ♦ Régiment de—, I, 50; 286; 291; 292; **307-308 et n.**; 324; 325; 364; 406 et n. 2; 410 n. 3; 442; — II, 50; 381; 402.
- VOISINES** (Simon de), II, 145.
- Volnay** (cant. Beaune-N., C.-d'Or), II, 289 et n. 2.
- VONCOURT** (le s^r de), capitaine lorrain, II, 172; 173 n. 1; 278 n. 4.

W

- Wallons** (soldats), II, 280; 386.
- WOLFGANG**, duc des Deux-Ponts, I, 120.

Y

- Yonne** (l'), rivière, I, 5; 320.
- YSABEAU**. — V. **TAPESON**.

Z

- ZAMET** (Sébastien), financier, I, 107 n. 1; — II, 449 n. 1.

TABLE DES MATIÈRES

DES DEUX TOMES

TOME PREMIER

(Une table plus détaillée a été donnée
à la fin de ce tome)

Plan sommaire de l'ouvrage	IX
AVANT-PROPOS	XI
DOCUMENTS ET TRAVAUX UTILISÉS.....	XXI

INTRODUCTION. — *Conditions et Problèmes de 1587*

1. Le pays bourguignon, 2. — 2. Le milieu social, 30. — 3. Le gouvernement, 73. — 4. L'« établissement » de Mayenne en Bourgogne, 102. — 5. Éléments généraux de l'esprit public, 119. — 6. Problèmes de 1587, 147.

1^{ère} PARTIE. — *Le mayennisme (1588-1591)*

I. <i>Le mouvement guisard et parisien de 1588</i>	173
II. <i>La révolte de Mayenne</i>	218
III. <i>La révolte. Les villes</i>	256
IV. <i>La révolte et les gentilshommes</i>	293
V. <i>Conflits sociaux et Sainte-Union. La mission de Nemours</i> ..	334
VI. <i>Après la mort du roi. Les intérêts contre la Réunion catholique</i>	365
VII. <i>La lieutenance de Sennecey et l'exploitation de la Ligue</i>	400

TOME DEUXIÈME

2^e PARTIE. — *Mayenne entre la monarchie
et son « particulier » (1591-1593)*

VIII. — PROBLÈMES DE 1591. L'ÉQUIVOQUE MAYENNISTE

I. Situation spéciale de la Bourgogne. Un gouverneur de province lieutenant-général de l'Etat	10
II. De 1589 à 1591 : le discrédit du protecteur	12
III. Mayenne en 1591. Les nécessités contradictoires. a) Le « général »	19
IV. Mayenne en 1591. Les nécessités contradictoires. b) Le « particulier » ...	24
V. Les ligueurs bourguignons et l'équivoque mayenniste	26
VI. La bienveillance et l'autorité	28

IX. — AUTORITÉ CENTRALE ET PROVINCE.
ÉTATS PROVINCIAUX ET CONSEIL DE LA SAINTE-UNION

I. Les Etats provinciaux : leur modération	33
II. Les Etats provinciaux : leur trouble	36
III. Le Conseil de la Sainte-Union de Dijon	41
IV. Le Conseil de la Sainte-Union : l'administration de la guerre	49
V. Le Conseil de la Sainte-Union : son rôle politique	54
VI. Le gouvernement de Mayenne et les Etats	59
VII. Le gouvernement de Mayenne et le Conseil de la Sainte-Union	61

X. — AUTORITÉ CENTRALE ET PROVINCE.
LES HOMMES DE MAYENNE

I. Le principe du contrôle personnel	65
II. Les députés à la suite du lieutenant-général de l'Etat. Bernard	67
III. Les agents politiques du lieutenant-général	73
IV. Le rôle de Jeannin	81
V. En Bourgogne : les capitaines	87
VI. Le lieutenant de 1592 : le vicomte de Tavanès	92
VII. Principes et réalités : les dévouements soldés	96

XI. — LES GRIEFS COMMUNS.

PEUPLE ET BOURGEOISIES

I. <i>Les charges financières de la province</i>	104
II. <i>Les charges financières des villes. Les charges des « aisés »</i>	108
III. <i>La cherté</i>	113
IV. <i>Le désordre des monnaies</i>	119
V. <i>Le peuple urbain : épreuves et sentiments</i>	125
VI. <i>Les paysans</i>	134
VII. <i>La Bourgogne abandonnée et exploitée par un chef impuissant</i>	142

XII. — LES RÉSTANCES ET LE DÉSORDRE

I. <i>Les résistances</i>	148
II. <i>Les résistances et la question de l'influence des Seize</i>	151
III. <i>Les particularismes</i>	155
IV. <i>Les progrès des navarristes</i>	159
V. <i>Les hommes de Mayenne à l'œuvre. L'essai de redressement militaire de 1592</i>	161
VI. <i>Les hommes de Mayenne. Le péril ajourné</i>	163

XIII. — A LA VEILLE DES ÉTATS.

LA BOURGOGNE FRANÇAISE

I. <i>La Bourgogne au milieu des prétendants. Le duc de Lorraine. Le duc de Savoie</i>	169
II. <i>Philippe II</i>	174
III. <i>Philippe II. La neutralité comtoise</i>	177
IV. <i>Les droits « bourguignons » de Philippe II. Le loyalisme français</i>	182
V. <i>Les desseins de Philippe II sur la couronne. Pas de parti espagnol</i> ..	188
VI. <i>La Ligue française. Jeannin</i>	192

XIV. — A LA VEILLE DES ÉTATS.

LE CHOIX D'UN ROI

I. <i>Mayenne roi ? Le silence des plaquettes</i>	197
II. <i>Mayenne roi ? Le sentiment commun</i>	203
III. <i>Les autres princes français. Les parents de Mayenne</i> ..	207
IV. <i>La solution réaliste. Jeannin</i>	210
V. <i>L'influence de la réaction gallicane</i>	213
VI. <i>Les progrès des « politiques »</i>	220

3^e PARTIE. — *La perte de la Bourgogne (1593-1596)*

XV. — LA BOURGOGNE ET LES ÉTATS DE LA LIGUE

I. <i>Avant les Etats. Le marché de Soissons et la Bourgogne</i>	227
II. <i>Le fils de Mayenne gouverneur de Bourgogne</i>	233
III. <i>Les députés bourguignons. La garde de Mayenne</i>	237
IV. <i>La « Bourgogne » et Mayenne aux Etats. La conférence de Suresnes</i>	245
V. <i>La « Bourgogne » et Mayenne aux Etats. La parade contre les Espagnols</i>	253
VI. <i>Pendant les Etats. La nouvelle de l'Abjuration</i>	259
VII. <i>La trêve. Les Etats provinciaux d'octobre 1593</i>	266

XVI. — APRÈS L'ABJURATION.

LA GUERRE DE MAYENNE ET L'INTERVENTION DU PEUPLE

I. <i>La guerre recommence. Les garnisons de Mayenne</i>	274
II. <i>La guerre de Mayenne</i>	280
III. <i>La crise économique et l'effervescence populaire</i>	283
IV. <i>Le réveil du peuple urbain</i>	286
V. <i>Les paysans en armes</i>	288
VI. <i>Peuple parisien, peuple provincial</i>	293

XVII. — APRÈS L'ABJURATION.

CLERCS, GENTILSHOMMES ET OFFICIERS

I. <i>Le clergé : sa lassitude</i>	300
II. <i>Le partage des clercs</i>	304
III. <i>Les gentilshommes : les déceptions de la guerre</i>	311
IV. <i>Les gentilshommes et l'approche de la paix. La ruée au dernier profit</i>	316
V. <i>Les officiers. L'esprit de corps</i>	323
VI. <i>Les officiers. Le frein des « considérations »</i>	325

XVIII. — LA DÉROUTE DES « RÉPUBLIQUES ».

LES REDDITIONS DE 1594

I. <i>Le désarroi des oligarques</i>	329
II. <i>L'issue des offices</i>	333
III. <i>Les appels des émigrés</i>	339
IV. <i>Le signal de Lyon. Les soumissions du printemps de 1594</i>	342
V. <i>Maires de juin 1594</i>	347
VI. <i>Les dernières villes menacées</i>	352

XIX. — LE REPLI DE MAYENNE SUR LA BOURGOGNE

I. <i>Mayenne entre les Espagnols et Henri IV. Les négociations pour la Bourgogne</i>	359
II. <i>Les « François » de Bourgogne. Le réveil de la frontière comtoise</i>	367
III. <i>Le retour de Mayenne</i>	373
IV. <i>Lieutenant-général dechu</i>	378
V. <i>Pénurie de moyens</i>	381
VI. <i>La guerre franco-espagnole. La « retraite » de Beaune</i>	385

XX. — LA GUERRE FRANCO-ESPAGNOLE EN BOURGOGNE.
FONTAINE-FRANÇAISE

I. <i>Biron contre Mayenne</i>	391
II. <i>La révolte de Beaune (5 février 1595)</i>	395
III. <i>Mayenne en Comté</i>	399
IV. <i>Les dernières villes. Les bourgeoisies</i>	405
V. <i>L'émeute populaire contre Mayenne. La perte d'Autun et de Dijon</i>	409
VI. <i>Henri IV et les Espagnols à la frontière bourguignonne</i>	415
VII. <i>Fontaine-Française. La retraite de Mayenne</i>	422

XXI. — LA CAPITULATION DE MAYENNE

I. <i>Henri IV en Comté. Mayenne dans Chalon</i>	429
II. <i>Le ralliement au roi</i>	435
III. <i>Deux fins de guerre. Etienne Bernard et Jeannin</i>	443
IV. <i>La renonciation à la Bourgogne</i>	448
V. <i>L'Absolution. La trêve de Taizay</i>	454
VI. <i>Le départ de Mayenne. L'édit de Folembray</i>	458
VII. <i>Perspectives</i>	462

CONCLUSIONS	467
-----------------------	-----

I. Mayenne et la Bourgogne, 467. — II. La Ligue en Bourgogne, 473. —

III. La date de 1595 et les grands traits de l'histoire bourguignonne, 479.

<i>Errata et Addenda</i>	486
------------------------------------	-----

<i>Index topographique sommaire</i> <i>En hors-texte ap. la p.</i>	486
--	-----

<i>INDEX ALPHABÉTIQUE</i>	487
-------------------------------------	-----

ACHEVÉ D'IMPRIMER
PAR J. BERNIGAUD & E. PRIVAT
A DIJON
EN AVRIL M. CM. XXXVII

